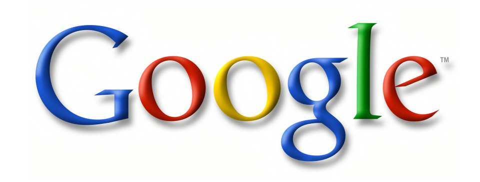
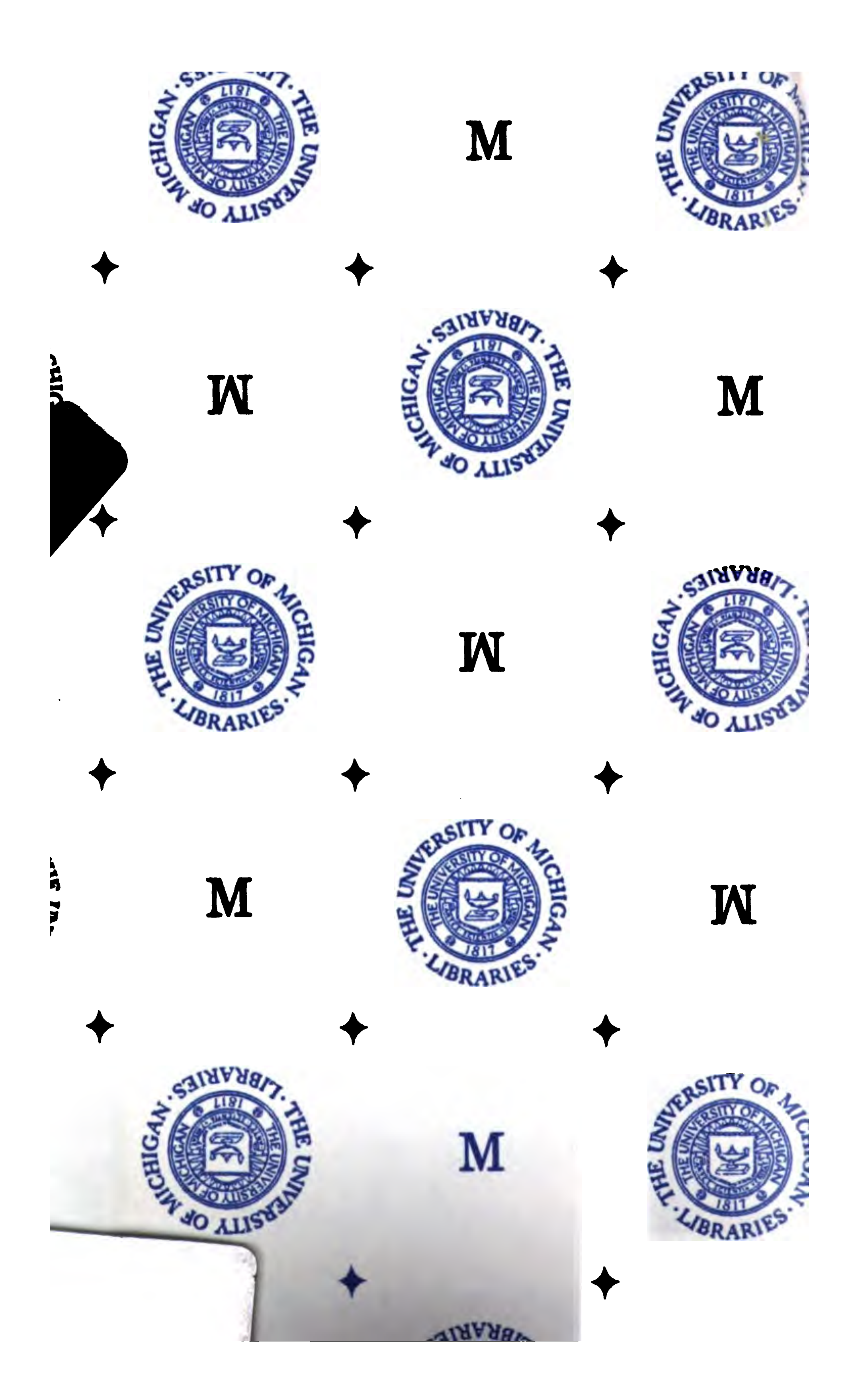
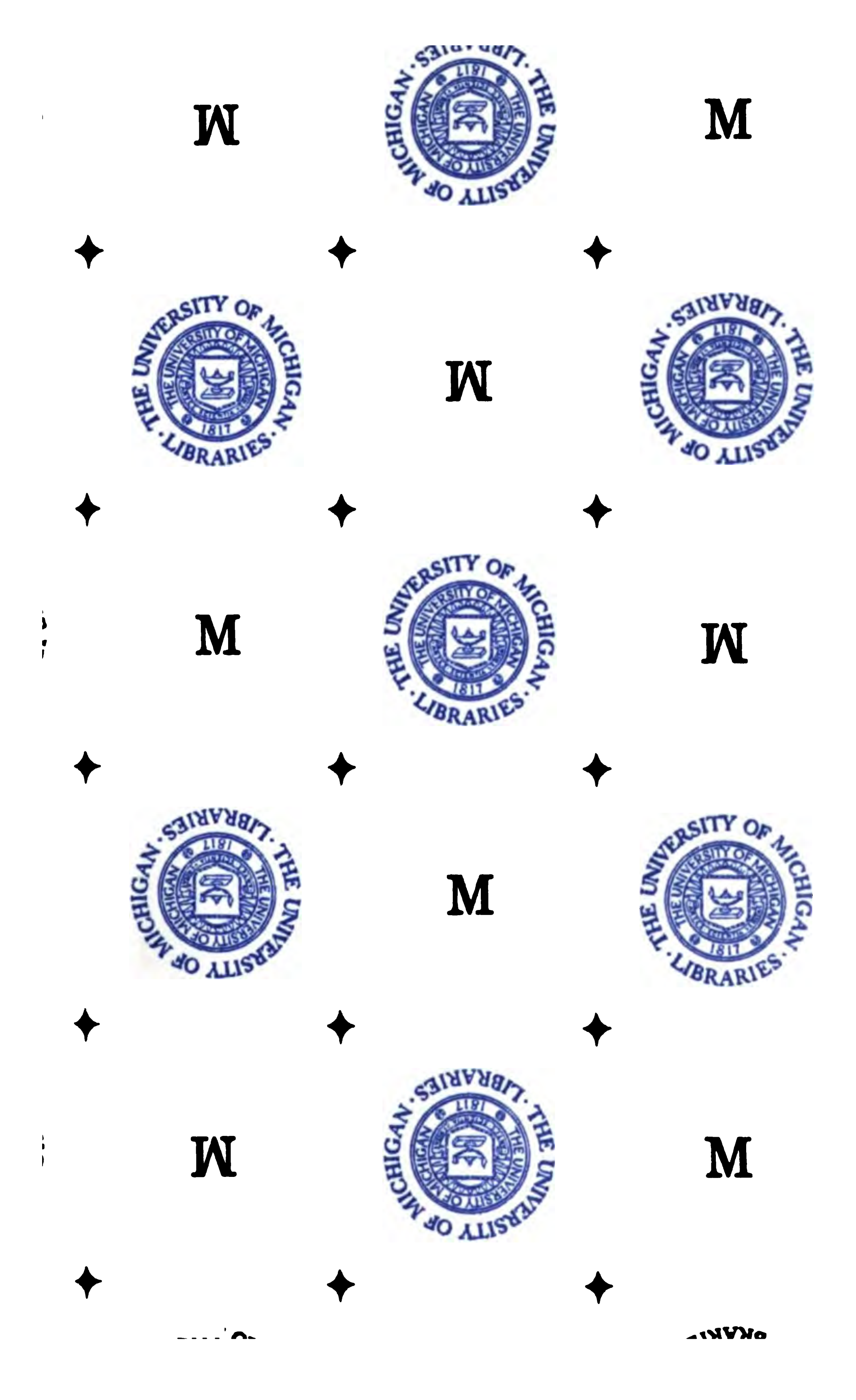




B 839,677


THE UNIVERSITY OF MICHIGAN · LIBRARIES ·
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
1817
M



THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
LIBRARIES
1817
M

MADAGASCAR

SES HABITANTS ET SES MISSIONNAIRES

—

TOME SECOND

Imp. de la Soc. de Typ. - NOIZETTE, 8, r. Campagne 1re. Paris.

HISTOIRE

DE

MADAGASCAR

SES HABITANTS ET SES MISSIONNAIRES

PAR

LE P. DE LA VAISSIÈRE

DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS

TOME SECOND



PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

90, RUE BONAPARTE, 90

1884

MADAGASCAR

SES HABITANTS ET SES MISSIONNAIRES

CHAPITRE XIX

Appréciations protestantes sur le règne de Rasoherina et celui de Ranavalona II. — Mort du P. Boy. — Traité français du 8 août 1868. — Couronnement de Ranavalona II. — Établissement de l'Église d'État. — Ranavalona II à l'église de Saint-Joseph-de-Mahamasina. — Création de cent vingt-six évangélistes protestants.

(1868-1869.)

Nous avons donné ailleurs l'appréciation des méthodistes anglais sur le règne de Radama II. « Ce règne, dit le Rév. Sibree, dans son ouvrage la *Grande Ile africaine,* était tout à fait opposé au bien et si peu satisfaisant, que s'il eût continué plus longtemps, il aurait causé plus de dommages aux espérances de la *vraie religion*, que n'eussent pu le faire des années de persécution manifeste. »

Il nous a paru intéressant de commencer ce chapitre par une nouvelle citation des appréciations du même auteur sur le règne de Rasoherina et celui de Ranavalona II qui lui succéda. Voici donc ses paroles : « Alors vint le règne de Rasoherina, pendant lequel, durant cinq ans, l'*Évangile* fit de constants et solides progrès. Ayant le champ libre, sans faveur du gouvernement comme aussi sans opposition de sa part, le *christianisme* s'étendit et fit pénétrer son influence dans tous les rangs de la société, à la capitale et dans les régions voisines. Les membres les plus jeunes et les plus intelligents de chaque grande famille se rangèrent parmi ses adhérents, et le christianisme devint ainsi graduellement un pouvoir reconnu, répandant partout son influence, et la faisant sentir jusque dans les provinces

assez éloignées. du centre. » Arrêtons-nous ici un instant et faisons d'abord remarquer que le Rév. Sibree affirme d'une manière fort claire que sous Rasoherina la religion des Anglais eut toute liberté pour s'étendre et ne fut nullement persécutée. Le pasteur protestant est sur ce point dans la vérité. Mais il fausse évidemment cette même vérité, et égare de propos délibéré la bonne foi de ses lecteurs, lorsqu'il ajoute ce membre de phrase *sans faveur de la part du gouvernement*. En admettant en effet que Rasoherina se soit conservée neutre, et n'ait pas favorisé personnellement la religion méthodiste, bien qu'elle ne l'ait pas non plus personnellement entravée, cette reine n'était pas tout le gouvernement du pays. M. Sibree, moins que personne, ne pouvait ignorer ce que le premier de ces ministres-époux, Rainivoninahitriniony, avait déployé de sauvage énergie pour le triomphe de l'Angleterre; ni ce que fit pour la même cause, sauf peut-être pendant un an où il resta à peu près indifférent, Rainilaiarivony son frère et successeur au ministère; ni surtout la faveur prépondérante dont jouit la secte, après la conclusion du traité britannique de la part de presque tout le gouvernement, à l'exception toutefois de Rasoherina désireuse de tenir toujours la balance égale entre la France et l'Angleterre?

Le même auteur ajoute immédiatement:

« La mort de la reine Rasoherina en avril 1868, et l'avènement au pouvoir de sa cousine Ramoma fut pour le christianisme le signal d'un nouveau et grand progrès. Les conseillers de la souveraine s'étaient clairement rendu compte du cours que prenaient les événements, et ils avaient compris que le *christianisme* était devenu dans le pays un élément qui ne pouvait plus passer inaperçu. Ils résolurent alors de se placer eux-mêmes à la tête de ce nouveau mouvement, et de ne pas laisser une si puissante influence entièrement indépendante de l'État. C'est ainsi qu'au couronnement de la reine qui se fit appeler du nom de Ranavalona II, on commença par faire au *christianisme* les honneurs d'une sorte de reconnaissance publique. Aucune idole ne fut en effet admise à sanctifier de sa présence cette cérémonie. La bible seule occupait une place de choix à la droite de la reine, pendant que sur le baldaquin posé au-dessus de la tête de la souveraine on lisait écrites en gros caractères ces paroles empruntées à l'hymme des anges, « Gloire à Dieu, » « Paix sur la terre, » « bonne

volonté aux hommes » (sic). La bible anglaise elle-même corrompt ainsi le sens de ce passage. Il était évident qu'une ère nouvelle, à dater de ce jour, était inaugurée. »

L'ère nouvelle qui s'inaugurait alors c'était tout simplement le triomphe officiel du protestantisme anglais. La reine et son premier ministre, au jour de ce couronnement, le 3 septembre 1868, étaient déjà protestants de cœur, en attendant de pouvoir se déclarer tels plus manifestement par le baptême méthodiste ! Voilà la seule conclusion possible à tirer des assertions du Rév. Sibree qui, ici du moins, ne nous trompe pas. Mais comment Rainilaiarivony et la souveraine avaient-ils pu oublier sitôt les terribles leçons de la conspiration protestante, qui éclata à la fin du règne de Rasoherina? Le ministre Sibree nous le révèle. Ils crurent que le parti le plus sûr pour la conservation de leur autorité n'était pas de combattre le grand mouvement protestant qui leur semblait irrésistible, mais de se mettre résolument à la tête, et de l'exploiter au profit de l'État, c'est-à-dire de leur ambition personnelle. Et ils firent ce pas décisif que Rasoherina et Radama II n'avaient jamais consenti à faire. On les vit se livrer au méthodisme anglais, de manière à établir chez eux cette fausse religion comme la religion de l'État, et par suite l'Angleterre comme la puissance prépondérante à Madagascar.

Ce fil conducteur une fois indiqué, d'après l'historien anglais de la *Grande Ile africaine*, ouvrage dont nous avons vu naguère encore s'inspirer le journal de la cour de Londres, afin de répondre à certains journaux de France affirmant nos droits sur Madagascar, nos lecteurs n'auront plus grande peine à saisir l'ensemble des événements que nous devons raconter, dans le présent chapitre et les suivants. La nation malgache leur apparaîtra désormais comme une malheureuse victime de la superstition païenne et du protestantisme officiel anglo-hova, unis ensemble pour la dévorer, sous prétexte de la civiliser ; et ils la verront elle-même occupée à persécuter d'autant plus vivement l'action civilisatrice du catholicisme et de la France, que la France et le catholicisme affirmeront plus hautement leur juste prétention de faire valoir leurs droits sur Madagascar.

Mais avant de raconter les premières phases de ces odieuses persécutions du droit et de la vérité, sous le règne de Ranavalona II, il convient de placer ici quelques faits d'un autre ordre, que le courant

de la narration dirigée ailleurs a forcé notre plume de laisser momentanément dans l'ombre.

Nous avons annoncé au dernier chapitre l'arrivée à Tananarivo, le 24 novembre 1866, de trois Frères des Écoles chrétiennes. Ce que nous n'avons pas dit alors c'est la manière pleine de cordialité dont ils furent accueillis par nos élèves, l'énergique impulsion que donnèrent aux classes de garçons leurs excellentes méthodes, leurs industries pour exciter l'émulation, ainsi que leurs dialogues récités en public avec un merveilleux entrain par des écoliers choisis et formés dans ce but ; de là une augmentation notable dans le nombre des enfants des écoles après les fêtes du *Fandroana*. Soixante enfants se trouvaient en effet présents à la rentrée des classes du 18 février 1867. « C'est beaucoup, disait Ratahiry étonné. On m'a répété si souvent que les Français ne devaient plus avoir d'élèves, au commencement de la nouvelle année. » Ce nombre s'accrut encore néanmoins dans les mois qui suivirent. Il s'élevait à quatre-vingts le 19 mai, jour indiqué pour la fête officielle du *fitokaman-trano* ou inauguration solennelle de l'établissement des Frères des Écoles chrétiennes à Tananarivo.

Les écoles des garçons ne furent pas les seules fortifiées par la venue des nouveaux maîtres ; la Congrégation de Saint-Joseph-de-Cluny ne tarda pas de son côté à nous envoyer le contingent de ses Sœurs si dévouées, demandé et promis depuis longtemps. Il y en avait pour le soin des malades, entre autres la S. Athanase qui s'occupe encore aujourd'hui, avec tant de zèle, à ce charitable ministère ; il y en avait aussi pour les classes des filles ; ce qui permit à la Mission de fonder à Ambohimitsimbina une seconde école, comme celle d'Andohalo, sans que pour cela la première vît diminuer le nombre de ses élèves.

C'est enfin pendant la dernière année du règne de Rasoherina, que le P. Abinal, de retour de Bourbon, où il était allé accomplir les prescriptions de *son troisième an* de noviciat, essayait d'établir à Betsizaraina la première paroisse des campagnes, le 14 juin 1867 ; tandis que le P. Limozin appelé de Tamatave, prenait de son côté possession de l'église de Saint-Joseph-de-Mahamasina à l'Ouest de la ville, et y organisait même le 19 mars 1868, en l'honneur du patron de sa paroisse, une véritable petite procession, préludant ainsi aux magnifiques ma-

nifestations de la piété catholique, qu'on verra plus tard se dérouler sur le vaste champ de manœuvre placé à la porte de l'église. Cette même année 1868 ne devait pas s'écouler sans voir une quatrième chapelle, celle de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur à Ambavahadimitafo, s'ouvrir à Tananarivo, avec ses deux écoles, dont l'une, celle des garçons, était tenue par le P. Basilide encore scolastique.

Rappelons également ici pour mémoire, que, si pendant quelques mois, après la conclusion du traité anglais, et les réclamations françaises au sujet de l'indemnité, les baptêmes d'adultes subirent une baisse notable, et comme une sorte de temps d'arrêt, ils reprirent néanmoins peu à peu quand l'orage fut passé, et recommencèrent à fournir à Dieu, sinon des enfants de nobles familles, du moins de pauvres esclaves et de vulgaires artisans. Et, du reste, n'est-ce point là d'ordinaire le part choisie par le Seigneur, pendant qu'il repousse les superbes ?

Le 2 janvier 1868, un an, jour pour jour environ après le trépas de M. de Louvières, la mission faisait une perte qu'elle ressentait vivement. Le saint P. Boy, chargé d'abord du soin de l'église de l'Immaculée-Conception d'Andohalo, à la mort du P. Webber, et puis transféré à Ambohimitsimbina le 18 septembre 1866, avec le titre de curé du Sacré-Cœur, nous quittait pour une vie meilleure. La même maladie qui frappa peut-être M. de Louvières, et devait dans quelques mois atteindre sur son trône la souveraine de Madagascar elle-même, la dyssenterie, l'enlevait de ce monde après trois semaines de souffrances. Nous n'étonnerons personne en disant que sa mort fut celle des prédestinés. Le P. Boy était doué en effet d'une tendre piété ; son âme, continuellement unie au Seigneur, ne pouvait donc que s'endormir doucement dans la paix du Seigneur, lorsque l'heure de sortir de cette vie aurait sonné pour lui. Dès la veille de son trépas, à 11 heures du matin, au moment du déjeuner de la communauté, sentant sa fin approcher, le courageux missionnaire qui avait déjà reçu tous les sacrements des mourants fait appeler son Supérieur. « Il est temps, lui dit-il, de réciter pour moi les prières de la recommandation de l'âme. » On se rend à ses désirs. Ses Frères accourent près de son lit de douleur, et les prières commencent. Il les suit toutes avec recueillement, et en suggère quelques autres. Puis d'une voix forte qui surprend tous les assistants : « J'offre, dit-il, le sacrifice de ma

vie, pour l'Église, la Compagnie et cette Mission, mais je l'offre d'une manière toute particulière pour tous nos catholiques que l'hérésie a forcés d'apostasier, et de passer dans le camp du libertinage et du dérèglement des mœurs. » Quinze heures plus tard le P. Boy avait cessé de vivre. A cause des fêtes du bain de la reine qui tombaient cette année au commencement de janvier, et que Rasoherina malade ne put d'ailleurs présider à Tananarivo, comme nous l'avons dit plus haut, le corps de l'humble religieux enfermé dans un modeste cercueil de bois fut transporté sans cérémonie, le soir même de sa mort, et en vertu d'un désir ou d'un ordre venu du palais, à notre maison de campagne d'Ambohipo, et on l'ensevelissait le lendemain, 3 janvier, au milieu des larmes et des prières de nos fidèles, en terre bénite, non loin de la tombe où reposait le P. Webber.

Combien les honneurs funèbres de l'apôtre étaient différents sur la terre, de ceux que recevait trois mois plus tard le corps de Rasoherina, enseveli dans la cour du palais de Tananarivo, selon toutes les règles de la tradition malgache pour les funérailles des souverains ! Au lieu d'une bière en bois comme pour l'humble religieux, d'innombrables pièces de cinq francs, apportées par le peuple, et que les orfèvres royaux fondirent immédiatement en plaques épaisses, propres à être ensuite soudées ensemble, et à former un cercueil impénétrables à l'air, reçurent les restes de Rasoherina, enveloppés préalablement d'une multitude de lambas en soie. Un monument tout en pierres de taille, également apportées une à une par le peuple, s'éleva dans la cour du palais près du monument de Radama I, et renferma ce cercueil d'argent massif ; pendant les quinze jours que durèrent ces travaux divers, le canon ne cessa de tonner, et le crépitement de la fusillade, de se faire entendre aux temps voulus. Enfin le deuil royal avec ses prescriptions si gênantes fut imposé à toute la population. Les Européens, comme les Malgaches, se voyaient obligés de suspendre leurs travaux de construction ; défense était faite de chanter dans les églises, de sonner les cloches, etc., etc. Malheur aux indigènes qui se fussent montrés dans les rues en habits, le chapeau sur la tête, ou sans s'être rasé la chevelure.

Pendant toute la durée du deuil royal, les affaires étant aussi suspendues, la grave affaire du traité avec la France devait être ajournée indéfiniment. Le premier ministre voulut bien cependant faire ici une

exception, et offrir à M. Garnier, dans une entrevue qu'il accorda le 15 mai 1868 au commissaire français, la faveur exceptionnelle de commencer la discussion du traité, même pendant les mois de deuil. On se tromperait étrangement si l'on pensait que Rainilaiarivony était touché de voir le long temps perdu par M. Garnier à Madagascar, par la faute du gouvernement malgache. Débarqué en effet à Tamatave au moment où Rasoherina partait pour la côte Est, le commissaire n'avait pu encore nouer aucune négociation avec les ministres de la reine. C'était d'abord le voyage de Sa Majesté, voyage exclusivement consacré à *s'amuser*, qui avait interdit toute affaire; au retour de cette expédition, les ministres avaient été si fort occupés, qu'on comprend leur retard; puis étaient venus coup sur coup la maladie de Rasohérina, la conspiration de l'ex-premier ministre, le deuil enfin avec ses lois sacrées. La vrai motif pour lequel Rainilaiarivony accordait une exception, c'est qu'il ne craignait plus le traité français. Ses amis protestants d'Angleterre, toujours parfaitement au courant des vues politiques de la France, sur Madagascar, l'avaient informé avec exactitude des désirs de notre gouvernement relativement à ce traité.

Le premier ministre pouvait se passer, du reste, de ces petites confidences anglaises: M. Garnier, en effet, n'était pas M. de Louvières, et n'avait ni son caractère ni les mêmes instructions. Dès sa première entrevue avec le premier ministre, le commissaire se hâta de lui dévoiler nettement la faiblesse de la France impériale : « Vous avez écrit à l'empereur, lui dit-il, afin de réclamer contre le droit de propriété que vous refusez d'accorder aux étrangers. C'est bien : l'empereur a favorablement accueilli votre réclame; il renonce au droit de propriété; mais il attend en revanche que vous soyez coulant sur le reste. » Le premier ministre lui montrait déjà qu'il voulait être coulant, en relâchant quelque chose des prescriptions du deuil. Nous le verrons couler encore sur un point ou deux, dans la suite des négociations. Rainilaiarivony avait en effet ce qu'il désirait: inféodé déjà en secret à l'Angleterre, et livré corps et âme aux factions protestantes de Madagascar, à la tête desquelles il travaillait à se mettre, afin de n'être point dévoré par elles, en les combattant, il lui suffisait de voir la France se traîner dans son pays à la remorque de la Grande-Bretagne, pour se montrer aimable avec

les Français sur quelques points de détail, et en finir plus vite avec eux. M. Garnier, dans le but peut-être de faire parade de son indépendance, refusa d'interrompre par ses négociations les lois du deuil malgache. « Il voulait, ajouta-t-il, attendre certaines dépêches de Paris, que la malle devait lui porter prochainement. »

Un mois plus tard, le 15 juin 1868, la voix du canon Malgache annonçait la fin du deuil royal; et la malle arrivée à Tananarivo le 22 permettait au commissaire d'entrer en discussion, sur les bases de son traité. Ces bases, on l'a compris déjà, étaient purement et simplement le traité anglais et l'américain. Le commissaire revint fort satisfait, paraît-il, de la séance où furent posées de pareilles bases, et il sembla surpris qu'un travail de ce genre ne reçût pas les éloges du P. Jouen. Le Préfet apostolique aurait voulu que, puisque on renonçait au droit de propriété, pour se borner au droit général de louer, on stipulât du moins le droit de louer pour 99 ou 50 ans. « Avec un gouvernement persécuteur du catholicisme, disait-il, qui empêcherait les églises et les écoles catholiques, appartenant d'ailleurs à la reine, puisqu'on renonce au droit de propriété, d'être enlevées du jour au lendemain aux missionnaires français, et de passer aux mains des protestants ? »

On était au 7 juillet, et M. Garnier n'avait pas encore eu l'honneur d'être admis à l'audience de la nouvelle reine. Cette grâce lui fut enfin accordée ce jour-là, presque en même temps qu'au consul américain qui, prenant congé de Sa Majesté, s'en retournait glorieusement chez lui.

Un mois plus tard, le traité français était conclu et signé, sans grandes contestations, ni oppositions de la part des Malgaches. La France avait consenti à s'abaisser assez, pour passer sous les fourches caudines de la politique anglaise prédominante à Madagascar.

Le traité, transcrit de la main d'un élève de l'école des Frères, qui mérita par sa belle écriture les éloges de la reine, et l'épithète de *soa* (bon), ajoutée par elle à son nom de *Rabiby*, fut signé le 8 août. Vrai plagiat à peine déguisé du traité anglais, le traité français ne comprend dans ses vingt-quatre articles que les dix-neuf du traité anglais reproduit point par point, même en ce qui regarde l'abolition de l'esclavage. On n'y trouve pas cependant, grâce aux efforts et prières de M. Laborde auprès de Rainilaiarivony, la dangereuse clause

relative aux droits des couronnes, destinée uniquement, dans l'esprit de son auteur, à être transportée un jour du traité anglais dans le traité français, afin de faire ainsi renoncer implicitement la France à tous ses droits sur Madagascar. La duplicité et les sous-entendus dont fourmille le traité anglais, y font aussi heureusement défaut. Si l'œuvre de M. Garnier est une œuvre de faiblesse, c'est du moins une œuvre de bonne foi et de franchise, comme le témoigne l'article XXIII de la fin, ainsi conçu : « Le présent traité, ayant été rédigé en français et en malgache, et les deux versions ayant exactement le même sens, le texte français sera officiel et fera foi sous tous les rapports, aussi bien que le texte malgache. »

Le traité britannique au lieu de cet article contient ces quelques mots dont le sens semble indiquer que le texte anglais seul fait foi :

« Fait et scellé en duplicatas originaux *avec traduction malgache à chacun*, à Antananarivo, ce vingt-sept juin, mil huit cent soixante-cinq. »

Malgré le soin, pris surtout par M. Laborde, afin de faire écarter du traité français la clause relative aux droits des couronnes, clause que la diplomatie anglo-hova n'eût pas manqué d'interpréter plus tard, si nous l'avions signée, comme une renonciation manifeste à nos anciens droits sur l'île, l'astuce de quelques-uns de nos rivaux a cependant trouvé moyen, dans ces derniers temps, de soulever la même difficulté, à l'occasion du vain titre de *reine de Madagascar*, si gracieusement attribué à la reine des Hovas, par notre imprudent plénipotentiaire, trop servile copiste des Anglais. Hâtons-nous d'ajouter toutefois que l'argumentation contre nos droits, tirée de ce titre de reine de Madagascar, est sans aucune valeur. La meilleure preuve en effet que le titre de reine de Madagascar n'emportait nullement dans l'esprit de deux parties contractantes de 1868 l'idée d'une renonciation de la part de la France à ces anciens droits, ni une reconnaissance quelconque d'autorité effective sur tout Madagascar en faveur de Ranavalona, ce sont les discussions elles-mêmes relatives à la clause des droits de la couronne, et le soin qu'on eut de la repousser comme contraire à nos intérêts.

Le traité français, avons-nous dit, comprend vingt-quatre articles. Nous nous bornerons à transcrire ici ceux qui regardent la religion catholique, c'est-à-dire l'article III et une partie de l'article IV.

Article III. « Les sujets français, dans les États de S. M. la reine de Madagascar, auront la faculté de pratiquer librement et d'enseigner leur religion, et de construire des établissement destinés à l'exercice de leur culte, ainsi que des écoles et des hôpitaux, etc. Ces établissements religieux appartiendront à la reine de Madagascar, mais ils ne pourront jamais être détournés de leur destination. Les Français jouiront dans la profession, la pratique et l'enseignement de leur religion, de la protection de la reine et de ses fonctionnaires, comme les sujets de la nation la plus favorisée. Nul Malgache ne pourra être inquiété au sujet de la religion qu'il professera, pourvu qu'il se conforme aux lois du pays.

Article IV. Les Français à Madagascar jouiront d'une complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés : ils pourront, comme les sujets de la nation la plus favorisée, et en se conformant aux lois et règlements du pays, s'établir partout où ils le jugeront convenable, prendre à bail et acquérir toute espèce de biens meubles et immeubles, et se livrer à toutes les opérations commerciales et industrielles, qui ne sont pas interdites par la législation intérieure. Ils pourront prendre à leur service tout Malgache qui ne sera ni esclave ni soldat, et qui sera libre de tout engagement antérieur. Cependant si la reine requiert ses travailleurs pour son service personnel, ils pourront se retirer, après avoir préalablement prévenu ceux qui les auront engagés. »

Si peu glorieux que fût ce traité pour la France, il pouvait néanmoins, si les Malgaches consentaient à l'observer fidèlement, devenir pour la Mission une base solide de progrès et d'avancement. Quoi de plus précieux en effet et de plus favorable aux intérêts catholiques au sein d'une nation infidèle, que la liberté religieuse sérieusement accordée, ainsi que la protection de la reine s'étendant sur les missionnaires français, comme sur les missionnaires de la nation la plus favorisée ? Nous verrons malheureusement qu'il n'en fut pas ainsi. Depuis le 8 août 1868, jusqu'à ce jour 28 avril 1883 le gouvernement malgache, à l'instigation de l'Angleterre protestante, n'a accordé aux missionnaires catholiques d'autre liberté que celle qu'il n'a pu leur refuser, sans blesser trop ouvertement les susceptibilités de la France occupée à d'autres soins. C'est un fait encore inouï à Madagascar, que le gouvernement de S. M. Ranavalona II ait jamais tiré vengeance d'une

injustice commise envers nous. Quant aux injustices qu'il a laissé commettre, ou dont il s'est lui-même rendu coupable envers la Mission catholique, ouvertement ou en secret, elles sont innombrables.

Si M. Garnier ou quelques-uns des missionnaires français se firent alors illusion sur la valeur du traité de 1868, au point de vue du progrès de l'influence française à Madagascar, cette illusion fut sans doute de peu de durée. Les événements qui suivirent à courte échéance la conclusion de ce traité ne se chargèrent que trop de les désabuser, nous allons en parler par ordre de date.

D'abord le couronnement ou l'apparition (*fisehoana*) de S. M. Ranavalona II. La reine et le premier ministre y apparurent, tels qu'ils devaient se montrer pendant tout le cours de ce règne, en vrais méthodistes anglais. C'est le Rév. Sibree qui nous a déjà initié à leur idée, en nous montrant la *Bible* remplaçant sur l'estrade royale le fameux talisman *manjakatsiroa* exhibé au couronnement de Rasoherina.

Bien que nous ayons décrit ailleurs le couronnement de Radama et celui de Rasoherina, nous pensons néanmoins, que nous ne devons pas omettre ici la description de celui de Ranavalona II, soit parce que chaque cérémonie de ce genre a son cachet particulier, soit à raison des usages propres au pays et encore inconnus de nos lecteurs, que nous comptons faire passer sous leurs yeux, avec la relation de cette fête, telle que l'a si bien racontée, vers cette époque le P. Callet, à ses frères de la maison de Vals.

« Je vais essayer, leur dit-il, de vous faire assister à ce qu'on pourrait appeler le couronnement ou le sacre de la nouvelle reine de Madagascar, Ranavalona II, sacre d'un nouveau genre fait par la nation elle-même selon les rites des ancêtres. Le deuil de Rasoherina ayant duré jusqu'au 15 juin et les discussions relatives à la conclusion du traité français, ayant occupé le gouvernement jusqu'au 8 août, le couronnement de Ranavolona II avait dû être différé. Du reste il fallait attendre un commencement de végétation dans les plantes. Il m'a été dit qu'on faisait attention à cette circonstance du mouvement de la végétation, pour produire et consacrer une reine. La souveraine, montant sur la pierre antique destinée à lui donner cette consécration nationale, semble recevoir de cette pierre une sève vigoureuse qui la fait germer et grandir subitement, comme une fleur *reine* ou une

reine fleur, se produisant majestueusement avec toutes ses grâces aux regards de son peuple. Voilà pourquoi cette pierre puissante se nomme *Vato masina* (pierre sacrée, sainte, efficace), et le sacre lui-même, *Fisehoana* (apparition, manifestation). Cette figure orientale d'une pierre qui fleurit, et montre une reine pour fleur est peut-être un peu hardie ; l'Académie française ne l'approuverait sans doute pas; mais elle se trouve exprimée dans les discours que nous verrons plus loin, et qu'on peut résumer ainsi : La province d'Imerina, qui porte la capitale du royaume sur un rocher élevé, et qui est le berceau des rois conquérants et fondateurs de la monarchie, c'est la pierre qui fait les rois de Madagascar. La royauté c'est la fleur de cette pierre. Le *fisehoana* est la production d'une nouvelle fleur sur la pierre sacrée d'Imerina. « Pourquoi, disais-je un jour à un Malgache, avez-vous choisi une pierre pour le *fisehoana* de vos rois, et non du fer, ou de la terre pétrie et durcie qui vous sert pour bâtir vos maisons? » Il m'a été répondu : La terre s'éboule et le fer se rouille. La pierre n'a ni l'un ni l'autre de ces inconvénients ; elle est le fondement solide d'un grand édifice. Du reste les ancêtres ont choisi la pierre, ils se sont servis de la terre pour un autre usage. Ainsi *Andrianampoinimerina*, fondateur de la monarchie, appelle un jour son fils cadet Radama et son épouse principale, Ranavalona, et leur dit : *Toi, Radama, tu seras mon successeur ; toi, Ranavalona, tu succéderas à Radama*. Ce même Andrianampoinimerina, voulant déclarer lequel de ses fils serait son successeur, prend deux petites tentes, met de la terre dans l'une et de l'argent dans l'autre, rassemble les grands de son royaume, appelle ses deux fils, met devant eux les deux tentes couvertes et leur dit : *Voilà vos parts, choisissez*. Chacun prend sa tente. « Elle est pleine d'argent, » dit l'un, en la découvrant. La couronne n'est pas pour lui. « La mienne est pleine de terre, s'écrie » l'autre : *à moi la terre !* Le père ajoute : *Toi, tu seras mon successeur, et ton frère aura les richesses en partage*. Ainsi donc une pierre qui du reste n'a rien de remarquable, assez grosse cependant, mais enfoncée en terre, sur la place d'Andohalo, de manière à présenter sa partie supérieure de niveau avec le terrain avoisinant, est l'instrument du sacre national des rois et des reines de Madagascar. Une pirogue l'était naguère du sacre des rois sakalaves, Malgaches du Sud, devenus aujourd'hui les vaincus de la province d'Imerina. Un bouclier l'était jadis de nos rois Francs.

Mais arrêtons-nous ici et commençons sans plus long préambule le récit de cette grande journée, appelée par les Malgaches *andro iray toa zato*, (un jour comme cent). Je dirai aussi un mot de la veille et du lendemain: il n'y a pas de grande journée sans cela.

I. *La veille du sacre, 2 septembre.* Il était 2 heures de l'après-midi. Les soldats et autres Malgaches venus de loin, et campant dans la plaine sous des milliers de tentes, s'étaient rassemblés au Champ-de-Mars qui s'étend en vaste carré à l'Ouest, au pied de la capitale. Un coup de canon retentit et commande l'attention. C'était le drapeau national qu'on arborait sur le point culminant du palais royal, d'où il dominait la ville et les environs. La foule l'acclame avec enthousiasme. On le salue du chapeau, de la voix, des mains ; et tous les canons que le rocher de Tananarivo porte à mi-hauteur comme une ceinture de respect, tonnent et donnent leur salve la plus solennelle. Le Champ-de-Mars s'agite. Une humeur guerrière échauffe toutes les poitrines, et l'on voit des simulacres de combat à outrance, pour défendre le drapeau et la gloire qu'il recèle dans ses plis : ce drapeau est une bande de soie blanche de trois ou quatre mètres de long sur deux de large, bordée d'ornements en soie rouge tout autour, et présentant d'abord une couronne au bas de laquelle on voit les deux lettres majuscules R. M. liées ensemble par un trait d'union renfermant une croix ; au-dessous sont deux fers de sagaie dos à dos, présentant leur pointe à tout ennemi qui approcherait ; le tout est en velours rouge, excepté la couronne qui naturellement imite l'or. La sagaie est l'arme primitive et toujours chère aux Malgaches. Les deux majuscules sont les initiales du nom et du titre de la souveraine : *Ranavalona Manjaka*, (Ranavalona reine). Nous avons vu avec plaisir cette croix dans le trait d'union. » Le P. Callet se doutait-il en écrivant ces lignes, que cette croix sans Christ était la croix nue si chère au protestantisme.

« Aujourd'hui la grande occupation des femmes, et de tout ce qui n'est pas soldat est de s'ajouter des cheveux sur la tête, afin d'effacer les traces du deuil. Les cheveux qu'on coupe, et qu'on donne en signe de deuil à une Majesté qui s'en va seront rendus en signe de joie à la Majesté qui par it. Les cheveux coupés pendant le deuil avaient été conservés avec soin. J'ai vu, en allant visiter un malade, comment on ajoutait à une tête une chevelure qui n'est pas une perruque.

Une mère tenait en mains les longues tresses de cheveux tombés précédemment sous les ciseaux, et les ajoutait tresse par tresse à la tête de sa petite fille, en les fixant habilement à la nouvelle pousse, par le moyen d'un je ne sais quoi qui ne paraissait pas. Dans toutes les maisons on aurait vu les uns rendre ce même service aux autres, et le recevoir d'eux à leur tour, les soldats exceptés. Ceux-ci, par distinction, doivent toujours avoir les cheveux courts, ne réservant qu'un fort toupet sur le front. Ils ont aussi le privilège du chapeau. Demain tous les soldats devront avoir le chapeau. Les bourgeois et les femmes paraîtront tête nue et les cheveux tressés.

« La place d'Andohalo n'est pas belle, mais elle est célèbre par les grandes assemblées qui s'y sont tenues, et par la pierre sacrée qu'elle possède. Elle se trouve dans la partie haute de la ville, à un quart d'heure du palais royal. Elle peut contenir 100.000 hommes. Un baldaquin dont on achevait les décors était vraiment beau. Élevé sur une large estrade dans la partie Est de la place, il ombrageait de son dôme porté par quatre colonnes le trône que Ranavalona II devait occuper pendant la cérémonie. Le haut de ce dôme était surmonté du *Voro-mahery*, l'oiseau fort par excellence, espèce d'aigle pris par Andrianampoinimerina pour emblème de sa dynastie. Aux quatre points cardinaux on lisait les quatre inscriptions suivantes, en grandes lettres d'or: *Andriamanitraho amintsika. — Voninahitra ho an'Andriamanitra. — Fiadanara amy ny tany. — Fankasitrahana amy ny olona.* Que Dieu soit avec nous! — Gloire à Dieu! — Paix à la terre! — Remerciement au peuple! Jugez de la joie que notre cœur de missionnaire a éprouvée, quand nous avons pu lire de nos yeux ces consolantes paroles. » Inutile de faire remarquer ici de nouveau que l'auteur de cette lettre, emporté par sa bienveillance naturelle pour le gouvernement malgache, a trop favorablement interprété dans un sens libéral les dernières paroles du texte biblique protestantisé, et n'a pas vu se cachant sous ces inscriptions l'abîme hérétique, tel que le Rév. Sibree nous l'a fait entrevoir. Mais continuons.

« A 7 heures du soir, tous les canons de la capitale annoncent solonnellement la grande journée de demain, et la saluent en tonnant de leur mieux. C'était aussi le signal de l'extinction des feux dans toutes les maisons de la ville; mesure de prudence contre les incendies très fréquents à Tananarivo, où la plupart des maisons sont

couvertes en joncs, ou en chaume. Demain les blancs seuls pourront faire du feu. Cette voix du canon dans le silence de la nuit, la proximité du grand acte qu'elle notifiait, l'attente de la nation, le poids du fardeau qui allait peser sur ses épaules de femme, que sais-je encore, firent alors impression sur la souveraine. On l'a vue prier et se recommander humblement à Dieu. Puisse le Roi des rois être avec elle, pour qu'elle le glorifie pendant son règne, selon son vœu exprimé sur le baldaquin, et répété peut-être dans cette prière restée secrète!

I I. *Le grand jour du Fisehoana, 3 septembre. La souveraine sur la pierre sacrée.* — A 4 heures du matin, le canon réveille la capitale. A 9 heures, il tonne de nouveau et annonce que Sa Majesté quitte le palais royal et vient se faire sacrer. Elle est portée sur un magnifique palanquin; quinze ou vingt mille hommes l'accompagnent, dont deux mille cinq cents gardes du corps. Cent mille personnes l'attendent sur la place d'Andohalo, plus de cinquante mille autres sont échelonnées autour de la place, devenue trop petite pour contenir la foule. Les terrasses, les portes, les fenêtres des maisons fourmillent de têtes. Nous sommes là, Français et Anglais, au bas de l'estrade, sous la présidence de M. Garnier, commissaire impérial qui est en grande tenue. Point de consul anglais, ni de consul américain. Ils sont à Tamatave. Bientôt nous voyons pénétrer, dans l'enceinte où nous sommes, la tête de la longue procession formée par le cortège de Sa Majesté, deux grosses pièces de campagne traînées par une compagnie d'artilleurs.

A 9 h. 1/2 le parasol rouge paraît : c'est la reine qui débouche dans la place. Nous entendons la voix des *Mpanatoa* qui exaltent dans leur chant, toujours le même, la souveraine. Ce sont les chanteuses qui doivent l'accompagner quand elle sort, battre des mains en cadence, et répéter en chœur ces paroles qui viennent des ancêtres :

Notre reine, e! e! e! est une bonne reine, e! e! e!
Notre reine, e! e! e! est notre soleil, e! e! e!
Notre reine, e! e! e! est notre Dieu, e! e! e!

Ne prenez pas à la lettre cette dernière expression, car les Malgaches ne font pas de leur reine une divinité. Ce n'est qu'une formule de respect et une licence poétique née dans les temps d'ignorance,

et conservée aujourd'hui par attachement aux usages des ancêtres. Quand les *Mpanatoa* sont arrivées à ce troisième point qui est le maximum de l'exaltation, elles recommencent le premier et ainsi de suite perpétuellement.

A 10 heures, nous voyons le parasol rouge s'arrêter à l'endroit où se trouve la pierre sacrée. Il se fait un grand silence dans cette foule attentive. C'est alors que Ranavalona II descend de son palanquin, se place sur cette pierre puissante dont la fleur est reine, s'y tient debout, en reçoit la vertu consacrante et devient ainsi sacrée. Le premier ministre, chef en même temps de l'armée, commande alors d'une voix solennelle de saluer Ranavalona II, reine de Madagascar. Aussitôt la fanfare exécute l'air de la reine, toutes les têtes se découvrent et s'inclinent, puis se relèvent, et un immense *hoby*, poussé par plus de cent cinquante mille personnes, acclame la souveraine. La souveraine ne remonte pas sur son palanquin. Donnant les mains à deux grands de son royaume, elle parcourt elle-même de ses pieds sacrés l'espace, assez court du reste, qui la sépare du trône préparé. Nous la voyons passer à côté de nous. Elle est petite de taille, assez grosse d'embonpoint, plutôt blanche que noire de figure, âgée d'environ quarante ans. Ses traits annoncent de la douceur (autant qu'il est permis de lire sur une figure malgache). Elle aura, dit-on, besoin d'un appui, mais elle en a un solide dans la personne de son premier ministre. Elle est habillée à l'européenne ; son manteau royal est blanc et parsemé de fleurs et de couronnes d'or ; gants à mailles peu serrées ; un sceptre d'or à la main. Elle monte timidement les degrés du trône, reste debout quelque temps sous le baldaquin, reçoit de nouveau le salut de l'armée (l'air de la reine exécuté par la fanfare), et le *hoby*, de l'assemblée, puis s'assied émue sur le trône de ses ancêtres, où tous les regards la contemplent.

La reine donne des ordres, et nous voyons d'abord environ cinquante princes ou princesses, beaucoup plus de femmes que d'hommes, monter sur l'estrade et se placer à droite et à gauche de son trône. Vêtus de pourpre en signe de leur descendance royale, ils faisaient ressortir comme dans un cadre la souveraine vêtue de blanc. Sa Majesté fait appeler ensuite M. Garnier, commissaire impérial, et tous les Français qui composent le personnel du consulat et de la Mission ; puis les Anglais. Elle fait donner la place d'honneur à M. le

commissaire sur le devant de l'estrade. Derrière lui se trouvent les Pères missionnaires, les Frères coadjuteurs, les Frères des Écoles chrétiennes et les Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny. Nous sommes en tout trente-cinq Français. Les Anglais sont à côté de nous. Pendant qu'on exécute ses ordres, ses chanteuses continuent à l'exalter jusqu'aux cieux. « Notre reine est une bonne reine ; elle est notre soleil, notre Dieu. » Ces dispositions achevées, la souveraine se lève, appuyée sur son sceptre d'or. Son drapeau flotte à côté d'elle. Elle va parler. Les canons qui entourent la capitale annoncent et saluent d'avance les premières paroles qui vont sortir de sa bouche sacrée, paroles toujours solennelles qui font loi ; mais remarquez, je vous prie, quand elle parlera, qu'elle appelle ses sujets *Ambanilanitra* (ceux qui sont sous le ciel), ou bien *Amban-andro* (ceux qui sont sous le jour) ; qu'elle les nomme aussi *ray aman dreny* (son père et sa mère), en ce sens que ce sont eux qui l'élèvent sur le trône et lui donnent en quelque sorte le jour, comme souveraine ; qu'enfin elle se dit seule propriétaire de toute la terre de Madagascar : il n'y a pas de Malgache qui ait la *propriété* d'un pouce de terre ; il n'en a que l'usage, selon le bon plaisir de la souveraine. Ainsi l'ont établi les usages des ancêtres.

La reine parle : « Voici ce que j'ai à vous dire, *Ambanilanitra*, rassemblés ici. La terre et le royaume, Dieu me les donne ; je l'en remercie infiniment. Ce royaume, Dieu ne me le donne pas pour qu'il devienne mauvais. Je remercie Andrianampoinimerina et Lahidama (Radama I) et Ranavalona et Rasoherina qui me l'ont légué. Puisque le jour de mon *Fisehoana* est venu, et que vous êtes rassemblés ici, Ambanilanitra, je dois vous dire que vous n'avez pas frustré mon attente, l'attente de Ranavalona votre reine : car vous êtes accourus en grand nombre, et je ne me suis ni brisé la poitrine, ni enrouée à vous appeler ; au jour désigné vous vous êtes réunis : la nuit vous trouverait aussi prompts. Accourus avec tant d'empressement pour m'acclamer, m'affirmer reine, moi Ranavalona, certes je vous témoigne ma reconnaissance, car je le vois, j'ai un père, j'ai une mère. Je vous ai, vous Ambanilanitra, pour père et mère. Puissiez-vous vivre longtemps ! que Dieu vous vienne en aide, Ry Ambanilanitra ! (Ce Ry est un terme d'affection et de respect.)

La confiance, voilà ce que je veux vous donner. Dieu m'a faite reine de cette île pour protéger vos personnes, vos femmes, vos en-

fants et vos biens. Grands et petits, chacun a son droit sur ce qui lui appartient. Ayez donc confiance, Ry Ambanilanitra, car si je vous ai, vous, pour père et pour mère, je pense bien que vous, vous m'avez moi pour père et pour mère; aussi je demande à Dieu de vous gouverner selon la justice et le droit. N'est-ce pas cela? demande la souveraine en levant son sceptre sur son peuple. Tout son peuple répond d'une voix : *Izay* c'est cela. Et la fanfare exécute une roulade d'enthousiasme.

De plus sachez ceci, Ry Ambanilanitra : Ce royaume, je ne le gouverne pas moi seule, mais il sera gouverné par moi et par vous : car vous m'avez été donnés et je vous ai été donnée. Et cette terre que je tiens des quatre rois mes ancêtres, si quelqu'un osait y toucher, quand il n'en prendrait que la mesure d'une giberne, ou l'espace couvert par un grain de riz, certes je ne le souffrirais pas. N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? Demande-t-elle de nouveau en levant son sceptre. — C'est cela, répond l'assemblée et la musique.

Voici ce que j'ajoute, Ry Ambanilanitra : Vous voyez le livre des lois : on va vous en donner lecture. Que chacun écoute. Car si votre personne vous est chère, si vos femmes, vos enfants vous sont chers, si vous tenez à jouir en paix de vos biens, observez la loi. Je n'aime ni ce qui vous rendrait transgresseurs, ni ce qui vous enverrait à la mort. Mais pesez bien le juste et le droit, parce que là gît votre paix et votre tranquillité. La loi ne fait acception de personne : elle vise à rendre meilleurs la terre et le royaume. Vous et moi nous devons l'accomplir. Ce n'est pas moi Ranavalona reine qui condamne le coupable, ni vous non plus, Ambanilanitra; leurs actes, voilà ce qui les condamne. Vous et moi nous devons ramener à la loi les transgresseurs de la loi. La loi est un fanal, une lumière qui montre à tous le bien et le mal; elle ne choisit pas ceux qu'elle rend heureux : ceux-là sont heureux qui la gardent. N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? — C'est cela.

Maintenant écoutez ce que je vais dire: Toi, Rainilaiarivony, premier ministre, que j'ai fait le plus grand de mon royaume; vous ses parents, qui occupez un rang à côté de lui; vous officiers de l'armée, vous mes douze femmes, vous mes parents attachés à moi par les liens de la famille; vous magistrats; vous rejetons royaux d'Andrian masinavalona; vous tous grands de mon royaume, c'est vous que j'ai

établis pères de mes sujets, conducteurs de mon peuple, c'est à vous de le rendre sage. Oui, c'est vous qui le rendrez sage ou insensé. Faites attention que mon royaume dort en paix; il jouit d'un repos complet. Que s'il arrivait à quelqu'un d'y répandre des principes pervers, de fermer la bouche au sage en lui jetant une pâture, de donner de l'audace aux insensés, en les excitant; de fomenter la rébellion; d'insurger mon peuple, sur ma terre, dans mon propre royaume, et de croire, malgré cela, obtenir grâce à cause de services rendus antérieurement, de compter sur ma clémence, et d'espérer garder mon amitié, il se tromperait. Je ferai mourir quiconque commettra ces crimes. N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? — C'est cela.

Autre chose que j'ai à vous signifier au sujet de la Prière, Ry Ambanilanitra. Pas de pression, pas d'empêchement; parce que c'est Dieu qui vous a faits. Je vous signifie aussi, Ambanilanitra, que j'ai achevé de conclure les traités; quiconque les viole est regardé par moi comme coupable. N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? Enfin je m'adresse à vous, cent mille hommes de l'armée; s'il en était parmi vous qui osassent rompre le lien de subordination institué par Labidama, et violer le serment juré, et à Labidama, et à Ranavalona, et à Rasoherina, comme s'ils ne s'en souvenaient plus: je les renie et les fais mourir.

N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? — C'est cela, répondent les cent mille hommes de l'armée, renforcés des cent mille voix de la multitude. Et la fanfare ajoute ses accents les plus animés à cet *izay* de l'assentiment général. »

La souveraine avait fini de parler. Elle s'assied, et son peuple remercie en l'acclamant. Elle n'a pas la voix trop forte; mais elle parle nettement, sans hésiter un seul instant. Elle n'a fait qu'un seul geste, celui de son sceptre levé sur son peuple, chaque fois qu'elle l'apostrophait par ces paroles: N'est-ce pas cela? Ceux qui ne pouvaient l'entendre voyaient du moins ce qu'il fallait répondre. Nous nous sommes crus un instant transportés aux assemblées d'Homère, sur les confins de nos souvenirs classiques, et nous ne trouvions pas ce discours indigne des héros de l'Iliade. Comme missionnaire, nous nous sommes réjouis de cette parole solennelle de la souveraine sur la Prière: Pas *d'empêchement, pas de pression*. Nous avions besoin d'une parole de cette force; et nos Malgaches qui veulent se faire catholiques en avaient encore plus besoin que nous. Sa Majesté proclamait la liberté

religieuse. Pour donner plus de poids à ses paroles, elle avait choisi comme assistantes du trône deux personnes de la famille du premier ministre, dont l'une est fervente catholique et l'autre protestante. Bien plus elle ne faisait pas comme Ranavalona I et Rasoherina, paraître un *sampy* à son *Fisehoana*. Les *sampys* sont les idoles ou talisman de la nation. *Kelimalaza* c'est-à-dire, *le petit célèbre* ne quittait pas Ranavalona I; et *Manjakatsiroa* c'est-à-dire, il n'y a pas deux rois était le *sampy* chéri de Rasoherina. Pas de *sampy* cette fois. Ranavalona II les écartant de son *Fisehoana* semble dire à ses sujets : Ne craignez pas de les abandonner, puisque moi, votre souveraine, je les abandonne. Cette absence d'un *sampy* dans cette circonstance solennelle a été remarquée. Elle indique que la nation a marché, et que Jésus-Christ commence à chasser les démons, pour prendre ensuite leur place. Qu'il en soit ainsi ! »

Le P. Callet oublie de signaler à la droite de la souveraine le livre de la Bible, livre auguste, en partie mutilé, et offert en sacrifice à l'idole anglaise de *l'esprit propre* et du *libre examen*. Si l'on demandait aux missionnaires catholiques laquelle de ces deux idoles de *kelimalaza* ou de *l'esprit anglais et protestant*, est plus opposée à Jésus-Christ, plus difficile à brûler et à détruire, je doute que beaucoup donnassent la préférence à l'esprit protestant. Mieux vaut prêcher Jésus-Christ à des sauvages simples et grossiers, qu'à des barbares du protestantisme. Mais reprenons le fil du récit.

« On commence à lire le code pénal en cent articles.

Trois lecteurs se succèdent et s'époumonent sans pouvoir réussir à se faire entendre bien loin. Le tanghen reste aboli. La peine de mort demeure. Douze cas de mort roulent principalement sur la révolte. Ils étaient inspirés par la dernière conspiration que le premier ministre a déjouée, mais qui a abrégé les jours de Rasoherina. La nouvelle reine ayant à prononcer la peine des vingt-quatre principaux conspirateurs, n'avait osé les condamner à mort, soit à cause de leur grand nombre, soit à cause des blancs qui demandaient qu'elle n'inaugurât pas son règne par une boucherie. Alors elle s'est bornée à les condamner aux fers. Ils espéraient leur grâce à son *Fisehoana*, mais elle leur a ôté cette espérance. Dans son discours comme dans son code, elle sévit contre la rebellion. Les autres peines indiquées sont, les fers à perpétuité ou pour un temps, la prison, l'amende. Nous

avons remarqué qu'on infligeait sagement une peine assez forte aux buveurs et aux vendeurs de rhum, et aux fumeurs de *rongony* (chanvre). »

Le missionnaire aurait pu ajouter que les peines concernant les buveurs et les fumeurs de *rongony* sont fort rarement appliquées aux nombreux délinquants.

« Jusqu'ici le peuple n'a été que le spectateur ou l'auditeur de la souveraine qui se manifeste à ses yeux, lui parle, lui signifie ses volontés, lui donne le *toky* (confiance). Maintenant les rôles vont changer. La souveraine a fait sa partie; c'est au peuple à faire la sienne; et il va s'acquitter de ce devoir, d'une manière vraiment homérique. Il doit donner deux choses le *hasina* et le *toky*. Nous voyons les chefs de castes, les magistrats, les maires, les chefs de l'armée, les princes ou princesses des provinces soumises ou vaincues, se rassembler dans l'enceinte laissée vide au bas de l'estrade, et là prendre successivement la parole, saluer Sa Majesté par une inclination très profonde, pérorer pendant dix minutes, plus ou moins, avec une facilité et une abondance digne du Nestor d'Homère, gesticuler démesurément avec une piastre dans la main droite, faire de nouveau une inclination profonde et prolongée, étendre les mains en avant, comme pour recevoir quelque chose de la souveraine, les ramener ensuite sur leur tête comme pour y placer la chose reçue, enfin s'avancer pour remettre, de la droite, cette piastre sur laquelle a roulé leur discours. Ceux qui la reçoivent doivent également la recevoir de la main droite. Aujourd'hui ce sont quatre chefs de l'armée qui remplissent cet office; quelquefois ce sont des princes ou des princesses, ou bien l'une des douze femmes de la reine. Tous ces orateurs représentants du peuple font ce qu'on appelle ici le *Hasin'Andriana*, c'est-à-dire, mettent le sceau à son titre de souveraine, en l'investissant du droit de vie ou de mort. Le *hasina* est cette piastre qui joue un si grand rôle dans la main de l'orateur. Quelquefois c'est un simple morceau d'argent. Le représentant du peuple l'offre comme prix ou rachat de sa tête, parce qu'il reconnait solennellement que la reine en est la souveraine. L'argent reçu, il ramène ses deux mains sur sa tête avec une satisfaction manifeste, comme pour la couvrir de la grâce de la souveraine. M. le commissaire impérial, en qualité de représentant de l'empereur des Français, ne fait pas, ne doit pas faire le *hasina*, qui

Une mère tenait en mains les longues tresses de cheveux tombés précédemment sous les ciseaux, et les ajoutait tresse par tresse à la tête de sa petite fille, en les fixant habilement à la nouvelle pousse, par le moyen d'un je ne sais quoi qui ne paraissait pas. Dans toutes les maisons on aurait vu les uns rendre ce même service aux autres, et le recevoir d'eux à leur tour, les soldats exceptés. Ceux-ci, par distinction, doivent toujours avoir les cheveux courts, ne réservant qu'un fort toupet sur le front. Ils ont aussi le privilège du chapeau. Demain tous les soldats devront avoir le chapeau. Les bourgeois et les femmes paraîtront tête nue et les cheveux tressés.

« La place d'Andohalo n'est pas belle, mais elle est célèbre par les grandes assemblées qui s'y sont tenues, et par la pierre sacrée qu'elle possède. Elle se trouve dans la partie haute de la ville, à un quart d'heure du palais royal. Elle peut contenir 100.000 hommes. Un baldaquin dont on achevait les décors était vraiment beau. Élevé sur une large estrade dans la partie Est de la place, il ombrageait de son dôme porté par quatre colonnes le trône que Ranavalona II devait occuper pendant la cérémonie. Le haut de ce dôme était surmonté du *Voro-mahery*, l'oiseau fort par excellence, espèce d'aigle pris par Andrianampoinimerina pour emblème de sa dynastie. Aux quatre points cardinaux on lisait les quatre inscriptions suivantes, en grandes lettres d'or: *Andriamanitraho amintsika.* — *Voninahitra ho an'Andriamanitra.* — *Fiadanara amy ny tany.* — *Fankasitrahana amy ny olona.* Que Dieu soit avec nous! — Gloire à Dieu! — Paix à la terre! — Remerciement au peuple! Jugez de la joie que notre cœur de missionnaire a éprouvée, quand nous avons pu lire de nos yeux ces consolantes paroles. » Inutile de faire remarquer ici de nouveau que l'auteur de cette lettre, emporté par sa bienveillance naturelle pour le gouvernement malgache, a trop favorablement interprété dans un sens libéral les dernières paroles du texte biblique protestantisé, et n'a pas vu se cachant sous ces inscriptions l'abîme hérétique, tel que le Rév. Sibree nous l'a fait entrevoir. Mais continuons.

« A 7 heures du soir, tous les canons de la capitale annoncent solonnellement la grande journée de demain, et la saluent en tonnant de leur mieux. C'était aussi le signal de l'extinction des feux dans toutes les maisons de la ville; mesure de prudence contre les incendies très fréquents à Tananarivo, où la plupart des maisons sont

couvertes en joncs, ou en chaume. Demain les blancs seuls pourront faire du feu. Cette voix du canon dans le silence de la nuit, la proximité du grand acte qu'elle notifiait, l'attente de la nation, le poids du fardeau qui allait peser sur ses épaules de femme, que sais-je encore, firent alors impression sur la souveraine. On l'a vue prier et se recommander humblement à Dieu. Puisse le Roi des rois être avec elle, pour qu'elle le glorifie pendant son règne, selon son vœu exprimé sur le baldaquin, et répété peut-être dans cette prière restée secrète!

II. *Le grand jour du Fisehoana, 3 septembre. La souveraine sur la pierre sacrée.* — A 4 heures du matin, le canon réveille la capitale. A 9 heures, il tonne de nouveau et annonce que Sa Majesté quitte le palais royal et vient se faire sacrer. Elle est portée sur un magnifique palanquin; quinze ou vingt mille hommes l'accompagnent, dont deux mille cinq cents gardes du corps. Cent mille personnes l'attendent sur la place d'Andohalo, plus de cinquante mille autres sont échelonnées autour de la place, devenue trop petite pour contenir la foule. Les terrasses, les portes, les fenêtres des maisons fourmillent de têtes. Nous sommes là, Français et Anglais, au bas de l'estrade, sous la présidence de M. Garnier, commissaire impérial qui est en grande tenue. Point de consul anglais, ni de consul américain. Ils sont à Tamatave. Bientôt nous voyons pénétrer, dans l'enceinte où nous sommes, la tête de la longue procession formée par le cortège de Sa Majesté, deux grosses pièces de campagne traînées par une compagnie d'artilleurs.

A 9 h. 1/2 le parasol rouge paraît : c'est la reine qui débouche dans la place. Nous entendons la voix des *Mpanatoa* qui exaltent dans leur chant, toujours le même, la souveraine. Ce sont les chanteuses qui doivent l'accompagner quand elle sort, battre des mains en cadence, et répéter en chœur ces paroles qui viennent des ancêtres :

Notre reine, e! e! e! est une bonne reine, e! e! e!
Notre reine, e! e! e! est notre soleil, e! e! e!
Notre reine, e! e! e! est notre Dieu, e! e! e!

Ne prenez pas à la lettre cette dernière expression, car les Malgaches ne font pas de leur reine une divinité. Ce n'est qu'une formule de respect et une licence poétique née dans les temps d'ignorance,

et conservée aujourd'hui par attachement aux usages des ancêtres. Quand les *Mpanatoa* sont arrivées à ce troisième point qui est le maximum de l'exaltation, elles recommencent le premier et ainsi de suite perpétuellement.

A 10 heures, nous voyons le parasol rouge s'arrêter à l'endroit où se trouve la pierre sacrée. Il se fait un grand silence dans cette foule attentive. C'est alors que Ranavalona II descend de son palanquin, se place sur cette pierre puissante dont la fleur est reine, s'y tient debout, en reçoit la vertu consacrante et devient ainsi sacrée. Le premier ministre, chef en même temps de l'armée, commande alors d'une voix solennelle de saluer Ranavalona II, reine de Madagascar. Aussitôt la fanfare exécute l'air de la reine, toutes les têtes se découvrent et s'inclinent, puis se relèvent, et un immense *hoby*, poussé par plus de cent cinquante mille personnes, acclame la souveraine. La souveraine ne remonte pas sur son palanquin. Donnant les mains à deux grands de son royaume, elle parcourt elle-même de ses pieds sacrés l'espace, assez court du reste, qui la sépare du trône préparé. Nous la voyons passer à côté de nous. Elle est petite de taille, assez grosse d'embonpoint, plutôt blanche que noire de figure, âgée d'environ quarante ans. Ses traits annoncent de la douceur (autant qu'il est permis de lire sur une figure malgache). Elle aura, dit-on, besoin d'un appui, mais elle en a un solide dans la personne de son premier ministre. Elle est habillée à l'européenne ; son manteau royal est blanc et parsemé de fleurs et de couronnes d'or ; gants à mailles peu serrées ; un sceptre d'or à la main. Elle monte timidement les degrés du trône, reste debout quelque temps sous le baldaquin, reçoit de nouveau le salut de l'armée (l'air de la reine exécuté par la fanfare), et le *hoby*, de l'assemblée, puis s'assied émue sur le trône de ses ancêtres, où tous les regards la contemplent.

La reine donne des ordres, et nous voyons d'abord environ cinquante princes ou princesses, beaucoup plus de femmes que d'hommes, monter sur l'estrade et se placer à droite et à gauche de son trône. Vêtus de pourpre en signe de leur descendance royale, ils faisaient ressortir comme dans un cadre la souveraine vêtue de blanc. Sa Majesté fait appeler ensuite M. Garnier, commissaire impérial, et tous les Français qui composent le personnel du consulat et de la Mission ; puis les Anglais. Elle fait donner la place d'honneur à M. le

commissaire sur le devant de l'estrade. Derrière lui se trouvent les Pères missionnaires, les Frères coadjuteurs, les Frères des Écoles chrétiennes et les Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny. Nous sommes en tout trente-cinq Français. Les Anglais sont à côté de nous. Pendant qu'on exécute ses ordres, ses chanteuses continuent à l'exalter jusqu'aux cieux. « Notre reine est une bonne reine ; elle est notre soleil, notre Dieu. » Ces dispositions achevées, la souveraine se lève, appuyée sur son sceptre d'or. Son drapeau flotte à côté d'elle. Elle va parler. Les canons qui entourent la capitale annoncent et saluent d'avance les premières paroles qui vont sortir de sa bouche sacrée, paroles toujours solennelles qui font loi ; mais remarquez, je vous prie, quand elle parlera, qu'elle appelle ses sujets *Ambanilanitra* (ceux qui sont sous le ciel), ou bien *Amban-'andro* (ceux qui sont sous le jour) ; qu'elle les nomme aussi *ray aman dreny* (son père et sa mère), en ce sens que ce sont eux qui l'élèvent sur le trône et lui donnent en quelque sorte le jour, comme souveraine ; qu'enfin elle se dit seule propriétaire de toute la terre de Madagascar : il n'y a pas de Malgache qui ait la *propriété* d'un pouce de terre ; il n'en a que l'usage, selon le bon plaisir de la souveraine. Ainsi l'ont établi les usages des ancêtres.

La reine parle : « Voici ce que j'ai à vous dire, *Ambanilanitra*, rassemblés ici. La terre et le royaume, Dieu me les donne ; je l'en remercie infiniment. Ce royaume, Dieu ne me le donne pas pour qu'il devienne mauvais. Je remercie Andrianampoinimerina et Lahidama (Radama I) et Ranavalona et Rasoherina qui me l'ont légué. Puisque le jour de mon *Fisehoana* est venu, et que vous êtes rassemblés ici, Ambanilanitra, je dois vous dire que vous n'avez pas frustré mon attente, l'attente de Ranavalona votre reine : car vous êtes accourus en grand nombre, et je ne me suis ni brisé la poitrine, ni enrouée à vous appeler ; au jour désigné vous vous êtes réunis : la nuit vous trouverait aussi prompts. Accourus avec tant d'empressement pour m'acclamer, m'affirmer reine, moi Ranavalona, certes je vous témoigne ma reconnaissance, car je le vois, j'ai un père, j'ai une mère. Je vous ai, vous Ambanilanitra, pour père et mère. Puissiez-vous vivre longtemps ! que Dieu vous vienne en aide, Ry Ambanilanitra ! (Ce Ry est un terme d'affection et de respect.)

La confiance, voilà ce que je veux vous donner. Dieu m'a faite reine de cette île pour protéger vos personnes, vos femmes, vos en-

fants et vos biens. Grands et petits, chacun a son droit sur ce qui lui appartient. Ayez donc confiance, Ry Ambanilanitra, car si je vous ai, vous, pour père et pour mère, je pense bien que vous, vous m'avez moi pour père et pour mère; aussi je demande à Dieu de vous gouverner selon la justice et le droit. N'est-ce pas cela? demande la souveraine en levant son sceptre sur son peuple. Tout son peuple répond d'une voix : *Izay* c'est cela. Et la fanfare exécute une roulade d'enthousiasme.

De plus sachez ceci, Ry Ambanilanitra : Ce royaume, je ne le gouverne pas moi seule, mais il sera gouverné par moi et par vous : car vous m'avez été donnés et je vous ai été donnée. Et cette terre que je tiens des quatre rois mes ancêtres, si quelqu'un osait y toucher, quand il n'en prendrait que la mesure d'une giberne, ou l'espace couvert par un grain de riz, certes je ne le souffrirais pas. N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? Demande-t-elle de nouveau en levant son sceptre. — C'est cela, répond l'assemblée et la musique.

Voici ce que j'ajoute, Ry Ambanilanitra : Vous voyez le livre des lois : on va vous en donner lecture. Que chacun écoute. Car si votre personne vous est chère, si vos femmes, vos enfants vous sont chers, si vous tenez à jouir en paix de vos biens, observez la loi. Je n'aime ni ce qui vous rendrait transgresseurs, ni ce qui vous enverrait à la mort. Mais pesez bien le juste et le droit, parce que là gît votre paix et votre tranquillité. La loi ne fait acception de personne : elle vise à rendre meilleurs la terre et le royaume. Vous et moi nous devons l'accomplir. Ce n'est pas moi Ranavalona reine qui condamne le coupable, ni vous non plus, Ambanilanitra; leurs actes, voilà ce qui les condamne. Vous et moi nous devons ramener à la loi les transgresseurs de la loi. La loi est un fanal, une lumière qui montre à tous le bien et le mal; elle ne choisit pas ceux qu'elle rend heureux : ceux-là sont heureux qui la gardent. N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? — C'est cela.

Maintenant écoutez ce que je vais dire : Toi, Rainilaiarivony, premier ministre, que j'ai fait le plus grand de mon royaume; vous ses parents, qui occupez un rang à côté de lui; vous officiers de l'armée, vous mes douze femmes, vous mes parents attachés à moi par les liens de la famille; vous magistrats; vous rejetons royaux d'Andrian masinavalona; vous tous grands de mon royaume, c'est vous que j'ai

établis pères de mes sujets, conducteurs de mon peuple, c'est à vous de le rendre sage. Oui, c'est vous qui le rendrez sage ou insensé. Faites attention que mon royaume dort en paix; il jouit d'un repos complet. Que s'il arrivait à quelqu'un d'y répandre des principes pervers, de fermer la bouche au sage en lui jetant une pâture, de donner de l'audace aux insensés, en les excitant; de fomenter la rébellion; d'insurger mon peuple, sur ma terre, dans mon propre royaume, et de croire, malgré cela, obtenir grâce à cause de services rendus antérieurement, de compter sur ma clémence, et d'espérer garder mon amitié, il se tromperait. Je ferai mourir quiconque commettra ces crimes. N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? — C'est cela.

Autre chose que j'ai à vous signifier au sujet de la Prière, Ry Ambanilanitra. Pas de pression, pas d'empêchement; parce que c'est Dieu qui vous a faits. Je vous signifie aussi, Ambanilanitra, que j'ai achevé de conclure les traités; quiconque les viole est regardé par moi comme coupable. N'est-ce pas cele, Ry Ambanilanitra? Enfin je m'adresse à vous, cent mille hommes de l'armée; s'il en était parmi vous qui osassent rompre le lien de subordination institué par Labidama, et violer le serment juré, et à Labidama, et à Ranavalona, et à Rasoherina, comme s'ils ne s'en souvenaient plus: je les renie et les fais mourir.

N'est-ce pas cela, Ry Ambanilanitra? — C'est cela, répondent les cent mille hommes de l'armée, renforcés des cent mille voix de la multitude. Et la fanfare ajoute ses accents les plus animés à cet *izay* de l'assentiment général. »

La souveraine avait fini de parler. Elle s'assied, et son peuple remercie en l'acclamant. Elle n'a pas la voix trop forte; mais elle parle nettement, sans hésiter un seul instant. Elle n'a fait qu'un seul geste, celui de son sceptre levé sur son peuple, chaque fois qu'elle l'apostrophait par ces paroles: N'est-ce pas cela? Ceux qui ne pouvaient l'entendre voyaient du moins ce qu'il fallait répondre. Nous nous sommes crus un instant transportés aux assemblées d'Homère, sur les confins de nos souvenirs classiques, et nous ne trouvions pas ce discours indigne des héros de l'Iliade. Comme missionnaire, nous nous sommes réjouis de cette parole solennelle de la souveraine sur la Prière: Pas *d'empêchement, pas de pression*. Nous avions besoin d'une parole de cette force; et nos Malgaches qui veulent se faire catholiques en avaient encore plus besoin que nous. Sa Majesté proclamait la liberté

religieuse. Pour donner plus de poids à ses paroles, elle avait choisi comme assistantes du trône deux personnes de la famille du premier ministre, dont l'une est fervente catholique et l'autre protestante. Bien plus elle ne faisait pas comme Ranavalona I et Rasoherina, paraître un *sampy* à son *Fisehoana*. Les *sampys* sont les idoles ou talisman de la nation. *Kelimalaza* c'est-à-dire, *le petit célèbre* ne quittait pas Ranavalona I; et *Manjakatsiroa* c'est-à-dire, il n'y a pas deux rois était le *sampy* chéri de Rasoherina. Pas de *sampy* cette fois. Ranavalona II les écartant de son *Fisehoana* semble dire à ses sujets : Ne craignez pas de les abandonner, puisque moi, votre souveraine, je les abandonne. Cette absence d'un *sampy* dans cette circonstance solennelle a été remarquée. Elle indique que la nation a marché, et que Jésus-Christ commence à chasser les démons, pour prendre ensuite leur place. Qu'il en soit ainsi! »

Le P. Callet oublie de signaler à la droite de la souveraine le livre de la Bible, livre auguste, en partie mutilé, et offert en sacrifice à l'idole anglaise de *l'esprit propre* et du *libre examen*. Si l'on demandait aux missionnaires catholiques laquelle de ces deux idoles de *kelimalaza* ou de *l'esprit anglais et protestant*, est plus opposée à Jésus-Christ, plus difficile à brûler et à détruire, je doute que beaucoup donnassent la préférence à l'esprit protestant. Mieux vaut prêcher Jésus-Christ à des sauvages simples et grossiers, qu'à des barbares du protestantisme. Mais reprenons le fil du récit.

« On commence à lire le code pénal en cent articles.

Trois lecteurs se succèdent et s'époumonent sans pouvoir réussir à se faire entendre bien loin. Le tanghen reste aboli. La peine de mort demeure. Douze cas de mort roulent principalement sur la révolte. Ils étaient inspirés par la dernière conspiration que le premier ministre a déjouée, mais qui a abrégé les jours de Rasoherina. La nouvelle reine ayant à prononcer la peine des vingt-quatre principaux conspirateurs, n'avait osé les condamner à mort, soit à cause de leur grand nombre, soit à cause des blancs qui demandaient qu'elle n'inaugurât pas son règne par une boucherie. Alors elle s'est bornée à les condamner aux fers. Ils espéraient leur grâce à son *Fisehoana*, mais elle leur a ôté cette espérance. Dans son discours comme dans son code, elle sévit contre la rebellion. Les autres peines indiquées sont, les fers à perpétuité ou pour un temps, la prison, l'amende. Nous

avons remarqué qu'on infligeait sagement une peine assez forte aux buveurs et aux vendeurs de rhum, et aux fumeurs de *rongony* (chanvre). »

Le missionnaire aurait pu ajouter que les peines concernant les buveurs et les fumeurs de *rongony* sont fort rarement appliquées aux nombreux délinquants.

« Jusqu'ici le peuple n'a été que le spectateur ou l'auditeur de la souveraine qui se manifeste à ses yeux, lui parle, lui signifie ses volontés, lui donne le *toky* (confiance). Maintenant les rôles vont changer. La souveraine a fait sa partie; c'est au peuple à faire la sienne; et il va s'acquitter de ce devoir, d'une manière vraiment homérique. Il doit donner deux choses le *hasina* et le *toky*. Nous voyons les chefs de castes, les magistrats, les maires, les chefs de l'armée, les princes ou princesses des provinces soumises ou vaincues, se rassembler dans l'enceinte laissée vide au bas de l'estrade, et là prendre successivement la parole, saluer Sa Majesté par une inclination très profonde, pérorer pendant dix minutes, plus ou moins, avec une facilité et une abondance digne du Nestor d'Homère, gesticuler démesurément avec une piastre dans la main droite, faire de nouveau une inclination profonde et prolongée, étendre les mains en avant, comme pour recevoir quelque chose de la souveraine, les ramener ensuite sur leur tête comme pour y placer la chose reçue, enfin s'avancer pour remettre, de la droite, cette piastre sur laquelle a roulé leur discours. Ceux qui la reçoivent doivent également la recevoir de la main droite. Aujourd'hui ce sont quatre chefs de l'armée qui remplissent cet office; quelquefois ce sont des princes ou des princesses, ou bien l'une des douze femmes de la reine. Tous ces orateurs représentants du peuple font ce qu'on appelle ici le *Hasin'Andriana*, c'est-à-dire, mettent le sceau à son titre de souveraine, en l'investissant du droit de vie ou de mort. Le *hasina* est cette piastre qui joue un si grand rôle dans la main de l'orateur. Quelquefois c'est un simple morceau d'argent. Le représentant du peuple l'offre comme prix ou rachat de sa tête, parce qu'il reconnait solennellement que la reine en est la souveraine. L'argent reçu, il ramène ses deux mains sur sa tête avec une satisfaction manifeste, comme pour la couvrir de la grâce de la souveraine. M. le commissaire impérial, en qualité de représentant de l'empereur des Français, ne fait pas, ne doit pas faire le *hasina*, qui

renferme ce sens si profond venu des ancêtres. Le R. P. Cazet, supérieur de la mission de Madagascar, le fait seul pour nous tous, selon l'usage des blancs qui séjournent, mais il le fait simplement comme formule de respect. Les Anglais le font également.

Plus de soixante orateurs malgaches paraissent ensuite successivement pour le faire. Je vous donne ici un de leurs discours, comme échantillon de leur éloquence. Ils doivent le prononcer, drapés dans leur *lamba* en signe de joie : « *Trarantitra hiana Tompokovavy*, que tu sois atteinte par la vieillesse, toi, reine *Aza marofy*, ne sois pas malheureuse ; *Mifanantera amy ny ambanilanitra*, atteins la plus longue vieillesse au milieu de tes sujets vieillissant avec toi. » (Il y a une obligation de commencer par ces paroles quand on aborde la reine, elles sont un de ses privilèges. Je me contenterai de les indiquer par le premier mot, *Trarantitra*, quand elles se représenteront dans le corps du discours, où elles sont souvent répétées, en tout ou en partie). « Puisque cette terre, ce royaume *d'Andrianampoinimerina, de Lahidama, de Ranavalona, de Rasoherina*, t'est donné de Dieu, tes sujets viennent te faire le hasina. Ce hasina fait par nous te fera atteindre la plus longue vieillesse, au milieu de tes sujets qui vieilliront avec toi. Lorsque notre hasina monte jusqu'à toi, tu ne le reçois pas pour toi seule, mais il se quintuple sur toi et sur les quatre têtes couronnées de la famille royale dont tu descends ; *Trarantitra*. Que leurs desseins et les tiens se voient accomplis, et que ceux qui s'y opposent se voient confondus. Si tout réussit à ton gré, reine, tes ancêtres demeureront contents au nord du foyer domestique place d'honneur et de bonheur. Que ceux qui sont contents que notre reine ait hérité de la couronne, et joyeux qu'elle soit souveraine, vivent longtemps heureux ! Cette joie est une frontière qui les préserve. Vous, rejetons royaux d'Andriamasinavalona, vous êtes comme des parcelles de rois ou de reines, des compagnons de la royauté. La reine n'est pas enrouée, et elle n'a pas les pieds fendus. Sa voix sait commander et se faire obéir, et son pied sacré est d'une seule pièce qui ne se partage pas. Elle est reine au milieu de vous, et vous êtes ses parents devenus ses sujets. Ne faites pas comme Kotokely gardien des bœufs, qui boite et qui n'a d'autre partage qu'une jambe cassée ; courez de concert au même but. Ne comptez pas les brins de soie qu'on file, de peur que ceux qui ne filent pas disent le pour et le

contre, et ne disent des mensonges sans le vouloir. N'oubliez pas que le dévouement a une table bien servie. Vivez heureux, car la souveraine n'écrase pas dans sa main les petits oiseaux; et vous, vous ne désirez pas la bosse de bœuf (c'est-à-dire la part qui lui est échue en partage, comme la bosse sur le dos d'un bœuf malgache.)

Vous, descendants de Ralambo, laissés par Andrianjaka, vivez longtemps et heureux ! Vous êtes la source des nobles d'Imerina, la source de ses rois, car les hommes sont la source des rois. La reine touche des pieds la terre et de la tête le ciel, sans doute; mais elle n'a ni coulé du ciel, ni germé de la terre; c'est vous, source qui l'avez donnée au monde. La source a enfanté un fleuve, le lac a produit un crocodile, la colline a couronné son sommet d'une ville imprenable; une courge magnifique, unique, est née sur le bord des eaux. Vivez longtemps et heureux, vous, habitants d'Imerina, vous êtes la pierre fondamentale qui faites les rois, la pierre *sacrée* qui fleurit et dont la fleur est une reine. Sainteté, reine, fleur d'Imerina ! le matin et le soir te contemplent; le levant et le couchant se mirent en toi; le nord et le sud s'adjoignent à eux et en font autant. Que cela ne change jamais, jamais ! *Trarantitra.*

Moi qui parle, je ne fais pas la trappe pour faire tomber dans mon sens. Je ne fais pas le flatteur qui cache un ennemi. Je dis seulement en toute vérité que la reconnaissance est une grande chose. Elle ne peut entrer tout entière dans le cœur; mais la bouche peut et doit faire part aux autres de ce qui déborde. *Trarantitra.* » L'orateur offre alors son hasina; la souveraine lui donne pour récompense ces quelques mots de sa bouche royale: *Atteins la vieillesse aussi, toi, et vieillis avec moi*, et il est satisfait.

Après le hasina, le peuple doit donner à sa souveraine le *Toky*. Dans son discours en effet la souveraine avait donné confiance (toky) à son peuple; celui-ci devait lui donner la même marque de confiance en réciprocité, et il manquerait gravement s'il ne la donnait pas. Nous voyons donc les mêmes orateurs reparaître sur la scène. Mais cette fois ils tiennent à la main un manche de sagaie sans le fer. Ils commencent par faire le hasina en paroles, sans donner la piastre, parce que leur tête est déjà rachetée, mais drapés encore dans leur lamba en signe de contentement, ils pérorent un instant assez posément, en vrais Nestors. Tout à coup ils s'animent, ils deviennent des Dé-

mosthènes lançant des philippiques; le feu sacré de la gloire et des combats échauffe leurs poitrines, ils roulent leur lamba autour des reins en signe de colère, saisissent un bouclier de la main gauche, et frappant la terre qui retentit, font vibrer la sagaie dans la main droite; les voilà devenus des guerriers, montrant comme ils feraient, si l'ennemi essayait d'approcher. Chacun d'eux à son tour fait le brave, du geste, de la sagaie, du bouclier, prend des poses de provocation, de défi, de victoire, pare tous les coups qu'on lui porte, fait mordre la poussière à un grand nombre d'ennemis, et la bouche donne en même temps force paroles de confiance à Sa Majesté. C'est tout à fait homérique.

Voici un de leurs discours qui célèbre les bienfaits de la paix actuelle, « *Trarantiira*, quand tu es heureuse, bien portante, reine Ranavalona, nous sommes joyeux et contents, et nous te faisons le hasina, ce hasina, fait par nous, nous l'amplifions de nos souhaits et de nos prières adressées à Dieu pour toi. Ce hasina te sanctifiera et te fera atteindre la plus longue vieillesse avec tes sujets. Mais nous venons te donner maintenant notre *toky* (confiance), car toi tu es ce qui nous reste de la vie de nos douze rois antérieurs. Tu es l'abrégé, la remplaçante des quatre rois qui t'ont précédée. C'est pourquoi nous te donnons une pleine et entière confiance. Fais ce qui te semblera bon, car tu nous agrées jusqu'au fond des entrailles. Ce qui te plaît fais-le, puisque Dieu t'a donné la terre et le royaume. Nous, tes sujets, nous te donnons toute confiance. Ce royaume n'est pas un clos d'arbres muets et insensibles, mais un clos d'hommes qui savent parler et comprendre. Tu nous a été donnée, et nous t'avons été donnés. Toi, tu as été placée au-dessus de nous; le jour, la nuit, nous sommes présents; car ce n'est pas à celui-ci ou à celui-là que les quatre rois ont légué la couronne, mais à toi seule. C'est pourquoi, nous te donnons pleine et entière confiance. N'est-ce pas cela, demande l'orateur à l'assemblée? — C'est cela, répond l'assemblée d'une voix plus ou moins accentuée, selon la véhémence plus ou moins grande de l'orateur. Celui-ci reprend alors et entonne les éloges de la paix dans un élan de poésie locale, avec apostrophes aux vaincus, aux vainqueurs et aux frontières. « Vivez longtemps et heureux, vous tous qui m'écoutez. Aujourd'hui il n'est plus besoin de faire ce qu'on fait sur une grosse caisse; d'un côté on frappe à coups redoublés, de

l'autre on touche à peine par de petits coups, comme on fait des caresses sur la joue. Plus d'appel à la guerre : plus de guerre, plus de grands coups pour les sourds, plus de petits coups pour les diligents. C'est la paix ; c'est l'eau dormante, mais non croupissante ; surface tranquille, parce que le fond n'est plus agité. A vous, ses sujets, salut ! Vous pouvez habiter une masure où l'on compte les déchirures des vents et les fractures du temps, dans les montagnes, loin des habitations, et vous n'avez rien à craindre des malfaiteurs. Ne voyez-vous pas les coqs allonger leurs éperons, signe qu'ils ne se battent plus, quoiqu'ils puissent le faire d'une manière plus terrible ? Ne voyez-vous pas toutes vos plantations demeurer sur place ? Ne voyez-vous pas ceux de deux ou trois maisons ou provinces différentes demeurer ensemble sous vos yeux ? Ils sont devenus amis et demeurent ensemble. Ne voyez-vous pas les personnes dormir si profondément, qu'elles n'entendent pas même le bruit du tonnerre ? N'est-ce pas cela ? — C'est cela, lui répond-on.

Salut aussi, à vous qui apparteniez à des provinces différentes. L'argent noirci ne paie pas les dettes, je le sais ; mais vous êtes la pierre qui consolide Imerina ; vous êtes le grand arbre qui embellit la campagne : vous êtes le lamba de la reine ; irritée, elle s'en ceint les reins ; contente, elle se drape dedans. Car vous n'êtes pas un nœud coulant qu'on serre en tirant. Vous n'appartenez pas aux Hovas, vous êtes un gros cable appartenant à la reine et tirant à sa suite. Croissez et multipliez-vous. N'est-ce pas cela ? — C'est cela.

Salut à vous, habitants de l'Imerina : vous êtes le bouclier de la souveraine dont elle protège tout le corps : vous êtes la forêt touffue qu'on ne franchit pas : vous êtes la pierre qui fait les rois « la pierre qui fleurit et produit une reine. » N'est-ce pas cela ? — C'est cela, répond avec enthousiasme l'assemblée.

Le rocher qui porte Tananarivo comme un nid d'aigle tressaillirait si c'était possible, en entendant ces paroles, mais les fiers de l'Imerina l'entendent et tressaillent pour lui.

Salut, points cardinaux, frontières du royaume. Ce n'est pas la lutte aux portes du royaume qui rendrait Ranavalona mauvaise amie. Elle ne la craint pas, ce serait une fausse amitié. Ceux qui sont contents qu'elle règne, qu'ils vivent heureux. Cette joie est une frontière qui n'entend pas le bruit de la guerre. N'est-ce pas cela ? — C'est

cela ! — *Tsarantitra.* » L'orateur se retire et un autre prend sa place.

Tout le monde attend le discours du premier ministre, car le discours de la couronne tire sa force de celui du premier ministre, qui est en même temps chef de l'armée. Rainilaiarivony était assis dans un fauteuil au bas de l'estrade, sous un vaste parasol vert, entouré de grands officiers, vêtu de blanc comme la reine, et de la même étoffe. Son épée et son chapeau à claque désignaient seulement le général en chef de l'armée. Un aide de camp tenait à ses côtés un bouclier qui devait servir à lui seul. Sur le dossier du fauteuil était jeté négligemment le manteau royal que lui a fait porter jadis Rasoherina, qu'il a pris un instant sur ses épaules aujourd'hui, mais qu'il a déposé presque aussitôt. Il se lève pour parler. Grand silence.

Il fait le hasina d'abord, et donne sa piastre de rachat comme les autres. Puis il arrive au *toky*. Il prend d'abord son épée d'une main et son bouclier de l'autre ; et il passe successivement en revue tous les points touchés par la souveraine, les développe, les affirme de nouveau et les confirme du poids de son autorité. A la fin de chaque point, il apostrophe l'armée de la voix, de l'épée et du bouclier, par ces mots : *Fats'izay. Nest-ce pas cela ? — Zay :* c'est cela, répond l'armée d'une voix unanime, les officiers brandissant leur épée pour mieux affirmer encore, et la musique exécutant une roulade d'enthousiasme, comme elle avait fait pour la souveraine. Il parle pendant plus d'une demi-heure ; il captive et électrise l'assemblée. Cette journée est un autre de ses triomphes politiques. Il est orateur, aussi bien qu'homme d'État. Son discours n'ayant pas encore été imprimé comme celui de Sa Majesté, je ne puis vous en donner la traduction. Je le regrette. En voici cependant un passage selon mes souvenirs : il pourra vous faire juger du reste. « On m'accuse d'avoir voulu rétablir le *tanghen*, d'avoir reçu des sommes d'argent, etc. Mensonge. Je n'ai pas rétabli le *tanghen :* mais j'ai maintenu la peine de mort contre les conspirateurs. Je n'ai pas reçu d'argent et je n'en cherche point, car j'en ai assez : mon père m'en a laissé, et j'ai pu en gagner sans me vendre. Ce que je cherche, je vais le dire : c'est la justice et l'observation des lois ; c'est la force et la paix : c'est la dignité du royaume. Si ce n'est pas cela, (les grands officiers autour de lui : « oui, oui, c'est cela ! ») si c'est l'argent que je cherche, qu'on me coupe en deux ! (sensation ; applaudissements). Quiconque, grand ou petit, serait-il

de ma famille comme ce soldat (il avait fait signe à un soldat d'approcher, et il lui tenait la main sur l'épaule), serait-il de ma famille comme ce soldat dont je suis le général, le chef et le père, je ne craindrais pas d'en faire justice, s'il transgresse les lois du royaume. reine Ranavalona, je ne crains que toi. » (Applaudissements). Son frère aîné, dont il occupe la place au timon des affaires, prouve ce qu'il avance ; il expie maintenant ses transgressions en prison et en exil. La conclusion de son discours, qu'il tire lui-même, est celle-ci : « Reine Ranavalona, aie confiance ! Ne crains pas de régner ; ne crains pas de commander ! » Mots significatifs dans sa bouche. Chacun achève sa phrase *in petto : Car je suis là.* En effet il est comme le bouclier de la couronne. C'est ce que signifie sans doute ce bouclier qu'il tient et qu'il faut tenir pour donner le *toky* selon les ancêtres. Ce bouclier a du sens dans sa main. C'est lui *Rainilaiarivony* qui a sauvé l'État dans la conspiration puissante qui menaçait de tout bouleverser ; lui qui d'une main ferme a placé la reine actuelle sur le trône, et a comprimé des aspirations trop précoces. C'est lui qui peut inspirer la confiance à la souveraine et à ses sujets. Aussi la confiance s'est développée dans tous les cœurs après son discours. Quelques-uns cependant devaient craindre.

Alors la souveraine s'est levée et a dit : « Tes paroles étant telles, *Rainilaiarivony*, premier ministre ; vos paroles étant telles, *Ambanilanitra*, j'ai confiance, car je vous ai pour pères et pour mères. Faites ce que vous dites, comme des hommes sages : car je n'aime pas le le mensonge. Je vous remercie. Vivez longtemps heureux, que Dieu vous soit en aide ! »

Elle ne s'assied plus, c'était la fin. Toutes les voix tirent du fond des poitrines et poussent un *Ah !* prolongé de satisfaction ; car la souveraine a dit : J'ai confiance. Il était deux heures et demie. Sa Majesté quitte le trône, et se dirige vers le palais, accompagnée du même appareil qu'à son arrivée. Avant de quitter l'estrade, nous recevons l'invitation de nous rendre demain au Champ-de-Mars, pour y être témoins de sa seconde manifestation à son peuple, qui doit suivre la première, selon les ancêtres. Je vous transmets cette invitation, si vous n'êtes pas trop fatigués de la longueur de ce récit.

III. *Le lendemain au Champ-de-Mars.* A 10 heures et demie, les canons d'enceinte annoncent la descente de la souveraine, toujours

avec grande pompe, grand éclat, selon le cérémonial des ancêtres. A 11 heures et quart, elle monte sur le trône d'hier, transporté avec son baldaquin au Champ-de-Mars. La souveraine reste debout, pendant que les voix du canon, de la musique et de l'assemblée l'acclament à leur manière; seulement il y avait plus de monde pour pousser le *Hoby*: plus de deux cent mille personnes. Après quoi, toute l'assemblée lui demande d'une voix : *Tsara va, Tompo ko e ?* Êtes-vous bien ? Vous portez-vous bien, souveraine ? — *Tsara hiany: bien même, répond-elle, puissions nous vieillir longtemps ensemble!* Un *Ah, ah, ah*, prolongé de satisfaction est poussé par toute l'assemblée.

Elle s'assied, le dos tourné à sa capitale, et le visage regardant à à l'ouest. Par ses ordres montent et sont placés sur le pourtour de la plate forme, M. le commissaire impérial, M. Laborde, ancien consul de France, M. Campan, chancelier, le R. P. Cazet, supérieur général de la Mission, et le P. Finaz. Plus deux Anglais. Il n'était pas possible d'y faire monter un plus grand nombre de blancs. Nous restons au bas, dans le carré formé par les gardes du corps, qui tournent le dos à la souveraine, selon leur consigne, pour faire face à ceux qui approcheraient de trop près. Les cent mille hommes de l'armée sont disposés en lignes infranchissables dans l'étendue du Champ-de-Mars, mais regardent leur souveraine en maintenant l'ordre. Ce chiffre de cent mille hommes est un nom donné à l'armée par Radama I, plutôt qu'une réalité; car elle compte au plus de trente à quarante mille hommes dont quinze à vingt mille sur pied de guerre et armés d'un fusil; la sagaie et le bouclier sont bannis de l'armée. La souveraine est riante et gracieuse. Seule elle est vêtue de rouge; elle est drapée dans un *lamba* de pourpre émaillé de couronnes d'or. Le *lamba* national est à l'ordre du jour, il se développe sur toutes les épaules, si l'on excepte celles des soldats; encore tous les officiers avaient-ils déposé leur riche mais trop disparate uniforme, qu'ils portent assez gauchement, pour prendre le lamba où ils se drapent avec aisance et un savoir faire antique, et qui leur va très bien. La nation satisfaite d'avoir un père et une mère dans sa souveraine, et la souveraine satisfaite d'avoir également un père et une mère dans son peuple, en vertu du grand acte accompli hier, allaient se réjouir ensemble aujourd'hui, dans des jeux solennels qui sont en usage dans

ces circonstances, et qui prennent tout à coup les proportions d'un événement public et national.

Il y eut d'abord une danse d'ensemble à laquelle tout le monde participa, même sa Majesté malgache. La musique jouait une espèce de contre-danse, et les trois cent mille spectateurs l'exécutaient sans changer de place. Nous étions debout; les hommes gesticulaient de droite et de gauche avec leurs bras; ils levaient tantôt un pied, tantôt l'autre, avec un mouvement mesuré, comme font les collégiens lorsqu'ils veulent s'échauffer; les femmes tendent leurs bras en avant du corps, et les font onduler gracieusement selon la mesure, au son de la musique; leur corps suit légèrement de droite à gauche et de gauche à droite ce même mouvement; de plus, tout le monde rit; pour moi, je le fis de grand cœur, et il fut bon pour nous que le rire entrât dans le programme, car nous ne l'aurions pas tenu, tant la chose était curieuse. J'hésitais pour savoir si je me laisserais entraîner à danser; mais je me formai la conscience en pensant que par mon rire j'avais déjà pris part à la danse. Les autres graves Pères de la mission se sont comme moi laissé emporter dans ce mouvement universel: ils ont dansé légèrement, mais assez gauchement, en estropiant la mesure et la grâce des mouvements. Ils pouvaient faire l'un et l'autre, sans autre inconvénient que d'ajouter à l'hilarité générale, même à celle de Sa Majesté qui en a ri doucement. Nous autres Européens nous ne comprenions pas tout, mais nous voyions bien qu'il y avait quelque chose de grand, de nouveau, de primitif, de patriarcal, dans cette danse d'un peuple avec et pour sa souveraine, afin de lui montrer une satisfaction croissante et d'accroître la sienne. La nation se fait enfant, parce que la souveraine prend à son égard le titre de père et de mère, et la joie devient la belle joie de la famille, montant des enfants aux parents et descendant agrandie des parents aux enfants. Puis les villes de la province d'Imerina, et celles des autres provinces, ont rivalisé d'empressement pour divertir la souveraine selon le goût des ancêtres: danses particulières, à l'orientale; danses pacifiques, guerrières, d'armées allant au combat, ou sur le champ de bataille après la victoire ; danses avec accompagnement de chants, de battements de mains, de la musique, d'un tambourin ou d'un bambou frappé à petits coups, ou même d'une conque marine en guise de trompe; danses modestes et innocentes, s'il en fut ja-

mais. S'il était possible de remplacer les danses européennes par les danses malgaches, chaque curé devrait se faire un devoir de présider celles qui se feraient dans sa paroisse. On entend ensuite des cantates composées par les poètes troubadours de la nation, et exécutées en chœur par les plus belles voix d'une caste ou d'une ville. On a remarqué la fine poésie et les sentiments délicats de l'une de ces cantates. Je n'ai pu me la procurer. Enfin simulacres de combats à la sagaie et au bouclier, à la façon des ancêtres; au fusil, à la façon des Arabes: spectacle émouvant d'un duel inoffensif à la sagaie. Ils manient la sagaie avec une dextérité effrayante. Mais les coups mesurés étaient aussi habilement parés que portés.

Il était 3 heures et demie. Les canons d'enceinte donnent le signal du départ en saluant la souveraine. La fanfare la salue; l'assemblée la salue. Elle est solennellement reconduite dans son palais comme portée par les chants de ses *Mpanatoa*, l'affection de son peuple et la satisfaction générale. Selon l'usage des souverains de Madagascar après leur *Fisehoana*, elle en sortira bientôt encore une fois pour aller à *Ambohimanga*, à la ville sainte par excellence, visiter les tombeaux de ses ancêtres, *Andrianampoinimerinatsimitoviaminandriana et Ranavalona*. Elle se fera un devoir d'y aller pour les remercier de son avènement, leur faire le *hasina* avec une piastre, comme à des supérieurs dont elle dépend, les invoquer pour recevoir une participation de leur esprit royal, qui la fasse gouverner sagement leur royaume devenu le sien. Leur tombeau s'ouvrira devant elle pour l'accomplissement de ses devoirs sacrés; il sera refermé pour ne plus s'ouvrir, si ce n'est devant elle, à la fête du Bain, etc... Ce qu'elle ira faire ainsi à la ville sainte d'Ambohimanga, elle le fera d'abord à Tananarivo, dans la cour intérieure de son palais, où se trouvent les tombeaux de Radama I et de Rasoherina; mais on doute qu'en maintenant l'usage de ce voyage et de ces offrandes, elle y fasse des sacrifices, à l'exemple de ses prédécesseurs. »

Près de quinze ans se sont écoulés aujourd'hui depuis le jour où Ranavalona II, nouvellement couronnée et sacrée selon les rites des ancêtres, décrits par le P. Callet, s'en allait visiter la ville sainte d'Ambohimanga. Fit-elle alors des sacrifices, comme ses prédécesseurs? je l'ignore. Mais je sais bien que dans la dernière maladie qui a failli l'enlever, à la fin de 1882 et au commencement de cette an-

née 1883, on immolait au palais des victimes choisies, afin d'interroger leurs entrailles, et d'y découvrir sans doute le secret de sa guérison. Quinze ans de protestantisme n'ont donc pas fait encore disparaître le vieux levain de superstition, qui régla toujours toutes choses à la cour de la souveraine? Que dis-je; ils ne l'ont pas même légèrement effleuré. Nous en pourrions citer plus d'un exemple, soit pour les jours de bon augure, soit pour ceux qui rendent sujets aux mauvais sorts.

Le mois qui suivit celui du couronnement peut être considéré comme un mois de progrès notable pour la formation d'une église d'État, au profit commun du premier ministre Rainilaiarivony et des protestants méthodistes de la société des missionnaires indépendants de Londres. « C'est en effet le 28 octobre 1868, dit le rapport officiel de cette secte pour l'année 1871, que commença, dans l'intérieur du palais, un service religieux dont les prêcheurs malgaches (élèves des Indépendants) eurent seuls la direction. » On le voit, la Bible protestante placée à la droite de Sa Majesté, à la fête du couronnement, ainsi que les textes falsifiés du *Gloria in excelsis*, écrits alors en caractères d'or sur le baldaquin royal, n'avaient pas tardé à produire leur fruit, et à se changer en une sorte d'église officielle malgache, distincte en apparence de l'église officielle d'Angleterre, mais en réalité formée, par les Indépendants, à son image et à sa ressemblance, avec la reine au sommet de la hiérarchie, comme dans l'église anglicane.

S'étonner de ce que la société des missionnaires de Londres, ennemis jurés, dans leur pays, de l'église établie, ait consenti à devenir à Madagascar, au mépris de ses principes constitutifs, la mère d'une véritable église d'État, serait méconnaître la nature de l'hérésie essentiellement variable et amie des contradictions. Ce fait d'ailleurs, mis hors de doute par le rapport officiel de 1871 dont nous avons déjà parlé, peut s'expliquer tout naturellement. La société des Indépendants, venue à Madagascar dès 1820, avait d'abord à sauvegarder sa prépondérance religieuse, contre les agissements d'autres sectes rivales menaçant d'envahir Madagascar; elle avait surtout à lutter contre le catholicisme de la France, plus hostile à son influence protestante et anglaise, que les convoitises de sectes rivales. Dans ce péril extrême, la société des Indépendants de Londres pensa qu'il fallait faire flèche de tout bois, et s'appuyer sur l'État malgache plutôt que

de s'amoindrir. Luttant pour son honneur et peut-être même pour son existence, elle fit le sacrifice des principes fondamentaux et constitutifs de sa secte. « Que nous importe au fond, pensèrent ces messieurs, que les Malgaches soient ou non établis en église d'État, pourvu que cette église dépende en quelque sorte de la nôtre, et que la plus étroite amitié règne entre elle et nous? Or cette amitié et cette dépendance, les Malgaches seront comme forcés de les avoir avec nous, puisqu'ils recevront de notre société l'argent d'abord que nous distribuerons aux plus puissants de l'église d'État, et puis l'instruction religieuse, sans parler d'une foule d'autres services que nous leur rendrons, autant qu'il sera en nous. Périssent donc les principes plutôt que notre influence. » Et on les vit sur ce raisonnement, non seulement ne faire aucune opposition à l'établissement d'une église d'État à Madagascar, mais travailler de tout leur pouvoir à sa formation et à ses progrès.

Suivons pendant quelques instants cette création anglo-hova, si funeste à la religion catholique et à l'influence française sur la Grande Ile.

Non loin d'Ambobimitsimbina, à l'extrémité Sud de la ville, les Indépendants méthodistes achevaient en novembre 1868 la construction du temple d'Ambohipotsy, et désiraient en faire la dédicace solennelle. Ranavalona II et son premier ministre, tous les grands et les chefs furent invités à ce *Fitokananirano.*

Dans une circonstance semblable, Rasoherina avait refusé de paraître. Mais depuis Rasoherina le royaume avait marché. Rainilaiarivony devenu plus puissant, et aspirant plus que jamais à dominer le mouvement protestant, en se mettant à sa tête, ou plutôt en lui donnant la reine pour chef nominal, pendant qu'il en serait le chef réel, n'eut garde de refuser, et de laisser Ranavalona II décliner une semblable invitation. Il alla même plus loin. Prenant la parole dans le temple, il déclara ouvertement que les Malgaches n'avaient pas d'aïeux et de pères européens pour leurs prières. N'avaient-ils pas les leurs dans le royaume? Lesquels? Lui sans doute et la reine! D'où cette conclusion naturelle, que tous les sujets devaient tourner les regards vers lui et la reine, et s'inspirer de leurs exemples, c'est-à-dire se protestantiser comme eux.

En guise de commentaire à ce discours, la réunion catholique de

Betsizaraina évangélisée par le P. Abinal, se séparait alors de la Mission française et passait au protestantisme de la reine et du premier ministre. D'autres réunions catholiques, celle d'Antanamalaza en particulier, fondée depuis un mois environ par le P. Finaz, était aussi en butte aux plus grossières persécutions de la part du ministre des affaires étrangères, Rainimaharavo ; et le premier ministre répondait aux plaintes du P. Jouen, ainsi qu'à une note de M. Garnier sur ces tracasseries, par ce mot répété si souvent depuis, et toujours sans aucun résultat : « Je m'occuperai de cette affaire. »

Chaque mois marqua dès lors un pas de plus vers la persécution du catholicisme, et l'exaltation de la religion anglo-hova, comme religion exclusive de l'État. Ainsi « le 16 décembre 1868, nous dit le rapport officiel des Indépendants cité plus haut, s'ouvrit la première réunion semestrielle appelée *congregational union meeting*. Dans cette première séance eut lieu la division géographique, d'après laquelle les temples de la campagne, placés sous la juridiction des neuf temples de Tananarivo, formèrent ainsi neuf évêchés. Dans le courant du même mois parurent aussi une série de lois dictées et imprimées par les Indépendants au nom de Sa Majesté, mais visant toutes au triomphe futur de leur secte, sous le couvert de la civilisation. Un édit royal accompagnait ces lois. La reine obligeait chaque localité à construire une école, où les enfants devaient plus tard, par des édits subséquents, venir sucer *obligatoirement* le protestantisme avec l'instruction.

La fête de Noël, fête si chère aux réformés sous le nom de *Christmas*, nous apporte de nouvelles révélations sur les dispositions de la cour. Ce jour-là les Anglais seuls étaient montés au palais, et faisaient à Sa Majesté, avec laquelle ils se disaient en communauté d'idées et de sentiments, leur plus joyeux *hasina*. Le docteur anglais avait pris la parole, dans cette circonstance, et la reine répondait : « Je n'empêche pas la prière, dit-elle, je ne fais pas de pression ; chacun est libre d'embrasser la vérité. Serrez-vous autour de la vérité. Mais vous l'avez, vous qui m'écoutez. Ne la cherchez pas ailleurs. » M. Garnier réclama bien alors contre ces privautés, et se plaignait doucement de ces faveurs exceptionnelles accordées aux Anglais, mais on l'écouta si peu, tout en parlant toujours de balance égale, que le 27 janvier 1869, jour du fandroana, les Anglais furent seuls invités à la cé-

rémonie du Bain de la reine, tandis que les Français furent tenus l'écart.

Qu'avait à craindre désormais la nation malgache ? Le traité franais ne venait-il pas récemment d'arriver de Paris, approuvé et signé par l'Empereur ?

Et d'ailleurs des pronostics funestes, sinistres avant-coureurs de la chute de l'Empire, annonçaient que la France était travaillée fortement du mal révolutionnaire. Des révoltes provoquées en divers lieux par les loges maçonniques, à Saint-Étienne, dans le Nord, et jusqu'à Saint-Denis de Bourbon, laissaient entrevoir aux observateurs l'abîme dans lequel la France allait tomber. L'Angleterre exploitait habilement auprès des Hovas ces signes contre notre pays, et en particulier contre la Compagnie de Jésus, spécialement attaquée alors au collège de Bourbon, comme nous le dirons plus tard.

Le 21 février doit être un bien grand jour dans les annales des indépendants. Le premier ministre Rainilaiarivony, désireux de se mettre définitivement en règle avec la secte, qui aime à soigner l'extérieur de la coupe et néglige l'intérieur, et voulant s'approcher aussi de plus près des marches du trône, fait divorce ce jour-là avec son ancienne femme, bonne mère de famille, dont il a eu seize enfants, reçoit le baptême ainsi que Ranavalona II des mains d'un prêcheur du palais, élève des indépendants, et devient désormais comme époux de Sa Majesté le plus ferme appui de la religion d'État, le vrai pape de Madagascar. Cette cérémonie ne se fit certes pas en secret. « En février de l'année 1869, dit le Rév. Sibree, la reine et le premier ministre se firent tous les deux baptiser, en présence d'un nombre considérable de grands du royaume. »

Deux jours s'étaient à peine écoulés depuis ce double baptême solennel, qu'une lettre du P. Jouen appuyée d'une note de M. Garnier arrivait au palais. Il s'agissait d'inviter la reine au Fitokanan-trano ou dédicace solennelle de l'église de Saint-Joseph de Mahamasina. Le Préfet apostolique nous ayant raconté lui-même cet épisode de l'histoire de la Mission, nous aimons à lui laisser ici la parole.

« C'est le 23 février que nous avons écrit à la reine pour lui annoncer l'achèvement de cette église, et la prier de venir assister à son ouverture, lui laissant à fixer elle-même le jour qui lui conviendrait le mieux. Nous étions d'autant plus autorisés à faire cette invi-

tation, que trois mois auparavant, Sa Majesté accompagnée de son premier ministre, et suivie de toute sa cour, était allée en personne faire l'ouverture d'un nouveau temple protestant. Cette démarche, à laquelle n'eût jamais consenti la reine défunte, eut le plus grand retentissement : ce fut un véritable triomphe pour les méthodistes et tous leurs adhérents. On ne cessait de répéter partout que Ranavalona et son premier ministre avaient embrassé la prière protestante, ce qui était vrai en partie. Tous nos chrétiens étaient consternés, et les populations des campagnes, qui auparavant avaient montré le désir de se faire instruire, furent frappées de stupeur. Ce fut alors qu'à l'instigation du premier ministre sans doute, qui voulait paraître du moins tenir la balance égale, le bruit se répandit que si la reine était allée à l'inauguration du temple protestant, elle viendrait aussi faire l'ouverture de l'église catholique, quand elle serait achevée. Sincère ou non, nous prîmes acte de cette promesse, et lorsque nos travaux furent terminés, autant du moins que nos ressources nous le permettaient, nous envoyâmes au palais notre lettre d'invitation. Grand fut l'émoi de toute la cour à l'arrivée d'un pareil message. L'embarras n'était pas moins grand : on avait posé un antécédent en se rendant publiquement et avec éclat au temple méthodiste : refuser maintenant d'aller chez les catholiques, c'était afficher une partialité par trop flagrante : c'était de plus une sorte d'insulte faite à la France et à son représentant à Madagascar ; car lui-même avait appuyé notre invitation. On se trouvait donc placé dans une impasse d'où il était difficile de sortir. En cette situation la reine convoqua les grands et les chefs du peuple, pour avoir leur avis. La plupart répondirent que puisque Sa Majesté avait été chez les Anglais, elle ne pouvait plus ne pas aller chez les Français. La pauvre reine du reste, sans consistance comme sans volonté, n'éprouvait aucune répugnance à venir à l'église catholique : tout au contraire, elle désirait vivement voir cette église qu'on lui avait dépeinte comme un petit chef-d'œuvre ; mais surtout elle avait grande envie d'entendre nos chants et d'assister à nos cérémonies. Il fut donc répondu que la reine viendrait assister à l'ouverture de *son église* de Saint-Joseph, et qu'on nous ferait connaître plus tard le jour et l'heure qu'elle aurait assignés pour cette visite : j'ai dit *son église*, car d'après le traité, il est stipulé que tous les bâtiments du culte appartiennent à la reine, et certes on ne manque pas l'occasion de nous

le rappeler. Une pareille décision était loin de satisfaire tout l'entourage royal, composé en grande partie de tout ce que la secte compte de plus exalté et de plus fanatique. Dès lors on ne songea plus qu'à faire jouer tous les ressorts, sinon pour empêcher une démarche que l'on regardait comme inévitable, du moins pour tâcher d'en paralyser l'effet. Ce que l'on redoutait par dessus tout, c'est le prestige que pourrait exercer sur l'esprit de la souveraine la vue des pompes et des cérémonies du culte catholique. On s'occupa donc d'abord de la prémunir contre les pièges de *l'idolâtrie romaine*, en l'attachant au *pur Évangile* par tous les liens possibles. La pauvre femme, devenue protestante *sans s'en douter*, se trouvait, comme tous les autres affiliés, du reste, dans la plus complète ignorance : on redoubla de zèle pour l'instruire, c'est-à-dire, pour lui inoculer le poison de l'erreur. Elle n'avait pas encore reçu *l'eau* (le baptême, chose dont nos protestants s'occupent fort peu d'ailleurs, n'en reconnaissant pas la nécessité), on se hâta de la lui administrer. Elle n'avait pas encore mangé le *pain* (communié), on s'empressa de lui le donner. Elle n'était pas mariée *officiellement*, on lui assigna pour mari son premier ministre qui, pour aspirer à cette dignité de royal consort, dut répudier sa première femme de laquelle il avait eu une quinzaine d'enfants. Tant de précautions ne suffisaient pas ; il y avait une autre chose que l'on voulait éviter *avant tout et à tout prix*, c'était que l'on pût croire que Ranavalona fût sortie de son palais *tout exprès et uniquement* pour se rendre à l'église catholique. Les Anglais surtout insistaient *singulièrement* sur ce point, pour qu'il ne fût pas dit que la reine ne faisait nulle différence entre les catholiques et les protestants. Il fut donc convenu que l'on combinerait pour Sa Majesté une partie de plaisir qui aurait lieu *ce jour-là même* (il s'agissait d'aller voir fonctionner une roue hydraulique récemment installée sur une rivière voisine); cette partie de plaisir, à laquelle on devait donner le plus de solennité possible, devait être le but de sa promenade, et la *cause unique* de sa sortie du palais. Ce n'était qu'en *passant* seulement, et comme *par hasard*, que Ranavolona II et son cortège devaient voir le *frontispice* de l'église, mais sans s'y arrêter, et encore moins y entrer. Tel fut le plan des meneurs, et rien ne fut épargné pour qu'il fût suivi de point en point. Heureusement saint Joseph était là qui veillait du haut du ciel : nous touchions à la veille de sa fête. La reine avait-elle une

pleine et entière connaissance de ce plan ? On a lieu d'en douter ; car jusqu'à la fin, il nous revint par plusieurs personnes bien informées qu'elle voulait assister à toute la cérémonie. La veille encore cette assurance nous fut donnée et confirmée de la manière la plus positive. Aussi tout avait-il été préparé pour recevoir d'une manière digne d'elle la souveraine de Madagascar. Hélas ! c'était bien moins l'honneur de sa présence qui nous touchait, que la pensée du bien que pourrait produire sur cette pauvre âme la vue d'une si belle et si touchante solennité. Mais c'eût été trop de consolation pour nous, et Dieu qui aime ses missionnaires n'a pas l'habitude de les gâter. Peut-être aussi a-t-il voulu nous montrer une fois de plus qu'il n'a besoin de personne pour faire son œuvre, et qu'il se plaît à faire marcher de préférence à travers les épreuves et les obstacles *ut videat omnis caro salutare Dei !* Quoi qu'il en soit, il est temps d'arriver au dénoûment de cette hideuse comédie. Le mardi 23 mars, juste un mois après l'envoi de notre lettre d'invitation, vers 4 heures après-midi, le commissaire du gouvernement français reçut un message du palais, lui annonçant, et le chargeant de nous annoncer, que le jeudi suivant, 25 mars, Sa Majesté viendrait visiter notre église.

En effet, le Jeudi saint, vers les 8 heures et demie du matin, nous voyons déboucher sur le Champ-de-Mars de Mahamasina deux longues haies de soldats, au milieu une foule immense d'officiers accompagnant le cortège royal ; puis enfin Sa Majesté sur un riche palanquin, et ombragée du grand parasol rouge, symbole de sa présence et de son autorité. Tout était prêt pour la recevoir, l'église magnifiquement décorée, un trône superbe, aux couleurs et aux armoiries royales dressé à la tribune, tous nos chrétiens, vêtus de leurs plus beaux lambas, et rangés en bel ordre au nombre de plus de deux mille. C'était pour nous tous une fête religieuse et nationale Aussi notre commissaire y paraissait-il en grande tenue, ainsi que M. Laborde. Quant au clergé de la Mission, il se tenait à la porte de l'église, revêtu de ses habits sacerdotaux, entouré de vingt-cinq enfants de chœur, et attendait, croix et bannière en tête, la présence de la souveraine, pour lui rendre les honneurs dus à son rang.

De son côté, l'implacable ennemi de la vérité ne perdait pas son temps : c'était le moment décisif, et il redoublait de fureur et de rage pour forcer la reine à passer outre, et entraver ainsi une démarche

dont il prévoyait les suites. Il y eut là en effet une première lutte terrible entre la reine et le premier ministre, et tous les meneurs du parti protestant, dont le ministre des affaires étrangères était le grand coryphée. Plusieurs fois nous vîmes le palanquin royal en voie de s'avancer vers l'église, et chaque fois nous le vîmes s'arrêter circonvenu et repoussé par une sorte d'émeute. Inutile de dire notre angoisse et tous les cris qui s'échappaient de nos cœurs : *Saint Joseph ! priez pour nous ! Terrassez l'hérésie !* De la porte de l'église où nous stationnions, nous apercevions tout, mais nous n'entendions rien, sinon les cris frénétiques des meneurs qui s'agitaient autour de la reine et voulaient l'emmener à tout prix. C'est alors que le commissaire français et M. Laborde, témoins de la violence morale et presque physique exercée sur la pauvre Ranavalona, s'avancèrent à sa rencontre et l'invitèrent à entrer. Cette démarche qui cadrait si bien avec ses vues et ses désirs personnels eut un plein succès. A la vue du commissaire impérial, les émeutiers intimidés cessèrent leurs cris et leurs instances. Aussitôt toute la suite de la reine se précipita dans l'église avec une telle impétuosité, que moi-même, en aube et en chape, sans le secours et l'appui de quelques bras vigoureux, j'aurais été infailliblement renversé. Sa Majesté elle-même, emportée par ce flot populaire, se vit entraînée dans l'intérieur de l'église un peu plus vite qu'elle n'eût voulu, et au grand dépit de son entourage. C'était là que Dieu l'attendait pour obtenir d'elle ce qu'il avait en vue pour sa gloire et le salut de ses enfants. A peine avait-elle mis le pied dans l'église que le commissaire français et M. Laborde, la prenant chacun par un bras, la hissèrent littéralement à la tribune, sur le trône qu'on lui avait préparé. Là, nouvelle bataille pour l'obliger à rester debout seulement; pourtant elle finit par s'asseoir quelques instants. C'était le signal convenu pour lui faire le *hasina*, cérémonie que vous connaissez déjà et qui consiste dans une pièce d'argent qu'on lui offre pour reconnaître sa suzeraineté. Au lieu d'offrir nous-mêmes ce *hasina*, nous priâmes le premier ministre de vouloir bien le présenter à la reine, en notre nom et au nom de tous nos chrétiens, et Dieu qui tient dans sa main le cœur des princes et des grands permit qu'il se rendit à notre invitation. Ce fut alors que le premier ministre Rainilaiarivony, s'inclinant devant la souveraine de Madagascar, lui présenta la piastre (5 francs) que nous lui avions

remise, puis se retournant vers les milliers de catholiques qui remplissaient l'église, et qui étaient tout oreilles pour écouter. *Ambanilanitra*, s'écria-t-il, (vous tous qui vivez sous le ciel), *je viens vous dire, au nom de la reine, que vous êtes libres d'embrasser la prière que vous voudrez et que personne n'a le droit de vous en empêcher : ce sont les paroles du traité : c'est l'ordre formel de la reine, et si quelqu'un cherchait à y mettre obstacle, il violerait les lois du royaume : vous n'auriez qu'à l'attacher et à me l'amener.* Il est bien évident que le doigt de Dieu était là, et qu'il mit dans la bouche du premier ministre des paroles que peut-être il n'eût pas osé dire. Quoi qu'il en soit, ces paroles officielles furent entendues et comprises de tous nos chrétiens : elles retentirent bientôt jusqu'aux points les plus éloignés, et partout elles produisirent l'effet que nous pouvions désirer, c'est-à-dire que les frayeurs se dissipèrent; au doute et à l'inquiétude succéda la plus entière confiance. Les plus pusillanimes sentirent renaître leur courage, et le zèle pour se faire instruire se ralluma plus ardent que jamais. Saint Joseph avait gagné sa cause : la reine avait paru; elle avait parlé par la bouche de son premier ministre; c'était tout ce qu'il fallait pour rassurer nos pauvres Malgaches; elle pouvait désormais se retirer, à notre grand regret, sans doute, mais sans aucun inconvénient : sa *mission* était remplie! Aussi à peine le premier ministre eut-il terminé son allocution, à la grande satisfaction de tout le peuple, qu'un bruit tumultueux se fit entendre à la tribune. C'était la dernière scène du génie du mal et le paroxysme de sa fureur. Redoutant en cet instant plus que jamais l'impression qu'auraient pu nécessairement produire sur l'esprit et le cœur de Sa Majesté et la vue de cette église, et l'aspect de cette immense réunion à laquelle elle était loin de s'attendre, et le chant des cantiques qu'elle était si désireuse d'entendre, et les cérémonies du saint sacrifice de la messe auquel elle n'avait jamais assisté ; furieux, dis-je, à la pensée que tout cela pourrait lui dessiller les yeux, et la dégoûter des momeries protestantes, il tenta un effort suprême par l'organe de son principal auxiliaire, le chef de la secrétairerie d'état. Pendant que le commissaire, puissamment secondé par M. Laborde, faisait tout son possible pour retenir la reine et l'engager à rester, celui-ci se démenait autour d'elle comme un énergumène, la tirant fortement par la robe, et ne cessant de répéter avec des cris furibonds que tout le monde pouvait enten-

mais. S'il était possible de remplacer les danses européennes par les danses malgaches, chaque curé devrait se faire un devoir de présider celles qui se feraient dans sa paroisse. On entend ensuite des cantates composées par les poètes troubadours de la nation, et exécutées en chœur par les plus belles voix d'une caste ou d'une ville. On a remarqué la fine poésie et les sentiments délicats de l'une de ces cantates. Je n'ai pu me la procurer. Enfin simulacres de combats à la sagaie et au bouclier, à la façon des ancêtres; au fusil, à la façon des Arabes: spectacle émouvant d'un duel inoffensif à la sagaie. Ils manient la sagaie avec une dextérité effrayante. Mais les coups mesurés étaient aussi habilement parés que portés.

Il était 3 heures et demie. Les canons d'enceinte donnent le signal du départ en saluant la souveraine. La fanfare la salue; l'assemblée la salue. Elle est solennellement reconduite dans son palais comme portée par les chants de ses *Mpanatoa*, l'affection de son peuple et la satisfaction générale. Selon l'usage des souverains de Madagascar après leur *Fisehoana*, elle en sortira bientôt encore une fois pour aller à *Ambohimanga*, à la ville sainte par excellence, visiter les tombeaux de ses ancêtres, *Andrianampoinimerinatsimitoviaminandriana et Ranavalona*. Elle se fera un devoir d'y aller pour les remercier de son avènement, leur faire le *hasina* avec une piastre, comme à des supérieurs dont elle dépend, les invoquer pour recevoir une participation de leur esprit royal, qui la fasse gouverner sagement leur royaume devenu le sien. Leur tombeau s'ouvrira devant elle pour l'accomplissement de ses devoirs sacrés; il sera refermé pour ne plus s'ouvrir, si ce n'est devant elle, à la fête du Bain, etc... Ce qu'elle ira faire ainsi à la ville sainte d'Ambohimanga, elle le fera d'abord à Tananarivo, dans la cour intérieure de son palais, où se trouvent les tombeaux de Radama I et de Rasoherina; mais on doute qu'en maintenant l'usage de ce voyage et de ces offrandes, elle y fasse des sacrifices, à l'exemple de ses prédécesseurs. »

Près de quinze ans se sont écoulés aujourd'hui depuis le jour où Ranavalona II, nouvellement couronnée et sacrée selon les rites des ancêtres, décrits par le P. Callet, s'en allait visiter la ville sainte d'Ambohimanga. Fit-elle alors des sacrifices, comme ses prédécesseurs? je l'ignore. Mais je sais bien que dans la dernière maladie qui a failli l'enlever, à la fin de 1882 et au commencement de cette an-

née 1883, on immolait au palais des victimes choisies, afin d'interroger leurs entrailles, et d'y découvrir sans doute le secret de sa guérison. Quinze ans de protestantisme n'ont donc pas fait encore disparaître le vieux levain de superstition, qui régla toujours toutes choses à la cour de la souveraine? Que dis-je; ils ne l'ont pas même légèrement effleuré. Nous en pourrions citer plus d'un exemple, soit pour les jours de bon augure, soit pour ceux qui rendent sujets aux mauvais sorts.

Le mois qui suivit celui du couronnement peut être considéré comme un mois de progrès notable pour la formation d'une église d'État, au profit commun du premier ministre Rainilaiarivony et des protestants méthodistes de la société des missionnaires indépendants de Londres. « C'est en effet le 28 octobre 1868, dit le rapport officiel de cette secte pour l'année 1871, que commença, dans l'intérieur du palais, un service religieux dont les prêcheurs malgaches (élèves des Indépendants) eurent seuls la direction. » On le voit, la Bible protestante placée à la droite de Sa Majesté, à la fête du couronnement, ainsi que les textes falsifiés du *Gloria in excelsis*, écrits alors en caractères d'or sur le baldaquin royal, n'avaient pas tardé à produire leur fruit, et à se changer en une sorte d'église officielle malgache, distincte en apparence de l'église officielle d'Angleterre, mais en réalité formée, par les Indépendants, à son image et à sa ressemblance, avec la reine au sommet de la hiérarchie, comme dans l'église anglicane.

S'étonner de ce que la société des missionnaires de Londres, ennemis jurés, dans leur pays, de l'église établie, ait consenti à devenir à Madagascar, au mépris de ses principes constitutifs, la mère d'une véritable église d'État, serait méconnaître la nature de l'hérésie essentiellement variable et amie des contradictions. Ce fait d'ailleurs, mis hors de doute par le rapport officiel de 1871 dont nous avons déjà parlé, peut s'expliquer tout naturellement. La société des Indépendants, venue à Madagascar dès 1820, avait d'abord à sauvegarder sa prépondérance religieuse, centre les agissements d'autres sectes rivales menaçant d'envahir Madagascar; elle avait surtout à lutter contre le catholicisme de la France, plus hostile à son influence protestante et anglaise, que les convoitises de sectes rivales. Dans ce péril extrême, la société des Indépendants de Londres pensa qu'il fallait faire flèche de tout bois, et s'appuyer sur l'État malgache plutôt que

de s'amoindrir. Luttant pour son honneur et peut-être même pour son existence, elle fit le sacrifice des principes fondamentaux et constitutifs de sa secte. « Que nous importe au fond, pensèrent ces messieurs, que les Malgaches soient ou non établis en église d'État, pourvu que cette église dépende en quelque sorte de la nôtre, et que la plus étroite amitié règne entre elle et nous ? Or cette amitié et cette dépendance, les Malgaches seront comme forcés de les avoir avec nous, puisqu'ils recevront de notre société l'argent d'abord que nous distribuerons aux plus puissants de l'église d'État, et puis l'instruction religieuse, sans parler d'une foule d'autres services que nous leur rendrons, autant qu'il sera en nous. Périssent donc les principes plutôt que notre influence. » Et on les vit sur ce raisonnement, non seulement ne faire aucune opposition à l'établissement d'une église d'État à Madagascar, mais travailler de tout leur pouvoir à sa formation et à ses progrès.

Suivons pendant quelques instants cette création anglo-hova, si funeste à la religion catholique et à l'influence française sur la Grande Ile.

Non loin d'Ambohimitsimbina, à l'extrémité Sud de la ville, les Indépendants méthodistes achevaient en novembre 1868 la construction du temple d'Ambohipotsy, et désiraient en faire la dédicace solennelle. Ranavalona II et son premier ministre, tous les grands et les chefs furent invités à ce *Fitokananirano.*

Dans une circonstance semblable, Rasoherina avait refusé de paraître. Mais depuis Rasoherina le royaume avait marché. Rainilaiarivony devenu plus puissant, et aspirant plus que jamais à dominer le mouvement protestant, en se mettant à sa tête, ou plutôt en lui donnant la reine pour chef nominal, pendant qu'il en serait le chef réel, n'eut garde de refuser, et de laisser Ranavalona II décliner une semblable invitation. Il alla même plus loin. Prenant la parole dans le temple, il déclara ouvertement que les Malgaches n'avaient pas d'aïeux et de pères européens pour leurs prières. N'avaient-ils pas les leurs dans le royaume ? Lesquels ? Lui sans doute et la reine ! D'où cette conclusion naturelle, que tous les sujets devaient tourner les regards vers lui et la reine, et s'inspirer de leurs exemples, c'est-à-dire se protestantiser comme eux.

En guise de commentaire à ce discours, la réunion catholique de

Betsizaraina évangélisée par le P. Abinal, se séparait alors de la Mission française et passait au protestantisme de la reine et du premier ministre. D'autres réunions catholiques, celle d'Anianamalaza en particulier, fondée depuis un mois environ par le P. Finaz, était aussi en butte aux plus grossières persécutions de la part du ministre des affaires étrangères, Rainimaharavo ; et le premier ministre répondait aux plaintes du P. Jouen, ainsi qu'à une note de M. Garnier sur ces tracasseries, par ce mot répété si souvent depuis, et toujours sans aucun résultat : « Je m'occuperai de cette affaire. »

Chaque mois marqua dès lors un pas de plus vers la persécution du catholicisme, et l'exaltation de la religion anglo-hova, comme religion exclusive de l'État. Ainsi « le 16 décembre 1868, nous dit le rapport officiel des Indépendants cité plus haut, s'ouvrit la première réunion semestrielle appelée *congregational union meeting*. Dans cette première séance eut lieu la division géographique, d'après laquelle les temples de la campagne, placés sous la juridiction des neuf temples de Tananarivo, formèrent ainsi neuf évêchés. Dans le courant du même mois parurent aussi une série de lois dictées et imprimées par les Indépendants au nom de Sa Majesté, mais visant toutes au triomphe futur de leur secte, sous le couvert de la civilisation. Un édit royal accompagnait ces lois. La reine obligeait chaque localité à construire une école, où les enfants devaient plus tard, par des édits subséquents, venir sucer *obligatoirement* le protestantisme avec l'instruction.

La fête de Noël, fête si chère aux réformés sous le nom de *Christmas*, nous apporte de nouvelles révélations sur les dispositions de la cour. Ce jour-là les Anglais seuls étaient montés au palais, et faisaient à Sa Majesté, avec laquelle ils se disaient en communauté d'idées et de sentiments, leur plus joyeux *hasina*. Le docteur anglais avait pris la parole, dans cette circonstance, et la reine répondait : « Je n'empêche pas la prière, dit-elle, je ne fais pas de pression ; chacun est libre d'embrasser la vérité. Serrez-vous autour de la vérité. Mais vous l'avez, vous qui m'écoutez. Ne la cherchez pas ailleurs. » M. Garnier réclama bien alors contre ces privautés, et se plaignait doucement de ces faveurs exceptionnelles accordées aux Anglais, mais on l'écouta si peu, tout en parlant toujours de balance égale, que le 27 janvier 1869, jour du fandroana, les Anglais furent seuls invités à la cé-

listes ou instructeurs furent envoyés dans les campagnes. Depuis le 6 avril déjà un cours d'étude avait été ouvert pour les jeunes gens qui se destinaient à être pasteurs. » Ce cours se tenait dans une école des Indépendants, décorée du titre pompeux de *Theological Institution*, bien qu'on n'y apprît pas un mot de latin. Mais comme les jeunes gens qui se présentèrent alors afin d'être pasteurs n'étaient probablement pas assez nombreux, « on fit en septembre de la même année une levée de prêcheurs et de maîtres. A cette occasion les missionnaires indépendants furent réunis en conseil chez le premier ministre. Il y eut aussi des meetings dans lesquels les pasteurs de Tananarivo s'abouchèrent avec ceux des campagnes. Le 13 octobre, meeting général chez le premier ministre. On y décida ce qui suit : Des quêtes seront faites dans les temples pour obtenir les fonds nécessaires à l'entretien des maîtres d'école et des prêcheurs. Les maîtres choisis et approuvés seront exempts de corvée (*fanompoana*). Enfin deux mois après, en décembre 1869, le Rév. Briggs, président de l'*union meeting* des Indépendants, put annoncer à tous les pasteurs réunis que cent vingt-six prêcheurs dits *Évanjelistra* avaient été expédiés dans les campagnes. Chacun de ces évangélistes partait pour sa mission avec un diplôme du gouvernement dans lequel on déclarait que la reine approuvait sa nomination par l'assemblée à laquelle il appartenait ; et qu'il était envoyé et serait entretenu par la reine, l'église du palais et sa propre église. »

Nous publions ici le texte même de ce diplôme, qui rendant les *évangélistes* ministres d'une véritable église malgache officielle, en faisait en réalité des agents non moins redoutables au catholicisme, par leur autorité sans contrôle, qu'odieux aux populations par leur sauvages excès.

« Moi Ranavalomanjaka, reine de Madagascar,

« J'ai accepté l'homme choisi par l'assemblée (de tel quartier) de Tananarivo, pour aller prêcher la parole de Dieu, selon l'ordre de Jésus-Christ, écrit dans Marc, XVI. 15, en ces termes : Allez dans le monde entier, et prêchez l'Évangile à tous les hommes.

« C'est pourquoi, moi Ranavalomanjaka, reine de Madagascar, et l'assemblée du palais et l'assemblée de tel quartier, nous avons tous donné de l'argent, pour faire une *société* malgache, dans votre intérêt à vous qui allez partir pour enseigner et pour prêcher l'Évangile de Jésus-Christ.

« En conséquence, moi Ranavalomanjaka, reine de Madagascar, je vous donne ces instructions à vous qui allez partir.

I. « Vous allez donc partir ; mais si, au lieu d'enseigner exactement la parole de Dieu, et d'étendre le royaume de Jésus-Christ, selon les saintes Écritures, vous faisiez autre chose, et surtout si vous enseigniez ce qui n'est pas conforme à la parole divine, rappelez-vous ce que Jésus-Christ a dit (Luc, XVII, 2): Mieux vaudrait avoir une meule de moulin attachée au cou, et être précipité dans la mer, que de scandaliser l'un de ces petits.

« Allez donc droit, et soyez dignes de cette mission que vous recevez, de peur qu'on ne vous applique ces paroles de Jésus-Christ : Jetez dans les ténèbres extérieures ce serviteur inutile : là il y aura des pleurs et des grincements de dents (Matthieu, XXV, 30).

II. « Et moi aussi je vous déclare que si, au lieu d'accomplir cet enseignement utile, conformément aux recommandations ci-dessus, vous alliez exploiter mon peuple pour augmenter votre bien et votre fortune, surtout si vous le poussiez à mal faire, à violer les lois de mon royaume je vous traiterais comme un criminel et un condamné: car mon royaume n'est pas un royaume que je livre aux insensés, mais bien un royaume que j'établis en Dieu.

III. « Enfin, soyez zélés, et persévérez bien, comme les bons soldats de Jésus-Christ (2 Tim., II, 3).

« Paissez les brebis de Dieu dont vous êtes chargés, et gardez-les bien, non pas par la pression, mais librement, non pour l'argent et la fortune, mais par zèle (1 Pet., V, 2).

« Que Dieu vous aide à accomplir parfaitement les bonnes œuvres de Jésus-Christ, pour lesquelles votre assemblée vous a choisis !

« Que Jéhovah vous aide et vous protège !

« Que Jéhovah fasse briller à vos yeux l'éclat de sa face et vous fasse miséricorde !

« Que Jéhovah élève sa face devant vous, et vous accorde son alliance !

« A vous, et à toutes les personnes qui seront enseignées par vous, la grâce du Seigneur Jésus-Christ et l'amour de Dieu le Père, et l'alliance du Saint-Esprit. Amen ! »

Ici se trouve le sceau de la reine avec l'attestation ainsi conçue :

« Telles sont véritablement les instructions données par Ranavalo-

manjaka, reine de Madagascar, aux personnes qui iront enseigner. *Signé*: Rainilaiarivony, premier ministre. »

Tananarivo, le 18 novembre 1869.

« Les élèves munis de ce diplôme, dit le P. Caussèque dans son travail sur *l'Église d'État et les Indépendants à Madagascar*, étaient installés dans leur poste, avec tant d'appareil et une telle escorte d'officiers, que les pauvres gens des campagnes les ont toujours regardés depuis, comme de nouveaux maîtres qui leur étaient imposés par la reine, avec des pouvoirs illimités. Ils avaient mission de pousser toute la population dans les temples et les écoles de la nouvelle Église. » Ils s'en acquittèrent, ajouterons-nous, avec un zèle digne de l'hérésie anglaise, unie à la barbarie, dans le but de hâter l'éclosion de la seule civilisation, qu'une telle union pouvait produire, la civilisation matérielle, toute d'extérieur et de surface, et plus semblable aux sépulcres blanchis renfermant la mort et sa corruption, qu'à une demeure d'hommes vivants.

CHAPITRE XX

Succès de l'Église d'État au sein du royaume hova. — Établissement des missions catholiques dans les campagnes de l'Imerina. — Leurs progrès malgré les obstacles suscités aux missionnaires.

(1863-1869.)

Nous laissons à des protestants anglais le soin de nous révéler quel fut au sein du royaume hova le brillant succès de l'Église d'État.

« Avec un peuple tel que le peuple malgache, dit un missionnaire de Londres, un peuple accoutumé à se mouvoir en masse, et à suivre aveuglément tout ce qui obtient la faveur de ses chefs, on peut s'imaginer facilement quels durent être les effets produits dans le pays par le patronage gouvernemental sur la religion. Les résultats immédiats furent un énorme accroissement numérique dans l'assistance aux services du culte chrétien. Chaque chapelle fut remplie à l'excès. De nouveaux temples furent élevés à la hâte dans chaque village. La foule s'empressait avec ardeur pour recevoir le baptême et devenir membre de l'Église. Chacun des missionnaires accablé de travail se sentit surchargé d'une responsabilité et d'un fardeau intolérables. Les réunions ou assemblées chrétiennes de la seule province centrale de l'Imérina devinrent, en deux ans, plus de dix fois plus nombreuses qu'elles n'étaient, et le nombre des officiers chargés du culte public suivit la même proportion. En fait, presque toute la population de l'Imerina se donna comme professant le christianisme. »

Ainsi parle le Rév. Sibree, dans son ouvrage déjà cité sur la Grande Ile.

« La nouvelle de ce merveilleux mouvement, continue-t-il, produisit en Angleterre un très grand enthousiasme, et donna naissance à une foule d'idées fausses ou exagérées, tant sur le caractère que sur la si-

gnification du changement survenu chez le peuple malgache. Un tant soit peu de réflexion aurait montré avec évidence, que la grande majorité de ces nouveaux convertis étaient seulement chrétiens, parce que le gouvernement favorisait le christianisme, et qu'ils fussent devenus probablement catholiques romains, ou même mahométans, avec une égale promptitude, si leurs chefs eussent favorisé ces formes de religion. »

Le rapport officiel des Indépendants pour l'année 1871 ne tient pas un autre langage que celui du Rév. Sibree : « Une des causes des progrès du christianisme nominal à Madagascar, c'est l'acceptation faite par les assemblées de Tananarivo du système d'église d'État. » Et ailleurs : « Le rapide développement du christianisme nominal à Madagascar, depuis la reine actuelle, il faut l'avouer en toute franchise, est dû en grande partie à l'influence du gouvernement. » Les chiffres officiels de la secte viennent encore confirmer ses aveux. En voici quelques-uns : « En 1867, avant la création formelle de l'Église d'État, il y avait quatre-vingt-douze assemblées, cent un pasteurs, pas un prêcheur. A la fin de 1868, deux mois après l'organisation de l'Église d'État, on comptait cent quarante-huit assemblées, cent quinze pasteurs, et quatre cent trente-sept prêcheurs. Un an plus tard, d'après le *Teny Soa*, les assemblées atteignaient le nombre de 468, les pasteurs ou *mpiiandrina* arrivaient au chiffre de 153, les prêcheurs à celui de 935. Au lieu de 37.112 fidèles, comme en 1868, on en comptait 153.007. C'est-à-dire qu'en 1869, l'accroissement sur l'année précédente fut de 320 assemblées, 38 pasteurs, 498 prêcheurs, 115.895 sectateurs. Les élèves avaient aussi monté de 1.735 à 5.270. Enfin au lieu de 2.349 piastres (11.745 francs) on avait ramassé dans les temples, en 1869, 9.632 piastres (48.410 francs). »

Est-on maintenant curieux de connaître les qualités intellectuelles et morales des apôtres de ce progrès, c'est-à-dire des fonctionnaires malgaches chargés de promouvoir dans l'Imerina la religion officielle? C'est le P. Caussèque qui se charge de répondre ici par des faits à la légitime curiosité de nos lecteurs.

« Voici un trait, dit-il, que je tiens d'un de mes collègues, et qui lui est personnel : Un païen, sacrificateur de l'idole dite Kelimalaza, vint trouver un jour le prêtre catholique, et lui dit : « Puisque la reine a ordonné de brûler toutes les idoles, et d'adorer un seul Dieu, je veux

prier avec vous; comptez sur moi; je viendrai dimanche à l'église. »

Or le lendemain du jour où cet homme avait ainsi donné sa parole, arrive une estafette, envoyée par un des grands officiers de Tananarivo, qui lui dit: « Je t'apporte une parole de la reine: Fais bâtir un temple dans ton village; c'est toi qui en seras le *Mpitandrina*, l'évêque ou le premier pasteur! »

Ainsi fut fait: le catéchumène d'hier, vieux païen, qui ne connaissait pas même le nom de Jésus-Christ, fut créé sur l'heure évêque de la nouvelle Église d'État. »

Le rapport officiel de 1871 raconte des faits analogues: « Dans chacun des gros villages dont je suis chargé, écrivait un des agents de la société des missionnaires de Londres, il y a des chefs responsables au gouvernement, qui regardent comme une partie de leur office de veiller à ce que le peuple fréquente le temple... Un de ces chefs, qui conduit au temple jusqu'à cinq ou six cents personnes, a trois femmes et n'a qu'une idée très vague de ce qu'est le christianisme. Il aime à montrer son autorité, et le peuple sait qu'il est obligé de lui obéir. Comme d'ailleurs, il n'y a pas d'autre corvée le dimanche, les gens considèrent la réunion au temple, ce jour-là, comme leur corvée, et s'y soumettent sans résistance. »

Ces faits se passaient en l'année 1869.

Comment des maîtres pareils, presque tous cupides, immoraux et ignorants, auraient-ils pu avoir la grâce ou le talent de semer dans l'Imerina la pure et sublime doctrine de Jésus-Christ? Un christianisme nominal, voilà tout ce qu'ils pouvaient produire. Nous pourrions multiplier les faits du genre de ceux que nous venons de rapporter, et de plus tristes encore: mais il ne faut pas abuser de la patience de nos lecteurs. C'est pour le même motif que nous nous abstenons également d'apprécier ici l'éducation et le mérite personnel des ministres indépendants venus d'Angleterre. Sauf de rares exceptions, ces messieurs ont toujours joui, surtout dans leur pays où ils sont mieux connus, de la plus triste réputation. Je puis assurer qu'ici même à Madagascar leur honorabilité et leur science sont généralement fort loin d'atteindre au niveau de la plus stricte médiocrité. C'est tout ce que nous voulons en dire; cela suffit en effet pour prouver abondamment que le succès de leur prédication ne vient, ni de la grâce du Seigneur dont ils sont dépourvus pour leur ministère, ni

de leur science, mais uniquement de l'argent anglais qu'ils sèment en abondance, parmi les grands, et au moyen duquel ils ont pu former et entretenir jusqu'à ce jour, dans ce pays, une puissante Église d'État, qui leur prête, contre le catholicisme l'efficace appui de sa barbare autorité.

En face des obstacles officiels de cette Église anglo-hova, se surajoutant à toutes les autres difficultés qui se rencontraient déjà auparavant dans l'évangélisation d'un peuple tel que le peuple malgache, les missionnaires catholiques, appuyés plus sur leur confiance en Dieu que sur leurs faibles ressources pécuniaires, ou sur les stipulations d'une liberté toujours promise et jamais accordée, acceptèrent résolûment le combat, et se lancèrent, au nom du Seigneur, au milieu du vaste champ qui s'ouvrait devant eux, en entreprenant alors les missions au sein des populations rurales de l'Imerina. Indiquons en quelques mots l'origine de ces missions.

Plusieurs fois déjà des Malgaches influents, venus de la campagne à Tananarivo, avaient supplié le P. Jouen d'envoyer dans leurs villages des Pères et des Sœurs, qui instruiraient leurs enfants et enseigneraient à tous la religion des Français. Mais on était si peu nombreux, si peu fermement assis encore dans la capitale, et les demandes paraissaient si intéressées, que le Préfet apostolique crut toujours de son devoir, de n'y répondre que par de bonnes paroles. S'il avait consenti le 14 juin 1867 à laisser le P. Abinal s'établir à Betsizaraina, c'est qu'il voulait surtout donner un aumônier au F. Souche, occupé alors dans ce village, à la confection de tuiles creuses pour l'église de Mahamasina, et qui n'auraient pu être faites aussi bien ailleurs. Quant à ce qu'on aurait pu appeler la paroisse de Betsizaraina, c'était si peu de chose qu'on ne tarda guère à ne la visiter que le dimanche. Au premier choc de la persécution, à la première brise qui souffla du palais vers le protestantisme, les paroissiens s'empressèrent d'abandonner leurs velléités de catholicisme pour se tourner, eux aussi, comme nous l'avons dit, du côté de la religion officielle. L'établissement du poste de Betsizaraina n'indiquait donc point chez le P. Jouen une tendance vers les missions rurales. Il est cependant des questions qui s'imposent à la volonté irrésolue et forcent son consentement. La question de l'établissement de chapelles catholiques dans les campagnes était de ce nombre. A l'arrivée du P. Cazet, Supérieur

général de la Mission, vers le commencement de septembre 1868, elle fut étudiée en conseil, examinée plus à fond, et enfin résolue dans le sens affirmatif, à la grande joie de P. Finaz, l'un des plus ardents postulateurs de cette cause, et prédestiné à devenir le premier apôtre des environs de Tananarivo en 1863, comme il l'avait été de la ville en 1855.

« Le 12 septembre 1868, nous dit-il lui-même en son journal, doit être considéré comme la date véritable du commencement de nos missions dans les campagnes de l'Imerina, parce que c'est à dater de ce jour seulement, que les supérieurs de la Mission exécutèrent le dessein de se livrer à ce genre d'apostolat d'une manière suivie, et m'envoyèrent fonder le poste d'Ambohitsoa ou d'Antanetibe à deux heures environ dans le Sud de Tananarivo. »

Mais avant de suivre le P. Finaz et ses successeurs, sur ce nouveau champ apostolique des campagnes de l'Imerina, où leur zèle allait moissonner tant de mérites, nous pensons qu'il ne sera pas hors de propos de décrire d'une manière général le théâtre de leurs travaux futurs, et de donner aussi dès à présent à nos lecteurs une petite idée de ce pays encore primitif, avec ses ressources et ses difficultés, au point de vue de la vie matérielle.

La province de l'Imerina, appelée Emirne par les Européens, comprend une étendue de territoire qui s'étend environ jusqu'à une bonne journée à l'Est de Tananarivo, deux journées et demie à l'Ouest, trois au Nord, et six au moins dans le Sud, en supposant qu'on fasse à peu près quarante kilomètres par jour. Amdrianampoinimerina, fondateur du royaume, avait divisé l'Imerina en six *vaky* ou départements qui subsistent encore aujourd'hui et doivent généralement leur nom à un cours d'eau, ou à une montagne, ou à quelques autres accidents physiques, comme il arrive pour nos départements français. C'est ainsi que le premier département se nomme *Avaradrano*, (au nord de l'eau ou du fleuve Ikiopa appelé par excellence *Rano* l'eau). Il comprend quatre autres subdivisions : 1° les *Tsimahafotsy*, chef-lieu *Ambohimanga*, première capitale du royaume d'Amdrianampoinimerina avant que ce prince se fût transporté à Tananarivo. Ambohimanga est encore célèbre par le tombeau de ce conquérant et celui de Ranavalona I, ainsi que par le séjour que les souverains de Tananarivo y viennent faire de temps à autre, comme dans leur palais de plaisance;

2° les *Voromahery*, chef-lieu *Tananarivo*; 3° les *Tsimiamboholahy*, chef lieu *Ilafy*, où se trouve le tombeau sans honneurs de l'infortuné Radama II; 4° les *Mandiavato*, chef-lieu *Ambohidrabiby*.

Les autres départements dont nous n'indiquerons ici que le chef-lieu principal, sans parler de leurs subdivisions, sont : le département des *Ambodirano* (de l'autre côté de l'eau ou de l'Ikiopa, par rapport à Tananarivo), chef-lieu *Fenoarivo* au Sud-Ouest de la capitale; le *Vakinisisaony*, ou département de la Rivière du Sisaony, affluent de l'Ikiopa, chef-lieu *Alasora* au Sud-Est; les *Marovatana*, chef-lieu *Ambohidratrimo* au Nord; les *Vonizongo* au Nord-Ouest, et enfin les *Vakin'Ankaratra*, ou département de l'*Ankaratra* au Sud. Ce dernier département est de beaucoup le plus grand, et confine à la province des Betsileos, tandis que celui des Vonizongo est limitrophe du pays des Sakalaves, et ne renferme que de misérables bourgades souvent infestées de brigands. Aussi chacun des villages de ce dernier département, ceux principalement qui se trouvent les plus exposés aux incursions des Sakalaves ennemis, sont-ils soigneusement fortifiés contre une irruption soudaine. Des fossés profonds, larges quelquefois de douze ou quatorze mètres, dont les bords sont garnis de plantes épineuses, les entourent de toute part; une petite ouverture étroite fermée pendant la nuit, au moyen d'une énorme pierre qu'on roule sur elle-même, donne seule communication pendant le jour, avec une sorte d'étroit défilé ou de pont-levis, qui conduit par dessus le fossé, jusque dans la campagne. Chaque village possède en outre des souterrains ou cachettes creusées dans le sol, destinées à offrir aux habitants une dernière ressource, en cas de surprise.

« L'ouverture de ces cachettes souterraines, écrivait naguère le P. Laboucarie, est assez semblable à celle d'un puits, et offre en bas trois ou quatre niches en forme de guérite, où peuvent se placer des hommes armés de lances. Cette ouverture ne pouvant donner passage qu'à un seul homme, celui qui serait assez osé pour y pénétrer se verrait sûrement percé par autant de lances qu'il y a de guérites, avant d'avoir pu reconnaître la direction du souterrain. Le souterrain est un simple conduit étroit en forme d'aqueduc, aboutissant à un appartement assez vaste pour contenir plusieurs personnes, et éclairé par un petit jour donnant sur le fossé, mais dissimulé à l'extérieur par des herbes ou des broussailles. On rencontre de distance en distance dans

le conduit des portes en pierre dont les fissures sont mastiquées avec de la bouse de vache. Le but de ces portes est moins d'opposer un obstacle aux ennemis que d'empêcher la fumée d'arriver à l'appartement, dans le cas où le souterrain serait enfumé. Ceux qui s'y réfugient n'ont pas à craindre la famine; car les ennemis après l'attaque des villages en repartent le plus vite possible avec leur butin, et cela dans la crainte d'être poursuivis à leur tour par les habitants des villages voisins. »

Cette coutume de fortifier les villages ne se pratique plus guère aujourd'hui que dans la région des Vonizongo, ainsi que dans toutes les autres contrées de l'intérieur, trop éloignées de Tananarivo pour n'avoir pas à redouter des incursions ennemies, mais on la pratiquait autrefois de la même manière, dans tous les villages de la province d'Imerina, alors qu'ils étaient dépendants de chefs différents, souvent en guerre, les uns avec les autres. C'est ce qui explique ces fossés profonds au nombre de deux ou même de trois, creusés autour de certains principaux villages des environs de Tananarivo, ainsi que ces portes étroites, formées d'énormes pierres, hautes de deux mètres, et cependant solidement enfoncées dans le sol, entre lesquelles il faut encore passer pour arriver jusqu'aux cases des habitants. Ces fossés et ces portes, quoique détériorés par le temps, et laissés sans aucune réparation par les gens de l'endroit, n'en attestent pas moins qu'il y a un siècle environ, toute la contrée de l'Imerina fut à peu près dans un état analogue à celui de la France et de certaines contrées de l'Allemagne, au temps où la féodalité contrebalançait par sa puissance individuelle le pouvoir des rois et des empereurs. La féodalité s'est éteinte chez nous, et il n'en reste d'autres vestiges que des titres sans valeur : à Madagascar, bien que le premier ministre actuel, sous l'inspiration des missionnaires anglais, ait pris à tâche de bouleverser les lois d'Andrianampoinimerina, de changer les usages de la nation, et de produire ainsi un gâchis gouvernemental qui n'a pas de nom, la puissance des anciens seigneurs n'a pas encore totalement disparu.

A tous les descendants de la famille d'Andrianampoinimerina, et des princes ses aïeux qui régnèrent séparément dans l'Imerina, le titre de noble (*andriana*) est conservé. On distingue même six classes de nobles. Mais la première et la seconde classe sont seules en possession des privilèges dont nous allons parler. Nous laissons de côté

les privilèges concernant le droit pour tous les nobles de porter le vêtement rouge, d'être salué d'une manière spéciale par ces mots consacrés : *Tsara va, tompo koe;* de recevoir le *vodi-hena*, ou le dos de tout bœuf tué sur leurs terres, etc., etc.

Ce qu'il y a de plus important pour notre sujet c'est que la reine confère encore aujourd'hui aux nobles de la première caste, appelés Zazamarolahy, des seigneuries ou fiefs importants, mais qui ne sont ni héréditaires, ni même irrévocables, durant le règne de la souveraine et la vie de ses nobles parents qu'elle veut ainsi honorer. Les nobles de la seconde classe (autrefois première classe), nommés Andriamasinavalona, possèdent au contraire des *menakely*, ou vraies seigneuries héréditaires, et ont le droit d'y prélever sur leurs vassaux certaines redevances. Chaque seigneur établissait aussi, il n'y a pas encore longtemps, des juges (Andriamabventy) dans les villages de ses terres, avec pouvoir de prononcer des sentences réformables par la souveraine. Mais le premier ministre a naguère bouleversé également cette institution d'Andrianampoinimerina, pour y substituer des tribunaux établis à la capitale, qui y rendent la justice sous son inspiration personnelle et à sa guise.

Un mot encore sur l'aspect général des campagnes de l'Imerina ainsi que sur les demeures des habitants, et nous reprendrons ensuite le fil de notre récit.

Le pays des environs de Tananarivo et de l'Imerina en général est assez constamment tourmenté, et il serait assez bien représenté, surtout du côté de l'Est, pour me servir des expressions pittoresques du docteur Milhet, par des oranges placées sur une table. Des vallées étroites, peu profondes, des mamelons plus ou moins élevés, et offrant souvent à leurs sommets un immense bloc de granit, frappent l'œil de toutes parts, sauf dans la partie de l'Ouest arrosée par l'Ikiopa, où la plaine semble dominer. Les sources et les ruisseaux y sont très abondants, et ces cours d'eau sont encore augmentés par un nombre considérable de canaux, creusés depuis longtemps afin de conduire l'eau dans les rizières. Tout le terrain qui n'étant pas vallée n'est point du tout susceptible d'être inondé à la saison des pluies, ni transformé en rizières, est le plus souvent laissé en friche, et présente le spectacle de la plus affreuse stérilité. A une certaine distance des villages, lorsqu'on voyage sur les crêtes des montagnes, où se trouvaient autre-

fois des villes aujourd'hui ruinées, l'œil n'aperçoit partout que des collines complètement déboisées, et ne produisant que des touffes d'une herbe sauvage, ramassée par les pauvres gens des campagnes en guise de bois à brûler; cette vue impressionne si péniblement le cœur, qu'on se croirait en un pays désert, et au sein d'une région privée de toute habitation.

Les habitants groupés autrefois au sommet des collines, par crainte des invasions, tendent aujourd'hui à s'éparpiller dans la plaine, à s'établir sur les bords des rizières, ou à poser leurs demeures sur les longues et larges digues de l'Ikiopa, par petits groupes de cinq à six cases, assez rapprochées l'une de l'autre. On comprend qu'un tel éparpillement soit loin de favoriser l'évangélisation des campagnes. Les protestants ont remédié à cet inconvénient, en faisant construire partout à peu de frais et par corvée, des temples grossièrement faits, qu'ils pourvoient de prêcheurs dignes de pareils édifices.

Ces temples sont innombrables; chaque groupe de maisons tant soit peu considérable est rarement privé du sien. Quant aux prêcheurs ils abondent encore plus. Cette race n'est pas près de s'éteindre. Nous ne pouvions, par une semblable mutiplicité dans nos églises et le nombre de nos missionnaires, parer, comme nos adversaires. à l'inconvénient que nous signalons. Outre que nos chrétiens ont été parfois obligés de fournir leur contingent de travail, pour les temples de l'hérésie construits par corvée, sans que jamais aucune obligation de ce genre n'ait été imposée par l'État en notre faveur, et que la seule charité des associés de la Propagation de la Foi bâtisse nos églises, à qui confierions-nous le desservice de ces chapelles si nombreuses, alors même que nous fussions parvenus à nous les procurer? Un prêtre catholique ne s'improvise pas en un jour ou en une heure, comme un prêcheur vulgaire, voire même un très révérend ministre de la Société des missionnaires de Londres. Le zèle de nos Pères et la bonne volonté de nos fidèles pourront donc seuls, pendant de longues années, réparer en partie ce mal de l'éparpillement des habitants dans les plaines qui environnent Tananarivo et sur les bords de leurs rizières.

Les maisons des campagnes d'Imerina sont presque toutes construites en terre rougeâtre, préalablement réduite en boue par le maçon architecte, au moyen de ses deux pieds. De ses mains comme truelles, il façonne cette boue, et la range d'ordinaire en un rectangle de six

mètres de long sur quatre de large. Le soleil se charge de durcir chacune de ces asisses. Rien de plus simple aussi que l'architecture de la case. On y voit, toujours au couchant, à cause des brises fraîches du Sud-Est, deux ouvertures à peu près semblables, que des planches grossières travaillées à la hache fermeront tant bien que mal; c'est la porte et la fenêtre. L'intérieur de l'édifice est assez habituellement divisé en deux pièces d'égale dimension. La première en entrant se nomme *fisoko*. C'est le parc aux animaux domestiques, poules, oies, canards, ou même porcs immondes, dans les villages éloignés de Tananarivo. Les bœufs, trop gros pour entrer par les portes étroites de pareilles demeures, ont souvent au dehors, à deux pas de ces portes, une sorte de parc en plein air, appelé *fahitra;* c'est une fosse carrée, de deux mètres de profondeur sur trois ou quatre mètres environ de côté, avec un petit passage rapide pour y descendre. Le maître du *fahitra* et du *fisoko* a son foyer, son lit, sa table (ordinairement le sol recouvert d'une natte), dans la partie de la case qui fait suite au *fisoko*, et dont il n'est séparé assez souvent que par un mur en terre, de deux ou trois pieds de haut. Sans parler ici des demeures construites récemment par certains élèves des Indépendants, constitués en dignité dans l'Église d'État, et devenus riches aux dépens de leurs ouailles, on trouve assez fréquemment dans les campagnes de l'Imerina des maisons de maîtres plus fortunés qui possèdent au-dessus du rez-de-chaussée que nous venons de décrire, et sous le toit habituel de *herana* ou joncs du pays, une sorte de mansarde appelé *rihana*. On y monte par un méchant escalier, véritable casse-cou, façonné à coups de hache. C'est là que se retirent le maître de la maison, sa femme, ses enfants et toute sa famille d'esclaves, quand il reçoit un missionnaire, là qu'il fait sa cuisine, prend ses repas et passe la nuit, abandonnant généreusement à son hôte d'Europe l'appartement du bas, éclairé par la fenêtre unique, et voisin du *fisoko*, où les animaux sont renfermés au coucher du soleil.

Que de fois en voyage, ou dans les commencements d'un poste nouveau, le Dieu de l'Eucharistie a daigné descendre du ciel, du moins pendant le saint sacrifice de la messe, dans la demeure ainsi prêtée au missionnaire. L'humble case du campagnard hova n'était-elle pas alors préférable aux somptueux palais de ces riches du monde qui font la guerre à Dieu? Il n'est pas un missionnaire catholique qui n'en

soit convaincu. Les difficultés de la vie matérielle sont en effet peu de chose pour lui. Laissant aux maîtres de l'erreur la recherche du bien-être et l'amour du confortable, il s'occupe de gagner des âmes à Jésus-Christ. Sa grande douleur est de voir qu'on parvienne si souvent à tromper ces âmes timides, et à les empêcher par la terreur, les promesses ou l'argent, de venir à Jésus-Christ.

Et qu'est-ce que l'histoire des missions des campagnes que nous allons raconter sommairement, sinon, en définitive, le récit abrégé des obstacles opposés par l'hérésie anglaise aux missionnaires catholiques afin d'empêcher les simples habitants de l'Imerina de subir, avec l'influence de la vraie religion, l'influence de la France, nation choisie de Dieu pour communiquer à ce pays, par quelques-uns de ses enfants, ce don au-dessus de tous les dons, qui se nomme la vérité religieuse?

Nous avons déjà dit qu'avant le 12 septembre 1868, époque où le P. Finaz entreprit, d'après un plan approuvé des supérieurs, l'évangélisation d'Ambohitsoa et d'Antanetibe, quelques essais de Mission en dehors de la ville avaient été faits, sur la demande de familles catholiques, instruites à Tananarivo, et résidant habituellement dans leur village de la campagne. C'est ainsi qu'à Antanjombato, situé à une heure seulement dans le Sud de Tananarivo, le P. Delbosc était allé plusieurs fois le dimanche dire la messe dans une maison particulière, et y tenir des assemblées. On avait sans doute parlé dans ces réunions, publiquement ou en secret, d'un terrain pour une église. Pareille idée avait été émise également à Alasora, village situé un peu plus à l'Est sur l'Ikiopa; et le parti anglais en avait eu connaissance. Aussi avait-il fait à nos catholiques de si terribles menaces que leurs projets de fondation étaient restés suspendus. Nous lisons en effet dans un journal du P. Callet, à la date du mois de décembre 1866, quelques jours avant la mort de M. de Louvières, le passage suivant :

« On interpelle Ramarosambaina en plein marché d'Antanjombato sur son projet de louer un terrain aux Pères, afin d'y bâtir une église catholique. On va, lui dit-on, en appeler à Tananarivo sur cette vente déguisée de la terre de la reine aux *Vazaha* français; et le vendeur sera mis aux fers.

« Augustin d'Alasora se trouve aussi, continue le P. Callet, dans le même embarras, et sous le coup de mêmes menaces, pour certaines

constructions commencées par lui dans son village, en vue d'une chapelle catholique.

Deux mois après, « le 23 février 1867, Ramarosambaina d'Antanjombato, appelé pour son service au palais, se voit environné de plusieurs grands chefs, et des enfants du premier ministre qui lui livrent un furieux assaut afin de l'entraîner à l'apostasie. Il s'est contenté de répondre tranquillement, selon les conseils du P. Ailloud, qu'il ne pouvait changer de religion, et qu'il voulait mourir catholique. »

Enfin le 5 juillet 1868 le P. Callet relate encore qu'ayant été ce jour-là envoyé lui-même à Soamanandrarina, village situé à une heure et demie environ à l'Est de Tananarivo, afin de répondre aux désirs de deux époux catholiques, Pierre et Magdeleine, qui voudraient y établir une réunion, il avait jugé qu'un pareil projet était réalisable.

Voilà tout ce que nous trouvons parmi les notes de nos Pères en fait d'essais de mission dans les campagnes, avant le 12 septembre 1868, sans parler de ce que nous avons dit ailleurs sur Betsizaraina.

Le Père Finaz a donc raison de commencer son compte rendu des missions dans l'Imerina, par les paroles suivantes: « L'assemblée d'Ambohitsoa qui prendra plus tard le nom d'Antanetibe se glorifie d'être l'aînée des assemblées suburbaines. » Il poursuit ensuite en ces termes son compte rendu: « C'est le préfet lui-même du Vakinisisaony Razakamady avec son frère Rasoamaka second officier dans l'administration du département, qui sont venus réclamer des Pères pour évangéliser leur village d'Ambohitsoa dont ils étaient seigneurs, et où ils habitaient le plus souvent.

« Je quittai Tananarivo le 12 septembre 1868, un samedi matin, et après avoir traversé l'Ikiopa, le village d'Antanjombato, et fait environ deux heures de marche, j'arrivai à Ambohitsoa. La maison du préfet vers laquelle je me dirigeai aussitôt était la plus grande et la plus propre des maisons du village. Comme la plupart des *kabary* ou réunions concernant les affaires du département et celles de la seigneurie se tenaient dans cette case, tout le rez-de-chaussée était occupé par une pièce unique tapissée de nattes, formant la salle du conseil. Razakamady et sa famille habitaient dans le *rihana* ou la mansarde au-dessus. Je fus logé au bas, et je fis ainsi de la salle du conseil ma chapelle le matin; mon bureau de travail et de réception dans la journée; ma salle à manger aux heures des repas; ma chambre à coucher le soir, etc...

Le grand inconvénient de ma demeure est qu'on ne pouvait parvenir du dehors au *rihana*, ni en sortir pour aller hors de la maison, sans passer par l'étroit escalier, dont l'entrée, non loin de l'unique porte de la case, aboutissait chez moi. J'avais donc à chaque instant dans ma chambre, outre mes hôtes assez nombreux qui descendaient pour sortir, les gens qui venaient du village visiter le préfet et sa famille. Mais on se fait à tout.

Le soir même de mon arrivée, afin de préparer un peu ma réunion du dimanche, je commençai à apprendre aux enfants qui m'entouraient deux refrains de cantiques, et je leur dis d'annoncer chez eux que j'attendais leurs parents pour la réunion du lendemain. Dès le lendemain dimanche soixante personnes environ arrivèrent dans ma chapelle. Ce nombre s'accrut bientôt tellement, que l'appartement qui pouvait à la rigueur contenir cent cinquante personnes, pressées les unes sur les autres, comme le font les Malgaches, se trouva trop petit, et qu'une partie de mon auditoire fut réduit à écouter par la porte et la fenêtre ce que disait le missionnaire.

J'aurais bien voulu pouvoir réunir mes adhérents, chaque matin et chaque soir, pendant plusieurs semaines, comme on le fait pour les missions; mais on touchait à la saison des pluies. Les premiers orages inondant la terre l'avaient rendue facile à remuer, de sorte que chacun songeait à travailler ses rizières. Je fus obligé de me contenter d'une seule réunion, le soir vers 4 heures, quand les ouvriers, après leur rude travail, prolongé souvent jusqu'à 2 heures de l'après-midi, étaient de retour dans leurs demeures, et avaient achevé de prendre leur repas. »
Le P. Finaz entre ensuite ici dans le détail de l'emploi de la journée. Que nos lecteurs aient la patience de suivre encore le bon missionnaire, s'ils veulent se rendre compte de la manière dont la plupart de nos ouvriers apostoliques ont opéré et opèrent encore dans les missions suburbaines. « Outre une chapelle portative, trois nouveaux colis plus ou moins volumineux sont à peu près indispensables à l'apôtre des campagnes, s'il veut attirer la foule à soi, et ne pas parler seulement à deux ou trois personnes isolées. Il lui faut donc une pharmacie, un harmonie-flûte ainsi qu'un petit colis d'images profanes et religieuses. La chapelle sert le matin. Tout missionnaire a bientôt appris la manière de l'installer, de façon à dire la messe, même au sein des plus pauvres cases. La messe finie, et les ornements sacerdotaux repliés

et rangés avec soin dans la boîte qui les contient, le Père commence par expliquer à ses auditeurs un point de la doctrine chrétienne, leur fait apprendre quelques questions du catéchisme, à force de les répéter lui-même, et de les faire répéter à tous ses gens à la fois; et comme leur attention serait vite épuisée dans un exercice qui dure souvent plusieurs heures, surtout le dimanche, il a alors recours à l'un ou l'autre des deux premiers colis qui accompagnent la chapelle: les images ou l'harmonie-flûte. « Les habitants des campagnes de l'Imerina, dit le P. Finaz, ont une vraie passion pour la musique. Le chant les captive; mais si le chant peut être accompagné par un harmonie-flûte il entraînera indubitablement un grand nombre de personnes à venir vous écouter. Quel soulagement ensuite pour le missionnaire lorsque, dans une nouvelle assemblée, où il doit presque constamment faire les frais de l'explication de la doctrine et des chants qu'il enseigne, il trouve dans son harmonie-flûte le moyen de respirer lui-même, tout en tenant en haleine son auditoire! »

Quant aux images, outre celles dont on tapisse dès le principe les murs du lieu de réunion, il en est de principales qu'on ne déploie qu'au moment de les expliquer. Si l'harmonie-flûte parle aux oreilles, les images parlent aux yeux, et font comprendre plus facilement que des discours ce dont il s'agit. Par l'harmonium et les images, les réunions catholiques se distinguent essentiellement des réunions protestantes où le chant seul est toléré.

Mais ce qui plus encore que tout cela attire à la prière catholique, c'est la charité du Père pour le soin des malades. Tout missionnaire doit être docteur. A lui d'étudier un peu de médecine, de façon à se débrouiller pour les cas les plus usuels et ne pas tenter le Seigneur; le reste est la part de Dieu dont il implore humblement le secours par des prières, et l'emploi fréquent dans les médicaments] d'eau bénite, d'eau de saint Ignace, etc.

C'est généralement après la messe et le catéchisme que le Père, s'improvisant docteur, reçoit avec bonté tous les malades, et leur offre *gratis* consultations et remèdes. Que d'âmes cette charité pour les corps n'a-t-elle pas délivrées de la maladie autrement funeste du paganisme, de l'hérésie, ou des blessures mortelles du péché! Que d'enfants par ce moyen envoyés au ciel!

Le reste de la journée du Père des campagnes s'écoule au milieu

des Malgaches, en conversations sans fin sur la religion, les Européens, les missionnaires, et mille autres sujets dont il faut rendre compte aux visiteurs, sans parler encore des images à expliquer aux nouveaux venus, et des remèdes à distribuer aux retardataires. Il faut parfois aussi aller de case en case pour réchauffer le zèle des adhérents, ou visiter des infirmes incapables de marcher, et qui réclament les soins du docteur. Les occupations ne manquent pas, comme on le voit, à l'apôtre des populations rurales.

« Un jour, raconte le P. Finaz, quarante étrangers, revêtus de leurs *lambas* du dimanche, entrent dans mon salon d'Ambohitsoa, s'accroupissent en silence sur les nattes dont il est tapissé à la manière du pays, et une fois assis, me saluent selon l'usage. Je pensais que ces gens, se rendant ailleurs pour quelque affaire, s'arrêtaient en passant chez moi, afin de voir le missionnaire, ce qui arrivait fort souvent. Je les accueille donc de mon mieux ; je leur explique les images qu'ils ont sous les yeux, et leur parle surtout de la bonté de la *prière* que je suis venu enseigner, puis au bout d'une heure et demie, je finis par leur demander le but de leur voyage. — Mais c'est ici même, me répond l'un d'eux, et nous sommes venus de fort loin pour te voir, faire notre entrée dans la prière des Français, et demander des Pères qui nous enseignent dans nos villages. Il fallut me contenter d'encourager ces braves gens, et me hâter de leur dire que je parlerais d'eux à mon chef de Tananarivo.

J'étais à Ambohitsoa depuis un mois environ, quand le P. Cazet, Supérieur général de la Mission, vint me visiter le 13 octobre et faire subir, sur ma demande, un petit examen à ceux de mes néophytes que je préparais au baptême. Ils étaient neuf en tout, parmi eux la femme du second chef. C'était, hélas ! un fort petit nombre. Mais diverses circonstances, indépendamment du travail des rizières dont j'ai déjà parlé, avaient empêché tous ceux qui s'étaient inscrits les premiers jours pour la préparation au baptême, de venir assidûment aux instructions. Les deux chefs entre autres, Razakamady et Rasoamaka son frère, avaient été obligés de se rendre plusieurs fois à Tananarivo pour affaires du royaume. Ils furent donc remis à plus tard. »

Le P. Cazet a raconté dans une lettre à un Père de Vals l'examen des neuf élus : « Je trouvai le P. Finaz, dit-il, installé dans la case la

plus convenable du village. Les murs de la chambre étaient tapissés d'images de toute espèce et de toute couleur ; les unes représentaient la création de nos premiers parents, les autres les commandements de Dieu et de l'Eglise, d'autres les sacrements et divers sujets de piété. Le Père Finaz savait par une longue expérience que pour instruire ces peuples, il ne suffit pas de parler à leurs oreilles, mais qu'il faut encore et surtout parler aux yeux, et que c'est par les yeux que les vérités entrent plus facilement dans leur esprit. Il était là depuis un mois, quand il m'invita à assister à l'examen des catéchumènes, qui désiraient recevoir quelques jours après la grâce du baptême. Je l'avoue, je fus un peu étonné de cette invitation; j'avais de la peine à croire que ces Malgaches eussent appris si vite et les prières et les vérités que tout adulte doit savoir avant d'être admis dans le sein de l'Église. Mais combien plus grande encore fut ma surprise, quand j'entendis les neufs adultes préparés répondre sans hésiter à presque toutes les questions du petit catéchisme, et réciter les principales prières telles que Notre Père, Je vous salue, Je crois en Dieu, Je me confesse, etc. Je les interrogeai même chacun en particulier. Ces pauvres gens peu habitués à un pareil exercice entraient dans tous les états. Il eût fallu voir comme la sueur ruisselait de leur front, pendant qu'ils répondaient ! et avec quelle joie ils se sentaient délivrés et allaient reprendre leur place, quand je leur disais : Assez pour vous ; c'est très bien. Après cet exercice, le P. Finaz, s'armant d'une longue baguette, faisait rendre compte des commandements de Dieu, des sacrements, etc., représentés sur les images ; et les réponses données étaient on ne peut plus satisfaisantes. Je témoignai à ces braves gens toute ma joie, et leur dis en toute sincérité que je ne m'attendais pas en si peu de temps à de pareils résultats. Le baptême eut lieu le dimanche suivant 18 octobre, au milieu d'un grand concours de curieux venus des campagnes, et de quelques fidèles de Tananarivo. La chapelle, ornée de tentures apportées de la ville, se trouva de beaucoup trop petite, et il fut décidé qu'on bâtirait une église dans les environs dès qu'on pourrait. »

Le succès de la petite mission d'Ambohitsoa eut entre autres bons effets celui d'encourager les missionnaires, et le Préfet apostolique plus que tout autre, à se lancer dans cette voie nouvelle. Cette première mission avait été faite si inopinément, si promptement que les

grands fonctionnaires du palais, apôtres et pontifes futurs de l'Église d'État encore en projet, ou plutôt sur le point même de naître n'avaient pas eu la pensée de s'y opposer. Aussi les Malgaches des campagnes prenaient-ils acte déjà de cette apparence de liberté accordée à la religion des Français, et de l'éclat même de la cérémonie du 18 octobre, pour affirmer de plusieurs côtés leurs bonnes intentions d'embrasser le catholicisme.

La naissance de l'Église d'État le 28 octobre, dix jours seulement après ce baptême solennel, ainsi que les funestes exemples de protestantisme, donnés les mois suivants par la reine et le premier ministre à tout le royaume, devaient considérablement réduire ces trop belles espérances au sujet des missions nouvelles. Le P. Finaz par ses succès d'Ambohitsoa les avait fait concevoir ; le même P. Finaz, par ses luttes à Antanamalaza et Androhibe, qui suivirent immédiatement la Mission dont nous venons de parler, montre avec non moins d'évidence, quelles difficultés l'hérésie allait opposer à nos efforts. Donnons donc ici un court précis de ces deux laborieuses et nouvelles Missions.

C'est le 30 octobre 1868 que l'intrépide apôtre se transportait à l'Est de Tananarivo au village d'Antamalaza. Celui qui l'appelait depuis longtemps, Rantoandro, était un noble animé d'une vraie bonne volonté. Tout son domicile fut mis à la disposition du P. Finaz, et il forma même en chapelle une grande case inhabitée qu'il possédait dans son emplacement. Il fit plus encore. De concert avec le seigneur d'Antamanalaza, parent de Ramboasalama, le compétiteur malheureux de Radama, il contribua puissamment à la fondation de l'école du village ; enfin et par-dessus toutes les autres preuves de son zèle, il eut le courage, pour se mettre en règle avec Dieu, de renoncer à la bigamie qu'il pratiquait comme bon nombre de ses pareils, et de renvoyer l'une de ses deux femmes. Le troisième dimanche de novembre, grâce en partie à ses efforts, la glace était rompue à Antamalaza. Tout le village voulait être catholique. Le temple protestant se trouvait presque vide. De là grande rumeur dans le parti anglais.

Le puissant Rainimaharavo, cousin du premier ministre, ministre lui-même et secrétaire d'État, et dont le zèle, disait-on, était payé de vingt-cinq à trente mille francs par an, par les patrons de la nouvelle Église d'État, ne put entendre sans frémir un succès pareil. Il fit donc

appeler immédiatement Rantoandro. « Te voilà, lui dit-il. On m'a appris que ta conduite à Antamalaza t'avait valu les fers. » Ces quelques mots en disaient assez, et commentaient suffisamment l'ordre qu'il lui donna oralement de faire partir de chez lui le missionnaire catholique « Seulement, ajouta Rainimaharavo, arrange-toi de façon à ce qu'on ignore absolument qu'un tel ordre vient de ma part. »

« Nos Malgaches, à peine sortis encore des terreurs de l'ancien régime, dit le P. Finaz, ne sont pas héroïques. Rantoandro eut peur. A peine revenu de Tananarivo il me supplia de quitter dès le lendemain même Antanamalaza, et sa demeure. J'en écrivis au P. Jouen, qui m'ordona de tenir ferme. M. le consul Garnier s'occupa de l'affaire; et pendant que mon assemblée, sous le souffle de la crainte, se fondait presque tout entière, le premier ministre à son tour faisait appeler Rantoandro. « Est-il vrai, lui dit-il, qu'après avoir retiré chez toi le P. Finaz, tu veux l'en chasser? — Non, s'écria Rantoandro, habile à lire, comme tout bon Malgache, dans l'esprit de son chef, la réponse qui lui était demandée. — C'est bien, ajouta le premier ministre. » Et tout fut ainsi fini. On savait désormais à quoi s'en tenir sur Antanamalaza. Sauf quelques personnes de la famille de Rantoandro qu'on laissa venir à la réunion catholique, toutes les autres comprirent qu'elles n'avaient pas la liberté de quitter l'assemblée protestante. Aussi le poste d'Antanamalaza, qui donnait au début de si belles espérances, végéta-t-il pendant de longues années; et ce n'est que dans ces derniers temps qu'il a pu vaincre enfin cet état de langueur.

Le P. Finaz battu de ce côté, revint le 16 janvier 1869 à Ambohitsoa. Son œuvre, à son départ, n'avait pas été abandonnée. Le P. Jouen l'avait confiée au zèle du P. Nassès récemment arrivé de France; et celui-ci ne manquait pas d'y venir au moins les dimanches, offrir le saint sacrifice et réunir les fidèles. Mais quel que fût le zèle du nouvel apôtre, Ambohitsoa avait encore besoin de la tendresse elle-même de son premier père et fondateur, afin de prendre les forces qui lui manquaient. On y salua donc le retour du P. Finaz comme une bénédiction. Les mois de février et de mars furent employés par le missionnaire, soit à mener à bonne fin l'instruction d'un certain nombre de catéchumènes d'Ambohitsoa, soit à fonder le nouveau poste d'Androhibe, village qui s'honore d'avoir donné le jour à Andrianampoinimerina. C'est ainsi qu'à Ambohitsoa, le 22 février,

le 7 mars et le 21 du même mois, eurent lieu plusieurs baptêmes d'adultes. La cérémonie du 7 mars fut la plus brillante. Razakamady et son frère devaient se trouver ce jour-là au nombre des baptisés. Mais Razakamady, déjà frappé du mal dont il mourut vers la fin de l'année, ne put se rendre à l'église et fut baptisé chez lui. Ce qui n'empêcha pas la fête d'avoir tout l'éclat désirable et de produire un excellent effet sur la population.

Dans le but sans doute, d'atténuer un pareil résultat, nos adversaires choisirent ce jour qui mettait sur pied tout le village, pour annoncer à grand orchestre, que le 7 mars on créerait une assemblée protestante dans Ambohitsoa. Cette réunion se fit en effet comme elle avait été annoncée, et quelques protestants se rassemblèrent dans une maison particulière, sans pouvoir réussir à rien autre chose qu'à manifester leur dépit contre la réunion catholique. L'hérésie toutefois ne se rebute pas si facilement. Le dimanche qui suivit cet échec, Rainimaharavo envoya un *Andriambaventy*, président des magistrats, et légalement constitué en hiérarchie au-dessus de nos deux baptisés, leur porter de sa part des paroles de menaces, à eux aussi bien qu'à Ramaindambana, chef du village d'Androhibe, qui venait récemment de se faire inscrire au nombre de nos catéchumènes. Cet Andriambaventy n'était pas hostile à la religion. Peu de jours auparavant il avait dit encore à Razakamady et à son frère : « Vous faites bien de suivre la prière catholique : c'est la bonne. Pour nous, les grands du palais nous forcent d'être protestants. Je serais des vôtres, s'il n'y avait pas de pression. » Aussi malgré les termes assez durs qu'employa à leur égard le président des magistrats, les deux néophytes du P. Finaz ne se laissèrent pas intimider. On en jugera par leur conversation que je rapporte ici, telle que le missionnaire l'a notée dans son journal.

« *Le président et son compagnon.* — Nous sommes envoyés par les grands du royaume et les chefs de la justice, nos collègues et les vôtres; et nous venons vous communiquer les désirs de la reine, du premier ministre, de Rainimaharavo, des grands et des juges. Vous, vous êtes de grands personnages du royaume. Pourquoi vous séparer de nous pour la *prière*? Laissez aux petits la prière catholique. Vous devriez avoir honte d'être confondus avec les petits.

Le préfet. — Sont-ce là des paroles royales que vous nous portez?

Si réellement cet ordre vient de la reine, ne vous contentez pas de nous parler à l'oreille ; mais parlez en public comme cela doit se faire pour les paroles de la souveraine. Nous avons nous-mêmes appelé le Père ; s'il y a des raisons d'État pour le quitter, il faut que nous les lui exposions ; car pour des personnages comme nous, ce serait une honte devant les blancs de changer sans raison comme des enfants. La reine qui a proclamé la liberté de la *prière* à son couronnement, et l'a signée dans les traités avec les Français et les Anglais, aurait déjà changé ! S'il en est ainsi, dites-le nous avant dimanche, afin que nous nous concertions avec le Père.

Le président. — N'en parlez pas au Père. Laissez-nous réfléchir et voir, avec ceux qui nous ont envoyés, ce que nous devons vous dire. Nous avons besoin de les interroger avant de vous donner une réponse définitive. Moi même, ajouta alors le chef d'Androhibe, je me propose de demander à Ranavalona si ce sont bien ses ordres que vous nous portez.

Les envoyés ne revinrent pas. C'était un coup manqué. Le dimanche suivant, ce furent des officiers qui vinrent trouver le chef d'Androhibe, pour l'engager à réunir son village à l'assemblée protestante la plus voisine. Le bon vieillard répondit : Est-ce que l'assemblée catholique de l'Immaculée-Conception à Andohalo existe encore ? — Oui. — Et celle du Sacré-Cœur à Ambohimitsimbina ? — Aussi. — Eh bien ! je penserai à ne plus avoir ici d'assemblée catholique, lorsque ces deux assemblées de Tananarivo n'existeront plus.

Huit jours après, (dimanche de la Passion), les fidèles d'Ambohitsoa devaient venir assister à ma messe à Androhibe ; par prudence ils se contentèrent d'y envoyer une députation, et firent chez eux leur réunion afin de ne pas laisser la chapelle exposée aux menées protestantes. Cette précaution n'était pas inutile. Deux prêcheurs se présentèrent en effet avec un livre sous le bras. L'assemblée qui avait été très nombreuse venait de se disperser ; la chapelle était fermée. Ils accostent Henri Razakamady :

« Vous avez eu une réunion ce matin ?

— Oui ; pourquoi cette question ?

— Nous voulions lire quelque chose en pleine assemblée.

— Quoi ? Un ordre de la reine ?

— Non, nous voulions prêcher.

— Allez prêcher chez vous et laissez nous suivre tranquillement la prière que nous avons choisie. »

Si le coup que projetaient ces hommes eût réussi, Ambohitsoa eût été étonné de se trouver inscrit sur la liste des protestants ; et comment ensuite sortir de là ?

Nous voici à la semaine de Quasimodo 4 avril ; Rainimaharavo l'a inaugurée en traitant publiquement à Antanjombato nos chefs d'Ambohitsoa de rebelles parce qu'ils sont catholiques. Sans doute il veut par là détruire la bonne impression que la présence de la reine à Mahamasina a produite, dans l'esprit des Malgaches. Écoutons-le, pérorant devant le temple d'Antanjombato où il s'est transporté en personne :

Où est ce rebelle Andriamanohy ? où sont ces rebelles Razakamady et Rasoamaka ? S'ils ne conspiraient pas contre la reine, ils seraient ici à la prière de la reine.

Notez que nous étions au 5 avril, c'est-à-dire que les talismans existaient encore, et avec eux la liberté de ne pas prier. Beaucoup de chefs n'allaient ni chez les catholiques ni chez les protestants et ne se trouvaient pas à cette assemblée, mais il ne s'agissait pas d'eux ; les catholiques seuls étaient des rebelles. Cette qualification donnée publiquement par le chef secrétaire d'État, atterra nos chefs. Ils ne reculèrent cependant pas pour cela ; mais d'autres eurent peur ; l'assemblée d'Ambohitsoa ne se composa plus que des familles de ces seigneurs et de leurs serviteurs. Il est vrai qu'à cette même époque c'étaient des vexations de tout genre, sur tous les points où je me rendais : à Androhibe, à Bravina, et dans l'Antantsaha : partout on travaillait à détruire nos assemblées naissantes.

Comment obtenir protection et justice ? Si Rainimaharavo n'avait été assuré de l'impunité, aurait-il osé traiter publiquement les catholiques de rebelles ? Nous plaindre d'un fait même public comme celui-là serait nous plaindre en vain. Où trouver un seul témoin qui ose déposer juridiquement contre Rainimaharavo ? Le premier ministre le sait ; et il se tire constamment d'embarras, quand nous nous plaignons à lui, par ces mots ordinaires : Ce n'est pas possible ! on vous en a conté... mais trouvez-moi des témoins.

Tristes résultats obtenus par les persécuteurs.

Le chef d'Androhibe Ramaindambana était allé pour affaires d'ad-

ministration à la capitale et n'était pas de retour pour le commencement de la retraite préparatoire aux baptêmes.

Le jeudi matin il m'envoie dire de sa maison de campagne, que Rainimaharavo l'avait pris pour le protestantisme, laissant *ses enfants* seulement être catholiques ; et qu'il avait répondu : Je suis votre serviteur : vous pourriez m'envoyer aux galères, si je ne vous obéissais pas.

Sans me décourager, je fis demander à ce chef d'avoir une entrevue avec lui. Elle me fut accordée. Et il vint lui-même me trouver à la nuit close.

« Ce sont les grands, me dit-il, et le corps de la justice en général, qui m'ont imposé l'obligation de suivre la même prière qu'eux.

— Mais c'est donc une corvée obligée, un service de l'État ?

— Oui.

— Alors dites-moi les noms de ces grands afin que je fasse mon rapport au commissaire impérial ; car c'est une violation patente du traité français. — Je ne puis vous donner leurs noms... Du reste je n'accuse personne en particulier... quand je saurai les noms de ceux qui me forcent ainsi à être de leur prière, je vous les donnerai. »

Je voyais que mes paroles lui avaient fait peur : il craignait de susciter une affaire.

Plus tard un de ses neveux, Rakoto, étant allé lui faire des remontrances respectueuses : « Dites au Père que je ne manquerai pas à la parole que j'ai donnée au P. Jouen et à lui-même. Seulement dimanche je suis obligé pour affaires de me trouver à Tananarivo. Ces promesses de retour me laissaient au moins une espérance. Hélas ! ce chef mourut le 9 avril suivant, sans avoir pu recevoir le baptême dont l'avait éloigné le protestantisme officiel des Anglais. »

Razakamady fut plus heureux. Nous allons laisser raconter au P. Finaz, en guise de conclusion, sa mort, ses funérailles, la triste défection de son frère, et l'établissement définitif de poste d'Antanetibe.

« Le 25 décembre 1869 je me trouvais par une permission de la divine Providence à Androhibe, préparant à un baptême solennel d'adultes pour le lendemain. On m'avertit que Razakamady était très mal. Je me rendis auprès de lui, et je pus le préparer à la mort et lui donner l'extrême-onction, grâces que Dieu lui a accordées sans doute, en récompense de sa constance dans la foi, au milieu de toutes les

tracasseries qu'on lui a suscitées pour elle. J'avais à peine quitté le lit du malade, qu'il rendit son âme à Dieu, donnant de touchants exemples de sentiments de piété.

Le 29 décembre tous les Pères libres étaient à Ambohitsoa pour ses funérailles, ainsi que deux Sœurs de Saint-Joseph et un Frère des écoles chrétiennes. On avait amené des enfants de chœur de Tananarivo. La chambre mortuaire n'était autre que cet appartement du rez-de-chaussée, que le défunt avait mis si obligeamment à ma disposition de son vivant. Point d'autre chapelle encore à Ambohitsoa que cette chambre. Des draperies noires, prêtées par l'église de l'Immaculée-Conception d'Andohalo, la revêtaient de toute part. Cependant à cause de l'affluence du monde auquel nous étions bien aises de faire voir les cérémonies de l'Église, les prières prescrites se firent avec beaucoup de solennité sur la place publique, devant la porte de la maison.

La mort du premier chef fut funeste au second. Razakamady était le soutien de Rasoamaka. L'hérésie sut profiter de la perte qu'il faisait. Un mois et demi après les funérailles, Rasoamaka se trouvant à la cour, le frère de Rainimaharavo lui dit en présence de tous les grands : « Allons ! vous qui êtes notre père, pourquoi nous affligez-vous par votre absence de la prière de la reine que nous suivons tous, comme une seule famille ? Les deux prières n'en font d'ailleurs qu'une seule. N'est-ce point Jésus-Christ qu'on prie ici et là ? — Un malheureux « oui » sort machinalement des lèvres de Rasoamaka. — Oh ! reprit son rusé interlocuteur, que vous nous rendez joyeux ! allons faire le *hasina* à la reine, pour votre entrée dans sa prière. » Il le prend alors par le bras, et Rasoamaka surpris fait le *hasina*, ce qui ici est l'équivalent d'une parole d'honneur donnée pour gage d'une convention conclue et adoptée.

Depuis ce temps, Rasoamaka est tout honteux en présence de chacun des partis. Disons cependant que lorsqu'on lui a dit qu'il fallait aussi faire passer sa femme et ses enfants au protestantisme, il a répondu hardiment : N'est-ce point assez de m'avoir forcé à venir moi-même chez vous ? Laissez en liberté ma femme et mes enfants. Dans l'intérieur de sa maison il fait encore notre prière avec sa famille ; et sa femme Émilie reste le vrai chef de l'assemblée catholique. Elle espère qu'il reviendra un jour à la vraie religion. Espérons-le nous-mêmes.

Les fidèles croissant toujours à Ambohitsoa, malgré la persécution nous sommes allés le 4 mai 1870, le Frère Grand, Émilie et moi, choisir à dix minutes de ce village un terrain où l'on pût construire une église définitive et plus centrale que l'église provisoire d'Ambohitsoa! Nous en avons pris possession sans trop de difficultés, et c'est ainsi qu'au milieu d'un vaste enclos, fermé tout autour par un mur en boue durcie au soleil, s'élève l'église actuelle d'*Antanetibe*, avec sa double école et la maison du Père. »

Les deux ou trois postes des campagnes dont nous venons de raconter l'histoire abrégée, ainsi que quelques autres fondés en 1868 et 1969 par le P. Finaz, ne furent pas les seuls dont s'enrichit alors la mission de Tananarivo. Plusieurs Pères, entre autres les PP. Callet, Nassès, Gauchy, Taix, Roblet, Abinal, Limozin et Delbosc s'employèrent aussi vers ce temps-là à la création de réunions pareilles. Nous ne pouvons, on le comprendra facilement, suivre pas à pas dans leurs courses apostoliques, chacun des robustes ouvriers du Seigneur, ci-dessus désignés, et raconter en détail, comment furent établies par eux dans le courant de 1868 et 1869 les trente-huit réunions catholiques, qui formèrent enfin, au mois de décembre de cette dernière année, comme une couronne de gloire autour des quatre paroisses de Tananarivo. Un tel récit nous entraînerait trop loin. Afin cependant de suppléer en quelque manière à ce que nous avons le regret d'omettre, nous terminerons ce chapitre, en reproduisant plusieurs extraits intéressants de diverses de leurs lettres, qui nous semblent les plus propres à compléter ce que nous avons dit jusqu'ici.

Les deux premières lettres que nous enregistrons sont du P. A. Taïx. Donné en aide au P. Finaz, au moment où le bon missionnaire avait presque achevé de mettre la dernière main à la fondation d'Ambohitsoa et d'Androhibe, le P. Taïx, chargé de ces deux postes, raconte comment il se vit obligé d'en prendre un troisième.

« Depuis notre dernière réunion des Pères des campagnes à Tananarivo, dit-il, j'ai été chargé d'une troisième paroisse assez considérable, située à deux lieues de la capitale. Vous ne serez donc pas surpris si j'ai dû embrasser à la fois tant de besogne : nous sommes tous chargés jusqu'à mourir. Et si un d'entre nous tombe malade, voilà tout de suite trois postes au moins qu'il faudra abandonner aux protestants.

Le troisième de mes villages s'appelle Ambohijanaka. Il s'élève sur

un mamelon verdoyant, planté de pêchers, d'orangers, de manioc et de bananiers. A ses pieds on voit de magnifiques rizières bien arrosées, qui s'étendent jusqu'à Tananarivo. Ambohijanaka est défendu par une double ceinture de magnifiques sycomores, et par un double fossé large et profond, qu'il faut franchir en passant sur un pont grossièrement fait et très étroit.

Les habitants de ce village, comme ceux de bien d'autres de la province d'Imerina, sont ennuyés des protestants. Les manières hautaines de certains prêcheurs à salaire fixe, leur cupidité, leur intolérance ne cadrent pas avec l'esprit des populations hovas. Ajoutez que dans les centaines de temples qui couvrent la banlieue, on s'est avisé de placer, près de la porte principale, une espèce de tronc avec des gardes à côté, qui ont l'ordre de faire payer une aumône *volontaire* à tous ceux qui se rendent à la prière. Obliger un Malgache à donner de l'argent, c'est lui arracher les entrailles. Ceux qui accusent le catholicisme d'être une religion d'argent ont agi bien aveuglément, en obligeant ce peuple à payer le droit de prier.

Voilà donc les Malgaches désolés; plusieurs pleurent chaque dimanche. Il faut sacrifier l'argent gagné avec tant de peine, cet argent auquel on ne touche pas, même pour s'acheter les remèdes les plus indispensables. « Passons chez les catholiques ! » C'est la conclusion qui se tire naturellement. Mais comment abandonner la prière de la reine ?... La reine laisse bien la liberté, mais elle sera fâchée si l'on en use, et l'on pourrait bien s'en repentir.

Les habitants d'Ambohijénaka ont passé sur la difficulté. Les principaux chefs sont venus nous supplier de présider leurs réunions. Nos supérieurs ont différé pendant plus d'un mois d'acquiescer à cette demande, afin de bien s'assurer de leur sincérité. Enfin, vers le milieu de décembre, le P. Abinal est allé prendre possession de la place. Il a prêché à une foule considérable ; puis il leur a fait enseigner plusieurs cantiques, par mon maître d'école d'Antanjombato, qui l'avait accompagné avec ses élèves. Moi-même, vers le soir je fus le rejoindre. J'apportai mon petit harmonium de campagne qui ne fut pas inutile à la séance. Les chefs avaient abandonné le temple. A droite et à gauche, on me donnait de vigoureuses poignées de main, avec des compliments à n'en plus finir.

Après la séance, le P. Abinal me conduisit sur un petit terrain qui

nous était offert gratis, pour y construire l'église, le presbytère et l'école.

Depuis ce jour, les gens d'Ambohijanaka sont fidèles à se rendre aux assemblées du dimanche. Déjà plusieurs récitent le *Pater*, un plus grand nombre savent faire le signe de la croix. Ce petit exercice est très difficile pour eux. Croyant le bien faire en suivant l'exemple du Père, ils ne manquent jamais de porter la main à l'épaule droite avant de la porter à la gauche, parce qu'étant placés en face de celui qui les exerce, leur position se trouve en sens contraire.

Je laisse Ambohijanaka pour aller à Ambohitsoa, autrement dit *Village agréable*. Quand je parus pour la première fois dans cette localité, je fus heureux de trouver les deux principaux chefs, Razakamady et Rasoamaka, parmi les catholiques. Razakamady était suzerain d'un grand nombre de villages ; il était fort connu dans Tananarivo, et père adoptif de la reine actuelle. Cet homme, d'une belle stature, possédait un esprit droit, et un cœur aimant. Quoique le protestantisme ait toujours été en vogue dans la classe élevée, Razakamady avait préféré la prière catholique. Il avait reçu le baptême au mois de mars dernier, avec un grand nombre de ses parents. Or, Razakamady vient de mourir. Il a expiré, pour ainsi dire, entre les bras du P. Finaz, qui l'avait converti à Notre-Seigneur.

Ce bon Père, sachant que j'étais loin de là, et que je ne pourrais pas suffisamment me faire comprendre en langue malgache, se rendit assez à temps auprès du malade pour lui donner l'absolution et l'extrême-onction. Razakamady fit plusieurs fois le signe de la croix avant d'expirer. Il portait le chapelet autour de son cou. De plus avant de mourir, il recommanda aux membres de sa parenté, de ne jamais quitter la religion dans laquelle, selon leur expression ordinaire, ils étaient tombés. Le corps de Razakamady fut déposé dans un tombeau en pierre que deux cents hommes venaient de construire en quatre jours. Six plateaux de granit, ayant chacun plus de deux mètres de long, ont servi à former ce tombeau. C'est vous dire combien il serait difficile de pénétrer à l'intérieur, dans le cas où l'on voudrait s'emparer des richesses qui suivent les défunts dans la tombe. La mort chrétienne de Razakamady a fait du bien à sa famille et au village tout entier. J'ai béni Dieu de ce qu'il lui a ménagé le temps de recevoir les sacrements de la sainte Église.

« A Madagascar, continue le P. Taïx en une autre lettre adressée à l'une de ses sœurs, religieuse à Montpellier, les funérailles tiennent le premier rang dans les usages du peuple ; le Malgache travaille toute sa vie à recueillir le plus d'argent et de vêtements qu'il pourra, afin de se ménager de pompeuses funérailles. Au jour de la sépulture, les parents du défunt revêtent le corps de plusieurs lambas ou tapis, évalués en moyenne à 25 francs chacun. On met dans la bouche du mort autant d'argent qu'elle peut en contenir, et l'on place auprès de lui les objets les plus précieux qu'il a acquis pendant sa vie. Durant trois ou quatre jours on chante, on fait de la musique devant la bière richement ornée, tandis que les parents, accroupis dans un coin de la salle, semblent plongés dans la plus profonde consternation. C'est cependant un jour d'orgueil pour la famille, et elle tient à tout ce mouvement plus qu'à la vie. On tue des bœufs, des moutons, de la volaille pour nourrir les visiteurs qui viennent en foule pleurer quelques minutes, et qui, de leur côté, offrent aux parents un peu d'argent en cadeau, chacun selon ses moyens. Le temps du deuil dure jusqu'à la sépulture, pour laquelle on attend d'ordinaire que le cadavre soit près de la décomposition, et qu'on ne puisse plus le garder dans la maison ; alors seulement on se résout à le mettre dans le tombeau en pierre qui lui est préparé.

« Voilà à peu près ce qui s'est passé dans les funérailles de mon brave Razakamady. A peine eut-il expiré, que toute la contrée Sud de Tananarivo fut avertie. Aussitôt les chefs inférieurs vinrent pleurer avec les habitants des villages qui leur sont soumis. Vous auriez vu au loin sur les collines et les hautes montagnes circuler des masses d'hommes, de femmes et d'enfants, les uns à la suite des autres, comme un immense cordon blanc, qui venait aboutir à Ambohitsoa, où ils ne tardèrent pas à faire entendre leurs lamentations. Je fus envoyé par le P. Jouen pour orner la case du défunt. On mit à ma disposition de belles tapisseries dorées ; la case devint bientôt un vrai magasin. J'avais trouvé la maison envahie par plus de cent femmes protestantes qui avaient défait les tresses de leurs cheveux, et se tenaient dans l'attitude de la plus grande douleur. Je fis sortir tout ce monde, disant que je ne commencerais pas, tant qu'il resterait un seul individu, à part les parents du défunt. Quand la salle eut été évacuée, les pleurs cessèrent, et chacun se mit à donner son avis

sur la manière d'orner la case et la bière, avec autant d'aisance que s'il eût été question de parer un autel ou une salle à manger. Après quoi on recommença à verser des larmes, selon l'usage et chanter les chants de mort.

« Je veillai d'une manière toute particulière à ce que les protestants ne vinssent pas occuper la case; car il nous aurait été impossible de faire nos cérémonies catholiques, et nous voulions que les nombreux étrangers, qui s'étaient rendus à Ambohitsoa, sussent bien que le grand chef Razakamady était mort catholique et qu'en mourant il avait recommandé à sa famille de ne pas suivre d'autre prière que la sienne. Vers le soir je fis parcourir le village par un jeune homme, afin d'avertir les chrétiens que la prière pour Razakamady allait commencer. Bientôt la case fut remplie. Elle a été évacuée trois ou quatre fois, et immédiatement après, d'autres individus la remplissaient. La première fois, malgré toutes les précautions prises, la moitié des priants ou des pleureurs étaient protestants ; au fond je n'en fus pas fâché, je prêchai à trois reprises, ce qui me fournit l'occasion de parler à ces frères égarés du jugement de Dieu, sujet dont on ne parle guère dans les temples hérétiques. Je vous dirai qu'en face du cercueil de Razakamady je fus très ému ; je pleurais tellement que je ne pouvais pas achever une phrase, et à mesure que je m'arrêtais, toutes les femmes poussaient des gémissements. Jamais les protestants, à coup sûr, n'avaient vu prêcher de la sorte.

« Avant de finir, je pris le crucifix que j'avais posé sur le cercueil, et le montrant à la foule : Voilà, leur dis-je, celui qui vous jugera tous un jour. Ah ! lui connait fort bien ceux d'entre nous dont les intentions sont franches et pures , il connait les hommes de bonne volonté. Il ne nous demandera pas si nous avons suivi la prière du plus grand nombre, et la religion la plus à la mode, mais si nous avons embrassé celle que la conscience nous montrait la meilleure et la véritable. Razakamady a eu le courage que Dieu demande, et malgré les faveurs prodiguées aux partisans de la religion contraire à celle de Dieu, il a demandé le baptême, et il a été fidèle à ses engagements. C'est là ce qui fait son honneur au milieu de vous, et c'est ce qui fera sa gloire et sa joie durant toute l'éternité. »

Le silence était profond en ce moment, j'en profitai pour commencer la récitation du rosaire; tous répondaient à l'*Ave Maria* malgache,

et, après chaque dizaine, nous chantions un verset de quelque cantique, avec accompagnement d'harmonium. Le soir vers huit heures, nous fîmes encore une longue séance ; après mon départ, les pleurs et les chants recommencèrent de plus belle jusqu'à minuit. Le lendemain matin, je fis une visite à la case, je chantai un peu, et je fis réciter six fois le *Pater*, l'*Ave* et le *Gloria Patri*, puis je laissai mon monde pour aller célébrer la sainte messe à une lieue de là, au village d'Androhibe. A mon retour à Ambohitsoa, je trouvai une foule encore plus grande que la veille ; en outre, il était arrivé neuf Pères, un Frère des écoles chrétiennes et deux Sœurs de Saint-Joseph. C'était le mercredi, jour de la cérémonie funèbre. Le P. Abinal fit l'absoute et prêcha.

Razakamady n'a été enterré que vendredi soir, il était là depuis le dimanche matin. On l'a roulé dans une douzaine de lambas ; on lui a mis sur tête un bonnet de soie rouge, orné d'une croix de Malte en fausses pierres, et on l'a placé dans le tombeau qui avait été préparé...

Nous avons entendu le P. Aix. Voici maintenant comment le P. Delbosc, écrivait au R. P. Cazet, Supérieur de la mission de Madagascar, à la date du 17 décembre 1869.

« Vers le milieu de juillet, une demande nous fut adressée par les chefs d'un village ou plutôt d'une petite ville, nommée Imerimandroso ; le R. P. Jouen m'envoya sonder le terrain, et sur le rapport que je lui fis, il fut convenu que nous nous rendrions aux désirs des habitants de cet endroit. Ce fut votre serviteur qui fut désigné pour occuper ce poste. C'était un dimanche que j'étais allé à Imerimandroso, et le dimanche suivant, je pus annoncer de la part du R. P. Préfet apostolique, que le poste était accepté, et que je m'y établirais pour instruire la population.

A cette nouvelle un des chefs prit la parole, et me dit qu'il serait bon de nous mettre en règle vis-à-vis du gouvernement malgache. Ce chef avait-il le pressentiment de ce qui allait arriver, ou était-ce simplement la prudence naturelle au Malgache qui le faisait parler ? Je l'ignore. Toujours est-il que le lundi, en me retirant, je rencontrai une estafette que me croisa en route ; c'était un officier que je connaissais bien, et qui me salua poliment, sans pourtant me dire le but de son voyage.

Le lendemain matin mardi, deux hommes venus d'Imerimandroso me mirent au courant de tout; l'estafette que j'avais rencontrée était un officier du palais envoyé par Rainimaharavo, avec ordre de lui amener les cinq hommes qui avaient eu la témérité d'appeler un Père.

Il n'est pas besoin de vous dire l'émoi causé dans la population par l'arrivée subite d'un tel personnage, et les bruits qui coururent alors dans tous les environs. On devait mettre en vente les femmes et les enfants de mes cinq chefs ; eux-mêmes devaient être mis aux fers, etc. Dans cette même journée du mardi, ils vinrent tous me trouver; ils étaient plus morts que vifs, et me supplièrent d'intervenir dans leur affaire. J'essayai de leur donner du courage ; je leur dis que je ne jugeais pas encore à propos d'agir ; que Rainimaharavo les appelant, ils devaient y aller pour savoir ce qu'il leur voulait ; et que s'il était question de religion, nous étions là pour les soutenir. Malgré toutes mes raisons, ils persistèrent pour que j'écrivisse au premier ministre. Je consultai le R. P. Jouen qui me dit de leur donner cette satisfaction, et voici dans quel sens je le fis.

D'abord j'offris les hommages respectueux de tous les membres de la Mission à la reine et à son premier ministre. Puis, m'adressant à ce dernier, je lui disais. « Voici que les habitants d'Imerimandroso nous appellent chez eux, pour les instruire de la religion et faire une église ; nous vous en prévenons, veuillez le dire à la reine. Nous irons donc enseigner la religion et faire l'église, et nous en prévenons la reine, afin qu'on ne nous suscite pas d'obstacles. »

Ces quelques mots assez succincts nous parurent suffisants pour conjurer l'orage ; si nous avions été plus loin, on aurait pu nous prendre pour des agresseurs, attendu que Rainimaharavo ne s'était pas encore expliqué.

Le lendemain arriva la réponse du premier ministre : elle disait en substance que nous pouvions librement enseigner notre sainte religion. Cette réponse calma les esprits pour le moment ; et le 14 août veille de l'Assomption, je partis pour Imerimandroso : le lendemain, sous les auspices de Marie couronnée de gloire, j'y disais la messe pour la première fois ; la case du chef lui-même me servit d'église. Mais tout n'était pas fini par là, et il en coûtait à Rainimaharavo de renoncer à la partie. Il trouva donc le moyen de réunir les chefs

chez lui, et sans s'opposer directement à l'enseignement du catholicisme, il sut jeter le trouble dans leurs esprits, au point que, maintenant encore, ils sont à nager entre deux eaux, ou plutôt ils nagent dans les eaux de Rainimaharavo, se rendant assez régulièrement au temple protestant, et ne paraissant que rarement à l'église. Je craignis même un moment que cette politique des chefs ne ruinât le bien qui commençait à se faire ; mais le bon Dieu y mit la main, et nous pûmes aller de l'avant.

Cependant tout n'était pas fait, ou plûtôt tout restait à faire. J'avais loué deux cases, celle du chef qui me servait d'église, et une autre que j'habitais ; mais tout cela n'était que provisoire, et les protestants le sentaient bien. Aussi leur plan était-il de m'empêcher de construire une église. Si le Père n'a pas d'église, se disaient-ils, il sera bien forcé de repartir. Entendant cela, et voyant d'un autre côté que la case du chef devenait de plus en plus insuffisante pour contenir le monde qui s'y pressait, je demandai au R. P. Préfet l'autorisation de construire une chapelle provisoire. L'autorisation me fut accordée, et dans moins d'un mois je pus dire la messe, non pas dans une église, mais dans une espèce de mauvais hangar, qui n'avait d'autre mérite que celui d'être plus vaste que la case du chef. Aujourd'hui, c'est encore ce même hangar qui me sert d'église ; on l'a terminé, arrangé comme on a pu ; malgré cela, ce n'est qu'un hangar, et, la bonne saison venue, il faudra une église. Toute mauvaise qu'elle est, ma chapelle porte encore ombrage, et j'ai craint un moment d'être obligé de la démolir.

Un jour un individu se présente, qui se dit propriétaire de l'emplacement de l'église. On réunit les notables de l'endroit : c'est le tribunal qui juge en première instance ; devant ce tribunal on plaide, on pérore. Bien entendu, le plaignant était soutenu et poussé par les protestants ; il ne gagna pas du tout son procès, mais il gagna un morceau de mon terrain : l'église fut raccourcie d'environ un mètre. Ainsi diminuée elle a quatorze mètres de long sur huit mètres cinquante centimètres de large ; à peine finie, elle se trouve trop petite : les dimanches j'ai une réunion qui compte de six à huit cents personnes, quelquefois mille. Et cependant les obstacles n'ont pas manqué. A tout ce que je vous ai dit jusqu'ici, il faut ajouter, que tous les dimanches matin, les avenues étaient gardées, et qu'on attirait

vers le temple protestant ceux qui avaient envie de venir chez nous. D'autre part, les arguments ordinaires étaient mis en usage : nous étions des idolâtres, des adorateurs d'images et de saints ; la reine n'aimait pas notre prière, etc.

Nous crûmes devoir encore une fois prévenir le premier ministre de ces manœuvres ; c'était une violation flagrante du traité récemment conclu avec la France ; un avis fut donné au deux meneurs principaux, et, à dater de ce moment nous eûmes un peu plus de tranquillité. Tout dernièrement j'ai pu baptiser trente-six adultes.

Un mot maintenant sur la situation géographique d'Imerimandroso, et sur l'esprit qui anime ses habitants. C'est une ville située à une lieue et demie à peu près à l'ouest d'Ambohimanga ; les rizières qui l'environnent à l'est, au sud et à l'ouest en font une presqu'île. Un grand fossé l'entoure, comme tous les villages malgaches un peu considérables ; la ville et le fossé furent créés par Andrianampoinimerina, le grand conquérant et le fondateur de la monarchie hova. Les habitants appartiennent la plupart à la caste des Tsimahafotsy : ce sont leurs pères qui aidèrent le plus ce grand roi à conquérir son royaume. Ils ont dans leurs allures quelque chose de plus décidé et de plus indépendant que les autres castes malgaches, et c'est peut-être à cette fermeté de caractère que nous devons de voir prospérer cette petite chrétienté. Il y a même chez eux quelque chose de chevaleresque que vous chercheriez en vain ailleurs. En voici une preuve.

On vint, un jour, me chercher pour fonder un autre poste dans l'est d'Imerimandroso, et voilà que mes catéchumènes me disent qu'il ne convient pas que j'y aille seul, qu'ils veulent me former une escorte d'honneur. En somme, je ne trouvai pas leur idée si mauvaise : c'est à l'aide d'oiseaux en cage que l'oiseleur attire dans ses filets ceux qui volent dans les airs. J'acceptai donc l'offre qui m'était faite, et au jour convenu, quarante-cinq personnes, hommes, femmes et enfants, m'accompagnèrent dans mon excursion. Il faut vous dire que ces quarante-cinq personnes avaient été choisies parmi celles qui chantent le mieux. Avec un peu d'imagination, on pouvait se rappeler les quarante montagnards parcourant la France en chantant : *Montagnes Pyrénées*, etc.

Le village où nous allions se nomme Ambohitraza ; il est situé à quatre ou cinq lieues à l'est d'Imerimandroso. Il fallait voir comme

sur notre parcours on ouvrait les yeux en voyant passer un Père escorté de tout ce monde. Nous nous fîmes bien voir, nous fîmes beaucoup parler, et nous arrivâmes au but de notre voyage. Ce fut là que commencèrent les chants, et naturellement les auditeurs furent émerveillés, et se sentirent au cœur un vif désir de se faire catholiques, mais surtout de savoir chanter, car le chant est un appât auquel peu de Malgaches résistent.

Nous passâmes la nuit dans ce village ; le lendemain nous continuâmes notre excursion jusqu'à un autre village situé à cinq lieues nord d'Ambohitraza, et nommé Andrainarivo. Là encore nous trouvâmes une population qui depuis longtemps désirait la présence du Père ; il y avait deux ménages baptisés à Tananarivo, et qui avaient fait la première communion et reçu la confirmation. Avant mon arrivée ils avaient enseigné les prières, le chapelet ; il leur manquait le chant : j'y laissai un de nos élèves pour apprendre aux habitants des cantiques. Dans l'autre village, c'était un élève natif du village même, qui était chargé de cette mission.

Voilà donc deux postes qui se soutiennent sans avoir besoin de la présence continuelle du missionnaire; il suffira d'y faire une apparition de loin en loin. Le dimanche, les réunions ont lieu sous la présidence de ces catéchistes improvisés, et durant la semaine l'instruction religieuse se continue sans interruption. Dans une seconde excursion que je fis dernièrement de ces côtés, j'y fondai un nouveau poste dans les mêmes conditions que les deux autres; le village se nomme Ambohijanaka.

Ces trois postes joints à Imerimandroso, mon poste principal, portent à quatre le nombre de mes églises à faire ; il y en a trois autres plus rapprochées d'Imerimandroso, et deux où je n'ai pas encore paru, mais qui m'attendent ; total, neuf postes pour ma part, et neuf postes assez éloignés les uns des autres. Peu à peu nous arriverons au système de district usité dans les Missions ; j'ai le district du Nord, le P. Finaz le district du Sud, le P. Robert le district de l'Ouest, le P. Gauchy le district de l'Est. J'oubliais le P. Nassès, qui est mon voisin et dont j'ai visité tous les postes ; il évangélise le Nord-Ouest sur un rayon assez vaste et dans des contrées excessivement peuplées. Ainsi les quatre points cardinaux commencent à être occupés ; le P. Taïx, dans le Sud, est l'auxiliaire du P. Finaz. et le P. Pagès cultive Soamanandrarina.

Ce nouvel état de choses exige des moyens nouveaux, et il faut que l'on songe sérieusement à augmenter nos ressources en personnel et en argent. La Mission s'étend d'une manière prodigieuse ; il nous faudrait être partout à la fois, et comment faire? D'un autre côté, partout se présente la même question : pas de lieu de réunion assez vaste pour contenir la foule qui se presse autour de nous. Nous sommes obligés de faire les réunions dans des cases malgaches qui ne sont jamais assez grandes ; et Dieu sait quel air on respire dans ces lieux où l'on est entassé les uns sur les autres !... Ou bien on fait la réunion en plein air, comme cela m'est arrivé deux dimanches de suite. Il faut donc de toute nécessité élever des églises tout au moins provisoires, sous peine de voir la santé des missionnaires en souffrir beaucoup. Deux raisons contribueront à nous mettre hors d'état de travailler : beaucoup plus de besogne que nous ne pouvons en faire, et l'absence d'installations propices. C'est un état de choses qui me paraît très sérieux.

Je sais qu'on pourrait me répondre qu'il ne faut pas entreprendre au delà de ses ressources. Cela pouvait être vrai autrefois, lorsque nous étions libres de nous restreindre; mais aujourd'hui c'est un torrent débordé, et il n'y a qu'une chose à faire, puisque nous ne pouvons pas en maîtriser le cours, c'est de le suivre. Allez donc dire au soldat qui est sur le champ de bataille de se modérer ; il combattra jusqu'à épuisement de munitions et de force, et au besoin il y laissera la vie. Pour parler sans figures nous n'aurons jamais le courage de rebuter des populations qui se jettent dans nos bras, et de leur dire : Nous ne pouvons nous charger de vous, allez-vous-en chez les protestants. Nous pouvons user nos forces et même la vie à la tâche, mais leur tenir ce langage, jamais !... Le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis ; nous ne serions que des mercenaires, si nous voulions épargner la nôtre.

Lundi 20 décembre. Je reprends ma lettre interrompue par une excursion dans mes quartiers. Hier encore, réunion en plein air : un millier de personnes environ se pressaient autour de moi, et ce n'est que la seconde fois que j'ai paru dans ce village. J'ajoute à tout ce que je vous ai déjà dit, que le mouvement vers le catholicisme ne réjouit pas du tout le parti méthodiste ; aussi emploie-t-il toute la bonne volonté dont il est capable à nous susciter des entraves. Nous

ne pouvons pas mettre le pied sur un point, sans qu'il y ait des plaintes portées à Rainimaharavo le grand pontife méthodiste, et des estafettes expédiées par Rainimaharavo pour effrayer les téméraires qui osent nous introduire chez eux. Aujourd'hui, je dois avoir une audience du premier ministre à ce sujet ; je lui ai écrit, il y a eu samedi huit jours, pour dénoncer ces manœuvres et le prier d'y mettre fin ; je verrai les mesures qu'il compte prendre. Du reste, je ne fermerai ma lettre qu'au dernier moment ; si le temps me le permet, je vous rendrai compte de l'entrevue...

Je sors de mon audience chez le premier ministre ; le P. Ailloud était avec moi. Nous lui avons répété de vive voix ce que je lui avais déjà dit par écrit : les obstacles suscités par les protestants, le rôle des envoyés de Rainimaharavo, la pression exercée sur les populations, l'opinion accréditée que les grands doivent prier chez les protestants. J'ai ajouté que nous n'allions pas le trouver à chaque vexation nouvelle, parce que nous connaissions ses nombreuses occupations, mais que cependant il était de notre devoir de l'instruire des menées de nos ennemis. Il s'est défendu, protestant que la reine accordait une liberté pleine et entière. Nous avons répondu que, malgré la liberté accordée par la reine, on n'en continuait pas moins à violenter les populations, et nous avons surtout insisté sur ces deux points : 1° qu'il voulût bien mettre fin aux voyages des messagers de Rainimaharavo ; 2° qu'il déclarât encore une fois que chacun, grand ou petit, était libre de prier où bon lui semblerait. Il a à peu près promis. Qu'en sera-t-il ? Demandons à Dieu qu'il veuille bien faire aboutir ces demandes et les faire tourner à sa plus grande gloire.

« Il n'y a pas jusqu'aux Betsileos, écrit à la date du 28 décembre 1869 le P. Limozin, curé de Saint-Joseph de Mahamasina, il n'y a pas jusqu'aux Sakalaves venus pour les *fanompoana* (corvées) de toute sorte, qui n'expriment le désir d'avoir des églises catholiques. C'est une chose vraiment étonnante ; mais je crois que la belle église de Saint-Joseph de Mahamasina aura contribué pour sa part à ce résultat. Il me serait difficile de vous dire tout ce que j'ai pu saisir de bonnes impressions formulées par des gens qui l'avaient visitée. Une des plus vives, c'est le contraste entre le petit temple qu'on leur a fait bâtir à tant de frais dans l'enceinte du palais, et la beauté de cet édifice catholique qui ne leur a coûté ni peines ni argent.

Le jour de saint André, après avoir bien recommandé l'affaire, à la messe, au saint apôtre, avec la promesse de faire, autant que cela dépendrait de moi, une paroisse de Saint-André dans la troisième ville du royaume, je me dirigeai vers Ambohidratrimo. C'est un endroit très considérable, le vrai centre du Nord-Ouest, comme Ambohimanga l'est pour le Nord. Trois envoyés de la population, fatigués de donner tous les dimanches de l'argent pour un grand temple presque achevé, étaient venus nous appeler. Une douzaine d'hommes vinrent me chercher à trois quarts de lieue, et à mon entrée dans le village, une masse de plus de cent personnes me conduisit chez un des chefs. Compliments, souhaits de toutes sortes, demandes réitérées, empressement inouï à donner son nom, rien ne manqua. J'enseignai quelques cantiques, le signe de la croix, le *Benedicite*, et je revins très content de la simplicité et de la bonne disposition de ce peuple.

Il y eut bien le soir une petite alerte. A mon retour je vois arriver les trois hommes qui nous avaient appelés ; ils étaient mandés par Rainimaharavo ; mais ils n'eurent pas peur. Bref, il paraît qu'aujourd'hui toute la population va laisser là le temple comme à Imerimandroso. Donc vite une église à saint André.

L'histoire d'Ambohidratrimo est celle d'une foule d'autres localités. Si nous avions du monde et surtout de l'argent, nous prendrions possession d'un grand nombre de points, même à des distances très éloignées de la capitale. »

Le même Père écrivait écrivait quelques jours plus tard :

« Je suis heureux de vous confirmer ce que je vous disais dans ma dernière lettre, des dispositions qui se manifestent. Le mouvement continue. Chaque jour ce sont de nouvelles députations de grandes cités. Grâce à Dieu, il y a moyen, pour le moment de les satisfaire à demi, et l'on va au plus pressé.

Nous avons jusqu'ici de grands motifs de remercier Notre-Seigneur et le bon saint Joseph. L'affluence ne diminue pas, et, chose bien consolante, les baptêmes vont toujours leur train, surtout pour les enfants des écoles ; c'est bien là le fondement le plus solide de notre espérance. Malheureusement la classe des Sœurs à Mahamasina est insuffisante, et la suspension des travaux du nouveau bâtiment occasionne un retard regrettable. Je suis convaincu que, la maison ter-

minée, les Sœurs auront trois fois plus d'élèves, et ce qui me le fait croire, c'est le nombre aujourd'hui plus considérable des enfants de notre classe. Nous avons trouvé dans un élève des Frères un bon suppléant pour le P. Nassès, à Ambohidratrimo, et au lieu de diminuer depuis qu'il est là, la classe est allée à une cinquantaine d'élèves au moins.

Il est évident que cette réaction en notre faveur amène une recrudescence dans le parti méthodiste. Dernièrement on a retiré de chez nous le petit prince Rasalita, neveu de la reine. Le prétexte a été qu'il n'apprenait pas le français, et (conclusion très logique) on l'a mis à l'anglais ; enfin on l'a fait protestant : c'est ce qu'on voulait. Le pauvre enfant pleurait beaucoup. Ces messieurs ont dit que c'était parce qu'il avait peur de revenir chez nous.

Ils ont aussi essayé de faire peur à la princesse Ramangamaso pour la faire assister à leur fête de Noël. Mais on a eu beau dire : Réunissez-vous ici, vous autres, toute la famille, elle a répondu : Moi, je ne me réunis pas ici ; et elle est allée, comme de coutume, à l'Immaculée-Conception.

La nuit de Noël a été bien belle dans toutes nos églises. A Andohalo, il y a eu près de 500 communions à minuit. Ici le F. Espagne en a compté 140, et le matin j'ai eu 60 premières communions. A la fête de saint Louis de Gonzague, le P. Ailloud en avait eu plus de 40. Au Sacré-Cœur, il y en a eu 24. »

Enfin le Rév. P. Callet écrit de son côté le 8 janvier 1870:

« J'ai été envoyé par le Rév. P. Jouen pour desservir deux paroisses futures dans l'ouest, l'une à cinq heures de la capitale, et l'autre à dix. Après avoir prêché, fait le catéchisme et enseigné le chant des cantiques dans la paroisse la plus rapprochée, je suis monté en *filanjana* pour me rendre dans la plus éloignée où l'assemblée réunie m'attendait. J'arrive à 2 heures de l'après-midi au pied de la colline qui porte le village, principal centre de la réunion, et je trouve deux choses :

1° Une rivière grossie par les pluies torrentielles de la nuit, pas de pirogue pour la passer; pas moyen de la traverser sur les épaules de mes porteurs qui avaient de l'eau au-dessus de la tête, et devaient nager ;

2° Les principaux de la paroisse décidés à me faire passer, coûte que coûte.

J'en vois quatre qui tenaient une porte de case malgache, faite de joncs. Ils se jettent à la nage, et viennent pour me prendre là-dessus et me faire passer l'eau d'une manière sûre, selon eux. D'un coup d'œil je vis que c'était une manière mauvaise, et que je ne passerais certainement pas à pied sec. Pour m'inspirer de la confiance, un jeune homme monte sur ladite porte qui cède, s'enfonce, se renverse... Il coule à fond, boit un coup et se sauve à la nage, au milieu d'un éclat de rire. Alors ils se disent en se regardant : « Le Vazaha (blanc) ne passera pas là-dessus, et pourtant il n'y a pas d'autre moyen.» Ils paraissaient désolés, s'attendant à me voir rebrousser chemin. « Le monde, leur dis-je, est-il réuni et m'attend-il ? — Oui, ils sont là depuis ce matin, et n'ont encore rien mangé, me répondent-ils. — Alors je passerai. » J'appelle un individu de ma suite, je vais à deux portées de fusil plus haut, je lui donne tous mes vêtements, excepté mon pantalon, et je me jette à la nage. Il devait retourner à notre point de départ, pour faire passer mes habits, au lieu de ma personne, sur la porte de joncs, et me les rapporter secs à mon point d'arrivée, de l'autre côté de la rivière, ce dont il s'acquitta parfaitement. Je m'en tirai assez bien de mon côté, malgré le courant qui me porta un peu plus bas qu'il n'aurait convenu à un bon nageur. Je priai cet homme de déposer mes habits dans des broussailles sur le bord de l'eau, et de rejoindre la foule, et je sortis de l'élément liquide pour m'habiller. Je fis sécher mon pantalon et je montai à l'assemblée, que je trouvai nombreuse et bienveillante.

Cette action bien simple, de passer la rivière à la nage pour venir à elle, m'avait servi d'exorde insinuant. Je parlai, je chantai, je fis parler, je fis chanter pendant deux heures, et comme ils étaient à jeun, je les envoyai manger. Ils revinrent ensuite et me prièrent de leur apprendre quelques chants, ce que je fis jusqu'à la nuit. Je soupai à la fortune de la marmite. J'entendais les plus zélés répéter les chants appris, puis ils vinrent me chercher de nouveau après mon souper : je crus devoir y aller un instant. Le chef du village me fit présent d'une poule, d'un quartier de mouton et de six rations de riz pour moi et mes porteurs. »

Terminons par quelques lignes du Rév. P. Cazet, sur la répartition des nouvelles chrétientés entre les divers missionnaires.

« Le P. Delbosc a neuf gros villages à desservir dans le Nord de

Tananarivo ; le P. Roblet en a huit à l'ouest; le P. Gauchy, cinq ou six à l'Est; le P. Nassès, autant au Nord-Ouest; et le P. Finaz, aidé du P. Taïx, un plus grand nombre au Sud. En résumé, outre les quatre paroisses de la capitale, nos Pères ont à évangéliser trente-huit gros villages dans un rayon de huit à dix lieues. Après cette énumération, vous comprendrez combien est fondée la demande qu'ils ne cessent de réitérer : Des ouvriers, des ouvriers ! *Rogate ergo Dominum messis.* »

CHAPITRE XXI

Dernières années et fermeture du collège Sainte-Marie. — Incendie de Nazareth — Fin de la Ressource. — La résidence de la rue de la Compagnie à Saint-Denis. — La Mission indienne à Maurice et la fièvre paludéenne. — Les Petites Iles sous la Préfecture apostolique du père Lacomme.

(1867-1877.)

Les années qui précédèrent immédiatement la chute de l'empire furent pour la France et les colonies des années mauvaises. Une effroyable immoralité unie au mépris affecté de l'autorité civile et religieuse, faisait alors irruption de toutes parts dans la presse, le théâtre, le salon, les arts, etc., et sapait par la base les colonnes elles-mêmes de la société. La franc-maçonnerie reparaissant au grand jour affichait la prétention de réformer le monde, en remplaçant l'Église par la loge, et la divinité de Jésus que Renan avait essayé officiellement de démolir, par la divinité de la chair et de la libre pensée. Enfin les Solidaires entraient aussi en scène; et les frères de la Ligue pour l'instruction laïque et obligatoire de la jeunesse française, formulaient dans l'ombre leurs hideux principes d'enseignement. Sur tous ces ennemis de l'ordre, l'empire étendait le manteau protecteur de la jouissance sans limite et de la liberté indéfinie. Pour administrer les hommes de cette époque, et défendre l'ordre contre les attaques de la révolution renaissante, il eût fallu un bras de fer au service d'une prudence consommée, non seulement à Paris, mais encore dans les départements de France et aux colonies.

Or M. Dupré, gouverneur de Bourbon, était loin de posséder ces qualités. Libre penseur lui-même et révolutionnaire au fond de l'âme,

il ne pouvait apercevoir les périls de la société, ou s'il les voyait il se trouvait par ses antécédents impuissant à les conjurer. Marin intrépide, parfaitement apte, disait-on, à conduire un vaisseau de l'État au milieu des mers les plus dangereuses, il était accusé de manquer des qualités du bon administrateur.

Il ne s'aperçut pas, en effet, que vers la fin de l'année 1868, à la suite de polémiques violentes entre certains journaux radicaux de Saint-Denis et le vaillant journal *la Malle*, un orage terrible se formait peu à peu dans les esprits, et amoncelait des nuages épais au-dessus du petit pays qu'il gouvernait. L'Université de M. Duruy jalouse des modestes succès du collège Sainte-Marie, et l'usine mécontente de l'humble concurrence que lui faisait l'école professionnelle de la Providence sous la direction des Pères du Saint-Cœur-de-Marie, se liguèrent au sein de la loge de l'Amitié, avec les rédacteurs des feuilles radicales dont nous avons parlé. L'orage éclata alors. Les bureaux du journal *la Malle*, le collège Sainte-Marie et l'école de la Providence devinrent, dans la soirée du dimanche 20 novembre 1868, le théâtre d'une manifestation soi-disant populaire qui se renouvela avec plus de violence le lendemain 30 novembre à 9 heures et demie du soir. Les portes et les fenêtres de notre collège, s'ouvrant sur les rues Lafontaine et Montreuil, furent enfoncées à coups de pics et de leviers en fer. On pénétra dans plusieurs chambres afin de piller ou de briser. La gendarmerie impuissante fut obligée de faire appel à la troupe, qui n'arriva que fort tard. Le gouverneur ne croyait pas à la gravité des désordres. Prévenu enfin que le mal était plus grand qu'il ne pensait, M. Dupré au milieu de la nuit se rendit sur le théâtre de l'émeute, et foulant aux pieds mille débris de tables, de bancs, de chaises et de livres, il pénétra jusque dans la cour intérieure du collège diocésain Sainte-Marie.

Les auteurs du désordre parlaient ouvertement de ruiner de fond en comble cet établissement, d'y mettre le feu, d'en délivrer le pays.

Quand le gouverneur parut à la suite des soldats, le silence se fit et M. Dupré harangua la multitude ; mais ce ne fut que pour parlementer avec elle, et incriminer publiquement les Pères de la compagnie, victimes de ce désordre, comme s'ils en étaient les vrais auteurs. « La principale cause de l'émeute retombe dit-il, sur les directeurs du collège ; pourquoi enseignent-ils en chaire devant le peuple, que

l'autorité vient de Dieu, qu'on ne doit pas obéissance à l'homme mais à Dieu? Ainsi avait parlé plusieurs mois auparavant en sa présence le P. Laffont, professeur de philosophie, dans un discours prêché à la société ouvrière de Saint-Jacques. Ces paroles d'après M. Dupré, avaient produit contre la compagnie de Jésus les fruits amers, recueillis par elle à l'heure présente.

L'émeute poursuivant son cours, le 1 et le 2 décembre au soir, montra que si elle s'adressait d'abord à la compagnie de Jésus, aux Pères de la Providence et au bureau du journal *la Malle*, elle savait aussi remonter jusqu'au trop libéral gouverneur. Les séditieux attroupés devant l'hôtel de ville ne consentirent à se disperser, malgré les injonctions faites au nom de l'autorité, qu'au sifflement des balles de nos soldats. Le sang de plusieurs ouvriers blessés gravement ou même frappés à mort, parce que M. Dupré n'avait su ni prévoir ni conjurer ce fatal dénoûment, alors que rien cependant, disait-on, n'eût été plus facile, a taché pendant le reste de sa vie les mains de cet officier. Puissent les paisibles habitants de Saint-Denis instruits par cet exemple, n'oublier jamais où conduisent les condescendances coupables envers les débuts d'un mouvement populaire, alors même que ce mouvement n'aurait d'autre fin, que de molester, par complaisance pour quelques meneurs jaloux ou cupides, une faible poignée de cléricaux et de jésuites!

Nous n'omettrons point une remarque qui fut faite en ce moment par les hommes réfléchis. L'émeute de Saint-Denis avait coïncidé avec d'autres mouvements pareils tentés vers la même époque en plusieurs villes de France. Était-ce seulement un signe du temps? Ou bien un mot d'ordre donné aux loges maçonniques en vue d'une action commune, action qui fut entravée à peu près partout, ou n'aboutit que sous les administrations faibles et imprévoyantes, telles qu'était alors celle de la Réunion? Nous n'avons ni les données, ni le temps nécessaire pour trancher une pareille question.

Nos lecteurs se tromperaient s'ils pensaient que la fermeture du collège, arrivée un an et demi après les événements que nous venons de raconter, fut due en partie au mauvais effet produit par cette émeute sur l'esprit des supérieurs de la Compagnie de Jésus. Il est certain que si le collège Sainte-Marie n'avait eu contre lui que l'agression injuste du 30 novembre, nos supérieurs s'en seraient peu

émus. C'est le propre de tout établissement, de toute société, de tout homme qui marche dans le sens du vrai progrès, de s'attirer les haines des démolisseurs de la société. Pour être traité en ennemi par les ennemis de Jésus-Christ, le collège Sainte-Marie devait être un foyer de vie chrétienne. Et il l'était véritablement. L'esprit des élèves gagnait de jour en jour; ils aimaient l'étude; leur piété contrastait avec celle de l'établissement rival. Malheureusement, comme nous l'avons déjà dit, les pensions scolaires, à part d'honorables exceptions, n'étaient pas payées, et le déficit s'accroissait d'année en année. On était menacé de faire banqueroute, si la vente de l'immeuble ne couvrait pas le passif de l'établissement; or, chaque année, les immeubles diminuaient de valeur. A l'époque du Concile, au moment où Mgr Maupoint se trouvait à Rome, avec tous les autres évêques, cette grosse difficulté d'une banqueroute imminente fut soumise au prélat par le T. R. P. général de la Compagnie. Mais Mgr de Saint-Denis avait à sa charge dans son diocèse deux ou trois établissements d'éducation : il ne pouvait remédier au mal. La fermeture fut donc décidée et annoncée au P. Lacombe, Supérieur du collège, dès le mois de mai 1870. Tout se passa comme à l'ordinaire jusqu'à la distribution des prix fixée au 1er août de cette même année. Elle se fit au milieu des larmes des parents, désolés de la chute d'un établissement dans lequel ils avaient mis leur confiance, et parmi les regrets mille fois exprimés de nos cent trente élèves, forcés bien malgré eux de se séparer de leurs maîtres.

Peu de jours après cette fermeture, la malle d'Europe apportait à la colonie, avec l'heureuse nouvelle de la promulgation du dogme de l'infaillibilité pontificale, l'annonce de l'ouverture des hostilités entre la France et la Prusse. Le collège avait fini au moment opportun. Comment se fût-il soutenu, faible comme il était; à l'époque des désastres de notre patrie? Dix ans plus tard, les décrets du 29 mars 1880 l'eussent d'ailleurs supprimé au nom de la liberté. Parmi les Pères composant le personnel de l'établissement, quelques-uns furent envoyés soit aux Petites Iles, soit à la Grande Terre; d'autres, en plus grand nombre, n'étant encore que scolastiques, s'embarquèrent avec quelques-uns de leurs élèves pour la France, afin d'y poursuivre le cours de leurs études ecclésiastiques. Quant à l'immeuble dont la vente devait couvrir les dettes contractées, ce n'est qu'après de lon-

gues années, et plusieurs contrats malheureux, qu'on put en réaliser le prix. Le nom de M. Frédéric de Villèle, que nous avons cité aux commencements de la Mission et du collège, se retrouve encore ici sous notre plume comme celui d'un bienfaiteur. En pouvait-il être autrement? De même que dans une ville, une contrée ou l'univers entier, ce sont presque toujours les mêmes hommes, les mêmes familles qui font naître le mal, encouragent le mal, se font les émissaires de l'esprit du mal au milieu de leurs semblables; de même on voit aussi des familles et des hommes que Dieu s'est choisis en tout lieu, pour faire naître le bien sur la terre, le soutenir, le propager autant qu'il est en leur pouvoir; et ce sont aussi presque toujours les mêmes, c'est-à-dire ceux qui se font gloire de mettre au-dessus de leurs intérêts humains, au-dessus de tout, les intérêts de Dieu et de son Église. La famille de M. de Villèle soit en France, soit à Bourbon, étant de ces familles élues de Dieu pour le bien de leurs semblables, devait se retrouver sur les ruines du collège, pour réaliser un bien que personne ne se sentait la force d'accomplir. C'est ainsi que dans la double vue de conserver d'abord à l'évêché de Bourbon, privé actuellement de tout établissement ecclésiastique, la possibilité d'en créer un à peu de frais, quand les temps redeviendraient meilleurs, et pour montrer ensuite envers la Compagnie injustement persécutée à Bourbon et en France les sentiments de leur cœur, M. Frédéric de Villèle, son fils Louis de Villèle, et ses neveux Jean-Baptiste de Villèle et Albert Sicre de Fontbrune, se sont formés en société au commencement de 1882, et ont acquis en leur nom l'immeuble de l'ancien collège; et l'ayant payé comptant aux Pères, se sont hâtés le jour même de l'offrir par contrat à Mgr Coldefy, évêque de Saint-Denis, sous certaines conditions qu'il est superflu d'énumérer ici, afin que Sa Grandeur voulût bien, dès qu'elle le pourrait, y rétablir une école d'instruction secondaire, en parfaite harmonie avec les principes de l'Église catholique et romaine, seuls en honneur dans la famille des nouveaux propriétaires. Daigne le Seigneur répandre ses plus abondantes bénédictions sur de si généreux bienfaiteurs de la Compagnie, et des amis si dévoués de son Église!

La fermeture du collège Sainte-Marie ne fut pas le seul coup porté à la mission de Madagascar dans l'île de la Réunion, vers l'époque dont nous racontons l'histoire. Dès le mois de mai 1868, la divine

Providence avait déjà commencé à ébranler l'établissement malgache formé avec tant de peines par le P. Jouen. Un violent incendie allumé dans la nuit du samedi au dimanche, fête du patronage de saint Joseph, par une main inconnue, avait consumé la maison de Nazareth. Les jeunes filles malgaches ainsi que les deux Sœurs de Saint-Joseph chargées de les garder, réveillées en sursaut par la fumée et le crépitement des flammes, purent à grand'peine échapper à la mort. Tout le matériel avec l'établissement en bois devint la proie de l'incendie. On eut le temps néanmoins de voler dans l'oratoire des Sœurs, au petit tabernacle renfermant le Saint Sacrement, et de le mettre en sûreté. Les enfants furent logées provisoirement dans une paillote, voisine de la maison réduite en cendres, jusqu'à ce que le Rév. P. Cazet, Supérieur général de la Mission, eût disposé de leur sort.

Reconstruire Nazareth était chose impossible, du moins pour le moment : le collège Sainte-Marie qui détenait 80.000 francs appartenant à la Mission était insolvable, et sur le point de disparaître. On prit le parti de renvoyer les plus jeunes de ces enfants malgaches aux Petites Iles, d'où elles étaient venues, et où elles pouvaient, sous les Sœurs de Saint-Joseph, continuer leur éducation ; d'autres plus avancées furent placées dans des maisons particulières de la Réunion, comme filles de service, en attendant qu'elles fussent en âge d'être mariées à des élèves de la Ressource, arrivés eux aussi au terme de leur formation. Quoi qu'il en soit, l'incendie de Nazareth peut être considéré comme le point de départ de la décadence des établissements malgaches de la Mission à Bourbon. La suppression, par le gouvernement provisoire du 4 septembre 1871, des allocations impériales accordées à la Ressource, en vue de Madagascar, acheva l'œuvre de ruine commencée par l'incendie. Avec les seuls revenus annuels de terres aussi appauvries que les terres de Bourbon, il devenait désormais fort difficile d'entretenir, sans déficit, la maison des garçons telle qu'elle était constituée. Chacune des trois Petites Iles possédait d'ailleurs son école de garçons et de filles ; chacune, à part Mayotte, avait assez de chrétiens déjà formés ou dégrossis par la Mission, pour que le péril de séduction, signalé autrefois par le P. Jouen, fût moins à redouter. La Grande Terre se suffisait à elle-même par ses écoles de Tananarivo qui, malgré la persécution, progressaient de jour en jour. Se bercer de l'espoir que, dans un avenir prochain, les

chefs du gouvernement hova, vendus aux méthodistes anglais, consentiraient volontiers à laisser leurs enfants ou même leurs esclaves, venir prendre à la Ressource nos idées françaises et catholiques, était une illusion: pour toutes ces raisons et autres pareilles, la Ressource fut supprimée, et ne fut plus qu'une simple maison de campagne, vénérée à plus d'un titre, et soigneusement conservée jusqu'ici par la mission de Madagascar, comme son lieu d'origine et son véritable berceau.

Le sort de l'établissement malgache de Bourbon si florissant autrefois, semblait attaché à la destinée de son fondateur; les commencements de l'année 1872 furent, en effet, le terme de leur commune existence. Peu de mois après que le P. Jouen eut expiré à Maurice, le 4 janvier 1872, la maison de la Ressource s'éteignait doucement, par le renvoi dans les îles des quelques enfants qui s'y trouvaient encore. L'immeuble des Pères, les ateliers, les classes, furent fermés, ainsi que la jolie chapelle désormais vide du Saint-Sacrement, faute de prêtre pour y offrir le saint sacrifice. Et la Ressource devint l'image d'un tombeau.

Que restait-il donc à la mission de Madagascar dans l'île de la Réunion, après tant de ruines accumulées l'une sur l'autre, pendant le court espace de trois ou quatre ans? Il lui restait une résidence à Saint-Denis; mais cette résidence était elle-même changée. La petite demeure du Butor achetée autrefois par souscription, grâce aux soins de M. Minot, avait été depuis longtemps jugée trop éloignée du centre de la ville et du port d'embarquement, pour servir toujours de procure. Elle était ensuite trop petite, et sans chapelle publique. Le Père supérieur de la mission de Madagascar l'avait donc quittée dans le courant de 1869, et s'était transporté au nouvel immeuble acquis rue de-la-Compagnie-des-Indes, pourvu d'ailleurs des principaux avantages qu'on regrettait de ne point trouver dans l'ancienne résidence. Le modeste pavillon en bois, qui, avec quelques légères transformations, devint la nouvelle chapelle publique, pouvait contenir au plus deux cents personnes : c'était tout ce qu'il fallait; le droit et l'autorité ecclésiastique étaient pour cette création; et la résidence avec sa chapelle publique resta définitivement établie telle qu'elle existe encore aujourd'hui, sauf la modification apportée en 1880 par l'application des décrets du 29 mars, et dont nous parlerons plus loin.

Bien que travaillée déjà elle-même, comme Bourbon sa voisine, par la lèpre horrible de la maçonnerie, sur laquelle les protestants anglais de toutes nuances s'efforçaient de greffer encore le chancre rongeur du libre examen, l'île Maurice n'éprouvait pas en 1868 les agitations révolutionnaires de Bourbon. Tout y était calme sous la juridiction d'ordinaire si calme du gouvernement britannique. Le Seigneur venait de se charger lui-même d'éprouver cette terre trop heureuse en la livrant aux rigueurs d'un fléau jusqu'alors inconnu ; et l'épreuve avait été rude. Nous ne pouvons mieux décrire l'état de la Mission indienne à Maurice, ainsi que les ravages causés par la fièvre paludéenne en l'année 1867, qu'en traduisant ici à grands traits les pages écrites en fort beau latin, par le P. Puccinelli, historien de notre maison de Saint-François-Xavier.

« La résidence indienne en l'année 1866, dit-il, fit sous tous les rapports de merveilleux progrès : bien qu'elle ne possédât encore que trois missionnaires, ces missionnaires cependant voyageant dans toute l'île n'étaient plus des inconnus : et ce qu'ils avaient semé pendant leurs visites des quatre années prédédentes commençait à porter des fruits. De chaque village, de chaque sucrerie, aussi bien que de la ville de Port-Louis, les Indiens accouraient vers ceux qui leur parlaient leur langue, et la récolte des âmes était abondante.

On songea à l'augmenter par la création d'un orphelinat et d'un catéchuménat indien ; et la Congrégation des religieuses de Marie-Réparatrice déjà établie à Saint-Denis depuis le 27 novembre 1863, fut appelée à s'occuper de ce travail. Vers la fin d'octobre 1866, trois religieuses de cette Congrégation, ayant sous leurs ordres deux religieuses indiennes du tiers-ordre de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, vinrent donc à Port-Louis, et prirent possession de l'immeuble qu'elles occupent encore aujourd'hui, non loin de notre église de Saint-François-Xavier. Depuis plusieurs mois déjà elles s'étaient mises à l'ouvrage, quand éclata le fléau dont nous allons parler.

Comment s'est introduite à Maurice la fièvre paludéenne sous forme d'épidémie meurtrière? Comment, malgré toutes les précautions de quarantaines sévères, imposées aux provenances de Maurice, s'est-elle ensuite répandue vers 1868 et 1869 à Bourbon, pour y exercer à peu près les mêmes ravages que dans l'île voisine? Qui pourra jamais l'expliquer d'une manière satisfaisante? Ce qu'il y a de certain,

c'est que ces deux îles, sans marais, ni eaux croupissantes, comme à Madagascar, et réputées les plus saines de l'océan Indien avant 1867, sont depuis cette époque, infestées de fièvres dites paludéennes, passées il est vrai aujourd'hui à l'état endémique, mais non moins meurtrières cependant que celles de Madagascar. Leur début à Port-Louis au commencement de 1867 s'annonça comme s'annonce tout fléau, par un nombre relativement considérable de malades et de mourants. Les journaux d'abord avouèrent de trente-cinq à quarante décès par jour; mais ce chiffre s'accrut bientôt, et dans moins d'une année, plus de trente-trois mille habitants de l'île furent inscrits dans le catalogue des morts. La famine vint en aide à la fièvre; la multitude des pauvres dévorés par la faim devint effrayante, et malgré les secours généreusement offerts par le gouvernement anglais et les riches habitants de l'île, un grand nombre d'entre eux succomba, autant par l'effet de la disette que par les étreintes de la fièvre. Le mal était grand. La charité des prêtres, des religieux, des religieuses et d'autres personnes dévouées, s'éleva cependant à sa hauteur.

L'un des trois Pères qui composait notre résidence de Saint-François-Xavier s'en alla à la prière de Mgr Hanckinson, dans la paroisse des Bambous où la fièvre sévissait plus fortement, remplacer le curé hors de combat. Les deux autres, occupés dans la ville de Port-Louis, jour et nuit aux confessions des malades, à l'administration des derniers sacrements, et aux baptêmes des enfants et des adultes en danger de mort, ainsi qu'aux autres devoirs du ministère sacerdotal, n'avaient aucun moment de repos; et ils regardèrent toujours comme un bienfait signalé du ciel, de n'avoir pas d'abord succombé à tant de fatigues.

Un secours inespéré leur arriva bientôt. Le P. Etcheverry appelé de Saint-Denis pour prêcher le carême à la cathédrale, et le P. Laroche missionnaire des Indiens à Bourbon, envoyé par son Supérieur, afin de prêter l'appui de son zèle à ses Frères de Saint-François-Xavier, furent accueillis comme les anges du Seigneur. Tous les deux se dévouèrent sans nulle réserve, sans souci de leur vie, et opérèrent par leur charité un fruit encore plus grand et plus abondant, que par leurs discours d'ailleurs si appréciés.

On comprend facilement que tant de morts, surtout parmi la population ouvrière et indigente, devaient peupler outre mesure les or-

phelinats soit de créoles, soit d'Indiens. Par arrêté du maire de la ville, les orphelins indiens étaient confiés aux soins des religieuses de Marie-Réparatrice, pendant que les religieuses de Bon-et-Perpétuel-Secours et les Filles-de-Marie avaient à s'occuper des orphelins créoles. « Quel spectacle, dit le P. Puccinelli, pour les anges et les hommes, que la charité héroïque de ces épouses du Seigneur, que j'ai vues, au couvent de Marie-Réparatrice, recevoir à bras ouverts tant de petits enfants orphelins, n'ayant plus qu'un souffle de vie; et dans leur catéchuménat transformé en hôpital, accueillir avec un divin empressement, comme les membres souffrants de Jésus-Christ, les Indiens les plus misérables, hommes ou femmes, réduits à l'état de squelettes par la fièvre et la faim, et dont elles soignaient elles-mêmes les plaies les plus horribles de leurs mains virginales! » Le Seigneur récompensa leur dévouement. Plus de cinq cents Indiens furent tirés par elles des souillures du paganisme; quelques-uns d'entre eux eurent le bonheur de revenir à la vie, et font maintenant partie du troupeau de nos fidèles; d'autres plus heureux se sont envolés après leur baptême au ciel. »

Le fléau commença à perdre de sa violence, vers le commencement d'août, au moins pour la ville de Port-Louis, car sur d'autres points de l'île, il croissait au contraire en intensité; on peut dire toutefois que vers la fin de l'année, il alla partout en décroissant. Ce fut alors seulement que le Seigneur daigna éprouver la bonne volonté de ses serviteurs en réduisant presque à la dernière extrémité, sous les étreintes de la fièvre, deux de nos missionnaires de Saint-François-Xavier; ils en furent heureusement quittes pour des souffrances de quelques jours, et tous les deux revinrent bientôt à la santé.

Au mois de mars 1868 un ouragan tel que Maurice se souvenait à peine d'en avoir vu, fondit sur l'île et la couvrit de ruines. La toiture de notre église fut enlevée, soixante journées de travail et dix mille francs en argent durent être employés, afin de tout remettre en ordre dans notre petite mission.

« Le nombre de nos fidèles a sensiblement diminué, écrivait le P. Puccinelli au commencement de 1869; quatre mille environ de nos Indiens catholiques ont été victimes de la fièvre ou des suites de l'ouragan du mois de mars 1867. Quatre mille autres ont regagné leur patrie. Nous aurons donc ainsi désormais un champ plus libre

pour nous occuper ici des païens et essayer de les convertir. » Et c'est ce qui fut fait à partir de cette année, où l'on alla plus assidûment, non sans exciter les susceptibilités du protestantisme, soit dans les hôpitaux du gouvernement, soit dans les asiles établis par l'Angleterre pour les pauvres et les vieillards. Que de fruits ainsi recueillis !

Pendant que nos Pères de Maurice travaillaient au salut des Indiens, et que Bourbon voyait dès 1868 son collège et ses établissement malgaches s'acheminer insensiblement vers leur fin, les Petites Iles continuaient, sous la direction du P. Lacomme, leur Préfet apostolique, à marcher tant bien que mal dans la voie du progrès religieux. Et pour commencer par Sainte-Marie-de-Madagascar, on peut croire que si le digne commandant Delagrange en eût, durant quelques années encore, conservé l'administration, Sainte-Marie fût devenue la première des trois Petites Iles au point de vue du moins du progrès qui nous occupe. Les deux cyclones qui s'abattirent sur elle, l'un le 25 février, l'autre le 20 avril 1868, et causèrent des dégâts considérables, furent sûrement moins funestes à cette petite colonie, que le départ de cet administrateur vraiment chrétien, et son remplacement par M. Blandinières, capitaine d'artillerie en retraite. Ce n'est pas que M. Blandinières fût animé de mauvaises intentions, ni de sentiments hostiles envers la Mission ; mais il manquait de foi et de pratique religieuse. Civiliser un pays, c'était dans sa pensée le doter de villes, de forts, de routes, de ponts et de marchés, de bibliothèques et de réverbères, etc., etc. Aussi s'empressa-t-il de créer un peu de tout cela à Sainte-Marie-de-Madagascar. On lui doit, entre autre choses, des travaux considérables, entrepris sous son commandement, pour l'assainissement des marais, et la jonction de l'îlot Madame au reste de l'île par un pont de bateaux. En un mot, le vrai progrès pour lui consistait moins dans la pureté de la morale et l'avancement de la religion de Jésus-Christ, que dans le bien-être matériel et la liberté de penser.

Aussi le P. Lacomme écrivait-il à ses frères de Vals : « La mission de Sainte-Marie traverse en ce moment une phase qui sera pour elle un vrai creuset. Dieu veuille que l'épreuve ne soit pas trop forte. Jusqu'ici, sous M. Delagrange, tout avait bien marché. Le pas était donné, et l'on voyait toute la jeunesse venir fidèlement au catéchisme, s'ins-

truire de la religion, et préparer ainsi toute une génération chrétienne qui était à la veille de supplanter le vieux parti malgache, toujours encroûté dans ses préjugés et dans ses ineptes superstitions. Encore trois ou quatre ans, et la victoire était assurée. Mais voici qu'il a suffi d'un commandant nouveau pour modifier considérablement la situation. Il est venu parmi nous avec l'intention sincère de nous seconder, je le crois ; mais trompé par des personnes malintentionnées, ou peut-être mal renseignées, il est entré dans une autre voie, comptant arriver au même but. Comme dès les premiers jours il a manifesté ses tendances, quelques vieux chefs malgaches, qui supportaient péniblement le régime précédent, et qui voyaient avec regret disparaître les vieilles traditions, pour faire place à la civilisation des blancs, ont demandé, entre autres choses, au commandant, d'être débarrassés de la *sujétion de la prière*. En sollicitant cette grâce, ils prétendaient être l'écho des autres chefs et de toute la population. C'était un mensonge. Ce nouveau commandant, qui ne supposait pas la supercherie, s'est figuré d'abord qu'on les faisait chrétiens malgré eux ; et sans prendre d'autres renseignements, il leur a donné gain de cause, anéantissant ainsi d'un seul trait les sages règlements faits par ses deux prédécesseurs, qui avaient à cœur de tirer ce peuple de l'état d'enfance où il gît. D'après un de leurs règlements appuyé d'une dépêche ministérielle, les parents, tout en restant parfaitement libres eux-mêmes, étaient obligés d'envoyer leurs enfants à l'instruction du catéchisme, ou, comme disent les Malgaches, à la prière qui se faisait à des jours et en des lieux fixes dans chaque district. Les chefs étaient obligés de veiller à l'exécution de ce règlement. C'est surtout là ce qui leur pesait et qu'ils appelaient *sujétion de la prière*. Cependant cela se pratiquait depuis plusieurs années, sans susciter la moindre difficulté sérieuse. Jugez donc de notre étonnement et de celui des Malgaches eux-mêmes, lorsque M. Blandinières est venu leur faire entendre un langage tout opposé. Ils en croyaient à peine à leurs oreilles et à leurs yeux, car on avait eu soin de le leur signifier par écrit. Il faut dire pourtant que, dans cet écrit, le commandant *recommandait* aux parents de continuer à envoyer leurs enfants au catéchisme. Mais les vieux Malgaches qui avaient fait la motion se sentaient forts. Ils voulaient à tout prix reprendre la position qui leur échappait, et pour cela, anéantir la prière. Ils se sont donc mis à l'œuvre, et ils ont tant

fait, qu'ils ont dissuadé les parents d'envoyer les enfants au catéchisme, et que beaucoup de parents à leur tour ont dissuadé leurs enfants de venir à nous, comme par le passé. On a été même jusqu'à bafouer quelques catéchistes que nous avions placés dans les principaux districts. Et les missionnaires devaient rester spectateurs impuissants de tout cet ébranlement. On sentait que le démon s'agitait furieusement pour perdre cette Mission.

Nous fîmes alors une neuvaine au Sacré-Cœur de Jésus pour obtenir que nos administrateurs revinssent à de meilleures dispositions, que les projets de nos opposants fussent vains, et que nos jeunes chrétiens eussent le courage de résister à la séduction, et de suivre les vérités que nous leur avions enseignées. Nous nous engagions aussi, dans le cas où nous serions quelque peu exaucés, à dire un certain nombre de messes pour les âmes du purgatoire, et moi en particulier, à faire venir en *ex-voto* une belle statue du Sacré-Cœur qui perpétuerait le souvenir de ce bienfait.

Nous avons pu croire que le Cœur de notre bon Maître nous serait favorable ; car malgré tous ces petits embarras que je vous ai signalés, nous avons pu réunir un bon nombre de personnes, cent trente, pour la confirmation, et d'autres se préparaient encore à recevoir ce sacrement lorsqu'il m'a fallu partir.

D'un autre côté, le commandant a semblé entrer dans une voie plus favorable pour nous. Il m'a donné la promesse et l'assurance qu'il ferait en sorte que les parents nous envoient les enfants comme par le passé. Je prévois néanmoins, humainement parlant, que nous devrons nous contenter de peu. »

Ces prévisions du P. Lacomme ne furent malheureusement que trop justifiées par la suite des événements. L'œuvre de vraie civilisation entreprise par M. Raffenel et M. Delagrange, d'après la circulaire ministérielle de M. Théodore Ducos, reprise en 1868 par M. Blandinières sur des bases nouvelles et ruineuses, produisit à Sainte-Marie les plus tristes résultats, et il arriva à cette île une maladie à peu près semblable à celle qui frappe les hommes, qui d'une température fortement échauffée, passent subitement à un courant d'air glacial. Catéchismes, baptêmes, communions et classes, tout tomba subitement dans une mortelle langueur. Le nouveau commandant ajouta à sa première faute celle de faire pour les classes de mauvais

règlements. La République arrivant sur ces entrefaites avec son cortège de désastres, de suppression de fonds, de principes funestes, et d'exemples plus funestes encore, mit le comble à ce mal. On vit alors en effet, les petits fonctionnaires prendre l'esprit du chef; et allant plus loin que lui dans la fausseté, décrier la famille chrétienne et le lien sacré du mariage, comme un état impossible trop supérieur aux forces malgaches. Leur but était facile à comprendre. « Pourquoi, disaient-ils aux missionnaires, vouloir retenir si longtemps vos enfants à l'école et tâcher de les marier si jeunes? Vos mariages n'ont point de stabilité. Mettez-les donc en liberté. » Or toutes les filles qui sortirent de l'école avant leur mariage, par la volonté du commandant plus forte ici que les protestations des Pères et les dépêches ministérielles, se perdirent misérablement. Les garçons de leur côté engagés de même avant leur mariage comme ouvriers au Génie ou dans les autres ateliers du gouvernement, nous affligèrent par le dérèglement de leurs mœurs. Avant l'année 1869 la moyenne des unions conclues entre les enfants des écoles était au moins de douze par an. Depuis 1869 jusqu'en 1877, c'est à peine si les classes produisirent deux ou trois familles par année. Quand on voulait arrêter ce dévergondage de mœurs et faire rentrer les coupables en eux-mêmes: « Nous ne sommes pas assez riches pour nous marier, » répondaient nos anciens élèves placés dans les ateliers de l'État. « Le mariage fait mourir » disaient les autres indigènes moins instruits. Les années de stérilité étaient arrivées après les années d'abondance. Il fallait les subir. Et c'est ainsi qu'au moyen du progrès matériel remplaçant le progrès basé sur la famille chrétienne, Sainte-Marie marcha à sa décadence morale. La décadence matérielle allait venir pour elle comme un châtiment divin, et c'est le gouvernement lui-même destiné selon M. Blandinières à sauver la France et les colonies, qui fut chargé de lui porter le coup fatal. Dès 1878 il fut décidé à Paris, par les conseils en grande partie de M. Blandinières, que Sainte-Marie serait abandonnée. Ni son port magnifique à proximité de la côte Est de Madagascar, ni les dépenses considérables déjà faites par la France pour l'assainissement des marais, la construction d'un hôpital, d'un fortin, de plusieurs casernes et redoutes, et de nombreuses maisons d'employés, rien n'empêcha la fatale sentence. On ne laissa dans cette île qu'un résident et deux autres fonctionnaires, dépendant du gouverneur de la Réunion. »

Si le progrès religieux de Sainte-Marie déclina visiblement, surtout en ce qui regarde l'établissement de la famille chrétienne parmi les enfants de l'école, depuis le milieu de l'année 1868, il ne fut pas néanmoins tout à fait suspendu. Les communions pascales atteignaient d'ordinaire cent cinquante à deux cents. Plusieurs enfants recevaient le baptême, et le P. Piras eut aussi quelques succès parmi les personnes âgées ou infirmes. A combien d'âmes son œuvre des vieux et des vieilles, comme il l'appelait, n'a-t-elle pas ouvert la porte de l'Église d'abord, et puis celle du ciel !

Tel fut à peu près l'état de Sainte-Marie jusqu'en 1877.

L'archipel des Comores offrit au P. Lacomme encore moins de consolations spirituelles. Dans la petite île de Mohély, non seulement Iomby-Soudy ne profita pas de la présence de M. Lambert, afin de se délivrer des Arabes et de faire un pas définitif vers le catholicisme; mais il est bien difficile de la décharger du reproche d'avoir donné son consentement à la révolution qui éclata contre lui vers la fin de l'année 1867, dans les circonstances que voici. Les chefs arabes qui murmuraient depuis longtemps contre les Français, et supportaient avec peine les concessions faites par la reine à M. Lambert, profitèrent d'un voyage qu'il fit à la Réunion, pour pousser la reine à donner sa démission en faveur de son fils Mamed, âgé de douze ans, qui prit le pavillon arabe; et il fut déclaré que par suite de cette démission les engagements conclus avec M. Lambert n'avaient plus de valeur. On lui signifia en effet, à son retour de la Réunion, vers la fin d'octobre, sur le transport de l'État, l'*Indre*, qu'il ne pouvait descendre à terre, sa charte ayant cessé d'exister. M. Lambert et le commandant de l'*Indre* s'empressèrent de protester contre cette nouvelle manière d'interpréter les traités, et ce dernier annonça même aux Mohéliens, qu'il allait à Mayotte, d'où il reviendrait dans trois jours pour les châtier sévèrement, s'ils ne modifiaient au plus tôt leur décision. Trois jours après, l'*Indre* reparaissait en effet, accompagné du *Labourdonnais*, et comme les rebelles persistaient dans leur refus, le bombardement commença. Fombony fut brûlé : trente personnes environ de cette petite capitale furent tuées, le pavillon arabe fut abattu, et les huit canons de la reine tombèrent au pouvoir de nos marins, qui les enlevèrent. Les Mohéliens complètement vaincus, acceptèrent toutes les conditions des vainqueurs. Iomby offrant toujours sa démission,

on l'accepta, et elle partit aussitôt pour Zanzibar, laissant son fils Mamed roi de Mohély, sous la tutelle du ministre Amisy, qui passait pour être attaché aux Français. La grande exposition universelle de Paris attirait alors des flots de visiteurs de l'univers entier. Iomby se rendit de Zanzibar en France, où l'Empereur, apprenant sa conduite assez équivoque, refusa de la recevoir. Les Anglais furent moins difficiles, et l'accueillirent en souveraine.

Cette princesse n'était point encore de retour à Mohély, lorsque le transport *la Somme* amena par hasard le P. Lacomme et un autre de nos Pères dans cette île. *La Somme* avait ordre en se rendant de Mayotte à Nossi-Bé, de toucher à Mohély afin de porter le courrier à M. Lambert. « Le navire avait à peine mouillé, écrivait le Père compagnon du Préfet apostolique, que nous sommes descendus à terre. M. Lambert nous a reçus à bras ouverts : cet homme est vraiment bon et serviable. Il nous a parlé de sa position à Mohély, qui actuellement est un peu plus sûre, mais qui n'est pas merveilleuse, malgré le bombardement du mois de novembre 1867. Sa maison ressemble à une vraie forteresse ; ses quatre faces vous montrent des gueules de canons béants. Il est obligé de faire tout cet étalage de force, pour tenir en respect les Mohéliens, lesquels ne pouvant le faire périr par le fer, cherchent à le faire mourir par le poison. Ils ont déjà plusieurs fois tenté l'entreprise, et M. Lambert regarde comme une protection spéciale de la Providence de n'avoir point succombé. J'ai prié ce digne homme de me recueillir quelques filles mozambiques pour nos écoles ; il m'a promis de me servir le mieux du monde. Je compte sur sa parole, car déjà il nous a envoyé des garçons dont nous sommes bien contents. Dans la soirée nous sommes allés voir le petit Sultan, fils et successeur de la fameuse *Iomby*, que vos journaux vous ont appris être allée en France, et de là en Angleterre. *Mamed* est un enfant de treize ans, très éveillé. Il nous a reçus dans son palais, assis sur son trône qui est un vieux fauteuil, et appuyé sur un sabre qui est plus grand que lui. Il me semblait voir David appuyé sur le sabre de Goliath. Dès que nous sommes arrivés il s'est avançé vers nous, et nous a tendu à chacun la main avec assez de grâce ; il participe un peu à l'éducation française de sa mère. Il nous a dit qu'il était bien content d'être roi. Et comme nous avions appris qu'il avait déjà donné des signes d'un caractère très cruel,

nous lui avons recommandé d'être doux et humain à l'égard de ses peuples, lui disant que Dieu les lui avait donnés pour être leur père, et non pour en faire des esclaves. Il a promis de s'améliorer. Puisse-t-il garder sa parole ! Mais, hélas ! il est mahométan et entouré de fanatiques ; ils ne permettront jamais de faire couler sur son front l'eau sainte qui change les cœurs, et répand en eux l'esprit de charité. »

« Dès que la guerre de Prusse éclata, ajoute le P. Cazeaux dans une lettre datée du 5 avril 1872, et que l'on sut la France accablée par son ennemie, les Anglais persuadèrent facilement à Iomby revenue enfin à Mohély, que le gouvernement français se trouvant dans l'impossibilité de défendre M. Lambert, le moment était arrivé de secouer le joug. On proclame donc de nouveau la révolte contre lui, on veut qu'il quitte l'île. Mais cette fois encore, le courage du Français résiste à l'attaque des Mohéliens. A la fin pourtant, il lui aurait fallu céder, si le *Volta*, aviso à vapeur, ne fût survenu avec ses canons. La paix fut bientôt rétablie, mais elle coûta cher aux Mohéliens. Un fort, assez bien conditionné et même pourvu d'armes, disparut, détruit par le feu de l'aviso ; de la ville, il ne resta plus que des ruines ; les plus coupables des révoltés furent conduits à la Réunion. Il n'en fallait pas davantage. La soumission fut complète, et très sincère la réconciliation de la reine avec M. Lambert ; aussi, est-ce de cœur qu'elle nous reçoit aujourd'hui, M. Lagougine, commandant du d'*Assas*, et moi.

Le salon de réception est une grande salle où sont rangés, à droite et à gauche de la reine, quelques fauteuils et quelques chaises. Sa Majesté, le visage à demi recouvert par le masque arabe, est assise sur un sofa de soie rouge, qui lui sert de trône. Le commandant Lagougine prend sa place à sa droite, je m'assieds à sa gauche, et les autres se rangent à notre suite. La conversation s'engage ; la reine parle bien le français et se trouve parfaitement à l'aise au milieu de nous. Elle me donnait le nom de Père ; on sentait en effet qu'elle s'adressait à un missionnaire. Après avoir parlé d'affaires avec M. le commandant du d'*Assas*, elle se tourna vers moi, et me demanda à plusieurs reprises des nouvelles du P. Finaz, des autres Pères qu'elle a connus et des Sœurs de Mayotte. Elle me parut s'intéresser beaucoup aux succès de notre mission de Madagascar. »

Le P. Cazeaux s'occupa ensuite des quelques chrétiens, engagés de M. Lambert qu'il était venu visiter ; et par lesquels il fut parfaitement accueilli. « Quoi d'étonnant, ajoute le missionnaire ; ces pauvres gens voient le prêtre si rarement, faute de communications régulières ! »

Un an environ après cette visite, le 22 septembre 1873, M. Lambert terminait dans cette île, privée de tout secours religieux, son aventureuse carrière. Il aima sincèrement la France : il chercha à établir la religion de sa patrie à Madagascar et à Mohély. Espérons que son zèle aura fait pencher la balance en sa faveur au tribunal de Dieu. Quant à Íomby elle a régné en musulmane dans son île, jusqu'à ces dernières années, date de sa mort.

Que dire de Mayotte, sous la Préfecture apostolique du P. Lacomme, sinon que cette terre, ingrate à l'Évangile dès les commencements de la Mission, fut ingrate jusqu'à la fin? Aucun progrès notable ni dans l'évangélisation de ses habitants païens, trop *arabisés* pour recevoir la pure doctrine de Jésus-Christ, ni dans ses écoles toujours composées de petits Africains rachetés de l'esclavage, et pour la plupart impropres à toute culture intellectuelle à partir de douze ans, ni enfin dans le matériel lui-même de ses églises, ses maisons d'école et autres bâtiments de la Mission, laissés par l'administration française dans un état de délabrement de plus en plus complet, jusqu'au jour où la Compagnie de Jésus abandonna cette île au zèle des Pères du Saint-Cœur-de-Marie. Telle fut Mayotte au point de vue des progrès de la Mission de 1866 à 1878. Comme nous ne voudrions cependant en aucune façon égarer la bonne foi de nos lecteurs, nous reproduirons ici deux lettres, l'une du P. Cazeaux, l'autre du P. Lacomme, d'après lesquelles, malgré quelques redites que nous les prions de supporter, ils pourront juger facilement cette île tant au physique qu'au moral.

Commençons par la lettre du P. Cazeaux au P. Provincial de Toulouse :

« Mayotte a pour population les blancs d'abord, qui ne sont autres que les employés du gouvernement, et les concessionnaires ; les Arabes, dont nous parlerons plus bas, des Malgaches et enfin des Makoas ou noirs de la côte d'Afrique, mozambiques et autres. Je n'ai pas besoin de vous parler des blancs. Vous devinez ce qu'ils sont et ce qu'ils valent; très bienveillants du reste à notre égard, ils ne feront rien pour nous contrarier, mais il ne feront pas un pas pour seconder

notre action. Les Malgaches sont les meilleurs sous tous rapports. Ils sont bons travailleurs,intelligents, plus expansifs et moins corrompus. Auprès d'eux le bien serait facile, s'ils n'étaient pas si disséminés et si mal entourés. Leur caractère sympathise facilement avec celui des Européens; aussi aiment-ils à se rapprocher d'eux. Outre leur caractère, il pourrait y avoir une autre raison: c'est qu'ils sont ici une race vaincue par les Arabes, et ils voient des amis dans les Européens. Du reste les intérêts bien entendus de la colonie demanderaient qu'on les favorisât. Loin de là, on semble tout faire pour les décourager et les éloigner. S'ils demandent des concessions, on les leur refusé pour les donner aux Arabes, qui laissent leurs terres en friche. Eux du moins feraient valoir les terres et s'attacheraient sincèrement à la France: mais cette espèce de mépris les oblige à quitter l'île, et ils privent ainsi la colonie d'un des éléments les plus sûrs et les plus avantageux.

L'ignorance, l'abrutissement, l'apathie sont l'apanage des Makoas, nègres venus des côtes d'Afrique. Encore enfant le Makoa montre quelque disposition, mais dès l'âge de douze ans, toutes ses capacités sont remplies et nous voilà au *nec plus ultra* de son développement. Tout ce que vous lui enseignez est bientôt oublié. Quand vous parlez, il a l'air de comprendre, il répétera même; revenez deux jours après,c'est comme s'il n'avait jamais entendu parler de rien. N'allez pas croire que ce soit seulement pour les matières de l'esprit; pour le service ordinaire vous êtes obligé d'enseigner vingt fois les mêmes choses avant qu'il puisse parvenir à les comprendre. Que faire avec de pareilles natures? Vous n'éprouverez pas de résistance, et pourvu qu'ils n'aient pas trop à se déranger, ils se laisseront instruire; mais ils n'en valent guère mieux après qu'avant.

J'estime que le plus grand obstacle à la Mission ce sont les Arabes. Ce qu'ils sont ailleurs, ils le sont ici. Comme le démon a bien réussi à incarner son esprit en eux! Dans leurs relations ordinaires vous les prendriez pous les hommes les mieux civilisés. Ils saluent le prêtre, causent volontiers avec lui, parleront même de Dieu et de la nécessité de la prière. Sous ce rapport bien des chrétiens ont de quoi rougir. Vous les voyez sans honte faire publiquement leurs ablutions, leurs prostrations et gestes divers qui accompagnent leurs prières. Même ils sont rigides observateurs de leurs lois, au moins ostensiblement. Mais toute leur sainteté consiste dans cet extérieur. Ne comptez pas

sûr la probité ; je crois que tromper un chrétien, c'est une vertu pour eux. Le fanatisme donne aux Arabes un grand esprit de prosélytisme ; et l'influence, dont ils jouissent, en fait un des plus grands obstacles au succès de la Mission. Agir auprès d'eux est chose impossible. Les Muphtys sont immédiatement là, se mettant à la traverse. Si quelque Arabe obéissant à la voix de sa conscience embrassait le christianisme, il serait sûr d'être emprisonné sous peu. C'est ce qui arrête plusieurs catéchumènes. L'esprit arabe est dominant dans l'île. L'organisatioı vicieuse des villages l'entretient et assure son influence. L'administration loin de le combattre lui réserve ses faveurs. Ainsi, toutes les places subalternes sont pour les Arabes : la police, les emplois de facteur, etc. Bien plus un Arabe aura toujours raison contre un blanc. De là résultent des taquineries, des mesures arbitraires, qui ont indisposé et finissent d'indisposer tous les esprits droits. Si ce système antipolitique et si opposé aux intérêts de la colonie durait, l'on verrait bientôt toute la prospérité disparaître. Les colons n'y tiendraient pas. Les Arabes se sentant soutenus ne reculent devant aucun moyen : ils éloignent de nos écoles non seulement les enfants arabes, mais les enfants malgaches, mozambiques et autres. De plus ils suscitent des embarras à nos enfants chrétiens déjà établis : comme ceux-ci sont apathiques naturellement et sans énergie, ils cèdent assez facilement à la crainte et aux promesses. C'est contre cet écueil que nous avons le plus de peine à les préserver. Priez Dieu de nous venir en aide. »

Voici maintenant la lettre du P. Lacomme, qui pour être un peu moins sombre que la précédente, ne détruit rien néanmoins des assertions du P. Cazeaux.

30 *mai* 1866. — « Me voici à Mayotte depuis quelques jours, non que des motifs pressants m'y aient attiré, car tout y va à l'ordinaire ; mais je tenais à voir cette partie de ma Mission que je ne connaissais pas encore, et j'avais du reste des affaires à traiter avec le commandant supérieur qui, comme vous savez, y fait sa résidence. Si vous interrogez vos souvenirs, vous vous rappellerez sans doute ce que vous racontaient de ce pays-ci nos missionnaires qui l'avaient habité. L'aspect en semblait varier, selon le point de vue quelquefois, et quelquefois aussi selon l'imagination du peintre. Or vous savez que je ne suis ni peintre ni poète ; et que je vois et juge de la manière la

plus prosaïque. Je pense donc que Mayotte est un joli pays, plein d'avenir agricole, à mesure que l'on desséchera les marais et que l'on cultivera les terres ; ce qui déjà est en grand mouvement. L'îlot est une vraie petite perle au milieu des nombreux petits îlots qui cernent la grande île comme d'une couronne. Et le mont Sapéré avec ses forêts, et le mont Ouchanghy avec ses crêtes, et cent autres pitons avec leurs variétés, donnent au pays l'aspect le plus charmant ; et tout d'abord on accuse de calomniateurs les mauvais rapports que l'on a entendus sur Mayotte. Mais quand les premières impressions sont passées, et que l'on songe qu'au fond de ces magnifiques vallées, et sous ces frais et délicieux ombrages, habite en permanence la cruelle fièvre, comme une lionne dans son antre, toujours prête à vous dévorer, je vous assure que le sentiment se resserre dans le cœur, et je ne sais quel air de jaunisse se répand sur tout votre corps. Voilà pour Mayotte vu au physique, qui n'est pas tout à fait l'emblème du moral. Car, l'on est assez mal impressionné tout d'abord en voyant une population arabe ou arabisée. Mais aussi l'on est un peu soulagé de trouver par-ci par-là quelques habitations de chrétiens, et quelques âmes fidèles, comme qui dirait des oasis dans de vastes déserts. Mahomet règne exclusivement dans l'île, et ce n'est que tout doucement et pas à pas que la religion de Jésus-Christ s'y implante. Il faudrait, je vous assure, une bonne légion d'anges pour refouler dans leurs derniers retranchements ces prosélytes du prophète. Mais vous savez que tels ne sont pas les moyens dont Dieu se sert pour établir son règne en ce monde. Il frappe à la porte, et il attend qu'on lui ouvre ; il arbore son drapeau et il attend qu'on vienne à lui. Or comme ce drapeau, c'est la croix qui cache les fleurs sous les épines, il n'est pas étonnant qu'on n'y accoure pas en foule. L'école, voilà notre grande œuvre ici ! Il en est déjà sorti plusieurs ménages chrétiens, et elle continuera à être, nous l'espérons, une source de recrutement pour la milice de Jésus-Christ. L'élément arabe est très fort ici, nous ne saurions en douter. Mais une goutte d'eau qui tombe continuellement finit par renverser les forteresses les plus formidables. Ainsi fera, j'espère, notre tout humble école de Mamozo, qui est, comme vous le savez, l'objet de toute l'affection du bon P. Rebreyrend. La fièvre ne l'a pas épargné, ce cher Père, non plus que les RR. PP. Bobillier et Piras. Mais voici la belle saison qui leur a déjà prodigué ses faveurs ; car je les

ai trouvés en prospérité et surtout en belle gaîté ; ce qui m'a fait beaucoup de plaisir, et vous pensez bien que je ne suis pas venu la refouler ni la diminuer, mais bien lui imprimer, si je puis le dire, une nouvelle expansion. Le beau verger qui se trouve à Mamozo ! quels beaux avocats ! quels suaves ates ! quels doux ananas ! etc., etc. Et les mangues qui viennent de finir, y sont, dit-on, de la meilleure espèce. Aussi notre Mamozo fait-il envie à tout le monde. »

Le P. Lacomme écrivait quelques mois plus tard.

« Dans le désir de me rendre compte de cette mission de Mayotte, je me suis mis à l'étudier, et j'ai trouvé qu'elle comptait 265 chrétiens indigènes ou quasi indigènes parmi lesquels 120 enfants à l'école. Des 143 qui ne sont pas à l'école les deux tiers sont mauvais ; l'autre tiers est passable. J'ai été vraiment surpris de trouver si peu de ferveur même parmi les familles sorties de l'école depuis peu. Le dimanche matin on ne se fait pas scrupule de manquer à la messe, bien que l'on se trouve à peu de distance de l'église ; et le soir c'est à peine si quelqu'un vient au salut. Il y a abstention aussi bien de la part des femmes que des hommes. Je n'ai reconnu parmi ces chrétiens aucun zèle pour la conversion des païens parmi lesquels ils vivent, et dont ils ne partagent que trop les amusements et les manières d'agir. Presque tous les païens sont arabisés. C'est à peine si j'ai pu obtenir que cinq à six d'entre eux vinssent au catéchisme. Il y a une répulsion générale pour le baptême. Nous ne savons comment nous y prendre pour empêcher nos chrétiens de Mamozo d'avoir commerce avec les Arabes. »

Mais laissons Mamozo et son délicieux verger, Mayotte et ses difficultés mêlées d'agréments, afin de nous occuper plus spécialement de la vraie Mission du P. Lacomme, je veux dire l'île de Nossi-Bé, son séjour préféré et la portion la mieux cultivée de sa préfecture, et où il sut, par sa bonté et ses industries, récolter plus qu'ailleurs ces fruits apostoliques que son cœur ambitionnait de préférence à tous les autres. Si jamais Nossi-Bé fit quelques progrès dans la foi de Jésus-Christ, on peut dire que ce fut pendant l'administration religieuse du P. Lacomme. Écoles à entretenir et à développer, paroisse chrétienne à augmenter et à diriger, mission à donner soit aux infidèles de l'île, soit à ceux de la Grande Terre, son zèle embrassa tout avec ardeur, et en poursuivit l'exécution avec une

admirable constance, malgré mille épreuves, qui lui vinrent tantôt de la Providence et tantôt de la malice des hommes. Un mot sur chacun de ces points donnera, croyons-nous, une idée plus claire, à nos lecteurs, de ce que fut Nossi-Bé de 1868 à 1877, que si nous suivions d'année en année l'histoire des rares événements religieux dignes de quelque remarque, qui se passèrent dans cette île.

« Nos écoles, écrivait le P. Barbe au P. Provincial, le 25 mai 1869, sont en pleine prospérité. Depuis l'année dernière, le nombre des élèves tant filles que garçons, s'est presque doublé. Demandez au Rèv. P. Supérieur surtout, ce que lui a coûté de démarches et de peines un semblable accroissement. Il y a quelques années, il était impossible de soutenir nos classes avec les enfants malgaches seulement. Les parents refusaient de nous les confier. Outre l'action invisible de l'ennemi de tout bien, qui s'agite ici autant que partout ailleurs, les parents avaient et ont encore des raisons vraies et des motifs fondés, pour justifier leur conduite. Notez d'abord qu'ils aiment éperdument leurs enfants ; c'est une bonne chose, pourvu qu'elle ne soit pas portée à l'excès. Ensuite quand ils s'en séparent, c'est pour longtemps et quelquefois pour toujours, quoiqu'on leur permette de venir les voir aussi souvent qu'ils le veulent. Une fois entrés chez nous, ces pauvres enfants ne nous quittent plus ordinairement, si ce n'est lorsqu'on les a mariés. Il faut agir de la sorte, sous peine de ne pas faire grand chose pour le bien de la Mission. Il n'y a donc rien d'étonnant que les parents hésitent un peu à nous abandonner leurs enfants. Ajoutons à cela que les enfants eux-mêmes sont fous de leur liberté, et lui sacrifieraient volontiers tous les avantages de la religion et de la civilisation, qu'ils ne connaissent pas encore. Ainsi j'avais un peu raison de dire qu'il fallait comme une espèce de petit miracle pour amener ces enfants chez nous. Une fois venus chez les Pères ou chez les Sœurs, après quelques jours d'un inévitable ennui, ils suivent sans trop de peine les exercices de la communauté. Plus habitués à ce régime, ils paraissent contents, et montrent plus par leurs actions que par leurs paroles, qu'ils sont tout à fait heureux de leur nouvelle vie. Je voudrais, mon Rèv. Père, que vous puissiez contempler, pendant quelques instants, la nombreuse division du F. Soula. Elle se compose d'environ quatre-vingt-dix élèves. Je mets en fait qu'il n'y a pas, dans un seul collège de France, une communauté où il y ait plus

de régularité. Priez que cela dure longtemps et même toujours. Je ne dis rien du bon esprit de ces enfants, il laisse peu à désirer. Quant à leur piété, jugez si elle est édifiante par ce seul trait. Nous faisons actuellement, selon l'usage de la Compagnie, les six dimanches de saint Louis de Gonzague. Eh bien, je crois que tous ceux qui ont fait leur première communion, s'approchent chaque dimanche de la sainte Table. S'il y a quelques exceptions, elles sont fort rares et je ne les connais pas. Les enfants des Sœurs donnent aussi de bons exemples de piété : souvent parmi elles la communion est générale. Durant la neuvaine de saint Joseph, chacune a voulu faire une ou deux fois la sainte communion, pour se préparer à cette fête. Pendant le mois de Marie 1869, deux, trois et même quatre d'entre elles s'approchent de la sainte Table, tous les jours, en l'honneur de la sainte Vierge. Le mois de Marie se fait ici avec un élan, une pompe et un empressement que plusieurs des meilleures paroisses de France pourraient nous envier. Des personnes qui ne mettent pas pour l'ordinaire le pied à l'église, assistent régulièrement à ces saints exercices. Le mois de saint Joseph a été aussi bien célébré. Il y a eu une petite retraite, comme préparation à la fête. Le 19 mars, avait lieu la première communion d'une trentaine de personnes. »

Le P. Lacomme écrivait de son côté, dans cette même année 1869, aux petits apostoliques de l'école d'Avignon :

« Nos élèves sont de provenances diverses. Les uns viennent d'eux-mêmes, avec le consentement des parents, d'autres nous ont été donnés, d'autres ont été acquis par nous à prix d'argent.

Ceux qui nous sont donnés sont nés d'ordinaire un jour néfaste, le mardi, par exemple; ou bien les parents leur ont reconnu un défaut de conformation, ou une marque qui fait présager quelque malheur pour eux-mêmes ; ou encore les sorciers, qui sont fort redoutés ici, ont jeté sur eux un mauvais sort. Ces enfants, étant condamnés à disparaître, nous sommes heureux si nous pouvons en recueillir quelques-uns. Il est même arrivé que, devenus entre le père et la mère un objet de litige, ils ont été livrés aux missionnaires par les parents eux-mêmes.

Zanzibar est dans ces parages le grand marché aux esclaves. Les Arabes qui se livrent à cet odieux trafic en rapportent, à pleins boutres, des cargaisons humaines qu'ils vendent sur la côte Ouest de Ma-

dagascar. Ces Africains sont achetés, soit par les Malgaches, qui sont très fiers d'avoir des esclaves, soit même par les blancs, qui, après dix ans de jouissance légale, sont tenus de leur rendre la liberté. C'est parmi ces pauvres exportés que nous avons l'occasion de racheter quelques enfants, à des prix comparativement assez élevés.

Plusieurs de nos élèves nous sont venus dans des circonstances fort extraordinaires, que Dieu a fait surgir pour assurer le salut de ces pauvres âmes. Il y a quelques années, un négrier s'étant entendu avec un chef malgache pour faire son chargement à bon marché, se rendit avec lui sur la côte Nord-Est de Madagascar, en face d'un gros village dont la population était sans défiance. Pendant la nuit, le chef malgache sort des flancs du navire avec sa troupe, cerne le village endormi, et fait prisonniers bon nombre d'hommes, de femmes et d'enfants. L'éveil étant donné, le pirate ne pouvait plus espérer fortune de ce côté-là : il revint sur la côte Ouest pour achever son chargement. Le commandant de Nossi-Bé envoya un vapeur à la poursuite du navire, qui fut capturé. Les Malgaches furent élargis; mais les plus jeunes enfants, à la demande des parents, furent placés dans nos écoles, quelques-uns s'y trouvent encore. Tous sont devenus chrétiens; bonheur qu'ils n'auraient pas eu dans leur pays privé de missionnaires.

Peut-être êtes-vous tentés maintenant de me demander quel est le savoir de nos écoliers malgaches.

D'abord il est entendu qu'il ne sera pas question de latin ni de grec, pas davantage d'algèbre ni de géométrie. Mais, interrogez sur le catéchisme, depuis la première page jusqu'à la dernière, et l'on vous répondra. Ouvrez un livre, le premier venu, et vous trouverez plusieurs de nos élèves qui le liront couramment. Dictez-leur quelques phrases, non des plus complexes, et vous recevrez une copie assez bien écrite, sans trop de fautes d'orthographe. Vous pouvez leur demander une addition, une soustraction, une multiplication, même une division; ils vous donneront assez promptement la somme, le reste, le produit et le quotient.

Si vous aimez le chant, venez assister à un de nos saluts. Après la première impression de curiosité causée par l'accent malgache, et par la dureté des voix, vous vous sentirez émus et attendris en reconnaissant des airs et des paroles que vous avez mille fois entendus

en France. Sous la direction d'un ancien élève de l'école, nous avons organisé une musique instrumentale qui commence à exécuter passablement quelques morceaux. J'aurais voulu que vous eussiez été là, pour en juger, lorsque nous eûmes l'honneur d'être visités, il y a deux mois, par le commandant en chef de la station navale, et plus tard aux fêtes de Noël; vous auriez été émerveillés de voir des cornets, des trombones et autres instruments dont j'ignore même les noms, si bien ajustés entre ces grosses mains malgaches, qu'on serait tenté de ne croire propres qu'à tenir la bêche et la pioche.

La bêche et la pioche, le rabot, l'aiguille et le ciseau, ils les manient en effet tour à tour, ainsi que la plume, les instruments et les jouets. Chaque jour, matin et soir, il y a un peu de temps consacré aux travaux manuels, sans compter une journée entière par semaine, que l'on passe à la campagne, à sarcler le manioc, le maïs, les arachides, le café et d'autres productions utiles. Mais ce travail est une vraie récréation, surtout quand ils songent que le soir ils rentreront à l'établissement, chargés de cannes à sucre, ou de fruits dont ils pourront disposer à leur gré.

Une école, une pension, un collège, cela suppose toujours des vacances et des congés. Dernièrement, nos jeunes Malgaches avaient un jour de congé. Grâce à la bienveillance de M. le commandant qui nous avait prêté son grand canot, ils se rendaient à l'île Sakatia riche en gibier de toute sorte : oiseaux, fanihis (grosses chauves-souris), chèvres et bœufs sauvages, cerfs même, rien n'y manque, outre les mille variétés de poissons qu'on trouve près du rivage.

La journée fut magnifique, et les produits de la pêche et de la chasse furent abondants. Je vis rentrer le soir nos élèves chargés de poisson et de gibier, le tout couronné par une énorme chèvre sauvage que deux hommes avaient peine à porter.

Je ne saurais passer sous silence l'anecdote qui suivit le congé. Dans la nuit, il y eut un grand orage à Hellville, avec des coups de tonnerre épouvantables, tels qu'il s'en fait entendre ici de temps en temps dans cette saison. La foudre tomba même sur le mât de pavillon et aussi sur le mât du grand canot qui avait porté notre monde au lieu du congé. Le lendemain, grande rumeur parmi les Malgaches : « Cela n'est pas étonnant, disaient-ils, ils ont tué des *vorom-baratra* (oiseau du tonnerre)! » Ce qui était vrai. Or, c'est che-

eux une opinion très enracinée que le tonnerre gronde alors, et qu'il frappe les endroits où se trouve même une plume de cet oiseau. »

Ainsi parlait le P. Lacomme en 1869.

Les écoles augmentèrent encore les années suivantes. Vers 1873 le nombre des garçons atteignit cent trente et le dépassa bientôt. Celui des filles ne fut pas de beaucoup inférieur. Et ces chiffres se maintinrent à peu près de la sorte jusqu'à l'année 1879, époque de notre départ de cette Mission. Par ses écoles et ses ateliers Nossi-Bé remplaça donc alors la Ressource, ou fut du moins la plus parfaite image de l'établissement malgache, créé à Bourbon par le P. Jouen.

En toute Mission, la fin de l'instruction donnée aux indigènes est de former des chrétiens, dignes d'être inscrits un jour au rang des apôtres du Seigneur, ou de devenir du moins, par le sacrement de mariage, de bons pères et de bonnes mères de famille. Nossi-Bé au premier de ces points de vue peut revendiquer la gloire d'avoir donné à la Mission son premier prêtre malgache. L'enfant que M. Dalmond en 1846 avait envoyé tout jeune à la Ressource, le fils du chef Linta, Basilide Rahidy revenait, après une longue formation subie à la Ressource, à Tananarivo et en France, revoir son pays; mais il revenait prêtre. Aussi quelle joie dans l'école et parmi tous les chrétiens de cette île, lorsque le 17 juin 1874, le navire qui l'apportait mouilla à Hellville. « Une foule de chrétiens, dit le P. Lacomme, parmi lesquels quelques-uns de ses parents sont venus l'attendre à la Mission ou sur la jetée du rivage. Tous avaient revêtu leurs habits de fête. N'était-ce pas une fête, en effet, pour ce peuple, d'entendre et de voir cet *ampijoro* (prêtre), le premier que les îles malgaches aient jamais donné? Et c'était à Nossi-Bé qu'en revenait la gloire! Beaucoup semblaient aussi se demander si, étant prêtre, il était encore Malgache, ou si, étant Malgache, il était vraiment prêtre. Ce qui est sûr, c'est qu'on l'a reçu avec autant de respect que d'amitié.

Depuis le moment de son arrivée jusqu'au soir, les visiteurs ont afflué à la Mission. Ils ont pu se convaincre, à leur grande joie, que leur ancien prince, bien qu'il soit devenu *vazaha* (blanc, européen), est resté Malgache, et que, loin d'avoir renié sa nation, il l'aime plus que jamais. Ce jour même, il est allé présider la prière du soir dans la petite chapelle du village de nos chrétiens. Vous pouvez penser avec quels sentiments il a été accueilli par les habitants, surtout par

son frère et par son parrain, qui se trouvaient là. Sa vieille mère l'avait attendu longtemps à Nossi-Bé. Ne le voyant pas arriver le mois dernier, elle s'en était retournée chez elle. Elle va se hâter de revenir pour recevoir sa bénédiction. Toute la journée d'hier, les visites n'ont pas cessé. Après qu'il eut parlé en public, les Malgaches disaient: « Tout le monde l'a compris. Et ce n'est pas seulement avec la langue et avec les lèvres qu'il parle, c'est surtout avec son cœur. »

Pour les Malgaches, le P. Rahidy est à la fois *ampanjaka* (roi) et *ampijoro* (prêtre). Nos blancs aussi le voient avec plaisir ; ils s'étonnent que de la race malgache il ait pu sortir un homme comme lui. Je suis persuadé que le passage du premier prêtre malgache fera beaucoup de bien par ici. »

C'est ce qui eut lieu en effet. La vue du P. Basilide Rahidy développa singulièrement l'attrait que quelques élèves de l'école ressentaient déjà pour la vie sacerdotale. Deux de ses neveux, partirent bientôt après pour l'école apostolique fondée à Tananarivo vers cette époque. Un autre élève fut dirigé sur celle de Bordeaux. Sur ces trois enfants l'un se trouve encore aujourd'hui au noviciat de la Compagnie ; un autre est Frère des écoleschrétiennes. Le troisième, quittant les études cléricales, s'est marié à Nossi-Bé. Et c'est ordinairement ainsi, par la voie du mariage, que s'est terminée, à Nossi-Bé, aussi bien qu'à la Ressource et à Tananarivo, l'éducation des enfants de nos écoles. Comment pourrait-il en être autrement, à moins d'une grâce exceptionnelle ? La sève sacerdotale ou religieuse ne vient bien ordinairement que sur un terrain de foi antique et de mœurs pures. Il faut, chez un peuple barbare, former la famille, avant de former le prêtre. Heureux encore les missionnaires qui ne sont pas condamnés, comme ceux de Madagascar, à voir périr, sous le souffle de la superstition des ancêtres et du concubinage public, les fruits les plus précieux de leurs travaux ! Si le P. Lacomme n'eut pas toujours ce bonheur, il eut du moins celui de voir sortir du sein de ses écoles un grand nombre de ménages, qui unis à ceux de la Ressource, développèrent grandement le germe de paroisse établi déjà à Nossi-Bé par ses prédécesseurs.

Écoutons-le rendre compte au directeur de la Sainte-Enfance, de la célébration de plusieurs mariages des enfants de son école en 1873. « Il y a quelques jours, dit-il, le 30 septembre, nous faisions, au sein de notre chrétienté, une fête de famille où présidait la religion aussi bien

notre action. Les Malgaches sont les meilleurs sous tous rapports. Ils sont bons travailleurs, intelligents, plus expansifs et moins corrompus. Auprès d'eux le bien serait facile, s'ils n'étaient pas si disséminés et si mal entourés. Leur caractère sympathise facilement avec celui des Européens; aussi aiment-ils à se rapprocher d'eux. Outre leur caractère, il pourrait y avoir une autre raison: c'est qu'ils sont ici une race vaincue par les Arabes, et ils voient des amis dans les Européens. Du reste les intérêts bien entendus de la colonie demanderaient qu'on les favorisât. Loin de là, on semble tout faire pour les décourager et les éloigner. S'ils demandent des concessions, on les leur refuse pour les donner aux Arabes, qui laissent leurs terres en friche. Eux du moins feraient valoir les terres et s'attacheraient sincèrement à la France: mais cette espèce de mépris les oblige à quitter l'île, et ils privent ainsi la colonie d'un des éléments les plus sûrs et les plus avantageux.

L'ignorance, l'abrutissement, l'apathie sont l'apanage des Makoas, nègres venus des côtes d'Afrique. Encore enfant le Makoa montre quelque disposition, mais dès l'âge de douze ans, toutes ses capacités sont remplies et nous voilà au *nec plus ultra* de son développement. Tout ce que vous lui enseignez est bientôt oublié. Quand vous parlez, il a l'air de comprendre, il répétera même; revenez deux jours après, c'est comme s'il n'avait jamais entendu parler de rien. N'allez pas croire que ce soit seulement pour les matières de l'esprit; pour le service ordinaire vous êtes obligé d'enseigner vingt fois les mêmes choses avant qu'il puisse parvenir à les comprendre. Que faire avec de pareilles natures? Vous n'éprouverez pas de résistance, et pourvu qu'ils n'aient pas trop à se déranger, ils se laisseront instruire; mais ils n'en valent guère mieux après qu'avant.

J'estime que le plus grand obstacle à la Mission ce sont les Arabes. Ce qu'ils sont ailleurs, ils le sont ici. Comme le démon a bien réussi à incarner son esprit en eux! Dans leurs relations ordinaires vous les prendriez pous les hommes les mieux civilisés. Ils saluent le prêtre, causent volontiers avec lui, parleront même de Dieu et de la nécessité de la prière. Sous ce rapport bien des chrétiens ont de quoi rougir. Vous les voyez sans honte faire publiquement leurs ablutions, leurs prostrations et gestes divers qui accompagnent leurs prières. Même ils sont rigides observateurs de leurs lois, au moins ostensiblement. Mais toute leur sainteté consiste dans cet extérieur. Ne comptez pas

sûr la probité ; je crois que tromper un chrétien, c'est une vertu pour eux. Le fanatisme donne aux Arabes un grand esprit de prosélytisme ; et l'influence, dont ils jouissent, en fait un des plus grands obstacles au succès de la Mission. Agir auprès d'eux est chose impossible. Les Muphtys sont immédiatement là, se mettant à la traverse. Si quelque Arabe obéissant à la voix de sa conscience embrassait le christianisme, il serait sûr d'être emprisonné sous peu. C'est ce qui arrête plusieurs catéchumènes. L'esprit arabe est dominant dans l'île. L'organisatioı vicieuse des villages l'entretient et assure son influence. L'administration loin de le combattre lui réserve ses faveurs. Ainsi, toutes les places subalternes sont pour les Arabes : la police, les emplois de facteur, etc. Bien plus un Arabe aura toujours raison contre un blanc. De là résultent des taquineries, des mesures arbitraires, qui ont indisposé et finissent d'indisposer tous les esprits droits. Si ce système antipolitique et si opposé aux intérêts de la colonie durait, l'on verrait bientôt toute la prospérité disparaître. Les colons n'y tiendraient pas. Les Arabes se sentant soutenus ne reculent devant aucun moyen : ils éloignent de nos écoles non seulement les enfants arabes, mais les enfants malgaches, mozambiques et autres. De plus ils suscitent des embarras à nos enfants chrétiens déjà établis : comme ceux-ci sont apathiques naturellement et sans énergie, ils cèdent assez facilement à la crainte et aux promesses. C'est contre cet écueil que nous avons le plus de peine à les préserver. Priez Dieu de nous venir en aide. »

Voici maintenant la lettre du P. Lacomme, qui pour être un peu moins sombre que la précédente, ne détruit rien néanmoins des assertions du P. Cazeaux.

30 *mai* 1866. — « Me voici à Mayotte depuis quelques jours, non que des motifs pressants m'y aient attiré, car tout y va à l'ordinaire ; mais je tenais à voir cette partie de ma Mission que je ne connaissais pas encore, et j'avais du reste des affaires à traiter avec le commandant supérieur qui, comme vous savez, y fait sa résidence. Si vous interrogez vos souvenirs, vous vous rappellerez sans doute ce que vous racontaient de ce pays-ci nos missionnaires qui l'avaient habité. L'aspect en semblait varier, selon le point de vue quelquefois, et quelquefois aussi selon l'imagination du peintre. Or vous savez que je ne suis ni peintre ni poète ; et que je vois et juge de la manière la

plus prosaïque. Je pense donc que Mayotte est un joli pays, plein d'avenir agricole, à mesure que l'on desséchera les marais et que l'on cultivera les terres ; ce qui déjà est en grand mouvement. L'îlot est une vraie petite perle au milieu des nombreux petits îlots qui cernent la grande île comme d'une couronne. Et le mont Sapéré avec ses forêts, et le mont Ouchanghy avec ses crêtes, et cent autres pitons avec leurs variétés, donnent au pays l'aspect le plus charmant ; et tout d'abord on accuse de calomniateurs les mauvais rapports que l'on a entendus sur Mayotte. Mais quand les premières impressions sont passées, et que l'on songe qu'au fond de ces magnifiques vallées, et sous ces frais et délicieux ombrages, habite en permanence la cruelle fièvre, comme une lionne dans son antre, toujours prête à vous dévorer, je vous assure que le sentiment se resserre dans le cœur, et je ne sais quel air de jaunisse se répand sur tout votre corps. Voilà pour Mayotte vu au physique, qui n'est pas tout à fait l'emblème du moral. Car, l'on est assez mal impressionné tout d'abord en voyant une population arabe ou arabisée. Mais aussi l'on est un peu soulagé de trouver par-ci par-là quelques habitations de chrétiens, et quelques âmes fidèles, comme qui dirait des oasis dans de vastes déserts. Mahomet règne exclusivement dans l'île, et ce n'est que tout doucement et pas à pas que la religion de Jésus-Christ s'y implante. Il faudrait, je vous assure, une bonne légion d'anges pour refouler dans leurs derniers retranchements ces prosélytes du prophète. Mais vous savez que tels ne sont pas les moyens dont Dieu se sert pour établir son règne en ce monde. Il frappe à la porte, et il attend qu'on lui ouvre ; il arbore son drapeau et il attend qu'on vienne à lui. Or comme ce drapeau, c'est la croix qui cache les fleurs sous les épines, il n'est pas étonnant qu'on n'y accoure pas en foule. L'école, voilà notre grande œuvre ici ! Il en est déjà sorti plusieurs ménages chrétiens, et elle continuera à être, nous l'espérons, une source de recrutement pour la milice de Jésus-Christ. L'élément arabe est très fort ici, nous ne saurions en douter. Mais une goutte d'eau qui tombe continuellement finit par renverser les forteresses les plus formidables. Ainsi fera, j'espère, notre tout humble école de Mamozo, qui est, comme vous le savez, l'objet de toute l'affection du bon P. Rebreyrend. La fièvre ne l'a pas épargné, ce cher Père, non plus que les RR. PP. Bobillier et Piras. Mais voici la belle saison qui leur a déjà prodigué ses faveurs ; car je les

ai trouvés en prospérité et surtout en belle gaîté ; ce qui m'a fait beaucoup de plaisir, et vous pensez bien que je ne suis pas venu la refouler ni la diminuer, mais bien lui imprimer, si je puis le dire, une nouvelle expansion. Le beau verger qui se trouve à Mamozo ! quels beaux avocats ! quels suaves ates ! quels doux ananas ! etc., etc. Et les mangues qui viennent de finir, y sont, dit-on, de la meilleure espèce. Aussi notre Mamozo fait-il envie à tout le monde. »

Le P. Lacomme écrivait quelques mois plus tard.

« Dans le désir de me rendre compte de cette mission de Mayotte, je me suis mis à l'étudier, et j'ai trouvé qu'elle comptait 265 chrétiens indigènes ou quasi indigènes parmi lesquels 120 enfants à l'école. Des 143 qui ne sont pas à l'école les deux tiers sont mauvais ; l'autre tiers est passable. J'ai été vraiment surpris de trouver si peu de ferveur même parmi les familles sorties de l'école depuis peu. Le dimanche matin on ne se fait pas scrupule de manquer à la messe, bien que l'on se trouve à peu de distance de l'église ; et le soir c'est à peine si quelqu'un vient au salut. Il y a abstention aussi bien de la part des femmes que des hommes. Je n'ai reconnu parmi ces chrétiens aucun zèle pour la conversion des païens parmi lesquels ils vivent, et dont ils ne partagent que trop les amusements et les manières d'agir. Presque tous les païens sont arabisés. C'est à peine si j'ai pu obtenir que cinq à six d'entre eux vinssent au catéchisme. Il y a une répulsion générale pour le baptême. Nous ne savons comment nous y prendre pour empêcher nos chrétiens de Mamozo d'avoir commerce avec les Arabes. »

Mais laissons Mamozo et son délicieux verger, Mayotte et ses difficultés mêlées d'agréments, afin de nous occuper plus spécialement de la vraie Mission du P. Lacomme, je veux dire l'île de Nossi-Bé, son séjour préféré et la portion la mieux cultivée de sa préfecture, et où il sut, par sa bonté et ses industries, récolter plus qu'ailleurs ces fruits apostoliques que son cœur ambitionnait de préférence à tous les autres. Si jamais Nossi-Bé fit quelques progrès dans la foi de Jésus-Christ, on peut dire que ce fut pendant l'administration religieuse du P. Lacomme. Écoles à entretenir et à développer, paroisse chrétienne à augmenter et à diriger, mission à donner soit aux infidèles de l'île, soit à ceux de la Grande Terre, son zèle embrassa tout avec ardeur, et en poursuivit l'exécution avec une

Il y a quelques semaines, j'ai fait le tour de l'île, en m'arrêtant aux principales localités. C'était l'époque où les riz sont au grenier, époque par conséquent ou les Malgaches se reposent de leurs petits labeurs. Aussi trouvai-je partout une belle population d'hommes, de femmes et d'enfants en grand nombre, n'ayant alors d'autre souci que celui de jouir paisiblement, à l'ombre du pavillon français, de leur récente récolte, en attendant les nouvelles semailles. En effet dans quelques jours nous les verrons s'élancer dans leurs pirogues, pour s'en aller à la Grande Ile faire leurs plantations annuelles. Or pour cela vous ne sauriez croire à quels excès de déprédations ils se livrent. Ils abattent, ils brûlent, ils pillent de toutes les manières les magnifiques forêts qui couvrent les collines et les montagnes, après qu'ils ont épuisé les vallées. Que ce soit du sandal, du palissandre, de l'ébène ou autres bois précieux, ils ne respectent rien, pourvu que le terrain soit à leur convenance. De là vient que toutes ces côtes, autrefois vertes et riches de végétation, se dénudent peu à peu et ne laissent plus voir qu'une terre aride, à peine tapissée d'arbustes insignifiants. Quelquefois aussi une étincelle échappée allume de vastes incendies, qu'on ne peut plus comprimer, et qui se propagent jusqu'à ce que l'aliment vienne à leur manquer. J'ai été témoin d'un de ces spectacles qu'on serait tenté d'appeler magnifiques, si l'on n'en connaissait pas les terribles conséquences. C'est surtout pendant la nuit que cela paraît terrible et majestueux. Figurez-vous tout le flanc d'une montagne embrasé. Le feu, après avoir rapidement dévoré tout le petit bois et les herbes rampantes du sol, s'attaque aux gros arbres qu'il consume à leur tour. On voit alors la flamme s'élever par degrés jusqu'au sommet ; et bientôt tout l'horizon est sillonné de mille torches ardentes, qui jettent au loin une lueur sinistre, au milieu d'un frémissement qui glace. Les habitants d'alentour considèrent avec effroi le torrent dévastateur. Mais ils ne sauraient être que spectateurs muets et impuissants, car rien ne pourrait l'empêcher de suivre son cours. Ces peuples n'ont pas de gouvernement bien intelligent. Les chefs locaux qui sont chargés de distribuer les terres, au nom d'un chef principal, que l'on appelle roi ou reine *Ampanjaka* sont les premiers à donner l'exemple, après avoir pris pour eux-mêmes le meilleur morceau. Et, remarquez que les Hovas, qui prétendent s'opposer à l'exportation des bois, ne font rien pour empêcher ces dégâts irréparables, ces pertes immenses.

Pour en revenir, mon R. Père, à ce que je vous disais de nos populations malgaches, il nous serait facile de les évangéliser, soit ici, quand elles se reposent, soit à la Grande Terre, quand elles travaillent, si nous étions un peu plus nombreux. Le missionnaire serait partout bien reçu, car ces pauvres gens n'ont aucun argument à nous opposer, nulle difficulté à nous faire. Je me trompe : pour un certain nombre, il est une coutume qui, sans les éloigner de nous, les empêche de se fusionner complètement avec les blancs: c'est l'usage du porc, que beaucoup de Malgaches ont *faly* (c'est-à-dire défendu par quelque vœu ou par la religion). Ils tiennent cela des Arabes qui fréquentent le pays, et qui cherchent ainsi à introduire leurs vaines observances, afin de se faire des partisans du Coran. Un jour pendant ma tournée, arrivé dans un gros village appelé *Befotaka* (c'est-à-dire *beaucoup de boue*, parce qu'il y a un bassin de terre à poterie), me voyant entouré d'enfants qui jasaient et m'interrogeaient de l'air le moins timide, je les sollicitais de venir avec moi, à l'école afin d'apprendre la prière et les *taratasy* (c'est-à-dire à lire et à écrire). « Nous ne pouvons pas, me répondirent-ils tous, car nous ne mangeons pas du cochon, et nous ne faisons pas usage de graisse. — Qu'à cela ne tienne, leur dis-je; on ne vous en donnera pas, mais on vous fera votre *rou* (potage) à part, avec du bœuf ou du poisson. — Non, non, cela ne se peut, on nous donnerait de la graisse qui est *faly* pour nous. » Impossible de leur tirer cette idée de l'esprit. Dans un autre village, du nom d'*Ampirègne*, bien connu des premiers missionnaires de Nossi-Bé, j'étais à peine descendu sur la plage que, hommes, femmes et enfants vinrent m'entourer pour me saluer et satisfaire leur curiosité. Après leur avoir dit d'où je venais et où j'allais, thème obligé chez eux, je causai quelque temps avec eux, et leur donnai des nouvelles des Pères qui les avaient évangélisés autrefois. Hélas! ils s'en souvenaient à peine. Ils me montrèrent pourtant la place de l'église, dont il ne reste d'autre vestige qu'un immense tamarin qui l'ombrageait. Les quelques personnes qui avaient reçu la foi et le baptême avaient elles-mêmes émigré avec beaucoup d'autres. Comme nous causions : « Voilà des enfants charmants et nombreux, disais-je à ces Malgaches, pourquoi ne les confiez-vous pas aux Pères, qui les instruiraient? — C'est trop loin là-bas, à la Pointe, me répondirent-ils; viens plutôt ici faire l'école, et tu auras

tous ces enfants. » Or pendant ces quelques mots, tous ces enfants, se croyant menacés dans leur liberté, et s'imaginant que j'étais venu les prendre, s'effacèrent en un clin d'œil; ils ne reparurent plus. C'est ainsi que nous avons à lutter, non seulement contre mille préjugés, mais encore contre cet instinct de la sauvagerie qui porte ces peuples à dédaigner les lumières de la vérité et le bienfait de la civilisation. Comme vous le savez, mon Révérend Père, nos efforts tendent surtout à instruire la jeunesse que nous voudrions toute voir dans nos écoles. L'expérience nous démontre en effet que ce ne sera que par une longue et persévérante éducation, que nous pourrons implanter le christianisme dans le cœur de ces hommes, trop plongés dans la matière. Mais les parents sont les premiers à nous soustraire les enfants; et ce n'est guère que quand nous allons faire le catéchisme dans leurs villages respectifs, qu'ils consentent à les laisser venir à la prière... »

« A Saint-Joseph d'Ambodivanio, disait de son côté le P. Barbe, les conversions ne sont pas encore nombreuses. Saint Joseph, sous la protection duquel se trouve ce cher village, ferait bien de mettre la main à l'œuvre. Il se fait beaucoup prier; sans doute nous ne perdrons rien pour attendre. Jusqu'à ce jour, quelques adultes et quelques petits enfants seulement ont été l'objet de ses faveurs et ont été baptisés. Je cite les faits. Un jour, j'entre par hasard dans la case d'un Arabe, (car il y en a à Nossi-Bé, et ce sont nos plus terribles ennemis); j'y trouve le père, la mère avec son petit enfant, et une vieille sorcière, occupée à faire ses diableries. L'enfant n'avait plus qu'un souffle de vie. Le père et la mère étaient dans la désolation. Ma présence inattendue les jette dans l'épouvante; car on est persuadé parmi les païens, que, si le prêtre catholique voit un malade et lui parle, cet infortuné mourra certainement. Aussi n'allez pas attendre qu'on vous invite à visiter un malade quelconque. On vous le cache, on le fait disparaître, s'il y a moyen. Interrogez les personnes du voisinage et demandez-leur où est telle personne malade? — « Elle s'en est allée bien loin, bien loin, répondent-elles. » Ce n'est qu'un gros mensonge; vous l'avez quelquefois à quatre pas de vous. Si vous n'entrez pas par surprise dans la case, on vous en ferme résolument la porte. Donc mon Arabe et les siens étaient fort embarrassés. Moi, sans me décontenancer, je leur dis : « Il n'y a pas de doute, cet enfant va mourir; j'ai un remède qui lui fera du bien : voulez-vous me le lui laisser appli-

quer ? » A cette proposition la mère saisit son enfant, le serre entre ses bras, et montre de toutes les façons qu'elle n'a que faire de mon remède. Le père semblait moins effrayé. Je m'adresse à lui et finis par obtenir son consentement. Je confère le baptême à la petite Joséphine, et le lendemain elle était hors de tout danger. Depuis elle se porte parfaitement bien. Non seulement ses parents ne sont pas convertis ; mais encore ils refusent obstinément de me laisser voir la nouvelle baptisée. Que saint Joseph son patron en fasse un jour une bonne chrétienne.

Le second enfant baptisé et guéri comme Joséphine s'appelle Mathias. Un de ses parents, ancien élève de la Ressource, m'avertit de la maladie du pauvre petit *Koto* (c'était le nom malgache de l'enfant). J'accours : il était expirant. Je lui donne aussitôt le baptême. Tout me faisait penser que dans quelques instants Mathias ne serait plus. Je le vis deux jours après ; il n'avait plus de trace de maladie. Sa famille, une des plus considérables du pays, parut un peu étonnée de cette guérison presque subite. Quelques-uns de ses membres sont venus quelquefois au catéchisme, et tout a été fini par là.

Marie-Anne est le nom de la troisième. Je la rencontre sur le bord de la mer. Une fièvre brûlante la dévorait, La mère, quoique encore païenne, connaissait un peu notre religion. « Vous le savez, lui dis-je, le baptême guérit toujours l'âme des petits enfants et quelquefois aussi leur corps. Laissez-moi baptiser votre petite fille. » Après quelques hésitations, elle satisfait à ma demande. Je prends alors un peu d'eau de la mer, dans le creux de la main, et je donne la grâce de la régénération à la petite Marie-Anne, qui, m'a-t-on dit, se porte depuis à merveille. Je ne l'ai plus revue : sa mère l'a emportée à la Grande Terre. Ce baptême ainsi conféré sur le bord de la mer me rappelait l'apôtre des noirs, le R. P. Claver qu'on nous représente ordinairement une coquille à la main, baptisant ses chers néophytes. Lui baptisait par centaines et par milliers : nous, *un par un*. Fasse ce vrai apôtre que nous l'imitions dans son zèle et dans ses succès !

Le nom du quatrième est Henri, fils d'un Arabe et d'une femme makoise déjà baptisée. Je l'avais vu plusieurs fois. Toutes mes démarches pour le baptiser avaient été inutiles. Je passais un soir près de la case. La mère y était seule avec son enfant qu'une forte esquinancie, accompagnée d'un gros rhume, menaçait d'étouffer à chaque instant. « Vous

êtes chrétienne, dis-je à la mère : permettez-vous que votre enfant meure sans baptême? Donnez-moi de l'eau tout de suite et je vais le baptiser. » Je le baptise en effet. Quelques instants après, Henri n'inspirait plus aucune crainte sur son état.

Enfin Laurent, le cinquième, est un Makoa d'une douzaine d'années. Depuis trois jours, il ne mangeait plus. Pas de sommeil et avec cela des souffrances atroces. On désespérait de sa vie. Comme il avait assisté plusieurs fois au catéchisme, je pus l'engager facilement à recevoir le baptême. Il m'en témoigna lui-même le désir le plus sincère. Pour le lui donner il me fallait la permission de ses maîtres qui ne semblaient pas trop s'en soucier. Je finis par triompher de leur résistance, en leur disant que le baptême pourrait bien guérir leur malade. Laurent fut baptisé. Le mieux s'est fait peu à peu, et il n'a plus aucune trace de maladie. A quelques jours de là, son maître lui-même fut attaqué d'une grave indisposition. Je lui propose le remède qui avait si bien guéri son domestique. Il n'ignorait pas ce dont je lui parlais : il avait appris la doctrine chrétienne. Il me répond carrément qu'il n'en veut pas. L'heure de la grâce n'avait pas encore sonné pour lui. Il en est beaucoup d'autres qui lui ressemblent sur ce point. Ferait-on des miracles devant eux, plusieurs encore demeureraient insensibles. Quant aux adultes un peu âgés qui se convertissent, il est rare qu'ils ne conservent pas quelque chose de leurs premiers préjugés ou de leurs vieilles superstitions, ce dont il est si difficile de les désabuser complètement.

Ceci me rappelle ce qui m'est arrivé, il n'y a pas longtemps, au moment où j'allais ondoyer un vieux Malgache auquel j'avais fait plusieurs fois le catéchisme, et qui avait eu des rapports fréquents avec des missionnaires. Après lui avoir fait l'instruction préparatoire, je me disposais à faire tomber sur son front l'eau régénératrice, lorsque je fus tout à coup arrêté par la contenance du vieillard. Il se tourna vers un chrétien de sa connaissance qui l'assistait, et d'un ton on ne peut plus sérieux : « Mon ami, lui dit-il, ne me trompe pas; est-ce bien vrai que le baptême ne me fera pas mourir? » Il fallut toutes les protestations et les explications du chrétien, et une nouvelle instruction de moi pour le rassurer, et pour le convaincre que le baptême ne tue que le péché, mais qu'il fait vivre l'âme éternellement, et ne peut faire que du bien au corps.

Tout dernièrement encore, je sortais de la maison vers le milieu du jour, lorsque je vis arriver deux femmes chrétiennes baptisées depuis peu. L'une, bien portante, marchait avec ardeur, et entraînait en quelque sorte sa compagne qui portait sur tout son extérieur les traits non équivoques de la fatigue et de la maladie. « Qu'y a-t-il donc, Agnès et Cécile, leur dis-je ? quel *kabary* avez-vous pour venir à cette heure-ici ? — Le *kabary* que nous avons, répond Agnès, le voici : Cette femme s'est laissé persuader par les Malgaches qu'elle porte dans la tête un *lolo ratsy* (un démon), et pour cela elle a permis qu'on lui fît le *tromba* (sorte d'exorcisme diabolique). Mais moi je lui ai dit que le moyen de tirer ce *lolo ratsy* de sa tête, c'est de se confesser ; c'est pour cela que je l'amène au P. Romani. » La pauvre Cécile avait déjà compris sa sottise ; elle en paraissait toute contrite. Le remède qu'elle venait chercher ne pouvait pas manquer d'être efficace. Il en est aussi qui, quoique foncièrement chrétiens, n'ont pas le courage de suivre les préceptes de la religion, et se laissent entraîner à leurs mauvaises inclinations. Mais aussi quelquefois Dieu donne des exemples terribles pour inspirer aux autres une crainte salutaire. C'est ce qui vient de nous arriver par rapport à un chrétien de cette triste catégorie. Nous l'avions souvent invité à mettre ordre à sa conduite ; car il s'agissait pour lui ou de faire légitimer son mariage avec la femme païenne qu'il avait prise, ou de se séparer d'elle. Celle-ci ne voulait pas se faire instruire ni s'engager pour toujours ; et lui n'avait pas le courage de la quitter, au grand scandale des chrétiens. Hélas ! il est mort dans son péché, à moins qu'une tardive contrition, dont nous n'avons pas eu connaissance, ne soit venue à temps le réconcilier avec Dieu. S'en étant allé à la Grande Terre, selon la coutume des Malgaches, pour y récolter son riz, il a été mordu par un chien enragé qui lui a communiqué son mal affreux ; peu de jours après, il est mort dans les horribles convulsions de la rage, loin de tout secours de la religion. Pourquoi ne sommes-nous pas plus nombreux ? Un missionnaire pourrait accompagner et visiter nos Malgaches dans leurs résidences de la Grande Terre, où ils séjournent une partie de l'année, et où un bon nombre même ont définitivement fixé leur demeure, comme je vous l'ai fait connaître dans une autre lettre.

Il est certain qu'un des grands obstacles aux progrès de la Mission,

c'est la difficulté de former des unions légitimes et durables. Nos Malgaches ne connaissent pas la perpétuité de ce lien sacré, lequel est toujours subordonné à leurs caprices. Leurs lois et leurs coutumes les autorisent à divorcer aussi souvent qu'ils le jugent à propos. C'est pourquoi le mot *Mariazy* (mariage) qui a pour eux la signification d'union sans retour, au secours de laquelle les lois sont invoquées, ce mot, dis-je, en effraie un grand nombre qui préfèrent s'en tenir à leur *fanambadiana* malgache, lequel leur impose moins d'obligations et leur laisse plus de liberté. C'est là un des forts retranchements derrière lesquels le démon s'établit, pour conserver encore son règne parmi ces peuples, et les tenir dans ses chaînes.

L'eau de Saint-Ignace nous sert en bien des circonstances à triompher de sa tyrannie ; voici quelques faits assez récents : Laurent, dont je vous parlais tout à l'heure, a été un des premiers ainsi guéris. Depuis un temps immémorial, il avait aux jambes plusieurs plaies horribles et telles qu'on n'en voit point dans les climats froids et tempérés. Les Malgaches y avaient usé tous leurs remèdes et toutes leurs sorcelleries. Le pauvre enfant faisait pitié à voir ! J'avais tant entendu parler de l'eau de Saint-Ignace, que je résolus d'en faire l'essai sur cet infirme. On me le permit de grand cœur. Le mal paraissait à tous incurable, ou du moins fort long à guérir. Je donne mon remède : peu à peu les plaies se cicatrisent, le mal disparaît, et aujourd'hui Laurent se trouve parfaitement guéri. — Un homme, déjà avancé en âge, s'était dans une lourde chute presque cassé l'os de la jambe. Large plaie, suppuration abondante, douleurs continuelles et très aiguës, avaient été la suite de cet accident. Comme tous les malades il avait bien eu soin de se cacher toutes les fois que je passais devant sa case. Je le surpris cependant un jour. La jambe malade, impuissante à le soutenir, était tout amaigrie, et semblait se dessécher. « Voulez-vous essayer de mon remède ? lui dis-je. Si vous avez confiance en Dieu, vous guérirez. » Je tenais alors à la main un flacon de l'eau de Saint-Ignace. Je lui lave moi-même la plaie et toute la jambe, et je lui recommande d'en faire autant tous les jours, pendant quelque temps. Il me le promet. A trois jours de là, la plaie n'existait plus, la douleur s'en était allée, et le malade avait repris ses forces d'autrefois. — Un père de famille souffrait beaucoup des yeux. A certains jours, il ne voyait rien ou presque rien. La paupière sem-

blait morte et ce qu'on appelle *blanc de l'œil* s'était recouvert d'une couleur jaune et verdâtre.

« Mon Père, me dit-il, est-ce que vous n'auriez pas un peu de tisane pour me guérir? (Les Malgaches appellent tisanes tous les remèdes administrés par les blancs). — Oui, lui répondis-je, j'en ai une fort bonne. La prochaine fois que je viendrai, je vous l'apporterai. » L'eau de Saint-Ignace a fait ce qu'elle devait faire : elle a guéri radicalement le malade. — Une femme semblait attaquée d'une phthisie pulmonaire fort avancée. Je l'invite à faire usage de l'eau de Saint-Ignace. Elle accepta volontiers. Avant une semaine, elle se trouva beaucoup mieux. Les forces lui revinrent peu à peu. Elle a depuis longtemps repris ses occupations ordinaires. Jamais elle ne s'est mieux portée. — Je pourrais encore raconter d'autres faits du même genre. Mais ceux-là suffisent pour montrer que saint Ignace, notre père, travaille toujours et partout avec ses enfants. Sans doute, il prépare ainsi lui-même les voies aux grandes conversions. Nous avons affaire à un peuple d'enfants. Il faut lui parler aux yeux, avant d'arriver à son cœur. Nous ne négligeons rien pour cela, et puis: *quod possibilitas nostra non obtinet, nobis Josephi et Mariæ intercessione donetur*.

Pour me rendre à Saint-Joseph d'Ambodivanio, je dois traverser un petit bras de mer. Ordinairement je fais ces trajets en pirogue. Mais quelquefois la mer est trop basse, et il faut passer à gué. Si nous autres Européens nous nous mettons ainsi à l'eau, nous savons d'avance ce qu'il nous en coûtera: plus d'un accès pernicieux a suivi cette imprudence. Donc à deux reprises différentes, j'ai cru devoir, par précaution, me faire porter par un noir, à califourchon sur ses épaules. La première fois, la chose se fit pour le mieux. La seconde fois, plus de la moitié du chemin était déjà fait, quand tout à coup mon noir s'enfonce dans une mare profonde et m'y jette avec lui. Parvenu de l'autre côté, j'ôte mes souliers et mes bas, et j'en exprime gaiement l'eau, comme aussi celle dont ma soutane était imbibée. Puis je continue ma route. J'avais ce jour-là un grand enterrement à ma chapelle de Saint-Joseph. Je prêche avec plus d'ardeur qu'à l'ordinaire, à cause de mon auditoire nombreux et imposant, et je fais le catéchisme comme de coutume. Ce n'est que le soir que je pus changer de linge. J'en ai été quitte pour une petite indisposition,

et pour une fièvre assez bénigne qui n'a duré que quelques heures.

Vous ne sauriez croire, mon Révérend Père, avec quelle attention les Malgaches écoutent la parole de Dieu. Je m'en suis aperçu dans plusieurs circonstances. Un jour, entre autres, je parvins à remplir d'hommes seulement notre pauvre église. Jamais à Nossi-Bé on n'avait vu un spectacle si beau et si saisissant. Je leur parlai pendant un petit quart d'heure: ici une des principales qualités de l'orateur est de n'être pas long. L'attention de ce peuple enfant est bientôt lassée. Jamais, j'ose le dire, il n'y eut auditoire chrétien plus attentif et plus recueilli. Par malheur les impressions ne restent pas. Ajoutez que ces gens-là sont insouciants et paresseux. Aussi a-t-on toute la peine du monde à les réunir dans les chapelles. Les uns viennent aujourd'hui, demain il vous en viendra d'autres, et les premiers auront à peu près disparu. Ceux-ci reviendront dans quelque temps, et ainsi de suite. Aussi ne faut-il pas perdre trop vite patience, pour conclure quelque chose de sérieux avec eux. »

« Un des ennemis les plus tenaces que nous ayons à combattre, lisons-nous dans la lettre d'un autre missionnaire, c'est sans contredit, les vieux préjugés et les petites superstitions dans lesquels ces peuples ont été élevés. De là vient qu'ils n'acceptent qu'avec méfiance la pure et sainte doctrine que nous leur proposons. Les *sikily* sont leur premier maître et un des principaux obstacles à leur conversion. Sont-ils malades? Vite ils recourent aux sikily, pour connaître la cause de leur maladie et le remède qu'il faut employer. Veulent-ils éclairer un doute ou savoir quelque chose de caché à leur esprit? Aussitôt les sikily sont en mouvement. Le sikily est une divination que l'on pratique au moyen des graines d'un arbre qui porte ce nom. Nos Malgaches y ont une foi sans bornes. Pour eux, les sikily ne se trompent jamais. C'est que l'*ampisikily*, ou le devineur, qui a soin de se faire bien payer, donne toujours, sans hésiter, une réponse claire à ceux qui le consultent. Peu importent les conséquences; les sikily ont eu leur effet: on trouve toujours moyen de les disculper, lorsqu'ils se trompent, ou plutôt, lorsque l'effet n'a pas été selon la réponse.

Le *tanghen* est toujours en activité dans les lieux où les Hovas ne règnent pas absolument, même aux portes de Nossi-Bé. C'est le fruit d'un arbre, et un poison violent dont les Malgaches se servent

pour exercer ce que nous appelons le jugement de Dieu. Ainsi, lorsque quelqu'un, soit par malice, soit de bonne foi, a été accusé d'un crime ou de sorcellerie, il faut qu'il se lave de cette imputation, sans quoi il serait déshonoré auprès de tout le monde, même de ses parents qui doivent rompre avec lui. En effet, s'il hésite à subir l'épreuve, le chef de la famille fait placer devant lui un peu de tout ce qui sert au ménage, comme une marmite, un couteau, une cuiller, du riz, etc., et lui dit: «Prends cela, mon ami, tu as des bras, tu es bien portant, tu peux gagner ta vie; va où tu voudras, puisque tu acceptes l'accusation.» La crainte d'être ainsi déshonorés et rejetés, fait que la plupart, ceux surtout qui se sentent innocents, acceptent volontiers l'épreuve et sont les premiers à la demander.

Dernièrement, trois personnes de Nossi-Bé, un homme et deux femmes furent accusés d'avoir causé la mort de quelqu'un de leur famille. Eh bien! nous prendrons le tanghen, dirent-ils, et nous verrons si nous sommes coupables. Mais comme l'opération ne pouvait se faire prudemment à Nossi-Bé, ils partirent pour la Grande Ile, avec leurs accusateurs. Ils se rendent au lieu particulièrement réservé à ces épreuves, et dont les abords sont marqués par les nombreux tombeaux de ceux qui ont succombé. Là, on allume un grand feu; on fait cuire dans une marmite du riz en bouillie. Les patients sont assis sur une natte. Lorsque tout est prêt, le ministre du tanghen prend le redoutable poison, le pèse et le montre aux témoins afin qu'il soit bien constaté par eux qu'il donne à tous la même quantité. Les accusés l'avalent sans sourciller, car d'ordinaire les *sikily* leur ont dit qu'ils peuvent avoir confiance. Le point capital pour eux est de le vomir. A cet effet, on leur fait manger du riz en bouillie en très grande quantité, afin de forcer l'estomac à le rejeter. Mais il arrive souvent que l'estomac résiste à tous les efforts et retient le funeste poison, c'est ce qui est justement arrivé pour deux des accusés, un homme et une femme. Le tanghen n'a pas tardé à produire son effet. Leur corps s'est démesurément gonflé, les cheveux se dressaient sur leur tête ; ils poussaient des cris de douleur et d'épouvante que les autres prenaient pour des aveux de leur crime. Alors l'épreuve est finie; dans l'opinion des Malgaches, ils sont évidemment coupables. On les place sur le bûcher préparé d'avance, et les malheureux sont réduits en cendres. Quant à la femme qui a sur-

vécu, son innocence est solennellement déclarée; on la célèbre en tirant force coups de fusil et en faisant de grandes libations. »

Une des principales raisons pour lesquelles M. Dalmond et nos premiers missionnaires de Madagascar se fixèrent à Nossi-Bé, était, on s'en souvient, la proximité de la Grande Terre, et l'espérance de pouvoir d'Hellville s'élancer à la conquête des âmes sur le rivage opposé.

Sous la Préfecture du P. Lacomme, aussi bien qu'au début de la Mission toute la côte Nord-Ouest de la Grande Ile était censée être sous la protection de la France. « Cela n'empêche pas cependant, écrivait en 1869 le Préfet apostolique, que l'on n'y pousse le cri de guerre, sans demander permission à la France, et que de sanglantes discordes ne s'allument entre les peuplades diverses qui l'habitent, bien qu'elles appartiennent toutes à une même tribu, celle des *Antankara* ; mais le pays est morcelé et divisé, sous un grand nombre de chefs qui cherchent tous leurs propres intérêts, souvent aux dépens de leurs voisins. Comme il ne leur est pas trop facile d'en venir aux mains, ils s'arment de ruse et de finesse ; et c'est pour eux une grande victoire lorsqu'ils ont pu attirer dans leur village et sous leur drapeau quelque sujet d'un autre chef. Quelquefois aussi ils cherchent à se réduire par la famine, en allant, dans les terres de leurs ennemis, détruire et ravager les champs de riz, ce qui est toujours suivi de représailles. Ces rivalités existent surtout entre les cantons gouvernés par des femmes soi-disant reines, qui, n'osant pas se prendre aux cheveux probablement, s'en prennent aux moissons de leurs rivales. Il ne se passe pas d'année, je crois, où il n'y ait de ces grands kabary, et où l'on n'apprenne que telle reine est allée avec sa bande arracher les riz de telle autre reine, etc. Cette année-ci, c'est *Tsiresy* (l'invincible), reine d'Ankify qui a opéré cette œuvre de destruction chez la reine *Adiza*, sa voisine et sa parente... Et le commandant de Nossi-Bé a dû intervenir pour les pacifier, ce qui n'est pas facile.

Nossi-Faly vient de nous donner un spectacle bien plus tragique. Le roi de cette île est le jeune Xavier *Rivotra* que certains de nos Pères ont pu connaître à la Ressource, où, hélas ! il n'est pas resté assez longtemps pour se former au christianisme et au gouvernement. Aussi à peine installé sur le trône de son père, a-t-il oublié son devoir, et s'est-il

abandonné sans réserve au caprice d'un mauvais sujet qui a capté sa confiance. Les missionnaires n'étaient plus là pour le conseiller et le préserver, et les admonestations qu'ils lui faisaient de Nossi-Bé ont été impuissantes à le retenir. Toutefois il nous est resté toujours fort affectionné et très attaché. Mais gouverné comme il est par un Arabe, il est incapable de prendre une bonne décision. Sous son gouvernement, sa petite île est devenue le réceptacle des mécontents, et même de quelques échappés de prison de Nossi-Bé, qui ont été bientôt à redouter pour les braves gens du pays. Et, en effet, une nuit, quelques-uns de ces malfaiteurs sont venus assommer et dévaliser la femme d'un traitant en l'absence de son mari; et le jeune roi, au lieu de venger ce crime, a eu la sottise de rester inactif et même de participer au butin. Aussitôt que le bruit en est venu à Nossi-Bé le commandant a fait agir la police; les coupables ont été saisis, et le roi a été incarcéré avec eux, avec cette différence que, par honneur, on l'a mis au fortin, tandis que les autres ont eu le cachot en partage.

Cependant l'emprisonnement d'un roi était quelque chose d'inouï pour les Malgaches de nos côtes; et il était à craindre de voir s'élever parmi eux, sinon des menaces, ils n'auraient pas osé, du moins des réclamations générales: cela n'a pas manqué. Le fameux *Tsimiharo*, qui a joué autrefois un rôle important dans les affaires des Français avec les Malgaches, est arrivé de *Nossi-Mitsio*, où il règne, avec une bande de trois à quatre cents guerriers, sur une flottille de soixante belles pirogues. Nous avons vu ces embarcations s'avancer majestueusement et ayant en vérité l'air d'un cortège royal. Il faut dire toutefois que *Tsimiharo* n'était venu ainsi équipé qu'après en avoir demandé et obtenu la permission, et qu'on a eu soin de désarmer tous ses guerriers avant de les laisser débarquer. *Tsimiharo* venait en effet non pas attaquer, non pas menacer, non pas même protester, mais tout simplement demander grâce pour son neveu, Rivotra, qui est le fils de son frère. Cette grâce lui a été accordée quelques jours après, à condition qu'il réparerait le mal fait à un sujet français; mais les coupables ont été jugés et condamnés, comme ils le méritaient. Voilà donc notre jeune roi réinstallé sur son petit trône. Aura-t-il profité de la leçon? Il le prétend; car j'ai été le voir depuis; il m'a assuré qu'il est devenu sage.

C'est le 10 avril 1866 que je lui ai fait cette visite. Le commandant de Nossi-Bé avait tenu à me donner sa baleinière afin de m'éviter la peine d'aller en pirogue, ce dont je lui ai été très reconnaissant.

L'aspect de l'île de Nossi-Faly parsemée de villages, du moins dans une bonne partie de son étendue, est ravissant; et sa proximité de la Grande Terre d'où elle est à peine séparée, rend la position très avantageuse. Il est difficile de trouver un emplacement plus gai et mieux choisi que l'ancien emplacement de la Mission, si tristement abandonné deux fois, la première fois en 1849, et la seconde fois lorsque la mort de Ranavalona I eut ouvert la Grande Ile aux missionnaires, forcés de courir au plus pressé, et de quitter ce champ stérile pour prendre enfin possession de la terre promise. Mon cœur s'est serré néanmoins en voyant devant moi ces allées de manguiers plantés par nos Pères, et ces soubassements de maisons et d'église que l'herbe et les broussailles cachent en partie. Un traitant de Nossi-Bé avait acheté les trois beaux bâtiments de la Mission, et les avait transportés à Fascègne, sur son établissement de sucrerie.

Rivotra m'a fort bien accueilli, et m'a demandé un missionnaire pour évangéliser ses sujets. J'ai visité une partie des villages voisins de sa demeure. Quelle indifférence partout! Je ne suis pas étonné que les Pères chargés autrefois de cette mission l'aient jugée stérile. Toutefois à la longue on peut espérer quelque chose; car il ne faut pas ignorer que cette indifférence est partout le caractère des Malgaches de la côte. »

Le P. Lacomme revint plusieurs fois encore les années suivantes à Nossi-Faly. Ayant appris dans le mois d'août 1867, que Tsiminona, grand chef d'une partie de cette île, était gravement malade, il se hâta de partir pour aller le baptiser. « J'arrivai au village royal, nous dit-il, vers 6 heures du soir, et aussitôt je demandai à voir mon malade. Après les pourparlers d'usage, je fus introduit, non pas dans sa case ordinaire, mais dans celle qu'on lui avait, selon l'usage de ces peuples, aménagée pour le temps de sa maladie. Tsiminona me reçut fort bien. Et comme la religion de Jésus-Christ n'était pas nouvelle pour lui, qu'il avait fréquenté les Pères, assisté souvent à leur messe et à leurs prières, il ne me fut pas difficile de l'instruire sommairement, et de le baptiser ensuite, sur sa demande et à sa grande joie. Le lendemain il allait un peu mieux, il me témoigna sa re-

connaissance en m'offrant ses présents, du meilleur cœur possible.

J'ai profité de mon séjour d'une semaine à Nossi-Faly pour visiter un peu cette île.

Il n'y a en ce moment que dix chrétiens à Nossi-Faly. On pourrait en faire d'autres assez facilement, s'ils n'avaient pas une si grande horreur pour l'indissolubilité du mariage. Ce mot de mariage chrétien et indissoluble, si contraire à leurs idées, les effraie.

On pratiqua pendant que j'étais là la cérémonie de la circoncision. La fête dura cinq à six jours. Elle se faisait dans une sorte d'enclos protégé par une palissade de feuilles de cocotiers et orné de drapeaux. On y buvait copieusement du rhum et de la betsabetsa. Un bœuf avait été tué. C'était une véritable orgie. Comment parler à ces pauvres gens de religion dans de telles circonstances ?

Nossi-Faly renferme le *mahabo* ou cimetière royal des rois sakalaves de la tribu des Bemazava, qui habitent la côte voisine de Madagascar. Ce cimetière se trouve sur un beau plateau planté de manguiers fort épais, ce qui lui donne un aspect un peu sombre. Il est environné d'un grand nombre de cases, qui forment un gros village, dont tous les habitants sont des esclaves royaux préposés à la garde du cimetière. Le tombeau du roi Maka, souche de cette famille, occupe le milieu de la rangée principale, composée de cinq tombeaux. C'est le plus gros de ces divers monuments tous en maçonnerie. Derrière cette première rangée de cinq s'en trouve une autre composée de trois tombeaux seulement. Un peu sur le devant du monument de Maka, on m'a montré celui de Tsimandroho, tué à Tafondro vers 1851, pour s'être soumis aux Français. » Nous avons raconté sa mort dans cette histoire. « Deux *tohitra* ou *rihana* ou magasins à riz sont placés devant le groupe des tombeaux, pour recevoir le riz offert aux mânes de ces rois. A certains jours de fête, on prend de ce riz, et on en met un peu dans les sépulcres, en suivant certaines pratiques superstitieuses. Les gardiens mangent le surplus avec de grandes démonstrations de joie. Juste devant ces deux magasins à riz s'élèvent deux grossiers belvédères où les Malgaches de l'endroit viennent prendre l'air et se reposer. Une palissade entourant les tombeaux et les magasins à riz le sépare du cimetière. Tout cela est assez mal tenu ; et on y entasse mille objets de superstition. Les Malgaches de ce village paraissent peu civilisés, et ma visite a

semblé leur déplaire. Ils paraissent sombres,comme le lieu qu'ils gardent.

Vers la fin de février 1868, j'ai refait un nouveau voyage à Nossi-Faly. On n'a eu que de pauvres nouvelles à me donner de Rivotra qui s'enivre habituellement. Comme je me reposais à l'ombre, je vis arriver près de moi un homme un peu âgé, portant sur ses épaules du plomb, de la poudre et autres munitions d'un fusil. « Ou vas-tu comme cela, lui dis-je, et sans fusil? — Je me promène, répondit-il. — Mais pourquoi porter ainsi les munitions de ton fusil? — Elles ne sont pas à moi. Le roi est ivre, et quand il est dans cet état, il veut frapper tout le monde. Afin d'éviter alors quelque accident, l'un s'empare de son fusil, l'autre des munitions, et nous allons nous promener. » Le lendemain, dimanche, Rivotra vint à la messe avec plusieurs des siens. Je lui parlai en particulier; mais il ne voulut pas convenir qu'il s'enivrait. »

Un autre roi du nord de Madagascar est aussi un des élèves de la Mission. Frédéric Lalahy occupait à Nossi-Bé un emploi modeste, et ne songeait nullement au trône lorsque une faction des Antankara vaincue par Tsimiharo, et pressurée par lui outre mesure, se réunit dans la plaine de Sambirano, sous le patronage de la reine Tsiresy afin de choisir un successeur à leur précédent monarque tué par les soldats de Tsimiharo. Leur choix tomba sur Frédéric,une députation lui fut envoyée à Nossi-Bé pour lui annoncer cette nouvelle. Frédéric refusa d'abord cet honneur. Mais pressé par de nouvelles instances, il courut se mettre à la tête de son nouveau peuple, et la guerre recommença entre ses gens et ceux de Tsimiharo.

Sans entrer ici dans le détail des hostilités, nous dirons de suite, avec le P. Lacomme, que cette guerre des Antankara tint en émoi tout le pays, depuis le cap d'Ambre jusqu'à Morontsanga, pendant un an. Mais le résultat le plus sensible fut une grande disette pour les deux partis, et par suite pour les peuples d'alentour. Dès le commencement de la guerre,les vainqueurs avaient brûlé et saccagé toutes les localités qui avaient appartenu à leurs ennemis; et les vaincus, dans leur fuite précipitée, ne pouvant emporter leurs provisions de riz, se tenaient cachés dans les forêts, vivant de racines et de fruits sauvages. C'était justement l'époque où il fallait faire les nouvelles plantations; mais ni vainqueurs ni vaincus n'avaient le

temps de se livrer à la culture, et leurs champs restèrent en friche. Lorsque vint plus tard le temps de la moisson, leurs greniers demeurèrent vides. Il est vrai que le riz abondait dans les contrées voisines qui n'avaient pas été visitées par le fer de l'ennemi. Seulement, comme la guerre était toujours en suspens, chacun se hâta de vendre sa provision de riz, afin d'être délivré de toute sollicitude à cet égard. La guerre n'est pas venue, mais bien la famine avec ses horreurs. Elle a sévi pendant plusieurs mois. « Aujourd'hui, ajoute le P. Lacomme, l'abondance revient avec la paix. Tous les maux passés semblent oubliés. Mais il reste dans le cœur des deux partis une grande animosité qui pourra éclater au premier jour, si les Hovas n'y mettent ordre. Ceux-ci de leur côté ont gagné du terrain, à la faveur de ces troubles ; et, par le fait, il se trouvent établis dans tout ce pays, où jusqu'ici ils n'avaient osé prendre pied. Ce ne serait pas un mal pour la Mission, si malheureusement les Hovas n'entraînaient partout après eux un protestantisme grossier, qui se propage autant par la terreur des maîtres que par l'appât de l'or. Sans cela, il y aurait avantage pour nous à être en rapport avec ce peuple dominateur, beaucoup plus apte, comme vous le savez, à recevoir l'Évangile, que ne le sont les autres tribus infectées de fétichisme ou de mahométisme, et dont le sentiment moral peu élevé nous offre aussi peu de ressources. Ainsi Tsimiharo, le héros de cette guerre, s'est depuis longtemps livré aux arabisants qui fréquentent nos parages. Cependant il n'ose faire un pas sans l'avis de ses devins. C'est lui qui, après avoir offert aux premiers missionnaires de Nossi-Bé une bienveillante hospitalité dans son île de Nossi-Mitsio, leur tendit ensuite des pièges, et leur révéla toute sa duplicité. Quelquefois il nous vient visiter. Mais alors il affecte de beaux sentiments, comme pour nous faire oublier ses procédés d'autrefois. Il semble surtout prendre plaisir à contempler les statues et les images de la sainte Vierge, que les Arabes lui ont appris à connaître et à vénérer, sous le nom de *Marianou*. Tsimatahotra qui affectait plus d'élévation et d'indépendance de caractère, n'était guère moins dévoué que Tsimiharo au culte des sorts. Le *mety* et le *faly*, c'est-à-dire, le permis et le prohibé jouaient un grand rôle dans son existence et le rendaient esclave de vains préjugés. Je me souviens encore que, peu de semaines avant la guerre, un naturaliste français, directeur du Musée de la Réunion,

étant venu dans nos contrées pour y remplir une mission scientifique, s'était rendu à Mahavavy sur l'invitation amicale de Tsimatahotra dont il avait fait la connaissance à Nossi-Bé. Mais quelle ne fut pas la déception de notre voyageur, lorsqu'il reçut, de la part de Tsimatahotra même, la défense de tirer un seul coup de fusil dans les limites de ses possessions, sous le prétexte que son *moasy* ou devin l'avait déclaré *faly* ou prohibé ; et force lui fut de se conformer à ce caprice superstitieux. Ce roi aussi s'est montré peu favorable aux missionnaires, en particulier lors de la fondation du poste de Nossi-Faly. Cependant j'ose croire que nous aurions été mieux partagés avec lui qu'avec le roi de Nossi-Mitsio.

La reine Safy-Mozongo, qui gouverne une section de Sakalaves, voisins de Nossi-Bé, est pire encore. Avare, altière, absolue, elle rappelle en quelque sorte, quoique en petit, l'ancienne Ranavalona des Hovas, par ses ineptes superstitions, et par les actes cruels qui en sont quelquefois les conséquences. Par exemple, l'épreuve du tanghen, abandonnée des Hovas, et généralement tombée en désuétude, Mozongo la maintient toujours, et la met souvent en pratique, bien qu'au fond elle paraisse en rougir, car elle ne néglige rien pour en dérober la connaissance aux étrangers. C'est encore là un petit règne de la terreur que la civilisation chrétienne est appelée à faire disparaître. Mais qu'un missionnaire se présente dans une tribu semblable : tout dépend pour le succès de son œuvre de la contenance du chef. Si celui-ci approuve ou laisse faire, le missionnaire pourra avoir des auditeurs. Si le chef dit seulement *faly*, défendu, personne ne viendra l'écouter, tout le monde se tiendra sur la réserve, et le missionnaire devra attendre un meilleur temps. Lalahy, successeur de Tsimatahotra est chrétien et doué de bons sentiments et d'un caractère pacifique, tout résolu qu'il soit de poursuivre la guerre. Nous pouvons compter d'être bien accueillis, lorsque les circonstances nous permettront d'aller nous fixer dans sa tribu. Déjà il nous appelle de tous ses vœux. Mais, comme vous le savez, le besoin de consolider le bien que nous pouvons opérer ne nous permet de nous étendre que lentement et d'une manière proportionnée à nos ressources. Nous sommes donc obligés d'ajourner toujours. »

Le P. Lacomme ne borna pas ses voyages apostoliques à la seule île de Nossi-Faly. Mais il entreprit assez souvent d'explorer les vil-

lages de la Grande Terre, en face de Nossi-Bé, soit pour aller à la recherche de quelqu'une de ses brebis égarées, soit pour se rendre compte du bien qu'on pouvait faire sur cette côte soumise au protectorat trop nominal de la France. Rien de mieux, croyons-nous, si l'on veut avoir une véritable idée de ce pays sauvage, que de se mettre à la suite de l'intrépide Préfet apostolique, et de l'accompagner dans quelques-unes au moins de ses intéressantes expéditions. Et c'est à quoi nous convions maintenant nos lecteurs.

« Dans le commencement de septembre 1867, nous dit-il, j'ai fait un voyage à Andrahibo, afin d'aller visiter les cinq chrétiens qui y sont, dont deux ménages.

On ne peut arriver jusqu'à ce village qu'après avoir vogué deux ou trois heures au milieu d'une forêt de palétuviers, vrai labyrinthe de canaux étroits, d'où la barque qui s'y engagerait sans connaître le chemin se tirerait ensuite difficilement. Les moustiques en nuée innombrable nous ont dévorés, toute la traversée. Il y en a aussi dans les cases du village, où l'on fait une horrible fumée pour s'en garantir. Mon arrivée a fortement excité la curiosité des habitants. C'était la première fois, me dit-on, qu'un *ampijoro* (un missionnaire) se montrait dans le pays. Cependant la plupart de ces gens-là, les hommes du moins, nous avaient vus à Nossi-Bé. Andrahibo est moins un village qu'un ensemble de trois ou quatre villages situés au sein d'une vaste et magnifique plaine, fertile en riz et fort commode pour l'élève du bétail qui s'y trouve par grands troupeaux de bœufs. Les habitants paraissent tous dans l'aisance, et je ne suis nullement surpris qu'ils préfèrent ce séjour à Nossi-Bé, car ils y jouissent d'une parfaite liberté, et n'ont rien à redouter des tracasseries de la police. J'ai réuni mes chrétiens qui m'ont paru fort contents de ma visite. Nous avons transformé l'une de leurs cases en chapelle, et le lendemain dimanche, j'ai pu les rassembler tous de nouveau à la messe et à l'instruction, auxquelles le roi d'Andrahibo a assisté avec un bon nombre de personnes. Un autre petit roi, père d'Augustin Bangala, qui fut autrefois notre élève à la Ressource, se trouve aussi dans ce village, mais pour y passer seulement avec tranquillité le reste de ses vieux jours.

En allant visiter un village voisin, j'ai rencontré une femme octogénaire à qui j'ai annoncé la parole de Dieu et qui l'a reçue avec

plaisir. Je l'ai instruite alors de mon mieux, et lui ai conféré le baptême.

A Ambaro, dans une fort misérable case, semblable rencontre d'un vieillard octogénaire. Je lui ai parlé de son âme, du ciel, de l'eau qui efface les péchés. Il a demandé cette eau qui efface les péchés, et je l'ai alors baptisé.

Enfin le lendemain retournant de la Grande Terre à Hellville, et passant par Tafondro, pour y voir un autre vieux et une vieille sa femme, que j'avais déjà essayé d'instruire, mais sans grand succès, tant l'âge leur a ôté toute mémoire, je les ai également baptisés, et c'est par là que j'ai terminé mon voyage.

Vers la fin de septembre de la même année j'ai entrepris une nouvelle expédition sur la côte de la Grande Terre, en commençant par Ambaritelo, dont le chef est Ranavy, bon vieillard, oncle paternel du P. Basilide, et qui me reçut très bien. Ambaritelo, comme le dit son nom malgache (*vario*, île, *telo* trois), est la réunion de trois îles, dont la plus grande peut avoir une lieue de périmètre. On y voit encore des ruines d'un ancien établissement portugais, disent les uns, arabe, disent les autres ; mais assurément fort ancien, s'il faut en juger par les gros arbres qui poussent sur ces ruines.

D'Ambaritelo je me dirigeai sur Andranira, village considérable, où commande le père d'un de nos meilleurs Malgaches chrétiens de Nossi-Bé. On y faisait malheureusement ce jour là le *savatra* ou circoncision avec les libations ordinaires. « Je regrette, me dit naïvement le chef, de n'avoir pas été prévenu de ton arrivée : je me serais abstenu de boire. » Néanmoins, quoiqu'il eût déjà passablement bu, il se comporta très bien, et me fit loger dans une case neuve qu'il n'avait pas encore habitée, où je pus dire convenablement la sainte messe. Un ancien domestique du P. Neyraguet, en 1848, est venu me présenter son fils, jeune homme de vingt ans environ, me disant que le P. Neyraguet l'avait autrefois baptisé tout petit sous le nom d'Antoine, mais qu'étant venu lui-même à la Grande Terre, et son enfant l'y ayant suivi, personne n'avait pu l'instruire. J'ai trouvé deux autres chrétiens dans le même cas. »

Le P. Lacomme visita ensuite Kongony et Kisomany et arriva à l'assimena, résidence de la reine Safy-Mozongo, dont il nous a fait plus haut le portrait. « Je fus fort mal reçu par cette reine, qui se dit

malade, et ne voulut pas me voir, raconte le missionnaire. Pas une seule volaille à acheter, dans le village. On n'en élève aucune, pour cette singulière raison, que la reine, voulant faire les présents d'usage aux étrangers, prend pour cela les volailles de ses sujets. Je n'ai pu même trouver les deux personnes que j'étais venu principalement y chercher, Pierre Bakary et sa femme Henriette, qui se sont séparés, après plusieurs années d'union, Ils se sont cachés l'un et l'autre, par la crainte de me voir.

Toute cette population de la côte habitait autrefois Nossi-Bé. N'ayant plus dans notre île de terres à cultiver, ils ont été forcés de s'expatrier. Du reste, ils jouissent généralement dans leurs villages d'une assez grande tranquillité. Personne ne les inquiète ; tandis qu'à Nossi-Bé on les requiert sans cesse pour des corvées. Ils craignent même d'y venir en passant vendre le riz, le bois ou autres objets de leur commerce, de peur d'être pris par la police pour quelque tâche nouvelle. J'ai été grandement affligé de l'état de nos chrétiens éparpillés sur ce rivage. A part quelques-uns, ils vivent tous à la malgache, c'est-à-dire dans le désordre. Il faudrait là un missionnaire évangélisant constamment cette côte de Madagascar depuis Nossi-Mitsio jusqu'à Mojanga. »

« Vers le milieu de septembre 1869, écrit un peu plus loin le P. Lacomme, j'ai profité de l'occasion que m'offrait M. Hardoin, traitant de Nossi-Bé, pour visiter Morontsanga, où depuis longtemps je désirais aller, afin de me rendre compte du pays, et des espérances que la Mission pouvait y avoir. M. Hardoin avait avec lui son fils Auguste, et je conduisais avec moi deux enfants de l'école.

La ville de Morontsanga est assise sur une vaste plage à l'entrée d'une grande et belle baie. La population semble composée d'Arabes et de Hovas. Les Sakalaves sont allés plus loin établir leurs villages. On y voit des magasins en pierre construits par les commerçants arabes.

Notre débarquement se fit assez difficilement, le canot n'arrivant pas au bord. Beaucoup de monde nous regardait avec un air particulier de curiosité, mais à part une ou deux exceptions, personne ne vint à notre aide. C'était la première fois qu'un missionnaire posait le pied sur ce rivage depuis le P. Finaz qui, en 1860 ou 1861, y fit une apparition. Les douaniers hovas voulurent visiter nos malles. On

était en plein air, sur le sable. Une foule de curieux arabes ou hovas se pressaient autour de nous à m'étouffer. Je déclarai que je n'ouvrirais pas ma chapelle devant ces gens-là. Alors un douanier se mit à pousser et à culbuter tout ce monde, mais inutilement. Plus on les repoussait, et plus nombreux ils revenaient. On me conduisit alors avec ma malle dans la case, dite de la douane, et devant cinq ou six douaniers, qui parurent émerveillés, je fis voir les ornements de ma chapelle, linge, calice ; et la visite ainsi finie j'allai prendre possession de la case qu'un homme de la douane avait déjà mise à ma disposition.

De nombreux visiteurs ne tardèrent pas à venir m'y trouver, surtout lorsque j'eus commencé à montrer mes images d'Épinal et à les expliquer. Quelques femmes surtout semblaient me porter plus d'intérêt, et se montrer plus satisfaites d'avoir un *ampijoro*. « Demain disaient-elles, c'est dimanche ; on ne travaille pas ; on prie toute la journée. Tu viendras, n'est-ce pas, à la maison de la prière pour nous instruire ? »

J'ai vite compris que ce pauvre peuple qui suit la religion des méthodistes, ne connaît rien de ce qui sépare le protestantisme du catholicisme. Le seul maître et docteur de l'endroit est un petit jeune homme fort aimable, qui sert de secrétaire aux autorités hovas. Dès que le commandant fut instruit de notre arrivée, il nous fit proposer de venir assister à la prière du lendemain, dans le temple de la citadelle, le temple de la ville étant devenu depuis peu la proie des flammes. Nous fîmes répondre simplement, que nous ne pourrions monter chez lui que le lundi matin.

Le dimanche je dis la messe dans ma case d'assez bonne heure, ayant pour seuls assistants, parmi les gens de la ville, un soldat hova, 8• honneur, qui était venu me saluer dès mon débarquement, et se montrait heureux de me voir ; et de plus la propriétaire de la case que j'occupais, venue de grand matin pour visiter ses poules. Je vis presque tous les Hovas, vers 7 heures, se rendre au temple de la citadelle, et en redescendre vers les 11 heures en chantant en chœur leurs cantiques. Le soir un certain nombre est retourné de même au temple et en est pareillement descendu comme le matin, au chant de leurs cantiques. Que ne sont-ils dans la vérité, me disais-je ? Ce serait si beau !

De la ville à la citadelle, il y a près de 3 kilomètres, dont 2 en plaine, tandis que le dernier offre un chemin escarpé avec de profonds sillons creusés par les pluies de l'hivernage.

Des porteurs nous ont fait, le lundi matin, franchir rapidement cette distance, lorsque nous sommes allés en *filanjana*, M. Hardoin, son fils et moi, faire notre visite au commandant. Déposés d'abord à l'entrée du *rova*, nous vîmes se lever devant nous deux baïonnettes croisées sur la porte comme pour en défendre l'entrée. Nous remontâmes alors en filanjana, et après nous avoir fait longer quelques minutes un précipice dans un chemin fort étroit, nous nous trouvâmes dans la cour, en face du palais, simple case en planches, un peu plus grande que les autres. Le rez-de-chaussée n'était qu'un haut soubassement. Une échelle de meunier nous conduisit à l'étage, et nous donna accès dans la salle de réception, par une sorte de trou faisant trappe. Trois personnages se tenaient debout autour d'une table couverte d'un sale morceau de *hamina* (toile blanche). Ils étaient habillés à la française et n'avaient aucune marque distinctive. On me montra d'un geste celui des trois qui était le commandant. Les deux autres étaient le *lefitra* ou second commandant, et le chef ou capitaine de la douane. Après avoir touché la main à tous les trois, on s'est assis. Le kabary a commencé selon l'usage, de ma part d'abord (par l'intermédiaire d'Auguste Hardoin), en demandant des nouvelles de la reine de Madagascar, du premier ministre, de tous les *Manamboninahitra* ou officiers du royaume, et du commandant lui-même et des officiers qui l'entourent. Le commandant a répondu à ces questions en forme de kyrielle et a demandé à son tour des nouvelles de l'Empereur, du commandant de Nossi-Bé et des autres chefs; puis on a parlé d'autres choses.

Le commandant, âgé de soixante ans environ, est un brave homme, très convenable et d'une bonne physionomie. Son second l'est beaucoup moins. Il m'a interrogé sur les catholiques, ayant appris, dit-il, que chez nous, pour se faire pardonner les péchés, il faut donner de l'argent; et ainsi de plusieurs autres questions qui marquaient son peu d'élévation. Il paraît en effet que c'est un ancien esclave de la reine, qu'elle aurait élevé en dignité, on ne sait trop pour quel mérite. Il a assez bien la tournure d'un espion. Quant au capitaine de la douane, c'est un bon vieux sans distinction. A notre départ, ils

se sont levés tous les trois, sans faire un pas en avant. C'est l'étiquette, à ce qu'il paraît.

Le douanier maître de notre case me disait : « Que les Pères viennent ici, et je me charge de les loger longtemps et de les aider même à faire leurs maisons. » Le commandant aurait dit aussi, paraît-il : « Si les Pères viennent ici, nous irons à leur prière. » Mais il me semble qu'on ne peut pas trop compter sur ces dispositions. Le démon susciterait plus d'une difficulté si nous voulions nous établir en cette ville. Une partie de la population est d'ailleurs *arabisante.* »

De Marontsanga le P. Lacomme, revenant à Nossi-Bé, passa à Ambaramahamay, et remonta le cours de cette belle et vaste rivière, près de l'embouchure de laquelle Andriansoly, dernier grand roi des Sakalaves, poursuivi par les Hovas, avait établi son dernier campement, quand il quitta Madagascar pour aller conquérir Mayotte, cédé plus tard par lui à la France.

« On m'a montré au bord de la mer, raconte ici le P. Lacomme, une petite fontaine sous un rocher, entourée d'une palissade, et surmontée d'un drapeau blanc. C'est la source où l'on puisait pour Andriansoly. Comme l'eau en est excellente, on avait toujours continué à en prendre. Mais voilà que dernièrement un homme, à ce qu'il paraît, est mort après en avoir bu ; et l'on prétend qu'il avertit quelqu'un en songe pour lui faire connaître que cette eau ayant servi à Andriansoly, ce roi se la réservait toujours, et qu'on devait la rendre *faly*. C'est pour en avoir bu malgré cela, disait-il, que lui-même était mort. La chose a été prise au sérieux. On a fait grand kabary, et il a été décidé qu'on ne puiserait plus de l'eau dans cette fontaine. Voilà pourquoi la palissade tout autour. C'est grand dommage, car on ne peut avoir ailleurs, du moins à la saison sèche, qu'une mauvaise eau pour boire.

Dans les hauts de cette rivière, se trouvent plusieurs villages, dont les habitants cultivent le riz sur de grandes proportions. Je remontai jusqu'au village même d'*Ambaramahamay*, situé à trois lieues dans l'intérieur, résidence du chef *Ziza*, âgé de quarante ans environ, et connu de tout le pays comme un fourbe, et un peu tyran. Il m'a reçu avec un grand air de contentement. Aussitôt que j'ai été assis sur la natte à côté de lui, tous ceux de sa parenté qui étaient présents, hommes, femmes et enfants, sont entrés et se sont accrou-

pis devant nous. La plupart n'avaient jamais vu un Père, car il n'en était jamais venu dans ce pays. Aussi me regardaient-ils avec curiosité. Ziza paraissait intrigué. Il voulait connaître le vrai motif de notre voyage chez lui. Il ne se contentait pas de la parole que je lui avais dite, à savoir que j'étais venu seulement le visiter. Enfin, pour répondre à ses désirs, je pris mon crucifix et je le montrai à l'assistance, en disant que j'étais un *ampijoro*, et que je venais leur parler du bon Dieu. Là-dessus je leur ai parlé un peu de la sainte Trinité, de Jésus-Christ et de la Rédemption. Mais j'ai bien vite compris que tout cela était peu compréhensible et peu intéressant pour eux. Les Hovas avaient paru beaucoup mieux goûter cette doctrine. Ce qui m'a prouvé de plus en plus que notre sainte religion s'étendra bien lentement parmi les Sakalaves.

Après un séjour de deux jours dans ce pays, nous repartîmes vers Nossi-Bé. Le vendredi soir nous arrivions à *Ambévahy*. On y était en train de faire un grand entourage sur l'emplacement royal qu'occupe seulement encore une misérable case. Pendant que les hommes travaillaient, les jeunes femmes chantaient, ou plutôt criaient en chœur pour les animer. Là se trouve une petite case entourée d'une palissade, et renfermant, dit-on, divers objets appartenant à la reine décédée. C'est une case *faly*, et où l'on prétend qu'habite l'âme de la défunte. Veut-on obtenir quelque grâce ou faveur céleste, les femmes doivent autour de cette case se réunir debout, une baguette à la main. La reine régnante, sur le seuil de la porte, tournée vers l'intérieur, les bras à demi recourbés en avant du corps comme pour recevoir quelque chose, fait la demande en chantant toujours sur le même rhythme, avec la même ritournelle ; et toutes les autres femmes la répètent en chœur en faisant un pas en avant, un pas en arrière, et en se dandinant. Cela dure longtemps et est grandement ennuyeux pour les blancs du voisinage. J'avoue que j'en ai été bien fatigué.

Le samedi, je pris une pirogue, et je rentrai à Nossi-Bé en moins de trois heures, tant la pirogue était rapide sous l'action du *taliho* (vent du Sud). »

Nous arrêterons là le récit des excursions du P. Lacomme sur la Grande Terre, et ne parlerons pas de son voyage à Mojanga en avril 1875. A peu de chose près Moronsanga et Monjanga se ressemblent. Voir sur la côte un seul poste hova, avec son commandant, son *lefitra*

ou espion protestant, son chef de la douane, et son jeune secrétaire, pris assez souvent parmi nos élèves catholiques, son temple où tous les Hovas du moins venus de l'Imerina sont forcés de se rendre le dimanche, c'est voir tous les postes de ces parages. Notre visite à Morontsanga nous dispensant donc de celle de Mojanga, revenons au plus tôt à Nossi-Bé, et après avoir admiré les efforts tentés par le P. Lacomme, afin d'établir, soit à Hellville, soitsur les terres voisines de son île, le règne du Seigneur, voyons-le aux prises avec de nouvelles difficultés.

Dieu éprouve ceux qu'il aime. A ce compte les missionnaires de Madagascar peuvent tous se flatter d'être inscrits parmi les plus chers amis du Seigneur. Je ne sais pas cependant si l'on pourrait trouver pour un autre point de cette Mission, dans le court espace de sept années, autant d'épreuves réunies que celles dont fut frappée la Préfecture apostolique de Nossi-Bé, du 2 mars 1871 au 28 octobre 1878, ou pour mieux dire jusqu'à sa cession aux Pères du Saint-Esprit. Essayons d'en donner un rapide aperçu.

On était à l'époque des désastres de la France. Déjà se préparaient, par les soins des sinistres héros de la Commune, les amas de pétrole et de matière inflammable qui devaient consumer Paris. Deux jeunes sauvages à Nossi-Bé, inspirés sans doute par le même esprit qui dirigeait à Paris les Rigault et les Ferré, et profitant du congé du jeudi, quand tous les Pères, maîtres et élèves étaient à la campagne d'Ampombilava, excepté un Frère et cinq enfants malades, se glissèrent dans le dortoir construit en bois et en feuilles du pays, et y mirent le feu. C'était 3 heures du soir. La brise soufflait avec force, et portait les flammes dans la direction de la maison des missionnaires et des autres bâtiments. Tout fut consumé. De la maison en pierre, résidence des Pères, il ne resta que les quatre murs ; des classes, du hangar, de la menuiserie, des magasins et de la petite chapelle domestique annexée aux ateliers, un monceau de cendres. Les missionnaires sans abri, sans provisions, sans vestiaire, avec une centaine d'enfants qu'il fallait cependant nourrir et loger, s'arrangèrent comme ils purent. La charité vint à leur secours.

Ils commençaient à peine à respirer qu'un nouveau fléau fondit sur eux. Le P. Lacomme nous raconte lui-même ses malheurs :

« Nossi-Bé, *22 mars.* — Après l'incendie, je disais ; Il est rare qu'un

malheur arrive seul. Attendons-nous à d'autres désastres ; tenons-nous prêts. Je ne croyais pourtant pas être si bon prophète de malheur. Or, dans la nuit du 18 au 19 mars, pendant que nos enfants reposaient tranquillement dans leur nouveau dortoir, l'un d'eux, le plus grand, est tout à coup saisi des douleurs terribles du choléra, et il meurt dans la journée. Aussitôt les écoles sont licenciées. Le choléra s'était manifesté à bord du stationnaire le *Labourdonnais*, quelques jours auparavant, et l'on avait eu l'imprudence de porter ces malades à l'hôpital. C'est de là que le mal nous est venu, car notre dortoir est contigu à l'hôpital. Je vais habiter à notre compagnie d'Ampombilava, avec les quarante enfants qui nous restent. Mais le choléra passe de chez nous au camp chrétien et dans tous les environs. En quelques jours, les victimes se multiplient au point que les hommes de la geôle ne suffisant plus, on prend une charrette du génie, traînée par des bœufs ; et les cadavres, accumulés sur ce triste corbillard, sont jetés dans des fosses communes. Nous avons perdu dix enfants, sans compter ceux qui auront péri dans leur fuite avec leurs parents. Si vous saviez comme notre âme est affligée ! Ce sont les meilleurs que la mort nous a pris, et je pleure en vous parlant d'eux. Quant à nos chrétiens de la Batterie, ils ont été décimés si rapidement, que les autres, malgré leur charité pour les malades, ont pris la panique et se sont tous enfuis.

A Ampombilava, nous n'avons perdu que les deux enfants qui faisaient les commissions d'Hellville ; nul des autres n'a été malade.

Voilà où nous en sommes, vivant dans la résignation sans doute, mais aussi dans la plus grande affliction. C'est une terrible épreuve pour notre Mission. Dieu qui nous abat de la sorte nous relèvera ; que son saint nom soit béni à jamais ! Bon courage quand même. »

Un mois après, le P. Lacomme écrivait de nouveau :

« *20 avril*. — Je suis toujours à la campagne, exerçant l'office d'infirmier plus que toute autre chose. Le choléra ne nous a pas atteints ici ; mais, en revanche, les fièvres sont tombées sur nous comme la foudre. Depuis trois semaines, il ne se passe pas de jour où trois, quatre et jusqu'à sept enfants ne soient atteints. Pas plus tard qu'hier, il y en avait six. Et moi, de faire donner des tisanes, des cataplasmes, de l'eau sédative, du linge à changer, de la quinine, et le plus souvent faisant par moi-même une partie de ces choses. Si

encore il n'y avait que les enfants de malades, nous pourrions suffire à la besogne ; mais le P. Chervalier, mon compagnon, est tombé à son tour ; le P. Chanut, qui venait le remplacer, est tombé encore après lui. Le F. Savignac, retenu à la Pointe (ambulance créée pour les chrétiens), ne pouvait venir à notre aide. En ce moment, le P. Chervalier et le P. Chanut sont à l'hôpital en ville.

Le choléra a presque disparu ; partout on se tient sur le qui vive. Des mesures sévères sont prises pour en prévenir le retour. Ainsi Hellville, qui a perdu la moitié de ses habitants par la mort ou par la fuite, est environnée d'un cordon sanitaire. Nul de ceux qui ont fui ne peut y rentrer jusqu'à nouvel ordre. Rien de plus triste, rien de plus navrant que ce pauvre Hellville !... On y voit partout les traces du choléra. Ah ! que le bon Dieu vous préserve de voir jamais ce fléau fondre sur vous ! Ce n'est pas sans raison que l'Église nous fait dire : *A peste, fame et bello libera nos, Domine!* De la peste, de la famine et de la guerre, délivrez-nous, Seigneur. Depuis ma dernière lettre, nous avons perdu encore deux enfants de l'école chez leurs parents. L'un d'eux était un enfant accompli ; nous le regrettons beaucoup. Notre cuisinier aussi a succombé. Je ne connais pas encore le nombre des chrétiens morts. Le P. Romani est tombé de faiblesse dans la cour de l'hôpital, et il est assez gravement malade. Le P. Barlet tient bon, et le P. Galtier ne sort pas de l'ambulance de la Pointe.

Jusqu'à présent, le choléra nous a empêchés de faire quelque chose pour relever les ruines de la Mission. Nous n'avons pas même de case où mettre les provisions, ni d'hommes pour faire une case. »

Trois mois se passèrent dans ces angoisses. Enfin le 17 novembre le P. Lacomme adressait encore à son supérieur la lettre suivante.

« Le calme est rentré dans les esprits, et la confiance dans les cœurs. Nos chrétiens dispersés çà et là ont reparu les uns après les autres ; nos œuvres ont repris peu à peu leur cours ordinaire ; et, à l'heure présente, la Mission a repris la marche qu'elle avait avant toutes ces épreuves. Nos fêtes sont aussi belles et aussi pieuses qu'autrefois ; nos écoles ont vu combler leur vide par de nouvelles recrues. Nos rapports avec les infidèles sont même devenus plus fréquents et plus intimes, à cause du rapprochement nécessaire entre nous, provoqué par une commune affliction, car le choléra a frappé indistinctement sur les uns et sur les autres.

Il n'est qu'une chose dont nous ne sortions pas encore. Ce sont les ruines causées par l'incendie. Après avoir relevé ce qui nous est absolument indispensable, nous attendrons des circonstances plus heureuses pour avoir le reste. Mais nous acceptons sans nous plaindre cette nécessité, et nous bénissons le Seigneur en tout temps : sachant bien que les épreuves sont, dans son économie divine, comme le cachet dont il marque ses œuvres, pour les faire prospérer, quand il lui plaît.

Dans le terrible fléau qui nous a si cruellement éprouvés, nous avons eu la consolation de constater les bons effets du christianisme sur ceux de nos fidèles ou de nos enfants que nous avions élevés dans la religion. La foi a semblé dominer tous leurs autres sentiments. Non seulement la plupart s'étaient mis en règle avec leur conscience, dès l'apparition du redoutable ennemi, mais encore aussitôt qu'ils se sentaient frappés, leur première pensée était d'appeler le Père pour se préparer à bien mourir. Je pourrais citer, de presque tous, des traits édifiants, qui montreraient clairement que les missionnaires ne perdent pas leur temps, en travaillant au salut de ces peuples, alors même que les catéchumènes ne se pressent pas nombreux autour d'eux. Mais il suffira de s'arrêter à quelques-uns.

C'est d'abord un bon père de famille, le brave Raphaël un de nos plus anciens élèves. Après avoir soigné avec le plus généreux dévouement ceux de ses voisins atteints du fléau, il fut saisi lui-même, simultanément avec sa femme et un jeune garçon de neuf ans. Aussitôt recueillant toutes ses forces, il m'écrivit ces mots : « Adieu, mon Père, je m'en vais, je quitte cette terre ; priez pour mon âme. Je vous laisse mes enfants qui vont devenir orphelins ; je vous les recommande. » En effet, quelques heures après, il succombait avec sa femme et son enfant malade, et nous laissait deux jeunes orphelins que nous avons adoptés.

Dans une autre case, Marie-Claire semblait oublier toutes ses souffrances pour épancher son cœur dans les plus tendres sentiments religieux : « Mon Dieu, disait-elle, je vous aime de tout mon cœur, je crois fermement, j'espère en votre miséricorde. Sainte Vierge, venez à mon secours : je regrette de ne vous avoir pas assez aimée et assez servie par le passé. Vous êtes ma mère, car je suis congréganiste... » Et alors, avec une onction admirable, elle répétait son acte de consécration. Et puis : « Je suis contente de mourir ; mon Dieu, que votre

volonté soit faite ! Adieu, ma Mère, disait-elle à la supérieure des Sœurs de Saint-Joseph qui venait la visiter, adieu, adieu ; au revoir au ciel, je suis contente de mourir ! » Et cependant elle voyait à côté d'elle son tout jeune enfant et son mari désolé. Mais elle ne pensait plus qu'au ciel, où elle ne tarda pas à s'envoler. Son mari la suivait deux jours après en nous léguant un nouvel orphelin.

Quelle pitié aussi de voir ailleurs un petit enfant de trois ans se cramponnant à sa mère mourante, pendant que son père expirait d'un autre côté ! Comme notre cœur se fendait à l'aspect des angoisses de cette mère laissant ainsi sans appui et sans soutien l'objet de son affection ! Mais elle se consolait en songeant que la Sainte-Enfance allait devenir la mère de son petit Calixte. Et c'est, en effet, ce qui est arrivé.

Qui n'eût été édifié en voyant la piété tendre et affectueuse d'une fille de l'école, âgée de onze ans seulement et mourant dans sa famille. Au milieu de ses convulsions, on l'entendait réciter ses prières avec une expression de foi peu ordinaire. Une joie toute céleste brillait sur sa figure. « Eh bien, Cécile, lui disait-on, vous êtes donc contente de mourir ? — Oh ! oui, je suis contente de mourir ; je vais voir la sainte Vierge ! Ah ! donnez-moi la sainte Vierge, je veux l'avoir dans mes mains... » On lui présente une de ses images. « Non, dit-elle, plutôt la statue. » Elle la prend, la serre dans ses bras, la presse sur ses lèvres, et, après l'avoir embrassée cent fois avec les sentiments de la plus admirable piété, ne la laisse retomber qu'en rendant le dernier soupir.

La petite Albertine, enfant de dix ans, tout imprégnée encore des bénédictions du baptême, se voyait mourir sans crainte comme sans regret. Avec quelle affection, elle aussi serrait dans ses mains une petite statue de saint Joseph qu'elle avait demandée pour sa consolation!

Avec quel accent de vraie piété et d'amour elle prononçait d'elle-même les doux noms de Jésus, de Marie et de Joseph qu'elle n'a cessé de répéter jusqu'à ces derniers moments. « O ma mère, disait-elle à la bonne sœur qui la soignait, je suis contente d'aller au ciel. Ne me quittez pas jusqu'à ce que je sois partie ; je veux mourir auprès de vous. Vous remplacez ma mère qui est loin d'ici ; oui, oui, vous êtes ma mère. » Et lorsque la bonne sœur accablée de fatigue, semblait se reposer un peu, Albertine alors comprimait ses souffrances pour ne

pas troubler ce court repos. Bientôt après les anges, jaloux de posséder une âme si candide, l'emportèrent dans leurs régions célestes.

Un de nos garçons de dix ans environ se mourait à l'insu de nous tous, au sein de sa famille encore païenne. Lui-même n'était pas encore baptisé. Mais sa conduite irréprochable et son instruction devaient lui mériter prochainement cette grâce. A la première nouvelle qui nous vint de son état, le P. Romani accourut. Il était temps; car la vie allait s'échapper. Ce cher enfant reçut avec la plus vive foi le baptême qu'il désirait de tout son cœur. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'il voulut le nom de Louis de Gonzague qu'il méritait bien en effet de porter. Il expira dans la joie des élus.

Je ne puis passer sous silence le jeune Guibert, enfant de seize ans, ravi par les Arabes dès l'âge le plus tendre à l'intérieur de l'Afrique, et que la divine Providence avait conduit à Nossi-Bé. Enfant privilégié entre tous les enfants de ce pays, il semblait né pour la vertu. D'une conduite exemplaire, on le voyait souvent à la sainte Table ; et son caractère égal et serviable le mettait à la disposition de tout le monde, sans qu'on remarquât en lui le moindre signe d'impatience. Les malades surtout n'avaient qu'à se louer de sa mansuétude et de sa fidélité à les servir. Aussi jamais aucune plainte ne s'élevait contre lui. Chacun l'aimait, chacun l'estimait. Un tel enfant n'était point fait pour vivre longtemps sur cette terre de péché. Le fléau est venu, et la voix du Seigneur l'a appelé à lui, de crainte peut-être que le mal ne vînt à fausser la droiture de son esprit, et à corrompre la pureté de son cœur. »

Trois ans plus tard, en 1874, la variole qui avait ravagé Tananarivo et tout l'intérieur de la Grande Ile s'abattit sur la côte Ouest de Madagascar. Mille précautions furent prises pour préserver Nossi-Bé. Elles furent inutiles.

« Quand le Seigneur veut entrer quelque part afin d'y exercer sa justice, disait en 1875 le P. Lacomme, tous les moyens humains sont impuissants à l'arrêter. Nous avons donc la variole.

Les Malgaches indigènes, surtout les Makoas et les Comoréens qui habitent le pays sont atteints de ce terrible mal et beaucoup succombent. Il est vrai aussi qu'ils ne font rien pour s'y soustraire; au contraire ils semblent tout faire pour l'attirer sur eux. Ils refusent d'abord obstinément de se laisser vacciner. Pour eux, Dieu sait ceux

qu'il veut prendre, c'est à son courroux qu'il faut essayer d'échapper. On les a vus ensuite se livrer à toutes sortes de superstitions plus absurdes, je dirai plus abjectes les unes que les autres, si bien que l'autorité locale a dû intervenir. Les Malgaches sensés en gémissaient eux-mêmes. On les voyait s'en aller nombreux sur une colline, au coucher du soleil, et là, appeler par leurs cris et leurs gestes un vent propice qui emportât bien loin les miasmes pestilentiels dont le pays est infecté. Ils se réunissaient encore en grand nombre, les femmes surtout, autour d'un arbre *fady* (qu'ils tiennent pour *sacré*), et là par des cris, et surtout par des gesticulations plus sataniques qu'humaines, ils conjuraient le malin esprit, auteur de tant de maux, de les laisser en paix. Enfin, le culte des ancêtres devait avoir son tour dans cette lugubre manifestation de sentiments païens. En effet, des bandes d'indigènes, ayant à leur tête les principaux personnages du pays, se sont rendus au *Mahabo*, ou tombeaux des rois, afin d'invoquer leurs mânes qu'ils vénéraient à l'égal de Dieu. Les *ampamoriky* ou sorciers leur avaient dit que là certainement ils trouveraient le remède à leurs maux, moyennant une offrande de bel argent qu'ils y déposeraient. Chacun donc s'est imposé généreusement, et l'offrande a été faite au *Mahabo*. Mais ni leur argent, ni leurs amulettes, ni leurs mille simagrées n'ont pu conjurer le cruel fléau ; tout a été inutile. La variole continuait ses ravages et multipliait ses victimes.

Une des dernières a été une reine sakalave, du nom de Momaka, sœur de Safy-Mozongo, et fille du roi Andriansoly qui céda Mayotte à la France. Cette reine qui résidait à la Grande Terre, vis-à-vis de Nossi-Bé, a eu le sort de beaucoup de ses sujets. Mais tandis que ceux-ci étaient ensevelis en toute hâte, comme des pestiférés, elle, en sa qualité d'*Ampanjaka* a eu des funérailles avec tous les honneurs royaux.

Quand elle a eu rendu le dernier soupir, on est venu demander au commandant de Nossi-Bé la permission de l'ensevelir à Nossi-Comba où se trouve le Mahabo de la famille. L'autorisation a été donnée. Mais le commandant, ayant su que leur usage est d'immoler quatre hommes, et de les ensevelir avec le roi mort, a aussitôt envoyé la police pour empêcher une pareille iniquité. M. le chef du service administratif s'est rendu lui-même sur les lieux. Mais tout était à peu près fini quand il est arrivé. Il lui a été impossible de savoir si le

sacrifice humain s'était fait. Les Sakalaves ont protesté et nié. Tout le monde cependant croit qu'il a eu lieu, selon leur usage.

Voici comment on m'a raconté cette horrible coutume qui rappelle les temps barbares d'avant le christianisme : Aussitôt que le souverain a rendu le dernier soupir, on désigne quatre hommes, pris dans des familles qui sont destinées à ce triste honneur. On les soigne parfaitement ; on les lave chaque jour ; et quelques hommes bien armés les gardent à vue, afin qu'ils ne s'échappent pas. Quand le jour de l'enterrement est venu, (c'est ordinairement un mois après), ces quatre hommes bien habillés, bien parés, accompagnent le corps du roi. Arrivés au lieu de la sépulture, on creuse une grande, large et profonde fosse. D'après les uns on les y fait descendre vivants; ils s'y couchent à terre sur le dos, reçoivent sur leurs bras le cercueil royal et lui servent de lit funèbre. On les recouvre aussitôt de terre; et les voilà ensevelis tout vivants. Selon d'autres, on les tue avant, et l'on étend leurs corps au fond de la fosse avant d'y déposer le corps du roi. Ces ensevelissements se font toujours la nuit.

Il est d'usage aussi que les rois ne doivent pas mourir comme de simples sujets, d'une mort naturelle. Aussi, lorsqu'on les voit à l'agonie, on leur fait une incision au gosier, pour hâter leur mort de quelques minutes. On dit qu'il y a un couteau destiné à cela et bien conservé. Mais revenons à nos chrétiens.

Jusqu'ici, nous n'avons qu'à rendre grâces à Dieu pour la protection toute spéciale dont le Seigneur a entouré la Mission. Il est vrai que quelques-uns de nos fidèles ont été frappés, et que six ont succombé. Mais la portion est bien petite comparée à ce que les infidèles ont souffert. Quant à nos écoles, un seul garçon a été atteint; il s'est heureusement guéri, comme si Dieu voulait nous faire comprendre par là, que le fléau est à notre porte, et qu'il pourrait entrer avec sa permission, malgré tous nos préservatifs. Nous n'avons pas manqué en effet de prendre les moyens surnaturels et humains que la foi et la raison conseillent. Tout en ayant soin de faire vacciner les enfants des écoles, nous avons fait des prières publiques, et une procession dans les rues d'Hellville, afin d'attirer sur nous la protection de la sainte Vierge et des saints, et la miséricorde de Dieu.

Au moment où j'écris, la maladie a perdu de son intensité. Mais elle

dure depuis plus d'un an. Le commerce s'en est passablement ressenti, soit parce que les bras manquent aux travaux et que par suite des rizières entières ont été abandonnées, faute de monde pour moissonner le riz; soit encore parce que les navires qui accostent ici passent sans communiquer, sous peine d'être mis en quarantaine à Mayotte, à Tamatave et ailleurs, surtout à Maurice et à la Réunion. »

Nous avons bien le droit de ranger au nombre des épreuves multiples qui fondirent sur Nossi-Bé, à l'époque dont nous parlons, les tracasseries odieuses dont les missionnaires furent victimes, de la part d'un certain administrateur, radical outre mesure, et se montrant plus que de raison irrité de la pacifique influence exercée par la Mission sur la petite population de l'île, spécialement sur la classe des engagés mozambiques. Cet administrateur était-il véritablement jaloux de cette influence, ou n'affectait-il de faire la guerre aux Pères, que pour mériter les bonnes grâces du parti avancé? Nous n'examinerons pas cette question, pas plus que nous ne voulons entrer ici dans le détail des accusations formulées par lui contre la Mission, au sujet du refuge, qu'elle offrait, disait-il, à tous les noirs venant de la Grande Terre, ainsi qu'aux mauvais conseils qu'elle leur donnait pour leurs engagements, l'emploi de leur journée du dimanche, etc., etc. Il alla même si loin dans cette voie d'hostilité contre nous, qu'il dépassa tous ses prédécesseurs, et osa, au mépris de tous les règlements et de la plus vulgaire justice, condamner un des missionnaires à quinze jours de prison, sur la frivole imputation d'avoir aidé de ses conseils un pauvre Mozambique à tromper les recherches de la police. Il est vrai que le commandant supérieur de Mayotte le blâma de tant de zèle, et lui reprocha d'avoir gravement outrepassé ses pouvoirs. Mais le mal était accompli.

Voici, du reste, comment le P. Lacomme parlait au Directeur de l'œuvre de la Propagation de la Foi, des engagés mozambiques, prétexte ou occasion de cette épreuve.

« Depuis quelque temps surtout, des catéchumènes se présentent sans cesse. Ce sont particulièrement des *Makoas,* hommes et femmes, esclaves libérés qui fuient la grande île de Madagascar où l'on s'obstine à les garder encore, malgré l'émancipation qui leur a été accordée, et qui viennent se réfugier à Nossi-Bé, où ils espèrent trouver une plus franche liberté. Ils viennent à nous, nous suppliant

de ne pas les rejeter. Pourrions-nous les repousser, alors qu'ils n'ont devant eux que cette alternative ou de retourner à leur esclavage, à la grande île de Madagascar, ou de tomber ici entre les mains d'engagistes intéressés qui ne leur laisseront aucun répit, soit pour devenir chrétiens, s'ils le veulent, soit pour pratiquer leur religion, s'ils sont déjà baptisés? Telle est, en effet, la condition de ces pauvres Makoas.

C'est pour leur épargner cette dure alternative que nous les gardons auprès de nous au catéchuménat, en qualité d'engagés ou de domestiques, partageant leur temps entre l'instruction et le travail, jusqu'à ce qu'ils soient mis à même d'être fixés dans le pays comme chrétiens. Un village entier, le village de Tanandava, a été ainsi comme créé par ces pauvres fugitifs; et c'est, avec le camp chrétien, la meilleure portion de notre troupeau. »

On le voit, les sentiments d'hostilité contre cette nouvelle œuvre du P. Lacomme ne pouvaient donc avoir d'autre mobile, dans le commandant particulier, qu'un trop grand désir de faire montre d'esprit anticlérical, et de satisfaire aux injustes prétentions de certains blancs, brûlant d'avoir pour leurs terres un plus nombreux personnel d'engagés dits volontaires, mais qui subissaient en réalite chez eux un esclavage plus dur que celui qu'ils supportaient à la Grande Terre.

Nous réservons, pour l'histoire de la fin des Petites Iles, le récit des dernières épreuves que le P. Lacomme eut à y endurer, jusqu'à leur cession aux Pères du Saint-Esprit.

CHAPITRE XXII

La politique du premier ministre Rainilaiarivony. — Progrès de la Mission catholique sur la côte orientale et dans l'Imerina. — Le commandant du *d'Assas* — Le P. Finaz à Fianarantsoa. — Difficultés de tous les jours.

(1870-1877)

Le chapitre xxe de cette histoire nous a montré une sorte de révolution politique et religieuse s'accomplissant à Tananarivo en 1868, si toutefois l'on peut donner le nom de révolution à la manifestation naturelle d'événements historiques, contenus en germe dans des principes déjà posés. Qu'est-ce en effet que cet établissement officiel de la religion anglaise et des mœurs britanniques à Madagascar en 1868, sous le nom de religion de la reine ; qu'est-ce que cette influence prépondérante donnée alors à l'élément anglais, à l'exclusion de l'élément français, désormais systématiquement refoulé et tenu à l'écart, sinon la conclusion logique, nécessaire, des divers traités secrets, conclus par l'Angleterre avec les chefs de la nation hova, à partir de Radama I jusqu'aux ministres assassins de Radama II, et au tout-puissant époux de Ranavalona II? Le Cabinet britannique par ses agents officiels ou officieux, par ses Farquhar et Hastie, Ellis et Packenham, et les ministres missionnaires de la Société de Londres, avait si bien manœuvré, qu'il en était venu à enserrer les trop cupides conducteurs de la politique hova, dans une sorte de réseau inextricable, tissu de bons offices accordés spontanément d'une part, et de promesses secrètes dûment signées de l'autre. Au point où les chefs s'étaient ainsi laissé mener, ils devaient se soumettre au courant protestant et britannique, ou s'exposer à être renversés par les

conspirations anglo-hovas de ce parti, comme il était arrivé à l'infortuné Radama.

Rainilaiarivony voulut éviter ce sort. Il comprit, selon le mot du Rév. Sibree, que la religion anglaise implantée dans le pays, était devenue une force qui ne pouvait plus passer inaperçue, et avec laquelle il fallait compter. Plutôt que d'en être la victime, en essayant de lutter contre elle, il préféra plier de bonne grâce, et lui soumettre en même temps le trône et les sujets. Il se contenta donc de la consolation futile qu'on lui offrait, de paraître diriger le torrent, et d'être le premier, après la reine ; tout en se rendant d'ailleurs parfaitement compte, que ce mouvement politique autant que religieux finirait par l'entraîner, ainsi que tout le pays, là où il n'eût pas voulu aller. Tel est, selon nous, le principal motif, qui porta ce ministre à se jeter dans les bras des Anglais. Rainilaiarivony n'est point en effet et ne fut jamais un protestant convaincu. La passion du sectaire ne l'entraîna point à persécuter le catholicisme. Nous pensons même que si l'ambition de régner, la cupidité, et d'autres influences de cette espèce ne l'eussent pas égaré, il eût peut-être préféré la France à l'Angleterre, le catholicisme au protestantisme. Mais impuissant à remonter le cours du fleuve protestant anglo-hova, il se laissa aller à la dérive, et n'eut d'autres soucis que celui d'éviter les écueils cachés, contre lesquels pouvait trop tôt se briser sa fragile nacelle. Indiquons les principaux de ces écueils. Les connaître c'est apprendre en même temps pourquoi, au sein d'une Église d'État aussi barbare que celle de Madagascar, et dirigée d'ailleurs par des fanatiques tels que les missionnaires de Londres, la religion catholique fut en partie tolérée, et put même, à certains moments, réaliser les progrès merveilleux dont nous avons déjà raconté l'origine.

Le premier des écueils contre lequel menaçait de faire naufrage la politique de Rainilaiarivony, était l'absorption progressive de la puissance hova par la puissance britannique sa redoutable protectrice. Le ministre eût donné contre ce récif en suivant en tout et pour tout les idées des méthodistes, et en détruisant outre mesure, par crainte de déplaire à ses maîtres, soit les usages de ses nationaux, soit même l'influence française, contrepoids naturel de l'influence anglaise. La cupidité et la crainte lui avaient sans doute fait accepter bien des clauses secrètes, par lesquelles il s'engageait à l'introduction exclu-

sive dans le pays de la civilisation britannique, c'est-à-dire de la religion et de l'éducation protestantes, de l'abolition de l'esclavage, etc. Mais l'exécution de ces clauses devait être poursuivie avec discrétion, différée le plus possible, ou même éludée en partie, selon la mauvaise foi ordinaire aux barbares, principalement en ce qui pourrait provoquer, dans une trop large mesure, le mécontentement général de la nation, deuxième écueil de la politique de Rainilaiarivony. Le troisième n'était pas moins à craindre. C'était la mauvaise humeur des Français. On pouvait bien sans doute violer leur traité, en plus d'une clause, celles par exemple qui réglaient la liberté de la religion et l'instruction, considérées bien à tort par certains politiques, comme d'un ordre inférieur; mais il ne fallait pas néanmoins pousser les choses à l'extrême, et en arriver à se mettre la France sur les bras, dans le présent ou l'avenir. Une guerre avec la France ne conduirait à rien de bon, puisque l'indépendance nationale des Hovas, base de tous les intérêts anglais à Madagascar, en ferait seule les frais. Loin donc de la politique, toute cause de rupture avec la France. Ce troisième écueil une fois évité, il n'était rien qu'on ne pût se permettre avec les sujets de cette nation. Pas de faveurs, pas même de justice pour eux. On devait les annihiler. Ainsi l'exigeait l'Angleterre protestante, maîtresse du pays, et inspiratrice de Rainilaiarivony. Telle fut aussi de fait la tâche dont le premier ministre essaya de s'acquitter, en restant dans les limites signalées par les trois écueils que nous venons d'indiquer.

Nous ajouterons qu'il s'en acquitta plutôt par ses agents que par lui-même. C'était plus sage. Voilà pourquoi nous l'avons déjà vu, et nous le verrons encore, conserver en apparence toutes les formes de la plus juste neutralité, et se montrer prodigue de bonnes paroles à toutes les plaintes des missionnaires ou des consuls français. Nul n'excella plus que lui à promettre pleine et entière liberté à ceux dont par ses agents, il faisait en sous-main confisquer toute la liberté.

« Généralement le premier ministre, lisons-nous dans une lettre d'un missionnaire protestant en 1867, se confine dans le fond de son palais, et tous les principaux officiers sont autour de lui comme autant de pattes de chat. Ils sont obligés au péril de leur vie d'exécuter ses instructions, tandis qu'il affecte de ne rien savoir, et met ainsi à

couvert sa responsabilité. De là vient que personne ne peut démontrer que le premier ministre soit coupable ; et il a soin pour son compte de se donner toujours pour l'homme le plus innocent, le plus inoffensif, et partant le plus injustement accusé du monde. Pourvu qu'on ait envie de représenter sous couleur de rose l'état des choses à Madagascar, on trouvera toujours facilement de quoi excuser le premier ministre, et sauver sa responsabilité, en imputant à ses subordonnés ce qui proprement n'appartient qu'à lui seul... Premier ministre, tel est son titre : mais son pouvoir diffère peu de celui d'un despote absolu. » Vainement le digne M. Laborde essaya-t-il mille fois de s'attacher Rainilaiarivony par les liens de la reconnaissance. De telles natures échappent aux attraits de cette noble vertu. La peur seule les subjugue. Contre la peur des agissements anglais, dominante en son âme, l'unique remède était la peur du canon français. Ce remède, un seul homme, le commandant Lagougine l'employa ; et il en fut blâmé par certains patriotes français.

Mais n'anticipons pas sur les événements que nous devons raconter, et reprenons la suite des progrès de la Mission dans les campagnes de Tananarivo, vers les commencements de l'année 1870.

« Laissez-moi vous raconter en peu de mots, mandait alors le P. Delbosc aux scolastiques de Vals, une petite affaire qui vient de se passer, et dans laquelle j'ai été à la fois témoin et acteur. Le *Fandroana* était terminé, et la reine s'était rendue selon l'usage à la ville sacrée d'Ambohimanga, accompagnée d'un nombre considérable de ses sujets.

Or parmi ceux qui formaient le cortège obligé de Sa Majesté, se trouvaient aussi de nos chrétiens. Les laisser sans messe le dimanche, pendant que les protestants auraient ce jour-là leurs réunions les plus solennelles dans l'intérieur de la ville et même du palais, me parut un danger pour leur foi, auquel je devais les soustraire. Je résolus donc de partir d'Imerimandroso assez à temps vers la fin de la semaine, pour m'établir en dehors de la ville en camp volant, et accomplir le dimanche en leur présence, tous nos exercices ordinaires de religion. Je prévins de ma résolution le premier ministre et le gouverneur d'Ambohimanga, qui n'eurent pas l'air de s'y opposer et me donnèrent même de bonnes paroles. Sans plus de retard une maison en dehors des fortifications est mise à ma disposition par son proprié-

taire, et je m'y rends un samedi matin, avec le F. Souche pour tout préparer. Comme la case était trop petite, et que du reste le maître du logis commença dès notre arrivée à avoir peur, nous nous installâmes dans la cour. Quelques rondins plantés en terre, quelques bambous et des *zozoro*, pour nous mettre à l'abri du soleil, firent tous les frais de notre installation. C'était bien simple et bien primitif, et cependant cela porta ombrage. Un rapport fut fait par l'ennemi, et la colère éclata en haut lieu. Le rapport disait que les Français faisaient une maison à *Ambohimanga* sans autorisation, et même contre la volonté du propriétaire. Une lettre m'arriva donc ce jour-là même à 11 heures de la nuit. En voici la traduction littérale.

Ambohimanga 29 Alahamady, (1er mois de la lune de l'année 1870).
Au Père.

« Voici ce que nous disons : nous apprenons que vous faites une maison sur un emplacement des soldats : et comment pouvez-vous faire une maison ici dans la ville qui nous est confiée, sans nous en informer selon ce qui a été convenu ? Cependant ni la reine ni les grands ne s'opposent aux conventions que vous pouvez faire avec les maîtres des emplacements. *Ambohimanga* est une ville, dont la garde nous est confiée, et vous faites cela, et vous ne nous avertissez nullement, et cependant nous n'avons encore vu ni Français, ni Anglais louer un emplacement, ou faire une maison ici à *Ambohimanga* ; car la terre ici à *Ambohimanga* est sous une loi particulière, et même les habitants ne peuvent y faire une maison sans nous en prévenir. Nous sommes donc très étonnés que vous fassiez une maison, car pas même celui qui se donne pour le maître de l'emplacement, ne nous a prévenus et ne nous a rien dit. Et vous surtout qui êtes un étranger, vous faites une case sans nous en prévenir nullement : nous sommes très étonnés d'une pareille conduite de votre part. Donc nous vous demandons ceci : Quel est l'homme, qui vous a autorisé à faire une maison ici, et qui sciemment nous l'a laissé ignorer, foulant ainsi aux pieds les lois d'*Ambohimanga ?* Adieu, que Dieu vous assiste !

« *Signé :* RAINIMAROTAFIKA 14me honneur, officier du palais, gouverneur d'*Ambohimanga.* »

Cette jolie lettre avait été rédigée au palais, et au milieu de la plus

grande agitation. On dit que c'est *Rianandriantsilavo* et *Ravoninahitriniarivo* qui avaient chauffé tout le monde, même la reine et le premier ministre. Ma réponse fut courte, mais polie ; au lieu de riposter à toutes ces colères, je dis simplement au gouverneur qu'on l'avait induit en erreur, que la maison incriminée était tout simplement un abri qui serait démoli le lendemain, et je tins parole. Car immédiatement après la réunion du soir, tout fut jeté à terre. Mais le but de tout ce tapage était manqué, grâce à Dieu et au sacré Cœur, auquel je m'étais fortement recommandé ; grâce aussi aux prières que faisaient pour cela nos chrétiens de Tananarivo. Au lieu d'empêcher en effet notre réunion, comme le voulait l'ennemi de tout bien, elle fut des plus belles et le matin et le soir. *Deo gratias.* »

Le P. Delbosc continua de revenir, chaque dimanche, à Ambohimanga, tant que la cour y prolongea son séjour. Seulement par la suite, afin d'éviter de nouvelles difficultés, il s'éloigna des maisons et éleva une tente en plein champ pour lui servir de chapelle.

« Cependant, poursuit le P. Laffont, ce fait a eu un grand retentissement, et a déchaîné toutes les colères jusque dans les plus hauts sommets du camp ennemi. Depuis ce fameux jour de la prière catholique aux portes d'*Ambohimanga*, il y a eu une recrudescence de persécution, non pas au grand jour et à découvert, (nos *Hovas* sont trop habiles pour cela), mais sous terre et sans trop de bruit, de manière à ce que le premier ministre et la reine n'aient pas l'air de se douter des menées hypocrites. » Un mot ajouté ici à cette remarque du P. Laffont fera mieux comprendre la cause de cette recrudescence de persécution dont il parle avec raison. Nous le tirons du *Teny Soa*, journal des Indépendants, paraissant alors depuis quatre annnées déjà.

« Le 29 janvier 1870, dit ce journal, un ordre royal fut annoncé aux grands et au peuple dans les termes que voici : « Par la grâce de Dieu, une année nouvelle nous a été donnée. Montez donc tous, vous qui êtes unis dans une même foi et une même prière avec votre souveraine, et venez prier avec moi à Ambohimanga. »

En conséquence le 30 janvier, tout le peuple des campagnes, uni dans une même prière avec la reine, se rendit à Ambohimanga. Il y eut plusieurs discours le matin et le soir. A la réunion du soir, après les chants et les prières, Rainilaiarivony, premier ministre, se leva et dit : « Je n'avais pas l'intention de parler, mais à la vue de cette

multitude ainsi réunie, ma charité s'est émue, et je me suis levé. Rappelez-vous la parole lue ce matin par nos amis dans les dix commandements : Ne vous faites pas d'autres dieux en ma présence. Nous ne devons pas prier les hommes, quels qu'ils soient, ni adorer les images. Il faut prier Jésus-Christ seul... Souvenez-vous encore de ce commandement : Suivez (sic) votre père et votre mère. Or Ranavalomanjaka qui a été élue de Dieu pour être votre père et votre mère vous appelle et vous dit : Venez tous, vous qui êtes unis avec moi dans une même foi et une même prière, venez prier avec moi. Est-ce que cet appel n'est pas une bonne chose? Sans doute. Mais quel est le sens de cet appel? Le voici : Le Seigneur m'a donné à vous, et vous à donnés à moi. Je ne vous laisserai donc pas aller au mal. Puissiez-vous prier avec moi sur la terre, afin que nous ayons même héritage dans le ciel. Est-ce que vous laisserez votre reine? Pensez-vous qu'il soit bon de ne pas observer le commandement : Suivez votre père et votre mère, afin que vous viviez longtemps? » Tel est, poursuit le *Teny Soa*, le sens des paroles de Rainilaiarivony. On chanta alors, et la reine ordonna ensuite au premier ministre de porter encore à la connaissance de son peuple les paroles suivantes :

« C'est moi Ranavalomanjaka qui vous ai appelés en ma présence. Je vous ordonne de ne pas vaquer les dimanches à d'autres occupations, si ce n'est celle de la prière, car telle est la volonté de Dieu. — A moi la terre, dit ensuite la reine. Or la volonté de Dieu est que vous et moi nous marchions ensemble. » Tous les chrétiens alors, conclut le *Teny Soa*, furent dans la joie et remercièrent la reine. »

Après un pareil discours, s'appuyant, comme la plupart des discours hérétiques, sur la parole de Dieu sciemment faussée, ou corrompue, les chrétiens protestants avaient en effet mille raisons de remercier la reine. Comment, à moins d'user d'ordres impératifs, en complète opposition avec la liberté des cultes stipulée par les traités, pouvait-elle pousser plus efficacement son peuple, si timide, si esclave, à la religion des Indépendants?

« Il vous sera facile maintenant, poursuit le P. Laffont, de comprendre quelle est notre position ici. Extérieurement et officiellement le gouvernement hova maintient la liberté des cultes stipulée dans le traité. Le premier ministre souvent interrogé a toujours répondu dans ce sens. Ce ne sont là, il est vrai, que des paroles, mais des paroles dont nous

nous servons dans l'occasion et auxquelles nous donnons le plus de retentissement possible. Du reste nous portons toujours avec nous le texte du traité et du discours de la reine, où se trouve garantie la liberté des cultes. Immédiatement au-dessous de la reine et du premier ministre, dans la famille même de celui-ci, se trouvent des *Manambo-ninahitra*, des *Lehibe*, des grands, qui sont nos plus ardents ennemis. Ceux-là soudoyés par l'or des protestants sont infatigables dans leur haine contre les catholiques; ils ne prennent même plus déjà le soin de cacher leurs menées; ils envoient leurs aides de camp, et quelquefois ils vont eux-mêmes dans les centres les plus populeux de la province d'Imerina pour grossir leurs rangs et dégarnir les nôtres; ils s'adressent de préférence aux nobles, aux *Andriana*, aux chefs des villages, persuadés que, si ces grands personnages viennent dans leur parti, ils entraîneront beaucoup de monde après eux. Voici quelques-unes des paroles prononcées par ces audacieux prosélytes du mensonge:

« La reine est protestante ; donc tout *Malgache* qui aime la reine doit être protestant comme elle. Les catholiques sont censés se séparer de leur souveraine ; ils sont comme étrangers dans le royaume ; ils perdent leurs droits pendant leur vie ; et à leur mort, ils ne seront pas enterrés dans le tombeau de leurs ancêtres. Que des esclaves, des femmes et des enfants se mettent du côté des Français, on le comprend et on le tolère ; mais pour les *Andriana* et les *Lehibe*, c'est autre chose. Il sont parents de la reine et doivent faire comme elle. D'après la coutume de leurs ancêtres ils sont unis à leur souveraine; et du moment où ils s'en séparent, ils peuvent être regardés comme des rebelles. Que sont du reste ces Français par lesquels, vous catholiques, vous vous laissez séduire ? Souvenez-vous du complot qui avait pour but de détrôner notre vieille reine ; souvenez-vous de la charte Lambert, qui livrait notre pays aux étrangers ; souvenez-vous surtout de l'affreuse indemnité de 1.200.000 francs, qu'on vous a forcés de payer. Voilà l'œuvre des Français. Malheur à vous, Malgaches, si vous les écoutez ! venez avec nous, venez avec la reine, avec le premier ministre et tous les grands du royaume ; car il n'y a chez les Français que la lie du peuple. » Voilà leur langage d'après les rapports de nos chrétiens.

Placée dans cette situation difficile, notre mission catholique mar-

che quand même : grâce à Dieu si nous perdons du terrain sur un point, nous en gagnons sur un autre, et en dernier résultat nous ne reculons pas, mais nous avançons toujours un peu. Ainsi nous avons eu des défections dans la province du Nord, capitale Ambohimanga, qui est plus travaillée par les hérétiques, que tout le reste de la province. Mais en revanche, le Sud, qui était comme endormi dans l'indifférence, s'est réveillé depuis quelques semaines, et nous console autant aujourd'hui, qu'il nous affligeait par le passé. Si le chef d'*Ambohitsoa* fait défection avec l'une de ses filles; à deux lieues de là, *Ambohijanaka* magnifique village, s'est rangé sous nos drapeaux. C'est comme sur un champ de bataille, il y a des points ou l'ennemi triomphe, mais sur d'autres il est repoussé. Je puis vous dire qu'en définitive la victoire est en ce moment au parti catholique, malgré les pertes essuyées au milieu de la lutte. »

L'inauguration de la procession du saint Sacrement dans les belles allées de notre campagne d'Ambohipo, et celle du 15 août, en l'honneur de la sainte Vierge, dans le vaste champ de manœuvre à Mahamasina datent de cette époque. Des lettres des PP. Caussèque, Laffont et Limozin nous en fournissent une ample description; il nous suffira de les transcrire ici.

« Nous avions choisi, pour le rendez-vous de la grande procession du très saint Sacrement, Ambohipo, à cause de sa proximité de la capitale. Dès 8 heures du matin, les Malgaches accouraient de toutes parts, bien que la procession n'eût été annoncée que pour 1 heure de l'après-midi. Le plus grand nombre est resté à jeun jusqu'à 3 heures. Ces jeûnes prolongés ne fatiguent point le Malgache, dont l'estomac est des plus souples; il mange fréquemment lorsqu'il est dans l'abondance, et se prive sans peine dans la disette.

Ratahiry était parmi les assistants. Ce prince a beaucoup perdu de son prestige; il se montre réservé, froid avec les Pères, et ne promet plus de réaliser les espérances qu'on avait fondées sur lui, lorsque, sous le règne de Rasoherina, il suivait les classes de nos écoles chrétiennes. On a tout fait pour les corrompre moralement, lui et sa sœur, et on n'y a que trop réussi. S'ils se disent toujours catholiques, ils n'en ont ni le baptême, ni la foi, ni les mœurs surtout.

Les protestants avaient aussi envoyé leurs espions à Ambohipo; mais leur active surveillance n'a eu d'autre résultat que de leur ap-

prendre, de la bouche même de leurs adeptes étonnés, que la prière des catholiques est plus belle que celle des protestants.

A 1 heure, la procession sortait de l'église. Les femmes, sur deux longues lignes, ouvraient la marche; venaient ensuite les petites filles des Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, qui chantaient des cantiques, les Frères des écoles chrétiennes, avec leur fanfare, et enfin les hommes. Devant le dais, vingt huit enfants, vêtus de blanc, portaient des oriflammes, et trente-quatre enfants de chœur, avec l'encensoir ou la corbeille de fleurs, exécutaient les diverses figures auxquelles ils avaient été parfaitement exercés. Le Rév. P. Finaz portait le Saint Sacrement; à ses côtés, notre excellent consul, M. Laborde, soutenait un des bras du dais ; cet exemple a excité dans tous nos chrétiens le pieux désir de mériter le même honneur. Le Rév. P. Jouen, Préfet apostolique, presque toujours souffrant, suivait le dais, porté en palanquin. Après avoir fait le tour du jardin et défilé le long du cimetière, la procession s'est arrêtée en face de l'église, où était élevé un magnifique reposoir. Ce fut alors un beau spectacle. Plus de quatre mille personnes étaient prosternées aux pieds de Notre-Seigneur chantant des hymnes à sa louange. Avant le *Tantum ergo* le Rév. P. Jouen a adressé quelques mots aux fidèles. Il s'est inspiré de la présence de la tombe du P. Webber, premier missionnaire de Madagascar, pour réfuter les calomnies de l'hérésie. « Lorsque le P. Webber mourut, le protestantisme vous disait: La prière catholique est morte. Voyez aujourd'hui s'il a dit vrai. Le Père est mort, mais la prière qu'il vous a enseignée vit près de son tombeau, et y vivra toujours. » Après le chant du *Tantum ergo*, le Rév. P. Préfet apostolique a consacré de nouveau au Sacré Cœur l'île de Madagascar, les Pères missionnaires, les Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, et les Frères des écoles chrétiennes.

Telle a été cette fête, la plus belle qui ait été célébrée jusqu'ici à Madagascar, en l'honneur du Dieu de l'Eucharistie. L'effet produit a été excellent; les bons ont été fortifiés, et les timides encouragés. Des fêtes semblables ont eu lieu à Ambohijanahary et à Fenomanana; partout le résultat a été des plus consolants. De jour en jour le mouvement vers le catholicisme s'accentue davantage; c'est en vain que l'hérésie sème son ivraie stérile, et s'efforce, au prix de l'or, de pervertir les âmes en les éloignant du missionnaire catholique. »

Quelque éclatant qu'eût été le succès de la procession de la Fête-Dieu à Ambohipo, il devait être dépassé par celui de la procession du 15 août. Écoutons le P. Limozin: « C'est l'immense champ de manœuvre de Mahamasina qui est devenu, sans que personne y ait trouvé à redire, un champ de triomphe pour notre Mère du ciel. Tous nos Pères et Frères étaient là. Alternativement les Pères, les Frères coadjuteurs et les premiers de nos chrétiens, ont porté le brancard où reposait la statue de Marie, tenant dans les bras l'Enfant Jésus qui semblait bénir. La ville entière se trouvait autour de nous à Mahamasina, ou se tenait sur le vaste amphithéâtre à fer à cheval, qui se dresse jusqu'aux remparts de Tananarivo. Rien n'est venu nous déranger, et je crois qu'au reposoir, on a pu entendre du haut du palais la voix de nos Pères artistes chanter le cantique pour la Reine des cieux. « Il fait bon, disaient les Malgaches, entendre ces voix de blancs. » Ces blancs que vous connaissez bien, mon Révérend Père, et qui animaient les chœurs dans ce grand parcours de la procession, c'étaient les PP. Gauchy, Caussèque, Nassès, Taïx, Laffont, Ailloud. Le vénérable P. Finaz officiait avec diacre et sous-diacre, le Rév. P. Jouen, trop infirme pour marcher, était porté en *filanjana*, avec le surplis et l'étole, et suivait en compagnie de M. Laborde, notre consul. Toutes ces démonstrations extérieures, qui nous sont permises, offrent le grand avantage de laisser voir le développement du petit grain de sénevé, longtemps caché, mais qui finit par monter et devenir un arbre. Oui, malgré tout et en dépit des déboires et des défections, ces classes nombreuses d'enfants des Frères et des Sœurs de Saint-Joseph, et tous ces groupes de catéchumènes, que nous entretenons avec tant de peines sur tant de points différents, arrivent à former une masse de bons chrétiens. Et à certains jours solennels, comme à celui du 15 août, on est tout heureux et tout étonné, de voir se produire avec éclat ce fruit de tant d'ennuis et de tribulations.

Il est d'ailleurs un autre moyen de vous convaincre du mouvement qui se fait. Que ne pouvez-vous voir ces belles églises en pisé, en bois, ou même en terre, dont nous faisons de temps à autre la bénédiction avec un grand concours. Le P. Finaz en administre, je crois, pour son compte, une quinzaine ; le P. Delbosc huit ou neuf ; ainsi des autres. Que n'avons-nous donc un peu plus d'argent ! Imaginez

qu'avec 4.000 francs, vous faites ici de grandes et belles églises. La main d'œuvre, en effet, ne coûte presque rien, et la matière moins encore, quand c'est du pisé ; surtout avec le dévouement de nos bons Frères coadjuteurs, rudes travailleurs, s'il en fut jamais. »

« Pendant que les Frères bâtissent, ajoute enfin le P. Gauchy, les Pères missionnent de leur mieux, à la ville, ou à la campagne. Lorsque les rivières sont trop grosses, nous les passons à la nage; car il y a en ce pays beaucoup de rivières, et pas de ponts. Tel Père a failli se noyer vingt fois avec une mauvaise pirogue, tandis que tels autre n'en étaient que plus frais après avoir passé à la nage. A l'exception des quatre Pères, qui desservent les quatre paroisses de Tananarivo, tous les autres sont dispersés dans les campagnes, et sont toujours très occupés, surtout le dimanche. Il n'en est pas un qui ne soit obligé de faire des frais de médecine ; et les Malgaches ont une confiance illimitée dans les remèdes que nous leur donnons. Ils sont couverts de mauvaises plaies; et il faut commencer par guérir leur corps, si nous voulons leur inspirer de la confiance pour la prière. Pour ma part, je suis peut-être l'homme le plus ignorant pour le traitement des malades ; malgré cela, j'ai fait bon cœur contre mauvaise fortune; j'ai soigné une grande quantité de malades; et ainsi j'ai pu donner près de cent trente baptêmes, et à des personnes adultes pour la plupart. *Curate infirmos*, disait Notre-Seigneur à ses disciples. L'eau de Saint-Ignace nous est d'une grande ressource. Musique et médecine, zèle et patience, confiance et amour de Dieu : voilà l'avoir que doit posséder un missionnaire de Madagascar. Ici, sans musique pas de réunion considérable. Dans mon avant-dernière mission, j'ai pu garder quelques jours un petit harmonium, et tout le village assistait à toutes les instructions ; l'harmonium disparu, le nombre d'auditeurs diminua considérablement. Dans une de mes paroisses les chanteurs et les chanteuses ont chanté quatre heures sans respirer; tout près de nous il y avait un chœur de protestants. Ils ont été vaincus par mes gens et obligés de se retirer. Puissions-nous toutefois remporter des victoires plus importantes que celle-là ! »

Les provinces de l'Imerina ne furent pas les seules auxquelles s'étendit dès 1870 le zèle actif de nos apôtres. Depuis longtemps déjà le P. Jouen rêvait de placer une église catholique, sur le lieu même où

l'intrépide M. de Solages tomba jadis martyr de l'intolérance hérétique des missionnaires anglais, et du superstitieux paganisme de Ranavalona I. Andevoranto d'ailleurs était un des plus gros villages de Madagascar, et sa position au bord de la mer, sur le chemin de Tananarivo à Tamatave, en devait faire, dans l'esprit du Préfet apostolique, une position avantageuse sous plus d'un rapport. Le nombre si restreint des missionnaires de la Grande Terre, avant la conclusion du traité français, en 1868, puis l'essor inattendu des missions des campagnes, à cette même date, avaient seuls retardé l'exécution de ce pieux et utile dessein. Mais enfin le 19 juillet 1870, un mois environ avant la fermeture du collège Sainte-Marie, l'ouverture de la résidence d'Andevoranto devenait un fait accompli.

A quelques pas du tombeau de M. de Solages, non loin des bords de la mer, les PP. Aubert et Landes s'établissaient dans une modeste case en *ravinale*, et attendirent en paix sous le toit de chaume l'achèvement de leur futur palais en bois, et de proportions non moins modestes que leur case d'emprunt.

« Dès notre arrivée ici, écrivait le P. Landes au Rév. P. Cazet, nous nous sommes empressés d'aller visiter le commandant hova; il nous a très bien accueillis, et nous a fait présent de deux belles oies. Le lendemain samedi, nous sommes allés nous prosterner sur le tombeau de M. de Solages, et nous l'avons prié de nous aider à continuer avec fruit les travaux qu'il avait commencés lui-même; puis nous nous sommes mis à parcourir les cases du village, invitant les habitants à venir le lendemain à la messe catholique. Les enfants surtout se sont montrés d'abord un peu sauvages à notre aspect; les plus petits s'enfuyaient à toutes jambes, ou se cachaient en pleurant dans les vêtements de leur mère; et c'était moi, paraît-il, qui leur inspirais cette frayeur, par ma grande taille unie à la circonstance que voici: comme je ne porte pas la barbe, et que le P. Aubert en a une très respectable, ces enfants me prenaient, non pour un blanc, mais pour un colosse de femme blanche. Le lendemain dimanche, il a fallu d'abord s'occuper de l'ornementation de notre case pour la messe. Grâce à notre pénurie, cela a été vite fait. Au-dessus de la mauvaise table qui nous sert d'autel, j'ai déroulé le tableau du Sacré-Cœur, don du Rév. P. Provincial à mon départ; à droite et à gauche j'ai attaché quelque images d'Épinal fortement coloriées : et tout fut prêt

Cependant les Malgaches se rendaient peu à peu à notre invitation de la veille, et j'ai compté cent cinquante personnes présentes au moment de la messe. Le P. Aubert allait monter à l'autel, lorsque la cloche protestante se mit en branle. A l'entendre s'agiter on eût dit le tocsin. C'est pendant qu'elle faisait tant de vacarme, que nous avons fait l'ouverture de notre mission en chantant le *Veni creator*, puis j'ai servi la messe en surplis, tout en chantant des cantiques malgaches. Vous pensez bien que parfois les répons de la messe souffraient quelque peu du chant, et réciproquement ; néanmoins on regardait et on écoutait attentivement. Les cérémonies de la messe, que la plupart voyaient pour la première fois, captivaient surtout l'attention ; aussi la clochette hérétique a eu beau résonner encore ; elle n'a pu faire aucun vide dans nos rangs. A l'exercice du soir, nous avons eu plus de deux cents personnes, plus désireuses que le matin de voir et d'entendre des blancs parler malgache, et d'admirer aussi nos images. Les Épinal ont attiré les premiers regards, mais l'attention finissait par se fixer sur l'image du Sacré-Cœur, et depuis ce jour tous les dimanches à l'issue de chaque exercice, nous voyons entrer plusieurs personnes, pour contempler à loisir cette douce et attrayante figure de Notre-Seigneur.

Le lundi matin, une quarantaine d'enfants tant filles que garçons, se sont présentés pour la classe. En me voyant professeur pour les deux sexes, je n'ai pu m'empêcher de penser aux écoles prônées par M. Duruy. Au moins à Andevoranto le frère et la sœur lisent dans le même livre, si toutefois l'alphabet peut se nommer un livre : malheureusement je n'en avais que quatre petits exemplaires, et encore où les placer? Les tables et les bancs sont chose inconnue ici ; mais mes élèves ne voient là aucune difficulté : ils mangent chez eux par terre, ils dorment par terre, ils s'assoient par terre ; pourquoi n'étudieraient-ils pas aussi par terre ? C'est donc ce qu'ils font ; ils étendent par terre les quatre alphabets, et se groupent tout autour. Armé de ma baguette, et du haut de ma grandeur, je leur montre les premières lettres. Le commandant hova a été si content de ma manière d'enseigner qu'il m'a confié son fils. Cet enfant paraît heureux d'être avec nous. Je ne sais s'il en est de même des autres élèves. Il y a en effet des hausses et des baisses fréquentes dans le nombre de mes enfants. Nous espérons que ce petit bien se maintiendra et ira même

en augmentant, grâce aux prières faites pour nous, et à l'intercession de M. de Solages auprès du Seigneur. »

Deux mois ne s'étaient pas écoulés depuis l'installation de la résidence d'Andevoranto, que la nouvelle du funeste conflit qui venait d'éclater entre la France et la Prusse arriva à Madagascar. L'occasion était trop belle pour que nos ennemis n'entreprissent point d'exploiter aussitôt contre nous, au profit de l'hérésie, les éventualités probables de la lutte. Et nous devons à la vérité de dire qu'ils ne manquèrent nulle part à leur tâche, rendue d'ailleurs de jour en jour plus facile par l'annonce de nos revers sans précédents. Les missionnaires catholiques, en prévision d'une diminution possible des allocations de la Propagation de la Foi, et des retranchements plus que probables de ses faveurs pécuniaires, que le gouvernement de la république allait faire subir à la mission de Madagascar, durent se borner à consolider les postes déjà pris, et à n'entreprendre que les travaux absolument indispensables.

« Dix églises, écrivait le P. Caussèque à la date du 1er octobre 1871, sont encore maintenant à terminer. Pour neuf d'entre elles, c'est le manque de fonds qui oblige de suspendre les travaux; mais si la dixième ne s'achève pas cela tient à d'autres causes que je crois devoir faire connaître. Comme le séjour de la cour à Ambohimanga se prolonge parfois des mois entiers, il était urgent de procurer, le dimanche, à nos catholiques, un lieu de réunion. L'année 1870, en pareille circonstance, on n'avait pu que dresser une tente aux portes de la ville, et ce fut sous la tente que les catholiques entendirent la messe, tandis que les protestants, invités par la reine, se rendaient dans l'enceinte du palais pour leurs séances. Il y a plus d'un an d'ailleurs, qu'un prédicant anglais s'est établi dans un bel emplacement très voisin d'Ambohimanga; le temple qu'il y a fait bâtir est devenu le lieu de réunion des habitants et des visiteurs protestants, et un chef-lieu de district religieux.

Pour tous ces motifs, nos chrétiens étaient résolus de bâtir une église à Ambohimanga, et, chose inouïe dans les annales de la mission de Tananarivo, de la bâtir à leurs frais. L'époque présumée de l'émigration royale approchait. C'était en janvier 1871. Nos catholiques se cotisent, et parviennent à recueillir la modeste somme de 15 à 16 piastres. L'emplacement choisi pour l'église se

trouve dans un village appelé Manankasina, à vingt-cinq minutes d'Ambohimanga. Acheter les matériaux, les disposer en forme de case, ce fut l'affaire de quelques jours. L'édifice n'était pas splendide : quelques bois et quelques joncs, dressés pour former l'enceinte et jetés au-dessus pour former la toiture, en faisaient tous les frais. Il n'y avait pas de quoi exciter la jalousie des protestants. Mais c'était une église catholique, près d'Ambohimanga, la ville sacrée dont l'entrée est interdite aux Européens; cela suffisait, d'autant plus que des hauteurs de la ville, la nouvelle case était parfaitement aperçue.

La cour arrivait à Ambohimanga, le 19 janvier. Le dimanche 22, la réunion se fit dans la petite église encore inachevée. Le lendemain, les protestants venaient en renverser la toiture, et menaçaient de la démolir entièrement, sous prétexte que l'église était bâtie sur un terrain qui n'appartenait pas aux catholiques. Alors commença un procès qui dure depuis bientôt un an, et dont l'issue est aussi incertaine que le premier jour. Quoique les parties aient déjà comparu plus de vingt fois devant les juges, et que les droits des catholiques soient évidents, rien n'a été décidé. Lettres des chrétiens, lettres de nos Pères aux officiers et au premier ministre pour demander que la cause soit jugée : tout a été inutile. L'église reste dans le même état, et les coupables ne reçoivent aucun châtiment. Cependant, l'église de Manankasina, quoique ouverte à tous les vents, n'a cessé d'être un lieu de réunion le dimanche, pour les catholiques du village. Un des Pères d'Imerimandroso, résidence la plus voisine, est allé de temps en temps dire la sainte messe dans cette église, objet de tant de haines et de tant de persécutions.

Les choses en étaient là, lorsque, le 10 août, il a plu à Sa Majesté d'aller passer un mois et demi à Ambohimanga. Le dimanche qui suivit l'arrivée de la reine dans sa seconde capitale, il y eut une belle réunion dans l'enceinte à demi détruite de notre petite église de Manankasina. Les chrétiens d'Imerimandroso s'y étaient rendus en grand nombre. Il y eut plus de cent communions. Mais le triste état de la case en ruines faisait un pénible contraste avec la beauté de la cérémonie. Les chrétiens gémissaient en secret ; nul n'osait se plaindre.

Une femme forma le projet de faire cesser cette situation déplo-

rable. S'il y a des défaillances parmi nos Malgaches, il faut avouer qu'il s'y rencontre parfois des âmes fermes et énergiques. Telle est la chrétienne qui a déjà plaidé la cause de Manankasina et qui va la plaider encore. Par sa constance et par sa piété, elle nous console des nombreuses défections qui nous ont attristés dans sa famille. Que d'assauts n'a-t-elle pas eus à subir pour sa foi ! Elle a toujours tenu bon, et elle prie beaucoup ; nous avons tout lieu d'espérer qu'elle persévérera. Elle est bien jeune encore ; elle ne paraît pas avoir plus de vingt-deux ans, et il y a plusieurs années qu'elle a été mariée au fils du premier ministre.

Victoire (c'est le nom de la jeune chrétienne) s'est adressée au premier ministre et lui a dit : « Nous sommes bien malheureux, nous n'avons pas d'église. Laissez-nous achever notre église de Manankasina. Si les catholiques perdent le procès, nous la détruirons ; si la cause est jugée en leur faveur l'église sera maintenue. — Faites votre église, » répondit le premier ministre.

Victoire s'empresse de communiquer cette bonne nouvelle à nos Pères, et envoie cinq piastres pour faire à l'église les réparations nécessaires. Les chrétiens, tout joyeux, se mettent à l'œuvre le 28 août ; mais voilà que, vers midi, les démolisseurs d'autrefois se présentent avec une assurance qui déconcerte les catholiques. Non contents de détruire les réparations qui viennent d'être faites, ils renversent complètement la case.

A la nouvelle de cet attentat, nous avons craint un instant pour nos chrétiens ; mais le divin Maître proportionne la grâce à l'épreuve. Sans se décourager Victoire attend l'occasion favorable pour demander au premier ministre un de ses aides de camp qui ira lui-même présider à la reconstruction de l'église, et nos catholiques continuent à se réunir, comme par le passé, dans la tente qui est dressée le dimanche sur les débris de l'ancienne case. Tous sont décidés à poursuivre le procès et à demander justice. »

Le Seigneur ne pouvait rester insensible à tant de constance et de fidélité de la part de nos catholiques, si portés par leur nature et leur éducation à l'inconstance, et à la crainte des chefs ; et il se hâta de faire surgir le remède du milieu même de l'excès du mal. Un choc inattendu de la politique de Rainilaiarivony, contre l'un des écueils signalés plus haut, celui de la peur du canon de la France, ar-

rêta pour quelque temps le cours de la persécution, et permit aux catholiques non seulement de bâtir l'église de Manankasina, mais de prendre encore possession de plusieurs postes importants dans l'Imerina et aux Betsileos.

Je résume en peu de mots l'histoire de ce fait capital pour la suite des progrès de la Mission à cette époque.

Au moment où la République de 1871, par l'organe de l'amiral Pothuau, diminuait d'abord de moitié l'allocation accordée aux écoles de Madagascar, pour la supprimer complètement en 1872, et expliquait son intention par les termes suivants : « Cette subvention était justifiée, par l'action prépondérante que le gouvernement avait l'intention d'exercer sur Madagascar. Aujourd'hui qu'on a complètement renoncé à cette politique, la subvention n'a plus de raison d'être, et l'allocation totale disparaîtra en 1872 », au moment, dis-je, où la République opérait ce retranchement, Dieu permit qu'elle envoyât, en qualité de commandant de la division navale de la mer des Indes, un homme au cœur vraiment patriotique, et d'une indépendance de caractère qui n'avait d'égale que son indomptable énergie à défendre et soutenir, à ses risques et périls, tout ce qu'il croyait être le droit et les vrais intérêts de ses nationaux. Le commandant Lagougine ne tarda pas, dès son arrivée sur les côtes de Madagascar, à se mettre parfaitement au courant de l'action exercée par les agents de l'Angleterre sur le gouvernement hova. « Les Français ne sont plus rien, disaient ces agents aux Malgaches ; la guerre a anéanti la puissance de la France. Elle n'a plus d'armée, plus de vaisseaux, plus de canons. » D'une pareille créance une fois adoptée, à la violation de tous les droits des traitants français résidant à Madagascar, et même aux voies de fait envers leurs personnes et leurs biens, le chemin était court. M. Ozoux, traitant de Fénérive, village situé sur la côte Est, à deux journées au nord de Tamatave, presque en face de Sainte-Marie de Madagascar, l'éprouva à ses dépens.

Certaines difficultés relatives au commerce, s'étant élevées entre lui et les Hovas, le gouverneur de Fénérive n'avait pas craint de laisser ses gens se faire justice eux-mêmes de ce Français. Violation de son domicile, pillage de ses marchandises, poursuites menaçantes et voies de fait contre sa personne, rien ne manquait à cet attentat. A peine le commandant Lagougine en fut-il instruit, qu'il se trans-

porta sur le *d'Assas* à Fénérive, et essaya d'abord d'arranger l'affaire à l'amiable avec le gouverneur de cette place. Mais celui-ci, prenant sans doute cette voie de douceur pour de la faiblesse, se refusa aux accommodements proposés. L'incident devint alors une affaire soumise directement au premier ministre. Rainilaiarivony devait, à la demande de M. Lagougine, casser aussitôt le gouverneur de Fénérive, et faire immédiatement telles et telles autres réparations exigées, sous peine d'un bombardement inévitable de la plupart des places fortes de la côte. Le commandant du *d'Assas* prenait en outre occasion de l'outrageuse violence faite à M. Ozoux, pour signifier au gouvernement de la reine, qu'il n'entendait nullement qu'on manquât aux autres clauses du traité stipulé avec la France, notamment à celles concernant la liberté du culte catholique et de l'instruction. « On m'a parlé en particulier, disait-il, de l'église de Manankasina détruite par une odieuse violation de cette liberté. J'exige qu'elle soit rétablie. Partout où se trouve à Madagascar une église protestante, il faut qu'il soit possible d'y élever une église catholique. » Enfin comme frais des déplacements multiples occasionnés aux navires à vapeur de la station, par suite de ces affaires, M. Lagougine demandait une indemnité de 20.000 francs immédiatement versée.

Le commandant du *d'Assas* parlait si clairement, et paraissait si résolu d'en venir à l'action, au cas où ses représentations ne seraient point prises en considération par le ministre de la reine, que Rainilaiarivony fut obligé de s'exécuter, et de faire porter immédiatement à Tamatave au chef de la station, avec les 20.000 francs d'indemnité, que celui-ci alors refusa noblement, les meilleures promesses d'observation du traité pour l'avenir, qui furent acceptées. M. Lagougine s'attendait à voir le ministre d'alors blâmer son énergie excessive, et son initiative personnelle qui s'inspirait avant tout de l'amour de la patrie. Nous croyons savoir que cette récompense ne lui manqua pas. Mais si quelque chose put, en ce moment, le consoler de ces blâmes immérités, c'est le concert unanime d'éloges et de justes actions de grâces, s'élevant à sa gloire de tous les points de Madagascar où résidait quelque Français. Longtemps les intérêts de la France, et ceux de la Mission catholique en particulier, vécurent de la peur salutaire inspirée aux Hovas par le seul nom de Lagougine et du *d'Assas*.

Avons-nous besoin d'ajouter ici que la construction de la chapelle de Manankasina s'opéra alors sans difficultés, et qu'au 17 janvier 1872, c'est-à-dire deux ou trois mois à peine après ces événements, l'église se relevait fièrement de ses ruines? Nos lecteurs, sans que nous le disions, l'auraient suffisamment compris. Mais cette résurrection fut précédée ou suivie de bien d'autres conquêtes.

« Nous désirions vers ce temps-là, ajoute le P. Caussèque dans son rapport de juillet 1872, établir la Mission dans quelques autres centres principaux autour de Tananarivo, d'où nous étions systématiquement exclus. Grâce à Dieu, ce vœu est en partie aujourd'hui réalisé. Nous n'avons plus la douleur de voir fermés à notre zèle les bourgs importants qui entourent la capitale. Dans toutes les directions, le cercle de fer qui nous enlaçait est brisé. A l'Ouest, nous avons fondé, le 1er octobre dernier, trois nouvelles résidences : une à Ambohimanarina, une autre à Ambohitrimanjaka, et une troisième à Ambohidrapeto. Ces trois bourgs représentent une population de plus de 25.000 âmes.

Une autre résidence vient d'être établie à Naméhana, au Nord. C'est un poste des plus importants, sur la route d'Ambohimanga. Il y a, à l'Est de Tananarivo, à une heure de distance, un bourg de 8.000 à 9.000 habitants, c'est Alasora. Depuis deux ans, on ne cessait de répéter que jamais les catholiques n'y entreraient. Nous y sommes pourtant. L'emplacement est acquis. Dès que nous aurons des ressources, il y aura là un établissement catholique complet.

Enfin, le Sud n'est pas dépourvu de conquête : on fait une réunion le dimanche à Nosizato dans une case malgache.

Ainsi, des hauteurs de Tananarivo, nous avons la consolation de voir la croix plantée sur tous les points importants qui entourent la capitale. Il ne manque, pour compléter le plan d'occupation projeté l'an passé, que deux conquêtes : celle de la ville même d'Ambohimanga, et celle de la capitale des Antsihanaka dans la province du Nord. On s'occupe activement d'Ambohimanga. Si l'ennemi du salut n'avait soulevé des difficultés inattendues, le poste serait déjà établi. Nous y serons bientôt, je l'espère, et ce sera grâce à la générosité et au zèle industrieux de l'excellente chrétienne, dont je vous ai déjà parlé, Victoire, la belle-fille du premier ministre. En somme, nous comptons depuis l'an passé trente nouvelles réunions, dont quatre

résidences, Fianarantsoa, chez les Betsileos, Ambohimanarina, Ambohitrimanjaka et Naméhana, dans l'Imerina. »

« Fianarantsoa, dit le P. Lacombe, l'un des fondateurs de cette mission avec le P. Finaz, est une ville située à huit journées de marche au sud de Tananarivo. Elle est la capitale de toute la province des Betsileos, et le siège du gouverneur général, qui a sous ses ordres plusieurs autres gouverneurs particuliers.

Quelques-uns de nos adhérents qui avaient voyagé dans le pays des Betsileos et visité Fianarantsoa, capitale de cette contrée, avaient à plusieurs reprises engagé le Rév. P. Préfet apostolique à y envoyer des missionnaires.

Le gouvernement malgache qui, tout en sauvant les apparences, a toujours plus ou moins contrecarré, autant qu'il l'a pu, la mission catholique, était à cette époque plus mal disposé que jamais ; aussi le Rév. P. Finaz, désigné pour explorer le pays, ayant demandé un passeport, ne put l'obtenir après un mois d'attente. Il partit malgré cela, le 26 septembre 1871, se confiant entièrement en la Providence qui ne lui fit pas défaut. »

La relation du voyage du P. Finaz aux Betsileos, malgré quelque longueur, nous paraît si édifiante, et remplie de tant de détails intéressants au point de vue des mœurs et de la connaissance du pays, que nous nous reprocherions de ne pas en reproduire ici la plus grande partie. Ne semble-t-il pas d'ailleurs qu'il fût dans les destinées de ce vénérable Père d'être comme une sorte de précurseur pour les autres membres de la Mission ? Envoyé en effet le premier par le P. Jouen aux Petites Iles, il monte aussi le premier à Tananarivo et évangélise le premier les provinces de l'Imerina, jusqu'au moment où il est envoyé de nouveau le premier à la conquête des Betsileos, région aussi éloignée de Tananarivo que Tamatave peut l'être de la capitale. Nous pensons qu'à ce titre seul il mériterait encore d'être écouté. Voici donc comme il parle de son voyage.

« Il m'a été enfin donné de porter la lumière de l'Évangile chez les Betsileos, tribu qui occupe le territoire situé à huit journées au Sud de Tananarivo dans l'intérieur de l'île. Depuis bien longtemps déjà, nos regards s'étaient tournés vers ces peuples, et nous appelions de nos vœux les plus ardents le jour où il nous serait permis de les évangéliser. L'heure marquée par la Providence a enfin sonné, et je

suis parti le 26 septembre 1871 pour Fianarantsoa, leur capitale. J'y arrivai le 5 octobre, après huit jours d'un voyage dont voici les principaux incidents.

Dès le lendemain de mon départ, vers 11 heures du matin, je parvins à Ambohimanatrika. Pendant que mes hommes préparaient le riz, je sortis du village et m'avançai dans la campagne, cherchant un abri contre les ardeurs du soleil. Quelques ruines s'offrirent à moi au milieu de ces plaines déboisées. En m'y rendant j'aperçus sur un tertre voisin couvert de chaume une sorte de tanière dont l'ouverture, sombre et basse, m'aurait fait soupçonner le voisinage de quelque hôte incommode plutôt que la présence d'un être humain. Cependant je vis tout à coup s'avancer vers moi une pauvre femme au regard triste, au maintien abattu, qui, d'une voix d'une indicible douleur, me demanda l'aumône pour sa fille; en même temps elle me montrait l'ouverture du terrier, et m'apprenait que dans ce tombeau, sa fille, dévorée par la lèpre, repoussée des hommes, et hideuse aux regards de tous, avait été obligée de s'ensevelir vivante. Elle seule, sa mère, s'intéressait au sort de l'infortunée, elle seule la visitait. La voilà, me dit-elle, regarde! En effet, sur le bord de l'antre, je vis apparaître une sorte de spectre, qui semblait n'avoir plus rien d'humain que la démarche et la pose, et qui se cachait dans les hautes herbes. Vous pouvez comprendre avec quel plaisir je fis ma petite aumône. Mais j'avais un bien autre trésor à offrir à la pauvre lépreuse. Je m'aproche d'elle et je lui parle de ses souffrances, de Dieu, de son âme, du ciel; du Père qui est dans les cieux et qui l'aime d'un amour incomparable, elle que tout le monde repousse; de son âme immortelle qu'elle peut revêtir d'innocence et enrichir de mérites; de sa patrie céleste, où bientôt elle pourra jouir d'une félicité sans mélange.

La pauvre enfant tout attendrie, mais d'une voix sépulcrale que j'entends à peine, me remercie avec effusion et me supplie de lui enseigner ce chemin de la patrie bienheureuse. Je l'instruis sommairement, et je demande de l'eau pour la baptiser. Il n'y en avait plus dans son misérable réduit. Elle court au ruisseau, et remonte avec tant de précipitation, qu'à peine arrivée au sommet de la colline elle est saisie d'un violent accès de toux et d'une telle douleur au côté que je la crois à ses derniers moments.

La crise ne fut pas longue, et je la vis bientôt revenir à la vie. Le saint baptême en fit sur-le-champ un enfant de Dieu, et la Mère de douleurs, que je lui donnai pour patronne, put offrir à son Fils une âme nouvelle régénérée dans le précieux sang. Marie la lépreuse a tout le corps couvert de plaies, les pieds et les mains rongés par la maladie, la figure affreuse à voir. Mais qu'elle doit être belle aux yeux des anges, et que brillante sera sa couronne dans l'éternité !

Le lendemain, à deux lieues d'Ambohimanatrika, je rencontrai une autre lépreuse. Elle était établie au bord de la route, sous un tas d'herbes sèches. Elle ne peut entrer dans son misérable réduit qu'en rampant ; et une fois là, elle doit rester ou accroupie ou couchée sur la terre humide. Plus malheureuse encore, s'il est possible, que la pauvre Marie, et d'ailleurs plus âgée, elle n'a personne pour la nourrir ou pour la visiter. Nul n'ose approcher d'elle ; et, de loin seulement, elle demande l'aumône au voyageur qui lui jette en passant quelques morceaux de manioc. J'ai été assez heureux pour pouvoir lui faire la double aumône de quelques pièces de monnaie et du sacrement de la régénération. Elle a été baptisée sous le nom de Joséphine ; je l'ai laissée bien souffrante, mais armée de résignation et soutenue par la grâce du sacrement.

Je fis dans cette même journée, la rencontre de trois ou quatre mille *Borizano* Betsileos, porteurs de chaux pour le palais de la reine. Ils viennent d'Antsirabé, pays calcaire, à une trentaine de lieues de la capitale. Ils sont conduits par des officiers, et munis de leurs tentes de campement, de leur riz, de leurs marmites et de tous les autres accessoires, le tout à leurs frais, bien entendu, puisque c'est une corvée imposée par la reine.

Le dimanche, 1er octobre, après avoir dit la messe dans la case où j'avais reçu l'hospitalité, je poursuivis ma route. Il faut remarquer, en passant, que l'hospitalité est un devoir sacré chez le Malgache et le droit incontesté du voyageur. On arrive dans un village, on entre dans la première case venue, soit pour y prendre son repas, soit pour y passer la nuit, et nul n'y trouve à redire. Vous pouvez même, en votre qualité de blanc, c'est-à-dire de grand personnage, faire déloger poliment la famille, ce que ne manquent jamais de faire les officiers hovas ; mais le missionnaire, loin d'exiger strictement son

droit, offrira plutôt quelques pièces de monnaie, et cela suffira pour le rendre maître de la case, tant que durera son séjour.

Je partis donc et, après trois heures et demie de marche, mes porteurs me déposaient à Alarobia, presqu'en face d'un temple protestant; car, dans ces contrées se sont depuis longtemps établis, à la faveur du gouvernement et à l'aide d'abondants subsides fournis par l'Angleterre, les apôtres de l'erreur; et quels apôtres! A Alarobia, c'était un jeune homme qui commençait à savoir lire son alphabet. Aussi dès que les gens du village m'aperçurent, ils se groupèrent autour de moi et écoutèrent avidement les paroles de paix et de vérité que je leur apportais au nom de Jésus-Christ.

Le lendemain, à Ambositra, étrange et douloureux spectacle. Je vois un grand nombre d'étrangers et de Malgaches tous endimanchés. Qu'était-ce donc? Il s'agissait, le croiriez-vous? de célébrer la fête du *Lohavolana* (nouvelle lune), établie au commencement du mois par les protestants pour la manducation du pain en mémoire de la cène. De tous les environs les principaux adeptes doivent se réunir au lieu indiqué; mais surtout les chanteurs et les chanteuses, tous gens plus ou moins salariés, doivent être fidèles au rendez-vous. Il y aura en effet, en ce jour solennel, beaucoup de chants. Le soir on distribuera aux seuls dignes et purs un peu de pain de manioc assaisonné de vin d'ananas, rougi avec le suc de la belle-de-nuit: ce sera le souper du Seigneur, tel que le comprennent les Indépendants, et qu'ils l'ont imposé partout aux plus nobles et plus dignes de leurs ouailles dans tout Madagascar. Pour la plupart des Malgaches, ces réunions sont une véritable corvée, dont le but (ils le voient et le disent) est toujours de leur soutirer quelque argent au profit des ministres. Les sommes ainsi recueillies parmi les 315,231 Malgaches fréquentant les prêches en 1870, ont été selon le *Teny Soa*, de 90,135 francs. La loi du rendez-vous est inflexible, et la sanction en est sévère ; jugez-en. En passant près d'un temple, nous avons vu des hommes s'élancer dans la campagne en criant : « Tue-les! tue-les » Nous avons cru tout d'abord qu'il s'agissait de quelques voleurs que dans ce pays on traite sans quartier. Point du tout: c'étaient des fidèles qui ne s'étaient pas rendus au temple ce jour-là et qui s'enfuyaient à toutes jambes. On ne les tuera pas sans doute; mais ils seront battus d'importance, c'est l'usage.

Nous traversions, le lendemain, un pays pierreux et stérile, où les habitants sont pauvres, et l'argent a une plus grande valeur. Jugez-en par ce seul fait. On nous offrait de belles volailles à sept centimes, soixante-douze pour 5 francs! A peine installé dans un village, les enfants m'entourent en foule, et je leur apprends à chanter. Peu à peu les grandes personnes s'approchent et se groupent autour de moi; on sait bientôt quelques cantiques. J'entonne: *Le ciel en est le prix*, traduit en malgache; il est enlevé avec entrain. Après ce petit exercice qui m'avait gagné tous les cœurs, j'enseigne le signe de la croix, les prières catholiques, les grandes vérités. Tout ce peuple m'écoutait avec avidité, et lorsque je dus me séparer de lui, il fallut absolument promettre de lui accorder quelques jours en revenant de Fianarantsoa.

Deux baptêmes signalèrent la journée du 4 octobre, et le 5 nous étions en vue de Fianarantsoa, capitale des Betsileos. La ville est située dans la plaine, au pied de hautes montagnes; elle apparaît entourée de trois ou quatre enceintes de remparts, et dominée par son *rova*, sorte de château fort placé au milieu d'une vaste citadelle. Béni soit le Seigneur qui m'a conduit comme par la main jusqu'au terme de mon voyage! Qu'il daigne poursuivre son œuvre, et disposer ce pauvre peuple à recevoir la lumière!

Avant de pénétrer dans la ville, je m'arrêtai pour écrire, par politesse, au gouverneur. Une bonne réponse ne se fit pas attendre. Durant cette halte, des enfants, prévenus par mon catéchiste Raphaël, s'étaient empressés d'accourir. Ils me firent cortège. Au bas de la ville, la foule attirée par la curiosité, formait la haie des deux côtés, donnant des marques de bienveillante sympathie. Et c'est ainsi que je pris possession de la maison la plus grande que je pus trouver.

Le lendemain, dans la matinée, le gouverneur me reçut officiellement au *Rova*, entouré de tout son état-major. Après les premiers compliments, il me demanda si je n'avais pas de lettre de recommandation. — Non, lui répondis-je. Ne croyez cependant pas que je sois assez mal élevé pour être parti sans prendre congé de Sa Majesté. Je lui ai écrit et j'ai demandé une lettre pour vous; mais la cour se préparait à se transporter à Ambohimanga, et ce sont sans doute les embarras des préparatifs qui m'ont privé de cette lettre.

Quoi qu'il en soit, voici mon passeport qui vous dit que vous ne pouvez pas me refuser l'hospitalité, dans votre ville. Et je lui présentai le traité français. — Je connais cela, répondit-il, néanmoins ce n'est pas l'usage qu'on vienne de la métropole sans que j'en sois averti. Je vais écrire au gouvernement pour ma direction personnelle, mais cela ne m'empêchera pas de vous recevoir avec tous les égards possibles. Et il m'envoya à la maison les présents de bienvenue, mouton, dindons, volailles, riz.

Le 14 octobre, dès le matin, j'ai pu installer, dans ma chapelle improvisée, la belle statue de Marie, genre Munich, sur un autel orné du mieux que j'ai pu, où j'ai inauguré aussi un tableau du Sacré-Cœur et un autre de Notre-Seigneur en croix. Sur les côtés se trouve étalé tout mon catéchisme en images. Tout cela donne à la maison de la prière catholique un air de fête que ne connaît en aucune façon le froid protestantisme.

Dimanche 15 octobre, les places de ma chapelle furent prises de bonne heure. Aux alentours la foule se pressait, et ne discontinuait pas d'assiéger la porte et les fenêtres. C'est à peine si je pus trouver quelques instants pour grimper à mon *rihana* ou galetas, et respirer un peu. On continuait pendant ce temps à parler dans la chapelle à ma place, et à faire prêcher les statues et les tableaux. L'hérésie frémissait dans son temple désert. Le soir, au milieu d'une foule qui n'était pas malintentionnée, il me fut facile de constater la présence de certains mauvais esprits. Soudain un grand tumulte se fait entendre au dehors. Ce sont des cris, des vociférations et des menaces. Impossible de sortir pour voir par moi-même à qui j'avais affaire ; la foule était trop compacte, et se pressait encore plus autour de moi en entendant le bruit du dehors. Le calme finit cependant par se rétablir. Mes gens avaient tenu bon, et empêché l'exécution du complot que voici : il ne s'agissait de rien moins, d'après ce que j'ai su plus tard, que d'envahir ma chapelle, de briser la statue de la sainte Vierge placée sur l'autel, de déchirer toutes les images et d'épouvanter ainsi mes adhérents. Le principal meneur du complot était un certain Rainisoaseheno, 11[e] honneur, officier du gouverneur de Fianarantsoa, et qui fut nommé peu après, en récompense sans doute de son zèle, commandant d'Ambohimandroso, l'un des principaux postes des Betsileos. Quoi qu'il en soit, ce Rainisoaseheno n'ayant pu

alors réaliser son brutal dessein, qui lui fut inspiré par les missionnaires anglais ses dignes maîtres, s'était contenté lui et les siens de renverser en partie l'entourage de mon modeste établissement, et d'en ébranler la porte et les fenêtres. Quelques jours après, un des missionnaires anglais, irrité sans doute de voir que la statue et les images attiraient toujours chez moi des flots d'admirateurs, se plaça à la fenêtre de ma chapelle et s'écria en montrant du doigt ces objets de notre culte : « Pourquoi n'a-t-on pas brûlé toutes ces idoles lorsque la reine, il y a deux ans, ordonna de brûler publiquement les *sampys* et autres amulettes superstitieuses ? »

La voix de l'ennemi lui-même venait de se faire entendre. Mais ces misères dont le méthodisme anglais était l'auteur, ainsi que beaucoup d'autres qu'il serait trop long de rapporter ici en détail, n'empêchèrent pas l'œuvre de la grâce. »

« Les adhérents tinrent bon, dit le P. Lacombe, et le P. Finaz n'hésita pas à demander un missionnaire à Tananarivo pour l'aider à fonder la Mission d'une manière stable et définitive. Il écrivit aussi au premier ministre dont il était connu, afin d'obtenir la cession d'un terrain ; et M. Laborde, consul de France, fut prié d'appuyer sa demande. Le Rév. P. Cazet, Supérieur général de la Mission, accéda aux désirs du P. Finaz, et le 21 novembre 1871, je partais de Tananarivo avec le F. Chossegros. Nous arrivâmes à Fianarantsoa le 29 au matin. La veille, le gouverneur avait reçu une lettre du premier ministre qui ordonnait la cession du terrain demandé et autorisait, en termes très convenables, la prière catholique chez les Betsileos. Le sens de cette lettre avait été bientôt connu dans toute la ville ; aussi quand nous fîmes notre entrée, le lendemain matin, une masse de population nous accueillit au bazar, et nous suivit jusqu'à la résidence du P. Finaz. Mon premier devoir fut de célébrer la sainte messe pour le salut de ce peuple que je venais évangéliser. Nous allâmes ensuite visiter le gouverneur qui nous reçut en grande cérémonie.

Le bazar ou marché de Fianarantsoa est une place assez vaste, qui termine la ville du côté du Nord. Le P. Finaz avait jeté son dévolu sur le côté extrême Nord de cette place pour l'établissement de la Mission. On ne pouvait en effet mieux choisir ; mais serait-il possible d'obtenir ce terrain ? C'est ce que nous tentâmes dès le lendemain. Nous allâmes donc faire une seconde visite au gouverneur, et traitâmes la question

qui ne fut pas tranchée ce jour-là. Pour moi, qui étais encore peu au fait de la diplomatie malgache, je crus qu'il faudrait renoncer au bel emplacement que nous avions demandé. Mais le P. Finaz ne se découragea pas, il négocia habilement l'affaire ; les difficultés furent aplanies, et le 8 décembre, nous étions mis en possession du terrain que nous occupons maintenant.

L'augmentation du nombre des élèves, surtout des jeunes filles, nous fit songer à demander à Tananarivo le secours des Sœurs de Saint-Joseph. Mais il fallait auparavant leur préparer un logement convenable. La divine Providence y avait pensé avant nous, et avait voulu qu'un magnifique terrain, vaste et fertile, fût abandonné par son propriétaire, heureux d'en retirer quelque argent. Ce terrain, juste en face du nôtre, n'en est séparé que par la grande route. A l'une des extrémités, on a construit la maison des Sœurs, et un grand bâtiment qui, outre les classes nécessaires, abrite près de cent jeunes filles pensionnaires. Elles montrent un entrain admirable. Un bon nombre d'externes viennent chaque matin se joindre à elles.

Une église provisoire en bois avait été construite sur le premier terrain concédé ; c'est là qu'eurent lieu les premiers baptêmes.

La secte protestante des *indépendants,* jusqu'à ce jour maîtresse absolue du pays, vit avec colère le catholicisme lui disputer les âmes, et elle entra à pleines voiles dans la voie de la persécution. Ici, comme partout, plus que partout peut-être, le protestantisme s'est montré odieusement intolérant.

Tous les ressorts possibles ont été mis en jeu, pour empêcher le succès de la cause des missionnaires. « Je voudrais bien me faire catholique, me disait naguère un officier, 10ᵉ honneur, mais je serais perdu. » Il ajouta : « Nous étions un jour à causer chez R..., un tel et un tel s'y trouvaient, (c'étaient quatre principaux officiers du pays). Nous avons longtemps discuté sur le protestantisme et sur le catholicisme, et à la fin, nous sommes tous tombés d'accord, que le catholicisme seul est vrai. Alors l'un d'entre nous a dit : « Eh bien ! qui passe le « premier? Je le suis... Nous verrons ce qu'on nous fera. » Tous nous avons reculé. C'est qu'en effet nous ne savons que trop ce qui nous arriverait ; publiquement peut-être on n'oserait rien nous dire, mais on a tant d'autres moyens secrets ou détournés de nous persécuter ! » Il y a huit à neuf ans, ajoute le P. Lacombe, qu'a eu lieu cette con-

versation ; elle fait parfaitement connaître de quel degré de liberté jouit la religion catholique à Madagascar et en particulier chez les Betsileos du Sud. Tout ce qui est un peu dans les honneurs est rivé à la secte ; le menu peuple seul est autorisé non pas en droit, mais de fait à se faire catholique. Tant il est vrai que partout, il est bien difficile aux grands de suivre le chemin du ciel !

La persécution plus ou moins sourde, qui n'a pas cessé de se faire sentir, a donc été un obstacle sérieux aux progrès de la vérité dans notre province, toutefois nos efforts n'ont pas été tout à fait stériles. Le 11 septembre 1872, le P. Delbosc délégué par le Rév. P. Préfet apostolique pour visiter notre mission naissante, nous promettait d'appuyer notre demande d'augmentation de personnel. Et, en effet, nous reçûmes bientôt un certain nombre de Frères et de Sœurs. Celles-ci produisirent une si heureuse impression sur les femmes et les jeunes filles de Fianarantsoa, qu'on put croire un moment que toutes allaient venir à leur école. Mais un certain *Ratovo*, officier du gouvernement et protestant, se promit bien de calmer cet enthousiasme. Le dimanche suivant, il prêcha dans les trois temples de la ville, et il prononça toute espèce de diatribes et de calomnies contre le catholicisme ; puis, il menaça de châtiments les pères et les mères qui nous confieraient leurs enfants. Un certain nombre fut effrayé et s'abstint. »

Donc pas plus à Fianarantsoa que dans l'Imerina, les réclamations énergiques de M. Lagougine n'avaient mis un terme à nos difficultés. L'action du digne commandant du *d'Assas* avait bien fait disparaître les obstacles qui empêchaient le char de la Mission d'opérer sa marche en avant; mais le frein du méthodisme restait toujours appliqué à ses roues, et y faisait sentir son injuste pression avec plus ou moins de puissance, selon les occasions. « Nous n'avons pas eu la consolation de trouver jusqu'ici à Madagascar un seul village, qui n'ait été mordu par le serpent de l'hérésie, écrivait le P. Caussèque dans le rapport cité plus haut. Tous les points importants sont occupés par un bataillon de salariés du protestantisme, chefs de réunions, prêcheurs, maîtres d'école, gardiens de temples, etc. L'intérêt leur tient lieu de zèle, et l'assurance de l'impunité les rend capables de toutes les injustices. Chaque village devient presque de la sorte une citadelle inexpugnable à la prière catholique. Comment y pénétrer ? La Pro-

vidence heureusement permet que de fois à autres la rivalité ou l'ennui de donner de l'argent tourne quelque Malgache vers le missionnaire. Le Père est appelé ; mais, à peine a-t-il paru dans le village, qu'il est suivi par une bande d'espions, qui examinent toutes ses démarches et prêtent l'oreille à toutes ses paroles. Dès qu'il a été bien reconnu que nous voulons y établir une maison de prière, le bataillon des salariés est sur pied, et la lutte commence. Or, voici la tactique des ennemis.

Ils déclarent à celui qui nous offre sa case ou son terrain une guerre à outrance. Promesses, menaces, mauvais traitements, tout est mis en œuvre pour l'éloigner de nous. S'il persiste, le terrain qu'il nous offre est disputé. Le plus souvent ce terrain est la propriété indivise de plusieurs Malgaches. Alors voilà les prêcheurs en campagne pour corrompre un des propriétaires, et obtenir de lui qu'il s'oppose à la cession du terrain. Le refus d'un seul suffit pour rendre la transaction impossible. S'il arrive qu'il n'y ait qu'un seul propriétaire, ou bien que tous les propriétaires soient inébranlables dans leurs bonnes dispositions, nos ennemis ont un expédient en réserve qui leur réussit toujours : c'est celui des juifs déicides. De faux témoins sont produits qui assurent que ce terrain est à un des leurs. Le terrain se trouve ainsi en litige ; et, si le propriétaire indigné veut passer outre et bâtir la maison de prière, on la renverse. Il faut donc plaider, et nos pauvres adhérents se trouvent lancés dans un interminable procès. Permettez-moi de vous raconter un fait qui est postérieur au 2 décembre 1871.

On appelle Ambohitrimanjaka (montagne souveraine) un coteau qui s'élève, comme une île, du milieu des rizières, à deux heures à l'ouest de Tananarivo. Les habitants, au nombre de 8.000 à 10.000 ont formé plusieurs villages sur cette île d'un diamètre de 2 à 3 kilomètres. Là, comme partout, la population déserte les hauteurs trop arides, pour descendre près des champs où le riz croît en abondance. Le groupe de cases le plus considérable se trouve sur le flanc de la colline vers le Nord-Est. On l'appelle Fiakarana ou montée. C'est là que nous avons planté le drapeau de la Croix. Mais que de luttes !

Je ne parle pas des faits antérieurs au 8 décembre. Je ne dirai pas comment le prêcheur méthodiste de l'endroit m'enleva une belle case que l'on m'avait prêtée, ainsi que le terrain que j'avais fait niveler

pour une église provisoire, et qu'il planta de manioc sous les yeux du F. Souche. Je ne dirai pas non plus la frayeur de mes nombreux adhérents, qui tous m'abandonnèrent à l'exception de deux, qu'on tint plusieurs jours enchaînés pour les punir de leur fidélité au prêtre catholique. Il était permis de s'attendre à tout cela ; le premier ministre n'avait pas encore parlé. Mais il ne sera peut-être pas inutile de raconter ce qui s'est passé, même après les paroles solennelles prononcées par le premier ministre le 8 décembre, dans l'intérieur du palais, devant les officiers et une foule nombreuse.

L'emplacement choisi en premier lieu restait toujours planté de manioc, et le propriétaire attendait en vain qu'un officier vînt l'arracher. On m'offre un autre emplacement plus vaste. Il n'a qu'un propriétaire ; impossible donc qu'il y ait contestation. De plus, les quatre murs d'un jardin dans l'enclos pouvaient, avec une toiture, être facilement couverts en chapelle. J'accepte.

Le 18 décembre, je me rends sur les lieux avec le F. Souche et des charpentiers, afin de présider moi-même à l'érection de la nouvelle église. Les bois étaient déjà là. C'était l'affaire de quelques heures.

Afin de faire les choses plus commodément, je fais porter l'unique chaise de la réunion sur le terrain même, et je m'assieds tranquillement à l'entrée du jardin, considérant les travailleurs. Les uns arrachaient les pieds de patates, d'autres coupaient les bananiers, d'autres nivelaient. Les charpentiers achevaient d'ajuster les bois. Quelques adhérents, à côté de moi, causaient gaîment. « Les protestants sont vaincus, disaient-ils, le temple sera désert : tous vont venir prier ici. »

Tandis que nos gens s'égayaient ainsi, je vois entrer dans l'enclos trois personnages enveloppés jusqu'aux yeux de leur longue toile blanche. Ils s'avancent gravement vers nous. Quelques hommes les suivent, entre autres les chefs du village. Un profond silence règne parmi notre monde. Car on a reconnu les trois prêcheurs de l'endroit, auteurs de la persécution récente. L'un d'eux, que ses longs favoris à l'anglaise feraient reconnaître entre mille, prend la parole. Il ne s'adresse pas à moi, car il a la consigne de ne chercher querelle qu'aux Malgaches ; mais il dit au maître du terrain, qui était là, qu'au nom des habitants d'Ambohitrimanjaka il le somme d'arrêter les travaux. « Car, ajoute-t-il, vous n'avez pas demandé la permission au peuple pour introduire ici la prière des Français. »

Le propriétaire répond qu'il est maître chez lui, qu'il a la permission de la reine et que cela lui suffit.

Battu sur ce point, le prêcheur ajoute :

« Le terrain ne t'appartient pas à toi seul ; il y a d'autres propriétaires.

— Où sont-ils ?

— Les voici, dit le prêcheur en montrant une jeune fille, de dix à douze ans, et un mendiant boiteux et idiot. Cette orpheline et ce pauvre ont des droits sur ce jardin, et ils nous chargent de les faire valoir. Ils demandent que ce jardin soit conservé, qu'il n'y ait pas d'église ; car c'est ce jardin qui fournit à leur subsistance. »

On conçoit l'indignation du propriétaire en entendant de tels mensonges.

« Comment ! ce terrain, que j'ai reçu de mes pères et que mes ancêtres possèdent depuis le règne d'Andrianampoinimerina, et qui ne nous a jamais été disputé ni sous Radama I, ni sous Ranavalona I, ni sous Radama II, ni sous Rasoherina, ni sous Ranavalona II, notre reine en ce moment, tout Ambohitrimanjaka en est témoin, ce terrain serait la propriété d'une orpheline et d'un mendiant ? Pourquoi n'ont-ils pas réclamé jusqu'ici ? Aujourd'hui que nous appelons les catholiques qui sont aimés de la reine, vous venez réclamer, vous osez parler de pauvres et d'orphelins. Allez, menteurs ! »

J'écoutais en silence ce singulier débat. Cependant les charpentiers continuaient leur œuvre. Ils avaient déjà dressé une colonne. Les trois prêcheurs les interpellent :

« Vous, Malgaches, nous vous défendons de travailler ; ce terrain est en litige.

— Nous sommes des salariés, répondent les ouvriers, nous faisons ce qui nous est commandé.

— Vos noms ?

— Interrogez les blancs, qui nous paient ; nous n'avons pas à vous répondre.

— Eh bien, nous allons renverser l'église. »

J'intervins alors.

« Malheur à vous, si vous touchez à l'église. Le premier ministre a dit de la faire ; nous la ferons. Si nous avons tort, montez à Tananarivo ; il y a des juges. C'est à eux et non pas à vous de décider.

— Nous savons, répondit le prêcheur, d'une voix hypocritement radoucie, que les Pères sont les amis de la reine ; nous vous respectons vous et tous les autres Pères, les Frères et les Sœurs ; mais ceci, est une affaire de Malgaches.

— C'est notre affaire, répliquai-je ; me voici avec un Frère présidant aux travaux. Nous sommes venus exprès de Tananarivo avec des ouvriers pour faire l'église. Si vous la renversez, je me déclare personnellement offensé, et je dirai à Tananarivo que, contrairement à la loi du royaume, vous vous êtes érigés en juges, sans avoir reçu aucune mission de la part de la reine. »

Ces paroles les rendent soucieux ; ils restent un moment sans rien dire, et regardent d'un œil farouche les travaux qui se poursuivaient activement. Bientôt nous les voyons se retirer à quelques pas plus loin et s'asseoir par terre pour délibérer. Le conseil dura plus d'une heure. Il était déjà près de 2 heures de l'après-midi. Nous n'osions ni quitter le poste, ni interrompre les travaux tant que les ennemis étaient encore là. Enfin ils se lèvent et viennent vers nous avec la résolution que donne le crime déjà consommé dans le cœur. Évidemment ils avaient calculé les conséquences de leur acte : ils étaient sûrs de l'impunité.

« Nous détruisons l'église », disent-ils.

Et aussitôt chacun d'eux court vers la construction. Tous les ouvriers s'enfuient épouvantés. Le F. Souche et moi nous essayons de défendre les colonnes. Je tenais celle du milieu. Le prêcheur aux longs favoris s'approche ; il la saisit, mais il n'ose la renverser. C'est dans ce singulier tête-à-tête que j'ai eu l'avantage de m'entendre dire ces douces paroles :

« Vous, je vous respecte, car vous êtes ami de la reine. »

Je ne sais ce que j'ai répondu ; je pensais au baiser de Judas. Cependant les trois colonnes que nous ne pouvions défendre étaient déjà renversées ; la lutte devenait inutile. Nous cédons à la violence. Quelques instants après, pendant que nous essayons de prendre un peu de nourriture dans l'enclos voisin, le bruit des dernières colonnes qui tombaient nous apprenait que le crime était consommé.

Qu'est-il arrivé pour cette affaire ? Après bien des démarches, nous avons eu gain de cause, puisque l'église est debout et que le saint sacrifice y est offert tous les jours depuis le mois de février. Mais les

démolisseurs, qui ont agi en véritables brigands, quelle punition ont-ils reçue? Aucune. Ils sont encore à Ambohitrimanjaka avec le titre et les appointements de prêcheurs. Ces hommes, qui mériteraient de porter les fers le reste de leurs jours, sont chargés comme par le passé de faire prier, d'instruire et de moraliser leurs frères.

Je me trompe, il y a eu une réparation. Le 28 janvier, qui était un dimanche, après le service au temple, le prêcheur aux longs favoris s'est rendu, avec toute l'assemblée protestante, dans l'enclos qui avait été le théâtre de son exploit. Là il a tendu la main au maître du terrain en lui disant :

« Vivons désormais en paix, tu peux faire ton église. »

Nous serions infinis, s'il fallait enregistrer ici tous les faits du genre de ceux dont le P. Caussèque vient de nous entretenir. « Si l'on considère, disait un protestant anglais de passage à Tananarivo, l'opposition que les Jésuites rencontrent dans ce pays, on sera vraiment surpris et étonné qu'ils ne désertent point. C'est une preuve, s'ils ne le font pas, de leur indomptable énergie et de leur infatigable persévérance. » Ce voyageur entrait ensuite en de plus longs détails sur « la persécution systématique mise en usage par le gouvernement pour forcer toutes les familles un peu considérables à suivre la religion que la reine a décidé devoir être la religion de Madagascar » ; et après avoir cité quelques traits saillants plus où moins semblables à ceux que nous avons rapportés, il concluait, par les paroles suivantes, dans lesquelles il formule son appréciation personnelle, sur la politique de Rainilaiarivony au sujet de la religion : « Ce ne sont là que quelques faits entre beaucoup d'autres prouvant que le gouvernement emploie tous les moyens afin de supprimer une religion et d'en établir une autre. Le premier ministre sait très bien que les convertis catholiques sont sous la juridiction de leurs prêtres, et il n'aime pas qu'ils soient soumis à qui que ce soit, si ce n'est à lui-même. »

Cette opinion du protestant anglais sur le motif qui a poussé Rainilaiarivony à la persécution peut avoir quelque fondement ; nous estimons toutefois qu'elle n'est pas la vraie. La peur des agissements du parti anglais auquel le premier ministre donna d'ailleurs plus d'un gage, soit par paroles soit par écrit, et en recevant ses dons, aussi compromettants que ceux des Grecs aux Troyens, la peur, dis-je, fut le grand mobile de la conduite de ce ministre envers la religion catho-

lique. Nous avons déjà dit que lui-même ne se fit jamais ostensiblement persécuteur, et se montra toujours prodigue de bonnes paroles. Nous devons ajouter, pour être juste, que pendant les trois ou quatre années qui suivirent 1871, les bonnes paroles furent de temps à autre suivies de quelques bons actes, dont nous devons lui savoir gré, alors même que la seule politique les eût inspirés. C'est ainsi qu'au moment où la Mission, par suite du retrait de l'allocation gouvernementale, se trouva dans la détresse, le premier ministre auquel on s'adressa consentit à lui prêter la somme de 3.500 francs ; et qu'un peu plus tard, à l'imitation de ce qu'il venait de faire en faveur des protestants anglais, en leur confiant l'éducation d'un de ses fils, il remit au Rév. P. Cazet Antoine Randrava un autre de ses enfants, pour être élevé en France, selon que l'entendrait le Supérieur général de la Mission. Cette dernière mesure eut pour la religion les plus heureux résultats, soit parce qu'elle rassurait les esprits des Malgaches au sujet de la liberté de la prière, soit surtout parce qu'elle nous valut une série de procédés plus équitables, de la part du gouvernement hova, tout le temps du moins qu'Antoine Randrava resta entre nos mains avec les deux autres jeunes Malgaches autorisés à l'accompagner en France.

« Ainsi, au mois de juin 1872, dit le P. Caussèque, notre église d'Ambohimanarina fut complètement dévalisée pendant la nuit. Tous les ornements et les vases sacrés furent enlevés en même temps que les petites fournitures classiques. Rien d'étonnant du reste ; les voleurs n'avaient eu à percer qu'une petite paroi en joncs du pays (*zozoro*), pour pénétrer dans l'église. Nous fîmes prévenir la reine. La réponse ne se fit pas attendre. Le premier ministre écrivit à l'instant : « J'envoie chercher avec le plus grand soin les objets volés. » Et un juge et des officiers se rendirent sur les lieux pour faire des recherches jusqu'à ce que tout eût été retrouvé.

Le P. Laffont, chargé d'Ambohimanarina, écrivait à ce sujet :

« Nous avons eu hier soir une troisième convocation du peuple. Les envoyés de la reine avaient pour mission : 1° de s'assurer si tous les objets volés avaient été retrouvés, ce à quoi j'ai répondu affirmativement ; 2° de remercier, au nom de la reine, les chefs et le peuple pour leur zèle dans cette affaire ; 3° de recommander la garde du voleur toujours garrotté ici, dans la case de ses parents, qui sont caution pour lui, en attendant que l'on ramène les complices. De nombreux

courriers sont partis dans toutes les directions pour faire une battue dans l'intérieur de l'île, et des ordres ont été donnés, paraît-il, aux commandants hovas des côtes, pour ne pas laisser échapper les coupables qui voudraient s'enfuir par mer... Cette affaire a été tout à l'honneur de la prière catholique et des missionnaires : tout le monde a vu que la reine et le premier ministre nous protégeaient, ce dont beaucoup doutaient encore.

« Le voleur est toujours enchaîné en attendant que les complices soient trouvés ou que la reine prononce la sentence. »

« La vérité nous oblige cependant d'avouer, ajoutait un peu plus bas le P. Caussèque, que jamais la plus légère punition n'a été infligée à nos injustes persécuteurs. » Il en fut de même, dirons-nous ici à notre tour, du voleur qui fut bientôt oublié, et de ses complices qui ne furent pas retrouvés. La Mission dut se contenter de ce qui avait été fait.

« Je voudrais pouvoir annoncer à nos amis d'Europe, lit-on à la fin du même rapport, dont nous allons reproduire presque intégralement les dernières pages, que cette machine du protestantisme présente des signes de désorganisation, et que, malgré sa belle apparence et ses proportions colossales, elle ne tardera pas à crouler; mais il y aurait témérité à parler ainsi. Ce n'est pas que la secte n'éprouve de temps en temps quelque échec. Il n'y a pas toujours entente parfaite dans les réunions protestantes; parfois la dispute y prend un caractère assez vif. Témoin un temple à demi brûlé, que l'on voit sur la route d'Ambohimanga, et, auquel, dans l'ardeur de la lutte l'un des partis rivaux a mis le feu. On ne s'entend pas davantage dans les conciliabules tenus à Tananarivo tous les six mois, sur les questions de doctrine et de discipline.

Ce qui est peut-être plus important, ce sont trois faits qui ont paru produire quelque impression dans les régions officielles, et diminuer un peu cette faveur dont le protestantisme est entouré, et qui fait sa principale force.

1° Pendant plusieurs mois, les protestants se sont vantés d'avoir, par leurs prières, obtenu à Sa Majesté une grâce extraordinaire, un héritier, qu'elle désirait vivement; l'événement leur a donné un démenti sanglant.

2° Une famille anglaise était montée à Tananarivo, vers Noël, pour

donner des représentations équestres. Les ministres anglais avaient tellement prévenu la reine et le premier ministre contre les exercices du cirque, que cette pauvre famille se vit tout refuser dès le début, et se trouva réduite à la dernière extrémité. Le père tomba malade et mourut de douleur. Il était catholique; nous l'assistâmes à ses derniers moments. Son enterrement donna lieu à une belle cérémonie, à laquelle prirent part nos chrétiens de Tananarivo. Pas un Anglais n'y parut, si ce n'est un quaker, maître d'école.

Les autres membres de la famille, au nombre de neuf, étaient protestants, à l'exception de deux jeunes gens d'origine irlandaise. Tandis que les ministres anglais délaissaient complètement leurs malheureux compatriotes, nous leur avons prodigué, avec le concours des Sœurs et de M. Laborde, tous les secours que réclamaient leur maladie et leur profonde misère. Bientôt la mère et deux de ses filles ont demandé à embrasser une religion qui enseignait à pratiquer si bien la charité. Cette grâce leur fut accordée, ainsi qu'à leurs enfants, après deux mois d'instruction. Il ne restait qu'un protestant dans la famille; lui aussi, avant de partir, a voulu être admis dans l'Église catholique. En changeant de religion, ces Anglais étaient sûrs d'irriter contre eux les ministres protestants, leurs compatriotes, et ils s'exposaient à ne jamais obtenir l'appui du gouvernement. Mais Dieu a protégé ses serviteurs. Les préjugés répandus contre eux sont tombés. Autorisés presque officiellement à donner leurs représentations dans l'enclos du neveu du premier ministre, ils ont bientôt payé leurs dettes. De plus, leur dernière séance a eu lieu dans l'enceinte du palais, en présence de toute la cour, et la reine leur a fait remettre une somme considérable pour leur voyage. Ils sont repartis, bénissant Dieu de les avoir conduits par la tribulation au sein de la véritable Église.

3° Les Anglais ont un hôpital à Tananarivo; c'est le seul qui existe. Jusqu'ici, nos catholiques, qui s'y faisaient porter, pouvaient être assistés par le prêtre. Le docteur Davidson nous avait laissé à cet égard toute latitude; mais le docteur Mackie, son successeur, prétend nous traiter tout autrement. Nous avions entendu parler des intentions hostiles de ce dernier. Pour nous assurer du fait, après avoir vainement demandé une audience, nous lui avons adressé une lettre. Il répond : « Les hôpitaux en Angleterre, étant généraux, sont ouverts à des gens et des ministres de toutes les religions. Cet hôpital-ci est

essentiellement protestant, bâti et entretenu avec l'argent des protestants. Les catholiques y seront les bienvenus. Je ne puis pas, en conscience, vous inviter à venir les voir. En même temps, je ne puis pas non plus vous exclure tout à fait, lorsque des gens de votre religion sont ici et désirent votre visite; mais je ne puis pas permettre *qu'aucune cérémonie* ou *sacrement* ou *prière quelconque* ait lieu dans l'intérieur de l'hôpital. »

D'après cette réponse, nos malades catholiques sont mis dans l'alternative de renoncer complètement à l'hôpital, ou de s'exposer à mourir sans les derniers sacrements. Cette détermination, qui, nous le savons, a été prise en commun par quelques ministres anglais, a excité l'indignation des protestants les plus haut placés. Puisse-t-elle hâter la création d'un hôpital catholique, œuvre indispensable pour contrebalancer ici l'influence anglaise et protestante !

Quoi qu'il en soit de l'impression produite par tous ces faits, tant que le protestantisme sera la religion d'État à Madagascar, il continuera de prospérer, et nous ne serons que le petit troupeau, *pusillus grex*.

Voici la liste de nos principales œuvres, pendant les neuf mois qui viennent de s'écouler, c'est-à-dire depuis le 1er octobre 1871, jusqu'au 1er juillet 1872 ;

Baptêmes d'adultes, 1.467; baptêmes d'enfants, 478; premières communions, 757; confirmations, 556 ; mariages, 230 ; malades secourus à la Mission, 19,099 ; malades visités à domicile, 4.343 ; livres sortis de notre imprimerie : une grammaire malgache, un catéchisme de controverse, plusieurs livres pour les écoles.

Dans la ville même de Tananarivo, nous avons huit écoles fréquentées par 274 garçons et 519 filles ; les autres écoles, dans la campagne, comptent 441 élèves des deux sexes.

Dans ce tableau ne sont pas comprises les œuvres de Tamatave, d'Andevoranto et de Fianarantsoa.

Le personnel de la Mission est ainsi composé : à Tananarivo ou dans les environs, 19 Pères, 9 Frères coadjuteurs, 4 Frères des écoles chrétienne, 12 Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny ;

A Tamatave et Andevoranto (côte orientale), 4 Pères, 1 Frère coadjuteur, 3 Frères des écoles chrétiennes, 4 Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny ;

A Fianarantsoa (province du Sud), 3 Pères et 2 Frères coadjuteurs.

Il y a actuellement dans la Mission 74 lieux de réunion ainsi répartis : 9 églises définitives, 9 en construction, 23 églises provisoires; les autres sont de simples cases malgaches.

Malheureusement un violent cyclone qui s'est abattu sur Tamatave le 13 mars dernier a renversé la belle église en bois que le P. Faure avait fait élever il n'y a pas encore longtemps ; et notre église provisoire d'Andohalo à Tananarivo menace ruine. Il faut la rebâtir au plus tôt, et il conviendrait qu'elle ne fût pas trop inférieure à l'un des neuf temples que les protestants possèdent dans la capitale. »

CHAPITRE XXIII

Mort du P. Jouen et de plusieurs autres missionnaires. — Fermeture de la maison d'Andevoranto. — Nouveau Préfet apostolique de la Grande Terre et nouveau Supérieur général de la Mission. — La résidence du Sacré-Cœur à Maurice. — Conquête du poste d'Amhohimanga. — École apostolique. — L'œuvre des prisonniers et des lépreux. — Le Resaka. — Voyage de la reine Ranavalona II chez les Betsileos. — La Mission sur la côte orientale.

(1872-1874.)

Si la fin de l'année 1871 et les débuts de 1872 avaient vu une augmentation notable dans les postes de la Mission, il en fut autrement pour le personnel des missionnaires. Jamais peut-être aucune autre époque ne compta parmi eux des morts en plus grand nombre, que celle qui s'écoula depuis le mois de mai 1871 jusqu'au mois de juin 1873. Notre intention étant de composer à part un récit succinct de la vie et des travaux de tous nos ouvriers évangéliques morts à leur tâche dans la mission de Madagascar, nous nous bornerons, pour la plupart de ceux dont nous devons parler ici, à une simple énumération de leurs noms et des dates de leur trépas. Le premier en tête de cette liste nécrologique est le P. de Longevialle tombé victime peu de temps après son arrivée à Nossi-Bé d'une fièvre pernicieuse qui l'enleva presque subitement le 5 mai 1871. Un mois plus tard, le 2 juin à l'hôpital militaire de Saint-Denis, s'éteignait doucement dans le Seigneur, le P. Cotain, le premier Supérieur et le dernier survivant de cette petite troupe d'avant-garde, qui sous la conduite de M. Dalmond, vint en 1844 travailler à la mission de Madagascar, au nom de la Compagnie de Jésus. Le vénéré P. Cotain, homme juste et droit par excellence, fut regretté de tous ceux qui le connurent; mais plus

spécialement des Frères et des élèves de l'école chrétienne de Saint-Denis dont il fut, pendant les douze dernières années de sa vie, l'incomparable aumônier. Entre la tombe du P. Cotain, premier Supérieur des missionnaires de la compagnie de Jésus à Madagascar et celle du P. Jouen qui lui succéda immédiatement, aucune autre tombe ne se place dans les annales de la Mission. « Oubliant, dit un journal de Maurice, qu'il était au déclin de sa vie et qu'un surcroît de fatigues hâterait sa fin, le P. Jouen, pressé par son zèle, quitta Tananarivo au mois d'août 1871, pour se rendre à Maurice. Il se rappelait l'accueil qu'il avait reçu des Mauriciens dans ses jours de détresse, et venait quêter parmi eux les secours que la France dans ses malheurs ne pouvait plus fournir à sa chère Mission. C'est à ce souvenir du cœur que Maurice doit l'honneur d'avoir reçu le dernier soupir de ce vaillant apôtre. » Quêter pour l'achèvement de la petite église gothique d'Ambavahadimitafo, dédiée à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, et dont les travaux restaient suspendus faute de ressources, fut en effet le mobile qui porta le P. Jouen, malgré ses infirmités, à entreprendre le voyage de Port-Louis où il se rappelait avoir fait en 1865 une collecte fructueuse. Mais en 1871 la Providence permit qu'il ne vînt dans cette île que pour y passer plusieurs mois, cloué sur son lit de douleur, et y terminer enfin, le 4 janvier 1872, sa laborieuse existence, à l'hôpital construit pour les enfants de la France, par la Mère Augustine, fondatrice de la Congrégation du Bon-et-Perpétuel-Secours. Six mois après le P. Jouen, le 12 juillet de la même année, à Port-Louis un autre fondateur d'une mission plus petite, mais non moins pénible, le P. Puccinelli, appelé de l'Inde avec le P. Roy pour l'évangélisation des Indiens à Maurice, rendait aussi, dans la paix, son esprit au Seigneur, pendant que cinq jours plus tard, le 17 juillet sur le rivage de Tamatave le P. Pagès expirait de son côté, emporté par la fièvre unie à cette redoutable maladie de foie, qu'un voyage en Europe avait bien pu arrêter pendant quelque temps, mais non guérir entièrement.

Chacun des deux mois suivants de cette terrible année devait avoir sa victime. Le 27 août à Tananarivo et le 4 septembre en France dans notre résidence de Toulouse, deux âmes bien précieuses sans doute aux yeux du Seigneur, quittaient ce monde pour s'envoler au ciel. Ce fut d'abord l'âme toute bonne et simple du P. Étienne Layat, ce catéchiste dévoué de M. Dalmond sur la terre de Sainte-Marie

de Madagascar, qui, devenu ensuite prêtre dans la compagnie de Jésus, s'usa vite dans les travaux de la mission de la Ressource et de la Grande Terre, et alla rejoindre au sein de la gloire son premier Père et maître, le même mois que lui, mais à vingt-cinq ans d'intervalle. On peut dire que le P. Louis Richard qui s'éteignait à Toulouse, expirait martyr de sa charité pour les lépreux de l'île Bourbon. C'est en effet au service de ces pauvres gens, dans une mission qu'il leur donnait, et afin de gagner à la foi le plus rebelle d'entre eux, qu'il offrit au Seigneur d'être atteint de son mal, si par ce moyen, il pouvait obtenir le plein triomphe de la grâce sur ce cœur obstiné. Exaucé mais lépreux, le P. Richard dut, par ordre de ses supérieurs et des médecins revenir en France, où le reste de sa vie ne fut plus qu'une lente agonie offerte, pour le triomphe de la plus grande gloire de Dieu et le salut des âmes dans l'univers entier, et tout spécialement dans la mission de Madagascar.

Le F. coadjuteur Bacon et le P. Combet appartiennent aux morts de l'année 1873. Tous les deux finirent leur vie, l'un le 13 février, l'autre le 24 juin, sur cette même île de Sainte-Marie de Madagascar, si difficile à transformer en île des saints, malgré tant de tombes de Lazaristes, de prêtres séculiers, de Sœurs de Saint-Joseph et de Jésuites, creusées dans son sol stérile, et réclamant pour ses enfants la grâce du Seigneur.

Toutes ces pertes d'hommes et ces vides dans le personnel, dont plusieurs étaient considérables, et pouvaient à peine être comblés par les nouveaux envois de France, ne contribuèrent pas peu à la fermeture du poste d'Andevoranto. La Mission dans ce village important de la côte Est n'avait pas produit ce qu'on en espérait. Le principal obstacle au bien se trouvait inséparablement uni à l'un des principaux motifs qui l'avaient fait choisir comme centre de Mission. Andevoranto, lieu de passage de tous les voyageurs qui allaient de Tamatave à Tananarivo, ou qui poursuivaient simplement leur course dans la direction du sud, jusqu'à Mahanoro, Mahéla et Mananjary, était une ville tout entière livrée aux boissons alcooliques et à la débauche et où la prière et l'instruction ne pouvaient en conséquence que trouver le plus médiocre accueil. Les PP. Aubert et Landes s'en aperçurent bientôt, par le vide presque complet qui s'opéra dans leur chapelle et leur école improvisées. Pas plus que la résidence catho-

lique, le temple protestant ne réunissait la foule, pourtant si considérable dans ce village. Chacun restait chez soi, nonchalamment établi près de l'indispensable tonneau de mauvais rhum, seule vraie divinité du lieu, non moins chérie du maître de la case, que des nombreux chalands arrivant, à chaque instant de la journée, du Nord, du Sud et de l'Ouest, pour goûter à prix d'argent quelqu'une de ses dangereuses faveurs. Puisqu'on n'avait qu'un nombre fort restreint d'ouvriers apostoliques, ne valait-il pas mieux les employer là où les moissons jaunissantes réclamaient impérieusement leur présence, plutôt que dans ces champs inféconds des côtes de Madagascar, dévorant avec les semences qu'on leur confiait les laboureurs eux-mêmes. Le Rév. P. Cazet en jugea sagement ainsi, et la fermeture d'Andevoranto fut résolue. Depuis quelques mois déjà le P. Landes, remplacé dans son poste par le P. Montbelley, se trouvait à Tananarivo, où il était arrivé à point, afin de s'occuper de la paroisse d'Ambavahadimitafo, laissée vacante par la mort du P. Layat. Tamatave réclamait un missionnaire successeur du P. Pagès : le P. Aubert y fut placé. Quant au P. Montbelley, trop faible de santé pour le climat dévorant de Madagascar, il reprit le chemin de Saint-Denis. La maison et l'église d'Andevoranto furent confiées à des gardiens. Mais un an après cette fermeture, le sanctuaire et la maison élevés près du tombeau de M. de Solages devenaient la proie de l'incendie. On rebâtit plus tard sur leurs ruines une modeste chapelle en *rapaka* couverte en joncs du pays ; mais Andevoranto restant toujours, malgré son accroissement annuel, le village du dieu de la boisson et des mauvais plaisirs, la modeste chapelle fut laissée elle-même presque toujours vide de missionnaires. Et pourquoi les renverrait-on fixer leur demeure près d'un autel solitaire et dégarni d'adorateurs, alors que tant d'autres villages non moins populeux et plus zélés dans l'intérieur de l'île les appellent de tous leurs vœux ?

Dès qu'on fut informé à Rome de la mort du Préfet apostolique de la grande île africaine, on s'occupa de lui donner un remplaçant. Le choix de la Compagnie de Jésus, confirmé par les suffrages de la Propagande, se porta sur le Rév. P. Cazet, Supérieur général de Madagascar depuis 1864. Aucune nomination ne pouvait être plus agréable aux Pères et aux Frères de cette Mission, justes appréciateurs, pendant les huit années qui venaient de s'écouler, de toutes les qualités

du nouveau Préfet apostolique. Quant aux fonctions de Supérieur général, comme il était encore nécessaire qu'elles fussent séparées de celles de chacun des deux Préfets apostoliques de la Grande et des Petites Iles, la Compagnie de Jésus en chargea le P. de la Vaissière, par décret du 21 novembre 1872.

L'un des premiers soins du nouveau Supérieur de la Mission fut de continuer à Maurice l'œuvre que son prédécesseur était en train de fonder, lorsqu'il fut appelé à la Préfecture apostolique de Madagascar. Depuis de longues années déjà les Mauriciens, charmés des prédications de quelques-uns de nos Pères à la cathédrale de Port-Louis, désiraient leur offrir au centre de cette ville une maison qui pût leur servir de résidence, et où ils seraient en mesure de répondre plus facilement aux appels de plusieurs fidèles, qui les réclamaient comme modérateurs de leur conscience. Ces désirs déjà fort vifs du temps que les PP. Etcheverry, Laffont, de Régnon et Jenny faisaient à Port-Louis leurs conférences si suivies par les hautes classes de la société, se réveillèrent en 1870 et 1872 avec une nouvelle force, lorsque le P. Delmas parut dans la chaire de cette ville. Les difficultés qui jusqu'alors avaient empêché toute maison de ce genre semblaient avoir disparu; le nouvel évêque Mgr Scarisbrick se montrait en effet bienveillant pour cette œuvre, ainsi que quelques-uns des prêtres les plus respectables du diocèse; et les supérieurs majeurs de la Compagnie jugeaient qu'il ne serait pas inutile, avec le nouveau gouvernement de la France, de posséder un établissement pareil, en un pays anglais; enfin une souscription, ouverte dans ce but par un certain nombre des familles notables de l'île, faisait presque la somme nécessaire pour l'achat de l'immeuble et les réparations les plus indispensables. Le Rév. P. Cazet envoya donc à Maurice le P. Etcheverry, arraché à ses œuvres de Bourbon; et la résidence du Sacré-Cœur commença dès lors à passer de l'état de projet à l'état de fait accompli ou en voie d'accomplissement. Nous laissons ici de côté une foule d'incidents sans importance relatifs à cette fondation, pour arriver de suite à la conclusion.

Or la conclusion nous est donnée par l'extrait suivant d'une lettre du Supérieur, successeur du P. Cazet, qui inaugura lui-même cette maison.

« Le jour de la fête du Sacré-Cœur 1873, nous avons inauguré notre

nouvelle résidence, située au centre de la ville de Port-Louis. Mgr l'évêque du diocèse, nos principaux amis, tous nos bienfaiteurs avaient été convoqués. Ils vinrent au nombre d'environ trois cents et remplirent le rez-de-chaussée de la maison. Notre chapelle est bien petite; c'est une salle longue d'environ six mètres sur quatre de largeur, mais elle communique par cinq grandes portes à deux vastes salles attenantes à un cabinet, à un corridor et enfin à une varangue extérieure. Cette heureuse disposition permettra donc, dans les grandes circonstances, de faire participer au saint sacrifice et aux offices les personnes désireuses d'assister à nos fêtes. Lorsque les bienfaiteurs, qui nous ont acheté la maison, auront complété leur bonne œuvre, ainsi qu'ils le désirent, nous aurons la résidence distincte de la chapelle extérieure. Pour le moment nous commençons par le provisoire : pourquoi ne prendrions-nous pas exemple sur la France qui, depuis trois ans, est constituée en république provisoire, et n'attendrions-nous pas comme elle des temps meilleurs? L'installation s'est faite solennellement sans doute, mais simplement. Le jour même de la fête du Sacré-Cœur, à 8 heures, Monseigneur a célébré la sainte messe à la suite de laquelle j'ai prononcé une courte allocution pour remercier Sa Grandeur, nos amis, nos bienfaiteurs, et expliquer aussi, selon le désir de Mgr Scarisbrick, le but de nos œuvres dans cette maison, à ceux qui ne le comprennent pas ou ne veulent pas le comprendre. La cérémonie s'est terminée par la bénédiction du très Saint Sacrement. La protection du divin Cœur nous est évidemment venue en aide en cette circonstance. Quatre jours avant le vendredi 20 juin, jour fixé pour l'ouverture de la nouvelle chapelle et de la résidence du Sacré-Cœur, notre habitation, d'ailleurs vaste et commode, présentait cependant de toutes parts un aspect désolant de vétusté et d'affreux désordre, dû au déménagement des anciens locataires, et aux réparations qu'on avait commencé de faire avant mon arrivée. Cependant les plus importants travaux restaient à achever. Il fallait tapisser trois grands salons, un corridor, un cabinet devant servir de sacristie, élever un autel, trouver un tabernacle, transporter des bancs et des chaises, en un mot improviser immédiatement ces milliers d'objets et d'accessoires qui nous servent dans notre vie de tous les jours mais qui font absolument défaut dans un local vide. Nous nous demandions avec inquiétude, si nous pourrions

convenablement faire des invitations, lorsque tout restait à faire pour recevoir les invités, et Notre-Seigneur lui même le premier, et le plus désiré de tous.

Mais l'île Maurice est un pays où le dévouement est en proportion des ressources qu'on peut s'y procurer. Tous nos préparatifs ont donc été achevés au temps voulu. L'autel, les ornements de l'autel, voire même un baldaquin en *damas* rouge a été trouvé. D'excellentes catholiques ont pris sous leur protection cette chapelle dédiée au sacré Cœur, et l'ont ornée, je ne dis pas seulement d'une manière convenable, mais avec élégance. Le tableau du divin Cœur trônait à sa place sous le baldaquin. Des feuilles de palmistes entremêlées de bouquets et de fleurs, dissimulaient les peintures trop fraîches, ornaient ce qui était trop nu, et donnaient à tout un air de fête semblable à celui de nos distributions de prix dans notre ancien collège de Saint-Denis. Tous les assistants ont paru heureux de la cérémonie et de son ordonnance. Monseigneur nous a particulièrement témoigné sa joie, et s'est invité gracieusement à partager notre déjeuner. »

Hâtons-nous d'ajouter que la chapelle de la résidence ne resta pas longtemps cette salle longue d'environ six mètres, sur quatre de large dont il est parlé dans la lettre ci-dessus. Grâce à divers aménagements qui furent entrepris, faute de pouvoir construire à côté, la chapelle du Sacré-Cœur eut bientôt la grandeur convenable pour une modeste résidence, complémentaire de la résidence indienne de Saint-François-Xavier. On y fit longtemps des conférences spéciales en faveur des messieurs, et d'autres pour les dames, où bien des préjugés opposés au progrès de la solide piété furent combattus avec succès. Mieux que personne le P. Etcheverry auquel ces heureux résultats sont dus en grande partie, ou bien les fidèles eux-mêmes pourraient renseigner le lecteur sur le progrès opéré à l'île Maurice par cette petite chapelle du Sacré-Cœur. Mais nous ne les interrogerons pas sur ce point délicat, pressé d'ailleurs que nous sommes de revenir à l'histoire de la Grande Ile, notre véritable Mission, dont nos autres Missions dans ces mers ne sont que des annexes ou des dépendances.

Les débuts de l'administration du nouveau Préfet apostolique de Madagascar furent bénis du Seigneur. Le Rév. P. Cazet n'avait pu encore se mettre en devoir de quitter Bourbon pour Tananarivo, que la nouvelle de la glorieuse conquête d'Ambohimanga lui était annoncée.

Le P. Caussèque dans son rapport pour 1873, rendant un compte fidèle du fait d'Ambohimanga, aussi bien que de nos autres progrès, c'est à lui que nous allons en emprunter le récit abrégé.

« Depuis le 1[er] juillet 1872, dit-il, nous n'avons conquis que dix nouvelles stations. Mais parmi ces conquêtes, il en est une qui en vaut cent : c'est celle de la ville d'Ambohimanga. Pour en apprécier l'importance, il suffit de se rappeler ce qui a été déjà dit de cette seconde capitale de Madagascar.

Que de fois nos catholiques ne nous ont-ils pas répété que si notre prière pouvait s'établir dans Ambohimanga, il n'y aurait plus de difficulté pour l'introduire dans le reste du royaume. Nos ennemis le savaient bien ; voilà pourquoi ils faisaient si bonne garde autour de la ville sainte, comme ils l'appellent. Enfin, après bien des luttes, la place est emportée. Grâces soient rendues au Cœur de Jésus et au Cœur immaculé de Marie qui ont exaucé notre ardente prière.

Après Dieu, c'est à Victoire, la belle-fille du premier ministre, que revient l'honneur de cette conquête. C'est elle en effet qui, par sa générosité et ses sages conseils, a su aplanir toutes les difficultés et ménager le succès de l'entreprise. Nous avons en elle une preuve bien frappante de ce que peut le christianisme pour transformer les âmes. A propos de l'affaire d'Ambohimanga, elle a laissé tomber ces belles paroles : « L'argent passe, mais la prière ne passe pas. » Elle a agi en conséquence. Quiconque connaît le caractère des Malgaches ne peut s'empêcher de crier : *Digitus Dei est hic*.

Cependant, pour être juste, il faut ajouter que dans cette circonstance le gouvernement malgache nous a soutenus au delà de toute espérance. La veille du jour fixé pour la première réunion à Ambohimanga, le premier ministre nous fit prévenir qu'il écrirait au gouverneur de cette ville, afin que tout se passât paisiblement. La lettre fut portée en effet, à son adresse : aussi l'inauguration de la prière ne rencontra-t-elle aucune opposition ; et elle eut lieu le dimanche 15 septembre, fête du Saint-Nom-de-Marie.

Je m'étais rendu la veille à Imerimandroso, afin d'inviter les chrétiens de cette excellente paroisse à me prêter le concours de leur présence et de leur voix. Une cinquantaine d'entre eux répondirent à mon appel. Nous arrivâmes à Ambohimanga vers 8 heures du matin. La ville proprement dite est bâtie sur un énorme rocher,

dont les bords escarpés forment presque tout autour un rempart naturel. On se demande comment sur ce sommet aride ont pu pousser tant d'arbres touffus, dont les branches dérobent la vue des maisons et feraient croire à l'existence d'une forêt. Un peu plus bas et tout autour de la ville, on voit des groupes considérables de cases ; ce sont autant de villages, que nous appellerons faubourgs. C'est là que se trouvent les trois temples protestants, dans lesquels les habitants d'Ambohimanga sont convoqués tous les dimanches depuis plusieurs années.

D'ordinaire, la réunion du matin ne commence que vers 10 heures. Mais, en notre honneur, sans doute, dès 8 heures les temples étaient déjà remplis. En passant devant la porte du Nord, j'envoyai saluer le gouverneur et lui fis exprimer mes regrets, de ce que l'étiquette, qui interdit aux Européens l'entrée de la ville sainte, ne me permettait pas d'aller le visiter moi-même. C'est à côté de la porte de l'Est que nous devions nous rendre. Nous passâmes à côté du temple du ministre anglais Sibree. J'entendis des éclats de voix d'un orateur très animé. J'ignore quel était le sujet du discours et quelle impression il produisait sur l'auditoire. Mais ce que je sais, c'est que bien des têtes se tournèrent pour voir passer le Père à cheval, et le cortège assez respectable dont il était suivi. Quelques instants après, nous arrivons devant une case malgache fort modeste. Au bruit des pas du cheval, la porte s'ouvrit et un homme qui ne paraissait pas rassuré s'avança pour me serrer la main. C'était notre adhérent qui avait consenti à céder son emplacement pour la prière, et qui, depuis deux jours subissait des assauts terribles, à cause de cette démarche. L'intérieur de la case avait été tapissé de nattes ; quelques images d'Épinal en faisaient toute l'ornementation. La salle pouvait contenir une centaine de personnes : elle fut bientôt remplie par les chrétiens qui m'avaient accompagné, et quelques adhérents de la ville. La récitation du chapelet, coupée par le chant des cantiques avec l'accompagnement obligé de l'harmonie-flûte, et quelques mots d'édification, tels furent les commencements de la chrétienté d'Ambohimanga. Depuis ce moment les réunions du dimanche ont toujours été présidées par un Père. Voilà bientôt dix mois que le P. Delbosc y réside. Nous y avons bâti une grande case en pisé, dont le rez-de-chaussée sert de chapelle, et le premier étage d'habitation.

Les écoles y sont tenues comme ailleurs par un couple chrétien de nos élèves de Tananarivo. Peu à peu l'emplacement, trop petit dans le principe, a été agrandi par l'acquisition des terrains contigus. Quand nous aurons des fonds, nous élèverons là un sanctuaire proportionné à l'importance de la ville. Il sera dédié à Notre-Dame-des-Victoires, afin de perpétuer le souvenir du prodige opéré par la Vierge immaculée. C'est en effet un vrai prodige que cette conquête. Pour la première fois le gouvernement est intervenu dès le commencement, et il a étouffé toutes les oppositions suscitées depuis. Sans cette intervention providentielle, Ambohimanga nous était fermé pour de longues années.

Comme il importe beaucoup au bien de la Mission de cultiver les bonnes relations qui existent entre les Pères et le premier ministre depuis que celui-ci a envoyé un de ses fils en France, le Rév. P. Préfet apostolique saisit toutes les occasions de les rendre plus intimes. De là quelques faveurs insolites dont nous citerons seulement les principales.

Le 8 mai, jour fixé pour la pose de la première pierre de l'église de l'Immaculée-Conception, Sa Majesté daigna se faire représenter à la cérémonie religieuse par quatre officiers du palais, parmi lesquels Ravoninahitriniarivo 15e honneur et neveu du premier ministre. Les envoyés de la reine, non contents de prendre la parole à la bénédiction faite en plein air, ont voulu ensuite, quoique protestants, pénétrer dans l'église provisoire, et assister au brillant salut qui suivit immédiatement.

Cette année, encore pour la première fois, les représentants de la reine sont venus honorer de leur présence l'exercice littéraire donné par les élèves des Sœurs à la fin de l'année scolaire ; ils étaient au nombre de quatre. C'est Radriaka, fils du premier ministre et 15e honneur, qui a porté les paroles de Sa Majesté : elles étaient des plus flatteuses pour les Sœurs et leurs élèves. Après la séance, l'on visita la salle où étaient exposés les ouvrages à l'aiguille exécutés par les enfants ; tout fut enlevé pour le compte de Sa Majesté qui paya largement.

Quelques jours après avait lieu à l'école des Frères des écoles chrétiennes une séance analogue. Les années précédentes, en pareille occasion, la reine n'avait envoyé que deux officiers. Cette année, il

en est venu huit, entre autres le neveu du premier ministre, 15e honneur, dont il a été question plus haut. Parlant au nom de la souveraine, il a dit combien elle était enchantée de l'enseignement donné par les Frères, et combien elle était heureuse de voir ses sujets à une si bonne école. Quand l'exercice fut terminé, il félicita les élèves de leurs progrès, et tirant de sa poche dix piastres bien comptées, il les leur remit en disant : « Voici un petit encouragement pour vous exciter à correspondre aux soins de vos maîtres. » Cette somme fut convertie en un bœuf gras, que l'on tua dans la ferme d'Ambohipo durant la semaine de Pâques. Les élèves s'y rendirent en grand congé, fanfare en tête. Le donateur y vint aussi. Tandis que les élèves dépeçaient le bœuf sur le gazon, celui-ci déjeunait avec les Pères et les Frères des écoles chrétiennes : ce fut une bonne fête de famille. On dit que ce jour-là notre convive était attendu pour l'inauguration d'un temple protestant, mais qu'ayant à choisir entre les deux invitations, il avait mieux aimé faire honneur à celle des élèves catholiques. Que présagent ces témoignages inaccoutumés de bienveillance, accordés par le gouvernement aux Frères des écoles chrétiennes et aux Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny? Rendra-t-on justice aux mérites de ces maîtres si dévoués et si capables? Verrons-nous bientôt les enfants des grands rentrer dans leurs écoles, pour y recevoir, comme autrefois, cette éducation solide et chrétienne qu'ils savent si bien donner, ici comme partout ailleurs? Hélas! ce qui se passe autour de nous ne nous permet pas d'espérer encore un revirement si désirable. Quoi qu'il en soit, nous sommes heureux de constater que les Frères et les Sœurs sont à la hauteur de leur sublime mission, qu'ils nous ont rendu d'immenses services en formant des maîtres et des maîtresses d'école, dont plusieurs sont à l'œuvre, et qu'ils préparent pour l'avenir des éléments précieux qui hâteront la conversion de Madagascar. »

Mais quels éléments peuvent être plus précieux pour la conversion d'un peuple que ces espérances de vie religieuse ou de vocation sacerdotale, commençant à se montrer parmi ses enfants? Que ne font pas tous les vrais missionnaires pour les faire naître dans leurs écoles, les conserver et les développer dès qu'ils apparaissent? Le Rév. P. Cazet ne négligea pas cette partie si importante de son ministère. Sachant fort bien que la vie sacerdotale aussi bien que la vie religieuse ne prennent guère naissance qu'au milieu d'une atmosphère tout impré-

gnée de foi et de piété chrétiennes, loin du souffle empesté des passions, il ne recommanda rien tant aux dignes maîtres et maîtresses chargés des écoles, que le soin de veiller sur les enfants de leur pensionnat, et de promouvoir le plus possible au milieu d'eux l'esprit de foi et de piété. Congrégations diverses en l'honneur de la sainte Vierge ou des saints, associations pieuses propres à réveiller le zèle et à stimuler l'esprit de sacrifice, choix d'un nombreux personnel d'enfants de chœurs, avec costumes et cérémonies du culte, tels que n'en possèdent pas certaines cathédrales d'Europe, chants de la grand'messe et des vêpres chaque dimanche, le P. Cazet employa tout pour faire surgir dans le cœur des jeunes Malgaches la vocation apostolique, au cas où Dieu l'y aurait déposée en germe. Quelle ne fut pas sa joie lorsqu'il crut enfin l'apercevoir? Il s'empressa alors d'expédier vers l'école apostolique d'Avignon deux enfants des plus intelligents et sur lesquels il comptait le plus. Mais le climat d'Europe a des rigueurs terribles. L'un des deux jeunes gens qu'il envoya à Avignon, pris d'un mal de poitrine, incurable en ces contrées trop froides, fut condamné à revenir en son pays. Et l'autre mourut quelques années après, comme un ange, à l'école apostolique de Bordeaux.

Comme le gouvernement malgache où même les parents refusaient d'ailleurs à d'autres enfants l'autorisation de partir, le Rév. P. Cazet fonda sur place une école apostolique. « C'est le 24 octobre 1873 que nous ouvrîmes, dit-il, sous le patronage de saint Raphaël et des SS. Anges, notre petite école apostolique. Bien modestes sont les débuts si nous ne considérons que le nombre. Mais, pour une œuvre si délicate, si difficile dans le milieu où nous sommes, c'est moins la quantité que la qualité qui a dû fixer notre choix.

« Nous avions déjà des postulantes malgaches, qui désiraient se consacrer à Dieu dans la congrégation de Saint-Joseph-de-Cluny. Fasse le ciel qu'elles persévèrent dans leur généreuse résolution? Leur nombre s'est accru; il y en a six en ce moment, et une septième ne tardera pas à rejoindre ses compagnes.

« Depuis le commencement de l'année dernière, le cours de latin fait pour les apostoliques a été étendu à toute la classe supérieure des Frères. C'est le P. Cassagne qui est chargé de ce cours, où nos vives aspirations pour un clergé indigène aiment à voir le germe

naissant d'un petit séminaire. Du reste, nos Malgaches saluent avec bonheur les prémices de ce clergé, dans le P. Basilide Rahidy, ancien élève de la Ressource, à Bourbon. Sa présence et son éloquence, plus que tous nos encouragements, diront à ses compatriotes qu'ils peuvent comme lui aspirer non seulement à la science et à la vertu, mais à la dignité sacerdotale elle-même. »

Revenons maintenant au rapport cité plus haut. Le P. Caussèque en consacre la fin au récit de l'origine de deux œuvres aujourd'hui florissantes, et qui datent de cette époque, l'œuvre des prisonniers et celle des lépreux.

« Les prisonniers à Madagascar ne sont pas, dit-il, renfermés jour et nuit, comme ceux de notre pays, entre quatre hautes murailles qu'ils ne sauraient franchir. Chargés autour du cou, des reins et des pieds, d'énormes anneaux de fer reliés entre eux par des barres de fer, tous ces infortunés, au nombre d'environ deux cents, passent la nuit relégués dans un enclos, à un quart d'heure de la ville. Deux mauvaises cases leur servent alors de demeure. Le jour venu, il leur est permis de circuler dans la capitale et d'y travailler pour y gagner leur vie : car le gouvernement ne fournit que le logement.

Le plus souvent, ils portent des pierres pour les grands de Tananarivo. Ceux qui n'ont point de parents pour leur venir en aide sont bien malheureux.

Jusqu'à présent ils étaient aussi délaissés au moral qu'au physique. Mais depuis trois ou quatre mois, le P. Landes, qui est chargé de l'église de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, va les visiter à domicile. Quelques prises de tabac assaisonnées de bonnes paroles lui ont gagné tous les cœurs. Deux ou trois fois par semaine, il les réunit dans leur enclos, leur enseigne le catéchisme et leur apprend des cantiques. Malheureusement, bon nombre d'entre eux sont absents au moment de ces visites. Afin de procurer les secours spirituels à ces infortunés, si dépourvus de biens temporels, le P. Landes a eu la bonne idée de les inviter à se rendre dans son église le dimanche. Il leur a dit qu'il ferait une réunion exclusivement pour eux.

Les autorités, prévenues de cette mesure, n'y ont fait nulle opposition. La première réunion des prisonniers, dans l'église de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, a eu lieu le dimanche 24 novembre 1871, à midi. Il y eut quarante assistants : pendant les deux heures que dura l'ensei-

gnement du catéchisme et des cantiques, leur tenue fut excellente. Depuis, les réunions ont été plus nombreuses; elles ont eu jusqu'à soixante-dix prisonniers.

A ce propos, on rapporte une parole d'un prêcheur malgache. Il aurait dit, en voyant les prisonniers ou galériens entrer dans notre église : « C'en est fait; cette maison de Dieu est déshonorée pour toujours. » Voilà comment les protestants entendent l'Évangile et les œuvres de miséricorde.

Un des condamnés disait au P. Landes : « Le ministre anglican a demandé au premier ministre la permission de nous instruire; mais il lui a été répondu que les Pères étaient chargés des prisonniers. »

Qu'en est-il de cette réponse? Je l'ignore. Mais il est certain que, depuis que nous allons visiter la prison, les indépendants et le ministre anglican y sont allés aussi.

C'est le Rév. P. de la Vaissière qui a inauguré l'œuvre des lépreux, en 1872, lorsqu'il était chargé de la chrétienté de Naméhana. Un jour, comme il se rendait à la station d'Ilafy, il entendit ses porteurs parler entre eux des malheureux atteints de la lèpre, et se montrer, à quelque distance du chemin, l'enclos, où par ordre de l'autorité étaient relégués les lépreux des environs. Le père enjoignit alors aux porteurs d'aller de ce côté. Ce qu'ils firent, en se récriant contre cette idée, qu'ils trouvaient bizarre. Déposé à quelque distance de l'enclos, le missionnaire s'avança seul vers les lépreux. Mais à la vue de la robe noire, tous s'enfuirent d'abord, et se blottirent dans les misérables huttes qui leur servaient d'habitations. Mais le Père les rassura. « Ne craignez pas, leur dit-il, je suis votre ami, votre père. » Ces douces paroles attirèrent les pauvres infirmes ; ils sortirent peu à peu de leur tanière. Les plus hardis s'approchent du missionnaire : bientôt tous sont réunis autour de lui. Ils étaient une vingtaine. La rosée ne tombe pas plus douce sur une terre desséchée, que les paroles du Révérend Père sur ce nouvel auditoire. Dans cette première entrevue, une nouvelle chrétienté était fondée. « Celle-là ne m'échappera pas, disait le P. de la Vaissière ; j'irai là sans concurrent, et j'aurai les auditeurs assidus. » Son espérance n'a pas été trompée. Depuis lors il allait instruire les lépreux toutes les semaines, à la grande stupéfaction des Malgaches, qui ont ces sortes de malades en horreur et n'osent pas s'en approcher. Parmi ces nouveaux catéchumènes, il

se trouva une femme qui savait lire : elle fut érigée en institutrice. Quand le P. de la Vaissière fut appelé à Bourbon, les lépreux possédaient une partie du catéchisme et plusieurs cantiques. Le P. Taïx Henri, qui lui succéda, continua cet apostolat, et il avouait que de tous ses postes celui-là lui avait donné le plus de consolations.

Au mois de février 1873, continue le P. Caussèque, je fus envoyé à Ambatofotsy pour préparer des baptêmes; j'eus occasion de voir souvent les lépreux ; ils étaient suffisamment instruits. Avec quelle attention ils écoutaient la parole de Dieu ! Je n'oublierai jamais les deux scènes dont j'ai été témoin dans cette enceinte de la douleur et de la misère.

Un dimanche après la messe que je venais de célébrer à Ambatofotsy, un de nos chrétiens les plus haut placés, un 12e honneur, aide de champ du premier ministre, s'approcha et me dit tout bas : « Je désire aller visiter les lépreux. — Bien, lui dis-je, nous irons ensemble. » Tous nos adhérents demandèrent à nous accompagner. Paul, c'est le nom de l'officier, avait amené ses enfants et ses esclaves, chantres distingués de la chrétienté d'Antsahamarofoza dont il est le chef. Nous traversâmes le village en chantant. Quand nous fûmes arrivés auprès des lépreux, l'officier dit à ses chantres : « Chantez ce que vous avez de mieux, pour réjouir ces frères affligés. » Ce qui fut exécuté. A leur tour, les lépreux récitèrent les prières et le catéchisme et chantèrent leurs cantiques. Après cetexer cice qui avait profondément ému l'assistance l'officier se détacha de la foule, et tandis qu'un de ses esclaves déposait aux pieds des malades une corbeille de pêches bien choisies, il prononça ces paroles : « Nous venons vous visiter, vous nos parents : soyez pleins de confiance en Dieu, et il ne vous abandonnera pas. Si vous écoutez les enseignements du Père, vous recevrez le royaume du ciel. Nous vous offrons les fruits de la terre, c'est peu de chose, mais c'est la marque de notre amour pour Jésus-Christ et pour vous. » — *Veloma!* » s'écrièrent les lépreux, c'est-à-dire, vivez longtemps, monsieur, que Dieu vous protège. Ainsi se passa cette visite toute spontanée de la part d'un de nos chrétiens. C'est probablement la première fois que dans Madagascar, les lépreux étaient l'objet d'une pareille attention. Je me retirai bénissant Dieu de ce que l'esprit de charité pénétrait dans le cœur de nos chrétiens. Telle est la répugnance que les Malgaches éprouvent

pour les lépreux, que je n'aurais jamais osé leur proposer ce qu'ils venaient d'accomplir de leur propre mouvement. Mais là ne devait pas se borner leur zèle pour des frères malheureux.

Ce qui venait de se passer me fit espérer qu'on pourrait donner au baptême des lépreux un peu de solennité; cependant, n'osant pas encore risquer une innovation, je me contentai d'annoncer dans les stations voisines que cette cérémonie aurait lieu dimanche 9 février à une heure du soir. Ce simple avis suffit. Nos chrétiens vinrent en foule de Namehana, d'Ilafy et d'Antsahamarofoza. La nouvelle s'étant répandue jusqu'à Tananarivo, je vis arriver dès le matin plusieurs chrétiens de la capitale. M. Laborde envoya un de ses aides de camp avec une large aumône pour les nouveaux baptisés. S'il n'avait déjà été engagé pour une confirmation dans les postes de l'Est, le Rév. P. Préfet apostolique serait venu lui-même présider la cérémonie. Mais le P. Taïx, qui tenait beaucoup à être de la fête, se garda bien de manquer au rendez-vous. Nous partîmes ensemble de la case de réunion d'Ambatofotsy. Une foule immense nous suivait comme en procession et en chantant des cantiques. Un bon nombre de protestants se joignirent au cortège et nous accompagnèrent jusqu'à l'enclos où devait se faire la cérémonie.

Au pied du seul arbre qui ombrage leur pauvre bourgade, dix-neuf catéchumènes dont sept hommes et douze femmes, rangés en demi-cercle, accroupis et cachant sous quelques lambeaux les tristes effets du mal qui les ronge, tels sont les héros de cette fête. Le P. Taïx Henri est assis sur un petit tabouret au centre du demi-cercle tenant l'harmonie-flûte et accompagnant les chants. J'étais debout à ses côtés revêtu du surplis et de l'étole. Tout autour nos chrétiens au nombre de plus de trois cents, se serrant tellement près de nous et des catéchumènes, que nous devions les faire écarter, et au loin un cercle de curieux très considérable, tel était le spectacle que présentait ce jour-là l'enclos ordinairement si délaissé des pauvres lépreux. Ceux-ci firent les premiers frais de la cérémonie en récitant les prières et le catéchisme. L'assurance avec laquelle ils répondaient à toutes les demandes excitait l'admiration, mais leur chant fit couler bien des larmes. Qui n'aurait été ému en entendant ces infortunés chanter avec autant d'entrain et d'harmonie que dans nos bonnes réunions des campagnes? De leur côté les chrétiens priaient et chan-

taient de tout leur cœur, pour faire honneur à leurs nouveaux frères. Bientôt l'eau sainte coulait, et ces dix-neuf délaissés du monde étaient élevés au rang d'enfants de Dieu et de l'Église.

On dit qu'un des protestants témoins de cette scène s'écria : « Il n'y a que la vraie religion qui puisse inspirer tant de charité, et pousser ainsi les blancs à s'approcher de ceux que le monde repousse avec horreur ! »

Les nouveaux chrétiens persévèrent dans leurs bons sentiments. Ils sont visités fréquemment par le P. Bregère : mais il n'y a là d'autre église que la voûte du ciel. L'expérience nous apprendra ce qu'il convient de faire pour ces membres souffrants de Jésus-Christ.

Ambohimanarina possède aussi une petite chrétienté de douze lépreux. C'est le P. Laffont qui l'a fondée et la cultive. Déjà cinq chrétiens en sont partis pour un monde meilleur.»

Aux deux œuvres des prisonniers et des lépreux dont le P. Caussèque vient de nous raconter les modestes commencements, ajoutons celle dont le Rév. P. Cazet lui-même entretenait les directeurs de la Propagation de la foi dans les termes suivants :

« Le *Resaka* est le nom d'une petite publication mensuelle, que la Mission vient d'entreprendre cette année.

Depuis près de dix ans, outre la profusion des bibles et traités de toute sorte provenant des imprimeries protestantes de Londres ou de Tananarivo, les Indépendants publient une feuille périodique. Nous y avions pu constater jusqu'à ces derniers temps, à l'endroit du catholicisme, une modération relative. Mais, soit changement de rédacteur, soit dépit à la vue des progrès de notre sainte religion, les allures de ce journal mensuel intitulé *Teny Soa* (bonnes paroles) se sont brusquement modifiées. Ce n'était plus, comme autrefois, par des allusions plus ou moins tranparentes qu'il s'attaquait au catholicisme, c'était par l'insulte parfois grossière et par l'invective huguenote assaisonnée comme toujours de force calomnies. Que faire, surtout dans les circonstances que nous traversons ? Laisser démolir pièce à pièce l'édifice de notre foi, quand nos chrétiens n'ont aucun moyen de constater la vérité des principes attaqués et des faits calomniés ; ou donner gain de cause à l'hérésie, en nous condamnant au silence, en face de tout le parti gouvernemental, qui lui est aussi favorable qu'il nous est hostile ?

La difficulté était sérieuse. Nous ne voulions pas engager en pure perte une de ces polémiques, qui n'amènent d'ordinaire que de nouvelles attaques, de nouvelles insultes de la part de l'hérésie. Laissant donc de côté les personnalités et même les questions de détail, il fut résolu qu'on porterait la lutte sur le principe fondamental : l'unité de religion. Comme la forme dialoguée va bien aux Malgaches, le P. Caussèque, dès le mois de janvier 1874, commença à faire paraître une série d'examens raisonnés, dont l'intelligence est rendue saisissante par un dialogue plein d'intérêt. Les interlocuteurs sont des Malgaches qui causent en famille, sans passion, mais avec le désir sincère de connaître les différentes religions qui se disputent leurs pays. Catholicisme, luthéranisme, anglicanisme, quakérisme, dissidents de l'église anglicane, sont passés en revue. Allusions populaires, comparaisons locales, vieux proverbes malgaches d'un rare bon sens, dont on est friand à Madagascar, tout cela a été mis en œuvre. La grande figure de l'unité et de l'immutabilité catholique se détache, et brille plus éclatante aux yeux qui cherchent la lumière. Malheureusement ce n'est pas encore le grand nombre. Néanmoins le coup a porté et il a été senti. De vaines récriminations, de folles escarmouches, des mensonges et des mensonges, c'est tout ce que le parti a opposé jusqu'ici à cette discussion si calme, et, aux yeux des Malgaches eux-mêmes, si triomphante. Grâces à Dieu, le but principal est donc atteint, et par ce moyen, quelques bonnes vérités arrivent, tous les mois, à l'oreille des grands. »

« L'an dernier, continue le Rév. P. Cazet, j'avais offert à la reine un Père et un Frère pour accompagner une expédition dirigée contre les Sakalaves. Je pensais qu'il y aurait là une ample moisson d'âmes à recueillir. Mais cette offre ne fut pas acceptée. Quelque temps après, dans le courant de juillet, on annonça une expédition d'un autre genre : il s'agissait pour la reine de Madagascar d'un voyage de trois mois dans la province des Betsileos. Or, quand le souverain de Madagascar voyage, il emmène à sa suite de 30 à 40,000 personnes. Les nombreux chrétiens qui devaient faire partie du cortège royal désiraient ardemment avoir un Père avec eux. Ce désir, transmis au premier ministre, fut accueilli favorablement. Le P. Delbosc, si connu et si estimé des Malgaches, fut désigné pour cette importante mission. »

La relation du voyage de Sa Majesté hova, écrite jour par jour par le P. Delbosc lui-même nous a paru fournir assez d'intérêt aux Européens, même après d'autres récits du même genre déjà publiés dans cette histoire, pour trouver place dans ce chapitre. La voici donc à peu de chose près.

« Ce fut le 31 juillet 1873 que la reine se mit en route. Dès le matin, les tentes avaient été dressées au milieu de la place de Mahamasina, où les troupes font l'exercice. Prévenu à la dernière heure, je n'avais pu y faire porter la mienne. Mais notre excellent consul, M. Laborde, qui faisait partie du cortège royal en qualité de « père de la reine et du premier ministre », eut la bonté de mettre une tente à ma disposition. J'y passai la nuit.

Le lendemain matin, 1er août, dès 3 heures et demie, un roulement de tambour nous avertit qu'il fallait nous préparer au départ. A 5 heures, nouveau roulement de tambour : c'était le commandement de plier les tentes, d'expédier les paquets et de se mettre en route.

En disant : route, j'ai employé un mot impropre. On ne peut donner ce nom à une sorte de chemin impraticable à n'importe quel véhicule. Ne cherchez donc point de fourgons pour les colis de la reine et des particuliers. Les fourgons, c'étaient les épaules des Malgaches. Pour ma part, j'en avais dix, M. Laborde en avait cinquante, et il n'était pas le mieux monté. Tel grand officier avait, pour le porter lui, sa famille et tout l'attirail qu'un Malgache riche traîne à sa suite, une troupe de quatre à cinq cents esclaves. Je ne parle pas de la reine. Elle avait toutes les populations mises en réquisition. Ces pauvres gens devaient porter les poteaux, les tentes, l'ameublement du palais royal ambulant, les provisions de bouche, les canons et leurs munitions.

Tous les matins, depuis le camp jusqu'à l'étape suivante, le chemin était encombré d'une cohue de palanquins et de gens à pied portant des paquets. La reine laissait partir en avant la multitude, son palais et ses bagages, et se mettait en marche avec sa petite escorte. Ordinairement, vers 9 heures, un coup de canon annonçait le départ de Sa Majesté. Tout le long de la route, la musique, le tambour, la grosse caisse et les chants accompagnaient la reine. C'était à nous rendre sourds.

Nous partîmes donc le 1er août, et nous allâmes camper au bord d'une rivière appelée Sisaony, à 5 ou 6 lieues au Sud de Tananarivo. Là, des tentes furent dressées dans le même ordre qu'à Mahamasina, ordre qui, du reste, sera scrupuleusement suivi pendant toute la durée du voyage.

Voici, sommairement, la description de notre camp. Au milieu, un carré fermé par une palissade; c'est le *rova* ou palais ambulant de la reine. Dans l'intérieur, se trouvent les tentes royales. Tout autour de ce carré, un grand espace, aussi de forme quadrangulaire, où veille une double ligne de gardes. Cet espace, à son tour, est fermé par les tentes des grands officiers, et ensuite par celles des soldats. Aux quatre points cardinaux, quatre rues tracées au cordeau; aux quatre angles, quatre autres rues moins larges. Toutes conduisent hors du camp. Que de fois je les ai suivies pour aller voir des malades! Sur le parcours, j'entendais souvent: « Bonjour, mon Père; entrez, venez nous voir, nous allons vous faire cuire le riz, » et autres formules de politesse malgache. Quelques-uns de nos chrétiens avaient eu l'idée de placer une croix au sommet de leurs tentes. Aux yeux de tous, c'était un signe non équivoque de catholicisme.

Le samedi 2 août, nous arrivâmes au pied d'une montagne appelée Iharanandriana. C'est là que je dus m'installer pour dire, le lendemain, la messe à nos chrétiens. Le dimanche, dès le matin, soit pour avoir plus d'espace, soit pour n'être pas trop près des protestants, j'enlevai ma tente et la transportai en dehors du camp.

A 9 heures, on se réunit. M. Laborde et quelques personnes de sa suite, trois dames d'honneur de la reine, dont une princesse royale, et leur suite pénétrèrent sous ma tente où la chapelle portative avait été installée. Au dehors, plus de trois cents catholiques assistèrent au divin sacrifice.

Le lundi 4 août, nous restâmes campés au même endroit. La reine avait à expédier un gouverneur dans sa nouvelle résidence. Le lendemain, à 3 heures et demie, le tambour nous réveilla comme d'habitude.

A mesure que nous avancions vers le Sud, nous approchions de la montagne d'Ankaratra, la plus haute de Madagascar, (2.600 mètres d'élévation) et célèbre par ses orages. Mais, à cette époque de l'année nous n'avions à redouter ni les orages ni les éclats de la foudre; nous

avions à craindre le froid. A défaut de thermomètre, qui descendit à 5° centigrades, mes mains et mes pieds glacés m'auraient averti du voisinage de cette montagne. Nous ne la franchîmes pas, nous la tournâmes à l'Est.

Le mercredi, 6 août, nous campâmes au milieu de la plaine de Hazolava. Elle peut avoir 40 kilomètres en tous sens. La terre noire semble dire qu'il n'y manque que des bras pour la rendre fertile. Une rivière la traverse, et comme l'eau n'a presque pas de pente, elle fait une multitude de circuits avant de la quitter. Mais, pas un arbre sur les bords. A l'exception de quelques coins de terre, cette plaine est complètement inculte. Sur la rivière, se trouve une des nombreuses chrétientés desservies par le P. Roblet. Lorsque j'y passai, en septembre 1872, pour me rendre à Fianarantsoa, on y bâtissait une église.

Le dimanche, 10 août, j'eus trente communions à la messe. Depuis le vendredi, nous étions dans le désert. Plus loin, à l'Ouest, se trouve la mission des luthériens de Norvège. Ils vinrent, au nombre de sept, accompagnés des populations des environs, saluer la reine qui les reçut sur une estrade, en dehors de l'enceinte du palais.

Le 13 août, nous étions au bord du Mania. C'est l'une des deux grandes rivières que l'on traverse en allant de Tananarivo à Fianarantsoa. L'autre, qui est tout près de Fianarantsoa, s'appelle Matsiatra. Jusqu'ici, nous avions franchi à gué les nombreux cours d'eau. Le Mania, plus profond, et, dit-on, peuplé de caïmans, se passe ordinairement en pirogue; mais pour nous, à cause du nombre, c'était un mode impraticable. On avait donc jeté un pont sur la rivière.

Voici comment s'improvise un pont à Madagascar. On forme des piles de pierres sèches. D'une pile à l'autre on jette des troncs d'arbres non équarris, et, en travers des troncs, les branches qu'on leur a enlevées. Enfin, sur les branches, on étend une couche de terre. Le pont construit sur le Mania avait trois piles, et 2 mètres de largeur. C'est là qu'il s'agissait de faire passer les 50.000 hommes qui formaient la suite de la reine. Dès notre arrivée, le mercredi, nous trouvâmes les deux têtes du pont gardées par des soldats. Le pont avait été fait pour la reine, il fallait que personne n'y passât avant elle.

En effet, le jeudi matin, 14 août, le programme fut changé. Au lieu de faire partir tout le monde en avant comme à l'ordinaire, on nous

consigna, et la reine quitta le camp la première avec sa petite escorte. Lorsqu'elle arriva à la tête du pont, chacun, même la reine, mit pied terre. Il fallait adresser à Dieu une prière publique. Ce fut un prédicant qui porta la parole au nom de Ranavalona et de son peuple. Quelle fut cette prière? Je ne saurais le dire. Une trop grande distance me séparait du prédicant.

La prière finie, le palanquin royal s'ébranle, et, précédé de quelques soldats de la garde et d'un canon, il se met en marche, pendant que la musique joue l'air de la souveraine. Le premier ministre était en avant, à pied et chapeau bas. Après la reine passèrent M. Laborde, consul de France, le vieux Rainingory, chef des noirs, quelques soldats et les personnes du cortège royal. Je me faufilai à la suite de quelques parents du premier ministre.

Arrivée de l'autre côté, la reine prit place sur un fauteuil, et, pendant six heures et demie que dura le passage, elle ne quitta point sa place. Sur l'autre rive, le premier ministre, entouré des grands officiers, veillait lui-même à l'ordre qui fut parfait jusqu'au bout. Il n'a eu à déplorer que quelques chapeaux tombés à l'eau ou emportés par le vent.

Le jour de l'Assomption, j'eus la consolation de pouvoir célébrer la messe. Peu de personnes y assistèrent. Comme pour nos Malgaches protestants c'était un jour de travail, beaucoup de nos chrétiens avaient été, dès le matin, pris par leur service. Sept personnes seulement y communièrent.

Quant à moi, je priai de tout mon cœur la reine du ciel d'obtenir de son divin fils la conversion de cette terre, où coulait pour la première fois le sang d'un Dieu. En 1869, à pareil jour, je disais la messe pour la première fois aussi, à Imerimandroso, village à 5 lieues de Tananarivo, et aujourd'hui l'une de nos chrétientés les plus florissantes, dont l'église est placée sous le vocable de l'Assomption.

Ce même jour, la reine reçut les cadeaux de la province que nous traversions, appelée Vakinankaratra. Ces cadeaux consistaient en huit mille mesures de riz, en bœufs, moutons et volailles de toute espèce. Ces pauvres gens apportaient ces provisions de loin. Depuis plusieurs jours, ils suivaient le camp, logeant sous la tente ou dans les villages. Comme tous les jours nous étions en marche, on n'avait pas trouvé le temps de recevoir leurs provisions; ils en restaient chargés et les

portaient d'étape en étape. C'est l'usage à Madagascar, quand le souverain voyage, que les populations des contrées par où il passe fournissent ainsi des provisions de bouche, qui sont distribuées aux gens de sa suite et surtout aux soldats.

Depuis notre départ de Tananarivo, aucune distribution n'avait été faite. Les soldats, avec leurs provisions ou avec leur argent, avaient dû se suffire. Il faut ajouter que notre camp était une véritable ville ambulante. La reine avait emmené tous les corps de métiers : charpentiers, menuisiers, forgerons, ferblantiers, cordonniers, tailleurs, etc. Nous avions un immense bazar, fourni de toute sorte de provisions de bouche, et surtout de riz et de viande. Les marchands avaient en abondance des bœufs, des porcs, des moutons, des volailles : ils prenaient les devants et marchaient la nuit, et, à l'arrivée du camp, le bazar était installé.

Dans ces circonstances, les grands officiers sont les premiers marchands; ils ont des aides de camp et des esclaves qui font le commerce pour leur compte. On cite un gros personnage qui, en 1845, dans un voyage de la reine Ranavalona I, faisait vendre son riz, tandis que ses esclaves mouraient de faim. Ce personnage est encore vivant. Il est exilé sur la côte.

Le samedi, 16 août, le Rév. P. Cazet nous rejoignit. Il venait de Tananarivo et allait à Fianarantsoa visiter la Mission. Il poursuivit sa route le jour même. Vendredi, samedi et dimanche, nuits très fraîches. Dans la nuit du dimanche, le thermomètre descendit à 4° 1/2 centigrades.

Le mercredi, 20 août, nous passâmes près d'une haute montagne où se trouve une carrière d'ardoises. C'est là que la reine s'approvisionne pour couvrir le temple en pierre bâti dans l'enceinte du palais. Le transport de ces ardoises se fait, comme tout autre transport à dos d'homme. On réunit quelques milliers de Malgaches que l'on emmène à la carrière. Là, ils prennent chacun un paquet des ardoises, extraites par d'autres Malgaches également réquisitionnés, et se dirigent sur Tananarivo. Leur nourriture reste, selon l'usage, à leur charge. Mais, à leur arrivée, ils recevront de la reine un remerciement accompagné d'une distribution de viande.

Le 21 août, nous entrâmes dans une plaine, appelée Andemaka, située dans le voisinage d'une forêt, la première que nous ayons ren-

contrée depuis le départ de Tananarivo. Le lieutenant du gouverneur de Fianarantsoa, suivi d'un détachement, y vint saluer la reine et prendre ses ordres. Cet officier est un vieux soldat, aujourd'hui 13e honneur, c'est-à-dire d'un degré au-dessus des maréchaux malgaches qui ne sont que 12e honneur. Tout vieux et tout goutteux qu'il est, il dansa devant la reine, avec ses officiers, pour témoigner sa joie de voir sa souveraine en bonne santé. Sa visite finie, on le congédia, et et il nous précéda à Fianarantsoa.

Le lendemain, je fus témoin d'un simulacre de combat, où l'on supposait que le camp devait être surpris par l'ennemi. Pour jouir à mon aise de ce spectacle, j'allai m'asseoir sur une hauteur. A un coup de trompette, un silence de mort se fait dans ce camp tout à l'heure si amimé. C'était une ruse pour attirer l'ennemi. Quelques instants après, la trompette se fait de nouveau entendre, mais à demi-voix. Instantanément, l'aspect change : une fourmilière de soldats sort de toutes les tentes, et chacun de courir à son poste. Les uns gardent les principales avenues et se groupent autour de la tente des officiers de l'état-major; les autres se rangent en ligne tout autour du camp, prêts à recevoir l'ennemi. En même temps, les sentinelles avancées abattent leurs tentes et disparaissent, probablement pour laisser à leurs camarades la facilité de charger l'ennemi tombé dans l'embuscade. La même manœuvre recommença trois ou quatre fois, au grand étonnement des spectateurs et au grand contentement de la reine. Lorsque tout fut fini, Ranavalona II monta sur son estrade. Les officiers et les soldats se rangèrent devant elle, et les serments de bravoure et de fidélité commencèrent.

Le 30 août, nous passions le Matsiatra, grande et belle rivière à quelques heures seulement de Fianarantsoa. Sa largeur, à l'endroit où nous la traversions, pouvait être de 130 à 140 mètres. Un pont, dans le genre de celui que j'ai décrit au passage du Mania, avait été jeté; mais il avait vingt-deux arches, et de chaque côté, à hauteur d'homme, un garde-fou en bois. En tête de ce pont on avait planté deux longs poteaux; au sommet, un homme était solidement garrotté. Cet homme avait été pris la veille volant de la toile, et on l'avait ainsi exposé pour servir d'exemple.

Nous vîmes, à quelque distance du pont, un caïman qui se chauffait au soleil. Un des fils du premier ministre lui envoya une balle.

Il ne mourut pas sur le coup. Cependant il fut blessé assez grièvement pour que, dans la soirée, on pût emporter son cadavre.

Nous longeâmes encore quelque temps la rivière, puis nous plantâmes nos tentes dans une plaine située à une heure de la capitale des Betsileos.

Le lundi 1er septembre, vers 9 heures du matin, nous vîmes arriver les missionnaires de Fianarantsoa. Ils venaient présenter leurs hommages à la souveraine, c'étaient les RR. PP. Finaz, Lacombe, Abinal et Faure, accompagnés de R. M. Télesphore, supérieure des Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, à Fianarantsoa. Le Rév. P. Cazet arrivé de Tananarivo pour la circonstance se trouvait à leur tête.

Aussitôt après leur arrivée, M. Laborde fit prévenir la reine qui nous donna audience. Nous nous acheminâmes vers le palais avec M. Laborde. Radriaka, fils aîné du premier ministre, fut notre introducteur et maître de cérémonies.

La reine nous reçut en plein air. Dès qu'elle fut assise sur son estrade, la troupe lui rendit les honneurs militaires. Nous la saluâmes et lui adressâmes un discours, dont voici la traduction littérale :

« Vivez de longs jours, madame ; soyez exempte de tout malheur, vivez longtenps dans l'amour de vos sujets. Vous vous promenez dans votre royaume, et vous êtes arrivée dans ce pays qui est à vous ; c'est pour vous une source de contentement et de joie, et nous venons vous faire le *hasina*. En vous faisant ce hasina, nous prions Dieu de vous accorder sa protection et de longs jours au milieu de votre peuple.

« Après avoir fait ce hasina, nous vous demandons des nouvelles de votre santé. Comment vous portez-vous ? Comment va la fatigue du voyage ? »

Lorsqu'elle eut répondu, nous continuâmes :

« Vivez de longs jours, Madame, soyez exempte de tout malheur ; vivez longtemps dans l'amour de vos sujets. En ce qui concerne l'enseignement de ce qui peut faire le bien de votre peuple et lui donner la sagesse, comptez sur nous, Madame ; mais surtout, pour ce qui est d'étendre le royaume de Dieu dans vos États, croyez que nous ne négligerons rien de ce qui sera en notre pouvoir. »

Et nous prîmes congé de Sa Majesté.

Le vendredi, 3 septembre, nous nous transportâmes à Bendambo,

petite plaine située au Nord-Est de Fianarantsoa et qui touche presque à la ville. Le lendemain était le jour fixé pour l'entrée solennelle de la reine dans la capitale des Betsileos.

Pour l'entrée de la reine à Fianarantsoa, toute la pompe possible fut déployée. Il fallait frapper les Betsileos et leur montrer que les Hovas, leurs vainqueurs, sont vraiment un peuple de géants. La reine, enveloppée dans un manteau jaune, la tête ornée de sa magnifique couronne, et protégée par le grand parasol rouge, était portée dans un riche palanquin doré. Autour d'elle, les chanteuses, la musique militaire et des danseurs. Un peu en avant, se trouvait la nouvelle milice, et, au milieu d'elle, le premier ministre, monté sur le caisson d'un canon.

Ce canon est un canon Armstrong que le gouvernement a acheté en 1872. Il fallait en apprendre la manœuvre. Un sergent anglais fut envoyé de Maurice, et l'on forma une nouvelle milice composée de jeunes gens appartenant aux premières familles. Ces jeunes gens, au nombre de soixante, sont habillés à l'européenne. Les uns sont au service du canon Armstrong, les autres sont armés d'une sorte de fusil à aiguille.

Nous avions six canons; mais le canon Armstrong n'étant pas portatif, on l'avait, par réquisition, fait traîner tout le long de la route, depuis Tananarivo. Plus d'une fois, cependant, il arriva que cette tâche fut dévolue aux jeunes canonniers, et l'on vit les neveux de la reine s'atteler à cet engin de guerre à côté de simples plébéiens. A l'entrée de la ville, tout le monde fit halte, et la reine fut reçue par les autorités. Après les discours d'usage, le cortège se remit en marche jusqu'au palais du gouvernement situé au sommet de la ville. La reine y passa la nuit. Elle voulait même y faire son séjour habituel, mais, sur l'avis de la cour, elle se décida le lendemain à rentrer au camp.

Nous voilà donc campés au pied de Fianarana. Nous y resterons jusqu'au 9 octobre. Un mot sur l'aspect que présentait alors Fianarantsoa et ses alentours.

C'est du haut du Kianjasoa que M. Laborde, le P. Finaz et moi pûmes contempler ce spectacle. Kianjasoa est une montagne au Nord de Fianarana; c'est l'ancien Fianarana où réside encore le seigneur de l'endroit. La hauteur barométrique nous donna pour Kianjasoa,

1,305 mètres d'élévation au-dessus du niveau de la mer; à Fianarana nous avions 1,298 mètres.

Au bas de la montagne, se déroulaient notre camp et treize autres camps formés par les populations accourues des quatre points cardinaux, et qui pouvaient, ensemble, s'élever à 200,000 âmes, tandis que, en temps ordinaire, Fianarana n'en compte pas plus de 20 à 25,000. Rien de plus pittoresque ni de plus varié que la physionomie et les costumes de ces diverses peuplades.

Le Betsileo se drape dans une toile faite d'écorces d'arbre et de fil de bananier. Il ne la lave jamais; de temps en temps, il y passe de l'huile pour l'assouplir. Le Bare est armé d'un fusil et d'une lance; des balles et une corne de bœuf remplie de poudre sont suspendues à sa ceinture. Que le Hova ne le rencontre point dans un chemin écarté; il aurait affaire à un adroit tireur; car un Hova pour le Bare, comme pour le Sakalave, est un gibier de bonne prise.

Les Betsileos ont d'étonnantes coiffures. Ils imitent et inventent à merveille; on dirait de vrais bonnets, des fougères, des peignes, des côtes de melon, des coquilles, etc. Et tout cela sans autre soutien que la chevelure.

Le Bare entoure sa tête de boucles de cheveux assez semblables aux pommes de terre nouvelles. Pour les confectionner, ils emploient une pommade faite de graisse de bœuf, de fiente de vache et de cendres.

A un deuil royal, les Betsileos, hommes et femmes, sont obligés de se raser la tête; mais ils conservent soigneusement leurs tresses; et, à l'expiration du deuil, ils les rajustent si habilement aux nouvelles pour en grossir le nombre et le volume, que vous croiriez que les ciseaux n'ont jamais passé sur leurs têtes. Les femmes Betsileos mettent à haut prix leur chevelure. Un de nos missionnaires, voulant s'en assurer, proposa à une jeune femme de lui payer ses cheveux 4 piastres (20 fr.) Une réponse négative ne se fit pas attendre. Le Père insiste, la femme finit par dire:

« Si vous m'en donnez 100 piastres (500 fr.) peut-être vous les céderai-je. »

Le Betsileo ne fait pas uniquement de la toile d'écorce d'arbre ou de fil de bananier; il en fabrique une autre, rayée, partie soie et partie coton. Mais il aime mieux la vendre que de s'en servir. Les Hovas ne craignent pas de la lui payer cher. Il fait encore une autre étoffe

toute en soie du pays, dont il se sert dans les grandes circonstances.

Les premiers jours du campement se passèrent sans incident remarquable. Des visites de la ville au camp et du camp à la ville ; tel était notre train de vie. Cette monotonie fut rompue le mardi, 9 septembre, par une salve de vingt et un coups de canon. Quel en était le motif? Une lettre venue du camp de Ravoninahitriniarivo, neveu du premier ministre.

Le 5 juin 1873, Rainimaharavo 16e honneur, et Raivoninahitriniarivo, 15e honneur, avaient en effet quitté Tananarivo à la tête d'une armée, et étaient allés venger la fierté nationale récemment blessée par la perte d'un canon que les Sakalaves avaient pris, à la barbe des Hovas. Nos deux héros étaient partis avec des instructions très précises, dont la première était de reprendre le canon perdu. Une fois en route, les deux chefs se séparèrent. Rainimaharavo s'avança dans l'Ouest, et son fils, Ravoninahitriniarivo, se dirigea vers le Sud. C'était en l'honneur de ce dernier qu'on tirait le canon. Qu'avait-il fait? A en croire son rapport, il avait, sans coup férir, soumis plusieurs provinces, cinq chefs étaient venus déposer dans ses mains leur soumission à la reine. Quelques jours après, le 2 octobre, une lettre du même général fit connaître la soumission, toujours sans coup férir, d'une autre grande peuplade, une salve de vingt et un coups de canon annonça encore au public cette bonne nouvelle.

Pendant que le fils triomphait ainsi dans le Sud, le père était battu par les Sakalaves, les soldats, qui avaient survécu à la défaite, étaient décimés par la chaleur, les maladies et la faim. Ordre lui fut donné de rentrer à Tananarivo, où il arriva quelques jours après la reine, avec une poignée de soldats qui pouvaient à peine se tenir debout.

A Fianarantsoa, la reine reçut elle-même solennellement la soumission de plusieurs peuplades, représentées par cinq, dix, quinze et jusqu'à quarante députés. Dans ces circonstances, le premier ministre ne manqua jamais d'exhiber aux nouveaux sujets de Ranavalona le fameux canon Armstrong.

Le mardi 16 septembre, j'allais, avec M. Laborde, faire une excursion au rocher de Tongoa, à deux heures à l'Est de Fianarana. Du côté oriental, le Tongoa est presque inaccessible ; on grimpe le long du rocher, au moyen de quelques échelons que les gens du pays y ont dis-

posés. Au sommet, nous trouvâmes une petite plate-forme sur laquelle est bâti le village appelé aussi Tongoa.

De Tongoa, nous poussâmes plus loin dans l'Est, et, après une marche d'une heure, nous nous retrouvâmes aux bords du Matsiatra, la belle rivière que nous avions déjà traversée. Nous vîmes les piles d'un pont resté inachevé. Il avait été commencé sous le règne de Ranavalona I, et devait servir au passage des armées. Mais, en 1861 la mort de la reine suspendit les travaux, et depuis lors, ils n'ont jamais été repris. Ici, à la mort du souverain, tout travaille cesse.

Le 23 septembre, dès le matin, nous vîmes la population affluer de toutes parts pour se grouper sur la place du palais. Les soldats en armes prirent leurs postes, et à 1 heure et demie, le grand parasol rouge se montra. Aussitôt la reine est acclamée par la foule ; la musique joue, le canon gronde. Le kabary va commencer. La reine se lève et prononce un discours, dont voici le résumé :

« Je remercie mon peuple de son respect pour sa reine et de l'empressement qu'il a montré pendant le voyage; — le camp appelé jusqu'ici Bendambo portera désormais le nom de Tsianolondroa (qui n'a pas deux maîtres); — on va vous proclamer les lois. »

Le code des lois à l'usage des Betsileos se compose de cent dix-huit articles. La lecture en fut faite alternativement par le fils aîné du premier ministre et par deux jeunes gens secrétaires du palais.

Des délégués de chaque caste vinrent ensuite prononcer des discours dont le thème se résumait ainsi : « Vivez longtemps, ô ma souveraine, soyez exempte de toute contrariété, vivez heureuse au milieu de votre peuple. Vous venez de nous donner des lois; nous vous en remercions, nous sommes très contents, comptez sur nous pour leur observation. Si même quelqu'un venait à les transgresser, ne soyez point en peine, nous nous chargeons nous-mêmes de ramener à l'ordre les prévaricateurs. » Et l'orateur se tournant vers le peuple : « N'est-ce pas cela? » Un formidable « C'est cela », prononcé par la multitude, termina le discours.

Parmi les cent dix-huit articles du code des Betsileos, il en est un qui nous intéresse, d'une manière spéciale, car il consacre la liberté religieuse.

La liberté religieuse existait bien de droit, pour les Betsileos comme

pour tous les habitants de la Grande Ile, puisque Ranavalona II l'avait proclamée à son avènement au trône. Mais à Madagascar comme ailleurs, les faits ne sont pas toujours conformes au droit, et l'argent est tout-puissant. La liberté fut bien vite confisquée au profit de la secte protestante. S'agissait-il de bâtir un temple ou une école? Aussitôt, tout le monde était mis en réquisition : soit pour faire des briques, soit pour amener le bois de la forêt, ou pour la maçonnerie, la charpente, etc.

On avait dit et répété tant de fois : « La reine ne supporte pas les catholiques, » qu'il fallait obtenir, de la reine elle-même, une protestation publique contre ces insinuations perfides. Nous demandâmes simplement que la souveraine voulût bien répéter à Fianarana la parole prononcée à Tananarivo lors de son couronnement. Le premier ministre, à qui notre demande avait été formulée par M. Laborde, ne voulut rien promettre, sans cependant rien refuser.

Comme on l'a vu, la reine, dans son discours, ne dit rien de la liberté religieuse; mais la parole que nous lui avions demandée, nous l'entendîmes dans le texte même des lois. C'était, mot pour mot, la phrase prononcée à Tananarivo; il y est dit : « La religion ne doit être ni contrainte ni entravée. » C'est la traduction littérale du texte malgache. Cela nous suffisait; c'était même plus que nous n'avions demandé. Au lieu d'une simple déclaration royale, nous avions un texte de loi.

Le 1er octobre, eut lieu la présentation à la reine des enfants des écoles. Les écoles protestantes furent introduites à 11 heures. Vers 4 heures, notre tour arriva, et nos élèves, au nombre de cent trente environ, furent introduits. Le Rév. P. Lacombe, Supérieur à Fianarana, s'avança vers la reine pour lui présenter ses élèves et accompagna cette présentation du *hasina* traditionnel. Après le P. Lacombe, un élève de la classe des garçons s'avança à son tour, fit le hasina et donna le *toky*. Donner le toky, c'est dire sous différentes formes : « Comptez sur nous, il n'est rien que nous soyons disposés à entreprendre pour vous faire plaisir. » Une petite fille, de l'école des Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, fit aussi le hasina au nom de ses compagnes.

Vinrent ensuite le chant, la lecture en malgache et en français, l'arithmétique, le catéchisme et l'exhibition des cahiers d'écriture. Les Sœurs eurent la bonne idée de faire offrir par deux petites filles deux

magnifiques cache-nez, l'un pour la reine et l'autre pour le premier ministre. Des travaux à l'aiguille furent montrés à la reine qui les examina attentivement et en fut très satisfaite. Après des remerciements adressés aux missionnaires et aux Sœurs, le premier ministre descendit de l'estrade et donna de l'argent aux élèves qui avaient présenté des cahiers d'écriture; puis, se dirigeant vers le magasin aux toiles, il en distribua lui-même quelques brasses à chacun des élèves.

Le jeudi suivant, nouveau grand kabary ordonnant aux parents d'envoyer leurs enfants aux écoles.

Le jeudi, 9 octobre, après un mois et six jours de campement, nous quittâmes Fianarana et reprîmes la route de Tananarivo.

Le retour n'eut rien de remarquable. Comme la saison des pluies était proche, les étapes furent doublées. Le 28 octobre, à 9 heures du matin, nous arrivions à Mahamasina, que nous avions quitté le 1er août.

Le camp est dressé comme au jour de départ; j'en donne la description telle que le représente la photographie qui fut tirée par le P. Roblet.

Au centre une palissade carrée, formée par des madriers juxtaposés et fichés en terre, marque le rova ou quartier de la reine. Dans l'intérieur de cette enceinte il y a une douzaine de tentes, quelques-unes très spacieuses. Autour du rova, qui n'a qu'une porte donnant sur l'Ouest, quelques tentes et quelques lignes de soldats indiquent la place de la garde royale.

Les tentes blanches sont celles des officiers ayant le titre de 12e honneur, des dames de la cour ou des personnes riches. Les tentes des officiers de 10e honneur sont couvertes d'une toile bleue. Les tentes plus nombreuses, dont la nuance tire sur le gris, appartiennent à des soldats venus des campagnes.

Au Nord du rova, on aperçoit un groupe considérable composé de princes, de princesses et d'officiers supérieurs. Au milieu de ce groupe, s'élève la pierre sacrée sur laquelle fut couronné l'infortuné Radama II. A l'Ouest, dans les rizières, un autre camp est établi. C'est le camp du corps expéditionnaire, commandé par Ravoninahitriniarivo, neveu du premier ministre, dont j'ai raconté les hauts faits. Il rentre, après une campagne de cinq mois, apportant la soumission de seize chefs sakalaves.

A 5 heures de l'après-midi, le général victorieux fut reçu solennellement avec son armée par la reine, en présence des principaux officiers. Sa Majesté était assise sur l'estrade affectée aux grandes réceptions. La garde royale, rangée sur deux lignes en carré, à l'Ouest de l'estrade, entourait un espace considérable qui fut rempli par les deux mille soldats de Ravoninahitriniarivo. Une fanfare, arrivée fort à propos trois jours auparavant, célébra, par des airs français, le triomphe du vainqueur.

Malheureusement la fête fut interrompue par un violent orage. En un clin d'œil, le camp fut dans un état impossible à décrire. Aussi, eûmes-nous le lendemain une exhibition d'un nouveau genre. Le temps s'étant remis au beau, chacun s'empressait d'étendre ses hardes au soleil.

Le 30 octobre, la reine fit son entrée solennelle sur la place d'Andohalo à Tananarivo, selon le cérémonial usité en pareil cas.

Il est midi. Trois fois de nombreux canons dont les hauteurs de la capitale sont couronnées ont annoncé l'arrivée dans sa capitale de Ranavalo-Manjaka.

La multitude, accourue de tous les points de l'Imerina, est rangée avec beaucoup d'ordre dans l'amphithéâtre naturel qui entoure la place d'Andohalo, et à peine le grand parasol rouge a-t-il paru que le hoby ou murmure traditionnel s'élève de toutes parts. Arrivée au milieu de la place, le reine descend de son palanquin sur une pierre enfoncée dans la terre, mais qui n'en est pas moins la pierre sacrée. Aussitôt, le premier ministre s'écrie : « *Ranavalo Manjaka, tompo ny tany*, la reine Ranavalona, maîtresse de la terre. » A ce cri, répondent la voix des canons et l'air de la *Reine*, joué par trois fanfares. Puis, appuyée sur le bras du premier ministre, Ranavalona s'avance à pied vers l'estrade. Elle est vêtue d'une magnifique robe de satin blanc, richement brodée d'or et dont les longs plis flottants sont retenus par deux officiers. Une couronne d'or ceint son front. Bientôt, elle s'assied majestueusement sur le trône qui lui a été préparé. Au-dessus de sa tête, le grand parasol rouge tenu par un officier. Sa main est ornée d'un sceptre qui paraît être en ivoire. Le dôme étincelant d'or qui surmonte le trône porte différentes inscriptions, entre autres, celle-ci : « Dieu est avec nous. »

Parmi les personnages qui ont l'honneur de monter sur la plate-

forme, à côté de la reine, on distingue le premier ministre coiffé d'un bonnet de Betsileo et d'une sorte de blouse bigarrée, de la même origine. Son costume fait un singulier contraste avec celui des autres officiers, tous habillés à l'européenne, en uniforme de général ou de maréchal. M. Laborde, consul de France, est à la droite de Sa Majesté. En face du trône, un cordon de grenadiers garde l'espace réservé aux orateurs.

Lorsque les préliminaires de la réception furent accomplis, les *hasina* commencèrent. Les magistrats, restés en arrière durant le voyage, ouvrirent la joute d'éloquence. Les prédicants d'outre-Manche les suivirent. A notre tour, nous vîmes les rangs des grenadiers s'ouvrir devant nous. Notre discours, rédigé par un homme expert dans le cérémonial et l'étiquette malgaches, était ainsi conçu :

« Puissiez-vous, Madame, atteindre de longues années, soyez exempte de tribulations, vieillissez avec ceux qui vivent sous le ciel.

« Comme vous venez de vous promener dans votre royaume et dans vos terres, nous sommes joyeux et ravis de vous voir de retour en parfaite santé, grâce à la protection divine. Nous venons donc vous présenter le « hasina » et le vœu que nous formons en vous l'offrant, c'est que Dieu vous protège et que vous vieillissiez avec ceux qui vivent sous le ciel. »

Ici l'orateur remet à un officier, qui est là pour la recevoir, la piastre règlementaire ; puis il continue :

« Après avoir offert ce hasina qui est un hommage à Votre Majesté nous vous adressons une question : Comment allez-vous, Madame? Comment va votre fatigue ? »

Sa Majesté a daigné répondre : « *Tsara hiany*, bien. » Alors tous les missionnaires, les Frères des écoles chrétiennes et les Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, unissant leurs voix à celle de l'orateur, prononcent tous ensemble la formule d'usage :

« Puissiez-vous, Madame, atteindre de longues années ; soyez exempte de tribulations, vieillissez avec ceux qui vivent sous le ciel ! »

Les luthériens norvégiens ont fait le hasina après nous. Puis vinrent les musulmans.

Aux étrangers succédèrent les officiers chargés de garder Tananarivo et Ambohimanga.

Aussitôt les discours terminés les clairons sonnent pour imposer silence. La reine est debout, elle va parler. Tous les regards sont fixés sur elle ; on prête une oreille attentive.

La voix de Sa Majesté est claire et vibrante. Après avoir remercié les officiers chargés de la garde de Tananarivo et d'Ambohimanga, la reine annonce que tout son royaume est en paix. « Par conséquent, ajoute-t-elle, soyez sans crainte. Je suis le boulevard de vos biens, je suis le boulevard de vos femmes, je suis le boulevard de vos enfants. Et quand je vous dis « ayez confiance », croyez à mes paroles; car je suis la reine qui ne trompe pas (*Andriantsimamitaka aho*). » En achevant ces mots, elle agite son sceptre et s'écrie : « N'est-ce pas cela, vous tous, (mes sujets) qui vivez sous le ciel? »

Un formidable *izay* (c'est cela), part du sein de l'immense multitude ; les canons grondent, les fanfares sonnent.

Le premier ministre descendit alors dans l'arène des orateurs et fit le hasina, au nom de ceux qui avaient accompagné Ranavalona dans son voyage. Il se tourna ensuite vers les soldats et leur dit, en brandissant son épée au-dessus de sa tête : « N'est-ce pas cela, vous les cent mille hommes ? » Ce qui provoqua un long cri d'adhésion, soutenu par la voix des clairons et le roulement des tambours, et donna à l'orateur le temps de respirer.

Remonté sur l'estrade, le premier ministre s'exprime ainsi : « Vous avez demandé à danser, en signe de joie. Eh bien, la reine vous le permet : dansez maintenant. »

Nous payâmes notre tribut en agitant nos parasols et nos chapeaux. Mais, pour les Malgaches, ce fut une danse véritable, de cinq à dix minutes. Il n'y eut pas jusqu'aux vieilles matrones, attachées au service de la reine qui ne se prêtassent à cette cérémonie peu faite pour leur âge. L'air national vint mettre fin à ces ébats. A 3 heures, la séance était levée.

M. de Ryschaud, gentilhomme russe, que son goût pour les voyages avait amené à Tananarivo et dont la Mission n'oubliera jamais l'aimable générosité, nous disait en se retirant : « J'ai voyagé dans les cinq parties du monde : je suis heureux d'avoir assisté à un spectacle aussi intéressant. »

Il est à remarquer que, dans les discours officiels, pas un mot n'a été prononcé à l'adresse des Européens. Il n'y a eu qu'une seule pa-

role au sujet de la prière : « Craignez Dieu, » a dit le premier ministre. Tous les hommes d'État n'en disent pas autant. »

Nos lecteurs entraînés par le récit du P. Delbosc à la suite de S. M. Ranavalona au pays des Betsileos, n'auraient sans doute qu'une idée fort incomplète de cette mission, si, à ce qui en a été dit déjà plus haut par le P. Lacombe, ils ne se hâtaient d'ajouter les détails suivants empruntés encore au rapport du Rév. P. Cazet pour l'année 1874.

« La mission des Betsileos compte déjà six Pères, deux Frères coadjuteurs et trois Sœurs de Saint-Joseph. Fianarantsoa n'est en effet que le chef-lieu de ce district. Ambohimandroso près des Bares, Ambohimaha sur la route de Mananjary et Fanjakana ont aussi des missionnaires à poste fixe ; et le nombre des localités qui nous appellent augmente toujours. Aux Betsileos, tout est à créer ; et il faut nous hâter ; car la pression qu'exerce la secte sur ces populations naïves et timides serait à peine croyable si nous ne l'avions vue de nos yeux. Chacune est comme parquée dans un temple et tenue de s'y rendre, absolument comme à la corvée du gouvernement, parfois d'une distance de 5 à 6 lieues. Je laisse à penser quel amour intime de la prière doit inspirer une telle pression. Souvent ces pauvres gens se rendent chez les Pères en sortant du temple. Si vous leur demandez pourquoi ils viennent de si loin, tous vous répondent invariablement : « C'est pour la corvée, » absolument comme pour les corvées imposées par leur seigneur ou par la reine. Les mêmes punitions sont réservées à ceux qui manquent à l'appel.

A Fianarantsoa, chef-lieu de la province, la liberté religieuse a été, il est vrai, solennellement proclamée, comme loi du royaume, en face d'une foule immense, et cette proclamation a laissé une impression dont le pays se ressent, et dont notre Mission ne cesse de se réjouir. Toutefois de là à une liberté franche, loyale, générale, il y a loin.

Nous avions presque compté, ajoutait le Rév. P. Cazet, pouvoir vous annoncer la prise de possession d'une station importante, celle du royaume d'Ikiongo, qui jusqu'ici a toujours refusé de se soumettre aux Hovas. Le P. Abinal, dans deux voyages, a déjà noué des relations très utiles avec les chefs, mais ceux-ci persistent à poser au Père, comme préliminaires de tout arrangement ultérieur, des conditions tellement peu en harmonie avec notre profession religieuse et sacerdotale, qu'il n'est pas probable qu'on arrive de si tôt à une solution.

La Providence demande sans doute, qu'avant d'aller nous fixer sur les hauteurs du grand plateau, où réside cette immense population de l'Ikiongo, nous nous établissions plus solidement dans la province des Betsileos.

Après ces lignes du Rév. P. Préfet apostolique, nous voudrions pouvoir, sans plus de retard, insérer ici ces pages à jamais glorieuses pour la Mission, dans lesquelles, M. l'abbé Mouton, a si dignement raconté le voyage de Mgr Delannoy au cœur de l'Imerina. Mais quel que soit le désir qui nous presse d'arriver au plus tôt à cet endroit le plus brillant de notre histoire, nous pensons que nous devons auparavant, avec le P. Chenay visiter la côte orientale de la Grande Ile, au Nord et au Sud de Tamatave, et donner ainsi préalablement une vue complète des travaux de nos missionnaires à Madagascar, à l'époque de ce voyage.

Le P. Chenay parle d'abord de la ville de Tamatave. « Cette année a été bénie de Dieu, écrivait-il au P. Cazet, et nous avons eu bien des consolations dans notre ministère. Jamais à Tamatave les communions pascales n'ont été aussi nombreuses. Ce progrès religieux est dû, en partie, à l'émigration mauricienne. Elle nous a valu quelques bonnes familles qui continuent à Madagascar la vie chrétienne qu'elles menaient à Maurice.

Il y a eu aussi des conversions, et nous avons lieu d'espérer que le bien continuera. La procession du très Saint Sacrement, et celle de l'Assomption, se sont faites avec beaucoup de solennité et de recueillement.

Nous avons pu également cette année établir l'Œuvre de la Propagation de la Foi, l'OEuvre de la Sainte-Enfance et le denier de Saint-Pierre.

Les écoles confiées aux Sœurs de Saint-Joseph et aux Frères des écoles chrétiennes sont florissantes, et nous n'avons qu'à bénir Notre-Seigneur du nombre, des progrès, et du bon esprit de ces chers enfants. »

Nos lecteurs savent qu'au Nord et au Sud de Tamatave, se trouvent, à deux, quatre, six, huit journées de marche, des ports de mer plus ou moins considérables, et où résident des négociants européens. Bien des fois le Préfet apostolique avait été sollicité soit par ces négociants, soit par les Malgaches catholiques qui sont dans ces villes,

de leur porter les secours de la religion. Mais quelque légitimes que fussent ces désirs, le défaut de personnel ne lui avait pas permis de les satisfaire. Le P. Chenay alla enfin combler leurs vœux.

Et c'est de cette visite qu'il rend compte en ces termes au P. Préfet apostolique.

« Je vous parlerai d'abord, écrit-il, du voyage du Sud. J'ai visité successivement Mahanoro, Mahéla, Mananjary, Andevoranto et quelques autres points moins importants.

Voici en résumé la situation de Mahanoro sous le rapport religieux : il y a une centaine de catholiques, qui insistent pour avoir un Père au milieu d'eux ; plusieurs centaines d'esclaves qui appartiennent à des catholiques, et qui, par l'influence de leurs maîtres, pourraient facilement être initiés à nos saints mystères ; enfin beaucoup de Betsimisaraka. Ces derniers détestent l'hérésie dont ils ne reçoivent que des vexations. On les force d'aller au temple protestant ; c'est une corvée sanctionnée par une bastonnade pour ceux qui manquent au prêche ; les récidivistes sont condamnés en outre à marcher sur les genoux et sur les coudes dans un marais, ayant de l'eau fangeuse jusqu'au cou ; et quelquefois au-dessus de leur tête, c'est ce qu'on appelle « piler le marais ». Cette cérémonie, qui est assaisonnée de coups de fouet, se pratique aussi à Mahéla, à Mananjary, etc.

Dernièrement le gouverneur Rainisopay avait invité à dîner une quinzaine de négociants. M. Maugras, capitaine de l'*Agricola*, qui se trouvait avec eux, a plaidé chaleureusement notre cause. « Je compte, a-t-il dit au gouverneur, sur votre esprit de justice et de loyauté, pour obtenir de vous pleine et entière liberté et protection en faveur des Malgaches qui voudraient embrasser le catholicisme. Je vous demande en outre un terrain pour y bâtir une église. — Tant que je serai gouverneur de Mahanoro, a répondu Rainisopay, je protégerai également le catholicisme et le protestantisme ; et je promets de donner pour la construction de l'église le terrain que le Père choisira. »

De son côté, M. Fourbon nous offre un grand magasin qui pourra d'abord nous servir d'église provisoire, et avec quelques réparations, il nous sera facile d'en faire l'église définitive. Ce magasin se trouve très bien placé près d'un camp de deux cents esclaves qui veulent être catholiques.

Mahéla. — Nous arrivâmes à Mahéla le 5 novembre. A notre débarquement, on nous annonce que M. Liger père est gravement malade. Nous allons immédiatement le visiter; le lendemain 6, je le confesse; je lui porte le saint Viatique et lui donne l'extrême-onction et le scapulaire. Depuis ce moment jusqu'à celui de sa mort, qui arriva vers midi, M. Liger ne s'est plus occupé que de Dieu, redisant les pieuses aspirations que je lui suggérais, baisant de lui-même avec amour l'image de Jésus crucifié. M. Liger, vous le savez, s'était constamment montré l'ami de la Mission, et lorsque le P. Fournel et le P. Chanson s'établirent à Mahéla, il seconda leur zèle de tout son pouvoir, pendant leur trop court apostolat ; aussi Notre-Seigneur semble avoir voulu l'en récompenser en m'envoyant à Mahéla juste pour l'aider à mourir saintement.

Mananjary. — La population de Mananjary est composée en grande partie d'Antambahoaka, d'Antaimoro, etc. On les dit plus énergiques que les Betsimisaraka ; les enfants sont nombreux. Le sud de Masindrano, Mamorano, Fararano, Matatanana passe pour un pays très peuplé, et, au jugement des négociants qui y vont souvent, il y aurait là des dispositions pour la vérité.

Andevoranto. — Andevoranto continue à avoir sa réunion catholique. C'est Marie, pauvre petite esclave, qui en est l'âme. Elle fait chanter des cantiques et réciter le chapelet, et elle enseigne le catéchisme. Chaque dimanche une vingtaine de personnes se réunissent dans la case de la princesse Juliette. A mon passage, je les ai félicitées et fortement encouragées à persévérer. Daigne Notre-Seigneur, qui a bien voulu conserver ce petit grain de sénevé, dans un terrain aussi ingrat, le faire germer et fructifier !

Voici quel a été le résultat de mes excursions au sud : 147 baptêmes de petits enfants ; 64 baptêmes d'adultes ; 120 confessions, 80 communions, 3 mariages, 2 extrêmes-onctions, 1 communion en viatique.

Il me reste, mon Révérend Père, à vous dire quelque chose de mon voyage au nord de Tamatave.

A Foulpointe, Melle Julie fait chaque dimanche une petite réunion d'une dizaine de personnes ; cette réunion a eu pour résultat de préparer ces personnes au baptême. Et je dois le reconnaître, nulle part je n'ai trouvé les catéchumènes aussi bien instruits. Parmi ceux qui

se sont confessés et ont communié, j'ai eu la consolation de voir Stanislas Rakotavoalavo, petit-fils du gouverneur.

Fénérive a, sous tous les rapports, plus d'avenir que Foulpointe; M. Soumagne, vice-consul de France à Tamatave, a obtenu la concession d'un terrain pour une église catholique. Ce terrain me paraît bien situé sous le double rapport de la salubrité et de la proximité des villages. Les chrétiens y sont nombreux, mais hélas! ils se ressentent plus encore qu'ailleurs de l'absence du missionnaire, et les postes du sud me paraissent bien mieux disposés que ceux du nord. Dans ces derniers, il y a eu 44 baptêmes de petits enfants, 13 baptêmes d'adultes, 17 confessions, 12 communions, 1 mariage.

CHAPITRE XXIV

Monseigneur Delannoy évêque de Saint-Denis à Madagascar.

(1875.)

Les intéressantes lettres de M. l'abbé Mouton, sur le voyage de Mgr Delannoy à Madagascar au mois d'août 1875, feront tous les frais du présent chapitre. Ceux qui liront ces pages, écrites au jour le jour par M. l'abbé Mouton, avec un si incontestable talent, n'auront pas de peine à reconnaître en leur auteur un ami tout dévoué des missionnaires de Madagascar, et un admirateur trop bienveillant de leur œuvre. Ils se tromperaient néanmoins s'ils pensaient que la bienveillante admiration du vicaire général de Mgr Delannoy l'eut poussé à altérer quelque peu la vérité en notre faveur, soit par aveuglement involontaire, soit par tout autre sentiment, indigne de son esprit si éclairé et si droit.

On se rappellera d'ailleurs que dans ce qu'il raconte, il ne parle pas tant en son nom qu'au nom du prélat distingué à qui il servait de compagnon de voyage, et sous les yeux duquel sont passées toutes ses lettres, avant d'être livrées à la publicité. C'est donc en quelque sorte un double témoignage, digne de toute confiance, si glorieux qu'il soit pour nous, que le témoignage rendu dans ce chapitre, par l'auteur du voyage de Mgr Delannoy à Madagascar, aux missionnaires de la Compagnie de Jésus sur la Grande Ile. A ce titre et à bien d'autres, il ne pouvait être question en un ouvrage comme celui-ci, d'omettre ces lettres ou de n'en donner que des extraits de médiocre étendue. Voilà pourquoi, les rapportant presque dans leur intégrité, nous en avons composé un chapitre tout spécial, qui sera lu du reste avec le plus vif intérêt.

Première lettre

« Partis de Saint-Denis, à bord de la *Rance*, dans la soirée du 10 août, et poussés, dès le lendemain, par une forte brise, nous arrivions en rade de Tamatave dès le vendredi, à 11 heures du matin.

Nous avions à notre bord les RR. PP. de la Vaissière, supérieur de la Mission, Ailloud, curé de l'église de l'Immaculée-Conception, à Tananarivo, M. Soumagne, consul français à Tamatave, et le jeune Radilofera, fils du premier ministre de la cour malgache, qu'accompagne un jeune Hova, son secrétaire ; il revient dans sa famille, après un séjour de plusieurs années en France. Ce jeune homme, d'un esprit intelligent, et surtout pratique et sérieux, catholique convaincu, n'a pas seulement appris la langue de notre patrie, il en a étudié l'histoire, les mœurs, la civilisation; il a apprécié les avantages que son pays trouverait à y participer un jour. Après avoir été reçu, avant son départ d'Europe, par le maréchal de Mac-Mahon et le Souverain Pontife, il retourne à Madagascar, plein d'admiration et de reconnaissance pour la France et pour Rome.

J'ai tenu à vous donner ces détails, parce qu'un jour peut-être ce jeune homme, appelé à exercer des charges importantes à la cour des Hovas, contribuera efficacement à la prospérité et à la véritable grandeur de son pays. Il descendit d'abord à terre avec M. le consul français, et chacun d'eux fut reçu avec les honneurs dus à son rang.

On avait fixé à 3 heures la réception de Mgr Delannoy. Bien que le temps eût été pluvieux toute la matinée, une foule considérable, composée de traitants de Tamatave, de créoles et aussi de Malgaches, que l'on distinguait parfaitement à la blancheur de leurs lambas, couvrait la plage bien longtemps à l'avance.

A 3 heures, une procession, conduite par les RR. PP. Faure et Chenay, directeurs de la mission de Tamatave, auxquels s'étaient joints les PP. de la Vaissière et Ailloud, déjà descendus à terre, arriva sur le quai pour recevoir Sa Grandeur et la conduire, croix en tête et bannières déployées, à l'église de Tamatave. Au même instant, Monseigneur descendait dans une embarcation où avaient pris place, à côté de nous, M. Esnault, commandant de *la Rance*, homme de cœur

et d'esprit, qui avait été, pendant toute la traversée, d'une politesse et d'une bonté exquises à notre égard, et deux officiers du bord, tous trois en grande tenue.

La Rance avait tous ses mâts pavoisés ; un bâtiment anglais, au mouillage, avait pareillement arboré ses couleurs et ses pavois. Tandis que nous nous avancions ainsi vers la plage, couverte d'une multitude de peuple, le canon du bord retentissait majestueusement, et annonçait à la Grande Terre (Tany-Bé) qu'un évêque catholique venait la visiter au nom du Seigneur.

M. Soumagne, consul français, se présenta le premier pour complimenter Monseigneur, et le fit en des termes pleins de noblesse et d'à-propos.

Monseigneur lui répondit qu'il était heureux, en mettant le pied sur ce rivage, d'y trouver la France représentée, et de voir qu'à Madagascar, comme à toutes les extrémités du monde, elle se fait un devoir d'honorer la religion catholique ainsi que ses ministres.

Le jeune Radilofera s'avança ensuite pour complimenter Monseigneur au nom des autorités malgaches et des catholiques indigènes tout à la fois. Je crois que vous serez heureux de connaître textuellement ces paroles ; elles justifieront, j'espère, ce que j'ai dit tout à l'heure des bonnes qualités de ce jeune homme et des espérances qu'il fait concevoir :

« Monseigneur, après avoir longtemps et ardemment désiré de voir un évêque catholique descendre sur notre terre de Madagascar, voici enfin nos vœux satisfaits, et notre patrie est honorée de votre présence. Je parais devant vous comme représentant de l'autorité malgache et des chrétiens. Je suis heureux de pouvoir offrir à Votre Grandeur, en leur nom, nos hommages les plus respectueux et les plus affectueux. Soyez le bienvenu ! vous dirons-nous, selon le style de la politesse malgache ; soyez protégé de Dieu ! que votre séjour au milieu de nous vous soit agréable ! Quant à nous, Monseigneur, nous ne pouvons vous exprimer assez la joie et la reconnaissance de nos cœurs. »

Monseigneur répondit que les hommages qui lui étaient offerts au nom des autorités de Madagascar ne pouvaient lui être présentés d'une manière plus honorable que par le fils du premier ministre ; que la chrétienté naissante de Madagascar ne pouvait elle-même avoir

d'organe plus autorisé qu'un jeune homme dont la foi était aussi éclairée que sincère et profonde. « C'est au nom de vingt à vingt-cinq mille fidèles que vous venez de me parler, continua Sa Grandeur; je me reporte par la pensée au temps où la France ne comptait qu'un pareil nombre de chrétiens; c'était alors un pays presque barbare. Eh bien, vous venez de le visiter; vous avez admiré ses grandeurs, toutes ses gloires. Or, ce qui a fait la France si grande, c'est avant tout la religion catholique, témoin ce mot d'un historien protestant: « Les évêques ont fait la France, comme les abeilles composent une ruche. » J'offre à Dieu les vœux les plus sincères pour cette grande île, et je crois n'en pouvoir former de meilleurs pour sa prospérité que de souhaiter qu'elle devienne bientôt une terre catholique. »

Le cortège se mit ensuite en marche pour se rendre à la résidence des PP. Jésuites. Le parcours de dix minutes environ qui nous en séparait était agréablement décoré de tentures et de feuillages. La chapelle des Pères, quoique assez spacieuse, était devenue beaucoup trop petite pour la foule qui s'y précipitait. Monseigneur donna la bénédiction du Saint Sacrement, et, bien que fatigué de la traversée, il ne put s'empêcher d'adresser quelques mots à cet auditoire avide de l'entendre, et lui dire combien il rendait grâces au Ciel de trouver sur cette terre, naguère encore toute païenne, un temple catholique, et de pouvoir bénir, sur ces bords africains, les enfants de la France, et tout spécialement ceux de son cher diocèse de Bourbon.

Pendant qu'il parlait, les canons de la batterie de Tamatave tonnaient avec éclat et saluaient par quinze salves l'évêque catholique de Saint-Denis. A la sortie de l'église, nous trouvâmes une compagnie de soldats malgaches et une musique; le gouverneur de Tamatave, ayant appris que Sa Grandeur se proposait de lui rendre visite, les avait envoyés pour lui faire escorte. Nous nous rendîmes donc, ou plutôt l'on nous transporta sur des *tacons* (sorte de palanquins), chez M. le gouverneur, en compagnie de M. le consul français, des RR. PP. de la Vaissière, Ailloud, Faure et Chenay. Le fonctionnaire hova, entouré de ses officiers et de sa garde, nous reçut dans l'hémicycle ou enceinte du fort qui sert de cour d'honneur. Quand nous eûmes salué, en entrant, le drapeau des Hovas, on joua, après l'air national des Malgaches, l'air national de la France; puis le gouverneur nous introduisit dans ses appartements et nous offrit divers rafraîchisse-

ments avec la meilleure grâce. On porta successivement la santé de la reine, du premier ministre et de Monseigneur. Sa Grandeur porta, à son tour, celle du gouverneur, en le remerciant de nouveau de l'accueil si solennel et si honorable qui lui était fait de la part des autorités malgaches.

Nous fûmes ramenés à la résidence, par ordre du gouverneur, avec le même cérémonial et la même escorte.

Dans la soirée, Monseigneur rendit également visite à MM. les consuls de France et d'Angleterre, et à la princesse Juliette, dont le dévouement à la France et à la mission catholique est aussi sincère qu'actif et intelligent.

La journée était finie, Monseigneur n'avait qu'à se féliciter d'un accueil si sympathique de la part de tous.

Le lendemain samedi, ce nous fut une diversion très agréable d'assister, avec MM. les consuls de France, d'Angleterre et des États-Unis, à la distribution des prix des Frères des écoles chrétiennes. Nous eûmes ainsi occasion de constater à Madagascar, comme à Bourbon, l'importance et l'efficacité des services rendus par ces laborieux et dévoués éducateurs de la jeunesse.

Le lendemain dimanche, jour de l'Assomption, Sa Grandeur célébra la messe, et adressa, après l'Évangile, à la nombreuse assistance qui remplissait l'église, des paroles qui firent la plus profonde et la plus heureuse impression. Monseigneur rappela aux Européens et aux créoles résidant à Tamatave, qu'ils n'avaient point été amenés sur cette plage idolâtre sans un dessein particulier de la Providence, et qu'ils devaient, à l'exemple des anciens colons français du Canada et des Irlandais des États-Unis, se faire, par leur conduite, leur influence, leurs paroles et leurs prières, les propagateurs de l'Évangile et les missionnaires de la véritable civilisation.

Sa Grandeur donna ensuite le sacrement de confirmation à une soixantaine de personnes environ.

A l'issue de la cérémonie, les nuages et les brouillards de la veille s'étaient dissipés comme par enchantement, et ainsi une magnifique procession, à laquelle toute la population assistait, heureuse et fière de suivre et de contempler un évêque, put se déployer à travers les rues et le long de la plage. Rien n'était plus touchant pour nous que d'entendre, sur cette terre il y a si peu de temps encore complè-

tement idolâtre, retentir les louanges de la Reine du Ciel, tour à tour dans la langue de l'Église et dans l'idiôme si harmonieux et si musical des Hovas. Bannières et oriflammes, aussi bien que chants et musique, rien ne manquait à la grâce et au charme de cette procession, et l'on se serait cru, selon la remarque de Monseigneur, à Bourbon, ou plutôt sur la terre de France.

A midi, une gracieuse invitation des Pères avait réuni, à la résidence, autour de Sa Grandeur, MM. les consuls de France et d'Angleterre.

Dans l'après-midi, nous avions, comme la veille, une véritable satisfaction, en assistant, avec une très nombreuse réunion, et en compagnie de MM. les consuls, à la distribution des prix chez les Sœurs de Saint-Joseph. Même surprise et même remarque que chez les Frères; ces femmes admirables, comme aimait à le proclamer Monseigneur, apportent à cette terre lointaine, dans les plis de leur robe, au prix de mille sacrifices et de mille fatigues, tous les bienfaits de la civilisation et tous les trésors du Ciel.

Bref, nous sommes plus que satisfaits de tout ce que nous avons vu à Tamatave, et nous nous préparons à partir demain, remplis de confiance et d'ardeur, pour Tananarivo.

Ce matin, lundi 16, l'horizon s'éclaircit de plus en plus et le temps promet d'être beau pour notre caravane. Monseigneur reçoit à l'instant même, du gouverneur de Tamatave, une très aimable invitation à dîner pour lui et ses compagnons de voyage. Voici la traduction littérale de cette pièce, qui prouve en même temps la bienveillance avec laquelle les autorités malgaches ont accueilli Sa Grandeur :

« *Tamatave, 16 août 1875.* — A Monseigneur Delannoy et à ses compagnons :

« Monseigneur, voici ce que j'ai à vous dire : Puisque, avec l'aide de Dieu, vous êtes arrivé en bonne santé à Tamatave, dans le royaume de Ranavalo Manjaka, reine de Madagascar, nous venons vous inviter à dîner à la batterie demain, à 3 heures de l'après-midi.

« Vivez heureux, Monseigneur

« Ainsi dit : RAINIFIRINGA, quinzième honneur, officier du palais

RAINITAVY, treizième honneur, aide de camp du premier ministre et commandant en chef, ainsi que les officiers et les juges. »

Notre temps était rigoureusement calculé et compté; Monseigneur ne pouvait accepter cette invitation si polie et si cordiale. Il s'empressa d'écrire au gouverneur pour le remercier et le prier d'excuser son refus. A la réception de cette lettre, le gouverneur se rendit à la résidence : c'était pour rendre à Monseigneur, avant son départ, sa visite officielle, et en même temps lui exprimer son regret de la nécessité qui obligeait Sa Grandeur de partir, et le privait ainsi de l'honneur de la recevoir; mais il espérait qu'à son retour, Monseigneur voudrait bien le dédommager, en se rendant du moins alors à son invitation. On ne pouvait se refuser à des instances si réitérées et si sincères. Monseigneur promit donc de le satisfaire. Le gouverneur est un homme intelligent, comme le sont en général les Hovas. Il a passé dix ans en Europe, comprend passablement le français, parle anglais très correctement, et a même quelque connaissance des langues classiques.

Le chef hova, voulant pousser juqu'au bout la courtoisie, a fait savoir à Monseigneur qu'il a expédié des estafettes sur toute la route pour annoncer l'arrivée de Sa Grandeur. De plus, selon la coutume malgache, il lui a envoyé, à titre de présents, quantité de volailles de toute espèce.

Tout à l'heure, à l'envi du gouverneur, un riche propriétaire, qui a des pacages à une dizaine de lieues de Tamatave, sur la route que nous devons suivre, est venu offrir à Sa Grandeur ni plus ni moins qu'un bœuf. Si notre itinéraire d'ici à Tananarivo nous promet douze jours de désert, du moins, comme vous le voyez, nous avons l'espoir le ne pas manquer de vivres et de provisions. »

Deuxième lettre

« Tananarivo le 25 août 1875.

« Nous partions de Tamatave le lundi 16 août, dans l'après-midi. Les consuls de France et d'Angleterre étaient venus saluer Sa Grandeur

au moment du départ. Notre consul voulut même nous accompagner, avec plusieurs traitants, jusqu'à une grande lieue de Tamatave.

Nous commençons par descendre pendant trois jours vers le Sud, longeant constamment la côte, entre des lacs marécageux d'un côté et la mer de l'autre. Cette zone intermédiaire se compose d'assez bons pâturages parsemés, dans toute leur étendue, d'ombrages et de bouquets d'arbres qui lui donnent un aspect des plus gracieux ; mais ce n'en est pas moins, à cause des eaux stagnantes, le quartier général de la fièvre.

Le mercredi soir, nous arrivions à Andevoranto, gros village situé près de l'embouchure de l'Iaroka, et rendu célèbre par la mort de M. de Solages, Préfet apostolique de l'île Bourbon.

Nous fûmes très consolés de pouvoir profiter du temps qui nous restait, avant la tombée de la nuit, pour visiter sur la plage le lieu solitaire où l'on assure que reposent les restes de cet apôtre intrépide qui, en 1832, avait abordé sur cette côte inhospitalière pour porter ensuite l'Évangile au cœur du pays..... Nous ne trouvâmes, en cet endroit, à côté d'une case abandonnée, qu'une croix de bois dans un petit enclos. C'est là, dit-on, que, gardé à vue par les ordres de Ranavalona I, qui voulait absolument lui fermer les portes de la capitale, il mourut dévoré par la faim et les fièvres du pays, ou peut-être même victime du poison. Cependant, à différentes reprises, les RR. PP. Jésuites, héritiers des généreux desseins de M. de Solages, ont fait faire des recherches sur le terrain, afin de découvrir sa précieuse dépouille ; mais ils n'ont pu jusqu'ici y parvenir. Un sombre mystère continue d'envelopper la tombe de M. de Solages, ainsi que sa mort sur laquelle on n'a rien de très précis.

En nous agenouillant sur ce rivage pour honorer d'un pieux souvenir cet illustre apôtre, nous demandions à Dieu de glorifier un jour la cendre d'un si magnanime soldat de l'Évangile, et de faire revivre à jamais, dans la mémoire des hommes, celui à qui l'on avait cruellement refusé de vivre sur une terre à laquelle il venait prodiguer tous les biens de la vie future et de celle qui nous y conduit.

A partir d'Andevoranto, l'itinéraire pour Tananarivo change complètement de direction et d'aspect ; c'est une ascension de huit à dix jours en ligne droite, vers l'Ouest, à travers un amphithéâtre non interrompu de montagnes ou de mamelons superposés et coupés à cha-

que instant par des rivières torrentueuses toujours sans pont, à moins qu'elles ne soient infestées par des caïmans. Quand ces cours d'eau sont trop profonds ou grossis par les pluies, il faut, comme nous avions déjà fait plusieurs fois pour les lacs et rivières de la côte, les passer en pirogues, c'est-à-dire dans d'étroites embarcations faites d'un seul tronc d'arbre, et où la moindre distraction peut faire perdre l'équilibre et chavirer.

Tananarivo forme, pour ainsi dire, le point central et culminant de ce système et de cet entassement continu de monticules et de plates-formes dont je viens de parler. Figurez-vous, pour y arriver, des sentiers impraticables et faits, ce semble, pour dérouter les voyageurs plutôt que pour les conduire : ici des escarpements et des précipices, là des trous et des fondrières qui deviennent des lacs de boue à la moindre pluie, et vous aurez une idée de la route royale qui mène à la capitale des Hovas. Le plus souvent, ce n'est qu'un étroit sentier sur lequel cependant se pressent et se foulent une multitude de piétons à moitié nus et armés de la sagaie : ils montent ou ils descendent avec de lourds fardeaux soit pour Tananarivo, soit pour Tamatave, car ici tous les transports se font à dos d'homme et à force de bras. Quelquefois encore des files interminables de bœufs, qui se rendent à la côte pour l'embarquement, et auxquels il faut péniblement disputer le passage, se présentent à la traverse et compliquent l'embarras.

Mais la partie la plus fatigante et la plus périlleuse de ce voyage, c'est la traversée de la forêt de l'Alamasaotra, qui dure trois jours. Nous avons eu six heures d'une pluie à verse lorsque nous étions au plus épais de ses impénétrables défilés : c'était affreux, et des Européens ne s'en tireraient peut-être pas ; mais, grâce à nos porteurs, nous fûmes tout surpris, en dépit des heurts à droite et à gauche contre les arbres, d'en sortir sans accident.

Il faut avouer que ces porteurs sont d'une force et d'une agilité incomparables. Avec un voyageur sur les épaules, ils marchent, courent, sifflent et chantent, et cela souvent pendant cinq ou six heures consécutives, sans s'arrêter un seul instant. Il est à croire que de pareils hommes, s'ils étaient disciplinés et formés aux exercices militaires, feraient de remarquables soldats, et je doute que les courriers des Persans, si célèbres dans l'histoire ancienne, eussent plus souple jarret.

Le Rév. P. de la Vaissière, l'intrépide et infatigable directeur de notre caravane, savait mettre de l'ordre dans ce régiment d'un nouveau genre, et réussissait parfaitement à nous installer dans la case du village réputée la plus confortable ; il n'avait pas, toutefois, le secret de nous y mettre à l'abri des incursions nocturnes de toute une armée de rats, et des morsures plus qu'incommodes d'insectes suceurs et parasites de plusieurs espèces. Mais l'on oubliait facilement le lendemain ces épisodes et ces incidents, qui avaient, du reste, le précieux avantage de nous égayer.

Presque tous les jours, d'ailleurs, nous avions sous les yeux une scène pittoresque et intéressante : c'était la visite faite à Sa Grandeur par les chefs de village, qui, prévenus de la part du premier ministre, venaient la haranguer et lui offrir des présents. Mais j'aurai occasion de revenir plus tard sur ce cérémonial.

Le lundi 23 août, nous étions entrés dans la province de l'Émirne, dont le sol rougeâtre et les collines complètement déboisées sont d'un aspect sévère.

Le mardi 24, nous approchions de Mantasoa, localité justement célèbre, à 8 lieues de Tananarivo, et où se trouve la campagne de M. Laborde, consul français. C'était autrefois une ville ouvrière, une sorte de grand atelier national élevé par le génie d'un seul homme. Il y avait improvisé, comme par enchantement, l'application des principales inventions et industries modernes, jusqu'à la verrerie et à la fonderie des canons. Un acte du plus aveugle vandalisme, inspiré à Ranavalona I par sa peur excessive de l'étranger, replongea tout à coup dans le néant une si magnifique création. Aujourd'hui, il n'y a plus que des ruines, mais des ruines pleines de majesté et de grandeur, comme celles de ces cités antiques dont les débris immortels semblent pleurer avec nous, selon l'expression du poète, et nous instruisent mieux que les pages d'histoire les plus éloquentes.

Nous étions encore à 1 lieue de Mantasoa lorsque nous vîmes arriver à notre rencontre, porté en *filanzana*, le Rév. P. Finaz. Il avait été député par le Rév. P. Cazet, Préfet apostolique et Supérieur de la mission de Madagascar pour venir au-devant de Sa Grandeur et lui faire une première réception dans la province de l'Émirne. Il était également chargé de nous faire les honneurs de la campagne de M. Laborde. On ne pouvait faire un meilleur choix pour ce double

office que celui de ce vétéran, blanchi par ses labeurs et par ses mérites bien plus que par ses années. Il allait servir de guide et d'introducteur au premier évêque catholique qui eût encore paru dans cette contrée, et c'était lui qui autrefois, en qualité de préfet apostolique, en avait le premier franchi la frontière, interdite aux missionnaires catholiques sous les peines les plus sévères, et y avait célébré la première messe. Ajoutez que c'était dans la maison même où il était chargé de nous recevoir, que ce fait mémorable s'était passé vingt ans auparavant. Quand il fut arrivé à quelques pas de Sa Grandeur, il se fit descendre de *tacon* et se jeta à ses pieds pour recevoir sa bénédiction. Monseigneur s'empressa de le relever et l'on s'embrassa avec effusion.

Nous remontâmes en tacon jusqu'à la campagne de M. Laborde. Bientôt arrivèrent au-devant de nous, enveloppés dans leurs lambas éclatants de blancheur, les catholiques de Mantasoa et des environs : c'étaient les premiers que nous rencontrions dans la province d'Émirne, et, de part et d'autre, nous éprouvâmes un sentiment de joie et une impression de bonheur difficiles à rendre. Ils furent enchantés de pouvoir nous faire cortège jusqu'à la campagne de M. le consul : nous entrâmes avec eux dans la chapelle, qui rappelait au P. Finaz le touchant souvenir que j'ai évoqué tout à l'heure. Monseigneur leur adressa quelques paroles de remerciement et d'édification interprétées immédiatement par le P. Finaz, et ils firent entendre à nos oreilles, pour la première fois sur la terre d'Émirne, les chants harmonieux de leurs pieux cantiques.

Le soir, nous étions assis à une table des mieux servies, et nous retrouvions la France, avec une hospitalité digne d'un grand seigneur, au lieu de la simple natte étendue par terre qui, depuis dix jours, nous servait de chaise, de table et de lit tout à la fois.

Le lendemain, nous célébrâmes tous le saint sacrifice de la messe ; outre qu'il y avait dix jours que nous étions privés de cette faveur, la pensée que nous touchions heureusement au terme de notre voyage et que nous offrions l'auguste victime à la même place où elle avait bien voulu s'immoler pour la première fois sur cette terre idolâtre, nous pénétrait d'une dévotion reconnaissante.

Vers 9 heures, notre caravane se remit en route. Tous nos hommes étaient remplis d'ardeur et montraient une humeur plus jo-

viale encore que de coutume. C'est qu'ils avaient eu quelque part du confort dont nous avions joui nous-mêmes. En effet, M. le consul français, qui exerce l'hospitalité avec la générosité et la magnanimité d'Abraham, avait offert la veille un bœuf à Sa Grandeur, et c'était déjà, de sa part, le deuxième cadeau de ce genre depuis que nous avions quitté Andevoranto. Monseigneur n'avait pas manqué, cette fois comme la précédente, d'associer largement tous nos porteurs au partage de la victime. D'ailleurs ils étaient fiers de pouvoir nous signaler bientôt Tananarivo la Grande. En effet nous ne tardâmes pas à découvrir au loin, assise comme un nid d'aigle au sommet de ces collines, cette ville mystérieuse qui, semblable à ces majestés ombrageuses et jalouses de l'Orient dont tout le génie politique consiste à se rendre invisibles, avait voulu jusqu'ici rester inaccessible et, pour ainsi dire, inconnue à l'Europe.

Bâtie de tous côtés en amphithéâtre, avec deux palais principaux qui la couronnent, celui de la reine et celui du premier ministre, elle présente, à la distance de 3 ou 4 lieues, un aspect imposant.

La magnifique rivière de l'Ikopa, qui, par son confluent avec le Betsiboka, porte ses eaux jusqu'au canal de Mozambique, se déroule à ses pieds comme une riche ceinture ; et les immenses rizières qui l'entourent de toutes parts fournissent, par leurs produits considérables et réguliers, un large tribut à son alimentation. Il y avait de cinq à six heures que nos porteurs, ou plutôt nos coureurs, nous emportaient à toute vitesse sous un soleil de feu, sans la moindre pause, et nous venions de franchir enfin la dernière butte ou plate-forme qui nous séparait de Tananarivo, pour descendre dans la vallée de l'Ikopa. Tout à coup de ces hauteurs nous distinguons dans le lointain, sur les bords de la rivière, des groupes considérables de personnes qui nous paraissaient en habits de fête : c'était le Rév. P. Cazet qui, averti par le Rév. P. de La Vaissière de l'arrivée prochaine de Monseigneur, venait au-devant de lui, en compagnie de plusieurs autres Pères, des élèves de l'école des Frères, de ceux de l'école apostolique et d'un bon nombre de chrétiens des environs, afin de préluder, pour ainsi dire, par cette réception plus familière, à la grande solennité du lendemain. Quel sympathique et cordial accueil de la part de l'excellent P. Cazet et de tous les siens ! Quels éclairs de

joie et de bonheur sur le front de tous ces chrétiens et de tous ces enfants ! comme le cri de : Vive Monseigneur ! s'échappait avec énergie et avec amour du fond de leurs âmes émues ! Combien ils étaient heureux aussi de revoir le P. Ailloud après sa longue absence, et de se précipiter dans ses bras, comme des enfants affectueux et reconnaissants dans les bras d'un bon père. En un clin d'œil ces essaims nombreux d'enfants et de grandes personnes nous enveloppent de toutes parts, pour nous accompagner à travers la plaine, jusqu'à la maison de retraite des Pères, située une demi-lieue plus loin, au village d'Ambohipou. C'était là que nous devions faire notre dernière halte et goûter une seconde fois les douceurs d'un sommeil plus réparateur, afin de nous préparer aux fatigues et aux émotions du jour qui devait suivre.

Monseigneur était à peine sorti de l'église, qui se trouve attenante à la maison des Pères, et où il avait adressé à cette foule, avide de l'entendre, quelques bonnes paroles, que M. le consul Laborde, accompagné de M. le chancelier Campan, de M. Edouard Laborde, ses neveux, et de plusieurs résidents français de Tananarivo, se présenta pour offrir ses hommages à Sa Grandeur et lui souhaiter la bienvenue. Nous fûmes enchantés de faire la connaissance d'un homme de tant de mérite et d'honnêteté, et de le remercier des marques d'estime et de bienveillance dont il nous avait comblés dès avant notre arrivée. On régla l'heure et les principaux détails de l'entrée solennelle qui devait avoir lieu le lendemain, et M. le consul, ainsi que les Pères de Tananarivo, prirent congé de nous.

Un grand fait, digne de prendre place au premier rang dans les annales de l'Église catholique de Madagascar, se préparait à notre insu : une aurore splendide annonça ce jour que le Seigneur allait faire et sembla transfigurer ces horizons déjà si beaux. Il avait été convenu que, vers 9 heures du matin, le cortège qui devait accompagner Monseigneur se mettrait en marche pour Tananarivo, située à 2 milles environ de la campagne où nous avions passé la nuit. Longtemps avant le moment fixé, les Pères de Tananarivo, auxquels étaient venus se joindre, pour cette circonstance exceptionnelle, tous ceux qui occupent les différents postes de la province d'Émirne, étaient descendus.

M. le consul, en grande tenue, escorté de M. le chancelier et de

plusieurs autres personnes, arrivait également, et de tous côtés l'on voyait les catholiques accourir en foule.

Voici l'ordre dans lequel on s'avança : nous étions tous, selon la coutume du pays, qui a déjà par elle-même quelque chose de grand et de majestueux, portés en *filanzana* ou tacon. Le P. Finaz, si révéré de tous, catholiques et protestants, et cette fois encore notre guide et notre introducteur, ouvrait la marche. Les RR. PP. Ailloud, de La Vaissière et Cazet, Préfet apostolique, suivaient. Je venais après, précédant Sa Grandeur, qui était portée sur un tacon recouvert de pourpre et orné de franges d'or. Nous étions tous en habit de chœur. M. Laborde, derrière Monseigneur, marchait en tête de ceux qui suivaient le cortège. Deux immenses cordons de procession se développaient devant nous à perte de vue, et serpentaient, comme deux filets d'argent, à travers les campagnes. On estime qu'il y avait dans ce cortège, de dix à quinze mille catholiques. La vue de ces multitudes, qui, sous la conduite des Pères, espacés de distance en distance, s'avançaient majestueusement drapées dans les plis de leurs étoffes flottantes et étincelantes de blancheur, donnait à cette scène un cachet de grandeur antique qu'on retrouverait difficilement ailleurs.

Bientôt ce grand spectacle, d'abord muet, s'anima et devint une sorte de drame.

Des chants harmonieux et variés, chants pleins de majesté comme ceux de tout un peuple, commençaient à retentir de toutes parts et n'étaient suspendus un instant que pour céder la place à de vibrantes et joyeuses fanfares. Cependant nous approchions de la ville, et déjà du haut de ses collines, on pouvait contempler cette pacifique armée qui s'avançait. Quand on fut assez près pour apercevoir distinctement le palais, qui domine tout le reste, le cortège, conformément à un usage traditionnel et tout à fait de rigueur chez les Malgaches, s'arrêta. Tous ceux qui en faisaient partie descendirent un instant de tacon et se découvrirent, tournés du côté de la ville et du palais, tandis que l'air de la reine se faisait entendre.

Nous n'étions encore arrivés qu'aux deux énormes pierres qui indiquent l'entrée de la ville de Tananarivo, et nous commencions seulement à gravir ses premières rampes. En cet endroit les rues sont bordées d'une foule de plus en plus compacte qui permet à peine de

joie et de bonheur sur le front de tous ces chrétiens et de tous ces enfants ! comme le cri de : Vive Monseigneur ! s'échappait avec énergie et avec amour du fond de leurs âmes émues ! Combien ils étaient heureux aussi de revoir le P. Ailloud après sa longue absence, et de se précipiter dans ses bras, comme des enfants affectueux et reconnaissants dans les bras d'un bon père. En un clin d'œil ces essaims nombreux d'enfants et de grandes personnes nous enveloppent de toutes parts, pour nous accompagner à travers la plaine, jusqu'à la maison de retraite des Pères, située une demi-lieue plus loin, au village d'Ambohipou. C'était là que nous devions faire notre dernière halte et goûter une seconde fois les douceurs d'un sommeil plus réparateur, afin de nous préparer aux fatigues et aux émotions du jour qui devait suivre.

Monseigneur était à peine sorti de l'église, qui se trouve attenante à la maison des Pères, et où il avait adressé à cette foule, avide de l'entendre, quelques bonnes paroles, que M. le consul Laborde, accompagné de M. le chancelier Campan, de M. Edouard Laborde, ses neveux, et de plusieurs résidents français de Tananarivo, se présenta pour offrir ses hommages à Sa Grandeur et lui souhaiter la bienvenue. Nous fûmes enchantés de faire la connaissance d'un homme de tant de mérite et d'honnêteté, et de le remercier des marques d'estime et de bienveillance dont il nous avait comblés dès avant notre arrivée. On régla l'heure et les principaux détails de l'entrée solennelle qui devait avoir lieu le lendemain, et M. le consul, ainsi que les Pères de Tananarivo, prirent congé de nous.

Un grand fait, digne de prendre place au premier rang dans les annales de l'Église catholique de Madagascar, se préparait à notre insu : une aurore splendide annonça ce jour que le Seigneur allait faire et sembla transfigurer ces horizons déjà si beaux. Il avait été convenu que, vers 9 heures du matin, le cortège qui devait accompagner Monseigneur se mettrait en marche pour Tananarivo, située à 2 milles environ de la campagne où nous avions passé la nuit. Longtemps avant le moment fixé, les Pères de Tananarivo, auxquels étaient venus se joindre, pour cette circonstance exceptionnelle, tous ceux qui occupent les différents postes de la province d'Émirne, étaient descendus.

M. le consul, en grande tenue, escorté de M. le chancelier et de

plusieurs autres personnes, arrivait également, et de tous côtés l'on voyait les catholiques accourir en foule.

Voici l'ordre dans lequel on s'avança : nous étions tous, selon la coutume du pays, qui a déjà par elle-même quelque chose de grand et de majestueux, portés en *filanzana* ou tacon. Le P. Finaz, si révéré de tous, catholiques et protestants, et cette fois encore notre guide et notre introducteur, ouvrait la marche. Les RR. PP. Ailloud, de La Vaissière et Cazet, Préfet apostolique, suivaient. Je venais après, précédant Sa Grandeur, qui était portée sur un tacon recouvert de pourpre et orné de franges d'or. Nous étions tous en habit de chœur. M. Laborde, derrière Monseigneur, marchait en tête de ceux qui suivaient le cortège. Deux immenses cordons de procession se développaient devant nous à perte de vue, et serpentaient, comme deux filets d'argent, à travers les campagnes. On estime qu'il y avait dans ce cortège, de dix à quinze mille catholiques. La vue de ces multitudes, qui, sous la conduite des Pères, espacés de distance en distance, s'avançaient majestueusement drapées dans les plis de leurs étoffes flottantes et étincelantes de blancheur, donnait à cette scène un cachet de grandeur antique qu'on retrouverait difficilement ailleurs.

Bientôt ce grand spectacle, d'abord muet, s'anima et devint une sorte de drame.

Des chants harmonieux et variés, chants pleins de majesté comme ceux de tout un peuple, commençaient à retentir de toutes parts et n'étaient suspendus un instant que pour céder la place à de vibrantes et joyeuses fanfares. Cependant nous approchions de la ville, et déjà du haut de ses collines, on pouvait contempler cette pacifique armée qui s'avançait. Quand on fut assez près pour apercevoir distinctement le palais, qui domine tout le reste, le cortège, conformément à un usage traditionnel et tout à fait de rigueur chez les Malgaches, s'arrêta. Tous ceux qui en faisaient partie descendirent un instant de tacon et se découvrirent, tournés du côté de la ville et du palais, tandis que l'air de la reine se faisait entendre.

Nous n'étions encore arrivés qu'aux deux énormes pierres qui indiquent l'entrée de la ville de Tananarivo, et nous commencions seulement à gravir ses premières rampes. En cet endroit les rues sont bordées d'une foule de plus en plus compacte qui permet à peine de

s'avancer, et les terrasses et les murailles sont couvertes de peuple.

Toute cette multitude se tient dans l'attitude la plus respectueuse, et paraît émerveillée du grand spectacle qu'elle a pour la première fois sous les yeux. On entend même des réflexions telles que celle-ci: mais cette entrée a quelque chose de plus majestueux que celle de la reine. Plusieurs aussi font entendre, à la vue du prélat, le *mitse ra*, petit bruit des lèvres qui indique, chez les Malgaches, le plus haut point de la satisfaction.

Ce peuple sentait juste et comprenait d'instinct la grandeur du caractère épiscopal et des honneurs qui lui étaient rendus. Ici ce n'était point, comme il se pratique à chaque rentrée de la reine dans sa capitale, une sommation de l'autorité qui avait formé le cortège et exigeait, avec le tribut de l'honneur, celui du *hasina*, c'est-à-dire de l'argent; mais c'était un triomphe pacifique comme celui du Sauveur au jour de son entrée à Jérusalem. Tout y était libre et spontané : l'amour et le respect faisaient seuls tous les frais de cette grande manifestation. Enfin, après trois heures de marche processionnelle, nous touchions à la demeure du fils aîné du premier ministre, dont la femme est une chrétienne de beaucoup de mérite et d'une grande piété. Là, Monseigneur devait quitter le camail et la barrette, afin de se revêtir de la *cappa magna* et de prendre la mitre et la crosse. Les appartements étaient remplis d'officiers et de grands, de princesses et de dames des premières castes, presque tous gagnés par l'influence anglaise au protestantisme officiel, mais que le désir de voir de près l'évêque catholique avait attirés.

Ici nous abandonnons les tacons, et le cortège, à pied mais toujours processionnellement, se dirige à travers de véritables haies de peuple, vers la célèbre place d'Andohalo. C'est sur cette place immense que se trouve la fameuse pierre sacrée où la reine est couronnée et où, au retour de ses voyages, escortée de son armée, de son peuple et de toute la noblesse, elle s'arrête un instant sous le grand parasol rouge, insigne par excellence de la dignité royale, pour haranguer la multitude.

Quelque chose de semblable, mais dans un ordre plus élevé, allait se passer sur ce forum, et, pour montrer combien la religion dépasse tout le reste, faire oublier un instant tous ces déploiements de la pompe et de la majesté royales.

Monseigneur traversait cette même place, précédé et suivi d'une multitude qui ne pouvait se lasser de contempler sur sa tête, sur ses épaules et dans ses mains, ce diadème, cette pourpre et ce sceptre d'un nouveau genre.

Arrivé à l'extrémité Ouest de la place, à l'endroit où se trouve le consulat de France, au-dessus duquel flottait notre pavillon, Monseigneur monta sur le perron extérieur, qui avait été orné pour lui servir d'estrade, et se retournant, la crosse en main et la mitre en tête, il s'adressa à cette immense assemblée à l'aide d'un interprète, le R. P. Caussèque. Il dit d'abord combien, à la vue de cet empressement respectueux et sympathique avec lequel il était accueilli, il se félicitait d'avoir entrepris un voyage dont on lui faisait oublier si tôt les fatigues.

Il exprima quelle consolation c'était, pour son cœur d'évêque, de pouvoir contempler, au sein de la capitale de la grande île africaine. ce glorieux étendard de la croix, que plusieurs de ses prédécesseurs avaient eu la pensée de venir y planter eux-mêmes.

Monseigneur encouragea ensuite les catholiques, qu'il compara, pour leur ferveur et leur union, aux admirables chrétiens de la primitive Église, qui ne faisaient aussi tous qu'un cœur et qu'une âme. et qui ravissaient d'admiration les païens eux-mêmes. Il les remercia de l'édification et de la joie qu'ils lui avaient procurées en ce jour, qui serait certainement un des plus riches en souvenirs de toute sa vie.

A la suite de cette allocution, dont les accents, sortis du cœur, retentirent avec éclat au-dessus de cette foule silencieuse et attentive, Monseigneur donna, pour terminer, la bénédiction solennelle. Il était 1 heure de l'après-midi: la cérémonie n'avait pas duré moins de quatre heures. Nous venions d'assister à une scène grandiose et émouvante. Toute une ville, en grande partie, païenne ou protestante, s'était tue d'admiration et d'étonnement en présence d'un évêque catholique, suivi de prêtres et de pieux fidèles qui chantaient des hymnes et des prières.

Cette entrée avait été une véritable ovation, un triomphe pour la foi catholique, et cette gloire, nous le sentions et nous en étions fiers, rejaillissait aussi sur le nom français; car ici Français et catholiques sont des mots synonymes, aussi bien qu'Anglais et protestant. On dit:

« Je suis de la religion des Français ou des Anglais, » pour exprimer que l'on est catholique ou protestant, et l'influence des deux peuples est nécessairement en proportion de celle de la religion qui les représente.

N'y avait-il pas eu cependant des vides dans ce cortège ? Où étaient ces intrépides soldats de Dieu, les Jouen, les Webber, et autres, qui, les premiers, avaient préparé de loin, au prix de tant de sacrifices, une si belle et si glorieuse journée ? Mais non, ils n'étaient pas absents. Il nous semblait les voir penchés au-dessus de nos têtes, assister au triomphe du haut du Ciel, comme des spectateurs privilégiés. C'est dans ces sentiments que nous nous rendîmes de la place d'Andohalo à la résidence de l'Immaculée-Conception, qui n'en est qu'à quelques pas. Là, une hospitalité des plus cordiales et des plus empressées nous attendait. « S'il faut rendre grâces à Dieu en tout temps, disait le Rév. P. Cazet à Sa Grandeur pour lui exprimer sa reconnaissance, nous le devons surtout en un pareil jour. »

Ces paroles ne nous convenaient pas moins à nous-mêmes, et nous ne pouvions assez remercier le Seigneur de nous avoir ménagé une si grande consolation.

Troisième lettre.

« Tananarivo, 2 septembre 1875.

« Je vous disais, en terminant ma dernière lettre, que l'on commençait à rendre des visites à Sa Grandeur quelques heures après son arrivée à Tananarivo, j'aurais dû ajouter, et à lui offrir des présents.

Il faut savoir que les Malgaches sont pénétrés d'un sincère et profond respect pour tout ce qui porte à leurs yeux le caractère de l'autorité. C'est à ce titre que la reine, les grands ou *léhibé,* les parents, les ancêtres sont pour eux l'objet d'une sorte de culte, et que l'enfant, par exemple, appartient à l'aïeul beaucoup plus qu'au père lui-même.

Or, Monseigneur leur apparaissait marqué du sceau d'une double distinction : pour les catholiques, c'était d'abord un Père ; mais, pour tous indistinctement, l'éclat de son entrée l'avait placé dans leur esprit à la hauteur de tout ce qu'ils connaissaient de plus relevé dans leur organisation sociale.

Tel est le sentiment qui se traduisit bientôt de tous côtés de la manière la moins équivoque et par une foule de témoignages.

La reine s'empressa de donner l'exemple ; elle députa à Sa Grandeur six honneurs ou officiers chargés de lui offrir, en même temps que ses souhaits de bienvenue, le grand présent traditionnel par excellence, c'est-à-dire un bœuf, mais un bœuf vraiment royal, qui à Poissy n'eût pas manqué d'être couronné. Le premier ministre à son tour dépêcha à Sa Grandeur son fils aîné, accompagné de plusieurs aides de camp, et la harangue se conclut également par un bœuf très respectable. Les principaux dignitaires, bien que protestants suivirent cet exemple et vinrent faire visite à Sa Grandeur en lui offrant aussi des présents.

Je ne parle point des catholiques, qui accoururent en foule, avec des dons proportionnés à leurs ressources ; bref, pendant tout le séjour de Sa Grandeur à Tananarivo, ce fut non pas seulement, comme autrefois pour les Hébreux dans le désert, une pluie de cailles et de perdrix, mais une véritable avalanche, le dirai-je..., de bœufs, de moutons, de riz, de fruits et de volailles de toute espèce.

Et que faire de tant de biens à la fois, me demandez-vous ? Ah ! ce n'est pas bien difficile, quand on a le cœur généreux et qu'après avoir goûté soi-même le plaisir de recevoir de ceux qui sont si heureux de donner, on veut savourer à son tour le bonheur de donner et de faire des heureux. Il y aura toujours des pauvres parmi vous, a dit Notre-Seigneur : cela est vrai à Tananarivo, comme à Bourbon, en dépit de la richesse du sol, et ce que Monseigneur recevait d'une main, il le donnait de l'autre. Il ne voulait point, par exemple, renvoyer à jeun ces chrétiens admirables, ces femmes, ces enfants qui avaient quelquefois fait plusieurs journées de chemin pour jouir un instant de sa présence et recevoir sa bénédiction ; et c'est alors surtout qu'on puisait largement aux greniers d'abondance et que l'on égorgeait les victimes. Cependant, Monseigneur ne voulait point rester en dette de politesse avec la reine de Madagascar. Après s'être enquis des us et coutumes du pays, il écrivit à la reine, dans le style et selon l'étiquette de la cour malgache, pour lui demander audience. Le lendemain, Ranavalona II lui faisait savoir, par plusieurs grands officiers, porteurs d'une lettre, qu'elle serait très heureuse de le recevoir le même jour, à 4 heures.

A l'heure indiquée, deux officiers vinrent prendre Sa Grandeur, à qui le Rév. P. Cazet, Préfet apostolique, le Rév. P. de la Vaissière et quelques autres Pères, le docteur Trottet et moi, fîmes escorte, tous portés en tacon jusqu'au premier poste qui garde les abords du palais. Là, deux honneurs nous reçurent, et ce n'est que sur leurs mots d'ordre que s'abaissèrent les baïonnettes croisées qui nous barraient le passage. Trois fois la même cérémonie se reproduisit, car il faut franchir trois énormes portes avant d'entrer dans la demeure royale, et chacune d'elles est défendue par une garde nombreuse. Après avoir traversé une vaste cour dont les tombeaux de Radama Ier et Rasoherina font tout l'ornement, et devant lesquels l'usage veut qu'on se découvre, nous montâmes un escalier et fûmes introduits dans une grande salle richement décorée et garnie à mi-hauteur d'une galerie dorée.

C'est là que la reine nous attendait, entourée d'un grand nombre d'officiers du palais et de nobles en grande tenue, de princesses et de dames d'honneur. Ranavalona II, richement habillée à l'européenne, était assise sur un grand sopha, la tête ceinte d'un diadème orné de pierreries et surmonté d'une aigrette.

Quand Monseigneur lui eut offert ses hommages, il nous présenta à Sa Majesté, qui nous tendit la main à tous. La reine de Madagascar n'est pas douée, dit-on, de la facilité d'élocution si naturelle à son peuple : elle paraissait d'ailleurs un peu décontenancée en présence d'hommages si nouveaux pour elle, et à part quelques mots qu'elle nous adressa avec une bienveillance marquée, Sa Grandeur dut faire tous les frais de la conversation. Le prélat lui dit entre autres choses qui avaient leur portée utile : « Qu'il avait été heureux de constater chez ses sujets deux nobles sentiments : le respect de la religion et celui de l'autorité... » ajoutant : « Qu'elle pouvait compter en particulier sur la fidélité et la soumission des catholiques, qui regardent, avec saint Paul, l'autorité comme une émanation du pouvoir divin, à tel point qu'un protestant célèbre n'a pas craint d'appeler l'Église catholique « la plus haute école de respect qui soit au monde ».

Il espérait donc qu'elle se montrerait toujours favorable à ses sujets catholiques, en leur garantissant de plus en plus le libre exercice de leur foi dans ses États. »

Avant de se retirer, Sa Grandeur, obéissant à un usage qui vous

paraîtra sans doute singulier, mais que doivent observer invariablement tous ceux qui approchent de Sa Majesté, lui offrit le *hasina,* soit la triviale pièce de cinq francs, qu'un grand dignitaire, placé à la droite de sa souveraine, en qualité d'interprète, accepta révérencieusement en son nom.

La reine nous présenta alors de nouveau la main à tous, et les officiers qui nous avaient introduits nous reconduisirent avec le même cérémonial que celui qui avait présidé à notre entrée ; les trois postes abaissèrent de nouveau devant nous leurs baïonnettes, et nous remontâmes en tacon, faisant maintes réflexions sur ce mélange bizarre de civilisation européenne et de mœurs indigènes, dont ce palais nous offrait l'image ou nous rappelait le souvenir. Cet édifice a une physionomie assez classique, et avec son triple étage de galeries, ferait bonne figure même à Paris ; mais il est l'œuvre de l'inexorable corvée, et beaucoup de ses pierres suent le sang. Ce palais, comme tous ceux que l'on bâtit à Tananarivo, a été apporté, tour à tour de la plaine ou de la montagne, à dos d'homme; car ici, comme l'écrivait un Père, il n'y a que *des hommes de somme,* et tel de ces blocs de granit a demandé à lui seul, pour être amené à travers les collines et les vallées, à la distance de plusieurs lieues, jusqu'à la plate forme où est assis l'édifice, la traction simultanée de plusieurs milliers de bras.

Le premier ministre, qui est devenu en même temps l'époux de la reine depuis son arrivée au pouvoir, n'était point présent à la réception que je viens de rapporter. Il fit dire à Sa Grandeur que l'indisposition dont il souffrait depuis plusieurs semaines l'avait empêché d'y prendre part, et l'invita en même temps à un grand dîner auquel devait assister toute la cour. Il le donnait à l'occasion du retour de son fils Radolifera, à qui le maréchal-président avait bien voulu, à Paris, faire les honneurs de sa table. Le Préfet apostolique, le P. de la Vaissière, le P. Ailloud et moi étions compris dans l'invitation. Il y avait à ce festin au moins cinquante convives, de la musique à foison et des mets en surabondance, avec vingt sujets d'études de mœurs qu'il serait trop long d'analyser ici.

Après trois heures, durant lesquelles nous avions surtout observé, il restait encore sur la table des plats homériques tout entiers. Comme nous savions que ces repas officiels durent quelques fois de dix à

quinze heures, nous fîmes comprendre que nos forces ne nous permettaient pas de continuer plus longtemps. Nos raisons, présentées par M. le consul français, furent parfaitement agréées, et nous remontâmes en tacon au bruit des fanfares, essayant de nous faire jour à travers une foule épaisse de curieux qui stationnait sous les fenêtres et dans la rue.

Mais Sa Grandeur n'était pas venue à Tananarivo pour se reposer et accepter des invitations. Aussi elle avait été très heureuse d'accéder à la proposition qui lui avait été faite par le Rév. P. Cazet, Préfet apostolique, de visiter les églises et les œuvres de la ville de Tananarivo, ainsi que les principaux postes de la province d'Émirne, tous conquis sur l'ennemi au prix de longs et de rudes travaux.

Mais il devait y avoir, pour ouvrir cette série de visites de détail, une cérémonie générale où Monseigneur aurait le bonheur de voir réunis autour de lui, dans une prière publique et solennelle, tous les catholiques de la capitale et des environs qui pourraient y prendre part. Le jour de l'entrée solennelle, l'évêque catholique s'était révélé avec tout le prestige de son caractère, aux yeux émerveillés de tout un peuple. Il fallait aussi révéler en plein soleil le mystère le plus auguste de notre sainte religion.

Une place célèbre de Tananarivo avait vu le premier acte, il fallait qu'une autre place, non moins historique, celle dite de Mahamasina fût le théâtre du second. C'est un vaste carré, situé à l'Ouest, au bas des rampes de la ville, et qui n'a pas moins d'un kilomètre de côté : aussi sert-il de champ de Mars. Il y a sur cette place, comme sur celle d'Andohalo, une pierre sacrée ; c'est une sorte d'ambon circulaire où la reine paraît le lendemain de son couronnement ; c'est sur cette place que devait avoir lieu, le dimanche qui suivit l'arrivée de Sa Grandeur, la messe pontificale, solennelle. L'on avait estimé avec raison que l'église Saint-Joseph, qui se trouve en face de ce forum, eût été dix fois trop petite, et l'on avait obtenu de la reine, nonobstant le respect superstitieux qui de temps immémorial fait de Mahamasina, pour les Hovas, un lieu tout à fait réservé, la permission d'y célébrer l'office.

Presque tous les Pères de la province d'Émirne étaient présents à Tananarivo ; il était donc facile de trouver tous les officiers de la messe pontificale.

On avait élevé devant la façade de l'église, à une grande hauteur et tourné du côté de la place, un autel et tout un avant-chœur, au-dessus desquels flottait un immense velum aux armes de Sa Grandeur. Vers 10 heures, Monseigneur descendit en tacon à travers la ville, en habit de chœur et accompagné de ses diacres et archidiacres. Il fut reçu sous le dais, au son de la musique. Cette grande place, en face de l'autel improvisé, était couverte d'une foule de catholiques au moins aussi considérable que celle qui composait le cortège au jour de l'entrée solennelle. Un grand nombre de curieux, païens ou protestants, décrivaient à une distance respectueuse un cercle autour de l'assistance, assez rapprochés cependant pour voir et entendre. M. le consul français, en grande tenue, était présent sur l'estrade avec tous les agents du consulat.

L'office se célébra avec toute la pompe que l'on pourrait déployer dans une cathédrale. Les chants et la musique, exécutés par le peuple tout entier, nous ravirent par leur harmonie et leur précision. C'est que les Malgaches ont des dispositions tout à fait extraordinaires pour la musique. Ils sont servis par une mémoire qui retient tout, par une oreille à laquelle rien n'échappe, et en général par un organe vocal aussi suave que puissant, de sorte que souvent, sans livre et sans instruments pour les guider, ils exécutent instantanément, et avec toutes les parties, les morceaux les plus difficiles.

Quand la messe pontificale fut terminée, Monseigneur, du haut de l'estrade, et tourné vers le plus magnifique panorama de collines et de montagnes, de lumière et d'azur, que l'on puisse imaginer, voulut faire entendre en un tel jour à ce peuple fidèle la divine parole et célébrer avec lui les miséricordes du Seigneur.

Faisant allusion à ce vaste forum où il se trouvait, et qui avait été, dans le passé, témoin de tant d'horreurs et de cruautés, il leur parla d'abord du triste sort des peuples qui n'ont pas le bonheur de connaître Dieu et de le servir. Il leur rappela ensuite la grandeur du bienfait de leur vocation à la foi, et la reconnaissance qu'ils devaient à Dieu, ainsi qu'à tous ceux qui avaient été, à leur égard, les instruments de ses miséricordes.

Il leur expliqua comment ils devaient témoigner à Dieu leur reconnaissance pour le bienfait de la foi, par une fidélité constante à en mettre en pratique tous les enseignements et à en garder

le dépôt, fallût-il, pour cela, verser leur sang comme les martyrs.

Cette journée devenait le complément de celle dont je vous ai raconté l'éclat dans ma lettre précédente. Les Pères et leurs ouailles étaient au comble de la joie. On comprenait que le déploiement de ce que la pompe religieuse a de plus auguste, sur une place si célèbre, autour d'un chef de la hiérarchie ecclésiastique, au vu et au su d'une capitale de 100.000 âmes, qui, du haut de ses palais et de ses terrasses, avait été présente, était une singulière affirmation de la vitalité du catholicisme à Madagascar, et une prise de possession solennelle et décisive.

Pour ceux qui connaissaient l'histoire locale et se reportaient à vingt ans en arrière, quel contraste !

C'était sur cette place, réservée aux grands *kabary*, que tant de crimes avaient été résolus. C'est ici, nous disait le P. Finaz, témoin de toutes ces horreurs, qu'au mois d'avril 1857, la reine Ranavalona I, déjà souillée du sang de plus de cent mille de ses sujets, fit tenir un nouveau conseil de mort, pour achever, disait-elle, de purifier son peuple. Elle avait fait publier auparavant dans ses États qu'elle accorderait une grâce générale à tous ceux qui avaient commis quelque faute, s'ils s'en reconnaissaient coupables en présence des juges, et qu'au contraire, ils seraient passibles de châtiments les plus sévères, s'ils étaient convaincus sans s'être révélés eux-mêmes.

Bientôt, ajoutait-il, des listes nombreuses d'accusés, qui figuraient souvent pour des crimes imaginaires, avaient été dressées de gré ou de force ; l'on comptait d'ailleurs sur une amnistie complète. Mais, au jour où devait se conférer sur cette place fameuse l'indulgence plénière de cet étrange jubilé, 1.237 individus, de 1.445 qui s'étaient accusés eux-mêmes, furent chargés de fers par groupes de cinq ou sept attachés ensemble, et leurs femmes et leurs enfants, au nombre de plus de cinq mille, réduits en esclavage.

Soixante-dix-neuf autres prévenus, qui avaient été dénoncés, furent exécutés le même jour par différents supplices, aux divers abords de cette place, qui ne doit être souillée elle-même par la présence d'aucun cadavre.

Et il nous indiquait, à côté de l'église, l'atelier où avaient été forgés tant de fers inhumains. En face, près d'un grand lac, il nous montrait l'endroit où ceux qui avaient été accusés de sorcellerie avaient

été condamnés à périr sous des flots d'eau bouillante, versée par leurs femmes et leurs enfants.

A gauche, c'était le lieu réservé au supplice de la lapidation, ailleurs de la strangulation.

Non loin du palais, se dressait la roche tarpéïenne, escarpement de 200 mètres, d'où les malheureux condamnés à se précipiter n'apercevaient au bas, pour les recevoir, que la pointe du sabre ou de la sagaie.

En ce temps-là, le P. Finaz, à peine arrivé dans la province d'Émirne, était encore obligé d'y vivre incognito, sous le rôle apparent de précepteur ; mais il y avait longtemps que les Méthodistes s'y trouvaient. Que faisaient-ils donc ? Sans doute, ils laissaient parler la Bible, qui ne dit rien à l'oreille, selon la réplique d'un sauvage spirituel, et ils ne se souciaient guère, pour un *non licet*, d'obtenir la réponse faite au saint précurseur.

Je crois que de pareilles horreurs ne seraient plus possible aujourd'hui en présence du catholicisme, qui respecte le pouvoir, il est vrai, mais qui sait garder, envers lui, la noble indépendance qui convient à des hommes libres et à des serviteurs de Dieu. Son influence directe ou indirecte pour adoucir les mœurs et tempérer l'application des lois a déjà été considérablement efficace depuis quinze ans.

Cette manifestation de Mahamasina avait produit le meilleur effet sur toute la population. Tout le monde convenait qu'on ne pouvait déployer une pompe plus majestueuse et plus touchante.

Au demeurant, les protestants étaient humiliés, et le catholicisme glorifié aux yeux de tout Madagascar, car ce qui se passe à Tananarivo a du retentissement d'un bout à l'autre du royaume. »

Quatrième lettre.

« Tananarivo, 9 septembre.

« Vous vous rappelez que Monseigneur, sur l'invitation des RR. PP. Jésuites devait, outre la visite des paroisses de la capitale, entreprendre celle d'un certain nombre de postes qu'ils desservent dans la pro-

vince de l'Érmirne, et donner en plusieurs endroits le sacrement de Confirmation. Sa Grandeur commença par visiter les églises de Tananarivo, qui sont au nombre [de quatre : l'Immaculée-Conception, qui est celle de la résidence, Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Saint-Joseph et le Sacré-Cœur.

Sa Grandeur voulut célébrer la messe dans chacune de ces paroisses, et partout adresser, à l'aide d'un interprète, des paroles d'édification et d'encouragement aux pieux fidèles toujours présents en grand nomble. Ces églises, bâties avec les aumônes de la Propagation de la Foi, sont ce qu'elles doivent être : simples, modestes, assez spacieuses, ornées avec goût et entretenues dans un grand luxe de propreté par les Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, auxiliaires laborieuses et dévouées de cette importante mission. Ces constructions sont en bois : seule, l'église [de l'Immaculée-Conception, devenue d'ailleurs trop étroite, se rebâtit en pierre en ce moment, de façon à ne point paraître trop mesquine, en présence des temples somptueux du protestantisme.

Le P. Ailloud, qui en est curé, mais que sa santé avait rappelé en France l'année dernière, eut la pensée de solliciter la charité des fidèles pour cette bonne œuvre.

Rien n'est plus opportun d'ailleurs, que la reconstruction de cette église dans des proportions plus imposantes, car, placée au centre de Tananarivo, elle peut être appelée, dans un avenir prochain, à servir de cathédrale, lorsque le Préfet apostolique de Madagascar en sera devenu l'évêque, et que le P. Cazet ou quelqu'un de ses compagnons d'apostolat aura été condamné à revêtir les insignes de cette dignité : car il n'y a que le glaive de l'obéissance qui puisse plier au joug de l'élévation ces âmes d'autant plus rebelles au fardeau des honneurs, qu'elles sont mieux faites pour le porter dignement.

La paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur est desservie par un Père jésuite, premier prêtre de race malgache. Admirez ici la puissance de l'Église : Dieu lui envoie son esprit, et, avec les fils de la gentilité, elle crée des hommes nouveaux et en quelques années elle renouvelle la face de la terre. Voulez-vous connaître le P. Basilide, dont il est ici question ? C'est le fils d'un petit prince des îles du nord de Madagascar : son visage d'ébène, son œil vif révèlent au premier abord sa nature africaine et impétueuse ; mais

l'Église, comme dit quelque part le P. Lacordaire, l'a jeté un jour sur le pavé de ses temples, et après lui avoir versé une huile sainte sur la tête et mis au cœur une devise sans pareille : *Ad majorem Dei gloriam*, elle lui a dit : « Lève-toi et vole au salut de tes frères, » et il s'est relevé, prêtre, apôtre et conquérant des âmes. Le P. Basilide n'est pas inconnu à Bourbon ; il a été élevé à la Ressource, avec plusieurs jeunes Malgaches, qui ont également persévéré dans la pratique du christianisme et rendent aujourd'hui de bons services à la Mission, en qualité de *mpampianatra*, ou maîtres d'école et de catéchistes.

On se demande quelquefois quel est le meilleur moyen de coloniser, le voilà : c'est de commencer par cultiver les hommes avant de cultiver la terre. Semez de bons principes, si vous voulez faire fleurir des vertus. Bâtissez des écoles avant d'établir des comptoirs et des ateliers ; car il faut, comme disait saint François de Sales, que l'arbre croisse par les racines et non par les branches, et que la civilisation vienne du dedans et rayonne du centre à la circonférence.

Le P. Basilide n'est point déplacé dans ce collège d'hommes distingués qui composent la mission de Tananarivo. Sans compter qu'il est musicien au suprême degré, comme la plupart de ses compatriotes, il a de plus rédigé, dans la meilleure forme, à l'usage des Français qui veulent apprendre sa langue, une grammaire très méthodique et très estimée. Mais ce bon Père n'a cure de mes éloges. Ce qui le préoccupe, à l'exemple de saint Paul, c'est le salut de tous ceux qui sont ses frères selon la chair, et en particulier de ceux que les tribunaux ont condamnés aux fers et dont je parlerai plus tard.

Ce fut dans l'église Saint-Joseph, qui avait déjà été honorée par la célébration de la messe pontificale, qu'eut lieu la cérémonie de la Confirmation pour toutes les paroisses de la ville. Il y eut, à cette occasion, un concours extraordinaire de fidèles.

A l'exemple du consul français, l'élite des catholiques de Tananarivo communia à la messe de Monseigneur, qui, après avoir distribué lui-même la sainte Eucharistie pendant cinq quarts d'heure, administra ensuite le sacrement de Confirmation à trois cent cinquante personnes. Il adressa la parole à cette nombreuse et édifiante assemblée par l'intermédiaire d'un Père qui lui servait d'interprète, et, après avoir félicité ces fervents chrétiens et les avoir engagés à persévérer

comme les premiers fidèles dans la fraction du pain de vie, il leur montra combien ils devaient s'estimer heureux de trouver, dans la lumière et dans la force dont ce sacrement est la source, un préservatif contre les subtilités de l'hérésie et les violences de l'infidélité. Il fit ressortir, en passant, la déraison des protestants, qui après avoir retranché de leur liturgie le sacrement dans lequel on reçoit le Saint-Esprit, prétendent néanmoins qu'il doit être à la disposition de chacun d'eux, et osent affirmer, en dépit de leurs contradictions sans nombre, qu'il leur inspire en détail ce qu' il faut croire.

Nous revîmes avec plaisir, en face de cette église de Saint-Joseph, la vaste place de Mahamasina, où nous avions été témoins quelques jours auparavant d'une si grandiose manifestation, et qui nous avait offert la veille un autre genre de spectacle. Je veux parler de la revue militaire que nous avions pu contempler à loisir, du haut des galeries de la résidence, comme de la plate-forme d'un observatoire.

Il faut bien qu'au moins, en terminant et en passant, je vous fasse connaître, à titre de peinture de mœurs, quelques-unes des *unités sociales*, comme l'on dit en France, qui composent cette société encore si mystérieuse pour l'Europe.

Or, le soldat en est une des plus importantes ici, comme en tous pays. A Madagascar, il n'y a ni tirage au sort, ni conseil de révision qui président à l'organisation de l'armée ; c'est en dernière analyse la volonté seule du souverain qui désigne, dans chaque localité et dans chaque famille, quels sont ceux qui sont appelés à porter les armes. Quand ils ont été ainsi enrôlés, ils sont par cela même consacrés à la milice pour toute leur vie. Mais quelle solde ont-ils? Aucune ; parce qu'il n'y a ici ni taxes réglées, ni budget organisé. Tous leurs appointements consistent à recevoir de la reine, à chaque renouvellement d'année, sous forme de gratification, une pièce de toile moyennant quoi l'État se tient quitte à leur égard. Mais comment font ces malheureux légionnaires pour se nourrir eux, leurs femmes et leurs enfants, car ils peuvent se marier ? A eux de dérober à cette fin tout ce qu'ils peuvent de temps aux exigences du service. En campagne ils ne sont pas plus heureux : ils ont à s'entretenir alors presque entièrement à leurs frais, c'est-à-dire qu'ils n'ont d'autre ressource que de marauder, et qu'à chaque expédition, ils sont plus décimés par la faim et par les maladies. Leur tactique,

dit-on, est fort singulière, elle consiste à partager l'armée en deux corps d'importance à peu près égale, dont l'un garde le général, et l'autre exécute tous les mouvements agressifs ou défensifs. Ce n'est pas encore, je crois, la perfection du genre. Mais venez maintenant assister à un exercice militaire sur l'immense Champ-de-Mars de Mahamasina.

Toute la garnison de jour de Tananarivo est là, au nombre d'environ 3.000 hommes. Je dis la garnison de jour, car il y a une garnison de nuit beaucoup plus nombreuse et dont je parlerai plus tard.

Les soldats ont les épaules couvertes de lambas blancs, ce qui de loin présente un magnifique coup d'œil; mais tous ont les jambes nues.

Le fusil à pierre et une giberne composent tout l'équipement militaire. Les chefs tiennent à la main un sabre sans fourreau et effectent de porter presque tous des costumes bourgeois européens ; c'est une bigarrure complète. Toute la manœuvre paraît consister dans la formation d'un vaste carré, au-dedans duquel se promène, remorquée par une musique assez maigre, une sorte d'état-major qui semble composer le comité d'inspection.

Du haut de la résidence, et dès le commencement de la revue, nous voyons, comme dans un coin du tableau, les coups de fouet que l'on décharge sur les jambes nues de pauvres soldats et peut-être d'officiers eux-mêmes, car ceux-ci sont tenus responsables des absences de leurs hommes. Vers la fin, de nouvelles corrections à coups de bâton sont administrées à plusieurs autres délinquants. Cette revue, qui a lieu tous les quinze jours et semble n'être vraie, sauf le détail disciplinaire dont je viens de parler, que dans le sens étymologique du mot, c'est-à-dire, n'être qu'un spectacle de parade pour les chefs et pour les soldats, et point du tout un exercice, dure néanmoins depuis 5 heures et demie du matin jusqu'à 1 heure de l'après-midi, sous les rayons d'un soleil toujours brûlant ici en toute saison, et sans qu'aucun de ces malheureux *Régulus* puisse se détacher un seul instant. Nous voyons, à la fin de cette parade, les chefs fiers de leur exploit, remonter majestueusement vers la ville pour aller, selon l'usage, présenter leurs hommages à la reine.

Il y a cependant, nous disions-nous, pour enseigner ces belles manœuvres et diriger les exercices militaires, un instructeur anglais

mandé tout exprès de Londres; et dès Radama, mort en 1828, l'Angleterre s'était déjà chargée de ce soin.

Quand on sait pourtant combien ces soldats sont en général intelligents, robustes et dociles, on serait tenté de croire qu'elle trouve plus avantageux de leur laisser croire qu'ils sont par nature des foudres de guerre et que la tactique et la stratégie n'ont rien à leur apprendre. Je crois qu'un sergent français les dresserait tout autrement et qu'un peu de *furia francese* réussirait beaucoup mieux auprès des Malgaches que le flegme britannique. Chaque nuit, à Tananarivo, une autre troupe de soldats, beaucoup plus considérable, nous dit-on, se livre à un autre genre d'exercice et de revue plus étrange encore. Quand le canon de 10 heures a retenti comme un éclat de tonnerre dans les profondes vallées de l'Ikopa, alors commence, dans toute la ville, et particulièrement autour du palais, un vacarme épouvantable; une première nuit, l'étranger surpris se réveille en sursaut et se demande ce que signifient ces clameurs sinistres et lugubres. On lui répond qu'il n'y a rien de plus rassurant, que ce ne sont là que les mots d'ordre et les cris de ralliement de milliers de soldats de garde, chargés de vociférer ainsi jusqu'au jour pour prouver comme quoi ils ne sont pas endormis. Je suis persuadé que les habitants de Saint-Denis ne s'accommoderaient guère de ce genre de patrouille et diraient avec le poète:

Est-ce donc pour veiller, qu'on se couche a Paris?

Mais, sortons de Tananarivo pour quelques jours puisque d'ailleurs les nouveaux venus y sont exposés la nuit à d'affreux cauchemars, et allons à la suite de Sa Grandeur, visiter une quinzaine de bourgs ou villages dans l'Imerina. Le Rév. P. de la Vaissière, le Rév. P. Cazet et moi, cheminons à sa suite, tous quatre portés en tacon, selon l'étiquette obligée des grands. Le temps au reste est splendide. Le ciel en cette saison est d'une pureté sans tache; il fait frais et même froid le matin et le soir; la preuve, c'est que l'on s'enrhume. Jamais pourtant, même la nuit, le thermomètre ne descend jusqu'à la glace. Les campagnes nous paraissent riantes et plantureuses. Les ananas y sont cultivés en pleine terre et croissent partout aussi abondamment que les navets et les potirons en France. Cependant les chrétiens ont été avertis de la visite extraordinaire qui leur est faite: tous ont revêtu leurs ha-

bits de fête ; ils attendent en foule dans les églises ce grand personnage, seigneur et père, dont on leur a tant parlé, ou bien ils accourent au-devant de lui en masse et avec empressement. Je ne puis me rassasier de voir dans quelle attitude touchante, qui exprime tout à la fois le respect, la confiance et l'affection, ils contemplent Monseigneur. S'il parle, et il ne manque pas de le faire partout, ils sont suspendus à ses lèvres, et partout aussi ses paroles produisent les effets les plus salutaires. En plusieurs endroits, il y a sur-le-champ des retours à la foi catholique, de la part d'anciens apostats ; ailleurs, des hommes encore païens jusque-là, viennent offrir leurs enfants pour les faire baptiser, promettant d'embrasser eux-mêmes la foi, aussitôt qu'ils auront eu le temps de s'instruire. Dans quelques-unes de ces paroisses, Monseigneur donne le sacrement de Confirmation à de nombreux enfants ou adultes.

Quand la cérémonie à l'église est finie, il y en a ordinairement une d'un autre genre qui commence au presbytère : c'est celle des offrandes ou présents. Je me suis engagé précédemment à vous en faire la description, comme tableaux de mœurs assez curieux. Nous voici, par exemple, un dimanche à Imerimandroso, bourg considérable dont la population presque tout entière est catholique. Hier elle s'est portée presque à une demi-lieue de l'agglomération au-devant de Monseigneur; aujourd'hui elle assiste à la messe solennelle, pendant laquelle Sa Grandeur prêche et donne la Confirmation. Après la cérémonie une foule nombreuse se présente dans la cour du presbytère pour remercier le prélat, mais elle ne vient pas les mains vides. Il y a là d'abord un énorme bœuf, tout pantelant sur le sol, et attaché par les quatre pieds : c'est le présent des anciens ; vous voyez ensuite deux magnifiques moutons que peuvent à peine maîtriser quatre vigoureux jeunes gens, qui les tiennent par les cornes : c'est l'offrande des écoles de garçons ; puis voici de timides colombes : c'est le don des jeunes filles. Je ne compte pas le surcroît, je veux dire maintes corbeilles de riz et de fruits. Cependant les harangueurs ne paraissent pas encore. Il y a eu préalablement *kabary*, c'est-à-dire conseil entre les chefs, et c'est la discussion, tenue au sein de cette assemblée, qui a déterminé d'abord la nature et la valeur des présents ; c'est encore le *kabary* qui fixe d'ordinaire le sens de la harangue dont on doit les assaisonner. Quand tout est réglé, les *léhibé* ou grands, s'avancent

gravement, disposent leurs dons avec symétrie, puis enfin (c'est le cas de le dire) ils prennent la parole : il semble, en effet, qu'elle soit là comme un instrument toujours à leur disposition. Après quelques formules de politesse en forme d'exorde, et, sous ce rapport, le vocabulaire malgache est très riche, l'orateur, car c'en est un, abandonne le lieu commun et traite le côté spécial de la question. J'ai compris, en ces occasions, la vérité de ce que l'on m'avait souvent affirmé, à savoir que les Malgaches sont naturellement éloquents. Ces improvisateurs ne sont pas embarrassés le moins du monde ; ils ouvrent la bouche, et la phrase coule sans la moindre hésitation ; pas un mot, pas une syllabe qui se fourvoie. Et ne croyez pas que ce soit un thème appris par cœur, car si besoin en est, ils répliquent à votre réponse sur-le-champ et avec la même faconde.

On dit que leur habitude des *kabary* développe encore leur facilité naturelle d'élocution. Le fait est qu'il se rencontre parmi eux des hommes qui, n'ayant eu que très peu d'étude et de culture, parviennent à composer dans leur langue, d'ailleurs très souple et très harmonieuse, des discours justement admirés des Européens les plus connaisseurs, non seulement pour la richesse et la vivacité de l'expression, mais encore pour l'élévation des pensées, la grandeur des images, et enfin ce mouvement qui caractérise principalement la véritable éloquence. Il est à regretter que cette aptitude si grande pour la parole en attire quelques-uns au protestantisme, où chacun a le droit de se poser en prêcheur et de pérorer. Nous avons eu l'occasion, pendant le cours de ces visites, de voir de près ces chrétientés et de les apprécier. Ces néophytes nous ont étonnés, en général, par la vigueur de leur foi : c'est que rien ne les porte naturellement à embrasser notre sainte religion, et qu'ils ne peuvent être catholiques que par choix et par conviction. Le libre exercice du catholicisme a bien été stipulé dans les traités, et l'on n'oserait pas le contester en principe; mais que de fois cette liberté est éludée dans la pratique! Que de pressions tracassières et d'agissements vexatoires en une foule de cas! Que de privilèges au contraire réservés aux adeptes du protestantisme! L'exemple de la Cour qui s'est tout-à-fait protestantisée depuis plusieurs années déjà, serait à lui seul, chez un peuple qui professe à un si haut degré le culte du pouvoir, le sujet d'une grave tentation.

Combien de fois, d'ailleurs, les populations ne sont-elles pas émues par des bruits menaçants que l'on donne comme paroles de la reine. Ajoutez à tout cela les arguments sonores des sectes protestantes, qui distribuent ensemble, chaque année, en moyenne, plus d'un demi-million, et qui achètent à différents degrés un certain nombre d'âmes cupides chargées d'entraîner les autres, et vous comprendrez toute la force divine d'expansion qui doit se trouver au fond de ces âmes encore incultes, pour les porter à mépriser tant d'obstacles à la fois. Je ne parle point en outre de celui qu'elles rencontrent dans les mœurs publiques encore toutes païennes, en dépit du vernis pharisaïque dont le protestantisme essaie de les recouvrir. Eh bien, ce joug de la foi, si rude pour des cœurs hier encore incirconcis, ces chrétientés le portent d'une manière admirable.

Combien de fois, en les voyant, et en calculant tous les obstacles qui pesaient sur elles, nous sommes-nous écriés : Miracle ! Le doigt de Dieu est ici! Il n'y a que Dieu qui puisse ressusciter des âmes ensevelies, comme celles-ci l'étaient, dans la corruption du paganisme et faire avec des pierres si dures des enfants d'Abraham si dociles et si fidèles.

Monseigneur jugea bon, dans plusieurs localités où l'on avait quelquefois semé de fausses rumeurs, par mesure d'intimidation, ou exercé quelque pression officielle au détriment du catholicisme, d'affirmer que les catholiques n'avaient rien à craindre du pouvoir, que la liberté d'ailleurs avait été sanctionnée par les traités, que tout ce qu'on pouvait leur dire à l'encontre était faux, et qu'il permettait qu'on citât ses paroles à ceux qui prétendraient le contraire.

Outre les paroisses et les missions, Monseigneur voulait aussi visiter les œuvres; elles ne sont pas encore nombreuses, parce qu'elles exigent beaucoup de conditions : un personnel considérable, du temps, des ressources abondantes; mais celles qui sont commencées font concevoir les plus belles espérances. Ce ne sont encore que des grains de sénevé, il est vrai, mais qui promettent, si Dieu leur envoie le soleil et la pluie, de devenir de grands arbres.

C'est à la charité, avait dit Notre-Seigneur, que l'on reconnaîtra que vous êtes mes disciples. Il n'y a donc pas de meilleur moyen de parler aux païens, soit pour les éclairer, soit pour les convertir; et tout véritable apôtre doit passer, comme son divin Maître, en faisant le

bien et soulageant toute infirmité... *Benefaciendo et sanando omnes.* Ne vous étonnez donc pas si la mission de Madagascar, bien que relativement récente encore, nous offre un exemple de plus, si je puis ainsi parler, de cette divine tactique de la charité.

Il y a à Madagascar, comme à Bourbon, un certain nombre de malheureux infectés de la lèpre. Avant l'arrivée des Pères, les pauvres lépreux, bannis de la société et même de leurs familles, n'avaient d'autres ressources que de fuir la vue de leurs semblables, devenus leurs ennemis, et d'autre espoir que la mort.

Le Rév. P. de la Vaissière, pendant qu'il exerçait le ministère apostolique dans la province d'Émirne, avait cherché à venir en aide à ces malheureux. Il les visitait souvent dans le lieu désert et abandonné où l'ordre de la reine et la répulsion publique les avaient rassemblés, ou plutôt internés. Le P. Brégère, qui dessert actuellement divers postes de cette partie de l'Émirne, a hérité de la charité et de la compassion de son prédécesseur pour ces infortunés.

Nous les avons trouvés réunis dans un espace circulaire, qui ne mesure guère plus de 30 ares de superficie. C'est là qu'ils habitent dans de misérables huttes, espèces de trous humides et malsains qui les laissent exposés aux intempéries des diverses saisons. Ils furent régulièrement touchés et surpris de voir Monseigneur au milieu d'eux. Sa Grandeur voulut leur faire bénir et fêter son passage, en leur distribuant quelques secours. Elle leur parla avec bonté, les engageant à s'attacher de plus en plus à cette religion qui, seule les avait consolés, et qui leur montrait le ciel comme le terme prochain de leurs angoisses et de leurs souffrances. Nous apprîmes le lendemain qu'un de ces infortunés qui, debout encore avec les autres, avait entendu cette promesse, était allé en jouir dans le sein de Dieu. Qu'il est navrant pour les Pères de ne pouvoir, faute de ressources, soulager ces pauvres lépreux comme ils le voudraient. Le P. Brégère cependant triomphait alors, à l'occasion d'un secours qu'une auguste main lui avait envoyé de France, à l'adresse de ses enfants privilégiés. Ce sera, disait-il, pour commencer à leur élever un asile, et même, s'il est possible, une petite chapelle.

Plus tard, la Providence nous enverra peut-être des ressources pour leur procurer une partie du riz dont ils ont besoin et qu'ils ne ne peuvent trop souvent, hélas ! aller mendier eux-mêmes. En voyant

cet abandon, je pensais aux lépreux de Bourbon, à qui les Filles de Marie, au nom de la colonie et de la religion, donnaient des soins si héroïques et si généreux, et je m'écriais : « Quand plaira-t-il à Dieu d'envoyer au milieu de ce désert d'autres anges de charité, et ce champ de douleur sera transformé en une sorte d'oasis, et les païens, témoins de tant de merveilles, s'écrieront : C'est ici la maison de Dieu sur la terre, car il n'y a que le Père des hommes qui puisse accueillir ainsi les plus misérables d'entre eux ! »

Ah ! si ces lignes pouvaient tomber sous les yeux d'une de ces personnes dont la générosité est aussi grande que la fortune, et qui cependant quelquefois laissent leur or improductif pour la vie éternelle parce qu'elles ne croient pas avoir sous les yeux des misères assez sérieuses à soulager, je lui dirais : Envoyez donc ici une partie de ce superflu dont vous ne savez que faire, et vous opérerez un bien certain, considérable et immédiat. Vous serez mieux que philanthrope, vous serez apôtre et vous convertirez. Vous soulagerez ceux à qui Jesus-Christ, comme nous le voyons dans l'Évangile, n'a jamais refusé sa pitié. Plus heureux que Notre-Seigneur, vous ne serez point obligé de leur prêcher la reconnaissance. Tous rendront grâces au Dieu de l'Évangile, qui seul aura touché des âmes en leur faveur ; et ils iront d'eux-mêmes se montrer au prêtre catholique, qui, le premier, les a retirés du dénûment et du mépris, où ils gisaient abattus sur cette terre idolâtre. C'est ainsi qu'autrefois tant d'illustres dames romaines, les Paule, les Marcelle, les Fabiola, non contentes de soigner les indigents, de leurs propres mains, de panser leurs blessures, envoyaient encore dans les pays étrangers des sommes considérables pour y bâtir des hôpitaux destinés à recueillir les malades et les infirmes.

J'ai honte de le dire, mais les enfants des ténèbres et les fils de l'erreur, qui, selon la parole de Jésus-Christ lui-même, sont souvent plus prudents à leur manière que les enfants de la lumière, sont aussi quelquefois à leur point de vue plus généreux. Les sociétés bibliques avaient déjà, depuis plusieurs années, élevé un hôpital à Tananarivo. Nous avons appris, pendant le séjour que nous avons fait, qu'une dame anglaise, qui dispose d'un capital considérable, en bâtit en ce moment un second. La Mission catholique, elle, n'a encore qu'un médecin sans hôpital... Par bonheur, les protestants, à qui le

démon semble avoir donné tout l'or qu'il offrait à Jésus-Christ, et qui créent ainsi des hôpitaux comme par enchantement, n'ont pas encore réussi, comme on l'a si bien dit, à faire une véritable Sœur de charité, ou une véritable hospitalière... Jusqu'ici ils n'en ont produit que des contrefaçons grotesques, qui ont fait rire à leurs dépens.. Mais quel dommage, d'un autre côté, que, en bien des cas, certains catholiques ne comprennent pas mieux cette parole de l'Évangile: « Faites-vous des bourses qui ne vieillissent point et ne laissent point perdre l'argent qu'on y dépose », et cette autre: « Amassez-vous des trésors pour le ciel. »

Combien je regrette qu'à Bourbon, où l'on apprécie si bien le sort des malheureux lépreux, l'abaissement des fortunes et la diminution des ressources ne permettent aucunement de faire un appel en faveur de ceux dont je viens de parler; mais, en vérité, si j'étais en Europe, je serais fier de recevoir l'aumône à leur intention et même de la demander pour eux.

Il y a, à Madagascar, une autre catégorie d'êtres souffrants et délaissés : ce sont les malheureux condamnés aux fers, appelés dans la langue du pays : *Gadralava* ce qui signifie, *continuellement enchaîné.* A une demi-lieue à peine de Tananarivo, se trouve un dépôt de ces infortunés. Les PP. jésuites n'ont pas manqué de chercher à recruter parmi eux des âmes pour le ciel, et ils y ont réussi.

Or, ces pauvres condamnés, païens et chrétiens, participant à l'émotion générale produite par l'arrivée de Sa Grandeur, avaient voulu se cotiser afin de lui offrir eux aussi un présent bien modeste, qu'ils lui firent agréer par le P. Basilide dont j'ai parlé plus haut, et qui s'est fait leur aumônier. Monseigneur fut touché de ces sentiments si rares chez des forçats, et, sans qu'il en fût prié, promit qu'il irait les voir.

Nous trouvâmes ces malheureux entassés, hommes et femmes, dans un misérable réduit qui les laisse exposés à toutes les injures de l'air. C'est tout ce que le gouvernement leur donne avec les chaînes. Et quelles chaînes! Ils ont d'abord au cou un énorme collier de fer; une barre aussi de fer y est attachée, et descend par-devant jusqu'à la naissance des jambes. Là, deux autres barres sont fixées à la première, et vont se souder elles-mêmes à deux énormes anneaux, rivés au-dessus des chevilles. C'est avec ces chaînes si écrasantes

qu'ils doivent veiller, dormir et même travailler, s'ils veulent se procurer, outre le vêtement, un peu de nourriture pour eux et leurs familles. Encore la plus grande partie de leur temps est-elle confisquée par les corvées du gouvernement. C'est de 6 heures du matin à 6 heures du soir qu'ils peuvent sortir de la prison pour vaquer à leurs pénibles travaux; il n'est point à craindre, au reste, qu'ils s'évadent, sous le poids d'une si horrible charge; d'ailleurs, le bruit de leurs chaines trahit leur moindre pas dans la rue et signale partout leur approche. Quand ils sont malades ils ne leur reste à attendre que la mort, à moins que la pitié de leurs compagnons d'infortune ne vienne à leur secours. S'ils meurent, on leur coupe la tête pour les dépouiller de leurs fers. Touchés d'un tel excès d'abandon et de misère, plusieurs Pères et Frères de la résidence de Tananarivo eurent la pensée charitable de s'occuper de ces malheureux, pour les consoler, les récréer autant que les instruire, et de leur consacrer pour cela les meilleures heures de leurs dimanches. La persuasion est entrée naturellement dans leur âme par la voie de la douleur qui est bonne conseillère, et ils ont cru facilement qu'une religion qui fait tant de bien aux hommes ne pouvait être que fille du Ciel et de Dieu. Un bon nombre d'entre eux ont donc reçu le baptême. Mais leur qualité de criminels, ou du moins de condamnés, car il y en a plus d'un parmi eux qui ne sont que d'innocentes victimes, inspire l'horreur. Le P. Basilide, qui leur donne des soins si paternels et si dévoués, ne pouvait cependant, pour plus d'un obstacle, aller leur dire la messe le dimanche dans leur misérable installation. Il prit donc le parti de dire un jour à ses paroissiens de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur : « Mes Frères, nous avons là de malheureux prisonniers. Ils inspirent de l'horreur à tout le monde, je le sais; mais ils sont devenus chrétiens et nos frères, par conséquent voyez et délibérez entre vous pour savoir si vous voulez leur fermer, le dimanche, la porte de la maison de Dieu. J'attendrai votre résolution. »

Ils n'en eurent pas le courage; les principaux s'étant rassemblés pour délibérer à ce sujet furent d'avis qu'on ne pouvait point fermer la maison du Père commun à de pauvres enfants qui étaient maintenant ses enfants et leurs frères. Depuis lors on voit deux fois chaque dimanche, ces infortunés gravir les rampes escarpées de Tananarivo, et venir, à une demi-lieue de distance, sous le poids de leurs fers et

de la chaleur, assister aux offices du matin et du soir. Quels ne furent pas l'étonnement et la joie de ces malheureux captifs de voir Sa Grandeur descendre dans leur sombre repaire ! Il leur semblait qu'un rayon de bonheur y avait pénétré à sa suite.

Monseigneur les fit approcher tour à tour, catholiques et païens, et il leur distribua à tous des vêtements, sans distinction. Un de ces prisonniers s'exprima d'une manière bien touchante au nom de tous ses compagnons d'infortune, et en particulier des catholiques, pour remercier Sa Grandeur de sa visite. Il finit en disant : « Monseigneur, depuis que par la charité des Pères, nous avons le bonheur de connaître Dieu et la véritable religion, il n'y a plus que nos corps qui soient enchaînés, nos âmes sont libres. » Il ne se doutait pas, le pauvre galérien, qu'en parlant ainsi, son âme touchée de l'Esprit-Saint, rendait un son sublime, et qu'il empruntait le langage inspiré de l'apôtre saint Paul quand il disait : « La parole de Dieu ne peut jamais être enchaînée. » *Verbum Dei non est alligatum*. Le P. Basilide, confirmant devant nous, par son exemple, ce que j'avais entendu dire, et ce que je savais déjà, de l'action oratoire des Malgaches, adressa quelques paroles des plus chaleureuses à ses enfants, et nous sortîmes de cette visite le cœur ému et les larmes aux yeux.

Monseigneur ne pouvait manquer, avant son départ, de visiter des œuvres plus capitales encore, et du développement desquelles dépend essentiellement l'avenir de la Mission : je veux parler des écoles de garçons et de filles, tenues ici comme à Tamatave, les unes par les Sœurs de Saint-Joseph, et les autres par les Frères des écoles chrétiennes, sous la direction des RR. PP. jésuites. A Tananarivo, il n'y a guère, comme à Tamatave et dans les îles, mélange de diverses races : c'est le sang hova dont on distingue facilement les individus, à la physionomie douce et *presque européenne*, aux yeux intelligents, au teint olivâtre et à la chevelure noire et lisse. On nous proposa, comme le moment le plus favorable pour faire la visite des écoles, celui du concours ; ce nom est mieux donné ici qu'à Bourbon, car, à Bourbon on s'est contenté de distribuer les prix sous nos yeux ; tandis qu'au contraire, nous avons été témoins ici, dans les deux écoles, d'un véritable assaut de forces sur toutes les matières importantes. En quelques heures, tant chez les Sœurs que chez les Frères, nous avons vu, en présence du public, l'exposition et le développement fait par les élèves eux-

mêmes de tout un programme des plus complets. Nous avons applaudi en cette circonstance, pour les exercices de récitation et de mémoire, notamment sur l'histoire, la géographie et l'instruction religieuse, de véritables tours de force. C'est un fait qui en étonnera beaucoup d'autres, comme il nous a étonné nous-mêmes, mais nos enfants de Bourbon et de France seraient vaincus par ceux de Tananarivo, dans ces petites exhibitions et ces gracieux tournois du savoir élémentaire. Il n'y a point ici dans les classes, comme partout ailleurs, de ces lacunes ou queues, comme on les appelle vulgairement chez nous, et qui remontent quelquefois si près de la tête. Tous ces enfants, garçons et filles, sont doués d'une dose d'intelligence en rapport avec leur mémoire, et montrent de très grandes dispositions pour l'arithmétique et le calcul, comme pour tout le reste. Ils sont très avides de s'instruire, arrivent en classe de très bon matin, et beaucoup, après avoir franchi d'assez longues distances. Tous en général restent à jeun jusqu'à midi. Malgré ce déplacement, joint à la fatigue de l'étude, nous avons trouvé les filles réunies au nombre de plus de cinq cents, chez les Sœurs de Saint-Joseph, pour ce concours. Il y avait environ le même nombre d'élèves au concours des Frères.

Ce qui nous a particulièrement étonnés dans ces exercices, pour les classes les plus avancées, ce fut d'entendre, non des élèves choisis à dessein, mais pris en masse, et placés en ligne répondre à tour de rôle à toute une longue série de questions sur l'histoire et l'instruction religieuse, en malgache et en français, avec une facilité presque égale. Bien que les Hovas, qui composent presque exclusivement la population de Tananarivo, soient, comme nous l'avons dit, très intelligents, cependant il revient un mérite spécial à ceux et à celles qui s'occupent avec tant de dévouement de leur instruction, car il est avéré que les cours qui se font dans la ville par d'autres maîtres, sans excepter l'école du palais elle-même, dirigée par les Anglais, ne donnent pas, à beaucoup près, des résultats aussi satisfaisants. Et à ce sujet, remarquez ici en passant, une étrange particularité. Tandis qu'on accorde aux élèves qui sortent de cette école du palais, bien moins forts que ceux des Frères, de l'avis même des hommes du gouvernement, des diplômes qui, en les dispensant de la corvée, leur permettent d'enseigner dans les villes et les villages, en qualité, soit de maîtres, soit de prêcheurs, on les refuse impitoyablement aux

élèves formés par les Frères quand ils les sollicitent à titre d'instituteurs catholiques ou de catéchistes.

Les Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny ont dans leur maison principale un commencement de noviciat. Ces jeunes filles ont été présentées à Sa Grandeur; leur air de modestie et de piété, les épreuves héroïques que plusieurs d'entre elles ont subies pour être fidèles à l'appel de la grâce et quitter leur famille, donnent tout lieu de croire qu'elles se distingueront dans cette belle famille de saint Joseph qui compte cependant tant d'âmes admirables et dévouées.

Deux de ces postulantes ont été jetées, presque sans vêtements, sur la rue, par leurs parents, qui avaient déjà employé auparavant toutes sortes de moyens violents pour les ébranler; mais rien n'a été capable de les faire renoncer à la foi catholique et à leur vocation. Une autre, beaucoup plus jeune, avait été soumise à des épreuves plus délicates et plus périlleuses encore, mais, marchant sur les traces de tant d'illustres vierges, qui ont vaincu le monde et la chair, elle n'a cessé de protester pendant trois mois contre une union que son cœur et sa foi repoussaient, jusqu'à ce qu'enfin elle remportât une victoire décisive. Voilà des faits admirables, et dont il serait bien difficile à des incrédules de rendre raison. Il n'y a véritablement qu'une influence divine et surhumaine qui puisse, dans un pays, célèbre de tout temps par la dissolution des mœurs, principalement chez les femmes, faire croître en si peu de temps cette plante exotique et céleste que la terre n'a jamais su que flétrir et corrompre. Pour compléter et couronner l'enseignement des Frères à Tananarivo, les Pères jésuites ont établi une école apostolique qu'ils dirigent eux-mêmes. Comme le nom l'indique, elle est destinée à recueillir les jeunes gens chez qui l'on croirait remarquer des dispositions au sacerdoce. Elle n'existe que depuis deux ans à peine, et se compose actuellement d'une dizaine d'enfants ou jeunes gens de différents âges, depuis dix ans jusqu'à dix-huit. Nous avons voulu nous donner la satisfaction d'assister à leur examen de fin d'année, et nous les avons interrogés. Le croiriez-vous, les plus avancés, après deux ans d'étude seulement, traduisent César, Virgile, Xénophon d'une manière très courante, et ce qui complique singulièrement pour eux la difficulté de la traduction, c'est qu'ils sont obligés de faire cet exercice dans la langue française, qui est aussi pour eux une langue étrangère, de sorte qu'ils ont à

faire marcher ensemble l'étude des trois idiomes étrangers, c'est-à-dire celui du grec et du latin qu'ils traduisent, et celui de la langue française dans laquelle ils traduisent.

Nous avons eu, dans cet examen, une preuve de plus de l'intelligence rare des jeunes Malgaches hovas. Je me plais à espérer qu'un bon nombre de ces jeunes gens, qui donnent de si belles espérances, arriveront un jour au sacerdoce, et pourront ainsi travailler avec fruit au salut de leurs compatriotes. Nous avons entendu maintes fois les plus âgés d'entre eux faire en latin et en français les lectures du réfectoire d'une manière à peu près aussi correcte et aussi aisée qu'on le pourrait faire dans un petit séminaire de France. Les Pères jésuites, pour ne pas rester inférieurs aux Anglais, qui ont ouvert à Tananarivo un collège où l'on enseigne le latin, font donner aussi sous la direction de l'un d'entre eux, dans les deux divisions que comprend la classe supérieure des Frères, des cours de latin par les deux élèves les plus forts de l'école apostolique.

L'importance des écoles à Tananarivo, et en particulier de celles des Frères et du cours des apostoliques pour le succès de la Mission et l'avenir de l'influence française, est d'une évidence frappante. Qu'est-ce que l'action de quelques commerçants isolés et confinés nécessairement dans les intérêts de leur négoce ; fussent-ils les hommes les plus estimables pour la conduite et les plus honorables aux yeux des indigènes, ce qui n'est pas toujours le cas, auprès de cette action quotidienne et incessante d'un enseignement scientifique et moral qui se donne à toutes les classes d'une société, et qui, s'insinuant, si je puis ainsi parler, par tous les pores, fait pénétrer jusque dans le plus intime de ses veines l'estime et l'amour du peuple éducateur, avec la connaissance de sa langue et de son histoire ! Si la France a encore quelque renom aujourd'hui à Madagascar, c'est principalement à ces écoles et à la Mission française si habilement dirigées par les RR. PP. jésuites, qu'elle en est redevable.

L'école apostolique, en particulier, qui est nécessaire pour fournir un jour des auxiliaires aux apôtres de Madagascar, ne l'est pas moins pour recruter, en attendant, des instituteurs et des catéchistes. Ce point est d'autant plus important, que les maîtres et les prêcheurs protestants pullulent et pérorent partout, et que les Pères n'étant pas assez nombreux pour occuper beaucoup de postes à demeure,

sont obligés, hors de la station centrale et principale, de ne faire pour ainsi dire que passer. Or, en leur absence et sous la pression multiple et permanente de l'hérésie, s'il n'y a pas au moins un catéchiste ou une école, l'homme ennemi jette quelquefois la nuit même, après que le père de famille a passé, la zizanie sur le bon grain, et en telle abondance qu'elle peut l'étouffer aussitôt. Ce n'est pas seulement aux catholiques, mais à la France tout entière et à son gouvernement que la mission de Madagascar, empruntant le langage si célèbre de saint Vincent de Paul, pourrait dire en leur montrant ses écoles: « Elles vivront pour vous bénir et vous glorifier avec Dieu, si vous venez à leur aide ; mais elles mourront demain si vous les abandonnez. »

Nous faisons les vœux les plus ardents pour que le subside de 15.000 francs, qui a été récemment accordé par le gouvernement français pour les écoles françaises de Madagascar, non seulement ne soit pas interrompu, mais soit encore augmenté s'il est possible. Louis XIV faisait autrefois des pensions aux savants étrangers. Des allocations qui permettent à la France de remplir son rôle civilisateur et maintiennent son influence dans un pays qui s'est autrefois appelé la France orientale, ne seront point plus mal placées. Je ne sais quel est le but ultérieur des Anglais, mais outre l'influence qu'ils se sont constamment efforcés d'exercer sur le gouvernement, sous le rapport religieux depuis 1817, époque à laquelle ils ont commencé à s'établir à Madagascar, il est curieux de voir comment ils ont cherché à s'assimiler le pays, et à y faire pénétrer leur langue et leurs usages. Au grand repas dont j'ai parlé dans une lettre précédente, j'ai remarqué que les grades de tous les dignitaires, ainsi que des chefs de l'armée, étaient traduits par des mots anglais. Le premier ministre se dit maintenant en malgache ; *Prime-Minister* aussi bien qu'en Angleterre. Les commandements pour l'instruction des troupes se font en anglais. J'ai été non moins surpris, l'autre jour, de remarquer, en parcourant le dictionnaire malgache-anglais du trop fameux ministre Ellis, que tous les noms géographiques des pays étrangers n'étaient pas autres, pour la langue malgache, que les mots anglais eux-mêmes. C'est ainsi que Suisse s'y rend par *Swit-Zerland*, Angleterre par *England*, et que, sur ce point, les deux idiomes se confondent. J'ai trouvé ce procédé très habile, car, donner sa langue à un peuple.

c'est lui inoculer ses idées et sa vie la plus intime. Mais la France ne doit pas fermer les yeux sur une telle tactique, surtout au moment où, soit à tort, soit à raison, l'on prête à l'Angleterre le soin de se ménager l'occupation de toute l'Afrique orientale, au moins pour le cas où les Indes lui échapperaient.

Cependant notre séjour à Tananarivo touchait à sa fin, et le premier ministre, toujours malade, n'avait pu encore recevoir Sa Grandeur. Ce ne fut qu'hier seulement, mardi 7 septembre, que M. le consul français vint de sa part informer Sa Grandeur que le premier ministre, qui n'avait pu paraître lors de la réception au palais, et à qui les médecins avaient interdit depuis plus d'un mois toute réception, ferait volontiers une exception en sa faveur, et la recevrait le lendemain au palais de la reine à 10 heures du matin. Nous nous y rendîmes en cérémonie, accompagnés de M. le consul, du Rév. P. de la Vaissière, du Rév. P. Cazet, Préfet apostolique ; du P. Caussèque, du P. Ailloud, et du docteur Trottet, médecin de la Mission. Le fils du premier ministre, Antoine Radilofera, nous faisait escorte à cheval, avec un aide de camp de son père. Le premier ministre nous reçut dans un joli pavillon élégamment meublé, avec cheminée à la française. On remarquait dans un angle de la salle un petit lit de repos, que surmontait un baldaquin en tulle rose. Sur le lit, rehaussé de divers ornements dorés, il y avait des coussins aussi brodés en or et marqués de la couronne royale. Le premier ministre est un petit homme sec, de quarante-cinq ans environ, figure régulière et douce, teint cuivré, moustache noire ; ses yeux fins et pétillants décèlent une intelligence vive et pénétrante ; mais il se possède parfaitement, et, en habile diplomate, il ne parle qu'à bon escient, après avoir tout entendu et pesé. On le dit d'une nature droite et sincèrement ami de la justice. Le premier ministre à Madagascar est beaucoup plus encore que le *Prime-Minister* en Angleterre. C'est une sorte de maire du palais, qui n'a pas moins de puissance ici que ceux qui portaient ce nom chez nos anciens rois. Il est, par tradition, d'une caste roturière, et représente le peuple à peu près comme autrefois les tribuns à Rome ; mais le premier ministre actuel est de plus époux de la reine Ranavalona II, qui lui a donné sa main après son couronnement. Il a eu le talent de se maintenir au pouvoir dans les conditions les plus difficiles, et malgré toutes sortes de compétitions et de rivalités. Le pre-

mier ministre, revêtu d'un costume de cérémonie, richement galonné et marqué en plusieurs endroits de l'emblème de la couronne, portait toutes ses décorations, dont une croix de commandeur en or.

Il nous accueillit avec beaucoup d'aisance et le sourire sur les lèvres. Monseigneur, après avoir offert le *hasina* de règle, présenta au premier ministre ceux d'entre nous qui lui étaient inconnus, et alors s'engagea la conversation. Le secrétaire d'État était présent comme à la réception de la reine, mais cette fois c'était Radolifera lui-même qui servait d'interprète. Monseigneur, après les compliments d'usage et les informations prises sur la santé du premier ministre, le remercia des marques de bienveillance qu'il avait bien voulu lui donner, ainsi qu'à moi, en nous faisant transporter par ses esclaves depuis Tamatave jusqu'à Tananarivo. Il lui recommanda ensuite la mission des Pères jésuites, lui répétant ce qu'il avait dit précédemment à la reine, que l'Église catholique fait une profession expresse de rendre au pouvoir l'obéissance qui lui est due, et qu'au dire même de ses adversaires, elle est la plus grande école de respect qui soit au monde. Sa Grandeur ajouta: « J'attends, monsieur le ministre, de votre équité et de votre bienveillance, que vous voudrez bien toujours faire observer fidèlement le traité conclu avec la France, lequel garantit la liberté la plus complète à tous ceux qui veulent faire profession du catholicisme. » Sa Grandeur ajouta encore : « Je compte me rendre en France l'année prochaine. Le gouvernement, instruit de mon voyage à Madagascar, ne manquera pas de me demander si, en effet, les traités sont respectés sous ce rapport. Rien ne sera plus efficace, pour vous concilier l'amitié de la France, que l'assurance que je désire pouvoir lui donner que les traités sont scrupuleusement observés de tous points. »

Le ministre protesta de ses bonnes dispositions, dont il donnerait des preuves, quand sa santé lui permettrait de reprendre la conduite des affaires. Le premier ministre ignore sans doute que bien des fois par le passé, non seulement la balance n'a pas été tenue égale entre les catholiques et les protestants, mais que pas une seule fois peut-être, dans les divers litiges qui se sont présentés, les catholiques n'ont obtenu une complète justice. Bien qu'en aucun cas ils n'aient été provocateurs, ils n'ont jamais vu néanmoins leurs agresseurs les plus iniques, punis autrement que d'une manière négative et

inefficace, c'est-à-dire par un simple désaveu. Il est inouï qu'on ait usé à l'égard de ces derniers de mesures répressives et pénales proprement dites. Monseigneur fit ensuite compliment au premier ministre sur les honneurs que son fils avait reçus à Paris et à Rome. Instruit de l'honneur qu'avait fait à son fils le président de la République française, en le recevant à sa table, il pria Sa Grandeur de vouloir bien, à l'occasion de son prochain voyage en France, le remercier en son nom et lui témoigner combien il avait été sensible à une telle marque de bienveillance. Monseigneur lui donna l'assurance qu'il s'acquitterait volontiers à l'égard du Maréchal-Président, de cette politesse; que la marque d'honneur qui avait été accordée à son fils était, en effet, bien rare et bien précieuse. Monseigneur félicita en même temps le premier ministre sur l'avantage qu'avait son fils de parler maintenant si couramment la langue française, sur les excellentes qualités de ce jeune homme, que nous avions été à même d'apprécier, et sur l'impression favorable qu'il avait produite à Bourbon. Le premier ministre parut très sensible à ces divers compliments. Sa Grandeur termina en faisant des vœux pour l'amélioration de sa santé, et nous nous retirâmes très satisfaits de la manière dont les choses s'étaient passées. Pendant le cours de la conversation, le premier ministre, un peu réservé d'abord, s'était épanoui, et nous avions pu juger suffisamment par nous-mêmes des différentes qualités qu'on lui attribue. Je citerai à l'appui, en terminant, un fait étranger à la réception, mais qui est bien connu, et qui peut donner aussi quelque idée de ce personnage. A Tananarivo, les moindres procès traînent, ou plutôt sont traînés en longueur pendant des années entières. Les juges, qui n'ont point d'autres honoraires que la pièce d'argent que les contestants sont dans l'usage de leur offrir de part et d'autre, chaque fois qu'ils se présentent devant eux, ont par cela même intérêt à éterniser les querelles et à les embrouiller, afin de pouvoir d'autant mieux pêcher en eau trouble, jusqu'à ce que l'un des deux plaignants fasse définitivement pencher la balance de son côté, en y jetant un poids d'argent que l'autre ne peut ou ne veut y mettre. On dit que le premier ministre, ennuyé de voir tant de procès pendants évoqua un jour à son tribunal les plus épineuses et les plus enchevêtrées de ces plaidoieries, et en expédia en quelques jours un nombre considérable, et avec une promptitude et une sagacité étonnantes.

mier ministre, revêtu d'un costume de cérémonie, richement galonné et marqué en plusieurs endroits de l'emblème de la couronne, portait toutes ses décorations, dont une croix de commandeur en or.

Il nous accueillit avec beaucoup d'aisance et le sourire sur les lèvres. Monseigneur, après avoir offert le *hasina* de règle, présenta au premier ministre ceux d'entre nous qui lui étaient inconnus, et alors s'engagea la conversation. Le secrétaire d'État était présent comme à la réception de la reine, mais cette fois c'était Radolifera lui-même qui servait d'interprète. Monseigneur, après les compliments d'usage et les informations prises sur la santé du premier ministre, le remercia des marques de bienveillance qu'il avait bien voulu lui donner, ainsi qu'à moi, en nous faisant transporter par ses esclaves depuis Tamatave jusqu'à Tananarivo. Il lui recommanda ensuite la mission des Pères jésuites, lui répétant ce qu'il avait dit précédemment à la reine, que l'Église catholique fait une profession expresse de rendre au pouvoir l'obéissance qui lui est due, et qu'au dire même de ses adversaires, elle est la plus grande école de respect qui soit au monde. Sa Grandeur ajouta : « J'attends, monsieur le ministre, de votre équité et de votre bienveillance, que vous voudrez bien toujours faire observer fidèlement le traité conclu avec la France, lequel garantit la liberté la plus complète à tous ceux qui veulent faire profession du catholicisme. » Sa Grandeur ajouta encore : « Je compte me rendre en France l'année prochaine. Le gouvernement, instruit de mon voyage à Madagascar, ne manquera pas de me demander si, en effet, les traités sont respectés sous ce rapport. Rien ne sera plus efficace, pour vous concilier l'amitié de la France, que l'assurance que je désire pouvoir lui donner que les traités sont scrupuleusement observés de tous points. »

Le ministre protesta de ses bonnes dispositions, dont il donnerait des preuves, quand sa santé lui permettrait de reprendre la conduite des affaires. Le premier ministre ignore sans doute que bien des fois par le passé, non seulement la balance n'a pas été tenue égale entre les catholiques et les protestants, mais que pas une seule fois peut-être, dans les divers litiges qui se sont présentés, les catholiques n'ont obtenu une complète justice. Bien qu'en aucun cas ils n'aient été provocateurs, ils n'ont jamais vu néanmoins leurs agresseurs les plus iniques, punis autrement que d'une manière négative et

inefficace, c'est-à-dire par un simple désaveu. Il est inouï qu'on ait usé à l'égard de ces derniers de mesures répressives et pénales proprement dites. Monseigneur fit ensuite compliment au premier ministre sur les honneurs que son fils avait reçus à Paris et à Rome. Instruit de l'honneur qu'avait fait à son fils le président de la République française, en le recevant à sa table, il pria Sa Grandeur de vouloir bien, à l'occasion de son prochain voyage en France, le remercier en son nom et lui témoigner combien il avait été sensible à une telle marque de bienveillance. Monseigneur lui donna l'assurance qu'il s'acquitterait volontiers à l'égard du Maréchal-Président, de cette politesse; que la marque d'honneur qui avait été accordée à son fils était, en effet, bien rare et bien précieuse. Monseigneur félicita en même temps le premier ministre sur l'avantage qu'avait son fils de parler maintenant si couramment la langue française, sur les excellentes qualités de ce jeune homme, que nous avions été à même d'apprécier, et sur l'impression favorable qu'il avait produite à Bourbon. Le premier ministre parut très sensible à ces divers compliments. Sa Grandeur termina en faisant des vœux pour l'amélioration de sa santé, et nous nous retirâmes très satisfaits de la manière dont les choses s'étaient passées. Pendant le cours de la conversation, le premier ministre, un peu réservé d'abord, s'était épanoui, et nous avions pu juger suffisamment par nous-mêmes des différentes qualités qu'on lui attribue. Je citerai à l'appui, en terminant, un fait étranger à la réception, mais qui est bien connu, et qui peut donner aussi quelque idée de ce personnage. A Tananarivo, les moindres procès traînent, ou plutôt sont traînés en longueur pendant des années entières. Les juges, qui n'ont point d'autres honoraires que la pièce d'argent que les contestants sont dans l'usage de leur offrir de part et d'autre, chaque fois qu'ils se présentent devant eux, ont par cela même intérêt à éterniser les querelles et à les embrouiller, afin de pouvoir d'autant mieux pêcher en eau trouble, jusqu'à ce que l'un des deux plaignants fasse définitivement pencher la balance de son côté, en y jetant un poids d'argent que l'autre ne peut ou ne veut y mettre. On dit que le premier ministre, ennuyé de voir tant de procès pendants évoqua un jour à son tribunal les plus épineuses et les plus enchevêtrées de ces plaidoieries, et en expédia en quelques jours un nombre considérable, et avec une promptitude et une sagacité étonnantes.

Il n'a manqué à de tels hommes, comme à plusieurs autres, avec lesquels nous avons eu des rapports, que de s'être trouvés plus rapprochés du foyer de la civilisation et de la vérité, pour devenir des hommes tout à fait distingués, et même supérieurs.

J'interromps ici la rude besogne d'annaliste et de chroniqueur, que je fais depuis ce matin, et que je fais si mal, j'en suis sûr. Les signes d'un prochain départ sont de moins en moins équivoques; il n'est plus seulement question de malle ou de valise comme ce matin, mais de visites d'adieu. Nous sortons dans un instant pour nous rendre chez M. le consul, et quelques personnes dont nous voulons prendre congé. Ce ne sera pas sans regret et sans émotion, mon cœur me le dit déjà, que nous nous éloignerons de Tananarivo. Tenez-moi quitte, je vous prie, pour aujourd'hui et même pour demain. A l'une des premières étapes du retour, je me propose, *stans pede in uno*, s'il le faut, de compléter ces notes et de vous raconter le départ. »

Cinquième lettre.

« Ankera-Madinika, 9 septembre 1875.

« C'est hier que nous avons fait nos adieux à Tananarivo, et déjà nous en sommes à une journée et demie de marche. Elle a disparu à nos yeux depuis longtemps derrière les hautes montagnes de l'Ankova, mais son image nous accompagne, et nous emportons avec nous dans la mémoire du cœur mille souvenirs qui ne s'effaceront jamais. Nous allons entrer bientôt dans les sombres taillis de l'*Alamosastra*. Voici notre caravane réduite au quart. Moins solennelle, elle n'en sera que plus expéditive et plus rapide. Mais soyons sobres de préambules, car au bivouac les minutes sont précieuses, surtout lorsqu'il faut écrire sur ses genoux ou sur une borne.

Hier, donc à 1 heure, nous quittions la résidence de Tananarivo... Dès la veille, le bruit du départ de Sa Grandeur s'était répandu parmi les catholiques, et cette nouvelle y avait été accueillie comme un deuil public. Dans l'expression de leurs sincères regrets, ils s'écriaient : « Quoi, si vite! Mais pourquoi Monseigneur ne se fixe-t-il

point parmi nous? » Un certain nombre d'entre eux vinrent nous faire une visite d'adieu, et voulurent absolument nous laisser, en guise de souvenir, diverses raretés ou curiosités du pays.

Le premier ministre a eu la politesse d'envoyer aussi, par son fils, des présents pour Monseigneur et pour moi.

Vous voyez que, sous plus d'un rapport, les coutumes malgaches ont quelque chose de patriarcal et d'homérique. On accueille les hôtes avec bonté à leur arrivée; et on leur offre, au départ, des présents d'hospitalité, afin qu'ils ne se retirent qu'avec d'agréables impressions, et qu'ils ne craignent point de reparaître; mais nous n'avions pas besoin de ces gracieux souvenirs, pour nous souvenir.

Monseigneur, hier matin, avait, après la messe dite dans l'église de la résidence, donné la bénédiction du très Saint Sacrement, et adressé ces quelques paroles d'adieu et d'encouragement tout à la fois: « En présence de cette grande ville, livrée presque tout entière à l'hérésie et au paganisme, vous êtes peut-être quelquefois tentés de vous décourager en songeant à votre petit nombre relatif. Mais, mes frères, quand saint Pierre autrefois arriva dans cette grande ville de Rome, capitale de tout l'univers, qui comptait plusieurs millions d'habitants, il était seul, et de toutes parts environné d'idoles et de païens; cependant un siècle après, un panégyriste chrétien pouvait dire avec orgueil aux empereurs romains : « Nous ne sommes « que d'hier, il est vrai, mais déjà nous remplissons vos places publi- « ques, vos tribunaux, vos armées... Nous ne vous laissons que vos « temples. » Je prie Dieu de vous multiplier à votre tour, et il ne manquera pas de le faire si, comme les premiers chrétiens, vous êtes tous les ap ôtres de la prière, et si votre vie édifiante est une prédication continuelle du christianisme. »

Ces paroles d'adieu de Sa Grandeur ne firent qu'aviver les regrets occasionnés par son départ, et plus d'une larme coula des yeux de ces bons chrétiens, qui comprenaient que cette bouche leur parlait de l'abondance d'un cœur, qui les aimait déjà d'un amour tout paternel, et ne se séparait d'eux qu'avec peine.

N'avions-nous pas d'ailleurs en si peu de jours, sur cette terre à peine soumise aux premières influences de la grâce et de l'Évangile, rencontré des âmes vraiment sublimes? Il y a, au milieu de la cour protestante ou païenne de Tananarivo, quelques princesses ou dames

d'honneur catholiques ! Elles y brillent comme des lis parmi les épines. A leur tête, la princesse Victoire, belle-fille du premier ministre, commande l'estime et le respect de tous par une réserve, une dignité et une distinction qu'on remarquerait même en Europe. Seule avec Antoine Radolifera, dans la famille du premier ministre, à demeurer fidèle au catholicisme, elle en pratique assidûment tous les devoirs avec une constance que rien ne peut ébranler. Nous avons rendu visite à une autre princesse catholique, dont le mari et le père, tous deux autrefois premiers ministres, ont été successivement disgraciés et jetés dans les fers. Cette femme, d'une haute intelligence et d'une grande fermeté, voulut être baptisée avec son mari, au moment où celui-ci partait pour l'exil, afin d'avoir, pour se consoler et soutenir son courage, les promesses de l'autre vie. Un jour, dit-on, pour la décider à passer au protestantisme, on vint lui offrir de briser les chaînes de son père et de son époux, à la condition qu'elle renoncerait à la foi catholique. Placée dans une alternative si cruelle, cette femme admirable, au milieu de ses enfants en pleurs, eut le courage de répondre : « Rien ne me serait plus doux que de sacrifier ma vie pour la liberté de mon père et de mon époux, mais Dieu me défend de leur sacrifier ma foi... Je ne puis accepter vos offres. »

Cette femme, qui n'est pas moins distinguée par les qualités naturelles de l'esprit que par sa vertu, apprit à lire sans aucun livre, uniquement par l'audition des sons et l'inspection des mots dans les livres dont on se servait en sa présence. Puissiez-vous, âmes généreuses, trouver beaucoup d'imitatrices de vos vertus ! Par vos exemples admirables, vous prêchez à vos compatriotes avec les missionnaires de la manière la plus efficace. Vous aurez un jour part à leur récompense, comme vous aurez participé à leurs mérites.

Cependant, les Révérends Pères, toujours si délicats et si exquis en fait de politesse et d'attention, aussi bien qu'en tout le reste, avaient voulu se réunir pour le départ comme pour l'arrivée de Monseigneur, de presque toutes les parties de l'Émirne, sauf des postes les plus éloignés, et ils avaient invité, à cette occasion, à un déjeuner d'adieu, M. le consul, M. le chancelier et le jeune Radolifera.

Les agapes furent plus fraternelles et plus touchantes encore que toutes celles qui avaient précédé. De la part des Pères, quelques strophes improvisées, qui auraient fait honneur aux Muses les plus cé-

lèbres, nous rappelèrent d'autres petits chefs-d'œuvre de ce genre, qui nous avaient été servis, comme par accident et par forme de récréation, quelques jours après notre arrivée. Nous nous souvînmes, fort à propos de cette parole de l'Ecclésiastique : *Non impedias musicam*... Ne faites point taire la musique, à plus forte raison le poésie... Monseigneur, de son côté, exprima aux Pères, de la manière la moins équivoque, tout ce qu'il garderait de doux et de précieux souvenirs de Madagascar, des missionnaires, de leurs travaux..., et les assura de l'intérêt qu'il ne cesserait de prendre à leur Mission, dont il avait pu constater de près l'importance et les résultats déjà si considérables.

Cependant, l'heure du départ avait sonné, et il nous fallut monter en *filanzana*, accompagnés du P. Cazet, du P. Ailloud, de plusieurs autres Pères aussi en *filanzana*, et de quelques autres à cheval. Nous nous dirigeâmes, en traversant la ville, vers les bords de l'Ikopa. M. le consul, M. le chancelier, le fils du premier ministre nous faisaient escorte, et quoiqu'aucune mesure n'eût été prise à ce sujet, nous fûmes bientôt environnés d'un véritable cortège, composé de l'élite des catholiques de Tananarivo, des Frères, des Sœurs et de tous les enfants des écoles. Ils nous firent ainsi la conduite jusqu'à une bonne lieue de la ville. Là, tous se jetèrent à genoux et demandèrent une dernière benédiction, qui fut donnée et reçue de part et d'autre avec une émotion visible. C'étaient principalement les enfants des écoles qui nous quittaient alors, la discrétion ne permettant point à leurs maîtres et à leurs maîtresses de les laisser s'avancer plus loin, surtout pendant la pleine chaleur du jour. Mais d'autres groupes nous escortèrent beaucoup plus loin, à différentes distances, selon leurs forces. Les derniers nous suivirent encore longtemps des yeux, après nous avoir quittés. Ils se retournèrent plusieurs fois pour répéter tous ensemble : Vive Monseigneur ! Au revoir, Monseigneur !

On ne pouvait rien voir de plus cordial et de plus touchant, et ces démonstrations si sympathiques s'accordaient bien avec celles qui avaient salué notre entrée. Bons chrétiens, nous disions-nous, en les regardant une dernière fois les larmes aux yeux ! Que Dieu bénisse vos cœurs si bien disposés, et vous accorde de croître et de vous multiplier !

Toutefois les bons Pères, charitables à l'excès, ne voulurent point nous lâcher de sitôt. Ils nous accompagnèrent presque tous jusqu'à

Ambohipeno, paroisse catholique, dont la visite avait été réservée pour cette circonstance, et qui était rassemblée à l'église, en attendant Sa Grandeur.

Monseigneur fut heureux de bénir ces chrétiens à leur tour, et de leur adresser, comme il avait fait partout, quelques paroles d'édification et d'encouragement.

Il fallait bien se quitter enfin; nous embrassâmes, avec la plus cordiale affection, le Rév. P. Cazet et les siens, leur exprimant à tous une dernière fois nos sentiments, d'ailleurs parfaitement lisibles sur nos visages, et nous nous dirigeâmes vers Ambohimalaza, où les Pères ont un commencement de paroisse avec un pied-à-terre où nous devions passer la nuit. Une bonne partie de cette excellente population, que nous avions trouvée réunie dans l'église, nous accompagna à la distance d'une demi-lieue. Puis nous nous retrouvâmes, Monseigneur, le Rév. P. de la Vaissière et moi, seuls avec nos porteurs. Je me trompe, le P. Taïx, qui dessert la paroisse que nous quittions et le poste vers lequel nous nous acheminions, nous servait de guide et devait nous faire les honneurs de son *postdam*, si le mot ne le choque pas.

Nous ne pouvons en médire, puisque, entre les charmes d'une généreuse hospitalité, nous y avons goûté un doux sommeil, nous du moins, car le bon Père, ainsi que le Rév. P. de la Vaissière, trouvant toujours très simple de s'oublier eux-mêmes pour ne songer qu'au prochain, avaient pris tous deux un billet de parterre pour la nuit, quelque part, sur une simple natte. De bonne heure nous étions debout, pour avoir la consolation de célébrer encore une fois au moins le saint sacrifice avant d'arriver à Tamatave. Mais déjà les Pères nous avaient devancés dans cette bonne action. Il n'y a encore que deux familles catholiques dans cette localité. Elles voulurent assister à la messe de Monseigneur.

Le P. Taïx, en homme habile, et toujours à la hauteur des difficultés, déguisa parfaitement à nos yeux le dénûment de sa petite chapelle, en faisant parler harmonieusement, à nos oreilles ravies les touches d'un orgue-flûte, dont il s'accompagna pendant la messe de Monseigneur, pour chanter des cantiques en langue malgache.

Après la messe, et avant de quitter le sol de l'Émirne, nous fûmes favorisés, pour terminer, du plus gracieux épilogue que l'on pût souhaiter, et que je vais vous raconter dans toute sa naïveté :

Une femme, mère de deux charmants petits enfants, dont le grand-père est un des prêcheurs protestants de l'endroit, et qui n'est encore elle-même que catéchumène, vint les présenter à Sa Grandeur pour les faire baptiser. Elle paraissait bien sincère, et nous savions d'ailleurs, par les renseignements du P. Taïx, que sa démarche était tout à fait désintéressée. Néanmoins ce baptême eût été un peu précipité. Une idée neuve nous passe alors par la tête ou plutôt par le cœur : si ces chers enfants, nous disions-nous, qui ne peuvent encore être baptisés aujourd'hui, devenaient cependant nos filleuls par procuration, et si nous leur donnions nos noms dès maintenant, ce serait un souvenir de plus qui nous rattacherait à cette terre de Madagascar, si chère à nos cœurs. Ce fut sur-le-champ une affaire réglée et entendue, et bientôt, sans doute lorsque nous serons rentrés à Bourbon, nous apprendrons qu'il y a, dans cette région si éloignée de nos yeux, mais si présente à notre affection, deux petits anges qui portent notre nom, qui nous aiment et prient pour nous, comme nous les aimons et prions pour eux. Grandissez, chers enfants, sous les bénédictions dont vous a marqués une main auguste ! Soyez de fervents chrétiens, sinon des apôtres, et si nous n'avons pas la consolation de nous revoir sur la terre, demandez tous les jours au Seigneur que nous puissions nous revoir au ciel avec vos bons parents et une multitude de vos compatriotes.

Nous embrassâmes avec tendresse ces deux chers enfants ainsi que le bon et zélé missionnaire, et nous nous éloignâmes, le cœur partagé entre deux sentiments bien divers : d'un côté, la peine que nous éprouvions de tourner le dos à un pays que nous n'avions pu nous défendre d'aimer dans les entrailles de Jésus-Christ, et de l'autre, le désir de revoir bientôt Bourbon, notre seconde patrie. »

Sixième lettre

« Sainte-Marie-de-Madagascar, 28 septembre 1875

« Monseigneur avait promis, à son départ de Bourbon, de visiter aussi la chrétienté de l'île Sainte-Marie, et il y était vivement désiré. Sa

Grandeur, s'oubliant elle-même, voulut être fidèle jusqu'au bout au programme qu'elle s'était imposé uniquement dans l'intérêt du bien. Nous partions donc pour Sainte-Marie le 24, vers 5 heures de l'après-midi.

Le lendemain, vers 10 heures du matin, nous entrions dans la magnifique rade de Sainte-Marie, toujours paisible. A 11 heures, Monseigneur était reçu à terre avec les honneurs militaires.

Le Rév. P. Cazeaux nous attendait au débarcadère avec les deux PP. Piras et Cros, pour nous conduire processionnellement à l'église, où Monseigneur donna la bénédiction du très Saint Sacrement.

Dans l'après-midi, vers 4 heures, M. le commandant Vassal se présenta à la résidence pour rendre visite à Sa Grandeur, avec toutes les autorités civiles et militaires.

Le lendemain, qui était dimanche, Sa Grandeur célébra la messe à laquelle assistaient M. Vassal, commandant de l'île Sainte-Marie, avec la plus grande partie des fonctionnaires ou membres de l'administration, ainsi que M. le commandant et les officiers de la *Rance*. Le soir, nous prîmes part, à l'hôtel du gouvernement, au tirage d'une loterie fort bien organisée, au bénéfice de l'orphelinat des jeunes filles dirigé par les Sœurs de Saint-Joseph, à la grande satisfaction de toute la colonie.

Le lendemain Sa Grandeur administra le sacrement de Confirmation à un bon nombre d'enfants et d'adultes. Le mardi matin, c'est-à-dire aujourd'hui même, Monseigneur a offert le saint sacrifice de la messe à l'hôpital militaire. C'est dans cette maison que Mgr Dalmond, Préfet apostolique de l'île Bourbon et premier évêque de Madagascar, est mort en 1847. Nous visitâmes, avec une émotion mêlée de respect, la salle où il rendit le dernier soupir, et d'où il partit pour le ciel, chargé de mérites, et martyr de son dévouement, comme M. de Solages l'avait été sur la Grande Terre.

Nous nous agenouillâmes aussi, en priant sur la pierre tumulaire qui recouvre les restes des soldats massacrés à Tamatave, lors de l'attaque du capitaine Romain-Desfossés, et dont les têtes étaient demeurées si longtemps exposées sur le rivage.

Mgr Delannoy avait donc eu, dans son voyage, la consolation de prier sur la tombe illustre de deux de ses prédécesseurs, avec lesquels il aura désormais un trait de plus de ressemblance, celui d'avoir

travaillé comme eux à l'avancement du règne de Jésus-Christ dans le pays de Madagascar.

Nous sommes sur la trace d'un troisième apôtre de ces contrées je veux dire de Mgr Monnet ; mais il ne nous est point possible de réaliser nos désirs et de pousser jusqu'à Mayotte et Nossi-Bé.

Nous regrettons de quitter si vite l'oasis de Sainte-Marie. Nous n'avons pas été insensibles aux charmes de ses rivages si gracieux et bordés d'immenses et magnifiques allées de manguiers, à perte de vue. Nous avons été bien plus sensibles encore aux bienfaits de la si cordiale hospitalité que nous y avons reçue, et nous nous sommes édifiés au spectacle des vertus de ces admirables ouvriers évangéliques et de ces bonnes Sœurs de Saint-Joseph qui, soutenues par les exhortations et les exemples des Pères, ont le courage de mourir ici à petit feu et de s'immoler en détail sous ce ciel dévorant, pour tous les Européens, même les plus robustes.

Il est 2 heures de l'après-midi... ; le temps est superbe. Nous nous embarquons dans quelques minutes. On nous promet que nous serons à Saint-Denis samedi prochain dans la matinée. »

Septième lettre.

« A bord de la *Rance*, 28 septembre 1875.

« Nous voguons depuis plusieurs heures à bord de la *Rance*. Déjà nous sommes sortis du canal de l'île de Sainte-Marie, et nous voyons fuir peu à peu la belle et grande île de Madagascar. La mer d'azur scintille aux rayons du soleil, et nos voiles, rivalisant avec la vapeur, s'enflent au souffle d'un vent favorable. Le quart d'heure est on ne peut plus propice pour la réflexion et la rêverie. Placé entre Madagascar qui s'éloigne et Bourbon qui s'approche, j'avoue que je suis encore tout entier aux impressions du passé, et que j'aime à m'y reporter en silence. Jetant un coup d'œil rétrospectif sur les deux mois qui viennent de s'écouler, je me demande, et bientôt vous me demanderez à moi-même, comme autrefois Notre-Seigneur aux Juifs, en parlant de saint Jean-Baptiste. « Qu'êtes-vous allé voir dans le désert? » c'est-à-dire sur la terre encore si peu connue de Madagascar.

Quid existis in desertum videre? Des roseaux agités par le vent? Non, ce sont plutôt des chênes qu'aucune tempête ne pourrait courber, des athlètes vigoureux qu'aucune force ennemie..., que ni la vie ni la mort ne sauraient séparer de la charité de Jésus-Christ. Qu'êtes-vous allé voir? Des hommes vêtus mollement? Non, ceux-là on les trouve dans les palais des rois... Ceux-ci habitent... grand Dieu! je les ai vus, non pas même dans des maisons, mais le plus souvent dans des huttes malpropres et malsaines, où ils ont à souffrir le jour et la nuit, de mille manières et en toute saison. Pour les missionnaires voyageurs, c'est ce qu'ils appellent la case-église, et quelquefois la case-écurie. La monture qui, dans ces excursions pénibles, est assez souvent le compagnon indispensable de l'apôtre, doit y trouver place aussi bien que l'âne et le bœuf dans l'étable de Bethléem. Dans les localités où l'on peut s'établir d'une manière plus fixe, les missionnaires commencent par loger leur divin Maître; pour eux, ils s'en tireront comme ils pourront; ils dorment ou ne dorment pas; ils mangent ou ne mangent pas. L'essentiel, c'est que le royaume de Dieu s'étende, et qu'ils fassent l'œuvre pour laquelle ils ont été envoyés. Mais encore une fois, qu'êtes-vous allé voir dans le désert? Des prophètes? Oui, et plus que des prophètes, d'autres précurseurs, dignes successeurs des Apôtres, marchant sur les traces de leur illustres devanciers, des Xavier, des Jean de Britto, des Silveyra; et aux hommes du pouvoir qui hésiteraient encore à Madagascar, sur la question de savoir quelle est du protestantisme ou du catholicisme, le véritable religion, ils pourraient, comme Notre-Seigneur lui-même, répondre: « Allez dire à Jean ce que vous avez vu: Les aveugles voient, les boiteux marchent, les lépreux sont guéris, les sourds entendent, les morts ressuscitent, l'Évangile est prêché aux pauvres. Et bienheureux est celui qui, comparant notre pauvreté à la religion d'or et d'argent des protestants, ne sera point scandalisé à cause de cela, et verra comment, d'un côté, la lettre pharisaïque tue les âmes ou les laisse mortes, et comment de l'autre, l'esprit et la grâce les vivifient et les ressuscitent. » Voilà quels sont les ouvriers qui travaillent à Madagascar, loin du regard des hommes, et dont la main gauche ignore les merveilles qu'accomplit leur main droite. Voilà ceux qui feront de ce pays, en quelques années, si le Maître de la moisson les aide, une terre catholique, prospère et civi-

lisée. Oui, civilisée, car les Malgaches, malgré leurs défauts, qui sont ceux de tous les peuples païens, ont des qualités naturelles rares et exceptionnelles, qui n'attendent que l'influence du ferment divin de la grâce pour s'épanouir en vertus surnaturelles et chrétiennes admirables. Ils sont doux, hospitaliers, pleins de respect pour l'autorité, voilà pour le cœur ; intelligents, sérieux et amis de la vérité, voilà pour l'esprit.

Mais il ne faut pas se le dissimuler ; l'entreprise est rude. D'un côté, l'hérésie, riche et millionnaire autant qu'elle le veut, est partout : elle est au palais et même au pouvoir, puisqu'elle le tient en tutelle, et le couvre d'un protectorat officieux, qui deviendra bientôt officiel, si la France laisse faire davantage. Elle est à l'armée, où l'uniforme, quand il existe, est anglais, où le commandement se fait en anglais, et où surtout l'officier instructeur en chef est anglais. L'hérésie est dans les temples et dans les écoles, qui couvrent Madagascar comme d'un immense réseau. Or, je le répète une dernière fois, afin que ceux qui ont des oreilles entendent, l'hérésie, c'est l'Angleterre, dont on connaît les faits et gestes, l'Angleterre, qui, selon l'expression imagée des Scythes à Alexandre, d'une main étreint déjà l'Asie, et de l'autre voudrait saisir aussi l'Afrique.

De l'autre côté, il y a les ouvriers que j'ai dit, mais bien qu'ils se multiplient, en se portant chacun sur dix points à la fois, leur nombre est de beaucoup trop restreint. Qu'est-ce, pour un pays plus grand que la France, et peuplé de 5 à 6 millions d'habitants au moins, que le personnel que nous avons trouvé : une trentaine de Pères, une vingtaine, tout au plus, de Frères coadjuteurs, auxquels il faut ajouter une trentaine de Sœurs de Saint-Joseph et quelques Frères du Vénérable de la Salle.

Nous espérons que le gouvernement français, appréciant le dévouement des missionnaires catholiques à Madagascar et l'honneur que le succès de leurs œuvres, qui n'ont toutefois aucun but politique, fait cependant rejaillir sur le nom français, ne manquera pas de continuer à favoriser en particulier leurs écoles. Le gouvernement, lui, qui ne doit point se désintéresser de la question politique et commerciale, ne peut mieux faire au profit de l'influence française.

Certes, la terre de Madagascar a assez coûté à la France, depuis plus de deux cents ans, d'essais infructueux et de sang, pour qu'elle

ne renonce pas à la gloire et à l'espérance nouvelle d'y faire pénétrer, avec sa civilisation et sa foi, le bonheur et la véritable liberté. Qu'elle accentue fortement sa volonté de voir le traité qui garantit le libre exercice de la religion catholique, fidèlement observé; c'est son droit, c'est son devoir, quand même ce ne serait pas son intérêt.

La France a accordé aussi à la Mission une autre grande faveur, celle d'un médecin. Mais, en face du protestantisme qui entretient plusieurs médecins à Tananarivo, et qui commence à bâtir un second hôpital considérable, combien il serait à souhaiter qu'on pût prochainement ouvrir un établissement de ce genre, car un médecin sans hôpital et sans pharmacie est presque un soldat sans armes et sans avenir.

Il nous reste, en partant, à remercier les Pères de Tananarivo de leur hospitalité, non seulement édifiante et amicale au delà de toute expression, mais amusante et instructive.

Cinéas disait, en sortant du sénat romain, qu'il avait cru se trouver dans une assemblée de rois. Et moi je dirai, non pas que nous avons cru nous trouver, mais que nous nous sommes trouvés réellement dans un véritable collège d'académiciens, une société de gens de lettres, de publicistes, de poètes, d'historiens, de musiciens, de peintres et de décorateurs, de savants et de géographes, car ces bons Pères sont tout cela d'aventure et dans leurs moments de distraction, comme nous en avons été témoins plusieurs fois. L'un d'eux est un des correspondants assidus de M. Grandidier, ce savant consciencieux et éminent dont les études sur Madagascar promettent d'être si complètes et si intéressantes. Un autre publie un journal mensuel en langue malgache, le *Resaka*, créé pour riposter aux journaux protestants auxquels il ne laisse jamais le dernier mot. Pour le dire en passant, c'est de l'imprimerie de la Résidence qu'est sorti le meilleur dictionnaire en langue malgache, celui dont le P. Webber est l'auteur et qui est si recherché des protestants eux-mêmes. Un autre Père, enfin, scrute avec la patience persévérante d'un bénédictin, les mœurs, les coutumes, les lois et traditions historiques de Madagascar, et fait espérer sur cette matière un ouvrage tout à fait neuf, et du plus haut intérêt pour les ethnographes et les philologues en particulier.

N'avions-nous pas raison de dire tout à l'heure que de pareils ou-

vriers, avec l'aide de Dieu, sans qui l'on ne peut rien, feraient en peu de temps de Madagascar une terre catholique prospère et civilisée. Nous voulons finir par cette consolante espérance. »

CHAPITRE XXV

Diverses réformes à Madagascar. — Lois relatives aux écoles et à la civilisation matérielle. — M. Parrett. — Fondation d'Ambositra. — Joies et tristesses. — Examens dans nos écoles. — Progrès divers des œuvres catholiques.

(1876-1881.)

Pendant que la France placée par M. Thiers sur le plan incliné du septennat Mac-Mahonien glissait insensiblement de la République aimable, libérale, et conservatrice, à la république persécutrice, intransigeante et ennemie de Dieu, une révolution analogue s'opérait à Madagascar et poussait, degré par degré, le ministre Rainilaiarivony des plus hautes pentes de l'Église d'État a une série de réformes plus maçonniques que protestantes, dont le terme final devait être la ruine à courte échéance, au profit de la puissance britannique, de ce qui pouvait encore rester d'indépendance politique à la nation malgache. Que le ministre africain ait cherché à résister à ce mouvement de haut en bas qu'inspiraient à son pays les divers agents de l'Angleterre, et qu'il se soit débattu contre leurs menées avec autant de souplesse qu'en mettait M. de Broglie à éviter en France les durs lacets de l'opportunisme ou des intransigeants, c'est un fait que tous ceux qui connaissent le fond du caractère malgache, en général, et celui de Rainilaiarivony en particulier, ne sauraient révoquer en doute. A qui persuadera-t-on en effet, que ce ministre se fût porté jamais de lui-même à troubler la paix de son gouvernement et la calme routine des sujets de sa souveraine, pour le seul plaisir d'opérer des réformes prétendues civilisatrices? Mais Rainilaiarivony se trouvait, comme nous l'avons dit ailleurs, engagé par le lien des promesses

données et des présents reçus ; il y avait entre lui et l'Angleterre des traités conclus et signés ; on le pressait de les tenir et il pouvait entrevoir le moment où s'il ne s'exécutait enfin, son cousin Rainimaharavo, pour prix de son zèle à soutenir la cause protestante recevrait la place qu'il occupait lui-même. Tels furent, croyons-nous, les vrais motifs qui le poussèrent à aller de réforme en réforme, jusqu'au problème épineux de l'affranchissement des esclaves, ou à d'autres mesures non moins impopulaires. Nous pensons même ne pas nous tromper beaucoup en attribuant les quelques actes de bienveillante impartialité dont il honora les missionnaires français à partir de 1872, autant aux efforts qu'il fit pour échapper à l'influence trop envahissante de l'Angleterre, qu'à la crainte du canon Lagougine.

Mais en 1876, Lagougine n'était plus le chef de la station de la mer des Indes, la France pensait à rappeler les communards et à proscrire les Jésuites, et l'Angleterre, profitait de l'abaissement progressif de notre patrie, afin d'étendre plus que jamais son influence à Madagascar, en exigeant avec plus d'instance de Rainilaiarivony l'exécution du traité britannique. Le premier ministre, plutôt que de se démettre, dut encore une fois se soumettre aux Anglais et se lancer bien malgré lui dans la voie périlleuse de toutes les réformes qu'ils demandaient.

Examinons ici en peu de mots la suite de ces réformes, avant de raconter d'une manière sommaire, comment chacune de ces innovations fut observée par la nation hova, et à quels résultats pratiques ont été conduits de cette sorte, soit le peuple malgache, soit la nation britannique elle-même.

Les missionnaires de Londres, après avoir établi à Madagascar comme religion de l'État la religion de leur patrie, cherchèrent ensuite le plus possible à revêtir le peuple malgache des autres habitudes anglaises, sous le spécieux prétexte de nouveaux progrès à accomplir dans la religion et la civilisation chrétienne. Déjà par leurs conseils l'observation pharisaïque du repos dominical avait été prescrite à tous les sujets de la reine : on devait le dimanche s'abstenir de voyager, de passer en pirogues certaines grandes rivières, de rien vendre ni exposer dans les bazars. Les coups de bâton ou d'autres procédés analogues de la part des chefs, rappelaient au besoin les délinquants à l'ordre. Ces résultats obtenus, les missionnaires allé-

guèrent bientôt le motif des convenances religieuses, afin d'obtenir que les principaux fonctionnaires du culte, prêcheurs ou *mpitandrina*, se construisissent des demeures plus belles que celles du commun du peuple. Les prêcheurs et *mpitandrina* n'arrivaient le plus souvent à ce résultat, qu'à force de rançonner et de pressurer leurs ouailles; encore même les maisons ainsi construites restaient-elles de longues années inachevées. Mais qu'importait aux indépendants la misère du peuple? Leur but était atteint. Les édifices en construction n'indiquaient-ils pas suffisamment que la civilisation marchait, grâce à eux et à leurs principaux adeptes?

Quelque chose de semblable se passa pour l'usage du vêtement européen. « Il y a quatre ou cinq ans, écrivait le P. Barbe, à la date du 20 février 1878, les Anglais ont essayé d'introduire tout d'un coup dans le pays une singulière innovation: tous les adeptes sans exception, admis à la cène, devaient, sous peine d'exclusion, s'habiller à l'européenne. Nos Malgaches, toujours grands enfants, ont d'abord semblé mordre à l'hameçon. Pendant cinq à six mois, on ne voyait partout que pantalons, redingotes, souliers vernis, chapeaux de feutre, robes, crinolines, châles, fleurs artificielles autour de la tête. C'était à mourir de rire. Cette fureur irréfléchie et intempestive s'est bientôt calmée, et il n'est guère resté de tout cela que de fortes brèches produites dans les bourses encore très peu garnies.

Les protestants, en grand nombre dans ces parages, ajoutait le P. Barbe, n'ont qu'un vernis de religion: le cœur n'a nullement changé. Le catholicisme seul peut opérer ici une transformation.

L'armée ancienne n'est qu'un ramas d'hommes portant sabres et fusils. Aussi le gouvernement hova, sous l'inspiration des Anglais d'abord, de M. Laborde ensuite, désireux de contrebalancer l'influence anglaise, a-t-il appelé des militaires anglais et français pour former ses troupes à l'instar de celles de l'Europe. Plusieurs corps d'armées sont créés à l'européenne. Il y a l'armée française et l'armée anglaise. Le corps français formé par un sergent venu de France, était commandé par le fils du premier ministre, Antoine Randrava ou Radilofera, confié autrefois au P. Cazet pour son éducation. Nous venons d'être témoins, ajoutait le P. Barbe, des évolutions du corps français. Vraiment ce n'est pas trop mal pour des commençants.

Depuis trois ans encore, un Anglais a été chargé de régulariser

un peu les rues de Tananarivo. Ces travaux d'embellissement ne sont pas très avancés. Ils s'étendent à peine encore aujourd'hui, depuis le temps qu'ils sont entrepris, sur une longueur de 1 kilomètre environ. L'administration recommande partout la propreté dans les rues, sur les places, les chemins publics, et jusque dans les cours des particuliers. On a créé une police, à qui on a donné des ordres en conséquence. Mais presque rien ne s'est fait, ou ne se fera de ce qui lui a été et lui sera prescrit. »

Cet extrait de deux lettres du P. Barbe, ajouté à ce que nous avons dit nous-même, montre clairement dans les agents de l'Angleterre un désir incessant de civiliser Madagascar et de faire du peuple hova une grande nation. Suivons-les donc avec soin dans leur généreuse tentative, et arrivons de suite aux réformes plus sérieuses dont ils furent les inspirateurs.

Le 5 février 1875, les missions catholiques publiaient d'après le *Leeds Mercury* la traduction d'un édit de la reine de Madagascar ordonnant l'affranchissement de tous les esclaves importés dans l'île, depuis la signature du traité conclu avec l'Angleterre en 1865.

Voici le texte de cet édit :

« Moi, Ranavalo Manjaka, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, reine de Madagascar et défenseur des lois de mon royaume, j'ai conclu un arrangement avec mes cousins d'au delà des mers, en vertu duquel il ne pourra pas être amené dans mon royaume des hommes d'au delà des mers pour devenir esclaves.

« En raison de cela, j'ordonne que, s'il y a des Mozambiques venus récemment dans mon royaume, depuis le 5 juin 1865, année où la convention avec mes cousins d'outre-mer a été complétée, ils devront devenir *isan ny ambaniandro* (hommes libres). S'ils désirent demeurer dans ce pays, ils le pourront faire et feront partie de la population libre ; s'ils préfèrent retourner au delà des mers d'où ils sont venus, il leur sera loisible de le faire. Et si, parmi mes sujets, il y en avait qui voulussent cacher les Mozambiques amenés récemment comme esclaves et ne pas les affranchir pour en faire des hommes libres, ainsi que je l'ai ordonné, ils seront jetés dans les fers pendant dix ans.

« Signé : RANAVALONA, *reine de Madagascar.*

« Contresigné : RAINILAIARIVONY, *premier ministre et*
« *commandant en chef de Madagascar.* »

« Tananarivo, 2 octobre 1874. »

A en juger par le texte de cet édit, publié en Angleterre par les soins des méthodistes, les esclaves étaient en 1874 sur le point d'être affranchis, mais à cette époque les prêcheurs anglais avaient beau soulever cette question soit dans les temples, soit dans leurs écrits; et le consul britannique anglais, appuyé par son gouvernement, la pousser avec vigueur auprès de Rainilaiarivony, le premier ministre promettait toujours, sans jamais en arriver à l'exécution. La population libre ne consentait qu'avec peine à perdre ses esclaves, et était effrayée de l'avenir. Enfin après trois ans de lutte stérile, le 20 juin 1877, le premier ministre acculé dans ses derniers retranchements accorda aux agents de l'Angleterre ce qu'ils réclamaient avec tant d'importunité. Seulement comme le traité anglais ne parlait que des Mozambiques, l'émancipation fut accordée à cette catégorie d'esclaves uniquement, et non point aux autres.

« Il s'est passé hier, à Madagascar, écrivait le Rév. P. Cazet au directeur des *Missions catholiques* le 21 juin 1877, un grand événement.

Tous les esclaves mozambiques introduits ici depuis le règne de Radama Ier, c'est-à-dire depuis environ soixante-dix ans, ont été proclamés libres.

Malgré les traités qui interdisent la traite des nègres, malgré les croiseurs anglais qui sillonnent constamment le canal de Mozambique, les Arabes ont continué ce honteux trafic de chair humaine, et s'il faut en croire les chiffres publiés l'an dernier par des Anglais à Maurice, ils auraient introduit, même depuis la signature des traités, plus de huit mille Mozambiques chaque année. S'ils n'avaient pas trouvé auprès des Malgaches une grande facilité de vendre ces Africains, le nombre de ces malheureux importés aurait été moins considérable. Aussi, vivement pressés par les Anglais qui s'occupent de cette question avec tant d'intérêt, l'autorité locale s'est décidée à prendre une mesure radicale, et pour couper court à d'incessantes réclamations, la reine a affranchi tous les esclaves venus de la côte orientale d'Afrique.

Le décret d'émancipation a été publié hier, avec la plus grande solennité. Tous les habitants de l'Imerina, hommes, femmes et enfants, ont été convoqués, et c'est le premier ministre qui, entouré de toutes les autorités civiles et militaires, a lu et commenté, dans la vaste place d'Andohalo, le discours de la reine, en présence de cette multitude immense.

Après quelques courtes réflexions sur chacun des quatre règnes précédents, Sa Majesté s'exprimait ainsi :

J'en viens maintenant à ce qui me concerne, moi *Ranavalo Manjaka*: Peuple, c'est Dieu qui m'a donné le pays et le royaume ; car je succède aux douze rois et j'ai reçu une heureuse bénédiction des quatre derniers souverains, qui m'ont confiée à vous, et vous à moi.

Le traité que *Rasoherina-Manjaka* fit avec ses parents d'outre-mer, vous, peuple, vous y avez donné votre consentement, et elle de son côté n'a pas agi de sa seule autorité ; mais elle s'est concertée avec vous, peuple, qui étiez pour elle son père et sa mère : car c'est vous qu'elle regardait comme le représentant des quatre derniers souverains. C'est pourquoi, si quelqu'un ose mépriser le traité fait par *Rasoherina-Manjaka* avec ses parents d'au delà des mers, surtout en ce qui touche la clause ainsi conçue : « Les personnes volées venant d'outre-mer, ne pourront pas être introduites, vendues ou achetées pour devenir esclaves dans le royaume de Madagascar, » si quelqu'un dis-je, enfreint ce traité, vous et moi, peuple, nous le répudions. N'est-ce pas cela, peuple ? Relativement à cette question, peuple, j'ai appris (car vous êtes mes yeux et mes oreilles), j'ai appris que des Mozambiques venant d'outre-mer sont introduits furtivement dans le pays, qu'on leur enseigne le malgache et que, quand ils connaissent notre langage, on les envoie sur les côtes pour les vendre. Ainsi, les acheteurs cherchent à réaliser un bénéfice, et les vendeurs, désireux de les vendre à un plus haut prix, les font monter dans l'intérieur, persuadés qu'on ne les reconnaîtra pas. Ayant été informée de cela, peuple, je fis un *kabary* en 1874. Je craignais qu'on ne violât le traité fait par *Rasoherina-Manjaka* avec ses parents d'outre-mer, et auquel vous avez consenti ; car c'est moi qui ai succédé à *Rasoherina-Manjaka*. Alors je portai le décret suivant : « Les Mozambiques, nouvellement introduits à Madagascar depuis neuf ans que le traité a été conclu, sont libres et sujets de la reine, et désormais ils ne pourront plus être regardés comme esclaves.

Ce décret, peuple, je vous l'ai signifié ; car il est dangereux de violer un traité. Aussi, depuis ce jour, j'ai attendu qu'on vînt me présenter les nouveaux Mozambiques en disant : « Reine, voici les Mozambiques introduits depuis neuf ans, nous vous les présentons.

car vous êtes la souveraine. » Cependant aucun d'entre vous ne m'en a présenté ; et j'en ai été fort surprise, peuple. Quelques-uns qui étaient sur la côte ont seuls obéi, et ceux qui m'ont été présentés ont été affranchis.

Cependant, peuple, vous savez parfaitement qu'il y en a qui possèdent des Mozambiques qui sont nouvellement introduits, et vous ne me l'avez pas dit ; mais vous faisiez semblant de ne pas voir, bien qu'il y en ait chez vos voisins qui habitent au nord ou au sud, à l'est ou à l'ouest de vos maisons. Et il pourrait se faire que vous ignoriez s'ils en avaient du temps de *Leidama*, ou de *Rabadonandrianampoinimerina*, ou de *Radama II*, ou s'ils en ont eu de nouveau depuis le traité fait par *Rasoherina* avec ses parents d'outre-mer ? Ne vous ai-je point clairement parlé, quand j'ai dit : Les Mozambiques, introduits depuis neuf ans que le traité a été conclu, sont libérés et deviennent mes sujets ? Et cependant, depuis cette époque, vous ne m'en avez présenté aucun.

Maintenant, peuple, je sais en toute vérité qu'il en est encore qui font la contrebande et introduisent des Mozambiques sur les côtes, pensant qu'on ne les reconnaîtra pas ; ils les font passer pour anciens et il y en achètent. Si quelqu'un agit de la sorte dans mon pays et dans mon royaume et viole ainsi les clauses du traité fait par *Rasoherina-Manjaka* avec ses parents d'outre-mer, vous et moi, peuple, nous le rejetons. Car il n'y a que moi, *Ranavalo-Manjaka* qui ai succédé à *Rasoherina* et à qui Dieu ait donné le pays et le royaume. N'est-ce pas cela, peuple ?

Je vous le déclare aussi, peuple, si ceux qui ici dans notre pays achètent des choses volées sont punis conformément aux lois du royaume, à plus forte raison, si vous achetez des Mozambiques qui viennent d'outre-mer et que vous savez avoir été volés. Or, il y en a encore qui s'efforcent de cacher les acheteurs ainsi que les vendeurs et ceux qui désirent en posséder.

Je vous annonce donc, peuple, que moi à qui Dieu a donné en maîtresse souveraine ce pays et ce royaume, je tranche maintenant ; car je ne suis pas une reine qui aime les discussions : J'affranchis absolument tous les Mozambiques qui sont dans mon royaume, et j'en fais mes sujets, soit les anciens, soit les nouveaux venus, et je vous le dis. N'est-ce pas cela, peuple ?

S'il en est qui n'observent pas ce décret et retiennent encore des Mozambiques comme esclaves, je les regarde comme coupables, peuple, et je les punirai selon les lois du royaume. N'est-ce pas cela, peuple ?

Voici encore ce que je vous dis, peuple : Qui que ce soit qui ait acheté ou vendu des Mozambiques, il ne pourra plus réclamer l'argent qu'il a employé ; car maintenant c'est là une affaire terminée. Celui donc qui réclamera quelque chose à ce sujet, je le regarde comme coupable. N'est-ce pas cela, peuple ?

Si quelqu'un se servait de ce décret relatif aux Mozambiques pour corrompre les sages ou pour exciter les ignorants, et jeter ainsi la perturbation dans mon pays et dans mon royaume, celui-là, quel qu'il soit, peuple, je le regarde comme coupable et digne de mort.

Car je suis une reine qui ne trompe jamais. N'est-ce pas cela, peuple ?

Voici encore ce que j'ai à vous dire, peuple : Ceux qui observent fidèlement la parole d'*Andrianampoinimerina*, et ne changent pas celles de *Leidama*, de *Rabadonandrianampoinimerina* et de *Rasoherina-Manjaka*, mais surtout ceux qui gardent les ordres que je donne, moi, *Ranavalo-Manjaka*, car c'est moi qui ai succédé à ces quatre souverains, que ceux-là aient confiance ! car je suis la protectrice des époux, la protectrice des enfants, la protectrice des biens. N'est-ce pas cela, peuple ?

Ainsi dit.

« RANAVOLOMANJAKA, »
reine de Madagascar.
etc., etc., etc.

« Ce sont là vraiment les paroles de *Ranavalo-Manjaka*, reine de Madagascar.

Ainsi dit.

« RAINILAIARIVONY, »
« *Premier Ministre et Commandant en chef.* »

L'affranchissement des Mozambiques, ajoutait le P. Cazet, sera-t-il bientôt suivi de l'entière abolition de l'esclavage à Madagascar ? C'est ce que nous ignorons. Mais à voir ce qui se passe ici, il est à croire

que les Anglais qui ont tant d'influence dans le pays ne s'arrêteront pas là. Toutefois, comme les esclaves sont très nombreux, cette abolition trouvera de sérieuses difficultés, surtout si elle se fait d'un seul coup, et si les maîtres ne reçoivent aucune compensation. »

Presque au moment où le premier ministre émancipait les Mozambiques, et en faisait plutôt des esclaves de la reine que des sujets vraiment libres, il se lançait dans un remaniement complet de l'armée, autant pour complaire à ses conseillers anglais, que pour affermir son pouvoir personnel contre les menées de l'ambitieux Rainimaharavo son cousin, et l'empêcher de tenter contre lui une révolution.

« Durant douze jours consécutifs, lisons-nous dans une autre lettre, ont eu lieu d'immenses réunions de soldats, et chaque jour le premier ministre s'y est rendu, haranguant les troupes, et élaborant ce qu'il a conçu. Ce qui étonne les Malgaches, c'est qu'il n'a pris conseil d'aucun d'entre eux et que les grands conseillers de l'État ne savent pas aujourd'hui ce qui se fera demain.

Pendant huit jours entiers, les soldats ont défilé, escouade par escouade, devant les yeux de *Rainilaiarivony* et de deux chirurgiens *anglais*. Ceux-ci désignaient au *fur et à mesure* les soldats impropres au service, c'est-à-dire : les vieux, les borgnes, les nains, les édentés, les ulcérés, etc. On a ainsi donné leur congé à environ 1.200 soldats. Comment les a-t-on remplacés ? Dans un *kabary* spécial, ordre a été donné de lire le nombre d'aides de camp que chaque officier avait à son service. Le ministre secrétaire d'état *Rainimaharavo* en possédait à lui seul, pour sa personne sacrée, 1.218 ; et avec les aides de camp de ses aides de camp, le nombre de ces illustres poltrons, plus ou moins exempts du service militaire, s'élevait à 3.000 ! Presque autant de milliers pour le ministre venant après lui, et ainsi de suite... Que restait-il pour la reine ?... Rien, presque rien. Le premier ministre a compris qu'il devait abaisser ces grands personnages. Il a laissé à *Rainimaharavo* 30 aides de camp, au lieu de 3.000. Le ministre venant après lui en a gardé 25 ; les autres *honneurs* du 14e degré 20. Tous ces anciens aides de camp sont devenus soldats. De plus le premier ministre a vérifié les degrés d'honneur ou grades honorifiques. Beaucoup se sont trouvés de mauvais aloi, et tel général de division est redevenu simple soldat.

Enfin, on va faire une grande levée pour former des bataillons à

l'européenne. Le sergent anglais Obelina, et le sergent français Noyal, préparent, chacun à leur manière, les sous-officiers de la future armée. »

Le mouvement sur les réformes ne devait pas s'arrêter en si beau chemin. Qu'on en juge par les nouvelles lois publiées l'année suivante, sanctionnant les lois précédentes, le 14 juillet 1878, et d'après lesquelles le gouvernement de la reine, affectait de plus en plus de se conduire d'après les préceptes de l'Évangile,

« Moi, Ranavalona-Manjaka, Reine de Madagascar,

« Je remercie Dieu par-dessus tout de ce que l'Évangile de Jésus-Christ Notre-Seigneur a été prêché sur la terre et dans mon royaume, pour instruire mon peuple, et pour lui faire connaître Dieu et posséder ainsi la vie éternelle. C'est sur Dieu que j'appuie mon royaume...

Défense absolue de faire boire le *tanghen*, de consulter la divination, de pratiquer des sortilèges pour détourner la grêle ou jeter des maléfices.

Défense de revenir aux idoles.

Défense d'observer tels et tels jeûnes superstitieux.

Le jour du dimanche, les Malgaches ne doivent se livrer à aucun travail manuel, ni laver du linge, ni vendre ni acheter quoi que ce soit.

Tous les Malgaches doivent se réunir le dimanche dans les églises ou dans les temples, pour la prière.

Tous les enfants doivent apprendre à lire.

Personne n'a le droit de tuer son semblable.

Il faut nécessairement garder l'unité et la stabilité dans le mariage. La polygamie et le divorce sont interdits. Le gouvernement jugera ceux qui se seront rendus coupables en cette matière.

Le vol, sous toutes ses formes, et toute tromperie dans le commerce seront sévèrement punis.

Aucun Malgache n'a le droit de fabriquer le rhum, d'en faire le commerce, ni même d'en boire.

Les blancs, de quelque religion qu'ils soient, peuvent louer ou bâtir des lieux de réunion pour la prière et pour les écoles. Ils n'ont

qu'à s'entendre avec le maître du terrain et à demander le sceau du gouvernement. »

Tous ces articles sont confirmés par des dispositions pénales, et l'État se réserve en outre de juger en dernier ressort le degré de culpabilité des délinquants.

Ces lois ne furent pas les dernières. Un code plus complet de trois cent cinq articles ayant trait d'abord à des mesures de police générale, et réglant ensuite les procédures par devant des tribunaux nouvellement établis, organisant les écoles obligatoires d'après un système perfectionné d'inscriptions et d'inspections gouvernementales, et proscrivant enfin de nouveau l'usage du rhum a été publié il y deux ans, le 29 mars 1881, au nom de la reine de Madagascar. Mais rien n'empêche que ce code ne soit bientôt modifié et considérablement augmenté. Le peuple n'en sera pas ému. Il comprend à merveille que toutes ces lois ne sont au fond qu'une machine de guerre derrière laquelle Rainilaiarivony d'une part et l'Angleterre protestante de l'autre sont embusqués de concert, afin de tirer tous les deux l'un contre les Malgaches des classes élevées, livrés par là sans contrôle à son autorité absolue ; l'autre contre la France catholique, sa rivale. D'où il suit qu'il n'y a en réalité que deux grandes lois à Madagascar ; la première est que Rainilaiarivony et sa famille doivent être les maîtres de faire ce qui leur plaît dans le pays. La seconde, que pour conserver cette autorité, il faut empêcher la France d'acquérir aucune influence sur le peuple, et pousser de plus en plus les Malgaches dans les bras de l'Angleterre protestante.

Un pareil jugement pourrait paraître exagéré à plusieurs de nos lecteurs amis de l'Angleterre, et ils seraient peut-être tentés de le rejeter comme une invention malveillante de notre propre esprit. Nous tenons donc à en prouver la vérité, et à montrer par les faits que la plupart de ces lois ne sont qu'un trompe-l'œil, ou une marque de civilisation et de légalité, destinée à couvrir d'abord les attaques du méthodisme anglais contre la France, et à dissimuler ensuite tant bien que mal les empiètements de l'autorité despotique de Rainilaiarivony sur l'ancienne constitution du pays.

Afin d'arriver plus facilement à notre but, distinguons dans le nouveau code malgache deux sortes de lois, celles qui ont trait à l'établissement du progrès matériel, et celles qui semblent n'avoir pour

but que la diffusion de l'instruction et la régularisation de la justice dans la société malgache.

Le P. Caussèque, dans sa brochure sur l'Église d'État, ayant déjà traité d'une manière complète la question de l'enseignement obligatoire, il nous suffira de reproduire ici cette partie de sa dissertation, afin d'établir d'une manière évidente qu'une telle loi cache manifestement une attaque dangereuse du protestantisme contre la France.

« Pour apprécier exactement la question des écoles à Madagascar, dit le P. Caussèque, il faut savoir, qu'ici toutes les écoles sont essentiellement *confessionnelles*. La raison en est bien simple : c'est que, dans cette île, les mêmes personnes cumulent les fonctions de ministre du culte et de maître d'école, etc...

Depuis la création de l'Église d'État à Madagascar, nous assistons à un spectacle qui ne nous étonne plus, mais qui paraîtra incroyable à tout Européen :

Le dimanche nous voyons passer sous notre enclos un Malgache habillé à l'européenne. Il va au temple, dont il est le *Mpitandrina* (Évêque). Là il prêche, il rompt le pain (le pain de manioc) à une foule recueillie. Aujourd'hui, c'est le ministre du culte.

Le lundi, ce même Malgache repasse encore, moins richement vêtu que la veille ; il va présider à la corvée, faire porter par le peuple des pierres, ou des briques, pour la reine : c'est l'officier civil.

Le mardi, voici un militaire, d'un grade indéfinissable : car il a chapeau-claque, avec pantalon à bandes d'or, etc...

Vous croyez que c'est un autre personnage que celui de la veille : détrompez-vous. C'est aujourd'hui le jour de revue pour l'armée malgache : le prêcheur et ministre de la Cène de dimanche dernier, devenu officier civil le lundi, est aujourd'hui officier militaire, et il *a treize honneurs*.

Est-ce tout ? Non. Suivez ce même 13me honneur le mercredi : il va à son temple ; mais aujourd'hui le temple n'est plus qu'une école ; les élèves, garçons et filles, y sont réunis de gré ou de force. C'est lui qui a choisi le maître, c'est lui qui donne les livres, où cette jeunesse doit apprendre à lire et à penser selon la secte. Il examine ; au besoin il enseignera lui-même. L'officier militaire est donc pédagogue.

Inutile de dire qu'il pourrait être aussi éditeur, et même impri-

meur ; car l'Église d'État n'emploie dans ses temples et dans ses écoles d'autres livres, que ceux qui ont été composés par ses agents et qui sortent de ses imprimeries.

Il suit de là que, dans l'Église d'État à Madagascar, le temple et l'école ne font qu'un. De fait, la plupart des temples de l'État servent aussi d'écoles.

Enfin, tout élève qui entre dans une école de l'église d'État est nécessairement protestant, de la secte des Indépendants ; il n'a pour maîtres que des ministres protestants, de la secte des Indépendants.

Voulez-vous avoir une idée des livres que l'Église d'État met entre les mains des élèves de ses écoles ? Je vous en donnerai un petit spécimen.

« Les Indépendants ont publié à plusieurs reprises une traduction d'un ouvrage anglais intitulé : Pilgrim's progress. Dernièrement encore, paraissait une nouvelle édition de cette traduction enrichie de gravures, avec une chaude recommandation imprimée dans le journal de la secte en ces termes : « Voici un livre qui mérite d'être lu par tous les chrétiens... Notre avis, à nous missionnaires, c'est que chaque Malgache doit lire ce livre... »

Or, dans ce livre si vanté, il y a une image représentant le Pape, enchaîné comme une bête féroce, dans un antre, d'où il montre vainement les dents aux passants ; et la légende dit que cette bête féroce, aujourd'hui impuissante, fit jadis des carnages épouvantables ; que les chairs de ses victimes coupées par lambeaux, et les ossements des personnes qu'elle immola, remplissent toute une vallée ! ! !

Bon gré mal gré, tous les élèves, qui mettent le pied dans les écoles de l'Église d'État à Madagascar, devront boire à de pareilles sources ; ils n'apprendront du Pape qu'une chose : c'est que le Pape est la bête la plus cruelle et la plus exécrable qui ait jamais paru sur la terre !

C'est ainsi que les Indépendants cherchent à inculquer à tous les Malgaches l'horreur de la religion catholique.

La question des écoles à Madagascar n'est donc pas une question purement civile : c'est surtout et avant tout, une question religieuse.

Attenter à la liberté des écoles, c'est violer la liberté de religion

garantie par les traités. Or, qu'ont fait les Indépendants dans la question des écoles ? Quel rôle ont-ils joué dans la campagne organisée depuis plus de trois ans, pour enrôler toute la jeunesse de Madagascar dans le protestantisme, et lui ôter tout moyen de jamais en sortir ? Et dans la persécution qui a été la suite d'une pareille campagne, quelle responsabilité pèse sur les Indépendants ? C'est ce que nous allons voir.

Et d'abord, voici un fait capital. Les indépendants ont demandé formellement au gouvernement malgache l'*instruction obligatoire*. Nous savions déjà de source certaine que cette démarche avait été faite ; M. L. Street est venu confirmer le fait, en ces termes :

« Il y a plus d'un an, dit-il, c'est-à-dire en 1876, il fut proposé dans un conseil de MM. les Indépendants de demander au gouvernement l'*instruction obligatoire*. Elle fut demandée, et depuis les choses sont allées de mal en pis. »

Écoutons, sur ce même point, le rapport officiel de la secte des Indépendants, publié en 1877 :

« Le gouvernement, y est-il dit, a montré beaucoup de zèle pour seconder l'instruction élémentaire, en plusieurs manières que voici :

(*a*) « En promulguant partout des ordres pour que tous les enfants libres fussent envoyés aux écoles.

(*b*) « En envoyant de temps en temps des messagers pour répéter ces ordres, en certaines circonstances.

(*c*) « En exemptant plusieurs maîtres de toute corvée.

(*d*) « *En défendant de retirer des élèves, si ce n'est pour des motifs suffisants.* »

Il est donc prouvé par ce que nous venons de rapporter : 1° que les Indépendants ont demandé au gouvernement l'instruction obligatoire et que cette demande a été accordée.

2° Qu'ils constatent eux-mêmes avec satisfaction ce résultat, et louent le zèle du gouvernement d'avoir secondé l'instruction élémentaire, *en défendant de retirer les élèves des écoles sans motifs suffisants*. C'est là une partie de la mesure qu'ils ont sollicitée.

Nous avons assisté au conseil : voyons maintenant les actes.

Quelques jours après que les Indépendants avaient sollicité et ob-

tenu du gouvernement malgache l'*instruction obligatoire* avec les clauses annexées, le premier ministre descendait solennellement dans le champ de manœuvre de l'armée malgache. C'était le 6 juin 1876 ; là, en présence de tous les soldats réunis pour la revue, Rainilaiarivony lut une brochure contenant plusieurs décrets de la reine.

Entre autres décrets royaux, se trouvait celui-ci :

« Et vous *Mpitandrina* (évêques) et maîtres, inscrivez les élèves des écoles dans chaque village ; distinguez les élèves zélés de ceux qui ne le sont pas. Et ceux qui se disent élèves, et qui cependant n'étudient pas, inscrivez-les aussi. Et surtout, ceux qui ayant appris qu'on inscrit les élèves présentent leurs enfants pour l'école, inscrivez-les aussi, mais à part. Que si vos listes ne sont pas rédigées de cette manière, et que vous alliez inscrire comme zélé celui qui ne l'est pas, ou comme vétérans les nouveaux venus, je vous regarderai comme coupables et dignes de châtiment. Ainsi distinguez bien chaque catégorie ; car moi leur souveraine, je verrai ce que je dois leur faire. »

« Dans cette même brochure, il y avait aussi des avis écrits au nom du premier ministre et qui ont été lus après les décrets de la reine.

Voici les avis lus par Son Excellence, au sujet des écoles :

« La reine aime l'instruction et la prière..... étudiez donc avec ardeur et soyez bien zélés.....

« Et vous, pères et mères, voici que vos enfants étudient..... ne dites pas que ce sont là des jeux d'enfants... Ainsi donc, soyez tous sages. »

En réalité, cela signifiait : La reine ordonne que tous ses sujets étudient ; que tous les enfants aillent à l'école, que tous soient inscrits par les *mpitandrina*, et, par conséquent, dans les écoles de l'État ; que personne n'ose sortir de l'école d'État pour passer à une autre : soyez tous sages ! attention et gare à vous !

Et, en effet, c'est ainsi que les paroles de la reine et du premier ministre ont été interprétées pratiquement par les agents de l'Église

d'État, et c'est cette interprétation qui, depuis quatre ans, excite des luttes continuelles et parfois des persécutions sanglantes.

Dans notre simplicité, nous avons pu croire un instant que cette inscription d'élèves n'était qu'une mesure administrative pour établir exactement la statistique des élèves des différentes écoles. Nous avons donc rédigé les listes de nos élèves présents à l'école en juin 1876. Ces listes ont été envoyées fidèlement au palais.

Qu'ont fait, de leur côté, les Indépendants et leurs élèves, agents de l'Église d'État? Comment ont-ils dressé les listes de leurs écoles? Nous l'ignorons; mais voici ce que nous ne savons que trop :

En général, ces listes sont censées contenir les noms de presque tous les enfants. De plus, ces prétendues listes, qu'il a été impossible de contrôler et de consulter, nous ont toujours été opposées comme un fait accompli, et une barrière infranchissable. En les discutant, nous avons pu constater que des masses d'enfants avaient été inscrits, à l'insu de leurs parents. Parmi les élèves, ainsi enrôlés, il n'y a aucune distinction de sexe ou d'âge. On y trouve l'enfant à la mamelle et le vieillard à cheveux blancs.

Dans certains endroits, comme chez les Betsileos, on a donné à ces listes un effet rétroactif : des élèves qui étaient chez les catholiques depuis plusieurs années se sont trouvés inscrits sur les listes des Indépendants, et ont été réclamés à outrance par ces derniers, en qualités d'élèves *inscrits chez eux jadis!*

En vertu de ces listes mystérieuses, les agents de l'Église d'État, soit européens, soit malgaches, disent aux parents : Vos enfants sont inscrits sur la liste de notre école; la liste est au palais, sous les yeux de la reine; nous ne permettrons pas qu'ils quittent notre école; s'ils vont ailleurs, nous irons les reprendre.

Cet enrôlement en masse de toute la jeunesse malgache dans le protestantisme, sous prétexte d'instruction, n'a pas eu partout les mêmes résultats. Ici les victimes se contentent de gémir et de dire : Quel malheur que mon fils aîné soit inscrit dans telle école des Indépendants! Il n'y apprend rien. Le cadet, bien plus jeune, et à peine entré dans l'école des Frères, en sait déjà plus que l'aîné, après deux ans d'école. Mais qu'y faire! *il est inscrit :* il ne peut plus quitter. Ailleurs les victimes s'agitent et protestent contre la tyrannie religieuse. On lutte : le sang coule. Citons quelques faits :

Pour la province d'Imerina, Ambohibeloma peut servir de spécimen en ce genre de conflits.

A l'ouest de Tananarivo, et à 10 ou 12 lieues de cette capitale, s'élève le bourg d'Ambohibeloma, que l'on dit être une des douze anciennes villes d'Imerina. En 1877, deux indépendants anglais y étaient fixés comme chefs de prière et maîtres d'école. Grâce à un des Malgaches les plus influents de ce district, dont ils payaient grassement le concours, et surtout grâce à l'appui du gouvernement, leur école voyait affluer les élèves de plusieurs lieues à la ronde. Grands et petits subissaient le joug de ces maîtres qui, sous prétexte d'instruction et au nom de la reine, les tyrannisaient impitoyablement.

Depuis longtemps, les villages d'alentour avaient été évangélisés par le prêtre catholique. Seul Ambohibeloma lui restait fermé. C'était une citadelle inexpugnable, contre laquelle venait se briser toute la force des traités. Enfin, quelques habitants d'Ambohibeloma, pressés par la grâce, s'enhardirent : le prêtre catholique est appelé. La case malgache, qui lui a été offerte, quelle case! voit bientôt accourir une foule nombreuse. Vingt personnes suffisent pour la remplir.

Catéchismes, chants, lecture, pour une douzaine de petits enfants, tout cela commence à fonctionner dès les premiers jours. C'était bien modeste ; y avait-il de quoi exciter la jalousie des protestants de l'endroit? Et cependant un matin, tandis que les quelques élèves étudient sous la direction du Père missionnaire, survient M. Pickersgill, Anglais indépendant ; son maître d'école malgache le suit, armé d'un bâton. Ce dernier entre dans la case du Père, et somme les élèves de sortir; car, dit-il, *vous êtes inscrits* dans mon école. Et comme les élèves ne bougent pas, il en saisit un par le bras, et il allait le frapper lorsque le prêtre intervient et arrête le coup.

Pendant cette scène, l'Indépendant Pickersgill se tenait à califourchon sur la fenêtre, encourageant son maître d'école et insultant le prêtre.

Je ne dirai pas le reste de la scène, ni les insultes de l'Indépendant et de ce maître d'école à l'adresse du Père, dans sa propre résidence, ni les batailles sanglantes qui suivirent cette scène en dehors de la case : l'affaire fut porté à Tananarivo, au ministre des affaires étrangères.

Celui-ci fit appeler chez lui le missionnaire catholique pour arran-

ger le procès à l'amiable. Les deux Anglais d'Ambohibeloma étaient là avec le maître d'école incriminé. Que signifiait leur présence, sinon que c'était leur cause qu'ils venaient plaider? Les quelques paroles qu'ils prononcèrent dans cette occasion nous prouvèrent qu'ils comptaient sur l'appui du gouvernement, pour empêcher le prêtre catholique d'avoir à Ambohibeloma un seul élève à son école. Et c'est ce qui est arrivé...

A quelques jours de là, le ministre des affaires étrangères promit de nous donner une sorte de satisfaction, en faisant publier dans Ambohibeloma l'article 3 du traité français, où est stipulée la liberté religieuse.

« Au jour marqué, arrivent dans ce village des envoyés de la reine; tout le peuple est convoqué pour entendre le message royal. Mais, au lieu des paroles promises, voici les paroles officielles portées en cette occasion:

« Quant aux élèves des écoles, *chacun reste où il est, et chacun enseigne les siens.* »

« Là-dessus, le maître d'école incriminé remercie les envoyés et interprète ainsi cette parole de la reine: « Puisque la reine dit que chaque élève doit rester où il est, *et qu'il ne peut pas changer d'école*, c'est bien: la liste de nos élèves est au palais, et sous les yeux de la reine; il faut s'en tenir là.

A ces mots : *les élèves ne peuvent pas changer d'école*, le peuple s'est récrié : à plusieurs reprises les envoyés ont été priés de dire si c'était bien là le sens du message; mais ceux-ci, au lieu de répondre, se sont contentés de réciter le texte à trois reprises. Les faits ont prouvé que notre ennemi avait donné le vrai sens.

Les deux Anglais étaient là, présents au *Kabary* (assemblée); et quand le prêtre catholique a pris la parole selon l'usage, l'un des deux Anglais, le nommé Pickersgill, l'a interrompu, et les envoyés de la reine n'ont pas osé le rappeler à l'ordre. Bien plus, sous son inspiration, ils ont signifié à tout le peuple *l'ordre de se disperser immédiatement*; chose inouïe dans de pareilles circonstances.

Qu'est-il arrivé à Ambohibeloma? tous les élèves du prêtre catholique ont dû rentrer à l'école des Indépendants.

De ce nombre était une fille de trois ans, déjà baptisée. L'unique prétexte, c'est que cette enfant était inscrite sur la liste fatale.

Cet état de choses dure depuis cinq ans.

Le dimanche, il y a dans la réunion catholique de grandes personnes, par centaines. Mais où sont les enfants? A l'école des Indépendants, parce qu'ils *sont inscrits* et *ne peuvent plus changer d'école*, pas même le dimanche, tant est grande la force de cette *liste mystérieuse!* Les pères et mères peuvent être catholiques, mais leurs enfants sont condamnés à être protestants.

En 1880, à l'occasion des versements d'argent au trésor royal, qui amenèrent toute la population des environs à Tananarivo, les habitants d'Ambohibeloma songeaient à faire à la reine une supplique ainsi conçue : « Madame, vous savez que l'on ne sépare pas ce que Dieu a uni : au marché la vache n'est pas séparée de la génisse qu'elle a mise au monde, l'esclave devenue mère est vendue avec son enfant. Pour nous, pères et mères d'Ambohibeloma, le bon Dieu nous a donné des enfants; et cependant, quand nous allons à l'église, nous sommes seuls; pas un enfant ne nous suit. C'est comme si nous avions été tous frappés de stérilité. Nous vous en supplions, ne permettez pas que les pères et les mères soient traités plus sévèrement que les esclaves et les animaux vendus au marché; daignez nous accorder la grâce d'aller à l'église avec nos enfants prier le Dieu qui nous les a donnés. »

Pourquoi ce projet de supplique n'est-il pas arrivé aux oreilles de Sa Majesté? C'est qu'un mot venu d'en haut a fait entendre que cette humble requête pourrait exciter un nouvel orage plus terrible que les précédents.

Et les pères et mères d'Ambohibeloma continuent d'aller seuls à l'église catholique le dimanche; l'on n'a pu encore arracher un seul de leurs enfants à la griffe du protestantisme. »

Mais c'est surtout dans la province des Betsileos qu'on a vu les Indépendants à l'œuvre, et leurs lois contre nos écoles porter l'horrible fruit de la persécution sanglante. En voici des témoignages incontestables. Nous les empruntons soit au P. Lacombe, Supérieur de la Mission de Fianarantsoa, soit surtout au rapport adressé par le P. Cazet, Préfet apostolique de Madagascar au Rev. Père Provincial de Toulouse le 20 août 1879.

« De quoi pourrais-je vous parler, écrivait d'abord le P. Lacombe à

ses parents au mois de mars 1879, si ce n'est de ce dont mon cœur est plein, trop plein même : l'amertume qu'y a laissée la persécution dont nos œuvres ont été et sont encore l'objet.

L'hérésie furieuse de voir nos progrès aller toujours croissant, et le nombre de nos élèves et adhérents se multiplier sur tous les points de notre Mission du Sud, jura de nous arrêter à tout prix. Les prédicants anglais organisèrent donc dans l'ombre, en dignes suppôts de Satan, une campagne contre nos élèves, laquelle, si Dieu ne nous eût visiblement protégés, aurait anéanti à peu près notre œuvre. Assurés, sinon de l'appui ostensible, du moins du concours indirect et secret des autorités du pays, ils commencèrent la lutte, et voici comment ils s'y prirent.

Un jour, ils annoncèrent publiquement dans leurs temples qu'ils avaient l'autorisation du premier ministre de reprendre, de gré ou de force, tous les élèves qui avaient été inscrits chez eux. C'était aller directement contre la liberté d'enseignement publiée par la reine de Madagascar, et formellement stipulée dans le traité avec la France. Mais peu leur importait ; les protestants confisquent la liberté à leur profit, soit ici à Fianarantsoa, soit dans nos postes environnants. Nos écoles étaient pleines d'élèves qui avaient abandonné les leurs depuis plus ou moins longtemps. Qu'ont-ils fait pour les ravoir? Ils ont choisi, parmi leurs adeptes, un certain nombre de gros gaillards, et après leur avoir promis une belle paye, tant par tête, ils les ont lancés à la recherche et à la poursuite de ce qu'ils appelaient les réfractaires. Nous apprenons donc tout à coup que nos élèves, garçons et filles, sont arrêtés sur toutes les routes, qu'on va même les saisir dans leur maison pour les amener de force dans les écoles protestantes ; que s'ils refusent ou résistent, on les attache comme des coupables, on les frappe, on les insulte et on les maltraite, et cela sans que personne ose prendre leur défense. Bien plus, ces exécuteurs des hautes œuvres de la secte se disent munis d'ordres formels du gouverneur. « Tu as été élève autrefois chez les Anglais, disent-ils au jeune homme ou à la jeune fille qu'ils ont pu joindre, ton nom est encore dans leur cahier ; nous venons te signifier, au nom de Ragalona, gouverneur, et de toutes les autorités du pays, que tu dois retourner à l'école des Anglais, et que tu encourras les châtiments les plus terribles, toi et ta famille, si tu n'obéis pas immédiatement. » Que feront en effet un

grand nombre de Betsileos, en entendant retentir à leurs oreilles le nom du gouverneur et de tous ceux qui peuvent, du jour au lendemain, sur un seul mot de leur bouche, faire mettre aux fers n'importe qui il leur plaira? Ils se rendront à merci, et c'est ce qui a lieu dès le début de la persécution.

Mais, comme vous le pensez bien, je ne tardai pas à être informé de tout ce qui se passait. Alors j'écrivis immédiatement au gouverneur de la province pour lui demander des explications sur cette violation de nos droits. Or, je vous dirai qu'en fait de rouerie, d'astuce, de fourberies, nos Hovas peuvent marcher au premier rang. Le gouverneur me fit donc répondre, en son nom et au nom de son conseil, une lettre assez insignifiante; il me demandait cependant les noms de ceux qui avaient arrêté nos élèves. J'écrivis une seconde fois pour donner les noms demandés et ajouter de nouveaux faits, car les persécuteurs allaient de l'avant. On me fit attendre une réponse qui ne vint que plusieurs jours après, et dans laquelle on me disait : « Nous avons fait comparaître tous ceux que vous avez désignés; nous leur avons demandé : « Est-il vrai que vous ayez arrêté des élèves des Français, que vous les ayez frappés, attachés, etc.? » Ils nous ont répondu : *Non*. Suivait la formule malgache qui correspond à notre : J'ai l'honneur d'être, etc...

Le lendemain ou deux jours après, quelqu'un arrive du marché tout essoufflé et me dit : « Mon père, on arrête en ce moment un de vos élèves; six élèves des Anglais l'ont saisi et s'apprêtent à le conduire chez eux. » La place du marché est contiguë à notre emplacement. Mon cœur se souleva à la pensée qu'on avait assez d'audace pour nous ravir nos élèves jusqu'à notre porte; je sors immédiatement pour aller le délivrer. En effet, je vois un rassemblement, j'y cours, je trouve un de nos élèves qui résistait timidement à ceux qu'il savait évidemment n'avoir aucune mission du gouverneur, puisqu'ils étaient élèves comme lui. Dès qu'on me vit arriver, on me fit place; je dis alors à mon jeune homme : « Viens, suis-moi. » Les tapageurs voulurent s'y opposer, mais sur un signe très significatif que je leur fis, ils n'osèrent faire résistance, et je ramenai le jeune Betsileo, qui leur échappa cette fois. Rentré chez moi, je pris ma canne et mon chapeau et je gravis la pente rapide qui conduit, comme vous diriez, à la Citadelle, résidence du gouverneur. Là on me dit que celui-ci a

réuni tout son conseil et qu'il faut que j'attende; je réponds que je n'ai pas le temps d'attendre, mais que j'ai à lui parler, sur l'heure même, d'une affaire très grave. Le gouverneur prévenu me reçut immédiatement dans son salon, où je lui racontai, encore tout ému, tout ce qui venait de se passer. Puis j'ajoutai : « Il ne s'agit pas de venir me dire encore que vous appellerez les coupables, que vous les interrogerez, pour me répondre ensuite, comme vous l'avez déjà fait, qu'ils nient tout ce dont je les accuse. Ce que je veux pour le moment, c'est que vous me donniez deux officiers de votre suite qui m'accompagnent sur la place du Marché, pour y déclarer solennelle ment, en votre nom, qu'on doit cesser toute persécution, toute violence, toute vexation contre nos élèves; et si vous ne faites pas cela, vous violez le traité que la France a solennellement contracté avec Madagascar. » Le vieux Ragalona, avec lequel j'ai toujours tâché d'être en bons termes, fut tout stupéfait de mon ton et de mes allures; il devint pâle, tout tremblant. « Je vais examiner cette affaire, me dit-il. — Oh! il n'y a rien à examiner ici, repris-je vivement; c'est clair, et je ne bougerai pas de cette place que vous ne m'ayez donné les deux officiers qui m'accompagneront pour porter votre parole. » Le bonhomme cherche encore quelques échappatoires, mais comme je restais inflexible, il songea à s'exécuter. Il manda donc deux officiers, ses aides de camp, et il leur ordonna de me suivre jusque sur la place pour y porter cette parole, à savoir : « Que personne ne se permette d'arrêter ou de vexer les élèves des Français. » Sur ce, je partis avec mes deux ordonnances, et je les conduisis vers l'endroit où étaient encore les six gros gaillards auxquels j'avais eu affaire tantôt. Rien ne fut changé au texte convenu.

En tout pays un peu organisé, quand l'autorité a parlé, on obéit ; mais ici le protestantisme, qui prêche le libre examen de la parole de Dieu, permet, à plus forte raison, le libre examen de la parole des rois et des gouverneurs. Voici donc ce que me répondirent mes individus : « Celui que nous avons voulu arrêter a été inscrit sur les registres protestants ; il n'avait pas le droit de quitter notre école, c'est pour cela que nous avons droit sur lui ; car, quoi qu'il en dise, il n'est pas l'élève des Français. » Nos deux officiers, qui savaient quel vent soufflait, n'insistèrent pas ; ils avaient rempli leur mission tant bien que mal ; c'était assez pour eux et pour celui qui les envoyait. Quant

à moi, je vis qu'il n'y avait rien de bon à espérer, et je ne me trompais pas. En effet, la chasse à nos élèves continua avec plus de rage que jamais. Plusieurs d'entre eux, qui étaient arrivés des campagnes environnantes, restaient chez nous nuit et jour, sans oser faire un pas en dehors de l'emplacement, car ils étaient attendus par des individus qui les épiaient pour se saisir d'eux.

Il est bon de vous faire observer ici que les protestants n'avaient en vue, pour le moment, que nos élèves betsileos; c'étaient donc ceux-là seulement qui étaient traqués et poursuivis. Quant à nos élèves hovas, ils étaient tranquilles; mais ils ne tardèrent pas à prendre part à la lutte, pour secourir leurs camarades betsileos. Alors les affaires menacèrent de prendre une tournure tragique, parce que deux camps se trouvèrent en face, et, la colère suppléant au nombre et à la force, nos enfants grands et petits résolurent d'aller à la rencontre de ceux qui s'étaient déclarés nos ennemis et par conséquent les leurs. Un dimanche soir, au sortir de l'église, nous voyons arriver, tout couverts de sueur, deux ou trois élèves d'un village qui est à cinq heures d'ici. Eux avaient pu s'échapper des mains des élèves protestants; mais plusieurs de leurs compagnons étaient encore entre leurs mains, et on les conduisait à une école de la secte qui devait leur servir de prison. A ce récit, nos jeunes Hovas n'y tiennent plus; ils courent au chantier, s'arment de bâtons et partent à la rencontre des protestants. Ceux-ci comprirent qu'ils n' avaient qu'à céder; ils livrèrent leurs prisonniers, un seul excepté qui était un peu en arrière avec une autre bande. On ne le vit pas d'abord et l'on rentra satisfait d'une victoire sans combat. Mais bientôt on s'aperçut de l'erreur, et plusieurs crièrent : « Il y en a encore un; allons le délivrer. » J'eus toutes les peines du monde à faire rentrer nos jeunes gens déjà sortis de l'emplacement et courant vers la place où ils disaient que les ravisseurs se trouvaient. A ce moment, toute la ville était en émoi, parce que le bruit que nos élèves se battaient avec les élèves anglais avait rapidement circulé partout. Les pères et mères de famille accouraient, demandant leurs enfants et me suppliant de ne pas les laisser battre. Ce fut une terrible après-midi.

Le lendemain matin, pendant que je faisais le catéchisme dans l'église à des personnes que je préparais au baptême, j'entendis un grand tumulte aux alentours : bientôt m'arrive un envoyé du Père chargé des

enfants, qui me prie de sortir immédiatement. Je trouve un grand gaillard de ma taille, élève des Anglais et des plus enragés à la poursuite de nos élèves : nos jeunes gens l'avaient saisi et entraîné de force dans l'emplacement, en lui disant : « Nous te lâcherons quand on lâchera nos camarades que vous retenez chez vous. » Le pauvre homme faisait triste mine, car il sentait que sa position était critique, et il ne prévoyait pas trop comment cela finirait. D'un autre côté, toute la ville s'attroupait autour de notre emplacement, et il y avait à redouter un véritable assaut de la part des protestants.

J'adressai quelques reproches à nos élèves, en leur disant que les catholiques, vrais imitateurs de Jésus-Christ, ne se vengeaient pas, et je mis dehors le prisonnier qui, par reconnaissance du service que je lui avais rendu, alla dire partout que je lui avais volé son argent. J'ai failli être traduit en justice à ce sujet, mais j'ai eu la mauvaise chance de voir ce coup manquer ; ce n'a pas été la faute du ministre anglais Baron qui a poussé autant qu'il a pu le gouverneur à me traiter de voleur ; je tiens ceci du deuxième commandant, qui est un peu notre ami, et qui me fit appeler chez lui pour me communiquer la chose et me demander quelques explications.

A dater de ce jour, notre situation devint de plus en plus délicate. Nos élèves exaspérés voulaient aller se battre, et nous avions besoin d'exercer une grande surveillance pour les empêcher de sortir ; car quoi qu'il en fût advenu, qu'ils fussent vainqueurs ou vaincus, c'est à eux et à nous que l'on aurait imputé tout malheur qui serait arrivé.

Mais pendant que les choses se passaient ainsi à Fianarantsoa, nos élèves des campagnes voisines avaient aussi leurs épreuves. Des espèces de brutes à figure humaine, que les Anglais ont décorés du titre de *collégiens* et d'*évangélistes*, couraient partout, une trique à la main, pour s'emparer de nos élèves. Ils se sont conduits en vrais loups : un jeune homme qui a refusé, avec un courage et une persévérance admirables, de les suivre, a été roué de coups et laissé sans connaissance pendant une nuit entière dans une école protestante où on l'avait traîné. Une jeune femme enceinte, a fait une fausse couche, par suite des mauvais traitements dont elle a été l'objet, et, tout dernièrement, un héros de cette bande infernale, un évangéliste, s'en est vanté en menaçant un de nos élèves. « Tout nous est permis envers vous, » lui a-t-il dit ; et il lui a cité le fait que je viens

de rapporter comme preuve de l'impunité dont ils étaient assurés.

L'héroïsme n'est pas une vertu vulgaire, vous le savez ; donc, beaucoup de nos élèves n'ont pas eu le courage de tenir tête à une persécution pareille. Mais je dois dire aussi, et je le fais avec un sentiment de reconnaissance pour Dieu, que nous ne nous serions pas attendus à voir tant de courage dans nos jeunes Betsileos. La bonne moitié a tenu tête à l'orage ; très peu cependant ont échappé aux coups ; mais, saisis aujourd'hui, ils s'échappaient le lendemain pour revenir vers nous, portant les traces des mauvais traitements dont ils avaient été l'objet. Que le divin Maître récompense ces généreux enfants de Madagascar, en leur donnant de le connaître, de l'aimer et de le servir fidèlement jusqu'à la fin de leurs jours ! »

« Tel était, continue le Rév. P. Cazet, l'état des choses à Fianarantsoa dans la soirée du 26 août. Je m'empressai de demander une audience au gouverneur pour le lendemain à 4 heures. Il me répondit avec beaucoup de courtoisie ; et non content de m'accorder l'audience demandée, il m'invitait, moi et les autres Pères, à dîner au palais. Les circonstances ne me permettaient pas d'accepter cet honneur ; nous avions trop de plaintes à faire, et je lui fis agréer mes excuses.

A l'heure fixée je monte au palais, accompagné du P. Lacombe et du P. Jean. Nous trouvons réunis dans la grande salle du conseil le gouverneur et toutes les autorités civiles et militaires. Après les compliments d'usage, le P. Lacombe résume avec énergie les faits de persécution qui venaient d'avoir lieu, et demande au gouverneur ce qu'il prétend faire. Le gouverneur répond en peu de mots qu'il a toujours protégé les catholiques aussi bien que les protestants, mais il ne précise rien. Je prends la parole ensuite, à peu près en ces termes : « Quand je suis arrivé ici allant à Mananjary, il y a un mois, j'ai trouvé les élèves hovas et betsileos tranquilles dans leurs classes ; les parents et les missionnaires étaient contents, et dans la visite que je vous fis alors, je vous ai adressé mes remerciements. Mais la situation a bien changé ! et hier, à mon retour de Mananjary, j'ai eu le cœur brisé, en apprenant les mauvais traitements qu'on a fait subir à plusieurs de nos élèves. Les élèves des Anglais, plus nombreux et plus forts, arrêtent les élèves catholiques, les frappent, les enchaînent et les mènent de force dans les écoles protestantes. Aux plaintes que le

P. Lacombe vous a adressées, vous avez répondu : « Cela ne nous regarde pas ; c'est l'affaire des Anglais et des Français ; recourez à votre consul. » Étrange réponse que celle-là, laissez-moi vous le dire franchement. Et d'abord, dans tout pays civilisé, quels sont ceux qui ont le droit de faire arrêter, d'enchaîner, de juger, de frapper les indigènes, s'ils sont coupables ? Il n'y a évidemment que ceux qui l'ont reçu du Souverain, et vous, cependant, vous dites : « Ce sont les Anglais qui font faire cela ! adressez-vous à eux ! » Mais ne sont-ce pas les Malgaches qui frappent d'autres Malgaches ? A qui auront recours les victimes, si ce n'est à vous, et à vous seuls, qui avez en main l'autorité de la reine ? Si vous persistez à dire que c'est l'affaire des Anglais, je dois naturellement en conclure que les Anglais sont maîtres du pays.

En second lieu, si c'est là une affaire entre les Français et les Anglais, pourquoi Ratovo, l'officier que voilà, a-t-il mandé nos élèves chez lui pour leur faire de terribles menaces, s'ils ne revenaient pas chez les protestants ? Est-ce que par hasard Ratovo n'est pas Malgache ? Enfin, que devient l'article 3 du traité qui garantit la liberté d'enseignement et qui promet aux Français aide et protection de la part de la reine et de ses représentants ? Aussi il m'est impossible de vous dissimuler la peine que j'éprouve. — « Ne soyez pas triste, répond le gouverneur ; nous aimons les Français autant que les Anglais ; vous êtes tous nos parents, etc. » Puis il fait signe à Rainivelo, jeune officier, de parler. Celui-ci s'étend longuement sur l'éloge du gouverneur, sans dire un mot du sujet qui nous occupe. Je l'interromps en lui disant : « Tout ce que vous dites là, mon ami, n'a aucun rapport avec la question présente. Venons au fait de la persécution ! » Et tous de s'écrier : « Il n'y a pas de persécution ! — Quoi ! repris-je, on arrête, on enchaîne, on frappe par le seul motif qu'on étudie chez les catholiques, et ce n'est pas là persécuter ? — Non, non ! — Dites-moi donc, s'il vous plaît, ce que vous entendez par la persécution ? » Rainivelo reprend la parole, parle beaucoup pour ne rien dire. Je l'arrête souvent par cette question : « Qu'est-ce que la persécution ? » Je le ramène là à plusieurs reprises ; il ne sait que répondre et se tait. Un autre officier, nommé Rainitsara, vient à son secours, mais comme lui il se perd dans des digressions vagues, inutiles, et qui n'en finissent pas. Alors je regarde ma montre, et je

leur dis : « Messieurs, il se fait tard, je dois partir demain, et j'ai encore bien des affaires à régler. Un mot de vous peut terminer de suite notre discussion. Répondez-moi : Est-il permis aux élèves protestants d'arrêter, de frapper, d'enchaîner les élèves catholiques? Dites *oui* ou *non* ; si vous dites *non*, et que vous empêchiez cette persécution, nous sommes satisfaits, et l'affaire est finie. Si vous dites *oui*, nous sommes fixés ; je monte demain à Tananarivo, et je me plaindrai à la reine et au premier ministre. » J'adresse six fois la même question, et six fois mes interlocuteurs, tout en parlant beaucoup, évitent de donner une réponse claire et précise. Je me lève, et m'approchant du gouverneur : « C'est à vous que je m'adresse plus directement, lui dis-je, puisque c'est vous qui représentez ici la reine de Madagascar. Les élèves des Anglais peuvent-ils arrêter, frapper, enchaîner impunément les élèves catholiques ? Et, s'ils recommencent, les laisserez-vous faire ? » La réponse du vieux gouverneur n'est pas plus claire que celles de Rainivelo et de Rainitsara. « Puisque vous refusez de répondre, repris-je, j'ai l'honneur de vous saluer. » Et je me dirige vers la porte, suivi du P. Lacombe. Le gouverneur s'approche de lui, et lui dit : « Que le Père mette ces questions par écrit, et nous y répondrons. »

Il était facile de me rendre à ce désir. Aussi, à peine étais-je rentré à la résidence, que je fis la lettre demandée. Celle qu'ils m'écrivirent le soir même, et que je traduis littéralement, vous fera connaître les questions et les réponses qui y furent faites.

« Nous avons reçu, disaient-ils, votre lettre où vous nous demandez: Y a-t-il eu, *oui* ou *non*, des élèves catholiques frappés par les élèves protestants ? — Nous ne le savons pas. » Ils mentaient, car plusieurs d'entre eux avaient été témoins.

« Vous nous demandez ensuite: Est-il permis *oui* ou *non*, aux élèves des Anglais de frapper les élèves catholiques ? — Voici ce que nous répondons : Il n'est pas d'usage dans notre pays de frapper injustement. Et quant à ce qui se fait dans les écoles, vous autres Anglais et Français, vous savez s'il est permis ou non de frapper les élèves.

« Vous ajoutez, en troisième lieu : Si les élèves protestants recommencent ce qu'ils ont fait, les laisserez-vous faire ? — Voici notre réponse : Faire aller les élèves dans les écoles soit chez vous catholiques, soit chez les protestants, c'est l'affaire des maîtres d'école.»

Dans cette réponse des autorités de Fianarantsoa, vous avez un modèle de la clarté et de la précision avec lesquelles on traite souvent les affaires à Madagascar. Parlez, écrivez, interrogez, et rarement vous aurez de suite une réponse satisfaisante. Quelquefois cependant, il échappe des aveux qui jettent une vive lumière sur le véritable état des choses. Jugez-en par la réponse suivante que fit un officier supérieur à une lettre où je lui exprimais, à mon départ, la peine profonde que la persécution me causait. Après m'avoir remercié de ma lettre, il ajoutait : « La raison pour laquelle nous ne pouvons pas nous opposer à ces mauvais traitements, c'est que c'est l'affaire des Anglais, et nous avons peur..... Vous vous plaindrez, dites-vous, à la reine et au premier ministre ; vous ferez bien, car eux seuls peuvent faire cesser ces désordres. C'est pourquoi ce sera très bien, si vous vous adressez à la reine et au premier ministre. »

C'est, en effet, ce que je fis aussitôt après mon retour à Tananarivo. Dans une lettre que j'écrivis au premier ministre, je résumai les faits qui venaient de se passer, et j'attirai surtout son attention sur l'attitude des Anglais, qui agissaient comme s'ils étaient les maîtres du pays, et je terminai par ces lignes : « Voici maintenant ce que je vous demande : Donnez immédiatement des ordres pour faire cesser cette persécution, et faites punir les coupables. Sans cela, ils recommenceront, et si les catholiques ne veulent pas se laisser enchaîner et frapper par les protestants, et qu'ils résistent à leurs ennemis, c'est la guerre civile. » Le premier ministre me fit répondre verbalement qu'il donnerait des ordres à ce sujet au gouverneur de Fianarana. Le fit-il ? J'ai lieu d'en douter, car la position resta la même.

A de nouvelles plaintes que je lui adressai au mois d'octobre, il répondit, entre autres choses : « Vous parlez de persécution ; sont-ce les *vazaha* (Européens) qui sont persécutés ou des Malgaches ? Si ce sont des *vazaha*, dites-moi leur nom ; si ce sont des Malgaches, c'est à eux seuls à m'avertir, et ils ne faut pas qu'ils viennent vous ennuyer pour me faire parvenir leurs plaintes par votre intermédiaire. » Par ces dernières paroles, le premier ministre ne dissimule pas la tendance du gouvernement, assez visible du reste, à empêcher les Malgaches de s'adresser à nous quand on les persécute. Quel but veut-on atteindre ? Ils savent généralement que les Malgaches abandonnés à eux-mêmes n'oseraient pas se plaindre, et ils espèrent que les actes

de violence restés toujours impunis, décourageront les catholiques, et qu'ainsi la méthodisme sera peu à peu la seule religion du pays. Je protestai donc contre une pareille tendance par une lettre dont voici les principales idées : « C'est nous qui sommes persécutés dans la personne de nos enfants, et c'est un devoir rigoureux pour nous de les protéger, en vous demandant de les laisser libres de fréquenter nos écoles et de punir ceux qui violent le traité. Vous voulez, dites-vous, que les Malgaches se plaignent directement à vous ! N'est-ce pas ce qu'ils ont fait plus d'une fois soit ici, soit à Fianarantsoa ? Et cependant la persécution dure encore. Dernièrement vous m'écrivez : « Vous savez qu'il y a liberté d'enseignement. » D'où vient donc que les officiers de Fianarana laissent les élèves des Anglais saisir nos élèves, les frapper et les amener de force chez les protestants ? Est-il vrai de dire que nous pouvons enseigner librement ? Et cette conduite des officiers de Fianarana n'est-elle pas en contradiction avec vos paroles et le traité ? Vos officiers voient tous ces désordres, mais ils n'osent s'y opposer, parce qu'ils craignent les Anglais ! Voilà, certes, qui m'étonne. Est-ce que les Anglais sont maîtres de la province des Betsileos ? »

Le premier ministre se contenta de me faire porter de bonnes paroles, mais voilà tout. Un seul mot de lui aurait suffi pour ramener le calme et la paix; ce mot, il ne le dit pas; aussi les actes de violence continuèrent comme par le passé ; ils prirent même un caractère de gravité qui est toujours allé croissant. Le P. Lacombe m'écrivait, le 29 mars :

« Les élèves des Anglais, excités par Ratovo et par le ministre anglais Cowen, viennent d'enchaîner et de frapper trois de nos enfants. L'un enseigne à Ambohitrandriana, et c'est là qu'on l'a enchaîné ; l'autre a été saisi et lié dans notre emplacement d'Yalaninandro, et l'entourage de la maison de notre maître d'école a été renversé; le troisième a été pris sur le grande route et frappé avec un gros bâton ; le sang a coulé en abondance. A cette nouvelle, le gouverneur a fait venir ce jeune homme au palais, où étaient réunis un grand nombre d'officiers. Il fut étonné de voir l'état de la victime et son lamba couvert de sang. Mais Ratovo se lève et, montrant le jeune homme : « Cet individu, dit-il, est inscrit chez les Anglais, « et il est passé chez les Français ; c'est ce qui le rend coupable, et

« s'il fait la mauvaise tête, il sera frappé de nouveau, dût-il expirer « sous les coups. » En entendant de pareilles menaces, les autres officiers se récrièrent tout d'une voix. Mais Ratovo reprit : « Il était « notre élève, il sera frappé, et quand même il aurait les membres « brisés et qu'il en mourrait, peu importe, etc. »

Aussitôt que j'eus reçu cette lettre, j'en envoyai copie à M. Campan, gérant du consulat, et à Rainimaharavo, ministre des affaires étrangères. Mes réclamations et celles de M. Campan n'obtinrent aucun résultat, et les persécuteurs allèrent de l'avant.

« Je ne sais quel vent souffle à Tananarivo, m'écrivait de nouveau le P. Lacombe le 7 avril; toujours est-il que celui qui souffle ici est loin de nous être favorable. Voici ce qui vient encore de nous arriver.

Le mardi matin, 1er avril, l'élève qu'on avait si violemment frappé quelques jours auparavant, et qui malgré cela nous était resté fidèle, se trouvait sur le seuil de notre porte. Il fut aperçu par les élèves anglais qui vinrent se saisir de lui à l'improviste, le tirèrent en bas et l'entraînèrent avec violence. Comme il cria au secours, nos élèves accoururent, et alors s'engagea une lutte furieuse. Le P. Vigroux vint me prévenir... Je prends ma canne et je cours sur le théâtre de la luttre ; on entraînait toujours Andrianaivo malgré la résistance de nos élèves. J'arrive à la course, et je crie aux élèves anglais, en levant ma canne sur leurs têtes : *Si vous ne le lâchez pas, je frappe !* Comme ils ne le lâchèrent pas je frappai fort modérément le plus enragé de la bande. C'en fut assez pour terminer le combat. Andrianaivo fut lâché, et nous rentrâmes.

Le soir du même jour, m'arrive le maître d'école d'Ambohitrandriana, et il me raconte que le maître d'école protestant est entré dans la chapelle où on fait la classe, a saisi un enfant qui l'avait quitté, a pris plusieurs syllabaires, les a mis en pièces en insultant notre religion, et en disant qu'il allait brûler la chapelle, ce qu'il n'a osé faire.

Plusieurs villages où nous avons une église et une école, et où tout le monde suit la religion catholique, sont forcés de fournir un certain nombre d'élèves à l'école protestante, dite école du gouvernement; et si nous protestons, on nous accuse d'arrêter la marche des affaires, et on fustige les parents. »

Quelques jours après, eut lieu encore à Fianarantsoa une scène

plus atroce que tout ce qui s'était passé jusqu'alors. Les détails en sont contenus dans une lettre qu'un Betsileo, Pierre Rainiaalahy, a écrite et portée lui-même au premier ministre. ayant eu le courage de faire dix jours de marche pour venir se plaindre à Tananarivo des cruels traitements à la suite desquels il a failli succomber. Voici les principaux passages de sa lettre, traduite littéralement du malgache.

« *Tananarivo, le 1er juillet 1879.*

« A SON EXCELLENCE RAINILAIARIVONY, PREMIER MINISTRE,

« Voici ce que j'ai à vous dire, Monsieur le premier ministre. Nous autres catholiques, nous agissons conformément aux paroles de la reine à Fianarantsoa, où elle a dit: « Chaque Malgache est libre d'embrasser la prière qu'il veut : car, d'après le traité que j'ai fait avec mes parents d'au delà de la mer, les Français, aussi bien que les Anglais peuvent librement instruire les Malgaches. Car je ne force pas mes sujets; je ne les contrains pas. » Confiants dans ces paroles de la reine, nous suivions en paix l'enseignement des Français, et chacun étudiait tranquillement soit chez les Anglais, soit chez les Français. L'année dernière, arriva Andrianaivoravelo. Il prêcha dans les temples protestants, au sud du Matsiatra ; et, d'après le bruit qui a couru, cet Andrianaivoravelo serait un célèbre prédicateur. Après le départ d'Andrianaivoravelo de Fianarantsoa, les douze chefs des écoles protestantes viennent enlever les élèves catholiques que j'ai sous ma direction. Je demande : « Pourquoi nous prenez-vous ainsi nos catholiques? » Ils répondent : « Tout élève déjà inscrit dans le registre fait du temps de Rainiseheno et du ministre anglais Richardson sera pris, parce que le gouvernement n'oblige pas d'étudier chez les catholiques. » Et moi je leur dis : « Si Andrianaivoravelo a porté un ordre de la reine, pourquoi le gouverneur Ragalona ne le proclame-t-il pas aux lieux accoutumés à Avaradrova et à Ambatolampy, afin que tous entendent qu'on n'obéit pas à la loi du royaume en étudiant chez les catholiques. » Et ils répondent ainsi : « Toi-même, qui es de nos élèves, nous te prendrons de force. — Oui, vous me prendrez, quand vous apporterez une parole

de la reine, mais autrement vous ne m'enlèverez pas. Je garde aussi mes élèves conformément à l'ordre de la reine. » De là les pauvres enfants étaient toujours ainsi tiraillés. Alors Ragalona nous fait monter au palais et nous adresse ces paroles : « Vous faites du désordre dans ce royaume, et moi qui suis votre père et votre mère, je vous avertis que vous n'avez aucune permission de faire du désordre. La reine vous a dit seulement d'étudier la sagesse. Vous, chefs des écoles catholiques, vous ne pouvez pas faire du désordre dans les écoles ; vous, les douze chefs des écoles protestantes, vous n'avez aucun droit de faire du désordre dans les écoles catholiques. Je vous en avertis. Que pareille chose ne se reproduise plus désormais. Car je traiterais selon la loi quiconque aurait l'audace de recommencer. »

Mais tout cela ne changea rien à l'état des affaires : les douze chefs protestants continuèrent encore à enlever de force nos élèves. Ceux qui faisaient quelque résistance étaient frappés jusqu'au sang : il y a eu même des femmes qui ont eu leur enfant mort dans leur sein, tant les coups étaient peu ménagés. Me rappelant les paroles que le gouverneur nous avait adressées, je suis de nouveau monté au palais porter plainte à Ragalona : « Vos paroles, lui dis-je, sont de nouveau changées ; il y en a parmi nos élèves qui ont eu leur enfant mort dans leur sein par suite des coups que leur ont donnés des élèves protestants. » Et voici comment Ragalona a reçu ces paroles : « Je vous ai déjà, m'a-t-il dit, donné des avertissements à vous autres, et maintenant vous venez encore vous plaindre en faveur de vos élèves catholiques ! Je ne puis trancher cette question, j'en référerai à la reine. » Je lui répondis ainsi : « Dans la dernière assemblée, vous avez dit que si quelqu'un des élèves des deux partis faisait encore du désordre, vous le traiteriez selon la loi ; or, voici que les élèves protestants ont fait du désordre : ils nous frappent jusqu'au sang ; et cependant ils ne sont pas traités selon la loi, mais vous, Ragalona, vous avez encore besoin d'en référer à la reine ? » Il me répondit : « Cette affaire n'est pas de ma compétence ; comme il y a une foule d'affaires chez les Français aussi bien que chez les Anglais, qui se font la guerre entre eux, j'attends une lettre de la reine. »

Cependant les protestants continuaient toujours à faire du désordre, et même ils commençaient à lui donner un caractère plus général. A l'exception des élèves que j'avais comme sous ma main, tous

les élèves des campagnes ont été enlevés par les protestants. Plus tard, Andrianaivo et Ratsiry ont voulu suivre les paroles de la reine; les protestants viennent les prendre de force ; je les en empêche, disant que ces deux élèves ne font que suivre les paroles de la reine, et par conséquent ils ne peuvent pas être ainsi enlevés. On se dispute, on en vient aux mains. Lorsque Ragalona eut connaissance de cela, il fit monter au palais tous les élèves, catholiques, indépendants et luthériens. C'était un samedi.

Le bruit court que les élèves protestants se saisiront des élèves catholiques, lorsque ceux-ci descendront du palais. Alarmés de ce bruit, nous allons trouver le P. Lacombe, et nous le prions d'écrire à Ragalona, de peur qu'on ne nous saisisse. Mais Ragalona répondit au Père que c'est le gouverneur lui-même, représentant de la reine, le père et la mère des Betsileos, qui nous appelle ; par conséquent ils ne doivent pas craindre un piège. Vers 11 heures, je monte au palais avec les enfants hovas et les deux frères Ratrimo, chefs de réunions catholiques.

Lorsque nous en descendîmes et que nous fûmes arrivés à Ampiadiana, un individu nommé Zafimalaza me saisit par le bras ; un autre, Rainivola, me prend à la gorge, puis Mahasivy me prend par la ceinture ; arrive le tour de Ramasirabazafy et d'Andriamanjakaony, qui me dépouillent de mon lamba et de ma chemise, enlèvent mon scapulaire et mon chapelet. Aussitôt Andriamahasagy avec tous ses compagnons m'assomment de coups de bâton, de coups de poing et de coups de pied ; on m'apporte évanoui à Ambalavao ; il était 3 heures du soir. J'ai commencé à donner signe de vie, lorsque j'ai entendu la voix de l'Anglais Baron, qui venait d'arriver. Il me demande de quelle école j'étais. « Autrefois, lui dis-je, j'étais élève de M. Richardson. Mais depuis la parole de la reine à Fianarantsoa, donnant toute liberté aux Malgaches d'étudier où ils veulent, je suis passé chez les catholiques ; il y a cinq ans de cela. J'ai fait le *hasina* à la reine pour être chef des élèves catholiques. » A ces paroles, Baron répondit : « Liez-lui les mains et les pieds, car il est notre élève. » Sur ces entrefaites, arrivent les officiers Andriamatoaralahy 10e honneur, et Ramanantsoa 10e honneur, et les juges Andrianaja et Raoditsara. Ils me font les questions suivantes : « Tes bras sont-ils cassés ? tes pieds sont-ils rompus ? tes yeux ont-ils été

crevés ? tes dents ont-elles été arrachées ? » Je répondis : « Non, mes bras ne sont pas cassés, mes yeux ne sont pas crevés, mes pieds ne sont pas rompus, mes dents ne sont pas arrachées, mais tout mon corps est livide et meurtri de coups. Mourrai-je aujourd'hui ? mourrai-je demain ? je n'en sais rien ; mais mon lamba et ma chemise ont disparu. » Dès que les officiers furent partis, on apporta une énorme corde longue de six brasses, pour me lier les mains et les pieds. J'ai voulu faire quelque résistance, disant que je n'étais pas coupable devant la loi du royaume pour être ainsi garrotté ; mais ils appelèrent leurs compagnons à leur secours ; ils se précipitèrent tous sur moi et me garrottèrent si fortement que je tombai évanoui : on me transporta dans la case d'Andrianaina ; de 5 heures du soir à 4 heures du matin, je restai sans connaissance. Quand je revins à moi, je me sentis la gorge et les reins tout enflés ; le sang, qui avait reflué dans mon cœur, montait vers ma bouche. A ce moment, j'ai cru que j'étais perdu ; j'ai demandé qu'on allât me chercher des remèdes chez le P. Lacombe. Aussitôt Philippe Kotovao, frère cadet de Bezanahary, François d'Assise et Kamisy coururent chez le Père. Quand j'eus bu le remède qu'ils m'apportèrent, je tombai évanoui ; était-ce l'effet du médicament ? je n'en sais rien. Mais mes ennemis en profitèrent pour dire du Père : « C'est un empoisonneur, et parce que nous avons repris un de nos élèves, il lui a donné du poison, car ce jeune homme semble sur le point de mourir. Nous voyons maintenant les œuvres des catholiques : ce sont des empoisonneurs, des idolâtres. »

Tel est le sujet de ma plainte. J'ai eu le bonheur de ne pas succomber, et je viens me présenter à vous, Monsieur le premier ministre. Je n'ai jamais troublé la paix du royaume ; j'ai fait le *hasina* à la reine pour être le chef des élèves catholiques. Je me suis conformé aux paroles que la reine a prononcées à Fianarantsoa ; et j'ai dit de compter sur moi, en présence de Ragalona et de Rainizafindandy, et des officiers et des juges. J'ai donné l'assurance que je m'acquitterais bien de ma charge. Et voilà que ceux-là mêmes qui ont pris le même engagement que moi devant les officiers et les juges deviennent mes bourreaux. Cependant, loin de troubler le royaume, je fais tout ce que je puis pour bien mériter de la reine, et nonobstant cela, je meurs sous les yeux de la loi, semblable au pieu qu'on enfonce en terre et dont on assomme la tête, pour prix de ses services. Telle est

la plainte que je vous adresse, Monsieur. Par la grâce de Dieu, la reine n'a pas perdu un sujet dans ma personne ; et parce que je ne suis pas mort, je suis venu me présenter à vous, Monsieur le premier ministre.

Ainsi dit : RAINIALAHY,

Chef des élèves catholiques. »

Cette lettre n'obtint aucun résultat. Le premier ministre se contenta de répondre : « J'ai lu la lettre de Rainialahy : qu'il s'en retourne dans son pays ; et si, plus tard, il y a lieu, nous le ferons remonter à Tananarivo. » Voilà la justice qu'on rend aux catholiques à Madagascar. Il n'est donc pas étonnant que l'impunité encourage les persécuteurs. Bientôt en effet la persécution éclata de nouveau à Alakamisy, à quatre heures de Fianarantsoa. Je laisse la parole au P. Fabre, témoin et victime de ce qui s'est passé le 6 juin :

« Des maîtres d'école des Anglais, dit-il, avec les surveillants de leurs élèves, se sont réunis au nombre de trente-cinq ou davantage dans la case du maître d'école protestant, nommé Rasamizafy : chacun avait porté des provisions pour plusieurs jours. Leur dessein arrêté était de prendre de force tous les élèves qui avaient passé chez nous, quelle que fût la date de leur passage chez les catholiques, (certains d'entre eux fréquentaient nos écoles depuis sept ans), et surtout comme le prouvent leurs paroles, ils avaient formé la résolution de m'assommer, si je m'opposais à ces divers enlèvements, ne fût-ce même que par ma seule présence.

Or, ce 6 juin 1880, vers 4 heures et demie du soir, ils ont pris de force, pour la seconde fois en quinze jours, Rasoamavo, élève chez nous depuis plus de sept ans ; le P. Finaz l'avait reçue comme élève. Une autre élève nommée Blandine, passée chez nous depuis quatre ans, et qui a étudié une année chez les Sœurs à Fianarantsoa, vint tout effarée se réfugier dans notre emplacement, et me dit : « Il est arrivé beaucoup de monde pour s'emparer de moi, et je me suis échappée ici. » Je l'abritai dans la maison de la maîtresse d'école, et, cela fait, je me rendis près de la case du maître protestant, afin de voir par moi-même s'il y avait vraiment danger pour ceux qui ne s'étaient par encore réfugiés dans l'emplacement du Père. Là je

rencontrai une foule nombreuse autour des cases, qui sont toutes sans clôture.

Je demandai à Rasamizafy et à ses camarades s'ils avaient un papier où fût consignée une parole de la reine, du premier ministre, de Ragalona ou de Rainizafindandy, d'après laquelle ils seraient autorisés à enlever ainsi de force nos élèves, j'ajoutai que, dans ce cas, il n'y aurait pas de protestations de ma part.

Ils me répondirent qu'ils n'avaient aucune autorisation venant du gouvernement, mais qu'ils prendraient quand même et de force tous les élèves qui étaient passés chez nous ; sur ce, je cessai toute discussion avec eux ; pourtant, comme l'élève enlevée était enfermée dans la maison du maître d'école protestant, je voulus protester en me promenant en silence le long de la case d'un de nos chrétiens, située devant la case du maître d'école. Cela dura un peu plus d'une demi-heure. Durant ce temps, Rasamizafy, maître d'école et Andriantsoa, surveillant des élèves anglais, égayèrent leurs camarades et la nombeuse assistance par tout un répertoire d'injures à mon adresse ; la foule était calme et moi obstiné dans mon silence ; je me montrai impassible et je ne répondis pas ; une fois je parlai à l'un d'eux qui me reprochait de fouler leur terrain, et je lui fis observer que je foulais le chemin public ; c'était vrai, et il n'insista pas.

Maintenant, voici les paroles que le maître d'école Rasamizafy adressa à son monde : « Écoutez ce que vous avez à faire ; saisissez, brisez, frappez du couteau le blanc ; ainsi s'accomplira notre proverbe : comme le blanc est atteint par le fusil, ainsi il meurt par la chose qu'il a faite. » C'est court, mais expressif. Andriansoa prit alors la parole :

« Voici ce que j'ai à vous dire, vous les trente-cinq ; cet imbécile de blanc est venu examiner notre terrain — (j'étais sur le terrain d'un de nos chrétiens présent à cette affaire ; et il était bien loin de m'en blâmer, car son emplacement est livré au public) ; — c'est pourquoi allons faire cuire le riz, et quand nous l'aurons mangé, allons sur le terrain occupé par le blanc, et si le blanc ne veut pas s'en retirer, nous le frapperons. N'est-ce pas cela ? — C'est cela même, s'écrient les trente-cinq. » Puis, s'adressant à nos catholiques : « Et vous, es-

claves du blanc, leur dit-il, allez-vous-en ; sans cela nous vous frap perons. »

Puis ils interpellèrent, chacun en particulier, nos chrétiens qui étaient présents et leur dirent de se retirer, sans quoi ils allaient se ruer sur eux ; il n'y eut de grâce pour aucun de ceux qu'ils reconnurent prier chez nous. Quand ils crurent n'avoir pour témoins de leur action que des adeptes des Indépendants, alors vint mon tour; le soleil se couchait, et ma protestation silencieuse les troublait. Andriantsoa devient hardi; trois fois il me barre le passage, et trois fois je me détourne de lui sans rien dire; il me bouscule enfin et me caresse la barbe avec un gros et long bâton, je le repousse alors doucement : aussitôt dix grands gaillards se jettent sur moi en m'injuriant: « Je ne veux frapper personne leur dis-je ; je ne suis ici que pour les affaires de la religion. » A ces mots, cinq ou six de ces chenapans me saisirent le bras gauche ; et bientôt de ma main, le sang jaillit abondamment, une blessure profonde m'avait été faite entre le pouce et l'index, avec un instrument tranchant. Parmi ceux qui me tenaient le bras, se trouvaient le maître d'école Rasamizafy, et le surveillant des élèves anglais, Andriantsoa : j'ignore le nom des autres. La vue du sang excite mes persécuteurs; en moins de rien je suis frappé au-dessus de l'œil gauche d'un fort coup de bâton, Andriantsoa et ses amis l'imitent à l'envi, et faisant pleuvoir sur mon dos une grêle de coups, se sauvent en courant.

Je pris alors la route de Fianarantsoa, où je suis arrivé clopin-clopant à 1 heure du matin. A 8 heures, le Rév. P. Lacombe, le P. Valette et votre serviteur, nous avons porté plainte, en présence des officiers et des juges réunis. Ces messieurs ont constaté de leurs yeux la blessure de la main et la meurtrissure livide au-dessus du sourcil gauche.

Et maintenant, j'apprends que l'un de mes agresseurs se serait fait une blessure au visage afin de m'accuser de violence. Mais je déclare qu'avant l'affaire, je n'avais entre les mains que l'*Imitation de Jésus-Christ*, et pendant qu'ils me frappait, rien, absolument rien; je n'ai repoussé de la main qu'une fois Andriantsoa. Au reste, j'ai fait constater mes blessures à la suite de l'affaire à tout le peuple d'Alakamisy : ce que n'ont pas fait mes ennemis. Et comment l'auraient-ils pu faire, puisqu'ils n'ont reçu aucune blessure? Car, au fort de leur in-

juste agression je me suis croisé les bras, et leur ai dit : Faites, *ataovy*.

Signé « L. FABRE. »

En apprenant de si graves nouvelles, je me rappelai le proverbe : A quelque chose malheur est bon ! L'excès du mal, me disais-je, fera peut-être ouvrir les yeux au gouvernement malgache, et le portera enfin à y appliquer un remède efficace. J'avais d'autant plus d'espoir, que ces faits coïncidaient avec l'arrivée à Tamatave du nouveau consul français, M. Cassas, dont on connaissait déjà la fermeté et la volonté de faire observer le traité. J'écrivis immédiatement à Rainimaharavo, ministre des affaires étrangères, pour lui signaler ces actes de sauvagerie. Il me répondit, entre autres choses : « J'ai éprouvé beaucoup de peine en apprenant les coups que les élèves anglais ont donnés au P. Fabre ; aussi j'ai déjà envoyé au gouverneur de Fianarantsoa des officiers qui ont l'ordre de marcher jour et nuit, afin qu'il fasse arrêter et punir les coupables, conformément aux lois du royaume. »

Les envoyés royaux firent prompte route, et, le 26 juin, le P. Lacombe m'écrivait la lettre suivante :

« Dimanche matin, 22 juin, sont arrivés les porteurs de l'ordre royal si impatiemment attendu. Un officier supérieur m'en fit informer immédiatement par sa fille, qui arriva en palanquin et en grande toilette, signe de joie. Il me disait, dans un billet sans signature : « Réjouissez-vous ; les Anglais sont vaincus. » Une heure après, deux aides de camp du gouverneur venaient m'apporter officiellement la nouvelle, et me dire que tous les élèves étaient convoqués au palais pour le lendemain matin. En effet, le lendemain, la convocation eut lieu : on proclama de nouveau la liberté de religion et d'enseignement, à la grande joie de tous les Betsileos, et au grand dépit des Anglais et de ceux qu'ils ont achetés à prix d'argent... Aujourd'hui, à 3 heures, on a arrêté et enchaîné quatre des principaux meneurs, qui, parce qu'ils étaient allés à Tananarivo, se croyaient tout permis impunément. C'est un coup terrible pour les Anglais et leurs élèves. Maintenant, on va attendre les ordres de la reine pour savoir ce qu'on fera d'eux ; c'est elle qui prononcera. En attendant, les Betsileos, profi-

tant de la liberté donnée, reviennent chez nous, et même plusieurs maîtres d'école protestants sont passés chez les catholiques. Nous faisons à ces derniers une classe à part, et nous les formons pour qu'ils puissent aller enseigner dans les villages où nous avons des écoles catholiques. »

L'orage dont le P. Lacombe et le Rév. P. Cazet viennent de nous donner la description abrégée, ne s'était pas abattu seulement sur Fianarantsoa et Alakamisy. Le P. Faure écrivit en même temps d'Ambohimandroso.

« On fait ici une guerre acharnée à nos écoles. Rafolo nous a été envoyé pour être le directeur et l'exécuteur de cette persécution en règle. Il a d'abord eu recours aux moyens de persuasion; mais comme ils ne lui ont pas réussi, il en est venu à la persécution ouverte. Rafolo et ses compagnons appelaient nos élèves, quand ceux-ci passaient près de leur maison; et, s'ils refusaient d'y aller, ils les prenaient de force, soit filles, soit garçons, leur administraient des soufflets, en leur disant qu'ils en recevraient encore davantage, s'ils ne revenaient pas à l'école protestante. Vendredi dernier, Rafolo a envoyé l'un de ses maîtres d'école, nommé Velonjaony, pour saisir un de nos élèves dans sa maison de campagne. Celui-ci a résisté fortement ; ils en sont venus aux coups ; mais on les a séparés. La victime voulait d'abord porter plainte, mais la crainte qu'il ne lui arrivât pire de la part du commandant de la ville lui a fait prendre le parti de se taire.

Plus tard, les maîtres d'école protestants frappèrent fortement une grande fille ; elle avait les joues enflées, et le sang avait coulé. Que faire ? Nos élèves étaient épouvantés. J'écrivis au commandant, qui me répondit: « Nous n'avons rien vu. » Cependant une parole du commandant, dite en présence du peuple réuni, et d'après laquelle il y avait liberté d'étudier où l'on voulait, nous avait rendu un peu de confiance, aux élèves et à moi, et nous espérions que Rafolo n'oserait pas recommencer la persécution, Nous nous trompions.

J'appris en effet peu après que Rafolo avec ses élèves et ses maîtres d'école avait pris, un par un, tous nos élèves qui se trouvaient sous sa main, et cela en présence du commandant; et que celui-ci n'avait rien dit. Ils ont même administré force coups aux récalcitrants toujours sous les yeux du commandant qui a laissé faire.

L'une de nos premières élèves, celle qui, après avoir été battue par Rainitantely, avait été reçue chez nous par le P. Henri Taïx, a été la plus inflexible; elle a énergiquement protesté ; on l'a jetée par terre, on l'a battue ; elle avait la joue ensanglantée. Le commandant, témoin avec sa femme de ce triste spectacle, ne disait d'abord rien. Prenant enfin la parole : « Pourquoi lui dit-il, ne vas-tu pas faire ta corvée? (C'est le nom qu'on donne à l'instruction obligatoire parmi les Betsileos protestants,) va-t-en chez le maître d'école protestant. » Épouvantée par cette parole du représentant de la reine, elle a été obligée de se rendre au temple, escortée par trois gros gaillards. A peine y était-elle arrivée, qu'on l'a maltraitée de nouveau. « Pourquoi, lui disait-on, cette grande fille entêtée porte-t-elle ce jouet à son cou? (C'était son chapelet.) Enlève-le. » Et elle de répondre: « C'est une grande chose que cela ; jamais je ne l'enlèverai. » Pour toute réponse, on la soufflette de nouveau, on lui enlève le chapelet, qu'on foule aux pieds; et, je le répète, tout cela sous les yeux du gouverneur.

Le maître d'école catholique s'adresse alors au commandant : « Excusez-moi, lui dit-il ; nous avions entendu hier l'ordre de la reine, qui est toujours le même au sujet de la religion ; cependant les Anglais continuent à prendre nos élèves. »

Le commandant ne répondit rien, mais Rafolo élevant la voix dit qu'il avait un ordre de la reine tout particulier, qu'il était l'envoyé de la reine et du premier ministre, et avait l'autorité sur les élèves, etc.,»

C'était donc à Ambohimandroso, comme à Fianarantsoa. Les élèves des Indépendants se prévalaient d'ordres secrets pour détruire notre enseignement. J'ajoute qu'au premier souffle de liberté, dû à l'énergique action du consul Cassas, nos élèves pris de cette sorte et emmenés de force, sont revenus à nos écoles, au grand déplaisir du commandant, qui est un instrument actif, mais non désintéressé de l'hérésie.

La lettre qu'on va lire est du Rév. Baron, dont une lettre d'un de nos maîtres malgaches au premier ministre nous a fait connaître la brutalité. Elle fut adressée le 3 décembre 1878 au gouverneur de Mahazony, en vue d'intimider ce personnage, et de le pousser ainsi à entrer sans plus d'hésitation dans la voie des persécutions sans trêve ni merci.

« Monsieur, j'apprends que certains élèves sont passés chez les catholiques : et cependant ces élèves sont de l'école du gouvernement et inscrits sur la liste de cette école.

« Je vous le déclare : il est de votre devoir de retenir ces élèves dans l'école de la reine ; vous êtes coupable en les laissant passer chez les catholiques.

« Ce n'est pas tout : j'apprends que vous ne voulez rien faire pour aider nos maîtres d'école, et en cela vous êtes coupable.

« Ainsi donc, si vous ne faites tous vos efforts pour réunir dans l'école du gouvernement tous ces enfants, je ne manquerai pas de vous accuser.

« De plus, si vous n'empêchez pas votre frère aîné de recevoir un salaire et d'aller contre la parole de la reine, je ne manquerai pas de vous accuser,

« Voilà ce que j'ai à vous dire, Monsieur ; ainsi prenez-y garde, car ce sont les paroles d'un blanc qui ne ment pas et ne fait pas de vaines menaces.

« Signé : *le Missionnaire*

« R. BARON. »

« *P. S.* -- Sachez que si je vous accuse, ce sera auprès du premier ministre. »

Une semblable lettre prouverait seule au besoin que les indépendants à Fianarantsoa ont été les instigateurs et les acteurs dans la persécution qui a fait couler le sang, et a tué les enfants dans le sein de leurs mères.

Un autre renseignement, fourni par le P. Berbizier, achèvera de porter la lumière dans les esprits, s'il leur restait encore quelque doute à cet égard.

« La campagne dirigée à Alakamisy contre l'école du P. Fabre avait réussi presque au delà des espérances de nos ennemis eux-mêmes. Les élèves avaient fui pour la plupart devant les violences dont ils avaient été témoins ou victimes ; le sang du Père avait coulé, et au cune répression, aucun blâme n'atteignait encore les coupables. Tout d'un coup les autorités de Fianarantsoa s'émeuvent de ce succès trop

éclatant. La connivence du gouvernement dans toute cette affaire perce trop, et les plaintes des Pères deviennent embarrassantes. Il faut dissimuler la complicité administrative et donner un semblant de satisfaction aux réclamations justement indignées du Rév. P. Lacombe.

« On fait donc arrêter une dizaine de coupables, on les enchaîne et on les conduit en prison avec un certain apparat. C'était pour les délivrer quelques jours après sans aucun jugement; mais enfin c'était assez pour le double but que poursuivaient alors les autorités du pays.

« Mais voici l'embarras bien plus grand encore où se trouvèrent subitement le gouverneur et ses conseillers. L'Indépendant Cowen monta au Rova avec une précipitation qui trahissait un vif mécontentement. Là il déclara aux autorités malgaches devant de nombreux témoins, que si quelqu'un devait être mis en prison pour les faits dont se plaignaient les missionnaires catholiques, c'était lui qu'il fallait saisir le premier ; il demanda à être enchaîné, et il ajouta : « Vous « n'osez pas me donner des fers, eh bien ! si les hommes que vous « venez de mettre en prison ne sont pas délivrés dès ce soir (c'était « au coucher du soleil), je me rendrai moi-même à la prison et je « serai prisonnier avec eux ; car, ce qu'ils ont fait, je l'approuve. » Il se retira en renouvelant cette déclaration à plusieurs personnes sur son chemin. Le gouverneur et son conseil furent tellement préoccupés de cette protestation du prêcheur anglais, qu'ils délibérèrent, séance tenante, pour savoir ce qu'il y aurait à faire au cas où M. Cowen irait se constituer prisonnier. Or, il fut décidé que devant une telle démarche, on ferait évacuer la prison ; tous les détenus seraient transférés dans un local qui fut désigné ; et dès lors, dans l'opinion des Malgaches, la prison n'était plus prison, et personne ne pourrait dire que l'Anglais a été fait prisonnier à Fianarantsoa. M. Cowen jugea à propos de rester chez lui avec sa femme et ses enfants. Mais ses déclarations publiques nous suffisent pour constater sa complicité. »

Telle fut, à peu près partout l'histoire de la loi sur l'instruction obligatoire, sollicitée par les Indépendants dès 1876, obtenue enfin le 14 juillet 1878, et sanctionnée à nouveau le 29 mars 1881. D'où il suit que cet article 270 du code le plus récemment formulé : « Les parents choisissent l'école pour leurs enfants », n'est qu'un leurre. Le choix des parents enrôlés dans l'Église d'État est fixé d'avance. Où sont les

parents assez courageux, surtout parmi les grands, pour oser placer leurs enfants dans une autre école que celle de la secte ? On les compte facilement. Les Anglais ont la masse. Ils visent à anéantir l'influence française et catholique dans le cœur de l'enfance et de la jeunesse malgache, et à angliciser le pays insensiblement par le moyen des hommes de l'avenir.

Ces lois si perfides sur l'instruction obligatoire, ayant sans doute paru trop faibles en vue de l'écrasement projeté de l'influence catholique et française, d'autres lois de même date et de même fabrique ont renforcé celles-ci, en créant divers tribunaux tout à la dévotion du premier ministre et de ses conseillers britanniques. La légalité vient ainsi en aide à la violence et la remplace souvent avec avantage. Nous nous proposons de donner plus loin de curieux exemples de la manière vraiment digne d'intérêt, dont fonctionnent ces tribunaux établis le 29 mars 1881. Disons seulement ici que lorsque une affaire fâcheuse surgit contre la Mission, excitée secrètement par le chef de l'État ou du moins avec sa connivence, si les missionnaires veulent se plaindre au premier ministre, celui-ci ne manque pas de renvoyer les plaignants par devant quelqu'un de ces tribunaux. Ce tribunal, à son tour, après avoir examiné longtemps la question, se déclare incompétent, et passe la cause à une autre juridiction, de sorte que plusieurs mois s'écoulent, et que rien n'est conclu jusqu'au moment ou une sentence de condamnation, rédigée secrètement par le premier ministre et prononcée par quelqu'un des juges, vient douloureusement surprendre ceux qui auraient eu la naïveté de croire à la justice de ces tribunaux. Certains progrès de notre Europe moderne font vite leur chemin, comme on le voit. *Exempla trahunt.*

Mais j'ai hâte d'arriver à l'examen des lois que nous avons dit regarder principalement la civilisation et les progrès matériels du pays.

Un mot suffira pour les caractériser. C'est que ne partant pas de l'initiative nationale, et étant presque toutes une importation étrangère, moins soutenue par l'argent et le fanatisme anglais que les lois persécutrices de la religion française, elles ne furent presque jamais observées, ou ne le furent du moins jamais avec cette constance qui conduit, au succès. Règlements sur les costumes européens, règlements sur les maisons, règlements sur l'armée, règlements concernant

les inspections des écoles, création d'une police, création ou règlements de toutes natures, y compris même jusqu'à un certain point les réformes sur la prière et l'enseignement tout a été un vrai jeu d'enfants. Si à la voix des chefs et à leur exemple, il y eut parfois pour l'adoption de certaines mesures civilisatrices une sorte d'entrain parmi le monde des serviteurs empressés, tout reprenait bientôt peu à peu l'ancienne ornière, et l'on ne tardait pas à rentrer dans le cours habituel des traditions des ancêtres. « Il faut que vous sachiez, disait naguère un Malgache à l'un de nos missionnaires, qu'il en est chez nous de toutes les lois imprimées par les Anglais comme de nos règlements relatifs au rhum, et aux pourceaux. Il ne se passe pas d'année en effet que défense ne nous soit faite, de par la reine et sous les peines les plus sévères d'importer du rhum dans les villages de l'Imerina, ou de laisser les pourceaux s'approcher à plus d'une journée de distance de la ville de Tananarivo. Quand ces défenses sont publiées, le rhum se cache avec soin ; on n'en voit nulle part ; et les porcs sont reconduits à leurs frontières. Un ou deux mois s'écoulent ; le rhum inonde les villages et enivre les fils des grands à la capitale ; les porcs circulent de toutes parts et font entendre leurs grognements aux portes mêmes de Tananarivo et du palais de la reine. » On ne pouvait mieux peindre en quelques traits la manière dont sont observés par les Hovas les projets de réforme, les lois et autres règlements, que l'Angleterre leur impose par le moyen de leurs chefs salariés ou effrayés par la crainte.

Quelques hommes toutefois à Madagascar plus que tous les autres profitèrent de ces réformes anglaises. Nous rangerons en premier lieu parmi ceux-là Rainilaiarivony et sa famille. Les lois nouvelles dissimulant en partie les anciennes lois du royaume données par Andrianampoinimerina avec une sagesse étonnante pour un païen, jetèrent partout dans le royaume le trouble et la confusion, et permirent au premier ministre d'étendre son pouvoir d'une manière absolue sur toutes les classes de la nation, et de se délivrer du contrôle gênant des anciennes coutumes, en abritant sa responsabilité derrière les créatures de son choix. Ses enfants et les autres membres de sa famille devinrent les véritables seigneurs du royaume, et quelques-uns se conduisirent sous la civilisation protestante de l'Angleterre, comme ils ne se fussent pas conduits au temps des supersti-

tions antiques. Après la personne du premier ministre et les enfants de sa famille, ceux qui gagnèrent le plus à l'établissement de la nouvelle législation furent sans contredit les voleurs de toute sorte. Jamais, en effet, on n'avait vu à Tananarivo, ou aux environs, autant de vols et dans des circonstances si odieuses, que depuis quelques années. La vie des blancs et l'incrédulité des blancs ont pris la place de l'antique simplicité des Malgaches. Encore quelque temps de civilisation par la Bible, par l'instruction protestante obligatoire, et le Hova de Madagascar n'aura rien à envier aux barbares de l'Europe civilisée.

Les Indépendants anglais trompent donc sciemment leur pays et l'Europe lorsqu'ils prétendent avoir civilisé Madagascar, ou du moins être en voie de le civiliser. La vérité est qu'ils sont en voie de le corrompre moralement, après l'avoir infecté intellectuellement de leurs erreurs. Mais qu'importe à l'Angleterre protestante, pourvu que la religion catholique ne s'implante pas sur cette terre, et avec elle l'influence de la France ? Nous l'avons dit : la politique anticatholique de certains agents de Londres n'a qu'un seul besoin à Madagascar, le besoin de voir notre pays écarté de la Grande Ile. Ce point une fois obtenu, elle se déclare satisfaite, et se met fort peu en peine que les Malgaches aient des esclaves ou non, observent ou non fidèlement toutes les clauses de ses traités, se civilisent ou se pervertissent, sous l'action de ses prédicants.

Nous devons ajouter toutefois, pour être complet, que si tel est en ce qui regarde Madagascar, l'avis de quelques politiques anglais, ce n'est point toujours celui des ministres du pur Évangile, qui ont la prétention, ou la bonne foi de prendre au sérieux leur œuvre. Rien de plus amusant en effet, si un tel sujet prêtait à rire, que de les entendre s'irriter contre ce consul indifférent de la Grande Bretagne qui ne fait point assez respecter les traités, et permet même sans s'émouvoir, que le premier ministre de Madagascar s'élève en autorité religieuse dans son pays au-dessus de leurs Révérences. Nous ne voulons d'autre preuve de cette assertion que les extraits suivants de la lettre de l'Américain Street, dont il a été précédemment parlé :

« Les officiers du gouvernement n'hésitent pas à parler des violations des traités. Un d'entre eux disait qu'on se vantait au palais d'avoir violé le traité avec la Grande Bretagne, plus de quarante fois ; et tout ce qui s'en est suivi jusqu'ici c'est un léger fracas de la

part du consul britannique. Le seul moyen pratique de mettre fin à l'esclavage dans ce pays, c'est que la Grande Bretagne prenne ici une bonne langue de terre, et en fasse un asile toujours ouvert pour ceux qui désireront assurer leur liberté...

L'éducation obligatoire a beaucoup contribué à rendre le christianisme odieux, en en faisant une corvée de l'État. Même parmi nos plus fervents, beaucoup retourneraient au paganisme s'ils le pouvaient, à plus forte raison la masse du peuple. Le christianisme à la pointe de la baïonnette est odieux et ne peut que nous rendre nous-mêmes odieux et méprisables. On nous respectait autrefois quand l'État était païen, et maintenant qu'il se dit chrétien, comme nous sommes tombés! Nous servir de notre pouvoir pour violenter les consciences parce que nous sommes maintenant les plus forts, c'est nous exposer à voir tôt ou tard un revirement total contre nous. Un établissement de l'État, gouverné par une hiérarchie avec des prélats dont la vie soit un ornement pour la profession de chrétien, est de beaucoup préférable à une oligarchie ou *Église du palais*, composée d'hommes dont la vie est souillée par l'adultère, l'ivrognerie, la corruption, le jeu, le combat de coqs et tous les vices communs à tout peuple barbare...

L'*Église du palais*, avec ses émissaires à demi payés, s'immisce partout, au gré du gouvernement. Les officiers sont allés souvent dans les chrétientés pour les enrôler et les réglementer suivant la direction donnée par l'*Église du palais*. Aucune liberté n'est laissée au missionnaire; s'il n'est pas souple, son auditoire se dispersera ou ne se présentera pas, selon le bon plaisir de l'envoyé de l'*Église du palais*, ou selon les ordres qui seront émanés de la Cour. Voici comment les choses se passent dans d'autres provinces, d'après une lettre d'un de mes confrères: « Je suis peiné de votre départ, me dit-il, pour ce qui me concerne, mais je vous en félicite. La pression du gouvernement nous étouffe. Si nous exprimons librement ce que nous croyons être la vérité, et que cela déplaise au gouvernement, nos auditoires disparaissent. Ce n'est pas qu'on leur défende de venir... certes non! tant s'en faut! ça va sans dire... Je me suis dit souvent, depuis un an, que ce qu'on attend de nous, ce n'est pas Jésus-Christ selon le Nouveau Testament, mais selon le premier ministre. Peut-être pour cette ingérence de l'État, sommes-nous pires

ici que vous au Nord (dans la province de l'Imerina). Les infortunés Betsileos sont conduits comme des bêtes à notre Mission, qu'on appelle bien faussement école du gouvernement. On les force de bâtir des églises dont ils ne veulent pas ; on les bat s'ils résistent ; et leurs chefs les conduisent au service du dimanche comme des troupeaux. Mon âme entière brûle d'indignation à la vue de ce qui se passe ici... et je n'y puis rien ! Je sais ce qui m'arriverait si je parlais... Et cependant, puis-je en conscience garder le silence !... »

Il y a quelque temps, je causais avec un chrétien vénérable qui a souffert pour la foi au temps de la persécution : nous disions que le missionnaire a perdu toute influence, et les indigènes n'ont plus aucun respect pour les membres de la Société des missionnaires de Londres. Il me dit qu'il fut un temps où les Malgaches croyaient que notre code de bien et de mal était le Nouveau Testament ; mais depuis qu'ils ont vu que nous fermions les yeux sur l'*iniquité en haut lieu*, absolument comme les indigènes, eux aussi sont forcés d'en agir ainsi sous peine de mort violente. Mais, ajouta-t-il, vous qui sortez d'un rang plus élevé de civilisation et d'une forme plus pure de christianisme, vous perdez tout, si en pratique vous descendez à notre niveau. Je me gardai bien de contredire cet homme. Je puis me tromper, mais je crois que lorsqu'un missionnaire ou un corps de missionnaires en vient, pour quelque cause que ce soit, à paraître aux yeux des indigènes marcher bras dessus bras dessous avec un gouvernement corrompu, il ne leur reste qu'une chose à faire, plier bagage au plus vite et laisser les indigènes se débrouiller d'eux-mêmes avec la Bible. »

Le plus grand nombre des ministres de l'erreur à Madagascar, n'éprouvait pas, heureusement pour l'Angleterre, la naïve colère de Street, ni les brûlantes indignations de son confrère des Betsileos ; et comme ils s'accommodaient fort bien de cet état de choses, ils contribuèrent de leur mieux, sans rien perdre de leur mauvais esprit, de leur gros traitement, ni même de la faveur du premier ministre, à réveiller le zèle parfois trop endormi des fonctionnaires de l'État pour le soin de la prière protestante, l'observation des traités anglais, l'extirpation du papisme français sur la terre indépendante de Madagascar.

Nommer tous ceux qui se signalèrent dans cette besogne anti-

catholique autant qu'antifrançaise, depuis Ellis jusqu'au Rév. Toy, successeur d'Ellis et à Parrett actuellement en faveur, serait une tâche fastidieuse pour vous, et peut-être aussi pour beaucoup de nos lecteurs. Nous nous contenterons donc d'esquisser à grands traits la figure du dernier et du plus influent d'entre eux, parce que c'est à lui principalement que l'on doit faire remonter la responsabilité des derniers événements survenus entre la France et Madagascar.

M. Parrett envoyé de Londres par la Société des Indépendants, en qualité de directeur de leur imprimerie, arriva dans ce pays vers 1862. Comme ses fonctions d'imprimeur du palais et des indépendants le mettaient en rapports assez souvent avec le premier ministre, ce dont il était loin d'être fâché, et que le premier ministre de son côté ne tarda pas à remarquer dans la figure mate et impassible de l'Anglais, dans ses paroles et ses actes, bien des qualités de finesse, de calme et de sang-froid qui le charmèrent, les plus étroites relations s'établirent bientôt entre l'imprimeur et le ministre. L'imprimeur paraît être franc-maçon, comme la plupart au reste des prédicants du pur Évangile ; il a de la vénération pour Garibaldi, travaille dans le même sens que les loges, pousse avec ardeur leurs projets, déteste les papes, les prêtres et les jésuites en particulier. On rapporte de lui cette touchante parole, au moment où il apprenait que le feu, ayant gagné la forge de notre établissement, menaçait d'allumer chez nous un vaste incendie : « Si ce sont les jésuites, ce n'est rien ; laissez-les brûler. » Passe encore pour ces sentiments d'un protestant à notre endroit. Il est tant d'autres hommes, même parmi les catholiques, qui vous souhaitent un sort pareil ! Mais pourquoi s'attaquer à Jésus-Christ ? On dit en effet que lorsque M. Parrett, revêtu de l'infaillible inspiration d'en haut, s'adressa au peuple suspendu à ses lèvres, il ne se fit pas faute plus d'une fois de prêcher que Jésus-Christ dans le ciel n'était pas Dieu ; d'où plusieurs Malgaches sortirent indignés de ses prêches, et se plaignirent d'une si scandaleuse doctrine. Ils avaient tort ces bons Malgaches. L'imprimeur prédicant n'avait-il pas le droit de prêcher dans le temple ce qu'il enseignait au fond de son atelier. « Ramassez de l'argent d'abord, disait-il à ses élèves qui lui parlaient de Dieu et de la prière ; la prière et Dieu viendront ensuite. »

Notre siècle est le siècle des lumières, et il faut qu'un bon *maçon*, comme un vrai jésuite, fassent toujours, chacun de son côté

et en sens inverse, du prosélytisme auprès des profanes. Lorsque Rainilaiarivony s'unit d'une manière si étroite avec l'imprimeur, de façon à passer de longues heures du jour et de la nuit en sa société, était-il profane, ou bien avait-il déjà reçu la lumière du Rév. Toy? grave question que je ne saurais péremptoirement décider... S'il faut toutefois juger de l'arbre par ses fruits, des causes par les effets, des hommes par leurs actes, il semble que Rainilaiarivony aurait obtenu l'honneur d'une certaine initiation maçonnique, de l'amitié de l'imprimeur, et méritait ainsi de devenir le confrère de la plupart des grands hommes de la révolution, avec les mêmes droits qu'eux à la protection des loges du monde entier. Quoi qu'il en soit de ces hypothèses, fort problables, un fait certain et reconnu de tous c'est que M. Parrett exerce en réalité sur le premier ministre une influence presque semblable à celle d'un résident ou protecteur d'office, auprès d'un souverain en tutelle : il tranche les questions, il nomme aux places, et fait parfois prévaloir ses choix sur ceux du premier ministre, comme il est arrivé notamment dans la nomination du commandant en chef de l'armée actuellement en place ; on l'a vu enfin modifier selon son bon plaisir les lois adoptées en conseil, et qui lui étaient remises pour être imprimées.

Mais arrêtons-nous ici et quittons enfin ces ministres de l'erreur, ainsi que cette triste figure de l'imprimeur Parrett, que nous serons bien forcés d'ailleurs de retrouver encore aux dernières pages de cette histoire. Il est plus que temps de reprendre des récits plus en harmonie avec nos goûts et les sentiments de nos lecteurs.

J'ai pensé souvent, à voir la prodigieuse extension de notre mission de Madagascar, au milieu de tant de souffles ennemis conjurés pour la perdre, qu'il en était d'elle, comme de ces arbres plantés sur le sommet des montagnes et exposés à toutes les violences des tempêtes : plus ils sont tourmentés par les vents, et plus ils s'enracinent, et si quelques branches se brisent et sont emportées au loin, de nouvelles et plus vigoureuses ne tardent pas à les remplacer. Ainsi presque délaissée de la France gouvernementale, en butte aux persécutions hérétiques de la puisante Société des missionnaires de Londres, méconnue et foulée aux pieds par l'Église d'État malgache, attaquée même dans les dernières années par certain journal antifrançais de

Tamatave qui faisait cause commune avec les journaux maçonniques de Maurice et de Bourbon, et d'autres lieux, la petite mission de Madagascar, non seulement ne perdit rien de ce qu'elle avait gagné, mais on la vit chaque année croître et se développer davantage, aussi bien sous le rapport du nombre des chrétientés nouvelles, que sous celui de la force et de la perfection des diverses œuvres entreprises depuis longtemps.

La première de ces chrétientés nouvelles, qui fut créée par le travail de nos missionnaires, vers le commencement de cette période de réformes de toutes natures, dont nous venons de retracer l'histoire, fut la petite chrétienté d'Ambositra.

« Ambositra était encore, il y a de soixante-dix à quatre-vingts ans, écrit le Père de Batz son premier apôtre, un village fortifié du pays des Betsileos et chef-lieu de la petite province du nord. Il eut un des premiers à lutter contre les envahissements de Radama I vers 1815. Les anciens qui assistèrent aux événements disent que la lutte fut courte mais opiniâtre et qu'elle n'eût pas été à l'avantage des gens de l'Émirne, si le petit roi ou seigneur du pays n'avait été tué dans un assaut. Le chef étant mort, tous ses gens se rendirent. Les hommes faits furent en grand nombre exterminés par les vainqueurs, et les femmes et les enfants, entraînés en esclavage. La ville fut rasée, et défense fut faite de jamais la relever.

Aussi, le véritable Ambositra, jolie petite colline boisée, à l'ouest de la grande route qui va à Fianarana, est-il complètement désert. Les Européens qui y montent n'y trouvent plus que des pierres tumulaires, les anciens fossés et quelques débris de rempart.

La population *betsileo* qui a survécu à sa défaite, est venue d'ailleurs, ou bien rentrée dans ses foyers après s'être rachetée de l'esclavage à prix d'argent, s'est établie sur quelques points des environs. Et c'est au pied d'un de ces petits groupes que se trouve le village vulgairement désigné à Tananarivo et à Fianarana sous le nom d'Ambositra, en souvenir du passé, mais qui s'appelle ici *Ambodi-vala* (au pied du village), ou *Asabosty* (au marché du samedi).

Ambositra, puisqu'il faut se conformer à la manière de dire des gens du Nord, doit être à peu près au 21° de latitude sud et au 46° de longitude est. Cinq journées de marche nous séparent de Tananarivo et deux et demie de Fianarana. Un bon piéton met six

jours pour se rendre à *Mahela* sur la côte Est : et il en met dix pour arriver jusqu'à *Andakabe* sur la côte sakalave.

Ambositra est de plus sur le grand chemin militaire de Tananarivo à Fort-Dauphin, un des rares souvenirs de notre ancienne occupation française, d'où il suit que les voyageurs et les nouvelles y abondent. Son climat est très tempéré, plus froid même que celui de Tananarivo, puisqu'on s'éloigne de la ligne. Il est souvent brumeux à cause du voisinage de la grande forêt de l'Est, qui n'est qu'à quatre heures de distance. Tout cela fait qu'à partir de mai jusqu'en octobre, le grand manteau de drap est presque nécessaire avant le coucher du soleil.

Quant aux fièvres, elles règnent en maîtresses tout autour à une journée de marche ; mais elles n'ont pas élu domicile ici, ou du moins elles ont disparu, chassées par une culture mieux entendue et plus générale.

Les productions sont les mêmes que dans les parties élevées de toute l'île. Cependant le tabac et le maïs se cultivent sur une plus grande échelle, et les habitants de la forêt voisine doivent se contenter pour leur nourriture d'épis de maïs, de haricots et de certaines patates, leur canton étant trop froid et trop humide pour produire le riz.

Les aborigènes ne sont pas les seuls habitants de la province. Les gens du Nord, ordinairement appelés *Ambaniandro*, les vainqueurs d'autrefois et les gouvernants d'aujourd'hui, sont encore en grand nombre ici comme ailleurs : les uns, envoyés pour lever certains impôts ; d'autres, comme courriers à étapes, porteurs des papiers royaux ; le plus grand nombre d'entre eux venus d'eux-mêmes pour faire le commerce des toiles, des verroteries, d'eau-de-vie, etc., pour prêter de l'argent à intérêts exorbitants, voire même pour échapper à la corvée dans leur pays d'origine.

Ambositra compte quatre cents à cinq cents des gens de cette espèce, y compris leurs esclaves.

Les Betsileos n'habitent pas avec eux ; mais ils ont quelques villages et de nombreux hameaux tout autour et sur les bords de leurs rizières.

Sans doute, les coutumes et le langage des Betsileos diffèrent des coutumes et du langage des gens du Nord. Cependant, il y a beau-

coup de ressemblance entre les uns et les autres ; et ici, plus que partout ailleurs peut-être, parce que le pays est occupé depuis plus longtemps et qu'il est sans cesse sillonné par les vainqueurs. Ce qui fait que le missionnaire peut se faire fort bien comprendre et prêcher dans ces nouvelles chrétientés sans être obligé d'apprendre une nouvelle langue, ni même un nouveau dialecte.

Tel est le pays et le village pour lesquels un seigneur *ambaniandro*, riche de plusieurs fiefs, un de nos premiers chrétiens de l'Émirne, ancien *menamaso* de l'infortuné roi Rakoto-Radama II, avait demandé un Père missionnaire depuis plus de trois ans. *Constantin Ratsimifanto*, c'est le nom de ce seigneur, ayant quatre ou cinq seigneuries dans les environs, pria le Rév. P. Cazet de lui donner un Père pour instruire ceux de ses gens qui voudraient embrasser la religion catholique. Mais, comme Ambositra est le point le plus important et à peu près central, il désigna ce lieu pour le séjour le plus habituel du missionnaire. C'est sur cette demande, plusieurs fois répétée par lettres au Rév. P. Préfet apostolique, et de vive voix au Rév. P. Delbosc, envoyé à Fianarana qu'il fut décidé en principe qu'un Père serait octroyé.

« Ce fut le 21 juin 1876, à 6 heures du soir, que j'arrivai pour prendre possession d'une grande mauvaise case, bien que fort chère, nouvellement achetée par le Rév. P. Préfet à son retour de sa visite dans le Sud, et me mettre à la tête d'une paroisse sans paroissiens ; car telle était la position. Personne du pays ne connaissait notre religion ; le seigneur *ambaniandro* n'était pas dans ses fiefs du Sud et n'y a pas encore paru. Un seul aborigène, premier centenier du canton, fit bien, à notre premier passage pour le Sud, mine de s'approcher ; mais ce n'avait été qu'une grimace pour avoir de l'argent. L'argent n'étant pas venu, il ne paraissait chez moi que pour me donner toujours de belles promesses, et, en attendant, il continuait de participer à la cène chez les méthodistes.

« J'étais donc seul, absolument seul, sans maître d'école et sans servant de messe. Mon cuisinier, lui-même, venu de Fianarana à ma suite, était un Mozambique non chrétien. Et, pendant un mois, j'ai dit la messe seul à seul avec Dieu, faute de servant et d'assistants, dans un misérable galetas et sans autel, puisque ma malle m'en tenait lieu.

« Ceux qui se groupèrent d'abord autour de moi furent des enfants

tions antiques. Après la personne du premier ministre et les enfants de sa famille, ceux qui gagnèrent le plus à l'établissement de la nouvelle législation furent sans contredit les voleurs de toute sorte. Jamais, en effet, on n'avait vu à Tananarivo, ou aux environs, autant de vols et dans des circonstances si odieuses, que depuis quelques années. La vie des blancs et l'incrédulité des blancs ont pris la place de l'antique simplicité des Malgaches. Encore quelque temps de civilisation par la Bible, par l'instruction protestante obligatoire, et le Hova de Madagascar n'aura rien à envier aux barbares de l'Europe civilisée.

Les Indépendants anglais trompent donc sciemment leur pays et l'Europe lorsqu'ils prétendent avoir civilisé Madagascar, ou du moins être en voie de le civiliser. La vérité est qu'ils sont en voie de le corrompre moralement, après l'avoir infecté intellectuellement de leurs erreurs. Mais qu'importe à l'Angleterre protestante, pourvu que la religion catholique ne s'implante pas sur cette terre, et avec elle l'influence de la France ? Nous l'avons dit : la politique anticatholique de certains agents de Londres n'a qu'un seul besoin à Madagascar, le besoin de voir notre pays écarté de la Grande Ile. Ce point une fois obtenu, elle se déclare satisfaite, et se met fort peu en peine que les Malgaches aient des esclaves ou non, observent ou non fidèlement toutes les clauses de ses traités, se civilisent ou se pervertissent, sous l'action de ses prédicants.

Nous devons ajouter toutefois, pour être complet, que si tel est en ce qui regarde Madagascar, l'avis de quelques politiques anglais, ce n'est point toujours celui des ministres du pur Évangile, qui ont la prétention, ou la bonne foi de prendre au sérieux leur œuvre. Rien de plus amusant en effet, si un tel sujet prêtait à rire, que de les entendre s'irriter contre ce consul indifférent de la Grande Bretagne qui ne fait point assez respecter les traités, et permet même sans s'émouvoir, que le premier ministre de Madagascar s'élève en autorité religieuse dans son pays au-dessus de leurs Révérences. Nous ne voulons d'autre preuve de cette assertion que les extraits suivants de la lettre de l'Américain Street, dont il a été précédemment parlé :

« Les officiers du gouvernement n'hésitent pas à parler des violations des traités. Un d'entre eux disait qu'on se vantait au palais d'avoir violé le traité avec la Grande Bretagne, plus de quarante fois ; et tout ce qui s'en est suivi jusqu'ici c'est un léger fracas de la

part du consul britannique. Le seul moyen pratique de mettre fin à l'esclavage dans ce pays, c'est que la Grande Bretagne prenne ici une bonne langue de terre, et en fasse un asile toujours ouvert pour ceux qui désireront assurer leur liberté...

L'éducation obligatoire a beaucoup contribué à rendre le christianisme odieux, en en faisant une corvée de l'État. Même parmi nos plus fervents, beaucoup retourneraient au paganisme s'ils le pouvaient, à plus forte raison la masse du peuple. Le christianisme à la pointe de la baïonnette est odieux et ne peut que nous rendre nous-mêmes odieux et méprisables. On nous respectait autrefois quand l'État était païen, et maintenant qu'il se dit chrétien, comme nous sommes tombés! Nous servir de notre pouvoir pour violenter les consciences parce que nous sommes maintenant les plus forts, c'est nous exposer à voir tôt ou tard un revirement total contre nous. Un établissement de l'État, gouverné par une hiérarchie avec des prélats dont la vie soit un ornement pour la profession de chrétien, est de beaucoup préférable à une oligarchie ou *Église du palais*, composée d'hommes dont la vie est souillée par l'adultère, l'ivrognerie, la corruption, le jeu, le combat de coqs et tous les vices communs à tout peuple barbare...

L'*Église du palais*, avec ses émissaires à demi payés, s'immisce partout, au gré du gouvernement. Les officiers sont allés souvent dans les chrétientés pour les enrôler et les réglementer suivant la direction donnée par l'*Église du palais*. Aucune liberté n'est laissée au missionnaire; s'il n'est pas souple, son auditoire se dispersera ou ne se présentera pas, selon le bon plaisir de l'envoyé de l'*Église du palais*, ou selon les ordres qui seront émanés de la Cour. Voici comment les choses se passent dans d'autres provinces, d'après une lettre d'un de mes confrères: « Je suis peiné de votre départ, me dit-il, pour ce qui me concerne, mais je vous en félicite. La pression du gouvernement nous étouffe. Si nous exprimons librement ce que nous croyons être la vérité, et que cela déplaise au gouvernement, nos auditoires disparaissent. Ce n'est pas qu'on leur défende de venir... certes non! tant s'en faut! ça va sans dire... Je me suis dit souvent, depuis un an, que ce qu'on attend de nous, ce n'est pas Jésus-Christ selon le Nouveau Testament, mais selon le premier ministre. Peut-être pour cette ingérence de l'État, sommes-nous pires

ici que vous au Nord (dans la province de l'Imerina). Les infortunés Betsileos sont conduits comme des bêtes à notre Mission, qu'on appelle bien faussement école du gouvernement. On les force de bâtir des églises dont ils ne veulent pas; on les bat s'ils résistent; et leurs chefs les conduisent au service du dimanche comme des troupeaux. Mon âme entière brûle d'indignation à la vue de ce qui se passe ici... et je n'y puis rien! Je sais ce qui m'arriverait si je parlais... Et cependant, puis-je en conscience garder le silence!... »

Il y a quelque temps, je causais avec un chrétien vénérable qui a souffert pour la foi au temps de la persécution: nous disions que le missionnaire a perdu toute influence, et les indigènes n'ont plus aucun respect pour les membres de la Société des missionnaires de Londres. Il me dit qu'il fut un temps où les Malgaches croyaient que notre code de bien et de mal était le Nouveau Testament; mais depuis qu'ils ont vu que nous fermions les yeux sur l'*iniquité en haut lieu*, absolument comme les indigènes, eux aussi sont forcés d'en agir ainsi sous peine de mort violente. Mais, ajouta-t-il, vous qui sortez d'un rang plus élevé de civilisation et d'une forme plus pure de christianisme, vous perdez tout, si en pratique vous descendez à notre niveau. Je me gardai bien de contredire cet homme. Je puis me tromper, mais je crois que lorsqu'un missionnaire ou un corps de missionnaires en vient, pour quelque cause que ce soit, à paraître aux yeux des indigènes marcher bras dessus bras dessous avec un gouvernement corrompu, il ne leur reste qu'une chose à faire, plier bagage au plus vite et laisser les indigènes se débrouiller d'eux-mêmes avec la Bible. »

Le plus grand nombre des ministres de l'erreur à Madagascar, n'éprouvait pas, heureusement pour l'Angleterre, la naïve colère de Street, ni les brûlantes indignations de son confrère des Betsileos; et comme ils s'accommodaient fort bien de cet état de choses, ils contribuèrent de leur mieux, sans rien perdre de leur mauvais esprit, de leur gros traitement, ni même de la faveur du premier ministre, à réveiller le zèle parfois trop endormi des fonctionnaires de l'État pour le soin de la prière protestante, l'observation des *traités anglais*, l'extirpation du papisme français sur la terre indépendante de Madagascar.

Nommer tous ceux qui se signalèrent dans cette besogne anti-

catholique autant qu'antifrançaise, depuis Ellis jusqu'au Rév. Toy, successeur d'Ellis et à Parrett actuellement en faveur, serait une tâche fastidieuse pour vous, et peut-être aussi pour beaucoup de nos lecteurs. Nous nous contenterons donc d'esquisser à grands traits la figure du dernier et du plus influent d'entre eux, parce que c'est à lui principalement que l'on doit faire remonter la responsabilité des derniers événements survenus entre la France et Madagascar.

M. Parrett envoyé de Londres par la Société des Indépendants, en qualité de directeur de leur imprimerie, arriva dans ce pays vers 1862. Comme ses fonctions d'imprimeur du palais et des indépendants le mettaient en rapports assez souvent avec le premier ministre, ce dont il était loin d'être fâché, et que le premier ministre de son côté ne tarda pas à remarquer dans la figure mate et impassible de l'Anglais, dans ses paroles et ses actes, bien des qualités de finesse, de calme et de sang-froid qui le charmèrent, les plus étroites relations s'établirent bientôt entre l'imprimeur et le ministre. L'imprimeur paraît être franc-maçon, comme la plupart au reste des prédicants du pur Évangile ; il a de la vénération pour Garibaldi, travaille dans le même sens que les loges, pousse avec ardeur leurs projets, déteste les papes, les prêtres et les jésuites en particulier. On rapporte de lui cette touchante parole, au moment où il apprenait que le feu, ayant gagné la forge de notre établissement, menaçait d'allumer chez nous un vaste incendie : « Si ce sont les jésuites, ce n'est rien ; laissez-les brûler. » Passe encore pour ces sentiments d'un protestant à notre endroit. Il est tant d'autres hommes, même parmi les catholiques, qui vous souhaitent un sort pareil ! Mais pourquoi s'attaquer à Jésus-Christ ? On dit en effet que lorsque M. Parrett, revêtu de l'infaillible inspiration d'en haut, s'adressa au peuple suspendu à ses lèvres, il ne se fit pas faute plus d'une fois de prêcher que Jésus-Christ dans le ciel n'était pas Dieu ; d'où plusieurs Malgaches sortirent indignés de ses prêches, et se plaignirent d'une si scandaleuse doctrine. Ils avaient tort ces bons Malgaches. L'imprimeur prédicant n'avait-il pas le droit de prêcher dans le temple ce qu'il enseignait au fond de son atelier. « Ramassez de l'argent d'abord, disait-il à ses élèves qui lui parlaient de Dieu et de la prière ; la prière et Dieu viendront ensuite. »

Notre siècle est le siècle des lumières, et il faut qu'un bon *maçon*, comme un vrai jésuite, fassent toujours, chacun de son côté

et en sens inverse, du prosélytisme auprès des profanes. Lorsque Rainilaiarivony s'unit d'une manière si étroite avec l'imprimeur, de façon à passer de longues heures du jour et de la nuit en sa société, était-il profane, ou bien avait-il déjà reçu la lumière du Rév. Toy? grave question que je ne saurais préremptoirement décider... S'il faut toutefois juger de l'arbre par ses fruits, des causes par les effets, des hommes par leurs actes, il semble que Rainilaiarivony aurait obtenu l'honneur d'une certaine initiation maçonnique, de l'amitié de l'imprimeur, et méritait ainsi de devenir le confrère de la plupart des grands hommes de la révolution, avec les mêmes droits qu'eux à la protection des loges du monde entier. Quoi qu'il en soit de ces hypothèses, fort problables, un fait certain et reconnu de tous c'est que M. Parrett exerce en réalité sur le premier ministre une influence presque semblable à celle d'un résident ou protecteur d'office, auprès d'un souverain en tutelle : il tranche les questions, il nomme aux places, et fait parfois prévaloir ses choix sur ceux du premier ministre, comme il est arrivé notamment dans la nomination du commandant en chef de l'armée actuellement en place ; on l'a vu enfin modifier selon son bon plaisir les lois adoptées en conseil, et qui lui étaient remises pour être imprimées.

Mais arrêtons-nous ici et quittons enfin ces ministres de l'erreur, ainsi que cette triste figure de l'imprimeur Parrett, que nous serons bien forcés d'ailleurs de retrouver encore aux dernières pages de cette histoire. Il est plus que temps de reprendre des récits plus en harmonie avec nos goûts et les sentiments de nos lecteurs.

J'ai pensé souvent, à voir la prodigieuse extension de notre mission de Madagascar, au milieu de tant de souffles ennemis conjurés pour la perdre, qu'il en était d'elle, comme de ces arbres plantés sur le sommet des montagnes et exposés à toutes les violences des tempêtes : plus ils sont tourmentés par les vents, et plus ils s'enracinent, et si quelques branches se brisent et sont emportées au loin, de nouvelles et plus vigoureuses ne tardent pas à les remplacer. Ainsi presque délaissée de la France gouvernementale, en butte aux persécutions hérétiques de la puisante Société des missionnaires de Londres, méconnue et foulée aux pieds par l'Église d'État malgache, attaquée même dans les dernières années par certain journal antifrançais de

Tamatave qui faisait cause commune avec les journaux maçonniques de Maurice et de Bourbon, et d'autres lieux, la petite mission de Madagascar, non seulement ne perdit rien de ce qu'elle avait gagné, mais on la vit chaque année croître et se développer davantage, aussi bien sous le rapport du nombre des chrétientés nouvelles, que sous celui de la force et de la perfection des diverses œuvres entreprises depuis longtemps.

La première de ces chrétientés nouvelles, qui fut créée par le travail de nos missionnaires, vers le commencement de cette période de réformes de toutes natures, dont nous venons de retracer l'histoire, fut la petite chrétienté d'Ambositra.

« Ambositra était encore, il y a de soixante-dix à quatre-vingts ans, écrit le Père de Batz son premier apôtre, un village fortifié du pays des Betsileos et chef-lieu de la petite province du nord. Il eut un des premiers à lutter contre les envahissements de Radama I vers 1815. Les anciens qui assistèrent aux événements disent que la lutte fut courte mais opiniâtre et qu'elle n'eût pas été à l'avantage des gens de l'Émirne, si le petit roi ou seigneur du pays n'avait été tué dans un assaut. Le chef étant mort, tous ses gens se rendirent. Les hommes faits furent en grand nombre exterminés par les vainqueurs, et les femmes et les enfants, entraînés en esclavage. La ville fut rasée, et défense fut faite de jamais la relever.

Aussi, le véritable Ambositra, jolie petite colline boisée, à l'ouest de la grande route qui va à Fianarana, est-il complètement désert. Les Européens qui y montent n'y trouvent plus que des pierres tumulaires, les anciens fossés et quelques débris de rempart.

La population *betsileo* qui a survécu à sa défaite, est venue d'ailleurs, ou bien rentrée dans ses foyers après s'être rachetée de l'esclavage à prix d'argent, s'est établie sur quelques points des environs. Et c'est au pied d'un de ces petits groupes que se trouve le village vulgairement désigné à Tananarivo et à Fianarana sous le nom d'Ambositra, en souvenir du passé, mais qui s'appelle ici *Ambodi-vala* (au pied du village), ou *Asabosty* (au marché du samedi).

Ambositra, puisqu'il faut se conformer à la manière de dire des gens du Nord, doit être à peu près au 21° de latitude sud et au 46° de longitude est. Cinq journées de marche nous séparent de Tananarivo et deux et demie de Fianarana. Un bon piéton met six

jours pour se rendre à *Mahela* sur la côte Est : et il en met dix pour arriver jusqu'à *Andakabe* sur la côte sakalave.

Ambositra est de plus sur le grand chemin militaire de Tananarivo à Fort-Dauphin, un des rares souvenirs de notre ancienne occupation française, d'où il suit que les voyageurs et les nouvelles y abondent. Son climat est très tempéré, plus froid même que celui de Tananarivo, puisqu'on s'éloigne de la ligne. Il est souvent brumeux à cause du voisinage de la grande forêt de l'Est, qui n'est qu'à quatre heures de distance. Tout cela fait qu'à partir de mai jusqu'en octobre, le grand manteau de drap est presque nécessaire avant le coucher du soleil.

Quant aux fièvres, elles règnent en maîtresses tout autour à une journée de marche ; mais elles n'ont pas élu domicile ici, ou du moins elles ont disparu, chassées par une culture mieux entendue et plus générale.

Les productions sont les mêmes que dans les parties élevées de toute l'île. Cependant le tabac et le maïs se cultivent sur une plus grande échelle, et les habitants de la forêt voisine doivent se contenter pour leur nourriture d'épis de maïs, de haricots et de certaines patates, leur canton étant trop froid et trop humide pour produire le riz.

Les aborigènes ne sont pas les seuls habitants de la province. Les gens du Nord, ordinairement appelés *Ambaniandro*, les vainqueurs d'autrefois et les gouvernants d'aujourd'hui, sont encore en grand nombre ici comme ailleurs : les uns, envoyés pour lever certains impôts ; d'autres, comme courriers à étapes, porteurs des papiers royaux ; le plus grand nombre d'entre eux venus d'eux-mêmes pour faire le commerce des toiles, des verroteries, d'eau-de-vie, etc., pour prêter de l'argent à intérêts exorbitants, voire même pour échapper à la corvée dans leur pays d'origine.

Ambositra compte quatre cents à cinq cents des gens de cette espèce, y compris leurs esclaves.

Les Betsileos n'habitent pas avec eux ; mais ils ont quelques villages et de nombreux hameaux tout autour et sur les bords de leurs rizières.

Sans doute, les coutumes et le langage des Betsileos diffèrent des coutumes et du langage des gens du Nord. Cependant, il y a beau-

coup de ressemblance entre les uns et les autres ; et ici, plus que partout ailleurs peut-être, parce que le pays est occupé depuis plus longtemps et qu'il est sans cesse sillonné par les vainqueurs. Ce qui fait que le missionnaire peut se faire fort bien comprendre et prêcher dans ces nouvelles chrétientés sans être obligé d'apprendre une nouvelle langue, ni même un nouveau dialecte.

Tel est le pays et le village pour lesquels un seigneur *ambaniandro*, riche de plusieurs fiefs, un de nos premiers chrétiens de l'Émirne, ancien *menamaso* de l'infortuné roi Rakoto-Radama II, avait demandé un Père missionnaire depuis plus de trois ans. *Constantin Ratsimifanto*, c'est le nom de ce seigneur, ayant quatre ou cinq seigneuries dans les environs, pria le Rév. P. Cazet de lui donner un Père pour instruire ceux de ses gens qui voudraient embrasser la religion catholique. Mais, comme Ambositra est le point le plus important et à peu près central, il désigna ce lieu pour le séjour le plus habituel du missionnaire. C'est sur cette demande, plusieurs fois répétée par lettres au Rév. P. Préfet apostolique, et de vive voix au Rév. P. Delbosc, envoyé à Fianarana qu'il fut décidé en principe qu'un Père serait octroyé.

« Ce fut le 21 juin 1876, à 6 heures du soir, que j'arrivai pour prendre possession d'une grande mauvaise case, bien que fort chère, nouvellement achetée par le Rév. P. Préfet à son retour de sa visite dans le Sud, et me mettre à la tête d'une paroisse sans paroissiens ; car telle était la position. Personne du pays ne connaissait notre religion ; le seigneur *ambaniandro* n'était pas dans ses fiefs du Sud et n'y a pas encore paru. Un seul aborigène, premier centenier du canton, fit bien, à notre premier passage pour le Sud, mine de s'approcher ; mais ce n'avait été qu'une grimace pour avoir de l'argent. L'argent n'étant pas venu, il ne paraissait chez moi que pour me donner toujours de belles promesses, et, en attendant, il continuait de participer à la cène chez les méthodistes.

« J'étais donc seul, absolument seul, sans maître d'école et sans servant de messe. Mon cuisinier, lui-même, venu de Fianarana à ma suite, était un Mozambique non chrétien. Et, pendant un mois, j'ai dit la messe seul à seul avec Dieu, faute de servant et d'assistants, dans un misérable galetas et sans autel, puisque ma malle m'en tenait lieu.

« Ceux qui se groupèrent d'abord autour de moi furent des enfants

des esclaves, du tout petit peuple, des gens tarés et excommuniés par la secte. Cependant, bien des personnes, je dirai même la presque totalité de la population *ambaniandro* venait me voir, soit pour causer, car le Malgache aime à jaser et à rire tout comme nous autres Français; soit encore pour demander des remèdes à leurs maladies vraies ou feintes. Cela me donnait bon espoir. Quelques enfants des écoles se donnèrent à moi. Je me fis professeur à bâtons rompus ; je donnai des remèdes, car j'en suis bien fourni, et surtout j'arrachai des dents ; tout cela, autant que me le permettaient les travaux entrepris, car, dès le lendemain de mon arrivée, je commençai à faire faire des briques en grand nombre, à niveler le terrain, creuser les fondations; et, le 7 août 1876 je posai les premières assises de briques crues de mon futur presbytère.

Quand j'arrivai dans le pays, un prêcheur anglais s'y trouvait déjà, ayant à ses ordres comme partout un *mpitandrina*, un *Kolejy* ou normalien et bon nombre de diacres et de diaconesses, sans parler de sa femme et de ses enfants. J'étais l'ennemi venant troubler la paix. On se consulta; on complota, et l'on se mit en campagne. — *Aux écoliers*, l'on dit que ceux qui avaient été inscrits sur les registres du normalien ne pouvaient passer chez moi, et que leurs noms avaient été mis sous les yeux de la reine. Il en était venu déjà; il en vint encore malgré cela. Le prêcheur anglais osa à ce propos pleurer et gémir en pleine classe et déplorer le sort de ceux qui, en venant chez moi, couraient à la perte de leur âme; c'est le mot dont il se servit. Cela n'ayant pas suffi, le normalien jura de me reprendre peu à peu tous ses élèves. Il réussit pour quelques-uns, grâce à la terreur qu'il inspire à la gent écolière.

Aux grandes personnes, l'on dit que celles qui étaient *vita raharaha*, c'est-à-dire qui participaient à la cène, ne pouvaient changer de religion. Et l'on se hâta de donner indulgence plénière à tous les excommuniés de peur de les voir abandonner la secte.

Aux principaux qui voulaient venir, on fit valoir qu'ils se déshonoreraient en se séparant du grand nombre et en quittant une religion qui les avait mis en relief; on ajouta qu'en leur qualité de chefs de paroisse, la reine connaissait leurs noms et serait irritée de les voir passer ailleurs.

Au centenier betsileo qui nous avait appelés à notre premier pas-

sage, on ne cessait de faire craindre que sa charge ne lui fût enlevée. Et l'Européen le retenait par des cadeaux ou par promesses.

Le mouvement en ma faveur fut enrayé, et la persécution commencée. Il fallut combattre. J'encourageai et fis encourager les uns et les autres. Je réfutai en particulier et en public, le dimanche, les thèses insoutenables de mes adversaires. Grâce à cela, j'eus à regretter fort peu de défections nouvelles parmi les enfants de ma petite école, qui avait depuis peu maître et maîtresse venus de Fianarana. Et les grandes personnes, déjà avec moi, restèrent fidèles. Mais quatre personnages importants qui m'avaient assuré leur adhésion se contentèrent de me donner toujours de belles et menteuses promesses. »

Le Rév. P. de Batz entre ici dans le détail des persécutions toujours les mêmes et semblables à celles de Fianarantsoa qu'il subit de la part d'un certain Rarivo, Kolejy ou normalien des indépendants. Il nous suffira de citer quelques extraits de ses lettres au P. Cazet.

La persécution ne cesse pas, lui écrivait-il, le 8 octobre 1873. Le siège de notre enclos est fait en règle. Il y a quinze jours, un de nos élèves, Isidore, nouveau baptisé, mais très fervent, a été trahi par sa tante et pris chez lui, à dix pas d'ici. Rarivo l'a conduit de force en classe et à la prière du soir, et puis il s'est mis en devoir de le flageller. Les coups étaient vigoureusement donnés, et notre Isidore demandait pardon avec l'intention bien arrêtée de ne pas tenir sa promesse. Mais voyant que rien n'apaisait la rage de son bourreau, et se confiant à la vigueur de ses jarrets, il a pris la fuite en présence de trente à quarante témoins qui, stupéfaits un moment, n'ont songé à le poursuivre qu'après lui avoir laissé prendre de l'avance. On aurait dit un voleur poursuivi en plein marché ; c'était ignoble et triste. Le pauvre jeune homme est tombé deux ou trois fois de faiblesse dans sa course rapide, et puis, arrivé chez nous, il s'est presque évanoui dans mes bras.

Depuis lors, une grande fille a été frappée de coups affreux. C'est une guerre à mort. Rarivo ne s'en cache pas; il laissera seulement la vie sauve à ceux qu'il saisira.

Je vous disais, avant hier, mandait-il encore au P. Cazet, le 18 février, 1879, que la persécution continuait toujours, mais que les enfants ne sortant pas, leurs bourreaux ne pouvaient les saisir. Voici

cependant que j'ai permis à un enfant malade d'aller se soigner chez lui. Il a été vu en s'y rendant; et hier, vingt-un élèves protestants sont allés le prendre à trois heures d'ici. Vous comprenez la joie de la secte! Trois ou quatre cents personnes ont assisté à l'exécution qui s'est faite dans la maison de Rarivo, et tous à l'envi ont frappé notre enfant... Ses cris retentissaient jusque chez nous. Son dos est tout en sang; son père aussi a été frappé pour l'avoir laissé venir à l'école catholique.

Voilà où nous en sommes. Nos enfants et leurs parents sont dans l'effroi. Personne n'ose parler ou agir en notre faveur, tant on redoute Rarivo, protégé par plusieurs grands de Tananarivo. J'oubliais de vous dire que le jeune homme frappé hier au soir, est enchaîné chez un diacre de la secte, et qu'on se propose de le frapper encore aujourd'hui. Sous les coups le jeune homme a promis tout ce qu'on voulait; mais il m'a fait dire qu'il ne nous quitterait pas et reviendrait au bercail le plus tôt possible. Le baptême et l'Eucharistie donnent vraiment des forces et du caractère à nos enfants. »

Mais ne revenons plus sur ce triste sujet des persécutions, et parlons plutôt du bonheur du P. de Batz, aux progrès de son église naissante.

« Comment peindre toute la joie que j'ai goûtée dimanche 1er juillet jour du Très Précieux Sang de Notre-Seigneur, écrit-il à sa sœur le 3 juillet 1877. Depuis un an je n'avais donné le baptême qu'à quatre petits enfants. Sans doute j'aurais pu faire plus et plus tôt; mais j'ai pour principe de ne pas me hâter; et bien m'en a pris, parce que la longue épreuve d'un an, que j'ai exigée, a fait partir ceux qui n'étaient pas bien intentionnés, ou pas assez fermes pour échapper aux attaques de l'hérésie. Enfin Dieu est venu à mon aide.

Vingt-quatre adultes, hommes et femmes, tel était le petit nombre des élus; petit nombre, si vous le comparez à la foule des baptisés que j'avais dans mon ancien poste d'*Ambohidratrimo*; mais, nombre considérable, vu le pays et les persécutions. Et puis, ce petit nombre était bien agréable à Notre-Seigneur. L'assiduité au catéchisme et à la retraite préparatoire avait été exemplaire, et à peu près tous les élus assistaient à la messe chaque jour depuis un an.

Aussi j'étais heureux, dimanche dernier. Et mon bonheur était assez visible quand je donnais le baptême à mon fervent troupeau. A la fin

de la cérémonie, où bien des curieux étaient venus, je n'ai pu taire les sentiments de mon cœur.

Mes enfants heureux aussi ont fait des jaloux. Priez pour leur persévérance et pour que ce premier baptême soit suivi d'un autre, plus considérable et plus beau. »

Quatre ans s'étaient écoulés depuis que le P. de Batz écrivait ces lignes. Les années avaient succédé aux années, les épreuves aux épreuves, et la mission d'Ambositra, au lieu de perdre, s'était développée. Elle comptait au commencement de 1881 trois Pères, un Frère coadjuteur, un maître et une maîtresse d'école entourés de nombreux élèves, une église enfin et un presbytère avec jardin potager ne le cédant à rien de tout ce qu'il y a de mieux en ce genre dans les campagnes de l'Imerina. Autour du poste principal d'Ambositra des postes secondaires ont été ensuite établis, et leur sphère d'action s'étend jusqu'au cœur du *Vakin Ankaratra*, province conquise, il y a trois ans à peine, par le P. Roblet.

C'est ainsi que le Seigneur sait faire croître le grain de sénevé.

Il est juste toutefois de dire que si Ambositra possède aujourd'hui trois Pères, et rayonne jusqu'au *Vakinan Ankaratra*, c'est que le maître du champ évangélique a émondé sur d'autres points le grand arbre de la Mission. Ainsi le P. Morisson et le P. Chenay, compagnons actuels du P. de Batz, viennent tous les deux de résidences récemment abandonnées. Nous parlerons bientôt des Petites Iles et de leur fermeture qui ouvrit au P. Morisson, ainsi qu'à plusieurs autres valeureux ouvriers le chemin des campagnes de l'Imerina. Disons maintenant un simple mot de la résidence de Mananjary.

Cette maison située sur la côte Est à quatre ou cinq heures seulement au sud de Mahéla, et à l'embouchure du fleuve Mananjary, dans le village de Masindrano ou Mananjary, fut fondée en octobre de l'année 1877, par le P. Delbosc, à la demande de plusieurs traitants de Bourbon et de Maurice fixés dans ces parages. Mais les résultats spirituels, et autres avantages matériels qu'on se promettait de l'établissement de ce nouveau poste, surtout comme maison de procure pour la mission des Betsileos, n'ayant point répondu aux espérances qu'on en avait conçues, et la santé des missionnaires s'y trouvant d'ailleurs trop compromise par le climat, il fut résolu en octobre 1880 que les deux Pères chargés de cette maison. se replieraient vers l'in-

térieur de l'île, où la moisson était plus abondante et le climat meilleur. Quant aux habitants de toute cette côte, les missionnaires de Fianarana ou de Tamatave furent chargés d'aller de temps à autre, comme autrefois leur offrir les secours de la religion.

Les fondations d'églises nouvelles ne sont pas les seules consolations des apôtres. Ils aiment aussi la beauté de la maison du Seigneur ; et rien ne les émeut plus doucement que le retour d'enfants prodigues ou de brebis égarées. Trop souvent, hélas ! les missionnaires de Madagascar ont bu à la coupe douloureuse du père du prodigue, sans avoir goûté comme lui les ineffables joies du retour de leurs fils. Raison de plus de conserver précieusement le souvenir de ces trop rares bonheurs.

Avant donc de laisser au P. A. Taïx la joie de nous décrire les beautés de la maison, qu'il contribuait pour une si large part à élever la gloire du Seigneur et de sa mère Immaculée, au milieu de Tananarivo, écoutons le P. Ailloud nous parler de sa brebis perdue et retrouvée.

« Je fus accosté, il n'y a pas longtemps, dit-il, par une jeune femme de la haute noblesse, accompagnée de deux esclaves. Elle venait seulement me visiter, disait-elle. Elle a été baptisée il y a plus de cinq ans ; Ursule est son nom de baptême. Entraînée par l'appât d'un mariage, elle a passé dans le camp des protestants, et y est restée trois ou quatre ans, mais à la campagne assez loin de la ville.

Redevenue habitante de Tananarivo depuis près d'un an, elle a senti se réveiller le souvenir des heureux jours passés dans le catholicisme. Bientôt elle s'enhardit à me faire une visite, sans être encore décidée à revenir à Dieu. Nous causons de choses indifférentes ; je l'engage à revenir le dimanche suivant. Elle me le promet, tient parole, et depuis ce temps-là elle a été fidèle à assister à nos offices. Actuellement elle se prépare à la première communion.

Voici maintenant une conversation qu'elle vient d'avoir avec un protestant, officier du palais, en présence de sa famille, aussi protestante.

« Est-il vrai, Ramatoa, (Madame), que tu es revenue chez les catholiques ? — Oui, c'est bien vrai, par la grâce et la protection de Dieu. — Mais est-ce décidément ? — De même que la poule garde ses plumes jusqu'à la mort, moi aussi je garderai la prière catholique. —

Qu'il y a-t-il dans cette prière qui puisse t'y attacher si fort? — Je suis revenue à celle qui m'a fait tant de bien autrefois et je ne la quitterai plus; on y prie bien le bon Dieu. — Dis-moi donc un peu ce qui se passe dans vos réunions. — Va le voir dimanche prochain. — Je voudrais savoir ce que signifient ces images, ces croix, etc. — Moi je ne suis pas assez instruite, mais va visiter le Père; il te fera bon accueil et il te donnera des explications. — Catholiques ou protestants c'est bien la même chose, puisque tous nous prions le Christ. — Oh, c'est bien différent. J'ai assez vu les réunions protestantes, et je sais que c'est loin d'être la même chose. Chez vous l'argent est un puissant motif de réunion. — Et comment cela ? — Aux jours de la manducation du pain, quiconque veut en manger, doit donner un morceau d'argent; puis le tronc qui est à la porte du temple vous invite aussi; puis cette petite boite qu'on remet à chacun ne doit pas être rendue vide. Qui est-ce qui profite de tout cet argent? — Ce sont les pauvres, les orphelins, les veuves; le reste est pour bâtir les temples. — Ce n'est pas trop vrai cela; tu sais bien que tels et tels étaient pauvres, il y a peu d'années; ils n'avaient qu'une misérable case, un lamba de toile commune, point de pantalons ni de souliers; et depuis qu'ils sont devenus prêcheurs, diacres, chefs, dans vos temples, ils ont bâti de belles maisons en briques, et s'habillent à la façon des blancs; leurs femmes portent des robes ou de riches lambas, etc. Ne se sont-ils pas enrichis de l'argent du peuple? — Ton langage est vrai, Ramatoa. — Tous ces prêcheurs, diacres, chefs, ont la figure joyeuse quand le temple se remplit et que beaucoup de gens reçoivent le pain, et ils sont tristes quand il y a peu de monde ; voilà pourquoi ils sont si acharnés à presser les gens, à les retenir. » A ces mots l'officier et les auditeurs partent d'un éclat de rire, et tous de dire : « C'est vrai, c'est vrai. — Un autre motif qui rend vos réunions nombreuses, poursuit Ursule, ce sont les accointances mauvaises. On se regarde les uns les autres, on se fait passer des billets de rendez-vous; ceux et celles qui entrent sont toisés des pieds à la tête ; quand paraît une femme à beau lamba, tous les yeux se fixent sur elle ; quand une autre à lamba commun se présente, on rit, on se cache la bouche, et l'on cause à l'aise. — Ne fait-on pas de même chez vous ? demande l'officier. — Viens donc assister à nos offices, tu verras qu'on ne cause pas, qu'on ne se toise pas, qu'on ne se moque pas des pauvres ; car

chez nous les pauvres sont mêlés aux riches. — J'ai envie d'y aller... Mais, tu sais bien, je suis protestant, parce que j'ai peur de certains grands du royaume. — Oui, c'est encore la peur qui pousse les gens chez vous, et qui en empêche un grand nombre de venir chez les catholiques, etc., etc. »

Cette Ursule a donné le branle à une grande famille protestante. Sa belle-sœur a commencé par se séparer des hérétiques, et vient chez nous depuis près de trois mois. Elle est évidemment soutenue par une grâce puissante, vu les assauts qu'elle a dû subir de la part de son mari, de toute sa famille, et surtout des prêcheurs malgaches. Elle a répliqué à tous avec un sang-froid, une raison et des arguments de sa façon qui les ont tous culbutés. Son mari ne va plus au temple; c'est un gros morceau d'argent de moins, aux jours de la manducation du pain. On dit aussi qu'il a envie de venir chez nous. Mais comme il est officier de haut grade, il aura une rude persécution à subir.

Voilà une de ces joies de l'âme que Dieu daigne nous donner quelquefois, par le retour de la brebis égarée. »

Quelques années plus tard le P. Delbosc rendait compte au P. Bonniol de la conversion d'un ministre protestant malgache, fourvoyé de bonne foi dans le camp ennemi, et revenant à Notre-Seigneur dès que la vérité eut brillé suffisamment à ses regards.

« Les missionnaires de Madagascar, écrivait le P. Delbosc le 10 octobre 1879, viennent de voir se réaliser ici, avec des circonstances remarquables, ces paroles de Notre-Seigneur : « J'ai d'autres brebis, qui ne sont pas encore dans ce bercail; il faut que je les y amène. » C'est là la promesse ; le bon Pasteur l'a exécutée, il l'exécute, et il l'exécutera jusqu'à la fin des temps. Il se sert pour cela des apôtres, des saintes femmes, êtres ordinairement faibles et peu estimés de ce qui s'intitule le *grand monde*. C'est la houlette dans les mains du bon Pasteur; avec cela le bercail augmente, augmente toujours. Il est vrai que parfois la houlette est broyée sous la dent des loups; quoi d'étonnant? Le bon Pasteur lui-même a bien voulu se laisser manger, et, malgré cela, le troupeau a augmenté, augmente et augmentera.

Mais voici la merveille : le loup est quelquefois pris, et le bon Pasteur, au lieu de le tuer comme il le mériterait, trouve dans son cœur infiniment miséricordieux le moyen de transformer un loup dévo-

rant en un mouton tout à fait docile. C'est ce que vous verrez dans ce récit d'une conversion aussi édifiante qu'extraordinaire. Le néophyte dont il s'agit ici a reçu au baptême le nom de Michel. Je lui laisse le soin de raconter lui-même sa conversion au catholicisme et je ne fais que traduire sa narration:

« Il y a environ douze ans que la grâce me sollicitait de me faire catholique. L'instrument dont le bon Dieu se servit fut la sœur Athanase, si dévouée aux pauvres malades. En soignant ma mère, elle ne cessait de nous exhorter à quitter l'erreur pour embrasser la vérité. Je ne me rendis pas de suite ni sans résistance ; mais la crainte de l'enfer, dont la sœur nous menaçait, me suivait partout.

« Vers la même époque, plusieurs paroles de l'Écriture sainte me frappèrent, entre autres, ce que Notre-Seigneur dit des eunuques volontaires. Comme je ne comprenais pas ce texte, j'en demandai l'explication à un de mes amis, ministre protestant américain, à Madagascar, M. Street. Cet ami répondit à mes questions, avec une certaine hésitation, que c'étaient les vierges, tels que les prêtres, les religieux et autres, en si grand nombre dans le catholicisme. Cette explication me fit faire un pas de plus vers la vérité.

« Je lisais, une autre fois, le texte de saint Paul sur la virginité et sur l'usage de ce monde périssable, et alors mes larmes coulaient en pensant au bonheur de l'Apôtre et des prêtres catholiques.

« Un jour, m'ouvrant à quelques amis, je leur dis que je voulais vivre dans le célibat. Ils m'en détournèrent disant *qu'il n'est pas bon que l'homme soit seul, que Dieu lui a donné un aide semblable à lui*, etc. Ce ne fut qu'au bout de trois ans de lutte que je me décidai à me marier.

« Une autre fois, je causais avec le P. Ailloud, qui me conseilla de faire souvent cette prière ; *Mon Dieu, faites-moi la grâce de suivre la religion où se trouve le salut.*

« Je le lui promis, et je tins parole, tout en continuant à persécuter les catholiques.

« Cependant, j'étudiais les cinq religions qui se trouvent à Tananarivo (catholiques, anglicans, luthériens, indépendants, quakers), et je penchais pour les luthériens. J'essayai même plusieurs fois d'aller étudier chez eux, mais toujours il y eut des entraves. Je reconnais maintenant la main de Dieu dans tout cela ; car je faisais toujours

la même prière que m'avait conseillée le P. Ailloud. Aujourd'hui, je remercie Dieu de tout mon cœur, parce que je suis du nombre de ceux qu'il aime.

« Je dois dire que ce qui m'attirait le plus vers le catholicisme, c'était moins la vérité de la religion que mon admiration sincère pour ceux qui embrassent si généreusement la virginité.

« Toutefois, je repoussai encore la grâce ; je faisais mon possible pour étouffer la voix intérieure qui m'appelait. Et même j'essayai de dissuader un jeune homme qui voulait étudier chez les catholiques. N'ayant pas réussi, je le voyais de temps en temps, et il ne manquait pas de m'attirer à la vérité dans les conversations que nous avions ensemble. Pour moi, je résistais toujours, réfutant de mon mieux les raisons qu'il m'apportait. Vains efforts : la vérité triomphait insensiblement de toutes mes résistances, et mon cœur n'y tenait plus.

« Sur ces entrefaites, Dieu permit que la Vie des Saints me tombât entre les mains. En la lisant, je me disais à moi-même : Ne pourrais-tu pas faire ce qu'ils ont fait?

« J'appris ensuite qu'à Rome on conserve les instruments de la Passion, les reliques de saint Pierre et de saint Paul, etc., et que là se sont opérés et s'opèrent encore des prodiges sans nombre.

« D'un autre côté, j'avais lu la vie de Luther, écrite par les protestants et la réfutation qu'en ont faite les catholiques, et je me disais : les protestants avouent que Luther, lié par le vœu de chasteté, quitta le catholicisme, à cause, disait-il, de la conduite désordonnée du clergé. Mais alors même que la mauvaise conduite du clergé serait un fait avéré, me disais-je, était-ce une raison pour Luther de violer ses vœux et de se séparer de l'Église ?

« Puis, faisant un retour sur moi-même, je me disais : c'est peut-être parce que je suis le disciple de Luther que je ne puis parvenir à la virginité. Cette vertu ne se trouve, en effet, dans aucune secte protestante ; on la trouve uniquement chez les catholiques.

« Un jour que j'étais plus tourmenté que de coutume, je fis cette prière : *Mon Dieu, si ces pensées qui m'obsèdent viennent du mauvais esprit, rendez mon cœur plus froid que la glace, faites que je ne pense plus au catholicisme. Que si, au contraire, le catholicisme est la vraie religion dans laquelle se trouve le salut, enflammez mon cœur de plus en plus, et accordez-moi la grâce d'embrasser la vérité que j'entrevois.*

« Dieu ne fut pas long à exaucer ma prière, car mes bons désirs ne firent que s'accroître, et je reconnais maintenant que Dieu exauce infailliblement un cœur qui le cherche sincèrement. Grâces lui soient rendues pour toutes les bénédictions dont il m'a comblé.

« Une chose qui me frappait grandement lorsque j'entrais dans une église, c'est le respect des catholiques envers Notre-Seigneur présent dans la sainte Eucharistie. Mon étonnement était extrême quand j'assistais soit au Salut, soit à la Messe.

« Le moment était venu de mettre à exécution les bons désirs de mon cœur. Il s agissait de me dégager de la secte des Indépendants, où j'occupais une position élevée : on m'avait confié le soin de sept temples. Je choisis des hommes pour me remplacer dans la prédication et dans l'administration ; je refusai poliment une maison que mes ouailles voulaient construire pour moi, et à partir de ce moment mon corps seul restait chez les Indépendants ; mon cœur était ailleurs.

« Cependant le démon essaya de me livrer un dernier assaut : il m'attaqua sur le culte de la sainte Vierge et des Saints ; mais Dieu soutint mon courage, et je pus enfin recevoir le baptême, qui fut bientôt suivi de la confirmation. Les expressions me manquent pour dire la joie qui débordait de mon cœur, le lendemain du jour où j'eus le bonheur de participer à ces augustes mystères. J'attends que le bon Dieu me fasse une dernière grâce qui mettra le comble à toutes les autres : celle de me faire prêtre, afin de pouvoir efficacement travailler au salut de mes compatriotes. »

Avant sa conversion, d'autres disent sa défection, continue le P. Delbosc, Michel, vous l'avez lu, avait sous sa dépendance sept temples dont la secte l'avait chargé ; sans avoir une grande dose de perspicacité, on pouvait prévoir que cet événement jetterait l'alarme dans le camp de ses anciens camarades. Il fallait, sinon détruire, du moins atténuer l'effet que ce changement de religion ne pouvait manquer de produire parmi les ouailles. Voici ce qui se passa, d'après le récit du *Teny soa*, publication mensuelle qui s'imprime à Tananarivo, aux frais de la *Société des missionnaires de Londres*. « Les assemblées d'Amoronkay, dit ce journal, vivent dans une espèce de séquestre au bord de la forêt, n'ayant à peu près personne pour les instruire, car les ministres désignés pour les administrer parviennent difficile-

ment à s'habituer dans le pays. Même l'un d'entre eux a échoué complètement, et est parti pour embrasser une foi toute différente. En conséquence, les habitants de ces endroits sont extrêmement à plaindre. »

La suite de l'article raconte les efforts tentés pour remettre ces populations dans leur assiette. L'état-major de la secte ne crut pas déroger à sa dignité, en entrant lui-même en campagne; à ses yeux. l'affaire était si grave qu'il fallait mettre en ligne la grosse artillerie. Une guerre d'escarmouches eût été insuffisante. En conséquence, les trois fortes têtes de l'endroit, trois fameux prédicateurs de la Cour, partirent le 13 avril, avec une nombreuse escorte, munis des instructions de la reine et du premier ministre. Le lendemain, 14 avril, les sept temples délaissés eurent la consolation d'entendre la parole de ces vénérables apôtres, chargés de raffermir la foi chancelante.

Tout cela était bien, mais ce n'était pas assez. « Le lundi 15 avril, dit la publication déjà citée, on vit comme une grande foire en rase campagne : c'étaient toutes les populations de la région, accourues au rendez-vous que leur avaient donné les trois prédicateurs. « Encouragements de la part de la reine et du premier ministre, avis paternels, exhortations pressantes de ne pas quitter la foi, rien ne fut épargné. Après cela, l'on se sépara, la population rentra dans ses foyers, et les trois apôtres volèrent à de nouveaux exploits. Il y avait à craindre, en effet, que le découragement ne gagnât aussi les contrées voisines.

Donc, le mardi 15 avril, nouvelle réunion à Tanamalaza, réunion plus nombreuse encore que celle de la veille ; neuf assemblées y assistaient. Là on répéta à ses nouveaux auditeurs ce qu'on avait dit à ceux de la veille; et, cela fait, l'expédition apostolique rentra à Tananarivo.

Quant à notre Michel, que j'ai traité de mouton, dit en terminant le P. Delbosc, c'est plutôt un véritable agneau, par sa docilité, sa simplicité et son zèle à amener à la vertu ses anciens amis. Daigne le bon Pasteur lui accorder la grâce, objet de tous ses vœux, de devenir berger après avoir été loup ! »

De ces joies intimes goûtées par les missionnaires au retour de brebis égarées passons à celles que ressentait le saint roi David lorsqu'il disait : J'ai aimé, Seigneur, la beauté de votre maison, et décrivons

les efforts tentés par les deux Pères Taïx afin d'élever au vrai Dieu à Tananarivo un temple digne de lui.

« Voilà trois ans, mandait le Père Ailloud le 18 avril 1876 aux lecteurs des *Missions catholiques*, que les fondements de notre église de l'Immaculée-Conception ont été jetés; le manque de ressources nous avait forcés de suspendre les travaux. Mais grâce à la charité catholique, nous avons pu les reprendre, à l'époque de mon retour de France à Madagascar, vers la fin d'août 1875. On sait que nous sommes ici dans la capitale, entourés de quinze temples protestants, dont cinq sont bâtis en belles pierres de taille. L'an dernier, nous ne pouvions aspirer à autre chose qu'à une construction en pisé; et il nous était pénible à tous, comme catholiques et comme Français, d'être réduits extérieurement à une infériorité relative, humiliante, aux yeux des Malgaches, pour le catholicisme et pour la France. Le Rév. P. Préfet apostolique a cru pouvoir se décider à faire construire notre église en pierres de taille. Ce résultat est dû à une protection spéciale de Notre Dame-de-Lourdes; et nous espérons que Marie immaculée, qui nous a fourni les moyens de commencer, en nous procurant et l'argent et le bon Frère coadjuteur Laborde, maçon consommé dans son métier, nous procurera aussi les moyens d'achever.

« Le plan a été dressé par le F. Gonsalvien, directeur des Frères des écoles chrétiennes à Tananarivo, et revu et modifié par le Rév. P. Alphonse Taïx. Le premier devait le faire exécuter; un surcroît d'occupations lui étant survenu par la mort du F. Yon et par le départ du F. Indronis tombé gravement malade, il a dû renoncer à diriger les travaux. Cette charge a été remise au P. Alphonse Taïx qui avec nos Frères coadjuteurs s'en acquitte parfaitement, tout en continuant ses travaux de missionnaire à Ambohimalaza. Les murs sont déjà à la moitié de leur hauteur.

« L'église sera du style ogival. En voici les dimensions: longueur 37 m. 60; largeur, 18 mètres; hauteur des murs, 11 mètres; hauteur du faîtage du toit, 21 mètres; hauteur de la voûte, 17 mètres; largeur de la façade, 19 mètres; hauteur des clochers, 30 mètres.

« Ces dimensions sont fort modestes pour une cathédrale située au centre d'une grande capitale; mais le manque de terrain nous a forcés de nous en contenter. Quoi qu'il en soit, elle sera, dit-on, plus grande que les temples protestants. et la façade produira aussi plus d'effet

Quant à l'intérieur, il sera au-dessus de toute comparaison avec leurs muettes et froides murailles. Pour embellir et faire parler la voûte ainsi que les murailles, nous aurons les pinceaux de nos deux artistes, les PP. Henri et Alphonse Taïx. Nous espérons que douze lampes argentées ou dorées seront là suspendues, représentant les douze étoiles de la couronne de Marie; que des vitraux aux sujets variés instruiront les fidèles en même temps qu'ils charmeront leurs yeux; qu'un orgue y fera entendre des accents plus sonores que ceux d'un harmonium: que chaque clocher aura son carillon, etc. Ce luxe ne sera-t-il pas très utilement placé dans un pays où il faut vivement frapper les sens pour arriver à frapper l'esprit? »

Voici maintenant la lettre du P. A. Taïx dont nous avons parlé, et qu'il adresse à sa sœur, sous la date du 4 mai 1879. Quand le P. de la Vaissière arriva de son voyage en France à Tananarivo en passant par Nossi-bé et Majanga, le 7 novembre 1878, il ne s'attendait pas à me retirer de sitôt d'Ambohimalaza! Le lendemain, vendredi, octave de la Toussaint, le regretté F. Laborde tombait du haut du clocher de l'ouest de l'église, et arrosait d'un sang abondant les fondements de l'édifice qu'il avait construit en l'honneur de la Vierge immaculée; cet accident arrivait le jour où nous célébrions l'office de la dédicace de l'église du Saint-Sauveur,

Deux jours avant ce douloureux événement, j'avais recommandé au bon Frère d'être prudent et même poltron... « N'ayez pas peur, Père Taïx, j'ai l'habitude des échafaudages... Je crains beaucoup plus pour mes ouvriers... Je serais inconsolable s'il s'en tuait quelqu'un... » D'autres l'entendirent exprimer des sentiments plus généreux encore: « Si quelqu'un, disait le bon Frère, doit être victime d'un accident, ah! je préfère que ce soit moi... » Depuis quelque temps, le F. Laborde éprouvait des vertiges, des faiblesses; mais il n'avait pas voulu interrompre pour si peu, des travaux importants arrivés du reste à leur fin. Le 8 novembre, dans la matinée, il était occupé à l'une des tours qui doivent s'élever sur la façade de la grande église de Tananarivo. Tout à coup on vit le pauvre Frère précipité du haut de l'édifice sur le sol. Le pied lui avait-il manqué en passant sur les planches de l'échafaudage? Faut-il attribuer cette chute à un vertige subit? On ne sait. La dernière explication semble plus probable.

Le cher Frère laissait les clochers a peu près à moitié hauteur, et

dès le jour même des funérailles, je m'entendis désigner pour la surveillance des travaux de construction. Je dis adieu à Ambohimalaza et à mes autres paroisses, et depuis le 13 novembre, fête de saint Stanislas, jusqu'au moment où je trace ces lignes, j'ai rempli l'office de contre-maître.

La Providence m'a bien servi, il faut le dire, en me laissant comme bras droit un ouvrier créole très dévoué et très intelligent, qui en ce moment remplace parfaitement le Frère défunt et réduit à peu de choses ma surveillance et mes soucis. Aujourd'hui surtout que j'ai pu contempler avec bonheur le faîte d'une des deux tours complètement achevée, aujourd'hui, dis-je, le travail me paraît plus léger et plus consolant. Ajoutez à cela l'arrivée d'une magnifique statue en fer, représentant l'Immaculée-Conception ; nous l'avons placée au sommet de la façade, à la grande admiration de la ville tout entière : Marie couronnée de douze étoiles d'or, debout au centre de Tananarivo, en face du protestantisme humilié, Marie s'élevant glorieusement et foulant de son pied virginal la tête du serpent infernal, inspirateur de toutes les hérésies et de toutes les persécutions !...

Le P. Henri a inauguré, lui aussi, ses peintures à la Saint-Stanislas. Aidé de jeunes Malgaches, il a déjà fini la voûte du milieu. Bientôt on enlèvera tout l'échafaudage qui ne nous dérobera plus les quarante-trois petites ogives qui ornent les tribunes du pourtour.

Les douze vitraux, représentant les douze Apôtres, font l'éclat et la richesse des bas côtés. On se croirait dans une belle église de France. « Oh ! que ces fenêtres sont belles, disent les Malgaches ; oh ! comme ces images sont vivantes ! que ces habits sont resplendissants d'or et de soie ! »

La mort de notre Frère coadjuteur Maximin Laborde devait être suivie à bien courte échéance de la mort de son homonyme de si vénérée mémoire, M. Jean Laborde consul de France à Tananarivo. Le P. A. Taïx, à la fin de la lettre où il relate le trépas de l'un, rapporte le décès de l'autre dans les termes suivants.

« M. Laborde, consul de France à Tananarivo, a rendu son dernier soupir, le dernier samedi de décembre. Un samedi, comme il l'avait annoncé et assuré plusieurs jours avant l'heure suprême. Nos lettres vous ont souvent parlé de ce brave chrétien qui toute sa vie, a mis au service de la Mission catholique son influence, son argent et ses forces. Pendant ses dix dernières années surtout, il s'est montré en

core plus profondément chrétien. Tous les matins, il assistait à la Messe de 5 heures, souvent il faisait la sainte communion. La dernière qu'il a pu faire à l'Immaculée-Conception lui a été donnée de ma main. Les jours de sa maladie ont été un temps de prédication pour toute la maison; M. Laborde prêchait à ses nombreux domestiques comme l'aurait fait un vertueux patriarche. Dans les accès les plus douloureux de sa fièvre, il s'écriait : « Mon doux Jésus, je ne veux que votre sainte volonté!... Notre-Dame de Lourdes, venez à mon secours!... Cœur sacré de Jésus, prenez-moi!... »

Les funérailles du consul de France ont été pour la religion un vrai triomphe : le cercueil a été porté en procession par toute la ville; tous nos Pères en surplis, les enfants des écoles, des milliers de chrétiens formaient une longue chaîne blanche dont le regard attendri ne pouvait distinguer les extrémités. A la suite du clergé, s'avançaient les nombreux officiers envoyés par le reine Ranavalona II. Les ministres protestants de toutes les sectes, chose incroyable ! formaient partie eux aussi presque tous du magnifique cortège; ils prirent place dans l'église, où ils durent entendre la Messe catholique et subir l'oraison funèbre du grand chrétien qui nous avait si souvent défendus contre la malice de nos ennemis.

La musique royale accompagna le cercueil jusqu'à Mantasoa, à huit lieues de la capitale, où se trouve le tombeau de M. Laborde. Parmi les envoyés de Sa Majesté, un général fut chargé de faire les compliments de condoléance aux deux neveux du consul défunt : « La reine dit-il, fait une vraie perte; elle perd un père, elle est orpheline.. vous aussi, vous êtes orphelins, mais consolez-vous, Ranavalona sera votre mère. » Et, disant cela, il offrit pour frais des funérailles près de 800 francs, cadeau royal. »

Quelle mission, quelle paroisse même au sein de notre vieille Europe, ne place pas une grande partie de sa gloire dans ses écoles nombreuses, dirigées par des religieuses et des Frères dévoués au Seigneur. Cette gloire, au moment où nous en sommes de notre récit brillait de tout son éclat pour la mission de Tananarivo. Les séances publiques des précédentes années, à la clôture du cours scolaire, avaient forcé l'admiration de nos adversaires eux-mêmes. et on ne se gênait plus pour proclamer ouvertement la supériorité des écoles catholiques sur celles des protestants. Aussi en 1878 le

premier ministre en personne voulut-il présider à ces examens solennels de la fin de l'année.

« L'événement du jour, écrivait le P. Barbe le 15 octobre 1878, est l'heureux résultat des examens publics subis tout dernièrement par nos élèves. Les examens de la capitale étaient présidés par le premier ministre Rainilaiarivony en personne. La séance a eu lieu chez les Frères; elle a duré environ cinq heures. De temps en temps, le Rév. P. Préfet disait au premier ministre: « Excellence, nous allons abréger, si vous le voulez. — Non, non, répondait Rainilaiarivony; laissez faire; je suis content de tout voir et de tout entendre. »

Lectures en malgache, en français, en latin; traductions en ces différentes langues; analyses grammaticales et logiques; chefs-d'œuvre de calligraphie, comme on sait les faire sous la direction des chers Frères, tout a été hautement approuvé et admiré. Mais que dire du ravissement où nos chers enfants ont plongé leurs illustres examinateurs, en donnant des spécimens de leurs connaissances en haute arithmétique, en algèbre, en géométrie, en physique, en musique instrumentale et vocale, en dessin linéaire, dessin de tête, de paysage?... A l'issue des épreuves, S. Exc. le premier ministre paraissait on ne peut plus satisfait. Au nom de la reine, il a remercié vivement les Pères et les chers Frères de la bonne éducation qu'ils donnent à la jeunesse; après avoir constaté les progrès nouveaux de nos élèves, il a encouragé ceux-ci à avancer de plus en plus dans l'étude des sciences; enfin, comme marque de sa haute satisfaction, il leur a fait distribuer la somme de 200 francs.

Chez les Sœurs de Saint-Joseph, mêmes succès, ou plutôt même triomphe. On a surtout admiré les travaux manuels exécutés par les enfants des Sœurs. Ces travaux sont si achevés, que les Malgaches n'en croient pas leurs yeux. « Non, non, disent-ils, ces ouvrages si beaux n'ont pas été faits par des Malgaches; il faut qu'on les ait envoyés d'Europe. » La reine a voulu voir elle-même ces merveilles. On les a portés au palais. Elle en a été si enchantée qu'elle a tout acheté en bloc, tout sans exception.

A la campagne, chaque Père a fait subir aussi des examens publics à ses élèves, en présence des envoyés de la reine. Partout les résultats ont été plus que satisfaisants. Nos bons amis les protestants sont presque scandalisés de tant de succès.

Pour ne pas entrer dans des détails qui seraient trop longs, laissez-moi vous parler seulement de ce qui s'est passé dans mon district, le 6 octobre, fête de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire. La scène se passe à Ambohidrapéto, village assez considérable à l'ouest et non loin de Tananarivo. Le Rév. P. Cazet et deux Frères coadjuteurs sont venus partager ma petite fête. Il est 8 heures du matin. Déjà le monde se presse dans l'église. Quoiqu'elle ait des proportions considérables, elle se trouvera ce jour-là trop petite, à cause de la foule qui va accourir. Tous veulent assister au baptême solennel de quarante adultes et à l'examen public de mes élèves.

A la messe, le Rév. P. Préfet apostolique adressa une chaleureuse allocution à son nombreux auditoire. Il y avait bien là un millier de personnes qui l'écoutaient dans le silence et le recueillement le plus profond.

Après de frugales agapes, on se réunit de nouveau pour l'examen des enfants. Ils étaient au nombre de cent quatre-vingt-dix, partagés en sept groupes différents. Chacun de ces groupes exhibe tour à tour ses petites connaissances; des allocutions, des dialogues, des chants viennent de temps en temps rompre la monotonie de ce long interrogatoire. La foule qui se pressait encore plus nombreuse que le matin était là béante, haletante de joie et de bonheur. On était loin de s'attendre à une séance si intéressante. Bien qu'elle ait duré plus de quatre heures, bien que la chaleur fût accablante et que plusieurs fussent venus d'assez loin, personne n'a bougé, et tout le monde est resté jusqu'à la fin.

Amis et ennemis, tous s'accordent à dire que cet examen a été subi à la satisfaction générale. On ne se doutait pas que les enfants catholiques de la campagne fussent si avancés. Depuis longtemps on s'accordait à reconnaître le mérite extraordinaire des élèves de Tananarivo; mais les protestants se retranchaient toujours sur nos écoles rurales, en disant que là on ne savait rien ou presque rien. Après preuve évidente du contraire, ces contradicteurs ont dû baisser le ton. Plusieurs d'entre eux ont même déclaré, et hautement, qu'après la réouverture des classes ils enverraient leurs enfants aux écoles catholiques.

Ces exhibitions publiques pourraient avoir dans la suite les plus heureuse conséquences. Nos élèves n'ont plus peur de leurs ému-

les ; ils s'aperçoivent qu'ils les dépassent déjà de beaucoup. Nos chrétiens et nos adhérents prennent un nouveau courage en se voyant si forts et si nombreux.

Les envoyés de la reine, venus à la séance au nombre de cinq, ont manifesté publiquement toute leur satisfaction.

« Mon Père, ont-ils dit au Rév. P. Supérieur, nous ferons tous nos efforts pour que vos églises se remplissent d'auditeurs et que toutes vos écoles regorgent d'élèves. Nous le savons, vos ennemis empêchent le peuple de s'approcher de vous ; mais il ne tiendra pas à nous que les ordres de la reine relatifs à la liberté religieuse ne soient remplis fidèlement. Ayez confiance, mon révérend Père, nous vous donnons notre parole. »

L'un de ces envoyés me disait à moi-même, le lendemain : « J'ai été diacre chez les protestants. Alors, dans mon zèle inconsidéré, j'empêchais tout le monde, grands et petits, d'aller chez vous. Mais maintenant je vois le bien que fait votre prière au pays, maintenant je suis témoin des progrès de vos élèves ; aussi, soyez-en bien sûr, je ne m'opposerai plus à vous, et je vous aiderai de tout mon pouvoir à étendre votre action bienfaisante. »

Belles paroles que les officiers du royaume donnaient alors au P. Barbe et qu'ils savent tous à l'occasion, depuis leur chef suprême jusqu'au plus petit d'entre eux, répandre à profusion sur notre humble mérite, mais qui ne sont jamais suivis d'actes et d'effets. Que penserait, que dirait et ferait la secte, si les chefs favorisaient réellement nos écoles, ou si même ils restaient neutres et ne les persécutaient pas de la manière la plus déloyale par le moyen de leurs subordonnés ?

Nous aurions à passer en revue chacune des écoles des campagnes si nous voulions relater les progrès accomplis sous ce rapport depuis 1876 jusqu'en 1881. Nous signalerons ici toutefois les écoles de Fia narantsoa dirigées d'abord par le P. Jean, puis par nos Frères coadjuteurs Ziemmer, Dursap et Soula, à la fermeture des Petites Iles. « Je ne puis taire, écrivait déjà le 1er juillet 1877, le P. H. Taïx, de passage aux Betsileos, la satisfaction que m'ont donnée à Fianarantsoa surtout, tant les enfants de nos sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, que ceux habilement élevés et instruits par le P. Jean. Il n'y a pas encore longtemps une soixantaine de jeunes gens se sont coura-

geusement affranchis du joug anglais, pour venir s'asseoir sur les bancs des classes du P. Jean. La persécution s'en est suivie; mais la classe tient toujours ferme. Le bon esprit de tous ces enfants, non moins que leur piété m'ont singulièrement frappé. Non vraiment à nos yeux, il ne le cèdent pas à nos bons élèves de nos collèges de France. L'affection qu'ils portent à leurs maîtres est étonnante. En dehors des classes le P. Lacombe se plaît à leur donner des leçons de musique. Il a organisé une fanfare en tout pareille à celle de nos pensionnats. Il s'en sert admirablement pour rehausser l'éclat de nos grandes fêtes chrétiennes et attirer ainsi ses chers Betsileos. »

Disons encore un mot du progrès de quelques autres œuvres à partir de 1877. Et d'abord le soin des lépreux. Bien des démarches avaient été faites auprès du gouvernement pour obtenir une concession de terrain où la Mission pût élever une vraie léproserie. Mais ces démarches étaient restées longtenps sans résultats. Elles aboutirent enfin, et la léproserie fut construite dans la plaine d'Ambohivoraka. « Notre établissement d'Ambohivoraka, dit le P. Bregère qui en a donné une description dans le *Resaka*, a 37 mètres de long par 4 de large. Il se divise en deux corps de bâtiments égaux, ayant chacun 15 appartements, et habités par un nombre de malades qui varie de 95 à 100. Un espace de 10 mètres qui sépare les deux bâtiments est occupé par un escalier qui conduit à la chapelle, bâtie à l'est un peu plus haut. La chapelle mesure 19 mètres de long, y compris l'appartement du Père, sur 6 mètres large. Elle peut contenir 200 malades ; mais comme il est constant qu'une trop grande agglomération est funeste, nous n'en admettons pas au delà de 100. »

Le 23 août 1877, les malades étaient installés au nombre de 40 à 45 dans leur nouvelle résidence. Dieu sait avec quelles peines, mais aussi avec quelle joie. Depuis lors, la chère communauté n'a cessé de s'accroître et de prospérer.

Là, en effet, abrités sous l'aile de la charité qui les met à couvert des nécessités de la vie, nos lépreux sont accessibles à l'instruction religieuse, à toute bonne pensée venue d'en haut. Là Dieu est facilement connu et facilement aimé. Là nous comptons presque autant de bons chrétiens que d'individus. Les défections y sont à peine connues. Une ou deux depuis neuf ans tout au plus, ont fait passer un petit nuage sombre sur la joie commune. C'est une pépinière d'élus. Sur

160 malheureux qui se sont succédé à Ambolotara ou Ambohivoraka, 65 sont déjà passés à une meilleure vie. Belle moisson qui réjouit le cœur de Dieu : grande consolation pour nous, et puissant encouragement dans cette mission pénible sans doute à la nature, mais fructueuse et bien douce aux yeux de la foi. »

La léproserie ainsi constituée était une œuvre de charité française. Elle méritait à ce titre les encouragements de notre administration consulaire à Madagascar. Tel est sans doute le sentiment qui porta M. Meyer à s'intéresser aux pauvres lépreux d'Ambohivoraka et à aller les visiter en personne. On conçoit que ce fut un véritable événement pour la léproserie. Le *Resaka* en rendit compte en ces termes : « M. Meyer, le consul de France qui vient de partir pour Singapour son nouveau poste, n'a pas voulu quitter notre pays, sans mettre à exécution un projet qu'il avait conçu depuis longtemps : une visite aux Lépreux d'Ambohivoraka.

Le vendredi 7 octobre, il partit de Tananarivo à midi, accompagné du Rév. P. Thomas et de M. Suberbie, et à 1 heure trois quarts il était reçu à la Léproserie par le Rév. P. Bregère chargé de cette œuvre.

Il se reposa d'abord dans la chambre du Père et fut étonné de la pauvreté et de l'exiguité de cette demeure ; mais la cloche avait appelé tous les pauvres malades à l'église, et bientôt M. le consul y entrait lui-même.

Il s'assit auprès de la table de communion ; tous les lépreux le regardaient ébahis : ils ne s'étaient certes pas attendus à recevoir la visite du consul de France ! Ils chantèrent alors un cantique de remerciement à Dieu, à la fin duquel le Rév. P. Thomas remit au Rév. P. Bregère une somme de 10 piastres (50 fr.).

« Mon Père, lui dit-il, voici un don de M. le commissaire pour vos pauvres malades ; il m'a chargé de vous remettre ces 10 piastres, afin de leur procurer deux grands repas extraordinaires. »

La joie des lépreux fut grande à la vue de cette somme ; ils sont peu habitués à de telles générosités ! Ils entonnèrent un nouveau cantique et M. le commissaire leur adressa ensuite ces paroles qui furent traduites par le R. P. Bregère :

« Je suis le premier consul qui soit venu vous voir ; je veux vous prouver par ma visite, que la France s'intéresse aux œuvres de la Mission catholique, et qu'elle les protège. Cet argent c'est la France

qui vous le donne ; soyez reconnaissants envers elle et envers les Pères qui vous soignent avec tant de dévouement. »

Ces paroles furent suivies d'un nouveau chant et les lépreux se rendirent dans leurs cellules situées en face de l'église, M. le commissaire voulut encore les y voir : ils étaient 98 ; chacun était assis à la porte de son habitation ; tous acclamaient et remerciaient leur bienfaiteur.

Celui-ci, profondément touché de leur extrême misère, s'informa des moindres détails de leur existence, et apprenant du Rév. P. Bregère qu'on venait de leur acheter des assiettes en fer-blanc pour manger le riz, il voulut en faire les frais.

Au moment de les quitter, il leur distribua encore de quoi acheter des légumes, pour leur repas de la journée.

Cette visite a été un moment de bonheur pour ces pauvres malheureux; le souvenir leur en restera longtemps encore. Les lépreux d'Ambohi voraka n'oublieront pas la bonté et la générosité du consul de France. »

Une autre œuvre ayant beaucoup d'affinité avec celle des lépreux est le traitement des malades qui se présentent au dispensaire de la Mission. Bien que chaque Père des campagnes exerce, comme nous l'avons déjà dit, les fonctions de docteur, et distribue des remèdes aux nécessiteux, il est vrai toutefois de dire que le dispensaire de Tananarivo est la maison la mieux achalandée.

La description suivante que nous extrayons également d'un article du *Resaka*, fait par le P. Thomas, chargé de cette œuvre depuis 1880, mettra suffisamment au courant de ce qu'elle est.

« La pharmacie de la Mission est attenante au local des Sœurs de Saint-Joseph, parce que c'est l'une d'elles, la Sœur Athanase qui, depuis quinze ans, en a la direction. En quittant l'emplacement de notre résidence et traversant la place d'Andohalo, on arrive, par un petit chemin fort étroit à la porte du *trano fanafody* (maison des remèdes), on voit d'abord en entrant une petite salle d'attente d'où l'on va à la salle de consultation. La pharmacie est à gauche de la salle de consultation. Deux tables, l'une au milieu occupée par le Père, chargé du soin des malades, l'autre, près de la pharmacie, occupée par la Sœur ; deux armoires contenant quelques instruments de chirurgie, du linge, etc., tel est le mobilier de cette pièce principale. La porte s'ouvre à 8 heures : la salle d'attente, trop petite pour contenir

tout le monde, se remplit en un moment, et plusieurs sont obligés d'attendre dans la rue. Le Père arrive pour aller prendre place à sa table ; on le salue *bézour monpèra* : ce sont des chrétiens ; *akory, Tompoko e !* bonjour, monsieur : ce sont ceux qui ne sont pas habitués à nous voir. La Sœur dit alors aux hommes d'entrer un à un dans la salle de consultation ; ceci s'exécute tant bien que mal, car c'est un monde assez difficile à tenir ; tous voudraient être entendus à la fois. Passons-en quelques-uns en revue : Voici un bon noir d'une cinquantaine d'années. Il est de nos chrétiens et entre tranquillement, sa bouteille à la main : *bézour ma sèra, bézour monpèra* : il s'assied près de la table du Père ; le pauvre s'enveloppe autant que possible dans son morceau de vieille toile, c'est tout son vêtement : « Comment vas-tu, mon ami ? — Très bien, monpèra, merci ; et toi ? » C'est toujours la première réponse. « Cependant tu es malade ? —*Eny marary an-kibo aho :* oui, j'ai mal au ventre. » Le Malgache, fût-il malade de la tête, du cœur ou de l'estomac, a toujours mal au ventre ! « Mais montre où tu as mal. Bien, c'est à l'estomac : » puis quelques explications nécessaires, et le Père ayant indiqué à la Sœur le remède à donner, dit au brave homme : « Lève-toi, mon ami, portes ta bouteille à la Sœur ; elle te donnera un remède, et si tu es encore malade, reviens ici ; surtout, n'oublie pas de bien servir le bon Dieu. » Et le bon Malgache s'en va tout heureux, il se croit déjà guéri !

En voici un second : il a des souliers, un pantalon, une chemise, un vieux chapeau de paille ; c'est grave ; il entre d'un air effaré, ne sachant à qui s'adresser. « Viens ici, mon ami ; viens t'asseoir près de moi : tu es malade, ne crains donc pas. » Il ne nous connaît pas, ou bien c'est un de nos pauvres enfants égarés qui a peur d'être reconnu, et qui ne vient ici que poussé par le désir d'être délivré de quelque terrible maladie. Le Père l'interroge doucement, oui, c'est bien cela ; il avoue qu'il a été baptisé, qu'il était élève de la Mission, etc. : enfin c'est un dévoyé. Mais la grâce le touche, il promet de revenir et tient parole.

Le troisième a plus peur encore, il ne connaît pas les Pères ; c'est quelque employé des protestants, qui sait que l'on donne des remèdes pour rien ; c'est tout ce qui l'engage à venir. Il prend de grands airs et est très pressé ; mais il est bien reçu et revient le lendemain. Deux ou trois jours se passent ainsi, il est habitué ; il cause avec le

Père ; la Sœur est très bonne pour lui, et bientôt la grâce du bon Dieu lui ouvre les yeux.

A 9 heures la scène change : la Sœur vient déposer sur la table du milieu une assiette pleine de petits morceaux de *mofo mamy* (pain doux,gâteau) et fait entrer les mères chargées de leurs enfants qu'elles portent sur le dos dans le *lamba*. Mais il y a de ces petits messieurs de trois, quatre, ou cinq ans qui connaissent déjà le Père, ils entrent les premiers ; l'un s'accroche au pied de la table, l'autre tire la soutane du Père, un troisième ne se trouvant pas assez vite servi, entonne une musique peu harmonieuse ; sur les épaules des mamans, l'on voit passer trois ou quatre petites mains qui montrent l'assiette avec une impatience marquée : c'est le premier remède à donner : distribution de *mofo mamy !* Et il faut se presser, car la musique devient bientôt générale, et chacun parlant sur un ton différent, il n'y aurait plus moyen de s'entendre. Enfin les cris s'apaisent et la consultation commence.

Après les enfants, viennent les autres malades, et chaque jour il en passe plus de cent, qui tout en recevant les remèdes du corps emportent dans leurs cœurs la semence de la parole de Dieu que la grâce y fera germer.

Si nous avions un hôpital, certes le bien serait plus grand. Tant de pauvres malades qu'on apporte chaque jour et qui ont autant besoin des remèdes spirituels que des corporels, pourraient y recevoir, en même temps que l'instruction chrétienne, des soins plus suivis et partant plus efficaces. Espérons que la Providence nous accordera un jour cette consolation. »

Inutile d'ajouter à la liste de nos ministères faisant quelques progrès la visite des prisonniers. Sauf en effet la construction d'une chapelle et d'une école, non loin de l'enclos qui sert de prison à ces malheureux, nous n'avons rien de particulier à relater sur cette œuvre qui est encore aujourd'hui en meilleure voie que jamais, grâce à la multiplication des prisons ou *fonja,* suite nécessaire de la multiplication des vols et des progrès de la civilisation protestante, toujours féconde en ces sortes de fruits. Ce ne sera certes point par le manque de sujets, sur lesquels puisse s'exercer le zèle des PP. Caussèque et Basilide, ou du F. Benjamin, que finira la visite des prisons.

Nous ne pouvons, hélas! en dire autant de l'humble école apostolique dont nous avons plus haut décrit les heureux débuts. La vérité nous force à avouer qu'il en fut de cette œuvre si pleine d'espérances, comme de certains arbres des tropiques, transplantés au printemps dans un jardin d'Europe. On les voit d'abord prendre racine sans trop de difficultés, et se couvrir même parfois de bourgeons et de fleurs ; mais dès que la saison froide arrive (et elle arrive toujours hélas!) les fleurs se dessèchent, les feuilles tombent, et l'arbre si beau auparavant n'est plus qu'un bois mort, ou du moins un arbuste chétif incapable de produire les fruits qu'on en espérait.

Ainsi après cinq ans de persévérants efforts et de soins assidus pour la formation et la conservation de son école apostolique, le P. Cazet eu la douleur de voir perdre une à une chacune des fleurs qui semblaient devoir un jour produire le noble fruit de l'apostolat. Le phénomène révélé une première fois à la Ressource, lorsque le P. Romani de 1851 à 1859 y avait été constitué maître des novices, se renouvelait à Tananarivo. Sans parler des difficultés extrinsèques, créées à cette œuvre par les parents de ces enfants ou par le gouvernement lui-même, la chaleur de la vie chrétienne n'était pas assez profondément entrée dans ces jeunes cœurs, pour permettre à la vocation religieuse ou sacerdotale de se produire au dehors, de manière à venir à maturité, malgré les souffles ennemis de l'âge des passions. Le Préfet apostolique de Madagascar dut renoncer à avoir pour le moment une école apostolique à Tananarivo, et se contenter de ne pas rejeter les heureuses exceptions à la loi générale, quand il s'en produirait. Telle est la ligne de conduite suivie encore aujourd'hui.

CHAPITRE XXVI

Cession des îles Mayotte et Nossi-Bé aux Pères du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie. — Application des décrets du 29 mars 1880 aux îles de la Réunion et de Sainte-Marie-de-Madagascar

(1877-1881.)

Nous prions nos lecteurs, au début de ce chapitre, de vouloir bien remonter dans le passé à quelques années de distance des divers événements que nous venons de raconter, afin d'assister avec nous aux discussions d'un conseil tenu en 1877 par les supérieurs et consulteurs de la Mission, en vue d'une plus complète extension de l'Évangile dans l'île de Madagascar. Cette consulte avait lieu à Tananarivo, et voici, entre autres choses, ce qu'on y disait : La Providence, qui mène tous les événements de ce monde, s'est servie manifestement de l'établissement de l'Église d'État et de la loi sur l'instruction obligatoire afin de conduire au port du salut et à l'école de la vérité un bon nombre de Malgaches, hommes faits ou enfants, qui, sans cette pression, se seraient endormis dans la nuit du paganisme et les ténèbres de l'ignorance. L'intention des auteurs de la loi et des créatures de l'Église d'État a été dépassée par les événements. Les multitudes, détournées violemment de ce vieux lit de leurs antiques superstitions, ne sont pas toutes entrées dans les écoles et les temples de l'erreur, où du reste, elles n'eussent pu matériellement trouver place, alors même qu'aucun autre obstacle ne les eût déterminées à s'en écarter. Beaucoup sont venues frapper à la porte du catholicisme. Et voilà que de toutes parts, dans l'Imerina, chez les Betsileos, partout où elles nous connaissent, elles accourent joyeuses, récla-

mant de nous des écoles, des lieux de prière, et surtout des missionnaires. Les traitants de Mananjary et de Mahanoro sur la côte Est, ont déjà des promesses pour un prochain établissement de ce genre. Les Antsianaka, à cinq ou six journées au Nord de Tananarivo, les Bares au Sud-Ouest de Fianarana, les Sakalaves de Majanga, et ceux de Morondava nous appellent aussi, sans parler des Antaimoro près de Fort Dauphin; comment suffire à tant de besoins, avec le seul personnel des quarante Pères environ qui se trouvent sur la Grande Terre. La province de Toulouse, d'où dépend la mission de Madagascar, est d'ailleurs surchargée de demandes de missionnaires, avec ses deux vastes missions du Maduré et de Madagascar. Elle donne tout ce qu'elle a, et il semble qu'elle ne puisse faire par la suite plus qu'elle n'a fait par le passé. Les autres provinces de la Compagnie sont toutes à peu près, en ce qui regarde les missions, dans la même situation obérée. Le seul parti à prendre, afin d'assurer momentanément l'avenir serait donc d'appeler à notre secours d'autres missionnaires réguliers ou séculiers, et de leur confier une partie du vaste champ que nous avons à défricher. Or il semble qu'avant de morceler la Grande Terre et d'appeler sur le même sol des congrégations différentes, la sagesse indique la Préfecture des Petites Iles, colonies françaises, comme une portion qu'on peut plus facilement que tout autre, distraire de notre mission de Madagascar. Pourquoi l'ancien projet de M. Dalmond, qui consistait à donner ces Petites Iles aux prêtres du Saint-Esprit, ne serait-il pas suivi? Offrons donc encore une fois à ces messieurs l'héritage de leur premiers apôtres, et s'ils persistent à le refuser, qui peut nous empêcher, avec l'assentiment préalablement obtenu de la Propagande, de le passer à un Préfet apostolique pris parmi le clergé séculier, ayant, en chacune des trois Petites Iles, d'autres prêtres séculiers pour coopérateurs?

Telles furent en substance les considérations faites dans le conseil des Consulteurs, vers le milieu de l'année 1877. Le P. de la Vaissière, alors Supérieur de la mission de Madagascar, fut chargé de se rendre à Rome, à Florence et à Paris, afin de les faire adopter, en premier lieu par le P. Général de la Compagnie de Jésus, à qui appartient d'abord la direction de tous nos missionnaires, ensuite par le cardinal Préfet de la Propagande, et enfin par T. Rév. P. Supérieur

général de la Congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie, auquel devait être faite l'offre des Petites Iles.

Nous ne suivrons pas ici le P. de la Vaissière s'éloignant de Tanarivo au mois d'août 1877, par la route de Majanga, et arrivant, à travers des difficultés de plus d'une sorte, d'abord à Mayotte et à Nossi-Bé, où il avertit ses missionnaires du futur projet de cession, visita leurs travaux, et constata l'état délabré des bâtiments de Mayotte, ainsi que les luttes de chaque jour soutenues alors par le P. Lacomme contre l'intolérante administration du commandant de Nossi-Bé.

Parti de cette dernière île avec un élève malgache destiné à l'école apostolique de Bordeaux, le Supérieur général de la Mission passa par Zanzibar et Bagamoyo où il eut la consolation d'être témoin du zèle et des travaux des missionnaires du Saint-Esprit, et arriva enfin heureusement le 25 novembre de cette même année au terme de son voyage.

Les négociations dont il était chargé aboutirent pleinement à Rome et à Florence. Elles n'eurent qu'un succès partiel auprès du Supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit. Le T. Rév. P. Schwindenhammer, qui dirigeait alors cette congrégation n'accepta, pour ainsi dire, qu'à son corps défendant, la mission de Mayotte et de Nossi-Bé. Quant à l'île de Sainte-Marie-de-Madagascar, disait-il, outre qu'elle était fort malsaine, elle avait trop peu de relations avec les deux autres Petites Iles, et même avec Bourbon, dont elle dépendait cependant depuis peu, pour que la Congrégation du Saint-Esprit pût s'en occuper. A cette époque, la ligne des paquebots reliant les Petites Iles entre elles et avec Maurice et Bourbon n'existait pas encore. Sainte-Marie était donc vraiment une île isolée.

Le Supérieur de la mission de Madagascar l'offrit alors à Mgr Soulé, successeur au siège de Saint-Denis, de Mgr Delannoy transféré à celui d'Aire. Elle eût été une annexe du diocèse de Bourbon, comme elle était une annexe du gouvernement civil et militaire de cette colonie. Mgr Soulé fut un instant sur le point de l'accepter, mais il refusa en dernier ressort, et Sainte-Marie resta ainsi à la mission de la Grande Terre, ou plutôt au P. Lacomme, dont l'ancien titre de Préfet apostolique des Petites Iles, se changea en celui de Préfet de Sainte-Marie de Madagascar.

Les décrets du 29 mars 1880 devaient heureusement débarrasser

bientôt le P. Lacomme de cette minuscule préfecture. Mais il convient, avant de toucher à cette question des décrets, de raconter en peu de mots la suite des événements qui se passèrent aux Petites Iles depuis la conclusion des négociations précédentes à Rome et à Paris, jusqu'à l'installation définitive des Pères du Saint-Esprit dans les îles nouvellement acceptées par eux.

L'une des premières préoccupations du P. de la Vaissière, lors de son retour d'Europe à Saint-Denis, avait été de se rendre aux Petites Iles.

Les nouveaux missionnaires pouvaient arriver par chaque malle; et il fallait se hâter de s'entendre avec le P. Lacomme en vue des dernières dispositions à prendre relativement à la cession. Or Mayotte avait eu des morts et des malheurs depuis la dernière tournée du mois d'octobre de l'année précédente. Sans parler du P. Barlet enseveli à Mayotte le 9 février 1877, peu de mois avant le passage du Père supérieur, le F. Sauné et le P. Chanut manquaient également à l'appel. Le premier s'était éteint doucement au commencement de l'année 1878, et le second, rappelé en France pour soigner une santé profondément altérée par le climat des Iles, était tombé frappé d'apoplexie à son arrivée à Aden, et avait rendu le dernier soupir dans l'hôpital de cette ville. Les PP. Cornillon et Morisson, aidés d'un Frère malgache, supportaient donc seuls, en octobre 1878, outre le poids entier de leur propre charge, celui des fonctions de leurs frères décédés. Tout contribuait, du reste, à leur rendre la position difficile: aucune réparation n'était faite par le service local à leurs cases délabrées; et les écoles s'en allaient tous les jours déclinant, par le fait de l'administration. Un nouveau commandant, trop imbu des idées de liberté moderne, ou trop accessible aux inspirations de certains blancs aux mœurs équivoques, venait d'arriver à Mayotte. Sur la demande de quelques parents indigènes excités par ces mêmes blancs, il accorda à plusieurs filles de quitter la classe des Sœurs, avant le terme de leur complète éducation. Vainement le P. Cornillon et les Sœurs protestèrent. La même liberté fut accordée à beaucoup d'autres, et l'école se fondit. Quelques orphelines déjà un peu grandes et les plus petites enfants furent seules gardées, bien malgré elles, au pensionnat. De là, chez ce petit peuple, une colère qui grandit bientôt jusqu'à la fureur. Un vrai complot est ourdi en secret; il est

résolu qu'on mettra le feu à l'établissement, afin d'obliger les Sœurs à donner plein et entier congé à toutes les captives. Un chiffon trempé dans l'huile et attaché d'avance au bout d'un long bâton est allumé vers minuit, à la flamme de la veilleuse qui brûle devant l'image de saint Joseph, et présenté, ainsi enflammé, au chaume de la toiture. En un instant, tout est en feu. C'est à peine si on a le temps de faire sortir du dortoir ces petites malheureuses affolées et poussant des cris perçants. Le temps était calme. Des secours venus en toute hâte préservèrent les constructions voisines, mais le dortoir fut entièrement consumé. L'enquête dévoila que les auteurs du crime étaient deux fillettes de dix à douze ans, liguées avec cinq à six autres de leurs compagnes dans le but indiqué plus haut. Ces jeunes incendiaires furent conduites à la Réunion. Le tribunal condamna deux des plus coupables à deux années de réclusion, et renvoya les autres.

On ne saurait dire tout ce que cette affaire et d'autres pareilles valurent de peines et d'ennuis au P. Cornillon.

Rien de semblable à Nossi-Bé. Malgré les contradictions du commandant, au sujet des Mozambiques de la Grande Terre, réfugiés à Hellville, et la trop dure condamnation d'un de nos Pères à quinze jours de prison, vers la fin de novembre 1877, on peut dire que la Mission avait marché de progrès en progrès. L'île, déclarée indépendante de Mayotte, recevait en janvier 1878 un nouveau commandant qui, paraissant plein de bienveillance pour la religion, essayait de faire oublier au P. Lacomme les étranges procédés de son prédécesseur. Les baptêmes, premières communions, et mariages se faisaient donc comme d'ordinaire, et nous trouvons noté dans les Mémoires du Préfet apostolique, que, cette année-là, la Mission, commençant à marier les enfants de ses premiers enfants de la Ressource, entrait dans une ère nouvelle de prospérité. Le P. Lacomme semblait heureux de céder en bon état aux Pères du Saint-Esprit son petit troupeau de Nossi-Bé. Mais le Seigneur a bien d'autres pensées que celles des hommes. Le premier coup, porté fort involontairement à cet état de prospérité, le fut par le Supérieur lui-même de la Mission. Puisque tout marchait à ravir à Nossi-Bé, et que, d'ailleurs, pensait-il, les Pères du Saint-Esprit étaient sur le point d'arriver, on pouvait commencer à diriger déjà vers Tananarivo un des trois missionnaires de cette Mission, et remplacer heureusement de cette façon le P. Aubert mort la à

capitale des Hovas le 3 juillet de l'année précédente. Le P. Michel quitta en conséquence son poste d'Hellville le 15 octobre 1878, et s'élança, joyeux, en compagnie de son Supérieur, par la route de Majanga, vers les plateaux de l'Imerina. Trois jours après ce départ, le fléau de l'incendie, comme un cyclone en fureur, s'abattait sur la Mission, et la frappait à coups redoublés. Deux lettres se complétant l'une l'autre et écrites par le Père Préfet apostolique des Petites Iles au Père provincial de Toulouse, vont nous faire assister à cette dernière et plus terrible épreuve, réservée au P. Lacomme par la divine Providence, presque au moment de la cession.

PREMIÈRE LETTRE

« Nossi-Bé, 30 octobre 1878.

Mon Révérend Père,

Avant notre départ de Nossi-Bé, Dieu a voulu nous livrer encore à l'épreuve et à la tribulation. Le 19 de ce mois, à 1 heure de l'après-midi, le feu consumait la plus grande partie des bâtiments de la Mission, c'est-à-dire les dortoirs, les classes, les ateliers de l'école et tout un matériel considérable. La maison qui sert de logement aux Pères et une petite dépendance ont seules été préservées avec beaucoup de peine. Cependant, comme l'on craignait avec raison de ne pouvoir rien sauver, tout le mobilier en a été jeté par les portes et les fenêtres. Je vous laisse à penser dans quel état nous l'avons retrouvé, malgré les soins des personnes obligeantes qui sont venues à notre aide. La population d'Hellville nous a prêté, en effet, le plus utile concours dans cette circonstance bien triste. Les Anjouanais seuls et quelques Makouas semblaient ne s'être portés sur le lieu du sinistre que pour piller.

Peu de temps auparavant, le feu s'était promené tout à son aise, durant plusieurs jours, dans une grande partie de l'île, brûlant les montagnes couvertes d'herbes, les vallées plantées de cannes à sucre, et tout un établissement sucrier qu'on n'a pu garantir.

Devant tant de désastres, nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître la main de Dieu, qui s'appesantit sur nous. On voit l'Inde, la Chine, l'Afrique même désolées par la famine. Ne fallait il pas que

la pauvre Mission du Nossi-Bé eût sa petite part dans ce calice de souffrances et d'afflictions ? Oui, nous sommes cruellement frappés, mon révérend Père. Mais ce qui double notre peine c'est de ne pouvoir, comme auparavant, donner nos soins à tous ces enfants que nous avions entre les mains.

C'est un triste héritage que nous allons léguer à nos successeurs, les Pères du Saint-Esprit. Daigne le Seigneur nous venir en aide, et ne pas permettre que par suite de ces désastres matériels le bien des âmes soit arrêté !

Je me recommande à vos prières et à vos saints sacrifices, en union desquels je suis, *Reverentiæ Vestræ in Christo servus*, Sp. Lacomme, s. j. »

SECONDE LETTRE

« *Nossi-Bé, le* 3 *novembre* 1878.

Mon Révérend Père,

Pour l'expiation de nos péchés, Dieu nous retient encore à Nossi-Bé, afin que nous soyons témoins et victimes des fléaux qu'il réservait encore à cette Mission. Jamais désastre pareil ne vint fondre sur elle. Quelques jours après la ruine de notre établissement un nouvel incendie est venu réduire en cendres à peu près tout le village de nos élèves mariés, voilà bien de quoi justifier notre immense affliction.

La cause du premier malheur n'est pas encore connue : quant à l'autre, on accuse une femme de l'île : cette mauvaise créature aurait voulu seulement assouvir sa rancune contre un voisin paisible ; mais le feu poussé par le vent, aurait gagné ensuite les autres maisons.

Un commerçant, notre ami, établi dans ces quartiers, a tout perdu. Toute une zone d'Hellville, située dans la direction du vent, a péri. C'est une désolation universelle.

Cependant le courage de ceux qui sont frappés n'a pas faibli. Ils sont tout disposés à se réinstaller et à tromper ainsi l'espoir des mahométans et des païens, qui semblent se réjouir du malheur arrivé *à ceux qui suivent la prière des Pères*. Quant à nous, nous sommes loin de nous décourager, malgré les circonstances et les hommes conjurés pour nous enlever tout espoir.

« Après un tel désastre, me disait notre second magistrat, commissaire ordonnateur de l'île, je ne comprends pas que vous vouliez continuer votre œuvre. »

D'un autre côté, le départ du P. Michel pour Tananarivo a réduit notre personnel au point que, sans une grâce de Dieu, nous ne pourrions y suffire. Nous espérons bien que les Pères du Saint-Esprit viendront au moins à la fin de l'année. Mais nous voudrions nous retirer un peu de nos ruines pour ne pas leur léguer une trop triste succession.

Sans vouloir tenter Dieu, il faut cependant avoir confiance en sa providence; c'est pourquoi nous nous sommes déjà mis à l'ouvrage. Pendant que le Frère, chef des ateliers, aidé de quelques enfants, refait ses outils comme il peut, d'autres reconstruisent les hangars qui doivent nous abriter provisoirement. Dans un mois nous recommencerons les travaux ordinaires des ateliers, et peu après tout se remettra en train.

Tous ces malheurs ne nous ont pas empêchés de célébrer avec pompe la fête de la Toussaint. Au contraire, on voyait à l'église plus de monde qu'à l'ordinaire. Il semble que tous ont besoin de reconnaître clairement et pratiquement que Dieu est notre Maître. Puisse le spectacle terrible des flammes qu'il ont eu devant les yeux leur inspirer de salutaires réflexions sur celles qui ne finissent pas.

Voici, mon révérend Père, une petite particularité que j'aime à signaler, parce qu'elle a fait l'admiration de tout le monde. Lorsque le feu prit à notre maison, le P. Galtier se hâta de porter le Saint Sacrement de notre chapelle domestique à l'église. Le tabernacle vide fut alors porté avec tous les autres meubles jetés sans ordre sur la place publique, pour être mis à l'abri du danger. Mais voilà qu'aussitôt un essaim d'abeilles s'y introduisit à travers le voile, la porte étant ouverte, et s'en constitua comme le gardien, de sorte que personne n'osait en approcher. Le soir, le tabernacle fut rapporté dans la maison avec ses habitants ailés, qui ne firent de mal à personne. Mais comme nous avions besoin du tabernacle, on fut obligé à regret de les en déloger. Déjà elles y avaient formé plusieurs rayons de miel.

Faites beaucoup prier pour notre Mission, mon révérend Père. Nous sommes en tout à la garde de Dieu.

Je suis, en union de vos saints sacrifices, mon révérend Père provincial,

Reverentiæ Vestræ in Christo servus,

Sp. LACOMME, S. J. »

L'île de Nossi-Bé ne fut pas la seule ni peut-être la plus rudement éprouvée à la fin de cette terrible année 1878. On répare encore les pertes matérielles; mais comment réparer les pertes d'ouvriers évangéliques, surtout quand ils sont jeunes encore et aussi dévoués que l'était le Supérieur de la mission de Mayotte, le très regretté P. Cornillon? Un accès de fièvre jaune se manifestant tout à coup à la suite de nombreux accès de fièvre paludéenne, que le Père trop occupé ne prenait pas la peine d'enrayer, le cloua enfin nonobstant son courage, sur un lit de l'hôpital; et il ne tarda pas, malgré tous les soins qui lui furent prodigués, à échanger cette triste vie contre un monde meilleur. Il mourait âgé seulement de trente-neuf ans, le 20 novembre 1878, deux semaines environ après le funeste trépas du F. Maximin Laborde constructeur de l'église de l'Immaculée-Conception à Tananarivo.

La mort du P. Cornillon laissait la mission de Mayotte tout entière entre les mains d'un seul Père, Morisson, et d'un simple Frère novice malgache, qui lui aidait à garder les enfants à Mamozo. La station de Zaozy où se trouvaient les Sœurs, l'école des filles et l'hôpital, fut dès lors sans desservant; et ce n'est qu'à de rares intervalles que le P. Morisson put franchir le bras de mer qui la séparait de Mamozo, afin de faire jouir les Sœurs et les malades des consolations de son ministère. Instruit de cette situation, le P. Lacomme se hâta d'envoyer à Mayotte le Frère coadjuteur Dursap, seul secours dont il pût se défaire en toute rigueur puisqu'il n'avait lui-même à Nossi-Bé qu'un prêtre unique le P. Galtier, absolument nécessaire au poste qu'il occupait.

Pour surcroît d'épreuves, au milieu de ces graves embarras le P. Lacomme recevait du T. Rév. P. Schwendenhammer, vers la fin de novembre, une lettre par laquelle le Supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit l'avertissait de ne point attendre encore les nouveaux missionnaires destinés à le remplacer. Le gouvernement

français, lui disait-il, n'ayant pas voulu accorder à ces Pères et Frères le passage par les paquebots, ils ne pouvaient partir de France que par le transport de l'Etat, faisant la relève des troupes, et passant à Nossi-Bé vers le mois de juin.

C'étaient donc six mois d'attente, que le P. Lacomme avait encore à subir dans cet état précaire. Le Préfet apostolique bénit Dieu de tout, et se soumit à la Providence, en continuant son œuvre avec plus de zèle que jamais. Cent cinquante enfants se trouvaient à son école au commencement de janvier 1879. Les Sœurs avaient également une centaine de filles. Le Seigneur fut sans doute touché de son courage et il se hâta de venir à son aide. Dans les premiers jours de février un navire de commerce, allant à Mayotte, mouillait en rade d'Hellville, et le P. Malzac en descendait. « Le P. Supérieur de la Mission, dit-il au P. Lacomme, n'a eu connaissance des tristes événements de Nossi-Bé et de Mayotte, ainsi que du départ différé des Pères du Saint-Esprit, que lors de son retour de Tananarivo à Saint-Denis, au commencement de 1879. Je devais aller à Mananjary. Il a changé aussitôt ma destination, et m'a expédié par première occasion à Mayotte, avec la double tâche de remplacer le mieux possible le P. Cornillon, et de transférer sur le plateau de Zaozy, selon le désir du T. R. P. Schwendenhammer, l'établissement de Mamozo. »

Ce que le P. Malzac disait au P. Lacomme fut accompli par lui avec tant d'activité et de savoir-faire, que tout fut prêt à l'époque voulue, afin de recevoir convenablement les nouveaux missionnaires. Ils arrivèrent à Hellville le 22 mai, jour de l'Ascension.

Le transport de l'État, l'*Européen*, apportait deux Pères et deux Frères du Saint-Esprit et du Saint-Cœur-de-Marie pour Nossi-Bé, deux Pères et un Frère pour Mayotte.

Sans entrer ici dans le détail des transactions faites pour la cession du matériel entre les Pères de la Compagnie de Jésus et les Pères du Saint-Cœur, nous dirons que tout se passa sans contestations et avec la plus grande charité de part et d'autre. Les nouveaux venus regrettaient peut-être un peu d'avoir été choisis pour ce poste difficile et ce n'était pas sans appréhension qu'ils entraient en charge. Le cœur du P. Lacomme sentait vivement, de son côté, les douleurs de la séparation d'avec ses enfants qu'il avait élevés avec une si touchante sollicitude depuis 1865, et qu'il aimait comme un vrai père. Disons

qu'à son tour il en était aimé avec une tendresse d'enfants, et qu'il fut regretté par eux autant qu'on peut l'être de ces natures malgaches.

Quoi qu'il en soit la cession fut consommée officiellement à Mayotte et à Nossi-Bé dans les premiers jours de juin 1879. Les PP. Malzac et Morisson venant de Mayotte, ainsi que le P. Galtier et le F. Dursap, missionnaires à Nossi-Bé, s'en allèrent par la malle anglaise jusqu'à Majanga, d'où ils gagnèrent sans encombre, après douze jours d'un voyage rapide, le long de l'Ikoupa, les hauts plateaux de l'Imerina.

Le P. Lacomme destiné à remplacer le P. Malzac à la résidence de Saint-Denis, et deux Frères coadjuteurs ayant besoin de refaire un peu leur santé au climat de Bourbon, avant de s'enfoncer dans l'intérieur de la Grande Ile, attendirent une occasion pour la Réunion. Trois mois environ se passèrent sans qu'elle parût. Enfin le 1er septembre 1879, le navire de l'État, le *Cher* les transporta à leur destination.

L'année 1880 s'ouvrait en France pour la Compagnie et la plupart des Congrégations enseignantes sous de tristes auspices. L'université, ayant en tête son grand maître le franc-maçon Ferry, soutenu luimême par toutes les loges de la France marchait résolument à la confiscation de la liberté de l'enseignement secondaire. Victorieuse à la chambre des députés, mais battue au Sénat, la Révolution enseignante essaya d'emporter à coups de décrets ce qu'elle n'avait pu obtenir par la légalité, et le 29 mars 1880 M. Ferry, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité républicaine, signait et faisait contresigner par M. Grévy les décrets fermant nos résidences et supprimant nos collèges. L'amiral Jauréguiberry commit la faute d'étendre ce décret aux colonies. La mission de Madagascar se trouva ainsi atteinte directement sur deux points différents, dans sa résidence ou maison de procure à Bourbon, et ensuite à Sainte-Marie-de-Madagascar. Elle avait de plus à craindre le contre-coup de ces mesures à Tananarivo, et pouvait déjà se tenir assurée que les agents secrets de l'Angleterre les exploiteraient de leur mieux contre elle, auprès du gouvernement de Ranavalona. Ils n'y manquèrent pas. Qui ne voit évidemment, que les lois malgaches du 29 mars 1881, si destructives de la liberté de l'enseignement catholique à Madagascar sont un écho fidèle des décrets du 29 mars 1880, à un an, jour pour

jour seulement, d'intervalle? Les maçons du monde entier sont tous frères; ils obéissent aux mêmes impulsions. On sait assez quel est leur véritable esprit et leur but final, et de quel père ils reçoivent en dernier ressort leur mouvement et leur vie. Bien aveugle serait donc celui qui ne verrait en ces promulgations de lois et de décrets semblables que des coïncidences fortuites et des événements similaires sans aucun lien ni connexion entre eux.

Le Supérieur général de la mission de Madagascar, qui, au moment de la publication des décrets du 29 mars 1880, se trouvait par hasard en France pour le règlement de certaines autres affaires relatives à l'ancien collège Sainte-Marie, ne se trompait donc pas en affirmant à l'amiral Jauréguiberry et à M. de Freycinet alors au ministère, que ces décrets étaient destructeurs de l'influence de la France représentée par la Mission catholique à l'intérieur de Madagascar, et que le bien de la politique française sur la Grande Terre exigeait qu'on en atténuât autant que possible le funeste effet, en suspendant au moins leur exécution à Bourbon et à Sainte-Marie-de-Madagascar. MM. Jauréguiberry et de Freycinet, bien que protestants tous les deux, se rendirent aux raisons du Supérieur de la Mission. La force de l'évidente utilité des missionnaires catholiques à Madagascar, pour les intérêts de la France, les portait malgré eux à cette mesure d'exception demandée par le P. de la Vaissière, et appuyée fortement par le Préfet de la Propagande. Une dépêche télégraphique expédiée de Paris au gouverneur de la Réunion, au moment où allaient s'exécuter les décrets à Saint-Denis et à Sainte-Marie-de-Madagascar, vers le mois d'août 1880, en suspendit donc l'exécution, à la grande joie des catholiques, et à la stupeur des quelques adhérents plus ou moins avoués des loges maçonniques, qui escomptaient déjà au profit de leurs petites passions la fermeture de la chapelle de la Résidence à Saint-Denis, ainsi que notre départ de Sainte-Marie-de-Madagascar. Mais que ne peut la rage du sectaire! et que pèse à ses yeux, je ne dis pas l'intérêt du salut des âmes sur la terre infidèle, mais l'intérêt même de la patrie! N'a-t-elle pas d'ailleurs la suprême ressource de nier qu'une œuvre, une société soit utile au pays, voire même de les noircir de ses calomnies, quand elle veut les faire proscrire par ses esclaves maîtres du pouvoir! Quatre mois ne s'étaient pas écoulés depuis le retour du P. de la Vaissière à Saint-Denis, que des lettres et

des suppliques partaient de la Réunion à l'adresse des amis et des frères de France, pour qu'on agît auprès du nouveau ministère, afin de faire révoquer la suspension des décrets, accordée par MM. Jauréguiberry et de Freycinet, en faveur de la mission de Madagascar. La chapelle de la résidence de Saint-Denis nuisait, disait-on, aux fabriques des églises paroissiales, et prenait tout leur casuel; calomnie évidente, puisque l'humble chapelle de la résidence, à peine assez grande pour contenir 200 personnes, ne faisait aucun service paroissial. M. de Mahy, député radical et Maçon lui-même fit valoir la pétition auprès de l'amiral Cloué, et ordre fut donné à M. Cuinier, gouverneur de la Réunion, de fermer au public la chapelle de la résidence, et d'enlever aux religieux de la Compagnie toute position officielle dans le clergé colonial. Vainement M. Meyer, nouveau commissaire-consul de la République française à Madagascar, de passage à la Réunion pour se rendre à son poste de Tananarivo, supplia-t-il M. Cuinier de surseoir encore à l'exécution, arguant que la mesure était impolitique, et qu'il faisait d'ailleurs appel au ministère français; le gouverneur de Saint-Denis resta inflexible, et exécuta le 2 avril 1881 les ordres qu'il avait reçus.

Le lendemain dimanche, le journal la *Malle* portait en tête de ses colonnes une protestation du Supérieur de la Mission, dont je transcris seulement les lignes suivantes : « Je puis affirmer sur l'honneur que M. l'amiral Jauréguiberry, voulant faire exécuter à Saint-Denis les décrets du 29 mars, comme ils se sont exécutés, il y a à peine une demi-heure, M. de Freycinet, alors aux affaires étrangères, l'en a empêché, et a fait maintenir le *statu quo*. J'étais alors à Paris ; c'est moi qui ai eu l'honneur de négocier cette affaire avec les deux ministres du moment. Je suis donc parfaitement à même de savoir la vérité. Or la vérité est que le maintien de l'influence française à Madagascar a forcé logiquement les deux ministres de laisser la Mission dans l'état où elle s'est trouvée jusqu'à ce jour, aussi bien pour Saint-Denis que pour Sainte-Marie-de-Madagascar.

Comment se fait-il que la logique d'autrefois ne soit plus la logique d'aujourd'hui ! La dépêche ministérielle relative à la fermeture, d'accord en cela avec mes renseignements particuliers, nous montre la députation coloniale exerçant une pression sur le ministère, afin d'obtenir à Saint-Denis l'exécution des décrets du 29 mars. Je ne suis

nullement étonné que notre député et notre sénateur, protestants eux-mêmes ou soi-disant protestants, et à qui l'on reproche d'ailleurs d'autres actes compromettant les véritables intérêts du pays, se soient unis aux protestants anglais de Madagascar pour faire la guerre à la Mission catholique et à l'influence française sur cette grande terre. Nos missionnaires, sans doute, et le consul de France, commissaire du gouvernement à Madagascar, avaient trop peu d'obstacles à surmonter, pour ne pas leur créer de nouveaux embarras ! Nos représentants sont donc allés de l'avant.

Mais qui leur a donné ce mandat? Est-ce la colonie elle-même? Non, cette île si catholique, qui accueillit avec tant de générosité les premiers missionnaires de Madagascar, fut le berceau de la Mission, et se montra toujours sympathique à ceux que nos représentants poursuivent de leur autorité, cette île catholique de la Réunion n'a jamais donné pareil mandat à son député et à son sénateur. Cette île intelligente, qui a su toujours comprendre ce que Madagascar peut être dans l'avenir pour ses enfants obligés de s'expatrier, n'a point donné à ses représentants l'ordre de combattre sur la Grande Terre l'influence française au profit de l'influence anglaise. Qui donc a excité contre nous MM. Laserve et de Mahy? M. le ministre, dans sa dépêche, aussi bien que mes informations reçues de France, parlent de requêtes adressées à la députation coloniale, afin d'urger l'exécution des décrets.

Que les auteurs cachés de cette requête anti-catholique et anti-française me permettent de leur dire que c'est principalement sur eux que retombe la responsabilité de la mesure prise aujourd'hui contre la mission de Madagascar. Nous connaissons les fausses raisons alléguées par eux afin d'obtenir la fermeture. Ils sont donc, et nous avons le droit de les appeler ainsi, nos premiers et principaux persécuteurs.

Loin de moi néanmoins la pensée de vouloir les traiter en ennemis. Notre premier chef et maître nous ordonne d'aimer nos ennemis et de prier pour nos persécuteurs. J'ai voulu seulement, par cette protestation, mettre la vérité dans tout son jour, et donner à chacun sa vraie part de responsabilité. J'ai voulu de plus, M. le gouverneur, réserver nos droits pour l'avenir. Malgré tous les abandons, toutes les persécutions ouvertes ou cachées, nous espérons combattre à Madagacar pour l'Eglise et la France, et voir bientôt l'aurore de ce jour si ardem-

ment désiré où la justice, dégagée de ses entraves actuelles, reviendra régner, dans notre patrie, et nous restituer nos droits. »

Le *Moniteur de la Réunion*, journal très libéral, enregistra également cette protestation en la faisant suivre des lignes suivantes: « Nous n'avons jamais mangé de prêtres : nous ne connaissons aucun jésuite. Mais nous avons le sentiment du patriotisme, et nous disons que c'est une faute de frapper au cœur la Mission qui reste seule à soutenir, sur le territoire malgache, le prestige du nom français.

« Hélas ! la France est trop loin pour savoir ce qui se passe dans ce pays où nous sommes la risée des Anglais et la dupe des indigènes. Nos grands politiques de la Chambre des députés et du Sénat, nos illustres diplomates ne se donnent probablement pas la peine de lire tout ce qui s'écrit de Madagascar et sur Madagascar.

Et cette indifférence, cette inertie encourage les Anglais à dire aux Malgaches : « Depuis ses défaites de 1870-1871, la France ne compte plus parmi les puissances. Les jésuites combattaient l'influence anglaise à Madagascar. Là, ils ne pouvaient pas faire de mal à la France, ils ne lui faisaient que du bien.

C'est ainsi que l'avait compris M. le ministre de Freycinet, en les maintenant dans tous leurs droits en ce qui concerne la mission de Madagascar et sa succursale de Saint-Denis. Mais M. de Freycinet est tombé, et de ce qu'il a fait, autant en a emporté le vent. »

D'autres feuilles plus radicales ou gouvernementales prirent à leur ordinaire le parti des oppresseurs contre les victimes. On le comprend sans peine de leurs rédacteurs. Mais que dire de cet administrateur colonial, saisissant la plume pour répondre à la protestation du Supérieur de la Mission, et contrairement à tous les gouverneurs précédents, à tous les consuls de Madagascar, aux commandants des stations navales sans exception, et aux hommes d'État qui avaient jusqu'alors dirigé la politique française, venant insinuer dans le journal officiel que les missionnaires de Madagascar cherchaient un intérêt opposé à celui de la France dans la Grande Ile! Hélas! oui, dirons-nous, il en serait malheureusement ainsi, si les intérêts de la vieille France catholique à Madagascar, constamment soutenus par les jésuites, n'étaient plus les intérêts de la France actuelle et devaient lui être opposés. Mais qui croira ce paradoxe?

Les décrets furent donc exécutés le 2 avril 1881, selon les vœux manifestés aux représentants de la Réunion par leurs amis de Saint-Denis. Quelques jours plus tard d'autres décrets du Directeur de l'Intérieur, M. Manès, interdisait arbitrairement aux Pères de la Mission les fonctions d'aumôniers à l'école communale des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, et des Frères des écoles chrétiennes. Nous ne pouvions plus même entendre les confessions dans la chapelle publique du pensionnat libre de Melle Bertho, sous peine de fermeture immédiate de cette chapelle. La République ne vous reconnaît pas d'*existence sacerdotale* disait M. Manès, dans sa lettre au Supérieur de la Mission pour expliquer cette étrange prohibition.

Les sévérités administratives à Bourbon allèrent encore plus loin. Le bruit ayant couru que certains prêtres de Saint-Denis n'étaient pas étrangers à la fermeture de notre chapelle, la plupart des curés, vicaires et aumôniers du diocèse, signèrent des adresses redigées par deux d'entre eux, autant en vue de témoigner de leurs sympathies pour les victimes, que dans le but de protester, par cet acte, contre un bruit si odieux pour l'honneur du clergé colonial. Mais cette protestation déplut au gouverneur à qui elle fut faussement représentée comme un acte de révolte et d'insurrection cléricale contre le pouvoir établi; et quelques ecclésiastiques des plus méritants du diocèse furent par suite de ce fait dépossédés de leur titre.

Nous n'insisterons pas davantage sur la fermeture de la chapelle de Bourbon, qui ne rentre d'ailleurs qu'indirectement dans le cadre de notre histoire. Il est temps d'en venir à Sainte-Marie-de-Madagascar où les décrets furent pour le gouvernement d'une plus difficile application qu'à la résidence de Saint-Denis.

D'après les termes de la dépêche ministérielle de l'amiral Cloué, les Pères de la Compagnie de Jésus ne pouvaient nulle part, dans les colonies, exercer de fonctions quelconques, sacerdotales ou autres, d'une manière officielle et reconnue par l'État. Et cependant, à Sainte-Marie-de-Madagascar, le double service du culte et de l'instruction se trouvait tout entier entre leurs mains, sans autres prêtres ou instituteurs pour les remplacer immédiatement. M. Cuinier comprit qu'il fallait ici temporiser, et ne signifier aux religieux de la Compagnie de Jésus leur expulsion définitive qu'après s'être assuré au préalable de la possibilité de leur remplacement dans leurs doubles fonctions,

Déjà au mois de juillet 1880, le gouverneur de Bourbon avait trouvé en M. Beauredon, vicaire général administrateur de Saint-Denis, un concours empressé pour lui offrir des prêtres séculiers destinés au remplacement des missionnaires de Sainte-Marie. Il était donc naturel qu'il revînt en avril 1881 frapper à la même porte. Son attente ne fut pas trompée. Le Vicaire général administrateur promit à nouveau de chercher le plus tôt possible dans son diocèse les prêtres demandés.

Disons de suite que, pour peu que les Jésuites eussent voulu, contre ces étranges prétentions de l'autorité civile, user de la force d'inertie et de leur droit de résistance passive, appuyés comme ils l'étaient par le Cardinal Préfet de la Propagande, seul en possession de conférer la juridiction spirituelle sur les pays de Mission, tels que Sainte-Marie, et trop ami des victimes pour entrer jamais dans ces vues de remplacement, le gouvernement français ne fût jamais parvenu à posséder à Sainte-Marie d'autres prêtres que ceux qu'il proscrivait. Mais le Supérieur général de la Mission pensa que le plus grand bien de la Préfecture voisine exigeait l'adoption d'une marche opposée, et il résolut d'aider de tout son pouvoir le gouvernement à arriver à ses fins de remplacement, en priant le Préfet apostolique de Sainte-Marie d'offrir tous ses pouvoirs de juridiction à M. le Vicaire général administrateur de Saint-Denis en faveur des prêtres séculiers qu'il enverrait dans cette petite île. Il fit plus encore. La force d'inertie et la résistance même passive pour rester à Sainte-Marie n'étaient bonnes en effet, d'après son opinion, qu'à perpétuer aux yeux des Hovas l'inexplicable contradiction d'un gouvernement persécutant chez lui ce qu'il déclarait hautement protéger à deux pas de chez lui sur la terre malgache. Le P. de la Vaissière considérait ensuite que les ouvriers de Sainte-Marie, transplantés dans la Grande Ile, seraient plus utilement employés à venir en aide à leurs frères qui y ployaient sous le faix du travail qu'à soutenir ailleurs des luttes déplorables contre les autorités françaises. Il résolut en conséquence de quitter de lui-même Sainte-Marie, au profit de Madagascar, selon le vœu exprimé par les consulteurs de la mission en 1877. Une seule difficulté entravait l'exécution de ce projet : le soin des âmes de cette petite île qu'on ne pouvait en aucune sorte négliger, ni encore moins rejeter, ni même confier définitivement à d'autrer missionnaires sans l'intervention de la Propagande. Nous

dirons bientôt comment fut résolue cette difficulté, après avoir sommairement repris l'histoire de Sainte-Marie à partir du point où nous l'avons laissée au chapitre xxi°.

Nos lecteurs se rappellent qu'en 1877 Sainte-Marie était devenue une simple dépendance de Bourbon. Les indigènes ne se trouvant plus alors autant qu'autrefois entourés de cette armée d'Européens plus occupés à les corrompre qu'à les civiliser, semblèrent en quelque sorte se réveiller de leur profond sommeil, et un grand nombre d'entre eux retourna à Notre-Seigneur. Ainsi la seule année 1877 compta 38 baptêmes d'adultes, 49 d'enfants, et ce qui est plus significatif une vingtaine de mariages.

Autre bon résultat dû, cette même année, au départ des blancs. Un certain nombre de Mozambiques, engagés à Sainte-Marie pour le compte du gouvernement, vivaient depuis longtemps dans le plus complet paganisme, sans qu'il fût possible aux missionnaires de s'en occuper avec fruit. Les Européens une fois partis ils sont venus au catéchisme avec une constance admirable, les hommes après leurs travaux du soir, les femmes de matin. On les baptisa, on les maria, et ils devinrent ainsi l'un des plus beaux fleurons de l'église de Sainte-Marie.

Cette heureuse marche vers le bien se maintint les années suivantes. Ainsi à Pâques 1879 le P. Berthieu enregistre avec bonheur dans le diaire de la Mission qu'un petit groupe de jeunes gens, anciens élèves des Pères, et quelques autres ont fait leur devoir pascal et s'approchent même de temps à autre des sacrements.

On se ferait illusion toutefois si l'on concluait, de ces petits progrès que nous avons notés avec soin, à un ébranlement général dans l'île en faveur de la religion chrétienne, au moment de l'abandon dont fut victime Sainte-Marie de la part de la France en 1877. Sans parler des vices des blancs, dont le germe se trouvait trop profondément déposé dans le sol, pour ne point continuer à porter leurs tristes fruits, nos Pères virent alors se produire spontanément en la plupart des villages une merveilleuse efflorescence de superstitions et de pratiques entachées de sorcellerie ou de divination.

« On nous signale, écrit encore le P. Berthieu, à la suite des lignes citées plus haut, une recrudescence extraordinaire entretenue par les sorciers en de fréquentes et nombreuses assemblées nocturnes, te-

nues par toute l'île, et à Ambodinosy en particulier. Ce sont de vraies orgies qui ont fait et feront grand mal aux âmes. La population refuse d'acquitter au gouvernement toute espèce de contribution, sous prétexte que n'ayant plus de travaux retribués par la France, elle n'a plus d'argent et se trouve dans la misère. L'un des plus dangereux meneurs et l'un des sorciers les plus rédoutés du pays est un aveugle baptisé autrefois et ayant reçu tous les sacrements, mais véritable apostat depuis quelques années, et qui a fait beaucoup de mal à la Mission. Il s'est présenté à nous samedi 19 avril, demandant pardon de ses scandales et promettant de vivre désormais en bon chrétien. Puisse-t-il en être ainsi ! »

Le fait suivant qui se retrouve dans l'histoire des Missions et que le P. Berthieu n'a pas jugé inutile d'insérer dans son diaire, à la date du 7 mai 1880, le lendemain de l'Ascension, mérite de trouver place dans cette histoire.

« J'arrive du village d'Ambohitra où j'ai été appelé pour baptiser un païen, père de famille, gravement malade depuis quinze jours. *Zanahary* (le bon Dieu), m'a-t-il dit, lui est apparu en songe et lui a ordonné d'appeler le Père qui le ferait chrétien. Cet homme m'a reçu avec de grandes démonstrations de joie, et s'est montré plein d'ardeur pour suivre l'instruction préparatoire à son baptême, que je lui ai faite, en présence d'une nombreuse assistance. La famille, en partie païenne, paraissait aussi satisfaite que lui. Les Malgaches ont foi aux songes, et Dieu daigne parfois se servir ici de ce moyen pour les convertir. Je crois devoir raconter à l'appui, poursuit le P. Berthieu, un fait semblable qui s'est passé il y a deux ans au village de Saint-Joseph. Un Mozambique chrétien eut le songe ou la vision que voici : j'ai vu, me dit-il, pendant mon sommeil, une vieille femme, excellente chrétienne, qu'il me nomma, et qui mourut dans ce village de Saint-Joseph, peu de temps après son baptême. Elle était en compagnie d'un Mozambique baptisé au dernier moment et mort incontinent après. Tous les deux se trouvaient dans un séjour de lumière et de gloire, tandis que d'autres païens morts étaient tout tristes dans les ténèbres.

Oh ! que nous sommes heureux, m'ont dit les deux chrétiens, d'avoir reçu le baptême ! Va dire au Mozambique N. qu'il doit prier et se faire baptiser. » Notre homme exécute fidèlement le lendemain la mission qu'il croit avoir reçue en songe, et va trouver le Mozambique qui lui

avait été signalé. L'Africain se rendit de bonne grâce à l'appel d'en haut; mais il ne vint pas seul. Sa femme et lui commencèrent et achevèrent avec zèle le cours d'instruction nécessaire pour le baptême, le mariage, la première communion, et ils vivent encore aujourd'hui d'une façon fort édifiante. »

Le bien se faisait donc à Sainte-Marie non sans difficultés lorsque au milieu du mois d'août 1880, la nouvelle des décrets contre la Compagnie de Jésus fut portée dans cette île lointaine, et signifiée au P. Berthieu par le résident, avec injonction de faire savoir à l'administration quelles mesures comptaient prendre les missionnaires afin de se mettre en règle avec les décrets du 29 mars et du 3 avril, qui les expulsaient. « Nous prendrons, répondit simplement le P. Berthieu, toutes les mesures que prendront nos supérieurs. »

Or le P. Lacomme, Préfet apostolique de Sainte-Marie, en résidence à Saint-Denis, écrivait alors au P. Berthieu, avant le retour du P. de la Vaissière de France, et la réception de la dépêche télégraphique prescrivant la suspension des décrets, l'évêché de Saint-Denis, sur la demande du gouverneur, s'apprêtait à envoyer deux prêtres séculiers à Sainte-Marie afin de remplacer les deux missionnaires, et que monsieur l'administrateur du diocèse ayant demandé au Préfet apostolique des pouvoirs provisoires de juridiction pour cet envoi, en attendant que Rome eût réglé quelque chose de définitif, le Préfet les avait donnés.

A partir de ce moment, le résident, croyant de bonne politique de rompre avec la Mission, n'assista plus à la messe. Des ordres émanés de Bourbon lui prescrivirent bientôt de ne plus payer les missionnaires que mois par mois, et comme des gens à qui leur renvoi peut être signifié d'un jour à l'autre. De même aussi pour les frais de pensionnat des enfants.

C'est sur ces entrefaites que le P. Lacomme, vers le 15 novembre 1880 vint, en sa qualité de préfet apostolique, visiter son petit troupeau de Sainte-Marie, et lui administrer pour la dernière fois le sacrement de confirmation. Depuis cinq ans déjà, ce sacrement n'avait pas été conféré. Aussi comptait-on cent trente-deux fidèles, parmi ceux qui sollicitaient cette grâce. Le P. Lacomme repartit de Sainte-Marie content de sa tournée, et retourna à Saint-Denis assez à temps pour être le témoin attristé de la fermeture de la chapelle :

Un mois et demi plus tard, Le 20 juin 1881, le P. Berthieu recevait du résident de Sainte-Marie la lettre suivante :

« Monsieur le Supérieur, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu par la voie de Tamatave, samedi 18 courant, une lettre datée du 18 avril de M. le gouverneur de le Réunion, par laquelle il me fait savoir que par suite de l'application des décrets sur les Associations ou Congrégations religieuses non autorisées, et de nouveaux ordres reçus du département, vous allez être remplacés dans la colonie, par le premier bâtiment de l'État partant pour Sainte-Marie, par des prêtres du clergé séculier. En conséquence, je viens vous en donner connaissance, et vous prier de vouloir bien prendre vos dispositions pour cesser vos fonctions à l'arrivée des ecclésiastiques qui me sont annoncés. Comme les objets mobiliers composant l'ameublement des locaux que vous occupez appartiennent à votre Compagnie, M. le gouverneur me charge de faire l'estimation qui servira de base à une cession dont les conditions seront définitivement débattues et arrêtées entre l'administration de la Réunion et les RR. PP. de la Vaissière, Supérieur général de la Mission et Lacomme, Préfet apostolique de Sainte-Marie de Madagascar.

Veuillez, je vous prie, Monsieur le Supérieur, m'accuser réception de la présente lettre, et me faire connaître le jour où la Commission pourra se présenter chez vous pour faire l'évaluation de votre mobilier, comme il est dit plus haut, et procéder à l'inventaire des objets servant au culte, appartenant à la colonie.

Recevez, Monsieur le Supérieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Résident,
E. Faugère. »

Ici se place un triste fait dont nous sommes obligés de parler, parce qu'il entre pour beaucoup dans la décision prise par le Supérieur général de la Mission au sujet de Sainte-Marie. C'est le renvoi de la maison, par le P. Berthieu, d'un catéchiste depuis longtemps au service des Pères, ainsi que d'un créole noir de Bourbon, reçu comme novice coadjuteur dans la Compagnie de Jésus, et instituteur de notre école à Sainte-Marie. Depuis trois ou quatre mois déjà le novice instituteur avait demandé et obtenu de n'être plus consi-

déré comme attaché à la Compagnie. Il voulait, disait-il, tout en restant instituteur, rentrer dans le monde. Comme sa conduite paraissait régulière, on consentit à le laisser continuer de remplir ses fonctions, et cette tolérance se maintint jusqu'au moment ou le P. Berthieu se vit pour d'autres motifs obligé de le congédier en même temps que le catéchiste dont nous avons parlé.

Mais ce qui déplaisait alors aux missionnaires plaisait aux dépositaires de l'autorité civile. Le catéchiste et l'instituteur furent maintenus dans leurs titres et fonctions, par le résident d'abord, et par M. le gouverneur de Bourbon en dernier ressort. Une pareille décision déchirait entre les mains des Pères les circulaires ministérielles qui leur avaient jusque-là confié la direction des écoles, et la plaçait en des mains hostiles. Entre le gouvernement et la Mission, la séparation était consommée. On n'avait plus désormais qu'à subir, de la part d'une pareille autorité, mille ennuis et désagréments de tout genre, en attendant l'arrivée sans cesse annoncée et retardée des prêtres séculiers.

Or, les prêtres séculiers ne pouvaient plus venir de Bourbon. Après trois mois de vaines recherches, M. Beauredon avait déclaré au gouverneur qu'il n'en trouvait point. Le gouverneur en avait alors demandé en France à son département. Il était probable que là, moins qu'ailleurs, faute de juridiction suffisante, on en trouverait. Trois nouveaux mois s'étaient en effet écoulés, et aucun prêtre séculier n'était en voie de venir à Sainte-Marie-de-Madagascar.

Telle était le fausse situation dans laquelle le P. de La Vaissière trouva ses missionnaires de Sainte-Marie, lors de son arrivée dans cette île, le 19 septembre 1881. Il résolut d'en finir.

Considérant donc qu'autres étaient les obligations imposées par la Congrégation de la Propagande à ses religieux au sujet du desservice cette petite île, autres, de celles dont le gouvernement les chargeait comme conséquence naturelle du traitement qui leur était fait, il pensa que le plus court moyen de sortir d'embarras était de refuser d'abord tout traitement de l'État, et de ne garder ainsi envers les habitants de Sainte-Marie que les seules obligations imposées par la Propagande. Cette petite île subissait dès lors le sort commun de tous les pays de Mission, au milieu desquels les missionnaires, sans être, comme les curés, astreints à la résidence, vont et viennent selon les occasions, admi-

nistrent les sacrements et célèbrent en divers endroits à époques indéterminées.

Il déclara ensuite au résident de Sainte-Marie qu'à la fin du mois de septembre, l'administration devrait considérer les deux missionnaires de Sainte-Marie comme démissionnaires, se rayant eux-mêmes du cadre officiel des salariés de l'État, et s'apprêtant à quitter l'île, ainsi que tout autre prêtre de la Mission, pendant un temps indéterminé.

Il ajouta aux fidèles que les religieux de la Compagnie ne cessaient pas d'être leurs Pères, tant que la Propagande ne les aurait pas relevés du fardeau qu'elle leur avait confié; que par conséquent, des missionnaires viendraient, de temps à autre, de la Grande Terre, leur offrir les consolations de la religion, comme ils faisaient à l'égard des autres parties de leur vaste mission sur la terre infidèle; ils devaient comprendre d'ailleurs que si les Pères de la Compagnie ne stationnaient plus désormais sans interruption dans leur île, avec le titre de pasteurs de leurs âmes, la faute n'en était pas à eux, mais à ceux qui, leur ayant signifié leur congé, avaient tout fait pour leur rendre impossible un séjour habituel au milieu d'eux, comme par le passé.

Il conseilla enfin à tous les fidèles de profiter du peu de jours que les Pères devaient encore séjourner à Sainte-Marie, avant le départ fixé au 1er octobre, pour mettre ordre à leur conscience et tirer bon parti de la grâce de la retraite qu'on allait leur prêcher pendant ces derniers jours. Et c'est ce que beaucoup firent. Il y eut même 10 baptêmes solennels d'adultes, le 21 septembre, et 12 le 25.

Les Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny chargées de l'écoles des filles eurent d'abord la pensée de ne pas demeurer dans l'île, en l'absence de tout prêtre établi à domicile; mais, au dernier moment, le retour à Sainte-Marie, sur un navire de l'État, d'une Sœur qui était allée à Bourbon pour refaire sa santé, modifia leur résolution, et elles se déterminèrent à ne point abandonner leur poste, jusqu'à décision expresse de la Supérieure générale de Paris. Cet héroïsme fut fatal à la Sœur nouvellement revenue de Bourbon. Les Pères avaient, hélas! quitté l'île depuis quinze jours à peine, qu'un accès pernicieux l'enlevait à l'affection de ses compagnes, désolées de la voir ainsi mourir au milieu d'elles sans les secours de la religion. Sœur Agathe heu-

reusement était une de ces âmes fortes que Dieu se plaît à éprouver afin d'augmenter leurs mérites et leur gloire dans le ciel. Un mois seulement la séparait de sa retraite annuelle, terminée à Saint-Denis, au milieu de la communauté toujours si édifiante de ses nombreuses sœurs. Ce fut le 30 septembre 1881, que, la dernière messe dite à Sainte Marie-de-Madagascar, et le Saint Sacrement retiré de l'église et de l'île, les PP. Berthieu et Piras, ainsi que le F. coadjuteur Le Jeune, s'embarquèrent avec le Supérieur général de la Mission, sur une frêle barque pontée de 4 mètres de long sur 1 m. 15 de large. Une bonne brise les poussa vers Tamatave où ils abordèrent sans accident, après vingt-huit heures de navigation.

L'un des proscrits, qui fuyaient ainsi sur ce petit bateau les rigueurs de la révolution, était le P. Piras, Italien, déjà chassé par elle en 1848 de sa belle patrie, et qui depuis ce temps n'avait cessé de consacrer sa santé et ses forces au service de la France et de la religion catholique, soit à la Grande Terre, soit surtout dans les Petites Iles. Il s'éteignit doucement à Tamatave le 17 décembre de l'année suivante. Les deux autres, le P. Berthieu et le F. Le Jeune, occupés aujourd'hui, l'un chez les Betsileos, l'autre à Tananarivo, continuent à se dévouer plus que jamais à l'apostolat sur cette terre infidèle de Madagascar, plus propice, hélas ! à leur zèle que le sol de leur patrie.

Sainte-Marie-de-Madagascar resta sans prêtres pendant trois mois environ.

Le P. Lacomme se disposait, en janvier 1882, à aller y donner une mission, selon les promesses du P. de la Vaissière aux habitants, lorsque un ecclésiastique du clergé séculier se présenta à Saint-Denis, se disant envoyé à Sainte-Marie par les Pères du Saint-Esprit. Ses pouvoirs paraissaient fort douteux. Le P. Lacomme eut la complaisance de les valider, en attendant que les décisions ultérieures de la Propagande l'eussent déchargé officiellement de sa petite Préfecture, et eussent dégagé en même temps la Compagnie de Jésus du soin religieux de Sainte-Marie-de-Madagascar.

La Providence avait tout conduit pour accomplir par différents moyens les vœux des consulteurs de la Mission en 1877. Les trois Petites Iles semblent en effet aujourd'hui définitivement passées en d'autres mains, au grand avantage de Madagascar. La cession volon-

taire de Mayotte et de Nossi-Bé et l'abandon presque forcé de Sainte-Marie, n'ont pas sans doute donné à la Grande Terre autant de sujets qu'elle eût pu en espérer. La mort a frappé de si rudes coups parmi nos missionnaires dans ces dernières années ! Tananarivo néanmoins bénéficie aujourd'hui de tous les envois de missionnaires que la province de Toulouse eût été obligée de faire aux Petites Iles. Et c'est là une faveur dont nous devons être reconnaissants à la Propagande et aux Pères du Saint-Esprit en premier lieu, et puis à ceux que la divine Providence a fait travailler, sans qu'ils le voulussent, au plus grand bien de la Mission.

CHAPITRE XXVII

La persecution par la légalité et les tribunaux à Tananarivo. — Origines des présentes complications politiques entre Madagascar et la France. — Attitude de la Mission catholique. — État de son personnel et de ses œuvres au commencement de 1883. — Conclusion.

(1881-1883.)

Le pays qui permet à une faction de confisquer à son profit exclusif la liberté de l'enseignement, de déclarer à l'Église et à ses ministres une guerre sauvage, de violer à main armée l'inviolabilité du domaine religieux pour en expulser ses paisibles habitants, et qui laisse impunément l'impiété travailler à proscrire le nom de Dieu de ses lois, de ses institutions aussi bien que de ses écoles, est un pays bien malade et qu'on peut commencer à dépouiller sans trop se gêner, comme on dépouille un mort. Ainsi pensa sans doute à Madagascar l'Angleterre protestante de la France catholique, lorsqu'elle apprit par les journaux la triste exécution des décrets du 29 mars 1880, la suppression du droit d'enseignement pour certaines classes de citoyens, et tous les autres excès commis dans notre malheureuse patrie. Aussi voyons-nous, à partir de ce moment, les agents anglais de toute nuance, ainsi que leurs alliés protestants de Suède et de Norwège, tourner toute leur activité vers le pillage en grand du peu d'influence religieuse ou politique qui restait encore à la France sur la grande île africaine.

Nous ne reviendrons pas ici sur ce que nous avons dit au chapitre précédent des lois malgaches du 29 mars 1881, et des tribunaux établis dans le même temps, vraie machine de guerre élevée surtout

contre la France par le génie de M. Parett, à l'instar de nos lois nouvelles sur l'enseignement, et de notre immortel tribunal des conflits.

Que de dénis de justice, de tromperies ou de falsifications évidentes nous aurions à relever, dans l'application de ces lois de 1881, si nous voulions nous arrêter quelques instants à un seul article, celui de l'inscription sur les registres publics des noms des élèves, invités hypocritement à choisir leurs écoles, pendant qu'en réalité ils étaient forcés de donner leurs préférences aux écoles de l'église anglo-hova? Je ne nie pas que certains officiers de quelques rares districts n'aient fait de louables efforts pour se montrer impartiaux dans ces inscriptions ; mais j'affirme que généralement la violence et la ruse ont présidé à cette première et fondamentale opération de l'école obligatoire.

Jusqu'ici rien de nouveau, et qui sorte des habitudes de persécution que nos lecteurs sont accoutumés à rencontrer depuis longtemps à Madagascar. Mais qu'ils veuillent bien prêter maintenant un peu d'attention aux deux ou trois faits suivants, et se demander ensuite si des violations aussi flagrantes du traité français ne nous ramènent pas aux années 1870-71, alors que le canon du commandant Lagougine put seul remettre en marche la bonne volonté des Hovas, totalement paralysée par l'Angleterre, quand il s'agissait de nous et de la France.

Voici comment les deux premiers faits nous sont racontés, à mots couverts toutefois, pour ne pas trop froisser la susceptibilité du gouvernement malgache, par le *Resaka* de décembre 1882 et celui de janvier 1883.

« Le P. Félix transportait en 1879, dans une maison du village d'Ambohinome située à trois heures environ de Tananarivo la réunion catholique fondée par le P. Bel, un peu trop en dehors de ce village. Dieu parut d'abord bénir cette entreprise. La maison d'Ambohinome, devenue église provisoire des catholiques, ne pouvait, le dimanche suivant, contenir la foule de ceux qui désiraient embrasser la vérité ; et le temple protestant resta vide. De là grande colère chez les chefs de la secte. Point d'argent pour l'instituteur protestant à la fin du mois ; point d'argent non plus pour les prêcheurs, à moins qu'ils ne ramenassent au bercail leurs brebis égarées. Jusqu'ici le mal n'était pas grand. On comprend en quelque manière, que pleine liberté

étant accordée à Madagascar aux Anglais et aux Français, en vertu des traités, pour prêcher, enseigner, instruire dans toute l'île, l'instituteur et les prêcheurs d'Ambohinome aient reçu de leurs chefs l'ordre de redoubler de zèle et de prendre tous les moyens moraux capables de ramener leurs brebis au temple. Mais ce que l'on comprend moins c'est tout ce qui va suivre, et que nous allons raconter. Que deviennent en effet la liberté de conscience, le droit des Français, et même l'autorité de la reine de Madagascar, quand les Anglais se servent à leur gré des *Antily* ou gendarmes du pays, afin de pousser de vive force vers leurs temples des Malgaches autorisés d'une manière spéciale, à recevoir l'instruction des missionnaires français? Et les Indépendants eux-mêmes qui réclament si hautement, pour tous les chrétiens, la liberté de suivre les seules inspirations du pur esprit de l'Évangile, comment osent-ils se montrer si despotes envers autrui? Mais laissons les réflexions, et racontons simplement ce qui s'est passé.

Déjà les Antily ou gendarmes avaient paru à Ambohinome, et s'étaient employés de leur mieux à effrayer, pour le compte du temple désert, les timides habitants du village. Les préposés protestants, afin sans doute d'en finir plus tôt avec l'église naissante leur rivale, obtiennent d'un grand que nous ne nommerons pas, (c'est Ravoninahitriniarivo le ministre des affaires étrangères dont on parle quelques lignes plus bas), qu'un ordre plus catégorique serait donné aux gendarmes. Ils devaient, le dimanche suivant, dissoudre à coups de bâton l'assemblée catholique, et enchaîner même, s'il le fallait, ceux qui se montreraient trop récalcitrants.

Le P. Félix averti se transporte à Ambohinome et défend comme il peut, au nom de la reine, au nom des traités, son troupeau injustement envahi par les Indépendants anglais. Plainte amicale est ensuite portée à Ravoninahitriniarivo, ministre des affaires étrangères, aujourd'hui chef de l'ambassade malgache à Paris. Le ministre blâme les Antily et confirme au Père son droit de s'établir à Ambohinome. Le missionnaire sur cette parole se met en quête dans le village d'un emplacement à acheter, pour commencer la construction d'une chapelle catholique. L'emplacement est assez vite trouvé, et le Père entre en marché avec le propriétaire. Mais voici qu'au moment de la conclusion du contrat, un gendarme s'en déclarant le copropriétaire

refuse de le vendre. Afin d'éviter des procès interminables, le missionnaire émigre et choisit un nouveau terrain; le même gendarme s'en déclare encore copropriétaire et se donne le droit d'empêcher la vente. La même comédie est jouée pour la troisième fois au sujet d'un troisième emplacement. Sommé par le P. Félix de citer en vertu de quelle autorité il agissait de la sorte, le malheureux gendarme, pris au dépourvu, balbutie le nom du grand chef que nous ne voulons pas encore dénoncer au public. L'argent anglais, non moins puissant que l'or de Philippe, roi de Macédoine pour s'emparer des forteresses les mieux gardées, avait donc rendu le grand chef infidèle au traité français et persécuteur secret du catholicisme

Toute persécution finit d'ordinaire au désavantage du persécuteur, et les difficultés de l'heure présente annoncent des pluies de grâce pour l'avenir. Le P. Félix le savait et ne se découragea point. Il était résolu d'aller jusqu'au bout. Onze fois avec onze propriétaires différents il fait le contrat voulu qui doit lui permettre de s'établir à Ambohinome; onze fois les menaces et les terreurs dont sont victimes les véritables possesseurs des terrains font échouer les onze contrats, au moment de leur conclusion. Je ne sais trop comment le douzième arriva à terme. Après trois ans de lutte, le 27 avril 1882, la pièce authentique ou titre du contrat, appelée ici *Kase*, revêtue du sceau de l'État et du sceau du consulat de France, était remise au Préfet apostolique; et bientôt cinq gendarmes, au nom du gouvernement, allaient lire cette pièce dans l'assemblée protestante de cet imprenable Ambohinome.

L'affaire paraissait terminée. Elle entrait seulement dans une phase nouvelle.

Un mois après, au moment où le P. Félix, fort de son titre officiel, croyait prendre tranquillement possession du terrain accordé par la reine, et que les ouvriers commençaient les premiers travaux de déblai, les protestants de l'endroit arrivent en nombre, battent les ouvriers du Père et le traînent lui-même assez loin de là avec force menaces. Nos adhérents catholiques, indignés de l'audace sans borne des hérétiques recourent de nouveau à l'autorité du pays. « Cette affaire est réglée depuis longtemps, leur répond-on. Vous pouvez bâtir votre église. » Les ouvriers du P. Félix s'enhardissent alors à creuser les fondements. Mais dans le temple voisin, on a tenu conseil,

le dimanche à la suite du prêche ; et résolution a été prise de combler, dès le lendemain lundi, ces fondations si menaçantes pour la bourse des prêcheurs et de l'instituteur, qui, parce qu'il a été élevé au collège des Anglais, porte le glorieux nom de *Kolejy*. « Si le Père, disent-ils, vient par hasard sur son terrain lundi, et veut protéger le travail déjà fait, nous l'en chasserons de force, et le traînerons par la barbe loin de cet emplacement. » Cette étrange résolution, si peu digne de Dieu et de la nation européenne qui patronne le temple d'Ambohinome, fut fidèlement tenue, du moins autant qu'on pouvait la tenir, le Père, occupé ailleurs, n'ayant point paru le lundi à son poste de combat. Les fondations de la chapelle catholique furent bel et bien ce jour-là comblées en grande pompe, par les deux chefs de l'église indépendante du village, combattant en tête de leurs ouailles.

Nous faisons alors un nouvel appel au gouvernement malgache qui fit attendre sa réponse, et en fin de compte déclara, comme par le passé, que les catholiques étaient, tout aussi bien que les protestants, sujets de la reine de Madagascar, et qu'on n'avait pas le droit de les persécuter.

Cette déclaration gouvernementale était à peine connue, qu'un diacre du temple d'Ambohinome plantait d'épines et de *tsilo* (raquettes épineuses) le terrain acquis par le P. Félix.

Voilà où nous en sommes de cette affaire au début de la nouvelle année 1883. Parviendrons-nous à occuper, malgré les sectaires anglais qui sont l'âme de cette opposition, un terrain si longtemps disputé et tant de fois accordé par la reine? Il faut l'espérer. Mais en attendant que le gouvernement malgache veuille bien prendre en main notre juste cause d'une manière plus efficace, nous dénonçons les Indépendants anglais, selon nos humbles moyens d'action, à l'indignation de l'Europe civilisée et de tous les partisans de la liberté religieuse.

De pareils procédés sont, paraît-il, de l'essence du protestantisme. Cette fausse religion ne pourrait nulle part s'établir par le seul moyen pourtant si efficace de l'argent ; il lui faut encore le recours au bâton et aux gendarmes. Les Luthériens continuent à nous en donner de curieux exemples dans le Sud. »

Ici se place le second des faits raconté dans le *Resaka* par le

P. Berbizier, sous forme de lettre au Rév. P. Cazet Préfet apostolique, alors en France.

« Vous savez depuis longtemps, dit ce Père, qu'il existe certaines conventions entre les Luthériens et les Indépendants. Aux termes de ces traités plus ou moins occultes, les Indépendants cèdent aux Luthériens tout le district de l'Ankaratra jusqu'au sud d'Antsirabe ; et les Luthériens, à leur tour, se retirent du sud de Fianarantsoa, et promettent de ne pas aller troubler MM. les Indépendants dans l'évangélisation de certaines zones déterminées. Ces conventions déjà anciennes, et ratifiées à nouveau dans le courant de cette année, me rappellent les paroles de saint Pierre parlant des faux prophètes et des docteurs de mensonge que l'enfer devait susciter dans l'avenir : *Et in avaritia fictis verbis de vobis negotiabuntur,* dit l'apôtre aux fidèles (2 Pet., II, 3). Vraiment il serait difficile de peindre en moins de mots la traite des âmes pratiquée ici par les sectes protestantes, et de flétrir plus énergiquement de tels marchés.

Cependant ce traité inavouable sert de base d'opérations dans la campagne conduite par les Luthériens norwégiens contre l'Église catholique dans ce pauvre pays.

La Norwège est fière de ses beaux sapins qui font sa richesse ; mais il n'est pas probable que la logique des prêcheurs délégués à l'évangélisation de Madagascar ajoute jamais rien à sa gloire. En effet si M. Dhale et ses collègues se piquaient de logique, ou à son défaut, d'un peu de probité, quelle conclusion tireraient-ils de leur fameuse convention avec les Indépendants? Ils en déduiraient simplement que la secte des Indépendants est exclue de l'Ankaratra, et qu'elle ne saurait y rentrer sans manquer à ses engagements. Voilà tout. Mais ces Messieurs trouvent dans leur traité bien autre chose : ils y trouvent que l'Ankaratra leur appartient exclusivement. Leur raisonnement se réduit à ceci : les indépendants nous cèdent l'Ankaratra; il est donc à nous à l'exclusion de tout autre corps de missionnaires; et les catholiques ne peuvent s'y établir à aucun titre.

Voyons maintenant comment les Norwégiens sont entrés en campagne pour appliquer leur belle théorie.

C'était dans les derniers jours de septembre 1882; les demandes de réunions catholiques dans l'Ankaratra se multipliaient; les anciens petits postes fondés par le P. Roblet reprenaient un peu de vie;

l'inscription des élèves allait avoir lieu. Les ministres luthériens prirent peur. Dans les premiers jours d'octobre deux de ces messieurs se présentent chez un *Tompony menakely* ou seigneur de l'Ankaratra; ils exhibent une énorme pancarte dont ils donnent lecture. Elle portait en substance : c'est une grande faute que de violer la parole de la reine ; or nous savons que vous la violez en forçant les gens de vos domaines à embrasser la prière catholique. (Ici se plaçait une énumération de petites calomnies). Par conséquent, ajoutaient ces messieurs, vous êtes coupable; veuillez vous amender pour l'avenir. Et la lecture se termina par ces mots: ainsi disent M. Dhale et tous ses collègues. Le seigneur de l'Ankaratra opposa une dénégation formelle à toutes les allégations de ces bons apôtres, et les congédia. Le succès était médiocre. Aussi quelques heures après, deux officiers du haut parage viennent à leur tour parler dans le même sens. Ils sont moins catégoriques dans leurs affirmations; mais ils font entendre quelques menaces déguisées en conseils paternels. Le seigneur, objet de tant de visites, écoute, remercie, expose sa ligne de conduite de tous points conforme à la parole de la reine, et congédie poliment ses illustres visiteurs.

Or à cette époque, le P. Roblet était déjà au centre de l'Ankaratra. Le 6 octobre il voyait de ses yeux une réunion catholique brutalement dispersée, et deux élèves emmenés de force à l'école protestante. Un homme d'affaires de la secte, prêt à lever la main sur lui, ne renonçait à cette satisfaction qu'en vomissant à son adresse un torrent d'injures; à l'instigation de leurs maîtres, les jeunes élèves de l'école protestante de l'endroit y joignaient des huées. Le dimanche 15 octobre enfin, un chef de la police avec une escorte d'hommes armés se présentait à une autre réunion catholique, la dispersait sur l'heure et en arrêtait le chef. Interrogé sur le motif de pareilles mesures, il affirme qu'il a une parole de la reine. « Ou est-elle ? — On la lira après-demain. — Pourquoi arrêter un homme sur un ordre qui n'est pas encore proclamé officiellement ? — J'en ai le droit et je vais l'enchaîner. » On s'interpose, et les parents du prévenu engagent leurs personnes et leurs biens pour obtenir qu'il ne soit pas garotté.

Le mardi 17 octobre, on lisait en effet un papier portant la signature et le sceau du ministre de l'Intérieur. — C'est un mandat d'arrêt lancé contre deux chefs de réunion et un maître d'école catholiques. — Le P. Roblet, qui assistait à cette lecture, est assez heureux pour

se procurer une copie d'abord, et ensuite le texte même de ce mandat d'arrêt. Mais les agents du gouvernement déclarent qu'ils ne l'ont pas écrit, qu'il n'est pas enregistré aux bureaux du ministère, qu'ils en ignoraient même l'existence. Sur les trois prévenus, deux se présentent spontanément aux chefs de la police à la capitale; on leur répond qu'il n'y a point de plainte contre eux; le troisième est conduit à son tour, on lui fait la même réponse. J'ai entre les mains ce fameux mandat d'arrêt déjà si suspect; on y voit une rature significative, qui, jointe aux déclarations faites par les chefs de la police, amène à conclure que c'est un faux. En voilà un que M. A. Kingdon ancien imprimeur des Indépendants, à Tananarivo, mettra peut-être dans le *Standard*, sur le compte des Jésuites, comme il vient calomnieusement de l'écrire, relativement aux affaires de la succession du très regretté M. Laborde. Mais l'axiome des juristes, *ille est auctor cui prodest* nous révélera la trace de ses auteurs. Ce n'est pas tout : à la même époque, aux environs d'Antsirabe, le P. Ghenay voyait ses adhérents plus maltraités encore. Les menaces, les coups, les vexations de toutes sortes se déchaînaient à la fois sur ses néophytes. Les calomnies contre sa personne fournissaient un bon appoint aux sectaires. Ces misérables allaient jusqu'à aposter leurs premiers prix de boxe, sur les sentiers conduisant à l'école catholique, pour barrer le passage aux rares élèves qui oseraient tenter de s'y rendre. En peu de temps, on a arraché aux écoles catholiques un grand nombre d'enfants. On dit même que les agents du gouvernement chargés d'organiser les écoles dans la région d'Ansirabe ont subi dans une certaine mesure l'influence de ces passions déchaînées.

Mais quels sont donc les instigateurs de ces violences? Qui poussait ainsi les Malgaches à violer la parole de la reine, à fouler aux pieds les lois du royaume, à maltraiter des populations paisibles, pour le seul crime d'avoir fait acte d'adhésion à la religion catholique? Étaient-ce messieurs les Indépendants? Sans doute la faveur mal déguisée de certains agents subalternes leur a donné parfois trop d'audace. Et ils ont bien à leur charge des actes de violence dont ils ne seraient pas fiers en Europe.

Cependant dans toute cette campagne, c'étaient les Norwégiens seuls qui donnaient. Oui, M. Dhale et ses collègues conduisaient tout ce mouvement. D'ailleurs, je veux bien leur rendre cette justice : ils

n'ont pas trop pris la peine de se dérober derrière les Malgaches engagés à leur solde.

Nous entendions tout à l'heure M. Dhale et tous ses collègues faisant des remontrances à un seigneur dont la conduite était irréprochable; on a entendu M. Higt proférer publiquement des menaces contre tous les Malgaches qui passeraient au catholicisme. On a entendu M. Ngaart haranguant un jour quelques brebis qui en avaient assez de sa houlette paternelle, leur tenir ce langage: « Vous passeriez à la religion catholique! Mais c'est la religion des brigands, *Fivavahany ny jiolahy!* » L'auditoire restant sourd à ces tendres remontrances, l'orateur se mit, dit-on, à pleurer de désespoir ou de dépit. Et ses larmes n'égayèrent pas peu ses auditeurs. »

Les agissements des Luthériens dans la province de l'Ankaratra, comme il est évident d'après la lettre ci-dessus, n'avaient donc pas seulement pour but de nous entraver dans l'exercice de nos droits de missionnaires français, stipulés par le traité, mais ils ne tendaient à rien moins qu'à nous faire interdire, par le gouvernement malgache, en violation complète et audacieuse de ce même traité, toute évangélisation dans la province de l'Ankaratra, l'une des plus vastes de l'Imerina. Les actes subséquents à ceux qui viennent d'être racontés n'ont fait que mettre plus en lumière cette intention des Norwégiens, et montrer clairement que le premier ministre, leur ayant fait à notre préjudice quelque promesse compromettante se trouvait, en face de notre résistance, fort embarrassé pour faire honneur à sa parole et tenir avec eux un engagement si peu en harmonie avec le traité français. Mais Rainilaiarivony, depuis les nouvelles lois, avait maintenant plus que jamais la ressource d'abriter son action persécutrice contre la France sous celle de ses fonctionnaires. Il eut donc recours à ce moyen.

C'est ainsi que le 24 novembre 1882, outre les arrestations opérées en octobre, un certain Andriamananizao, institué chef des écoles, et président du tribunal destiné à juger, selon le bon plaisir du premier ministre, toutes les questions d'enseignement, recommença à lancer contre la plupart de nos chefs et maîtres d'école catholiques de l'Ankaratra, un mandat d'arrêt de la nature de ceux qu'on lance contre les malfaiteurs, et les fit amener à Tananarivo, sans même prendre la peine d'articuler contre eux un seul grief.

La première des fins de cette arrestation en masse, (on comptait vingt-sept chefs de prière ou maîtres d'école catholiques ainsi mandés et retenus par ordre à la capitale) était de permettre aux officiers du gouvernement d'inscrire tous les élèves sur les registres de l'État, les mêmes que ceux des Luthériens. Ensuite on intimidait par là les populations de ces montagnes, et on les détournait aussi efficacement qu'on le pouvait, sans prononcer néanmoins de défense explicite trop compromettante pour l'avenir de la religion et des écoles des Français.

Ce n'est pas tout. Pendant que 27 incriminés et leurs témoins, composant un total de 64 catholiques des plus influents, étaient gardés à Tananarivo quatre mois entiers, attendant un jugement quelconque, Andriamananizao écrivait lettres sur lettres aux élèves catholiques pour leur signifier de passer chez les Luthériens, sous peine d'avoir à payer chacun 5 piastres d'amende (25 fr.), somme énorme pour le pays.

En vain les missionnaires catholiques eurent-ils recours au tribunal d'Andriamananizao, et demandèrent-ils un prompt jugement en faveur de leurs maîtres d'école, dont les classes étaient en souffrance; en vain s'adressèrent-ils au premier ministre lui-même, et écrivirent-ils leurs plaintes soit à M. Packenham consul de Norwège, soit à leur propre consul à Tamatave, rien ne se conclut, rien ne se fit. On renvoya simplement les inculpés du tribunal des écoles au tribunal des voleurs qui les renvoya au tribunal des écoles, d'où très probablement ils seront renvoyés encore au tribunal des voleurs et des assassins, afin de s'entendre condamner peut-être sur la déposition de faux témoins, pour des crimes dont ils n'ont pas même l'idée, à une amende exorbitante que la mission catholique devra payer.

Le procédé n'est pas nouveau et il a déjà été employé contre nous l'année dernière. Il s'agissait, alors comme aujourd'hui, d'inscriptions d'élèves et d'une de nos écoles à ruiner au profit des Indépendants. Or voici comment on s'y prit. Sur la plainte du fanatique Rarivo grand *kolejy* ou maître d'école des missionnaires de Londres à Ambositra, Benoît, l'un des maîtres du P. Batz fut accusé injustement d'avoir envoyé deux de ses élèves frapper son collègue des Indépendants dans son propre logis. On intimida les témoins à dé-

charge; on en produisit de faux pour opprimer l'innocent; le seul Malgache, qui osa déposer selon sa conscience et la vérité en faveur de Benoît, fut condamné à payer comme lui 150 francs d'amende; et il fallut que la Mission se soumît à cette injuste sentence et déboursât pour les deux condamnés, l'argent exigé.

M. le commissaire Garnier, quittant Tananarivo après la conclusion du traité français de 1868, assurait aux Hovas que le point noir d'où leur viendraient plus facilement les orages de la part de la France, serait leur manière d'agir envers les missionnaires, les Sœurs et les œuvres de la Mission catholique. Ce fut de là en effet que vinrent toujours les premières violations du traité, et peut-être les plus graves. Mais jamais la politique française ne s'en est fort émue, si tant est que parfois elle ait voulu prendre la peine d'en insérer la liste au dossier de ses autres plaintes contre les Hovas. Le fait même de frapper des missionnaires français, comme il est arrivé pour le P. Fabre en 1879 et le P. Léon de Villèle en 1882, n'a pas eu plus de force pour la tirer de sa quiétude volontaire, que les nombreuses déchirures faites au traité en matière de religion ou d'enseignement. La Mission catholique ne fut donc pas en 1882 (et nous sommes heureux de le constater) la pierre d'achoppement contre laquelle est venue heurter la barque de Rainilaiarivony pilotée par M. Parrett.

J'en dirai presque autant du droit de propriété, assez obscurément inclus dans le traité de 1868, et violemment rejeté par les Hovas en 1880, à l'occasion du règlement de la succession Laborde. Le commissaire, M. Cassas, ne put jamais obtenir alors de son gouvernement, tout occupé à chasser les religieux de leurs maisons, que sa politique prît sérieusement fait et cause en faveur des neveux de l'ancien consul de France à Madagascar, injustement dépouillés des propriétés de leur oncle, malgré les titres les mieux fondés, et antérieurs même au traité de 1868. Le commandant Lagougine s'était fâché pour moins en 1871 mais douze années modifient bien des idées.

Une telle inertie ne pouvait manquer d'encourager les Hovas et leurs conseillers. Aussi le 29 mars de l'année suivante, vit-on paraître entre autres lois, la fameuse loi 85e par laquelle il était formellement stipulé que « la terre de Madagascar ne saurait être vendue à personne ni mise en gage entre les mains de qui que ce soit, non sujet de la

Reine de Madagascar. Les habitants du pays, en contravention avec cet article, doivent être mis aux fers à perpétuité ; l'argent employé à un tel achat de terre malgache, de même que les fonds prêtés sur un gage semblable, sont déclarés argent et fonds perdus; et quant au sol, il revient de droit à la reine, son unique maîtresse. » Les traitants, ainsi que les consuls successeurs de M. Casas dénoncèrent au ministère français cette loi 85e comme destructive de l'article du traité consacrant très probablement le droit de propriété ; mais ils en furent pour leurs frais de dénonciations : nos politiques dormaient toujours ; nouveau motif de confiance pour Rainilaiarivony et son pilote. Le flot de la Révolution couvrait si bien la France de toutes parts et cachait si bien à leurs regards le terrible écueil de nos canons, que rien ne semblait pouvoir désormais à notre endroit les mettre en crainte ni souci. Le pilote imprimeur conseilla donc au ministre-roi de tenter jusqu'au bout la fortune, et de profiter de ce moment unique, pour étendre sa domination sur toute la terre sakalave, y compris même cette portion de la côte Nord-Ouest, placée depuis 1840 sous le protectorat de la France. « J'irai moi-même, lui dit-il, faire un voyage sur ces points en litige, en face de Nossi-Bé. Mes amis Pickersgill et Kestel Korsnish me prêteront leur concours. Ayez confiance. Nous saurons bien, par nous-mêmes ou par notre argent, persuader aux petits rois sakalaves de cette côte d'envoyer jusqu'ici leurs représentants pour demander votre amitié, ainsi que le don d'un pavillon hova, qui sera planté comme marque de votre souveraineté sur leur territoire. Et vous deviendrez par là, sans coup férir, maître de la côte Ouest. La France est si malade qu'elle ne s'apercevra de rien, ou du moins ne vous inquiétera pas. Regardez dès ce moment la chose comme faite, et promettez aujourd'hui à l'Angleterre, pour prix de ce nouveau et signalé service que vous en recevez par notre moyen, la libération des esclaves de tout le royaume. »

« On perd tout en voulant tout gagner, » a dit depuis longtemps le Fabuliste. Rainilaiarivony et son patron en firent alors l'épreuve. Les voyages à la côte Ouest, de l'Imprimeur, du Rév. Pickersgill et autres, si secrets qu'ils fussent, éveillèrent les soupçons du commandant de Nossi-Bé. On apprit d'abord que certains petits rois de la côte soumise au protectorat de la France, gagnés en effet par les bonnes paroles et présents des amis de Rainilaiarivony, avaient en-

voyé prendre, à la capitale des Hovas, le pavillon de la reine Ranavalo-Manjaka, et l'avaient déjà arboré sur leur plage en face de Nossi-Bé. Le difficile était de faire passer ces opérations frauduleuses, des ténèbres d'un complot anglo-hova, à la lumière de la politique européenne. On fit appel encore une fois aux grands mots de civilisation et de libération des esclaves, et à la générosité chevaleresque de la France. Les Sakalaves, dit-on à nos ministres, sont des barbares ; les Hovas sont civilisés. Pourquoi ne pas offrir des vaisseaux aux Hovas, afin qu'ils aillent sur les côtes Sakalaves, réprimer au nom de la civilisation et de l'humanité les brigandages qui s'y commettent. Et nos ministres ne voyant pas encore de piège dans ces offres de notre cordiale alliée, étaient sur le point de travailler de leurs propres mains à la ruine des intérêts français à Madagascar de concert avec l'Angleterre. Déjà sir W. Gore Jones, amiral de la Grande Bretagne, était monté en juin 1881 à Tananarivo avec le consul Packenham, afin d'offrir ses vaisseaux à la reine de Madagascar pour une expédition contre les Sakalaves : tout allait être consommé en vue du complet triomphe de l'Angleterre et de l'écrasement officiel de notre patrie sur la Grande Ile ; le pilote touchait presque au port, lorsque soudain la France se réveilla, et entrevoyant dans les menées anglo-hova une irréparable atteinte portée à son honneur et à ses intérêts, réclama vivement. La barque de Rainilaiarivony, malgré les assurances de M. Parrett, venait de toucher le fond, et se trouvait engagée au milieu des plus dangereux écueils qu'elle eût rencontrés depuis longtemps : et tout le monde peut entendre aujourd'hui les chocs terribles qu'elle est obligée de subir, afin de se tirer, si c'est possible encore, de cette cruelle impasse. Y aura-t-il naufrage ? c'est le secret du ciel. Nous avons seulement relaté ici ce qui fut l'origine véritable des difficultés pendantes entre la France et le gouvernement malgache. La plupart des journaux d'Europe viennent de raconter comment ces difficultés n'ayant pas pu être réglées à Tananarivo, Rainilaiarivony, sur le conseil de l'Angleterre, c'est-à-dire de M. Parrett et consorts, s'est décidé à envoyer aux puissances d'outre-mer, signataires de traités avec sa nation, une ambassade malgache, composée de quatre membres, Ravoninahitriniarivo, 15e honneur, neveu du premier ministre, et ministre lui-même des affaires étrangères, déjà connu de nos lecteurs, Ramaniraka, 14e honneur, Anglais d'es-

prit et de cœur, Audrianisa, secrétaire et interprète anglais, Marc Rabibisoa, notre ancien élève, interprète français. Ces mêmes feuilles ont aussi publié le récit des insuccès de l'ambassade à Paris, de son touchant, mais trop platonique accueil à Londres, et l'on parle encore de son récent voyage en Amérique.

Les dernières nouvelles qui nous sont parvenues, annoncent même la conclusion d'un nouveau traité entre les ambassadeurs hovas et l'Angleterre que suit ici fidèlement l'Amérique. Nous avons parcouru ce qui a été livré au public de ce double traité, et voici le jugement de quelques penseurs sur le nouvel acte diplomatique de notre cordiale alliée. Au lieu d'avancer, l'Angleterre recule, et fait à la puissance malgache sur le droit de propriété des concessions nouvelles. Son traité de 1865 semblait en effet stipuler le droit de propriété pour les étrangers à Madagascar; celui-ci consacrant le fameux article 85 des lois de mars 1881, reconnait aux Hovas d'une manière formelle le droit de ne pas laisser vendre la terre aux étrangers. Une dépêche de Londres, dit le *Temps*, 23 février 1883, annonce que le Foreign-Office publie le texte de la déclaration signée à Londres, le 19 février, entre le gouvernement anglais et les envoyés malgaches. Cette convention, annulant l'article 5 du traité de juin 1865, déclare que les sujets anglais jouiront désormais des mêmes droits que les sujets de la nation la plus favorisée, qu'ils pourront louer à terme des terres, maisons ou toute autre propriété à Madagascar. La vente absolue des terres aux étrangers est cependant interdite. » Voir aussi le *Daily-Telegraph*, 22 février 1883. Pourquoi l'Angleterre recule-t-elle de la sorte ? Rien de plus simple : elle recule parce que la France avance; elle recule dans l'unique but d'affaiblir, d'isoler la France et de rendre plus forts contre elle les refus obstinés des Hovas. Si la France menace, l'Angleterre caresse. Ce que le France veut prendre, l'Angleterre concède. Le nouveau traité anglais est donc conclu dans le même esprit que tous les autres. Sa fin principale a été de devenir pour notre patrie une pierre d'achoppement. Qu'importe à l'Angleterre de sauter du premier étage, pourvu que la France saute du quatrième ! disait fort justement l'auteur d'un simple article de journal sur la question présente.

Un mot encore sur l'Ambassade et les effusions de sa reconnaissance mêlées de mensonges et de perfides réticences à notre adresse, envers la Société des missionnaires de Londres.

On lira sans doute avec intérêt, dit le *Progressiste de Maurice*, journal protestant, le discours suivant qui a été prononcé par le chef des ambassadeurs hovas à une réception de l'ambassade par la Société des missionnaires évangéliques de Londres. On se rappellera que les Malgaches sont redevables à cette Société en grande partie de leur état actuel de civilisation. Voici le discours :

« Nous sommes heureux de voir rassembler ici les représentants de la Société des missionnaires de Londres, et tout particulièrement heureux de votre affectueuse réception.

« Au nom de la reine, non comme reine, mais comme chrétienne ; au nom du premier ministre, non comme ministre, mais comme chrétien, au nom des principaux fonctionnaires du gouvernement, non comme fonctionnaires, mais comme chrétiens, nous vous remercions de ce que vous avez fait pour Madagascar depuis de longues années. Nous vous remercions surtout pour ce qui a été fait pendant les quatorze dernières années ; car si ce qui a été fait auparavant a été grand, ce qui a été fait pendant cette période a été plus grand encore. Grâce à l'œuvre de ces quatorze ans, le christianisme a été non seulement largement prêché dans la province centrale d'Imerina, mais il s'est encore répandu parmi les Betsileos et les Tsianaka.

« Il y a présentement neuf églises dans la capitale de Madagascar, et dans l'une d'elles, la reine rend son culte à Dieu chaque dimanche. Nous avons progressé quant à la prière, et aussi quant aux bâtiments. Ce dernier progrès est dû à M. Pool votre envoyé. De toutes parts le peuple imite les constructions qu'il a faites. L'église de la reine, construite d'après ses plans, est devenue le modèle de toutes les autres, en restant le plus bel édifice de Madagascar.

« Nous vous remercions de nous avoir envoyé des missionnaires pour nous instruire, non seulement sur la Bible, mais sur toutes les sciences. Il y a dans la ville une imprimerie. Le gouvernement a maintenant la sienne ; et ses ordres, au lieu d'être comme autrefois expédiés verbalement, partent aujourd'hui imprimés par la presse du palais. Vous voyez par là quels progrès nous avons fait dans cette direction.

« Une chose mérite nos remerciements particuliers : le collège établi dans la capitale. De cette institution sont sortis de nombreux jeunes gens répandus dans tout le pays. Nous avons vu nous-mêmes ce qui se fait dans ce collège, et en avons été très satisfaits.

« Comme vcus le savez tous, le moment présent est critique dans l'histoire de Madagascar. Vous nous avez exprimé votre sympathie dans les difficultés actuelles. Nous savons que Paul peut planter et Apollo arroser, mais que Dieu seul donne l'accroissement : mais nous savons aussi qu'il faut planter et arroser pour que l'accroissement suive.

« Madagascar peut paraître de loin un petit pays, mais pour qui le voit, c'est un grand pays, et pour nous le plus important de toute la terre.

« Nous vous remercions pour le témoignage de gratitude envoyé à la reine et au premier ministre touchant le bon accueil fait à vos missionnaires. N'était la difficulté qui a maintenant surgi, la parole de Dieu se serait encore plus répandue dans le pays, comme elle se répandra, si nous échappons à cette difficulté et aux menaces de la nation française. Pour le moment, tout paraît bien sombre. La tribu des Sakalaves de l'Ouest est très sale. Cependant un de ces Sakalaves a occupé récemment l'église du palais. Son visage était propre, et l'enseignement qu'il a donné était bon. Nous espérons que, par la prédication de l'Evangile, toute la tribu deviendra chrétienne. »

A l'illustre ambassadeur malgache auteur de ce discours nous adressons la simple question suivante :

Est-il bien vrai que le temple du palais, construit par M. Pool, soit le plus bel édifice de tout Madagascar?

Nous sommes convaincu que Ravoninahitriniarivo, ainsi interpellé, répondrait qu'il a parlé seulement des temples protestants, et ne s'est point occupé des édifices catholiques. Soit. Habitué depuis longtemps à des duplicités de langage et aux mensonges de ses pareils, nous ne lui ferons pas un crime de cette inexactitude. Mais afin de réparer en quelque sorte tout ses habiles sous-entendus en ce point et en d'autres de son discours, nous voulons reproduire ici en faveur du catholicisme un témoignage tout nouveau que la dernière *malle* nous apporte, et qui ne saurait être suspecté de partialité à notre endroit. Ce sont quelques extraits du compte rendu du contre-amiral Gore Jones, présenté officiellement aux deux Chambres du Parlement anglais, et imprimé en 1883, relativement à sa visite faite en 1881 à la reine de Madagascar à Tananarivo.

« Le dimanche 3 juillet, dit ce rapport, nous assistâmes au service

(religieux), à l'église de l'évêque anglican. On chanta bien, et l'assistance était propre et attentive. »

« Le dimanche 10 juillet, nous assistâmes au service divin à la chapelle royale. La reine, le premier ministre et la famille royale étaient présents. Le service s'accomplit convenablement et avec dignité. On chanta des cantiques et une antienne.

« Dans la soirée, nous assistâmes aux Vêpres et entendîmes de l'excellente musique à la cathédrale des catholiques romains.

« Il y a cinq sectes ; l'Église d'Angleterre, l'Église de Rome, les Indépendants, les Amis, les Luthériens de Norwège.

« Les Indépendants de la Société des missionnaires de Londres ont été les premiers à prendre le terrain, et quoiqu'ils ne soient nullement conséquents avec leurs principes sur l'administration de l'église, ils sont en faveur à la Cour. Le premier ministre est trop habile pour ne pas voir l'avantage qu'il y a à garder la reine comme chef de l'Église, et rien de ce qui touche à la religion ne se fait que sous sa surveillance personnelle. Les Hovas sont naturellement bavards. Ils sont donc prêcheurs avec l'approbation du premier ministre qui considère cet office comme une sorte de soupape de sûreté, parce que la discussion publique des questions politiques est interdite.

« L'Église de Rome travaille silencieusement et forme une plante supérieure à toute autre. (Suit ici dans le rapport imprimé une ligne d'étoiles). La cathédrale des catholiques romains est un édifice qui ferait honneur à une ville d'Europe. Les Pères sont jésuites et principalement Français ; et ils ont pour auxiliaires de nombreuses Sœurs.

« Les Luthériens de Norwège font un grand travail et ils ont dix-sept missionnaires dans le Sud.

« Le grand tort de nos missionnaires, en général, c'est qu'ils sont surchargés de sollicitudes domestiques, de femmes et d'enfants. En conséquence, ils se rassemblent là où ils trouvent le plus de confortable et tandis qu'ils négligent le reste de l'île, la capitale en fourmille. Le missionnaire catholique, en règle générale, ne revient plus dans sa patrie. Les missionnaires protestants semblent ne songer à autre chose qu'à s'en retourner chez eux, surtout les femmes, qui ne font pas un secret de leur incapacité pour l'œuvre.

« Les Hovas sont prêts à s'élancer vers la parfaite civilisation, et ensuite, à gouverner et à civiliser le reste de l'île.

« Le caractère despotique du gouvernement sous son chef actuel fort et sage, est le meilleur possible pour les temps à venir.

« Les domestiques esclaves ne sont esclaves que de nom, et à mesure que la civilisation avance, ils disparaîtront.

« Au sujet des esclaves domestiques, le premier ministre a parlé fortement. Si l'émancipation était imposée de force, il en résulterait une révolution et un recul dans le pays. De fait, le pays ne peut se passer d'esclaves.

« Je crois que ma mission a été couronnée de succès... Le premier ministre, qui est entièrement Anglais de cœur, en a été enchanté. »

De l'ambassade malgache, de ses discours mensongers, et de ses traits modifiés, que va-t-il surgir? Qui le sait? Ce que le gouvernement de Ranavalomanjaka a gagné jusqu'ici de plus clair, c'est d'attirer les regards de l'Europe sur la question de Madagascar. Au fond des cabinets des ministres, à la tribune, dans les feuilles publiques, aussi bien que dans les conversations particulières, on s'occupe de la Grande Ile, on discute, on exhume de la poussière des archives les vieux droits oubliés : les infractions nombreuses aux traités conclus sont signalées; le bien injustement envahi reprend une voix pour crier vers son maître légitime, et cette voix semble se faire écouter malgré les clameurs incessantes des Hovas et des missionnaires anglais leurs complices. Encore une fois, quel sera le résultat final de tout ce bruit? Dieu seul le sait.

Au lieu de vouloir préjuger à l'aveugle et comme prophétiser sans mission sur le sort que la Providence réserve et prépare par ces événements, à cette terre de Madagascar, nous préférons indiquer ici en peu de mots quel fut, depuis le commencement du conflit jusqu'à ce jour, l'état des esprits divers, aussi bien que l'attitude de la Mission catholique en face de ses adversaires de plus d'une sorte.

A tout seigneur tout honneur, dit le proverbe. Nous ne saurions donc mieux commencer à peindre l'état des esprits à Madagascar, dans les circonstances actuelles, que par le premier ministre et son conseiller Parrett, seuls véritables seigneurs et maîtres de la Grande Terre. Or, ils ne font pas tous les deux même figure. Autant l'imprimeur des Indépendants affecte de se montrer calme, impassible, et comme assuré du succès final du conflit, autant Rainilaiarivony paraît inquiet, agité, préoccupé de l'avenir. Qui pourrait faire un crime

à l'infortuné ministre de sa préoccupation ? Il se trouve en face de tant d'énigmes ou plutôt de contradictions à débrouiller ! Comment concilier ensemble les assurances réitérées de protection secrète, mais efficace que lui promettent, au nom de l'Angleterre, Parrett et les Indépendants, avec les déclarations officielles de lord Derby, de lord Granville déclarant à la France, en face de l'Europe, que malgré ses bonnes relations avec Tananarivo, le Cabinet britannique ne saurait rompre l'alliance française au profit de ses amis de Madagascar? De quel côté est la vérité, se dit sans doute le ministre hova ? De quel côté le mensonge ? Ces cruelles perplexités s'augmentent encore lorsqu'il considère que le consul anglais Packenham, fidèle écho de lord Derby, semble aujourd'hui se plaindre de la Société des missionnaires de Londres, comme il se plaignait autrefois de la bouche menteuse du Rév. Ellis. Enfin, le peuple, à qui l'on demande de fournir des soldats nouveaux, des lances, de la poudre et des balles contre les Français, le peuple accuse hautement l'influence de M. Parrett sur le premier ministre, d'être la cause de tous les bouleversements dont le pays est déjà victime, ainsi que de ceux qui se préparent dans l'avenir. Qu'arrivera-t-il, si la France, fidèle en ses menaces, s'empare de la côte ouest et revendique le protectorat sur le reste de Madagascar ? Ne sera-ce point la fin du régime actuel ? Ces pensées et autres semblables, depuis le commencement de ce conflit, agitent donc l'esprit de Rainilaiarivony. Il faut avouer que c'est bien sa faute. Qu'allait-il faire dans cette galère des Indépendants ?

Si maintenant nous passons du premier ministre et de M. Parrett aux autres prédicants de toute nuance répandus dans l'intérieur de Madagascar, nous les trouvons tous plus ou moins sous le coup du double sentiment de la peur pour eux-mêmes et leurs familles, et de l'animosité contre la Mission catholique, qu'ils veulent rendre responsable de ces menaces de guerre, venant si mal à propos troubler la quiétude de leurs agissements habituels. Quelles calomnies plus absurdes les unes que les autres n'ont-ils pas semées en chacune de leurs assemblées et de leurs écoles, contre les missionnaires français, leur Préfet apostolique actuellement en Europe et nos fidèles eux-mêmes ! Il était facile de prévoir que ces rumeurs répandues avec tant de profusion se retourneraient contre leurs auteurs. « Il est rare en effet, disait le *Resaka* du mois de février 1883, que le feu allumé

au milieu d'une ville par le hasard ou la malveillance, ne s'attaque pas aux maisons les plus proches de la maison incendiée ; et l'on voit même quelquefois, pour peu que le vent change, les flammes se retourner contre les demeures de ceux qui les ont allumées, et les consumer entièrement.

Il paraîtrait qu'à propos du différend survenu entre la France et Madagascar, des rumeurs qui n'étaient rien moins que bienveillantes, et des menaces de plus d'une sorte, commencent à circuler contre tous les *Vazaha*, (les blancs), sans distinction de nationalité. Or, de peur sans doute que les blancs ne vinssent trop facilement à se troubler de ces rumeurs populaires, et pour montrer l'esprit de bienveillance qui l'anime, le premier ministre, dès qu'il en a eu connaissance, s'est empressé de nous convoquer tous au Palais, le 3 janvier à 2 heures du soir sans distinction de nationalité.

Voici à peu près le résumé des paroles adressées par le premier ministre dans,cette réunion : « Je sais, nous a-t-il dit, que des bruits de toute nature ont cours dans le pays, à propos des embarras survenus entre ce gouvernement et un gouvernement européen. Il peut se faire que parmi les habitants de Madagascar, quelques-uns se rencontrent, qui n'aient pas pour vous tous les égards qu'ils devraient. Mais ayez confiance. Je ne souffrirai pas que personne vous moleste en quelque manière que ce soit, principalement en ville, où je puis vous protéger plus sûrement qu'à la campagne. »

Chacun de ceux qui étaient présents a remercié alors le premier ministre de cet acte de bienveillance, si conforme à tout ce qui se fait parmi les nations civilisées, lorsque une guerre éclate entre elles. Un des commerçants anglais ayant manifesté son étonnement de voir les habitants du pays s'en prendre à tous les blancs, puisque le conflit n'avait éclaté qu'entre eux et les Français, le premier ministre a fort bien répondu que les habitants du pays, capables de molester les Français, malgré la protection dont le gouvernement de la reine voulait les couvrir, ne sauraient nullement distinguer un blanc d'un autre blanc; et que par conséquent, pour prévenir tout malheur, il se voyait obligé de couvrir tous les Européens d'une égale protection, sans faire lui-même aucune distinction de nationalité.

Après quelques autres paroles, dans lesquelles soit la Mission catholique, soit le commerce français ont affirmé au premier ministre.

tout en le remerciant, que leur intention bien arrêtée était de continuer à se livrer uniquement à l enseignement religieux ou au commerce, l'assemblée s'est séparée, et chacun a repris le chemin de sa demeure. »

Le malheur donne de la sagesse, c'était un acte de vraie sagesse à Rainilaiarivony d'étendre le manteau de sa protection sur tous les Européens également ; mais le comble de la sagesse, n'est-ce point le recours à Dieu au milieu de la tribulation ? Les missionnaires Indépendants unis aux Luthériens de Norwège, s'élevèrent jusqu'à ce point et, nous les voyons d'après le *Resaka* « convoquer pour le 11 janvier à 2 heures du soir leurs adhérents de toutes sortes, aussi pompeusement parés que possible, à une solennelle supplication dans le fameux temple d'Ampamarinana bâti au haut d'un rocher d'environ 100 mètres d'élevation, d'où ont éte précipités, il y a une trentaine d'années, plusieurs criminels et quelques religionnaires.

Il s'agissait par cette solennelle supplication de détourner du pays le fléau de la guerre, et de fléchir le courroux du ciel. Rien de mieux sans doute. Cette idée, empruntée à la religion catholique, est mise toutes les semaines en pratique plusieurs fois par les missionnaires français de Madagascar, notamment chaque dimanche devant le peuple, et lorsqu'ils récitent chaque soir en commun aux litanies des saints cette belle invocation : *A peste, fame et bello, libera nos, Domine* : de la peste, de la famine et de la guerre, délivrez-nous, Seigneur. Plusieurs Européens, Anglais, Norwégiens, assistaient, nous assure-t-on, malgré la diversité de leurs croyances, aux prières d'*Ampamarinana*. Le dieu des protestants est un dieu libéral, il accueille favorablement les prières de tous, et ne regarde pas de si près que le nôtre à la différence des cultes et des symboles. Passe encore. Mais ce qui nous semble de trop, et peu en harmonie avec le but des prières, c'est ce cri de guerre poussé, dit-on, par un missionnaire du Nord, au grand scandale des Malgaches : « Donnez-moi une lance, donnez-moi un fusil... Ah ! si je n'étais pas missionnaire ! »

Nous avions donc raison d'affirmer que le sentiment d'une animosité portée jusqu'à l'excitation à la guerre contre les Français régnait dans le cœur des prédicants du pur Évangile ; et comme, sauf une ou deux exceptions, tous les sujets français de l'intérieur de Madagas-

car se trouvent être des missionnaires, c'était bien en réalité contre nous que cette animosité se déversait tout entière.

Ils n'étaient pas, hélas ! nos seuls ennemis. Des Français eux-mêmes (qui le croirait, si les écœurants spectacles offerts depuis quelques années à notre génération ne nous avaient habitués à toutes les hontes), des Français eux-mêmes ne rougirent pas, dans plusieurs articles de leurs feuilles salariées, d'attaquer la Mission comme antifrançaise, pour le seul crime de ne vouloir pas remplacer le Dieu de la France par le Grand Architecte des Francs-Maçons, et le refus de prêcher aux Malgaches le pur communisme, au lieu de l'Évangile de Jésus-Christ. Quelque méprisables que soient ces attaques, rien n'est plus pénible pour des missionnaires, qui ont tout sacrifié en vue de l'avancement de la seule civilisation possible en pays barbare, la civilisation par le catholicisme, que de se voir entravés dans leur œuvre par des Européens, et traités par des compatriotes comme des traîtres et des ennemis.

Si, pour plaire aux écrivains de journaux, représentants des nouvelles couches, les religieux de la Compagnie de Jésus, à Madagascar, ne sauraient renoncer à Jésus-Christ et à ses saintes lois, ils ne pouvaient pas davantage, sans forfaire à leurs règles, et compromettre à pure perte leur divin ministère, descendre des hautes sphères de l'évangélisation spirituelle de Madagascar sur le terrain mouvant des luttes politiques et des intérêts périssables de ce monde. Aussi, dès le commencement du conflit, la Mission catholique tint-elle à déclarer formellement au premier ministre qu'elle se plaçait au-dessus de toutes ces questions politiques, et ne poursuivait à Madagascar que l'intérêt religieux du pays, le bien des âmes, la seule gloire de Dieu.

Et tel est le sens des lignes suivantes insérées dans le *Resaka* du mois d'août 1882, au moment où les attaques dont nous venons de parler se produisirent contre nous avec le plus d'acharnement.

« On sera peut-être heureux, disait ce journal, de savoir quelle situation est faite à la Mission catholique française à Tananarivo, parmi ces bruits de guerre, et au milieu de cette effervescence des esprits, qui accompagne toujours les querelles, de quelque nature qu'elles soient, entre des nations, aussi différentes surtout que la nation française et la nation malgache. Je dirai en deux mots que la Mission est aussi tranquille que si aucun sujet de conflit ne divisait la France et Madagascar. Le gouvernement de la reine n'ignore pas, (et c'est là

sa gloire, et une sagesse dont nous le remercions), que les questions politiques ne sont point du ressort de la Mission.

Pour être plus élevé que tous les autres intérêts humains, l'intérêt que nous poursuivons, je veux dire l'avancement et le triomphe du catholicisme sur cette terre, n'est opposé à aucun d'eux, mais au contraire les conserve, les favorise, les rapproche. Semblable au soleil qui luit également sur tous les pays, sans en exclure un seul de la douce influence de ses rayons, la religion catholique est la charité divine qui éclaire, réchauffe et fait croître tout homme venant en ce monde, tout État, toute nation. Malheur à l'État sans Dieu ! Point de vraie civilisation sans catholicisme.

Il faut se sentir possédé des passions du sectaire, être bien pauvre d'esprit et de caractère, ou fortement imbu de préjugés surannés, pour accuser comme traîtres à leur pays et dignes du dernier supplice, des prêtres, des religieux désireux de ne point se mêler de politique, afin de s'appliquer tout entiers aux devoirs de leur saint ministère. De telles accusations, loin d'humilier ceux qu'elles frappent, les relèvent aux yeux de tous les hommes de sens et de cœur.

Fasse le Ciel qu'aucun membre de cette Mission ne mérite jamais les éloges de ces plumes non moins basses et vénales que funestes aux intérêts qu'elles servent. Là serait le danger, là le déshonneur. »

Nous ne pouvons terminer cet ouvrage sans faire connaître nettement l'état actuel du personnel et des œuvres de la Mission catholique sur la Grande Ile ou dans les îles environnantes.

La mission de Madagascar ne se compose plus aujourd'hui que de la Préfecture apostolique de la Grande Terre, avec une résidence à Bourbon, plus ou moins dispersée, depuis l'application des décrets du 29 mars, et deux résidences à Maurice.

Le Préfet apostolique de la Grande Terre est le Rév. P. Jean-Baptiste Cazet, nommé en 1872, et joignant à ce titre, depuis bientôt un an, les fonctions de Supérieur général de la Mission, en remplacement du P. de la Vaissière.

Le Rév. P. Cazet a pour vice-Préfet apostolique et supérieur de la maison de Tananarivo le P. de la Vaissière, et pour ministre de cette même maison, le P. Berbizier. Le P. Cazeaux en est le sous-ministre et le procureur, tandis que le P. Caussèque s'occupe de l'administration de la paroisse principale de l'Immaculée-Conception.

Vingt-sept autres prêtres dirigent les trois autres paroisses de la capitale, ou sont employés à l'évangélisation des campagnes de l'Imerina.

La mission des Betsileos compte neuf prêtres dont le P. Lacombe est le supérieur.

Il y a aussi trois prêtres à Ambositra, y compris le P. de Batz, leur supérieur.

Deux enfin à Tamatave, le P. Lacomme et le P. Faure.

En tout 44 missionnaires prêtres actuellement sur la Grande Terre. La mort, hélas! nous a ravi naguère le P. Piras comme nous l'avons dit. Elle n'a pas non plus épargné le doyen de nos missionnaires, le vénéré P. Finaz, enlevé à notre affection au dernier mois de l'année 1880, ni le P. Romani, frappé à Bourbon six mois avant le P. Piras, Italien comme lui et comme lui compagnon de voyage de Mgr Monnet en 1849.

Dix-neuf Frères coadjuteurs sont aussi occupés soit en qualité d'instituteurs à Fianarantsoa, soit comme directeurs des ateliers de la Mission à Tananarivo, soit à d'autres fonctions qui regardent le temporel et les offices domestiques de nos diverses résidences.

Le personnel enseignant étranger à la Compagnie de Jésus se compose de huit Frères des écoles chrétiennes, de vingt Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, plus trois novices et trois postulantes indigènes, ainsi que de 346 instituteurs et 181 intitutrices, la plupart dans les liens du mariage.

Un extrait d'un des derniers numéros du journal de la Mission tout en indiquant le nombre de nos élèves et de nos fidèles actuellement dans la Grande Ile fera de plus connaître où nous en sommes sous le rapport de l'établissement matériel des Frères des écoles chrétiennes, ainsi que sur certains perfectionnements apportés cette année à nos méthodes d'enseignement. « Les Frères des écoles chrétiennes, lit-on dans ce passage, ont pris possession le 22 septembre 1882 de leur nouvel établissement. Depuis seize ans bientôt que les enfants du P. de la Salle sont arrivés à Tananarivo, ils ont dû eux et leurs élèves se résigner à être entassés dans de méchants taudis. Honneur à leur abnégation, que Dieu seul pourra dignement récompenser ! Ils savent cependant, ces dignes instituteurs de l'enfance, que si l'état provisoire

s'est prolongé pour eux pendant seize années, la faute n'en est pas à la Mission catholique, mais à l'esprit de secte qui pense pouvoir par de mesquines tracasseries arrêter l'œuvre divine. On aura peine à le croire en Europe, mais nous ne disons que la vérité, lorsque nous affirmons que ce funeste esprit a seul empêché la plupart de nos voisins de nous céder, même à des prix doubles et triples de leur valeur, les terrains dont nous avions besoin pour bâtir une école convenable. La Providence est enfin venue à notre secours, et au moment où tout semblait désespéré, elle nous a fait trouver en 1881 ce que nous pouvions désirer de mieux pour le bien de la Mission et celui de la future école elle-même. A proximité de notre église principale, et dans une position délicieuse, un terrain relativement bon marché nous a été enfin cédé. Et maintenant un grand établissement à deux corps, avec façade à deux ailes et à double étage, possédant même une cour sur le devant, remplace les anciennes dépendances de la maison d'Andohalo, qui avaient servi d'école jusqu'au 22 septembre dernier.

Quand pourrons-nous installer de la même manière les bonnes Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny ? »

Le *Resaka* passe ensuite aux nouvelles mesures adoptées pour le progrès de l'instruction, et on parle en ces termes.

« Bien des précautions étaient déjà prises depuis longtemps, afin d'avoir de bons maîtres, des maîtres moraux, pleins de foi, et zélés pour l'avancement de leurs élèves. Outre les retraites annuelles qu'on leur prêchait chaque année, et une surveillance active de la part des missionnaires sur chacun des maîtres placés dans leurs divers postes, nous avions des inspecteurs, choisis parmi les meilleurs et les plus instruits des maîtres, et chargés de visiter les différentes écoles de la ville et des campagnes. Le directeur des Frères des écoles chrétiennes se faisait rendre compte par ces inspecteurs, de l'état de l'éducation et de l'instruction dans les classes inspectées par eux. Mais ce mode laissait encore à désirer. Il y avait un certain vague à faire disparaître dans l'inspection elle-même une sanction à y ajouter ; il fallait surtout que les maîtres inspectés fussent bien avertis du fort et du faible qu'on remarquait en eux. Tant que nos écoles n'étaient pas trop multipliées, et que le Frère Directeur pouvait de temps à autre examiner lui-même les principales classes, les défauts du système suivi jusqu'ici

pouvaient être assez facilement réparés. Il n'en fut plus ainsi avec la multiplication des écoles.

Il y avait donc là une réforme à réaliser. On indiqua dans ce but une réunion trimestrielle des maîtres de Tananarivo et des environs, comme le meilleur moyen de sanctionner les inspections ordinaires, et de suppléer à ce qui pouvait manquer en elles d'efficacité pour obtenir la fin désirée. Voici quelle est actuellement, par suite de cette mesure, appliquée la première fois, le 12 novembre 1882, l'organisation de l'instruction dans la préfecture de Tananarivo.

Toute la Mission est partagée en districts ; chaque district comprend un certain nombre de maîtres visités par l'inspecteur. Une fois ou deux par mois l'inspecteur malgache fait sa tournée, notant sur un bulletin imprimé d'avance, l'état de chaque école de son district. Ces notes revues par les missionnaires ayant la charge de cette portion de territoire, sont remises au Frère Directeur des écoles chrétiennes qui y ajoute ses observations, fait le relevé des points obtenus par ces notes et classe ainsi les maîtres par ordre d'excellence en chaque district. Dans la réunion trimestrielle on fait une lecture solennelle des notes des premiers et des plus méritants. Les autres notes, celles des maîtres moins zélés ou moins habiles, dont il faut cependant ménager l'amour-propre, afin de ne pas éteindre la mèche qui fume encore, sont passées sous silence. Toutefois ces maîtres eux-mêmes ne seront pas privés de l'avantage de connaître d'une manière précise, en quoi ils sont inférieurs à des collègues plus parfaits. Dans cette même réunion leur bulletin est remis à chacun, et ils peuvent lire en leur particulier sans trop de honte, leur manque d'ordre, de propreté, d'assiduité, de science, etc., qui y sont consignés ; et essayer dès ce jour-là de s'en corriger.

On peut évaluer à vingt mille le nombre actuel de nos élèves à Madagascar, et à quatre-vingt mille celui des Malgaches qui font profession de prier, comme ils disent, avec les Français. C'est peu sans doute, si l'on compare ce chiffre avec le chiffre des indigènes de toutes les sectes réunies. Mais c'est beaucoup, après vingt ans de Mission, si l'on tient compte de la difficulté de notre religion comparée aux pratiques superficielles de celle de nos adversaires, et surtout des moyens ordinaires de coaction ou de séduction employés par eux pour grossir le nombre de leurs adhérents. Notre foi catholique ne

s'achète pas ; on ne l'impose pas non plus par la force du bâton, ni par la crainte réelle ou imaginaire de la colère de certains chefs. Personne ne peut être catholique que par conviction et en vertu d'un acte de sa propre liberté. Comment s'étonner dès lors que nous n'ayons pas le nombre ?

Les églises déjà construites dans la mission de Madagascar s'élèvent au chiffre de 152. 11 sont en construction. Nous comptons environ 120 chapelles ou églises de moindre grandeur servant au culte et 43 en construction. Quelque misérables que soient ces chapelles ou églises, nous avons conscience qu'on n'en rencontrera du moins aucune, sur le modèle de celles dont il est parlé dans le *Teny soa*, numéro de novembre 1882.

« Elle n'est pas digne de Dieu cette maison inachevée que l'on voit à l'entrée de votre village. Les fondations en sont mauvaises ; la boue dont vous faites les murs est mal travaillée ; les poteaux qui portent la charpente sont tordus et trop faibles pour le poids qu'ils portent ; il n'y a pas assez de chaume, de joncs et de roseaux pour le toit ; en sorte que de temps en temps vous voyez les gens se lever en masse et changer de place pendant qu'on prêche, parce qu'il pleut à verse faute d'avoir terminé le faitage. Votre temple n'est ni crépi ni blanchi ; et même, s'il faut en croire les on-dit, il y a des personnes qui refusent d'y entrer parce qu'il menace ruine, et qu'elles ne veulent pas être écrasées sous les décombres. Il n'y a ni portes ni fenêtres, mais seulement quelques briques ou quelques paquets de paille qui bouchent les fenêtres, depuis un certain jour que vous reçûtes la visite d'un de vos coreligionnaires ; je signale en particulier la fenêtre située derrière la chaire, et qui faute d'être fermée, donne continuellement des rhumes au prédicateur assez osé pour affronter le vent froid du sud. Et ne croyez pas que c'est seulement le prédicateur qui souffre de cet état de choses ; le vent froid de l'hiver, la pluie et les chaleurs de l'été empêchent véritablement les fidèles d'aller au temple... »

Le même numéro du *Teny soa* donne quelques lignes plus haut l'explication véritable de l'état de ces édifices protestants.

« On peut dire que la charité du grand nombre s'est refroidie ; beaucoup sont revenus en arrière et refusent d'entrer au temple, car ils étaient habitués à y entrer *par force*, et hélas ! ils refusent dorénavant d'y entrer si on ne les force pas de nouveau. C'est pourquoi

nous savons que dans toutes les villes et bourgades de Madagascar, le grand nombre ne peut pas être traité sérieusement de chrétien, et s'ils prient c'est pour la forme, soit à cause de ce mouvement rétrograde des habitants, soit parce que il n'y a plus personne qui les force... »

Plût à Dieu, ajouterons-nous ici, que cette dernière parole fût vraie et qu'il ne se trouvât plus parmi les chefs de l'Église d'État ou les missionnaires de Londres, de prêcheurs assez fanatiques pour forcer les Malgaches à entrer dans le temple de l'erreur ni dans les écoles de pestilence ! Mais ce qui se passe actuellement dans la province d'Ankaratra est malheureusement une preuve trop évidente du contraire. Quoiqu'il en soit, peut-on faire plus clairement que dans les deux passages cités du *Teny soa* l'aveu de son impuissance ? Depuis tant d'années, que la secte anglaise s'évertue à protestantiser la Grande Ile, et cela à grand renfort d'hommes, d'argent et de bibles, voilà le résultat qu'elle avoue elle-même avoir obtenu :

1° La *charité* du grand nombre *refroidie* ; 2° *mouvement rétrograde* de la masse ; 3° ils n'entraient au temple que sous l'empire *d'une pression* ; 4° ils n'entreront pas si cette *pression* ne reparait ; 5° les Malgaches ne sont vraiment pas *chrétiens*, et ne prient que *pour la forme*. Et comme confirmation, le mauvais état de certains temples.

Et pour que personne ne puisse se méprendre sur la mauvaise volonté, raison de cette incurie, voici à côté de cette masure dont on fait un temple une maison confortable. C'est la maison de Rainiketaka, zélé protestant, ne manquant pas la cène ; bien bâtie, bien couverte, ayant portes et fenêtres, ayant même des vitres. Mais hâtons-nous de revenir à l'état de nos œuvres.

Le nombre des baptêmes d'adultes dans la dernière année, de juillet 1881 à juillet 1882 est porté à 1611 ; celui des enfants à 2.882. Il y a eu cette même année, environ 55.406 confessions, 580 premières communions, 45.466 communions ordinaires, 860 confirmations, 190 mariages.

La Procure ou résidence de Bourbon, depuis l'application des décrets du 29 mars, ne compte plus que six Pères, presque tous malades, et un Frère coadjuteur faisant l'office d'acheteur pour le service de la Grande Terre. Faute de chapelle où le public puisse désormais entrer, les Pères de Saint-Denis emploient le peu de forces qui leur reste à entendre les confessions des fidèles dans l'église extérieure que

les excellentes Sœurs de Saint-Joseph du pensionnat de l'Immaculée-Conception ou les religieuses de Marie Réparatrice mettent si obligeam ment à leur disposition, et ils aiment à prêter leur concours, autant qu'ils le peuvent, soit pour les messes, soit pour des prédications au prélat zélé qui gouverne en ce moment le diocèse, ainsi qu'à cette vaillante phalange de vicaires généraux et de prêtres dont il a su s'entourer. La résidence de Bourbon, avec ses six religieux le plus souvent dispersés par le diocèse, ne compte donc plus, comme autrefois, de missionnaire indien, ni de missionnaires diocésains, ni d'aumôniers chez les Frères des écoles chrétiennes, ou les Sœurs de Saint-Joseph à l'école communale de Joinville. Les prisonniers de la geôle de Saint-Denis n'ont plus le droit d'avoir des enfants de saint Ignace pour leur annoncer la parole de Dieu : c'est la loi du moment.

Espérons toutefois que ces quelques étincelles qui semblent aujourd'hui à demi recouvertes par la cendre de la révolution, je veux dire les six membres de cette petite résidence de Saint-Denis, deviendront, dans un avenir très prochain, le principe d'un nouveau foyer d'apostolat, à la hauteur de l'ancien. Il y a plus de ressources qu'on ne pense dans cette fertile terre de Bourbon. Qu'elle se débarrasse seulement, à la suite de la mère-patrie, de l'impiété qui l'opprime, et on la verra refleurir, comme un arbre après l'hiver, étonnant par l'abondance de ses fruits ceux qui publiaient déjà sa mort.

L'île Maurice, avec ses deux maisons, la résidence du Sacré-Cœur en ville, et celle de Saint-François-Xavier dans le faubourg de l'Est, possède six Pères et deux Frères. Confesser, prêcher, visiter les hôpitaux et les asiles, parcourir les établissements de sucrerie à la recherche des Indiens païens ou chrétiens, remplir, en un mot, toutes les fonctions apostoliques de nos Pères établis dans les divers diocèses, telles sont les œuvres des six missionnaires de la Compagnie de Jésus à Maurice.

L'orphelinat de la mission indienne, dirigé par les religieuses de Marie Réparatrice existe toujours. Mais le manque de fonds d'une part et de l'autre la rivalité protestante d'orphelinats semblables créés par le gouvernement anglais sur divers points de l'île, ne lui ont pas permis de se développer comme on aurait souhaité. Tout humble que soit cet établissement, le P. Darribère, qui en est spécialement chargé, avec la direction de la résidence de Saint-François-Xavier, s'est toujours

souvenu que c'est l'unique orphelinat indien catholique de Maurice, et nous savons qu'il travaille de tout son pouvoir à le consolider et à l'agrandir. Puisse-t-il réussir ?

En tout 58 Pères et 21 Frères coadjuteurs ou 76 religieux de la Compagnie de Jésus se trouvent, au moment où j'écris, occupés sous la direction du Rév. P. Cazet, dans la mission de Madagascar et des îles Maurice et Bourbon.

C'est beaucoup, si l'on compare le chiffre de 76 à ce chiffre de 6 religieux, 4 Pères et 2 Frères, qui vinrent pour la première fois, en 1844, sous la conduite de M. Dalmond, évangéliser la Grande Ile. C'est peu, si jetant un coup d'œil sur la carte de Madagascar, on considère la vaste étendue du pays qui n'a point encore reçu la lumière de l'Évangile. Quand sera-t-il donné aux apôtres de cette Mission de répondre à l'appel des Antsianaka au Nord, des Bares et des Antaimory au Sud-Ouest? Quand pourront-ils, déjà maîtres de l'intérieur de l'île, reprendre à nouveau la rude tâche de convertir les Sakalaves de l'Ouest, et ces autres sauvages du sud de l'île, contre lesquels vint échouer autrefois le zèle de nos premiers missionnaires ? Quand la Grande Terre, enfin, sera-t-elle tout entière civilisée? Ce temps paraît encore bien éloigné de nous. Quoi qu'il en soit, nous pouvons déjà, sans être prophète, annoncer hautement que si l'île de Madagascar doit être un jour tout entière civilisée, elle ne le sera que par des missionnaires catholiques, qui, au prix de leurs sueurs ou même de leur sang, auront fécondé son sol si longtemps rebelle à la production du doux fruit de la vraie civilisation chrétienne. Dans moins d'un siècle peut-être, toutes les peuplades de Madagascar ayant rompu avec les grossières superstitions de leurs ancêtres et les impures pratiques qui règlent leurs mœurs, accepteront librement le joug de l'église romaine, et deviendront ainsi un peuple libre, parmi lequel fleuriront le commerce et l'industrie à l'égal de la religion, ou bien, envahies par l'Europe, pénétrant de force au milieu de leurs terres en friche, détruites par leurs propres vices autant que par les balles des soldats étrangers, on les aura vues disparaître de Madagascar pour laisser le champ libre aux nouveaux venus.

Trois forces jusqu'à ce jour semblent s'être mises en avant pour se disputer l'honneur de moraliser les peuplades dont nous parlons, y

compris la nation hova, bien moins éloignée en réalité des tribus barbares de l'Ouest et du Sud que le prétendent les missionnaires de la Société de Londres: ce sont la civilisation sans Dieu et sans religion pour laquelle tout le progrès d'un peuple consiste dans le bien-être et la prospérité matérielle; la doctrine protestante qui prétend civiliser à l'aide de la Bible seule expliquée par l'esprit personnel; enfin la religion véritable de Jésus-Christ ou la pratique de la religion catholique.

La première de ces formes, le progrès sans Dieu, bien que s'affublant, sans aucun droit, de titres et de noms qui ne lui appartiennent pas, quand elle s'appelle seule le progrès et la civilisation, est si peu civilisatrice de sa nature, que son emploi exclusif enfonce de jour en jour davantage nos vieilles sociétés européennes autrefois si policées, dans une nouvelle barbarie, mille fois plus horrible que la barbarie des peuplades malgaches les moins civilisées.

Le protestantisme a fait déjà ses preuves dans le royaume hova, ou l'or le fait régner en maître. Les réponses des anciens habitants de l'Imerina interrogés sur les fruits de la religion anglaise à Madagascar aussi bien que les enseignements qui ressortent des faits consignés dans cette histoire, attestent que la Bible seule interprétée par l'esprit de l'homme, loin de guérir les plaies faites par le paganisme aux naturels de cette île, leur en a causé de plus cruelles et de plus profondes. La civilisation apportée par le protestantisme anglais à Tananarivo n'est qu'une civilisation de surface. Vue de près, la nation hova, chef-d'œuvre des missionnaires de Londres, apparaît comme un sépulcre blanchi. Elle a tous les vices des anciens jours, avec un orgueil plus grand, fruit de sa science fausse, incomplète, unie à une hypocrisie plus odieuse encore que sa profonde démoralisation.

Si maintenant de la tribu hova, nous passons aux autres peuplades de l'Ouest et du Sud, composées de ces hommes sauvages tels que de Maistre les décrit dans ses *Soirées* « enfants difformes, robustes et féroces, sans prévoyance ni perfectibilité, nevoulant rien recevoir de nous excepté la poudre pour tuer leurs semblables, et l'eau-de-vie pour se tuer eux-mêmes; voleurs, cruels, dissolus, mais autrement que nous, puisqu'ils ont l'appétit du crime et n'en ont pas, comme nous, le remords; frappés dans les dernières profondeurs de leur essence morale et faisant trembler l'observateur qui sait voir »; leur civilisation,

si jamais on les civilise, ne peut être le résultat que du catholicisme.

Écoutons encore de Maistre : « Le barbare qui est une espèce de moyenne proportionnelle entre l'homme civilisé et le sauvage (tel que le Hova par exemple) a pu et peut encore être civilisé (du moins en quelque chose) par une religion quelconque. Mais le sauvage proprement dit ne l'a jamais été que par le christianisme. C'est un prodige de premier ordre, une espèce de rédemption exclusivement réservée au véritable sacerdoce. »

Ce véritable sacerdoce est l'élément qui civilisa autrefois l'Angleterre et la France, et de peuples barbares transforma les Saxons et les Francs en peuples de saints et de héros. C'est le seul qui puisse encore aujourd'hui civiliser Madagascar. Et cependant Madagascar lui fait la guerre, et lui préfère les prêcheurs de la bible anglaise. C'est que les prêcheurs ont l'or à leur service, tandis que le sacerdoce catholique n'a que sa charité. L'or engendre la cupidité. La charité est la racine et la tige de la civilisation.

Un journal de Maurice dans un article où la main d'un Anglais protestant se fait assez reconnaître, accusait naguère les missionnaires de la Compagnie de Jésus à Madagascar de ne pouvoir souffrir, aucun autre Européen sur le sol de la Grande Ile, et d'aspirer à travailler eux seuls exclusivement, à la civilisation du pays. L'écrivain anglais de la Société des missionnaires de Londres ou de toute autre Société biblique, qui est l'auteur de cet article, nous prête trop gratuitement les opinions de sa secte, opinions plus d'une fois avouées par elle hautement à Tananarivo, pour que nous puissions consentir à les accepter. Les missionnaires catholiques de Madagascar n'ont jamais rêvé une si absurde chimère. Chacun des commerçants honorables, des industriels honnêtes, des planteurs et traitants de bonne foi et de bonne vie et mœurs qui s'établissent sur la Grande Ile, leur paraissent au contraire des auxiliaires précieux pour la grande œuvre de civilisation catholique entreprise par eux à Madagascar. Ils tendent donc amicalement la main à tout progrès matériel, industriel, commercial, scientifique ou social qui ne se pose pas, comme le protestantisme anglais et certaines théories révolutionnaires d'importation maçonnique, en adversaires implacables de Jésus-Christ et de sa véritable Église. Les Jésuites de cette mission peuvent défier qui que ce soit de prouver que leur enseignement ait été par le passé, ou soit jamais à l'avenir

un obstacle réel à l'épanouissement légitime de ces progrès divers, ou de tel autre qu'on pourrait nommer. Amis de tout bien, les missionnaires français de Madagascar ne repoussent que le mal, et ils le combattent sous quelque forme qu'il se présente. Ils sont également sympathiques à toutes les nations, toutes les formes de gouvernement, toutes les institutions, toutes les sociétés, pourvu que ces sociétés, ces institutions, ces formes de gouvernement et ces nations ne s'identifient pas tellement avec la guerre au bien, la guerre à Jésus-Christ et à Dieu, qu'elles en soient comme le corps et l'incarnation visible sur la terre.

Et pour le dire en finissant, c'est à ce titre seulement que nous avons accusé parfois dans notre histoire soit la diplomatie anglaise, soit le gouvernement de notre patrie. Nous pensons en effet que la diplomatie d'Angleterre se servant du protestantisme pour arriver à des fins réprouvées par la droite raison éclairée de la Foi, mérite autant notre réprobation, que cette politique à la fois malheureuse et impie, par laquelle le gouvernement de la révolution a tant de fois, dans nos îles, favorisé les Arabes au détriment des catholiques, ou persécuté en France les religieux, alors qu'il rappelait de la déportation de véritables ennemis de la société encore frémissants de rage contre notre patrie, et menaçant de brûler de nouveau Paris.

Que le protestantisme et son esprit mauvais, la révolution et ses malfaisantes inspirations soient proscrits et expulsés de l'Angleterre et de la France, et dès lors personne plus que nous n'aimera et n'exaltera les hommes et les institutions de ces deux peuples. Au-dessus de tout ce qui est humain, plus haut que l'ordre naturel, nous plaçons la gloire divine, et les intérêts surnaturels de la religion catholique ; nous aimons notre patrie de la terre ; la raison et la foi nous apprennent à lui préférer notre patrie céleste. Et d'ailleurs serait-ce vraiment se montrer charitable envers les hommes de son pays ou de toute autre nationalité, que d'approuver le mal qu'ils commettent et leur donner des louanges trompeuses, alors qu'ils méritent le blâme de la sévères justice et les châtiments du Seigneur ! Rien n'est vrai ici-bas que ce qui est conforme à l'éternelle vérité ; rien n'est bon, rien n'est beau, rien enfin n'est digne de notre respect, de notre amour et de nos éloges que ce qui est en parfait accord avec la très juste et très bonne volonté du Créateur des hommes et des nations.

Puissent l'Angleterre et la France répudier à jamais dans un avenir

prochain, l'une son trop long attachement au protestantisme, l'autre son goût effréné des révolutions, deux esprits essentiellement mauvais et reconnaissant tous les deux également pour père l'esprit de mensonge et d'orgueil.

Dieu d'ailleurs n'a pas donné à la Grande-Bretagne ses immenses richesses et sa puissante marine, ni à la France son zèle dévorant afin que ces deux nations se jalousent bassement l'une l'autre ou répandent dans le monde l'esprit de Satan. Non, telle n'est pas, telle ne saurait être sur ces deux grands peuples l'intention de leur Créateur et Maître. Ce qu'il veut, c'est leur conversion totale à la foi de Jésus-Christ et de Pierre son Apôtre, c'est leur union pour le plus grand triomphe de l'Église romaine, non seulement à Madagascar, mais en tout lieu et par toute terre, si lointaine soit-elle, où il y a encore des infidèles à ramener au bercail du divin Pasteur. Quelle moisson d'âmes pour les futurs missionnaires, si jamais l'entente cordiale s'opérait entre la France et l'Angleterre, sur les bases que nous venons d'indiquer ! Que de gloire pour l'Église, que d'avantages mêmes temporels pour les deux pays, que de bien pour le monde et de gloire pour Dieu !

ÉPILOGUE

Bombardement de Majanga, de Morotsanga et de Tamatave. — Expulsion des missionnaires de Tananarivo, de Fianarantsoa et d'Ambositra. — Mort de Ranavalona II. — Avènement de Ranavalona III.

Cet ouvrage était achevé et livré déjà à nos imprimeurs de Tananarivo, lorsque a éclaté soudain l'horrible tempête qui non seulement a suspendu le cours de sa publication, mais frappant notre Mission infortunée au plus intime de son être, a arrêté tout à coup l'expansion de sa vie, et enrayé pour un temps indéterminé sa marche vers le progrès.

On sait assez de quelle tempête nous voulons parler, et comment, à l'occasion des récentes revendications exercées à main armée par la France contre le gouvernement hova, tous les missionnaires catholiques ont été exilés de Madagascar et contraints par la force de quitter l'intérieur du pays.

La catastrophe a été générale, complète, et plus terrible, hélas ! que nous ne l'eussions pensé !

Faut-il conclure de là à la perte irréparable de vingt-deux ans de labeurs apostoliques ? et devons nous, en tête de ces quelques pages, trop triste épilogue de notre livre, inscrire ces mots navrants : ruine et fin de la mission de Madagascar ? A Dieu ne plaise qu'il en soit ainsi ! Notre foi à la toute puissance du Cœur de Jésus est trop vive, et trop ferme aussi notre espérance en son infinie bonté pour que nous désespérions si facilement de l'avenir. La main qui nous a blessés, en ne détournant pas loin de nous, quand elle le pouvait, le glaive de l'hérésie levé pour nous frapper, est une main divine bien plus prompte à guérir qu'à faire les blessures : *Dominus mortificat et vivificat*. Après avoir permis notre chute jusqu'aux abîmes les

plus profonds, le Seigneur nous relèvera et nous exaltera : *Deducit ad inferos et reducit.* Ainsi chantait autrefois dans sa reconnaissance la sainte mère du Prophète Samuel. Pourquoi au milieu de l'épreuve ne chanterions-nous pas comme elle, nous les fils de la résurrection et de la vie ? Laissant donc nos ennemis célébrer déjà les funérailles de notre jeune Église malgache, nous voulons, pleins d'espérance, répéter sur elle le mot du divin Maître en présence du corps inanimé de la fille de Jaïre : « Elle n'est pas morte, mais elle dort. »

Bientôt peut-être Jésus parlera ; et aux accents de cette voix puissante, notre petite mission, secouant son pénible sommeil, reparaîtra au milieu des autres églises ses sœurs, plus vivante, plus florissante que jamais.

Tels sont les sentiments que nourrit en son cœur chacun de nos ouvriers apostoliques, portés par la tempête des plateaux élevés de Tananarivo sur la côte de Tamatave, ou rejetés par son souffle jusqu'aux îles voisines de Maurice et de Bourbon. Tels sont en particulier ceux qui animent l'auteur de ces lignes, à l'heure où il entreprend d'insérer à la suite de son ouvrage un simple aperçu des douloureux événements accomplis à Madagascar dans le courant des mois de mai, juin et juillet de la présente année 1883.

Ceux de nos lecteurs qui ont eu le courage de nous accompagner à travers le long récit de nos luttes et de nos épreuves à Tananarivo, n'auront pas de peine à reconnaître dans le protestantisme anglais la région de ténèbres au sein de laquelle s'est formée la tempête récente qui nous a frappés.

Il est certain en effet, ainsi qu'il ressort des derniers chapitres de cet ouvrage, que sans les missionnaires protestants de la Société de Londres et leurs agents, le conflit actuel entre la France et la puissance hova n'eût pas éclaté. C'est à ces hommes néfastes que notre patrie doit sûrement d'avoir été jetée dans cette cruelle alternative, ou de rompre violemment avec les Hovas, ou de se laisser enlever par eux les derniers restes de ses droits et de son influence sur la Grande Ile. Que n'ont pas fait nos gouvernants pour éviter une rupture violente ? A l'exemple de notre alliée d'outre-Manche, ils se sont d'abord désistés du droit de propriété sur la Grande Terre, et ont affirmé aux ambassadeurs malgaches qu'ils se contentaient comme l'Angleterre de baux de 99 ans ; ils ont ensuite laissé dans l'ombre la question de

nos droits généraux sur l'île ; et quant à notre protectorat sur la côte N. O., les Hovas en ayant déjà reconnu la légitimité, on ne pouvait s'attendre à voir surgir de ce côté une cause de rupture. Pourquoi donc tant de bonne volonté, tant de concessions de notre part ont-elles échoué misérablement contre l'obstination du premier ministre de S. M. Ranavalona ? C'est que nous nous sommes trouvés en face d'une intervention étrangère et malveillante, l'intervention du protestantisme anglais affirmant à Rainilaiarivony qu'on pouvait tout exiger, tout oser avec nous, sans crainte d'une guerre ; vu que nous étions, disait-on, incapables d'en faire aucune en ce moment.

Les missionnaires de Londres et leurs agents ont-ils affirmé de bonne foi que la France renoncerait à son influence sur Madagascar plutôt que d'en venir à une action militaire contre les Hovas ? Nous le croirions volontiers. Toujours est-il qu'en se trompant eux-mêmes ils ont trompé en même temps leurs trop crédules amis. Les hostilités entreprises vers le commencement de mai, par le bombardement de Morotsanga et de Majanga, se sont continuées le mois suivant par le siège et la prise de Tamatave. Certains pensaient que les Hovas capituleraient. Ils ont tenu ferme, et se voient tous les jours poussés à la continuation de la guerre. « Laissez faire, ne cessent de leur répéter leurs perfides conseillers. Tananarivo est loin de Morotsanga et de Tamatave. Les Français n'ont pas de troupes pour venir vous assiéger ici. Qu'importe que leurs vaisseaux armés de canons à longue portée battent quelques points de vos côtes ? Vous êtes invincibles dans l'intérieur de vos terres. Patientez, et vous verrez bientôt vos ennemis se retirer, vous laissant les seuls maîtres de tout Madagascar. » Que de journaux écrits en hova par les conseillers dont nous parlons ont tenu et tiennent encore ce langage à Tananarivo ! Nous aimons à penser, pour le bien de notre pays et de la religion catholique, que le Seigneur confondra enfin ces espérances hérétiques et ces paroles intéressées ! Il suffit pour cela que la France veuille sérieusement poursuivre ce qu'elle a si bien commencé par les armes de l'amiral Pierre.

Les excitations et les encouragements à la guerre contre notre patrie ne devaient pas être le dernier terme des agissements du protestantisme anglais à Madagascar. Nous retrouvons en effet, dans le drame de notre violente expulsion de Tananarivo, la main de ces ministres de paix ; et c'est à eux principalement que revient la res-

ponsabilité de notre exil. Qui pourrait en être surpris ? Notre Mission à leurs yeux n'avait-elle pas le tort d'être composée en majeure partie de catholiques français et jésuites ? A ce triple point de vue, ils devaient nous combattre sans trêve ni merci, et nous écraser impitoyablement dès la première occasion favorable. Cette occasion ils crurent un moment l'avoir rencontrée à la suite des funestes décrets du 29 mars 1880. Il est certain alors que des démarches officielles ou semi-officielles furent faites d'abord à Tananarivo par les indépendants vers 1881, puis en Europe en 1882 par les ambassadeurs malgaches, afin qu'on pût librement procéder contre nous à Madagascar, comme on avait procédé en France et à la Réunion. Les journaux anglais n'ont pas fait mystère de ces négociations ; si elles n'aboutirent pas, c'est que le gouvernement français tenait essentiellement à conserver sur la Grande Ile des religieux jugés dangereux au sein de leur patrie, et très utiles en pays étranger. Battus de ce côté, les missionnaires de la Société de Londres ne perdirent pas courage ; et aux premiers coups de canon tirés par l'amiral Pierre, ils firent expulser comme Français ceux dont ils n'avaient pu se débarrasser comme religieux de la Compagnie de Jésus.

Rien de plus ingénieux que le moyen adopté par nos irréconciliables adversaires pour arriver à leur but, sans trop compromettre devant l'Europe civilisée, et la libérale Angleterre spécialement, leur réputation d'humanitarisme.

On se rappelle que le premier ministre, dans une réunion spéciale au palais de la reine le 4 janvier 1883, avait déclaré à tous les Européens, que les difficultés diplomatiques ne devaient pas les effrayer outre mesure, vu que le gouvernement hova prenait sous sa protection directe tous les étrangers, Français ou Anglais sans exception. Les missionnaires de Londres et leurs agents affectèrent alors de ne pas se montrer satisfaits d'une semblable déclaration, insuffisante, disaient-ils, à protéger, pendant les hostilités, leurs biens et leurs personnes, contre un soulèvement possible du peuple malgache. En conséquence ils formèrent bientôt un comité de sept membres, chargé spécialement de veiller à la meilleure manière de sauvegarder les intérêts anglais, au milieu des complications du conflit franco-malgache. Ce comité, après mûre délibération, pensa que le plus sûr moyen d'atteindre son but était d'obtenir du gouvernement malgache l'ex-

pulsion de chacun des Français missionnaires ou commerçants fixés dans l'intérieur du pays. Une semblable mesure aurait, croyait-il, le bon effet de montrer clairement au peuple la différence entre les Européens des nations amies et ceux de la nation ennemie. Ces derniers une fois chassés de l'île, les Anglais, les Norwégiens, les Prussiens et les autres étrangers à demeure dans le pays, ne seraient plus exposés à se voir confondus avec les Français et à être molestés à tort comme tels, par un peuple trop ignorant pour distinguer les membres des diverses nationalités européennes.

De quoi pouvaient d'ailleurs se plaindre des sujets de nationalité française ? Les peuples civilisés n'ont-ils pas coutume, en cas de guerre, de renvoyer hors de leurs domaines les sujets de la nation ennemie ? Pourquoi les Hovas n'auraient-ils pas le droit d'en user de même avec les missionnaires et commerçants français ?

Telles sont les raisons plus apparentes que solides pour lesquelles les prédicants anglais et leurs agents se flattèrent de demander notre expulsion de Madagascar, sans encourir le blâme de leurs concitoyens de Londres, peu amis d'ordinaire d'une semblable intolérance. Nous estimons en effet qu'à moins d'un mot secret ou manifeste de ses chefs, jamais le peuple malgache, même en pleine hostilité avec la France, ne se fût porté contre les Européens et surtout les missionnaires catholiques, aux actes de violence que les ministres de l'erreur lui supposent gratuitement. Or les chefs déclaraient vouloir protéger les Européens. Pourquoi ne pas s'y fier ? La civilisation par la Bible n'a pas encore assez profondément travaillé la multitude à Madagascar, pour en faire spontanément jaillir des émeutiers capables de fouler aux pieds les volontés bien connues de leur souveraine, notamment en choses aussi graves, aussi sacrées, parmi ce peuple superstitieux, que la vie des Européens, et surtout des missionnaires.

Le véritable motif de cette demande d'expulsion faite par le comité des sept au gouvernement hova doit donc être cherché ailleurs que dans la crainte plus ou moins fictive, d'un soulèvement populaire contre les Français, soulèvement de nature à s'étendre et à compromettre ainsi les sujets anglais eux-mêmes. L'esprit de secte et le désir d'arriver au monopole de l'enseignement et du commerce à Madagascar, par la ruine de toute rivalité étrangère, expliquent mieux l'hypocrite démarche des missionnaires anglais. Tout le monde d'ailleurs

sur la Grande Ile a percé à jour le voile dont ils ont essayé de se couvrir. Bien simples ou bien aveugles ceux qui se laisseraient prendre à leurs trompeuses dénégations !

Quoi qu'il en soit de leurs intentions et des motifs secrets qui les guidèrent, il demeure acquis à l'histoire que les missionnaires anglais et leurs agents ont profité des premières hostilités de la France contre les Hovas, depuis longtemps excités par eux à violer nos traités, afin de faire chasser tous les Français de Madagascar.

Inféodé comme il l'était à la secte méthodiste, le gouvernement de Rainilaiarivony ne pouvait qu'obéir aux suggestions de ses maîtres. Aussi le voyons-nous, dès la nouvelle officielle du bombardement de Majanga et de Morotsanga par l'amiral Pierre, et après plusieurs pourparlers, dans le détail desquels nous n'entrerons pas ici, prononcer contre nous, le 25 mai 1883, un décret d'exil dont voici la teneur.

« Tananarivo, 25 mai 1883. A tous les Français résidant dans l'Imerina. Voici ce que vous nous disons: Selon les nouvelles qui nous sont parvenues de la côte nord-ouest de Madagascar, et ce qui a été dit par M. Baudais, consul de France au gouvernement de Tamatave le 18 mai 1883, à savoir que nous avons nos ports de la côte Nord-Ouest occupés par l'amiral Pierre; nous vous disons qu'à cause de notre désir que rien de fâcheux ne vous arrive, nous vous donnons jusqu'au mercredi 30 mai pour que vous partiez d'ici, et vous rendiez au delà des mers. Signé : Andriamifidy, remplaçant du chargé des affaires étrangères. »

Un pareil décret frappant l'église malgache dans sa tête, c'est-à-dire la personne des missionnaires, plutôt que dans ses membres, lui infligeait une sorte de martyre par la décollation. Il était de notre devoir de faire entendre aux persécuteurs d'énergiques protestations. « Vous prétendez, leur dîmes-nous, conserver en votre pays la liberté religieuse. Le mot de persécuteur de la religion catholique vous effraie: et cependant vous exilez tous ses prêtres. Pensez-vous que le culte catholique puisse se maintenir sans ministres pour les saints sacrifices, les sacrements et la prière ? On nous reproche notre titre de Français. Mais ne pouvons-nous pas être Français, sans nous mêler à vos querelles politiques avec la France ? Notre neutralité stricte en toutes les questions qui ne sont point du domaine de l'instruction religieuse et de l'enseignement, n'a-t-elle pas été jusqu'ici un fait public et

reconnu de vous? Et d'ailleurs parmi nous se trouvent plusieurs missionnaires de nationalité étrangère à la France. Comment seraient-ils compris dans le décret de proscription? »

A toutes ces questions et autres semblables, pas de réponse ou des réponses malveillantes, dictées par les conseillers habituels de la nation, renforcés eux-mêmes cette fois, vu la gravité du cas, par la presque totalité des membres du parlement malgache.

Ce parlement, création du moment et toute de circonstance, dont la fin était de couvrir en quelque manière la responsabilité du premier ministre, et de ses véritables inspirateurs, comprenait environ une centaine de prêcheurs, de maîtres d'écoles et d'autres anciens élèves des Anglais, en rapports incessants avec les missionnaires de Londres.

On devine assez par ce seul fait son degré de fanatisme, et la manière dont il s'acquitta du rôle servile qu'il était appelé à remplir. Voici entre autres actes pareils le sens d'une de ses réponses à nos réclamations : « Les Malgaches, dit-il, ne distinguant pas entre Français et catholiques, tous les missionnaires catholiques, quelles que soient leurs diverses nationalités, doivent être considérés comme Français et quitter le pays. En conserver quelques-uns à Madagascar serait vouloir entretenir des espions au milieu des États de la reine. » On ne pouvait répéter plus fidèlement les leçons des maîtres venus d'Angleterre. L'hérésie parlait en souveraine par l'organe de cet étrange parlement. Nous dûmes nous soumettre à ses décisions.

Impossible d'ailleurs de tenter à Madagascar ce qui fut entrepris autrefois avec quelque succès par les prêtres du Japon et de la Chine au temps de la persécution. Notre Grande Ile est trop peu peuplée, et le Malgache d'un naturel trop timide, pour que l'idée vînt sérieusement à aucun de nous, de s'ensevelir au fond d'une retraite connue des seuls fidèles. Lequel en effet parmi nos chrétiens eût osé, même pendant la nuit, s'approcher de cette cachette solitaire ! N'y fussions-nous pas morts de faim, sans avoir offert à personne les secours du saint ministère !

Je dis plus : l'édification elle-même de nos timides fidèles exigeait notre départ. Si par hasard quelques-uns des missionnaires catholiques parlait de subir la mort plutôt que de s'éloigner du pays, nous étions sûrs d'entendre aussitôt l'un ou l'autre des plus fervents chrétiens taxer ce zèle d'obstination européenne et d'entêtement déraisonnable :

« Père, disaient-ils, ne résistez pas à la parole de la reine. Ce serait compromettre l'avenir, et attirer peut-être aussi sur nos propres têtes des malheurs plus considérables. Si vous vous soumettez aujourd'hui vous rentrerez plus tard avec plus de facilité. » Ajoutait-on de notre côté : « Mais on ne nous donne que quatre jours pour quitter Tananarivo ; les porteurs ne se présentent point, il nous faudra aller à pied. Un départ dans de pareilles conditions ne sera-ce pas la mort de plusieurs des Pères, des Frères, et des Sœurs de la Mission ! Pourquoi dès lors ne pas mourir ici, à notre poste, plutôt que sur la route de Tamatave au milieu de la forêt ! — Père, répliquaient les Malgaches ; partez, croyez-en notre connaissance des hommes et des choses, votre mort sur la route édifiera ce peuple. Il vous blâmera si vous mourez ici. »

Le divin Maître semblait donc vouloir que nous obéissions au décret d'expulsion. En conséquence le P. de la Vaissière, Supérieur de Tananarivo et remplaçant le R. P. Cazet, Préfet apostolique de Madagascar, alors en voie de retourner de France à sa mission, invita par courriers spéciaux tous les Pères des campagnes de l'Imerina ainsi que ceux de Fianarantsoa et d'Ambositra à faire sur-le-champ leurs préparatifs de départ, et à prendre dans le délai indiqué la route de l'exil. Les missionnaires de l'Imerina reçurent promptement cet ordre fatal. Il n'en fut pas de même de ceux de Fianarantsoa et d'Ambositra. Tous les courriers qu'on leur expédia coup sur coup furent interceptés. Laissés ainsi à leur propre initiative, et sans nouvelles de leurs frères de la capitale, nos Pères de Fianarantsoa et d'Ambositra durent subir comme nous la dure loi du plus fort, s'imposant malgré eux à leur cœur apostolique, désireux inutilement comme le nôtre de travailler, de combattre et de souffrir jusqu'à la mort pour le salut des pauvres Malgaches.

Plus un édifice est élevé, plus il a coûté aux constructeurs de peines et de sacrifices de toutes natures, et plus grands aussi doivent être leurs regrets de le voir s'effondrer tout à coup aux secousses inattendues d'un tremblement de terre, ou céder enfin aux rafales sans cesse renouvelées d'un impétueux cyclone. Ainsi en a-t-il été pour chacun d'entre nous, à la chute de notre si belle mission de Madagascar. Que de tentatives, d'efforts et de sacrifices héroïques accomplis par les anciens missionnaires pour l'évangélisation de la Grande Ile ! Que de labeurs, de dévouements et d'incessantes fatigues

parmi ses récents apôtres en vue du même résultat! Dieu avait bien voulu bénir un jour notre ardeur, et Madagascar, au mois d'août 1861, avait ouvert ses portes à la vraie religion de Jésus-Christ. Le catholicisme connu, aimé et embrassé par près de 80.000 indigènes formait déjà sur cette terre au souverain pasteur des âmes un troupeau dont il pouvait être fier. La famille chrétienne s'y élaborait peu à peu au milieu des mille difficultés de la superstition païenne unie à la corruption protestante. 530 maîtres ou maîtresses d'école, instruisant près de 20.000 élèves, jetaient sur cette vie de famille un éclat surpassé uniquement par celui des quelques fleurs de vie religieuse, écloses comme par miracle au sein du sol malgache, et recueillies précieusement par la Compagnie de Jésus, l'institut des Frères des écoles chrétiennes, ou la pieuse congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny. Pourrions-nous oublier ici nos infirmes, nos malades, nos pauvres lépreux et prisonniers, d'autant plus nôtres qu'ils étaient plus abandonnés des innombrables prêcheurs de l'Église d'État ! La mission catholique de Madagascar s'élevait donc semblable à un superbe édifice construit à la gloire du Seigneur. Il a été accordé à l'ange des ténèbres de prévaloir un instant sur nous, et l'édifice a été renversé. Cette Grande Terre, ces âmes, ces familles, ces maîtres et maîtresses d'école, ces élèves, ces novices et postulantes, tout a été violemment séparé de nous ; l'expulsion nous a tout enlevé, sans qu'il ait été permis à un seul de nos fidèles, au moindre de nos enfants catholiques, de suivre au delà de la rivière d'Ivondro, avant-dernière étape du voyage, leurs Pères dans la foi !.. Que sont devenues toutes ces âmes depuis cette séparation douloureuse ? Elles qui se sont montrées si généreuses au moment des adieux, et nous ont étonnés par leur foi, leur courage, auront-elles conservé intact le dépôt sacré de la religion et de la charité que nous avions placé dans leur cœur ! Le loup de l'hérésie n'a-t-il pas fait parmi elles de trop nombreuses victimes ? Voilà la souffrance plus grande que toutes les autres souffrances, qui n'a pas cessé jusqu'à ce jour de tourmenter le cœur des missionnaires. Auprès de cette douleur surnaturelle, toutes leurs autres peines, soit qu'elles provinssent de pertes matérielles, ou fussent causées par les privations et fatigues physiques de la route de l'exil, ils les ont estimées légères, ou les ont même réputées comme un gain en Jésus-Christ.

Il est certain en effet que la malice de quelques hommes, l'insuffisance du temps accordé pour les préparatifs du départ, et surtout le manque presque absolu de porteurs, seul moyen de transport dans ces contrées barbares, ont infligé à la Mission des pertes incalculables. Retrouverons-nous un jour, quand nous rentrerons dans nos chapelles, nos écoles, nos demeures et nos ateliers, le matériel amassé jusqu'ici avec tant de peine, le mobilier, les livres, les instruments de labeur de toute sorte que nous y avons laissés ! Nos ornements d'église, nos vases sacrés, dons si magnifiques de généreux bienfaiteurs, seront-ils respectés dans les endroits où ils ont été hâtivement déposés, vu l'impossibilité où nous étions de les charger sur nos épaules, faute des moyens de transport usités en de pareilles circonstances ? N'aura-t-on pas enfin, à l'instigation de quelque sectaire haineux, mis le feu à nos demeures et à nos églises elles-mêmes, comme il est arrivé à la chapelle des lépreux, le jour de notre expulsion ? Tout autant de questions pleines d'incertitudes et de douloureuses réflexions, pour des hommes habitués comme nous à apprécier à leur juste valeur les inconvénients du manque du matériel nécessaire à l'œuvre apostolique. Ces pertes toutefois étant d'un ordre inférieur et nullement irréparables, on pouvait s'en consoler. Pourquoi, disions-nous, se tourmenter du lendemain ? La même charité qui a déjà si libéralement pourvu une première fois aux besoins de la Mission est encore vivante. Dieu saura bien au moment opportun incliner de nouveau vers nous son cœur et sa main. Il suffit d'espérer en lui. Mais les âmes de nos enfants devenues la proie de l'hérésie, qu'est-ce qui nous consolera de leur ruine spirituelle, et éternelle peut-être ?

Si la perte de tout notre matériel de mission ne nous a pas contristés outre mesure, à plus forte raison n'avons-nous pas considéré comme un sujet d'amertumes et de larmes les insultes, les huées, les moqueries et autres humiliations essuyées, à notre sortie de Tananarivo, de la part de certains corps de l'armée hova convoqués, par ordre des chefs, à une si glorieuse besogne. J'en dirai autant des fatigues de notre voyage, de nos mille préoccupations et ennuis nécessaires pendant ce long trajet, ainsi que de toutes les autres souffrances qui s'y sont abondamment rencontrées, soit par le fait de la malice des hommes, soit par une suite inévitable des graves événements accomplis alors dans le pays. On peut en lire le détail dans les divers comptes

rendus et lettres fort intéressantes, publiées soit par les *Missions Catholiques* soit par d'autres revues et journaux, aujourd'hui entre les mains de tout le monde. Nous en reproduirons quelques extraits, comme appendice à cet épilogue, en faveur de ceux qui n'auraient pu se les procurer ; et nous nous bornerons à dire ici que chacun de nous s'est efforcé de supporter avec joie cette petite part d'humiliations et de souffrances échappées au calice du Sauveur. Où seraient en effet la gloire et le mérite de l'apostolat, s'il n'abreuvait jamais ses élus de sacrifices douloureux ! Loin de nous par conséquent encore une fois la pensée de nous plaindre des outrages reçus et des fatigues endurées lors des derniers événements, ni surtout de récriminer contre la personne de nos persécuteurs et de leurs aveugles conseillers. Si la charité nous oblige à procurer de toutes nos forces par l'amoindrissement de l'erreur, le complet triomphe de la vérité, elle nous fait également une loi de désirer le plus grand bonheur de nos frères malheureux séduits par l'esprit de ténèbres. Puissent-ils donc ne point éprouver à leurs dépens, par un retour subit de la fortune, ce qu'ils nous ont fait supporter de peines de toute sorte pendant les mois qui viennent de s'écouler ! Qu'ils soient heureux d'un bonheur plus véritable que celui de la gloire malsaine attachée au triomphe de l'iniquité !

Pendant que sur la terre nous formons pour eux de tels désirs, deux de nos frères dans l'apostolat, deux martyrs, présentent sans doute dans le ciel des vœux semblables au Dieu protecteur des missionnaires. Je veux parler de notre P. Gaston de Batz et du F. coadjuteur Martin Brutail, morts récemment, à un jour d'intervalle l'un de l'autre, le 27 et le 28 juillet de cette année 1883, sur la plage de Mananjary.

Expulsés tous les deux d'Ambositra dans le courant de juin en compagnie des PP. Chenay et Morisson, ils sont tombés tous les deux sans vie, arrivés presque au terme de leur voyage, moins par suite de la fièvre et des fatigues de la route, que par la barbarie du gouverneur de la province édictant contre eux ce décret digne des anciens Malgaches : « Défense aux indigènes de rien vendre ou de donner, en fait de vivres, aux Français ennemis du royaume. »

Nos deux martyrs enterrés sur le bord de la mer dans le sable de Mananjary, comme M. de Solage sur la plage d'Andevoranto, gardent le sol dont nous sommes chassés, et nous y garantissent un prochain retour. Impossible en effet qu'une œuvre marquée du signe fécond de

la croix ne remporte point tôt ou tard les plus éclatants triomphes. La persécution, les tribulations, la mort même soufferte, pour les intérêts de Jésus-Christ, ont été de tout temps les fondements les plus solides de l'espérance chrétienne. Dieu nous garde de vouloir nous appuyer sur d'autres bases pour l'évangélisation et la conversion du peuple de Madagascar.

Que la France donc s'empare en cette guerre de la Grande Ile africaine et y plante avec son protectorat le bel arbre de la civilisation; ou que notre patrie laisse une telle gloire, non pas à la secte des missionnaires de Londres, incapable de rien civiliser, mais à la libérale Angleterre ; ou qu'enfin peut-être la France et la Grande-Bretagne, unissant leurs efforts, imposent un terme à la barbarie malgache acculée dans ses derniers retranchements ; la Mission catholique espérera toujours dans le Seigneur ; elle ne sera pas confondue.

Aussi bien Dieu semble déjà prendre en main notre cause en commençant à humilier nos adversaires.

La reine Ranavalona II, s'il en faut croire les bruits qui nous viennent de l'Imerina, n'est plus de ce monde.

Cette reine, première souveraine protestante de Madagascar, goutteuse et hydropique depuis longtemps, et cruellement tourmentée au moyen de ponctions, et d'autres remèdes superstitieux employés sur elle soit par des docteurs malgaches,soit par son illustre époux, en vue sans doute de la guérir, a succombé dans la nuit du 12 au 13 juillet. On a remarqué que son trépas est arrivé juste en temps utile, pour permettre au premier ministre de profiter du concours du peuple, attiré chaque vendredi à Tananarivo, par le grand marché du Zoma, afin de proclamer solennellement la funeste nouvelle, et de présenter à la foule Razafindrahéty, jeune veuve, de race royale, choisie par lui pour devenir désormais sa reine et sa nouvelle épouse. Razafindrahéty venait de perdre depuis deux mois environ le jeune prince Ratrimo son mari, enlevé subitement à son affection par un mal inconnu, au moment même où Rainilaiarivony s'était mis en route pour aller le visiter amicalement dans sa demeure. On fit au mort, par ordre du premier ministre, de splendides funérailles, afin sans doute que le reflet de cette royale sépulture rejaillît sur la veuve, et la préparât déjà à ses royales destinées, dont la séparait seule en ce moment la vie, ou pour mieux dire la longue agonie de Ranavalona II. Mais cette

reine rendant bientôt le dernier soupir, Razafindrahéty fut acclamée souveraine de Madagascar sous le nom de Ranavalona III.

Nous reproduisons ici d'après la *Gazety malagasy*, organe officiel du premier ministre et de ses conseillers à Tananarivo, la harangue prononcée par Ranavalona III au jour de son élévation au trône:

« Peuple, je sais que tu ne veux pas faire mentir la parole d'Andrianampoinimerina, de Radama, de Rabodonandrianampoinimerina, de Ranavalomanjaka et de ma *mère* (elle nomme ainsi Ranavalona II); voilà pourquoi tu m'as accueillie avec tant de bienveillance et de sympathie. Peuple, tu es pour moi un père et une mère. Je vous souhaite à tous, en retour, de longs jours de prospérité.

« Voilà ce que je dois vous dire en premier lieu. Ma mère a été retirée de ce monde par celui qui l'avait créée; et c'est moi-même qui ai été par lui établie en sa place afin de régner au milieu de vous, habitants de la terre. Mais en prenant la place, je ne changerai nullement son mode de gouvernement. N'est-ce pas cela ? — C'est cela.

« Je vous déclare en outre que, d'après le désir exprimé par ma mère, Rainilaiarivony continuera ses fonctions de premier ministre et commandant en chef de l'armée ; car c'est un homme qui a déjà accompli beaucoup de choses pour la prospérité de mon royaume. Ainsi donc pour obéir à ma mère, je nomme encore Rainilaiarivony premier ministre et commandant en chef. N'est-ce pas cela ? — C'est cela.

« Quant au différend qui vient de s'élever entre les Français et nous, voici ma profession de foi : Puisque ni la reine ma mère, ni vous tous Malgaches ses sujets, vous n'avez nullement consenti à céder un pouce de terrain aux étrangers, eh bien ! ni moi non plus je ne permettrai jamais aux Français d'acquérir, de la terre que j'habite, la valeur d'un grain de riz. N'est-ce pas cela ? — C'est cela.

« N'oubliez pas, habitants de Madagascar, que la reine ma mère a fondé son royaume sous la puissance de Dieu ; et moi sa fille, héritière de son sceptre, je le place, comme elle l'a fait, sous la sauvegarde de Dieu. N'est-ce pas cela ? — Oui, c'est cela. »

Après ce discours le peuple et les grands sont venus faire le *hasina*.

Autres nouvelles données par la même *Gazety malagasy*, et qui feront de plus en plus comprendre à nos lecteurs combien sont liées ensemble étroitement la puissance de Rainilaiarivony et la secte méthodiste des missionnaires de Londres.

« Ranavalona II a été ensevelie à Ambohimanga. Son corps a été porté au temple, lors des obsèques; c'est en effet la première reine chrétienne qui ait gouverné l'Imerina.

« La nouvelle reine Ranavalona III est fidèle à se rendre au temple avec son époux, chaque dimanche, et même chaque samedi pour les conférences bibliques ou autres.

« Le village d'Ambohinambola a manifesté le désir de revenir au culte des idoles. Mais dans un Kabary public, on a si bien admonesté ses habitants, qu'ils n'ont plus eu envie de recommencer.

« Les écoles continuent à l'ordinaire. Dans chaque village on exerce les jeunes gens au métier des armes. Le nombre des lanciers est incalculable, etc. Dans le fort de Manjakanandrianombana, près de Tamatave, les soldats hovas vivent paisiblement sans s'inquiéter des bombes françaises qui ne les atteignent pas. Ils s'en moquent. »

On lit encore dans le même journal hova un récit des plus fantaisistes de batailles livrées entre Français et Malgaches, sur la côte de Tamatave, toujours à l'avantage de nos ennemis. S'indigner contre ces mensonges officiels destinés à soutenir le courage du peuple de Madagascar, serait oublier que même au sein de plus puissantes nations, de pareilles manœuvres se sont également produites. C'est que l'erreur comme la vérité sont partout semblables à elles-mêmes.

La vérité peut être un instant obscurcie ; elle finit toujours par triompher, pendant que les adeptes de l'erreur ne sont jamais plus près de leur ruine que lorsqu'ils semblent arrivés à l'apogée de leur puissance. Rainilaiarivony et ses conseillers l'éprouveront à leur dépens. Déjà des rumeurs de révoltes et d'assassinat, affirmées d'abord puis contredites à demi, annoncent que la maison élevée sur le crime et l'injustice ne saurait prospérer longtemps.

Nous savons que la divine Providence opérera toujours conformément à sa toute-puissante sagesse et à son infinie bonté, sur Madagascar, ses habitants et ses missionnaires : cela nous suffit, nous avons foi dans l'avenir. Et c'est la seule parole qu'il nous soit possible, à la fin de cet épilogue, de répéter du même cœur que nous l'avons prononcée à son début.

APPENDICE I.

Extraits de plusieurs lettres et journaux de voyage, sur l'expulsion des missionnaires de Tananarivo, Fianarantsoa et Ambositra.

I. EXPULSION DE TANANARIVO

... *Mardi 17 mai 1883.* Un courrier particulier de M. Baudais, consul de France à Madagascar, revenu d'Europe par la dernière malle, nous apporte de Tamatave la lettre suivante :

Tamatave, le 12 mai 1883.

Toute confidentielle.

Monsieur le Supérieur,

La France est décidée à obtenir à Madagascar les satisfactions qu'elle demande depuis longtemps, et à employer pour cela tous les moyens.

Il faut donc prévoir dès maintenant le cas où une rupture complète pourrait avoir lieu avec le gouvernement hova.

Je m'empresse de vous le faire savoir, pour que vous puissiez prendre vos précautions au sujet des différents membres de la mission catholique, tant à Tananarivo que dans les campagnes.

Cette lettre, Monsieur le Supérieur, est toute confidentielle.

J'ai craint de jeter prématurément l'émotion parmi les Français. Aussi ai-je jugé inopportun de prévenir dès maintenant ceux qui résident à la capitale, et qui sont au nombre de quatre.

Mon intention est bien de rendre, lorsque le moment en sera

venu, le gouvernement hova responsable de tout ce qui pourrait arriver à nos nationaux.

Cela sera-t-il suffisant ?

Vous êtes le meilleur et le seul juge de ce qu'ils ont, oui ou non, à redouter.

Je serais heureux, Monsieur le Supérieur, que vous vouliez bien, en m'accusant reception de cette lettre, me faire savoir ce que vous avez décidé. Veuillez agréer, etc. BAUDAIS.

Le P. de la Vaissière, Vice-Préfet apostolique et remplaçant du Rév. P. Cazet, encore en France, nous a fait part de cette lettre, et a ajouté, que lorsque l'ultimatum, prélude des hostilités, serait porté au gouvernement hova, chacun des missionnaires recevrait la liberté de se diriger vers Tamatave ou de rester à Tananarivo.

Dimanche de la Trinité, 20 mai. Fitokanantrano ou dédicace solennelle de la petite chapelle d'Ambohimanandray, élevée par le P. Gauchy, à trois heures de la capitale. La cérémonie est présidée par le Père Vice-Préfet. Les PP. Michel et Chervalier y assistent avec beaucoup de leurs fidèles.

Jeudi 24 mai, Fête du Saint-Sacrement. Malgré les premières rumeurs de bombardement à Majanga et Morotsanga, arrivées la veille au soir, procession du Saint-Sacrement, à midi et demi, dans les allées de notre maison de campagne d'Ambohipo.

La procession fut magnifique et plus nombreuse que jamais. Le Seigneur ménageait sans doute à nos chrétiens cette suprême consolation, à la veille des jours d'épreuves. Hélas ! nous y touchions. Au moment peut-être où du haut du splendide reposoir qui lui avait été dressé, le divin Maître bénissait ses enfants, des nouvelles officielles sur le bombardement de Majanga et de Morotsanga arrivaient au palais, et nos ennemis commençaient dans l'ombre à tendre le filet destiné à enlacer la mission tout entière, et à la traîner à la mort.

Vendredi 25 mai. Convocation du parlement malgache. Le premier mot qui se fit entendre dans cette assemblée, après la communication des graves nouvelles du bombardement par le premier ministre, fut un cri de mort contre les missionnaires catholiques. Rainilaiarivony leur imposant silence : « Nous ne sommes point des barbares, leur dit-il, pour nous porter à de telles extrémités. N'imitons pas les

Français qui nous ont attaqués comme des sauvages, sans déclaration de guerre préalable, et montrons-nous un peuple civilisé. Je vais consulter la reine et savoir d'elle quelle conduite il convient de tenir envers les Français. » Quelques instants après, le premier ministre rentrait au parlement : « Voici, s'écria-t-il, les paroles de notre souveraine : L'amiral Pierre n'a donné qu'une heure à nos soldats pour évacuer Majanga, et bombarder la place; la reine accorde jusqu'à mercredi 30 mai à tous les Français, afin de quitter Tananarivo. Ce délai expiré, s'ils ne sont pas partis, leurs personnes seront livrées au peuple et leurs biens mis au pillage. Que chacun d'entre vous se garde cependant de toucher à quelqu'un de ces Français placés encore sous la protection de la reine, sous peine d'être tué lui-même de ma main. »

Vers 6 heures du soir de ce même jour, vendredi 25 mai, M. Suberbie, agent de la maison de commerce Roux de Fressinet, recevait un ordre d'exil adressé à tous les Français, et dont un duplicata nous fut envoyé seulement le lendemain samedi, vers 10 heures et demie.

Dès le samedi 26 mai, à Tananarivo, nous sommes regardés comme proscrits ; les officiers malgaches ayant entrée au palais ne peuvent plus nous aborder. Nos aumônes aux pauvres, le riz que nous donnions aux prisonniers, tout est refusé ; on tente même d'empêcher nos domestiques d'aller puiser l'eau. Un jeune homme que l'on croyait officier du palais et qui venait d'entendre la messe de 5 heures avait été arrêté et on le conduisait déjà en prison. Grâce à une haute protection, il a été relâché. Cependant la persécution ne s'étendant qu'aux pasteurs, et la prière, disait-on, n'étant pas entravée pour les fidèles, nos chrétiens peuvent en pleine liberté entrer dans l'église. Les gardiens placés à la porte ont l'ordre d'écarter toutes les personnes suspectes qui voudraient profiter des circonstances afin de nous piller et de nous maltraiter.

Les litanies de la sainte Vierge avaient été chantées comme d'habitude à la messe de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires à 6 heures et demie; bien souvent la voix des fidèles était étouffée par les sanglots.

Durant la journée les confessions furent nombreuses. Les écoles des Frères et des Sœurs avaient perdu, dans la matinée, tous leurs pensionnaires retirés par les parents.

Dimanche 27 mai. Nous comptâmes dans notre seule église de l'Immaculée-Conception près de trois cent dix communions. Comme nous étions au dimanche dans l'octave de la Fête-Dieu, le Saint-Sacrement devait être, selon l'usage, exposé pendant les messes : mais le Rév. P. de la Vaissière décida qu'il fallait adresser au Cœur de Jésus une supplication plus solennelle. J'annonçai en conséquence l'oraison des quarante heures : le Saint-Sacrement, exposé à la messe de 5 heures et demie resterait sur l'autel sans aucune interruption jusqu'au mardi suivant à 8 heures du matin. Nuit et jour les membres de la Mission se succéderaient devant lui en adoration et supplication incessantes.

La grand'messe de 8 heures fut célébrée à l'ordinaire ; l'église avait été ornée comme aux plus beaux jours de fête ; et l'on voyait briller au-dessus du tabernacle le magnifique ostensoir don de M. de Villèle, de Bourbon. Les fidèles remplissaient l'église, priant, chantant et pleurant.

Après la messe les confessions continuent : plusieurs adultes demandent le baptême,

A 3 heures, chant des vêpres suivi de la récitation du rosaire. Les deux dernières dizaines sont chantées comme d'habitude, mais avec un entrain et un ton de supplication qui arrachait des larmes.

Les confessions recommencent ensuite. Les bons chrétiens veulent faire leur confession une dernière fois, comme s'ils allaient mourir ; et une foule de pécheurs jusque-là rebelles se hâtent d'assiéger le saint Tribunal, sollicitant leur pardon.

Lundi 28 mai. Tandis que les prières et les adorations devant le Saint-Sacrement se succèdent sans interruption et le jour et la nuit, nous ne négligeons pas d'agir auprès des hommes. Dès 8 heures du matin quatre de nos missionnaires, dont deux sujets britanniques et un Père belge, se rendent chez le remplaçant du ministre des affaires étrangères. Ils le trouvent chez lui, mais ne sont pas admis. Ils essaient alors de faire valoir leurs titres de nationalité britannique ; le refus est maintenu. Une lettre adressée au même ministre n'a pas plus de succès. Ses serviteurs n'ont pas d'ordre pour la recevoir ; force est aux missionnaires de reprendre leur lettre et de partir. Désireux de tenter un nouvel effort, le P. Connellan prie ses compagnons d'entrer un instant avec lui chez l'évêque anglican Kestell-Kornish, afin de

demander sa médiation, du moins pour faire parvenir au chargé des affaires étrangères la lettre si brutalement refusée.

« Vous demandez des porteurs, dit l'évêque. Vous n'en trouverez pas ; il n'y en a pas. Moi-même, si je voulais partir actuellement, je n'en trouverais pas. Les grands officiers de l'armée, obligés de se rendre à Tamatave, à Majanga, et à Morotsanga, retiennent pour leur propre compte leurs esclaves porteurs. — Impossible cependant de partir à pied, ajoute le P. Connellan. Je suis sujet anglais, je vais user de mon droit et rester à Tananarivo. — Si vous restez, vous serez tué. Ce peuple encore sauvage vous massacrera pendant la nuit. Quant à votre lettre, je m'offre à la faire parvenir indirectement à son adresse, si vous ne pouvez ce matin la faire vous-même arriver, et à condition que vous l'écrirez, non en malgache, mais en anglais. »

Vers 3 heures du soir, le P. Connellan transcrivit en conséquence la lettre en anglais et la fit reporter à l'évêque anglican. Celui-ci tint sans doute sa promesse. Mais en haut lieu on n'accusa jamais réception de notre message.

Or, pendant que M. Kestell-Kornish déclarait impossible d'avoir des porteurs, que le parlement s'élevait bien haut contre notre prétention de partir en filanjana, et voulait contraindre tous les Français d'entreprendre à pied la longue et horrible route de Tananarivo à Tamatave, le premier ministre avait déjà, dès le dimanche, fait écrire à M. Suberbie, agent de la maison Roux de Fressinet, que les Français trouveraient facilement à louer des hommes à leurs frais et dépens. Et cependant personne ne se présentait.

Lundi matin, mardi et mercredi, nouvelles assurances, plus ou moins secrètes et officieuses, données pour ce même objet par les envoyés du premier ministre, à M. Suberbie et au Père Supérieur de la mission, mais sans plus de résultats.

La vérité nous fut bientôt révélée. Nous apprîmes en effet que certains maîtres protestants avaient menacé de mort quiconque de leurs esclaves nous offriraient leur concours.

Il n'en fallait pas tant pour effrayer ces gens d'ordinaire si timides devant leurs maîtres. Nous commencions à voir clairement que si la Providence ne s'en mêlait, nous serions tous obligés de nous mettre en route à pied, et de continuer ensuite ce chemin, selon la mesure

de nos forces et des secours que nous pourrions trouver plus loin. Et, d'ailleurs, à chaque heure les Pères des campagnes arrivaient à pied à Tananarivo, nous ayant précédés dans cette nouvelle manière de souffrir ; et nous les voyions se rallier à la maison principale d'Andohalo tous plus ou moins éprouvés. Quelques-uns n'avaient pu trouver un seul porteur ordinaire pour les accompagner ; et ceux qui avaient des chevaux s'étaient vu abandonner par les gardiens du cheval. On avait même commencé à piller en certaines de leurs réunions, malgré les efforts de la police malgache. En revanche, partout ou presque partout, les catholiques avaient montré les meilleurs sentiments, et s'étaient révélés, pour leurs Pères dans la foi, pleins d'un courage et d'une générosité dont on ne les croyait pas capables. Que de noms il faudrait citer ici ! Que de traits édifiants, si nous pouvions tout écrire ! Nous ne signalerons en particulier que deux maîtres d'école d'Ambohibeloma, qui voyant les PP. Laboucarie et Camboué obligés de partir à pied et pendant la nuit, afin d'arriver le mardi au moins à Tananarivo, se chargèrent de leur valise et marchèrent constamment aupres d'eux, prêts à les défendre au besoin contre leurs agresseurs.

Mardi 29 mai. Selon qu'il avait été convenu dès la veille, et dans le but de prévenir les dangers de la dernière heure, les Français exilés, au nombre de quatre-vingt-douze, se divisent en deux bandes. La première, composée des onze Sœurs de Saint-Joseph de Cluny résidant à la capitale, d'une dame avec son jeune enfant de onze ans, de plusieurs femmes de nos ouvriers et de leur nombreuse famille, en compagnie de leurs maris auxquels sont joints un certain nombre de nos Pères et Frères âgés ou infirmes, s'éloigne à pied, dès l'aube du jour, de la ville de Tananarivo, et s'achemine lentement vers Ambohimanga Kély et Ambohimalaza, où nous devions nous rejoindre tous le lendemain mercredi. Les trois novices des Sœurs, leurs postulantes et plusieurs de leurs servantes et de leurs élèves, n'ayant pas voulu se séparer de leurs maîtresses, sont aussi parties avec elles, et leur aident à faire cette première étape.

Pendant ce temps, les quarante heures touchent à leur fin. La grand'messe est chantée encore à 8 heures avec diacre et sous-diacre en présence d'une foule presque aussi nombreuse que les jours de dimanche, et le P. Caussèque donne aux fidèles les derniers avis rela-

tifs à la conduite à tenir en l'absence de leurs Pasteurs et Pères. Beaucoup de communions.

Les confessions se poursuivent après la messe. Une trentaine de catéchumènes demandent le baptême avec larmes. Comment avoir le courage de leur refuser cette consolation suprême? On cède à leurs instances.

La matinée s'avance et les porteurs ne se présentent pas. Tous les Pères des campagnes seront bientôt présents à Andohalo, sauf le P. Malzac, trop éloigné dans le nord, et qui reçoit un nouvel avis de son Supérieur, de ne pas chercher à rentrer en ville, s'il doit arriver le mercredi seulement. Mieux vaut qu'il se dirige du nord à l'est et nous rejoigne à Ambohimalaza. Cet avis, suivi du reste ponctuellement par le P. Malzac, lui épargna peut-être la perte de sa valise et les avanies que ses Frères eurent à supporter.

Plusieurs d'entre nos Coadjuteurs sont occupés incessamment depuis la veille, à l'aide des domestiques restés fidèles, et de quelques autres hommes envoyés par nos meilleurs chrétiens, à faire passer jusqu'à la première étape en dehors de la ville, les colis les plus indispensables, pendant le voyage, marmites, matelas, provisions de bouche, chapelles portatives, etc., etc. Nous espérons toujours qu'une fois en dehors de la coterie protestante qui domine actuellement à Tananarivo les porteurs se présenteront. L'essentiel, pensons-nous, est de nous trouver hors de la ville, avec armes et bagages.

Tout à coup vers 1 heure environ nos préparatifs sont brusquement suspendus. Au moment où un envoyé du premier ministre venait amicalement reprocher au Supérieur de la Mission le départ à pied des Sœurs et des femmes, dans la matinée de ce jour, sans qu'il eût été, disait-il, averti de ce mode de départ, Victoire, la belle-fille du premier ministre, escortée d'une multitude de chrétiens, tous dans l'allégresse, ainsi que du P. Caussèque et de plusieurs autres, entrait tout à coup chez le P. de la Vaissière : « Vous ne partez pas, s'écrie-t-elle. Le premier ministre a ordonné de faire arrêter les Pères et les Sœurs en route; vous resterez. O puissance de la prière! »

Quelques-uns s'empressent ensuite de courir de là vers l'église pour chanter un *Te Deum* et rendre grâces au ciel.

Mais comme rien, dans la nouvelle donnée par Victoire, n'est

encore officiellement certain, le *Te Deum* et les actions de grâces restent provisoirement suspendus, ainsi que les préparatifs du départ. Cette heureuse nouvelle n'était, hélas! qu'une illusion de notre excellente chrétienne, ou peut-être une lueur de bonne volonté dans le premier ministre aussitôt étouffée que produite au dehors. Deux heures plus tard, Victoire revenait toute triste du palais, dire au P. Caussèque : « On a changé. Le premier ministre ne savait pas que les Sœurs fussent parties à pied. Il demande seulement combien il leur faut de porteurs, et les fait arrêter en attendant qu'on les trouve. »

Vers 5 heures, à la nuit, une lettre officielle du remplaçant des affaires étrangères, sorte de duplicata de la lettre envoyée à M. Suberbie dès le dimanche au soir, nous renseignait exactement de la même manière : « Vous pouvez prendre autant de porteurs que vous voudrez à vos frais ; et je désire savoir à quelle heure vous partirez demain, pour vous faire accompagner ? » ANDNAMHIDY.

Toujours mêmes belles paroles qu'aucun effet n'accompagne.

« Nous partirons demain à pied, sans porteurs, puisqu'il ne s'en présente pas, et dès que nous aurons achevé d'expédier nos paquets les plus nécessaires. » Tel fut le sens de notre réponse au message officiel.

Durant la journée les quatre congrégations de la paroisse de l'Immaculée-Conception, celle des pères de famille, des mères chrétiennes, de l'union catholique des jeunes gens et des enfants de Marie, se réunissent en vue de délibérer sur le meilleur mode à prendre pour continuer, en l'absence des missionnaires, les prières à l'église, l'instruction dans les écoles, etc., etc. Ils paraissent tous bien résolus.

Mercredi 30 mai. Lever à 3 heures. Les messes commencent à 3 heures et demie. La dernière est dite à 6 heures. Il y a une vingtaine de communions. Puis les saintes espèces sont consommées. La lampe du sanctuaire est éteinte. Un cri de douleur s'échappe de plusieurs poitrines avec des sanglots : « Quand le Dieu de l'Eucharistie reviendra-t-il prendre possession de son tabernacle ! »

Encore plusieurs confessions, baptêmes et mariages.

Vers 9 heures, un certain nombre de porteurs inconnus, amenés par des soldats, s'emparèrent de nos paquets. Le temps presse. On prend leurs noms et on expédie du mieux que l'on peut tous ces colis vers la station voisine.

Quant aux porteurs de nos personnes, il ne s'en trouve pas. Ceux qu'on nous présente refusent de nous porter, même à un prix double du prix ordinaire. Nous écrivons que nous partons à 11 heures et à pied.

On nous annonce, en ce moment, que pendant la nuit, le feu a été mis à la chapelle des Lépreux, et qu'on menace même de brûler ces malheureux dans leurs cases, s'ils ne se retirent pas de ce terrain où ils se trouvent placés.

Nous laissons à ces pauvres orphelins 1.000 francs qu'un de nos chrétiens leur distribuera selon leurs besoins.

Victoire vient alors nous faire ses adieux. Impossible de dire la douleur de cette grande chrétienne, l'ange de l'église de l'Immaculée-Conception, et qui mériterait si bien une histoire spéciale.

Je la tirai un instant à part et lui dis :

« Quand Jésus fut monté au ciel, Marie resta sur la terre pour encourager les apôtres et les fidèles. Ainsi, en notre absence, tu seras l'ange de nos chrétiens. Fille du premier ministre et pieuse comme tu l'es, tu peux beaucoup pour eux. — Mon père, me dit-elle en sanglotant, je ne puis pas grand'chose : mais je ferai tout ce que je pourrai. »

A 10 heures et demie la cloche de la communauté nous appelle à l'église. Le R. P. de la Vaissière nous dit : « Voici l'heure du sacrifice. Offrons-le de tout cœur à notre bon Maître. C'est à cause de lui que nous sommes condamnés à partir pour un si long voyage. Rappelons-nous ces paroles du Sauveur : Bienheureux ceux qui souffrent persécution pour la justice, car le royaume des cieux leur appartient. Avant de nous mettre en route, nous allons, selon notre règle, réciter les prières de l'itinéraire. » Victoire et plusieurs fidèles étaient là, mêlant leurs larmes et leurs prières aux nôtres. L'itinéraire récité, nous sortîmes de l'église, et sous la protection de notre escorte, nous prîmes le chemin de l'exil.

Des gardes de police furent placés alors par le gouvernement aux portes de la maison avec ordre de la garder comme une propriété de la reine. Ainsi en avait-il été de toutes nos églises et demeures des campagnes. Nous y avons tout laissé, comme si nous devions y revenir le lendemain.

La place voisine de notre église, dite d'Andohalo, était remplie d'une foule silencieuse et sympathique. Un étroit sentier s'ouvrait de-

vant nous au milieu de cette nuée de spectateurs. Nous y défilâmes un à un. Quelques-uns de nos chrétiens, sans plus de respect humain que la pieuse Véronique du Chemin de la croix, s'approchaient de nous en pleurant et nous baisaient la main. Un de nos gardes, quoique protestant, m'a rendu le même témoignage de respect et d'affection.

L'attitude de la population a été la même par toute la ville.

Mais il fallait que l'hérésie se montrât dans cette journée qui était son œuvre. Sur le bord du chemin que nous devions parcourir, plusieurs corps de troupes avaient depuis quelques jours dressé leurs tentes. Chaque fois que j'avais visité ces camps, j'y avais trouvé toujours le plus parfait accueil. Mais les bruits de guerre exploités par certains chefs, plus sectaires que malgaches, avaient préparé ces pauvres soldats au rôle qu'on voulait leur faire jouer. Et, d'ailleurs, ne devaient-ils pas, par leurs vociférations contre les Français, qu'un ordre royal expulsait, témoigner hautement de leur vaillance future et de leur courage à toute épreuve contre les soldats de la France ! Nous les voyons donc, à notre approche et au signal de leurs chefs, s'attrouper sur les bords du chemin dont ils ne laissent libre qu'un étroit passage, puis commencer tous ensemble une série de huées, d'insultes et de clameurs impossibles à rendre. Quelques-uns des nôtres se voient même, comme le divin Sauveur, tirés par la barbe et frappés au visage. A ces cris, à ces mauvais traitements, les disciples et compagnons de Jésus n'opposent que le silence et la douceur de l'agneau. Qui sait si la moindre résistance de notre part n'eût pas rendu ces ignorants soldats coupables d'un grand crime ?

Vers 4 heures du soir tous les membres de la mission se trouvaient sains et saufs rendus à Ambohimalaza.

Le village d'Ambohimalaza, à 12 kilomètres environ de Tananarivo, possédait une belle église catholique construite et décorée par le P. A. Taïx, chargé de cette paroisse. Nous y avions aussi une maison d'école et un presbytère attenant à l'église. Quel meilleur logis pour notre première étape. Nous nous trouvions là en quelque sorte chez nous, tout en y étant comme ailleurs dépossédés déjà de tout en principe. Les Sœurs avec leurs novices et postulantes prennent logement à l'école. L'église et le presbytère reçoivent les 44 autres membres de la mission, Pères, Frères des écoles chré-

tiennes et Frères coadjuteurs; mais il plaisait à Notre-Seigneur de faire goûter dès ce moment à ses fidèles amis les épreuves de la pauvreté, au delà même de ce qu'ils avaient pensé.

Les matelas, unique lit des voyageurs pendant leur trajet à Tamatave n'étaient pas arrivés en nombre suffisant. Peut-être étaient-ils arrêtés indûment sur la route en deçà d'Ambohimalaza. En tout cas, pensons-nous, ils viendront demain avec le reste des bagages qui nous manquent. Les Pères qui n'en ont pas se coucheront auprès de ceux qui en ont, et tout sera dit. Qu'est-ce en somme qu'une mauvaise nuit? Le lendemain seulement, nous devions connaître toute l'étendue de notre pauvreté.

Jeudi 31 mai, fête de Notre-Dame du Sacré-Cœur, patronne de notre chapelle d'Ambakahadimitafo, célébrée dans les beaux jours avec tant de pompe. La plupart des prêtres offrent le saint sacrifice, les autres s'approchent de la table sainte avec un bon nombre de fidèles de la paroisse du P. Taïx.

En faisant la revue de nos paquets, nous constatons des pertes considérables. Beaucoup de valises, de malles et de sacs de voyages ont été volés, avec un nombre assez grand de matelas et de couvertures.

Le relevé des objets pillés donne le chiffre de 6.375 francs en espèces, et environ 3.680 francs en effets de voyage, soit un total de 14.055 francs. Encore une nouvelle étape comme celle-là, et nous étions condamnés à périr en route de froid et de misère.

Nous écrivons au bureau des affaires étrangères pour signaler les vols dont nous venions d'être les victimes en ce premier et court trajet de deux à trois heures. Voici la réponse qui nous fut transmise par le remplaçant du ministère des affaires étrangères.

« Vous m'apprenez que vous avez perdu des paquets. Mais vous êtes partis sans me prévenir de l'heure du départ. » (Assertion mensongère que nous signalons en passant.) « Et d'ailleurs, continue l'auteur de la lettre, élève des protestants et prêcheur attitré, nous souffrons aussi comme vous; car l'amiral Pierre n'a pas donné le temps suffisant pour arranger les affaires; voilà pourquoi il nous a créé de grandes difficultés soit à nous Malgaches, soit à vous-mêmes.

« *Signé* ANDRIAMIFIDY,

« Remplaçant du ministre des affaires étrangères. »

Dans la journée, les trois Sœurs malgaches qui voulaient suivre sur la route de l'exil leurs mères françaises, sont condamnées à rester à la capitale. L'une d'elles, déjà saisie le matin par une mauvaise parente, hérétique forcenée, qui à l'aide d'un esclave voulait l'entraîner de force, s'était couchée par terre en disant : « Vous pouvez me tuer, mais je ne vous suivrai pas. »

Nous avons obtenu que les trois novices malgaches et les trois postulantes, accompagnées par des officiers, seraient reconduites jusque dans leurs familles. Sans cette précaution, nous n'aurions pas été exempts d'inquiétudes à leur sujet.

Bientôt des porteurs se présentent. Le gouvernement s'occupe d'en faire inscrire officiellement pour les Sœurs, et de les placer sous la surveillance spéciale d'un *Tsimandoa*, c'est-à-dire d'un de ces esclaves royaux plus puissants que certains officiers, et qui ne relèvent que de la reine. Les Sœurs durent payer à chacun des porteurs le triple du prix ordinaire ; encore même ceux-ci n'iront-ils probablement que jusqu'à Maronby, c'est-à-dire à trois journées en deçà de Tamatave. Il faut en passer par là.

Une dizaine d'autres Pères et Frères trouvent aussi des porteurs, aux mêmes conditions.

A quelque chose malheur est bon ! Les graves accidents qui ont marqué notre première étape donnent sans doute à réfléchir au premier ministre, et lui font comprendre que les bonnes intentions, les bonnes paroles seules avec une escorte insuffisante, ne suffisent pas. A l'entrée de la nuit un excellent officier du palais, père d'un de nos élèves, ami des Français, désigné d'habitude pour accompagner les consuls dans leur voyage de la côte à la capitale, arrive à Ambohimalaza. Ralay (tel est son nom) a pour mission de nous conduire sains et saufs à Tamatave. Il amène avec lui un renfort de gardes et de soldats, et fera tout son possible pour nous procurer des porteurs, etc., etc. Nous avons remarqué que dans les fréquents Kabary qu'il est obligé d'avoir à notre sujet, soit avec les chefs des villages, soit avec les soldats ou même les porteurs, il ne manque pas de dire : « Voici qu'un ordre de la reine et des raisons d'État obligent nos *parents* européens, les maîtres de nos femmes et de nos enfants, à se retirer au delà des mers, sauf à revenir ici plus tard continuer leurs fonctions. Honorons-les comme nos pères et nos mères, » etc. Grâce donc à

Ralay, le reste de notre voyage s'effectuera en de meilleures conditions. Ce qui est volé est volé. Mais désormais nous serons respectés et rien de pareil ne nous arrivera. Tant il est vrai que le peuple malgache sait se soumettre aux volontés manifestes de ses chefs aussi bien qu'il sait comprendre à demi-mot leurs intentions hostiles !

Vendredi 1er juin, fête du Sacré-Cœur ! Que de fois et avec quelle solennité n'avons-nous pas célébré cette fête si chère à la mission, dans notre église du Sacré-Cœur d'Ambohimitsimbina ! Le divin Maître veut aujourd'hui que nous la passions dans l'épreuve ! Que son saint nom soit béni !

A 4 heures et demie, le R. P. de la Vassière montait à l'autel. Toute la mission catholique d'Imerina assistait à la messe. Avant de distribuer la sainte communion, le R. P. nous a adressé quelques mots pour nous inviter à nous unir à lui, dans le vœu qu'il allait adresser publiquement au Sacré-Cœur de Jésus au nom de la mission maintenant dépouillée de ses œuvres, de ses églises et de ses maisons, et ne possédant pour toute richesse dans l'Imerina que son personnel de Pères, de Frères et de Sœurs.

Puis il a lu à haute voix le vœu que voici :

« O sacré Cœur de Jésus, Cœur infiniment aimable et infiniment aimant, refuge de ceux qui souffrent persécution pour la justice, et notre unique secours en la tribulation présente, nous venons à vous au jour de votre fête, et nous vous remettons le soin de cette mission que votre divine et insondable providence nous oblige de laisser.

« Avant de la quitter, et de nous séparer de cette terre confiée à notre zèle ; au moment d'aller en exil, écoutez favorablement le vœu que nous vous adressons.

« Il vous a plu de laisser balayer nos œuvres par le souffle de la tempête. Ah ! sauvez du moins du naufrage le personnel des ouvriers de cette mission. Préservez des périls de la route les Pères, les Frères, les Sœurs qui travaillent ici à vous faire connaître et aimer.

« Bien que les hommes n'aient rien à nous reprocher, nous avouons en toute humilité que nous avons péché devant vous, et nous vous demandons pardon des taches que votre regard divin découvre dans nos âmes.

« Pères, Frères, Sœurs attachés à cette mission, faisons vœu de vous offrir une neuvaine de messes de communion, si nous arrivons tous

sains et saufs à Tamatave ou si vous nous rappelez à Tananarivo avant la fin de ce voyage.

« Fait à l'église de Saint-Jean-Baptiste d'Ambohimalaza, au nom de toute la mission, le 1er juin 1883.

« C. de la VAISSIÈRE,

« Vice-Préfet et Supérieur de la Mission. »

Quelques heures plus tard on se divisait encore en deux caravanes. La première, composée des Sœurs, de quelques Pères et Frères, des négociants et autres sujets français déjà munis de porteurs, se séparait de nous vers les huit heures du matin, et se dirigeait vers Manjakandriana. Nous restions encore 33 membres de la Mission sans porteurs, avec un nombre relativement considérable de paquets, également sans porteurs. Toute cette journée du vendredi est employée à en recruter. Mais il est aisé de voir qu'il nous en manquera encore beaucoup pour le départ de demain.

Samedi 2 juin. Il est déjà deux heures du soir. Impossible de nous attarder plus longtemps à Ambohimalaza. Les colis sont en route. Quelques Pères en filanjana, la plupart à pied. C'est ainsi que nous faisons les trois heures de route qui nous séparent de Maharidaza.

Dimanche 3 juin. Voici l'ordre du jour pour le voyage : 4 heures, lever; 4 heures 1/2, première messe, à laquelle la communauté fait la communion ; 5 heures, seconde messe d'action de grâce. Pendant les deux messes, chant de cantiques malgaches avec le *Parce, Domine.* La récitation de l'itinéraire et le chant du *Magnificat* terminent l'action de grâce. Les prêtres offrent à tour de rôle le saint Sacrifice. Le soir vers 8 heures, après la récitation de nos litanies, nous chantons en musique les litanies de la sainte Vierge.

La journée de voyage complète consiste en deux étapes de 2 à 3 lieues chacune. Mais soit à raison du nombre des voyageurs, soit à cause des porteurs, qui font les difficiles, soit surtout parce qu'un corps de troupes, expédié de Tananarivo à Tamatave un jour avant notre départ, marche très lentement et s'obstine à barrer le passage à notre première caravane, nous ne ferons guère qu'une étape par journée, et parfois même nous serons forcés de ne pouvoir avancer d'un pas.

Nous quittons Maharidaza vers 6 heures du matin. Le soir, après

six heures de marche, nous arrivions à Ankaramadinika. Encore une étape, et tous les Français seront enfin munis de porteurs.

Jeudi 7 juin. Notre première caravane a eu la veille quelques désagréments avec les porteurs et les soldats, pour avoir essayé, malgré le consentement du chef principal de l'armée, de dépasser le corps de troupes, qui lui barrait la marche. Les porteurs des Sœurs et quelques autres, soutirés par certains chefs protestants de l'armée, se sont mis en grève ou en débandade. Nos voyageuses, n'ayant pu aller de conserve, ont été obligées de coucher les unes dans un village, les autres dans un autre. Plusieurs ont même déjeuné à 9 heures du soir. La seconde caravane a rejoint la première le jeudi 7 juin, vers 10 heures du matin, au village d'Ambavaniasina. Toute la communauté française est heureuse de se retrouver réunie et en bonne santé.

Vendredi 8 juin. Octave du Saint-Cœur. C'est la première fois depuis Ambohimalaza que toute la mission catholique de l'Imerina assiste au grand complet au Saint Sacrifice de la messe à 4 heures 1/2 du matin. Il y avait aussi avec nous quelques fidèles malgaches. Cette réunion dans une pauvre case, les chants, l'assemblée des prêtres, des religieux et fidèles participant tous à la communion, le souvenir de notre proscription, tout me rappelait une scène de la primitive Église, alors que l'Évêque seul disait la messe entouré de son clergé, et que tous les fidèles prenaient part à la communion aussi bien qu'au sacrifice.

Dans la soirée nous arrivons à Beforono. Des lettres particulières nous apprennent que les Français sont sur le point de bombarder Tamatave, et qu'ils n'attendront pas notre arrivée ; c'est le cas de dire plus que jamais: *In manus tuas, Domine, commendo spiritum meum.*

Que vont faire les soldats et nos porteurs à ces grosses nouvelles ?

Le P. Félix saisit pendant la nuit, à travers la simple cloison en feuilles qui sépare sa case de celle de quelques-uns de nos gardiens presque ivres, la conversation suivante : « Que faut-il faire des Français ?—Les tuer.—Et des Sœurs ? — Les vendre. — Malheureusement, ajoute l'un d'eux, nous ne sommes pas assez nombreux pour massacrer tous ces Européens. »

Si tels sont les sentiments de quelques soldats plus ou moins en état d'ivresse, ils sont certainement bien opposés à ceux que la Reine et le premier ministre affectent maintenant d'avoir pour nous, et

qu'ils nous font exprimer à Beforono par leur représentant Ralay. Deux bœufs sont en effet présentés ici aux Français de la part de Sa Majesté et du premier ministre, en témoignage de bonne amitié. C'est ainsi que sont honorés les consuls et autres grands personnages montant à la capitale. Décidément nous ne sommes plus traités en proscrits; et, aux yeux de tous les vrais Malgaches, nous redevenons les parents de la souveraine de Madagascar.

Lundi 11 juin. Obligés de passer une journée entière à Ranomafana, à cause de l'armée, et désireux de répondre à l'amabilité de leur parente royale, les Français donnent quatre bœufs à leurs porteurs. Le P. de la Vaissière verse la moitié de la somme, et l'autre moitié est versée par M. Suberbie, agent de la maison Roux de Fressinet, à qui la mission doit une éternelle reconnaissance pour son admirable dévouement et les services qu'elle en a reçus en ces circontances critiques.

Mardi 12 juin. Nous arrivons enfin à Maromby sur la rivière d'Andevoranto à trois ou quatre journées de Tamatave. La nouvelle du bombardement de cette ville est certaine. Des *Borizana*, qui en sont partis naguère, nous apprennent qu'il a eu lieu dimanche dans la nuit du 10 juin. Et nous qui espérions conduire jusqu'à Tamatave, à force de bons offices, notre armée de porteurs, qu'allons-nous devenir s'ils nous quittent, à Maromby, comme ils en ont déjà exprimé l'intention à Tananarivo ?

C'en est fait : leur argent à peine reçu, ils nous ont lâchement abandonnés pour la plupart et s'en retournent vers l'Imerina. Ils ont peur. *Dominus regit me*, le Seigneur nous conduit, disons-nous. Ayons confiance !

Mercredi 13 juin. Plusieurs des nôtres partent en pirogue pour Andevoranto, où ils vont nous préparer les voies. Les autres passent cette journée à Maromby.

Jeudi 14 juin. A force de peines, de Kabary, et de patience, nous avons pu nous embarquer tous sur des pirogues, descendre la rivière de l'Iaroka et arriver à Andevoranto. Les Pères qui s'y trou vaient depuis la veille nous apprirent que la plupart des habitants s'étaient enfuis dans les campagnes voisines, autant par peur du canon français que par crainte des réquisitions exigées par les soldats hovas. De plus le gouvernement de Tamatave ayant fait

proclamer récemment dans cette petite ville, ainsi qu'en tous les autres villages de la côte, qu'il était expressément défendu de rien vendre aux Français, le peu d'habitants qui y résidaient encore avaient absolument refusé, la veille, de leur céder quoi que ce fût, jusqu'à ce que les soldats de Ralay eussent fait lever pour eux cette prohibition. Grâce à ces soldats et aux paroles plus efficaces encore de Ralay, arrivant en personne confirmer les dires de ses subordonnés, nous trouvâmes, non seulement à Andevoranto, mais partout dans les autres villages, un assez bon accueil.

15 juin vendredi. Des pirogues transportent quelques-uns des nôtres jusqu'à Andavakamenarana, et viennent nous reprendre le lendemain samedi.

Ainsi en sera-t-il les trois jours suivants, non sans beaucoup de tracas, de conventions à renouveler à chaque étape avec nos gens ou les maîtres des pirogues, et les combinaisons les plus variées pour ne rien perdre de nos paquets jusque-là si bien conservés.

19 juin mardi. Nous sommes à Ampanirano, et devons nous rendre à Ankarefo, à pied, puisque les pirogues manquent. Cette étape est fournie en trois heures par la presque totalité des voyageurs, même des Sœurs, qui supportent courageusement la fatigue de la marche au soleil. Mais les fièvres assiègent avec plus d'intensité ceux qui s'en trouvaient atteints depuis quelques jours, et elles font dans nos rangs des victimes nouvelles.

Le soir, c'est au temple protestant que nous chantons les litanies de la Vierge. La foule accourt : « Les chants des Français, répète-t-elle, l'emportent sur ceux des Anglais. » Le temple nous sert encore d'hôtellerie pendant la nuit et de chapelle le matin. « Puissiez-vous revenir vite ! » ajoutent, à notre départ, quelques Bertsimisaraka. « Que Dieu vous entende ! » répliquons-nous.

20 juin mercredi. Après une étape à pied, faite à la fraîche, de quatre heures à sept heures du matin, la plupart des voyageurs parviennent à Ambodisiny, village désert sur la rivière d'Ivondro. En temps ordinaire, il nous suffirait de trois heures seulement pour arriver d'Ambodisiny à Tamatave ; mais, grâce à la guerre et à l'interruption de tout moyen de communication entre la ville occupée par les Français et les autres villages de la côte au pouvoir des Hovas, grâce surtout à la terreur qui règne parmi nos porteurs, et aux ordres

sévères du gouvernement malgache, qui ne permet à aucun de ses sujets de franchir la rivière d'Ivondro, quelques-uns d'entre nous ne fouleront pas le sable de Tamatave avant trois jours révolus.

21 juin. Fête de saint Louis de Gonzague. Ralay s'est mis en quête de barques pour nous faire passer la rivière, et nous entrons enfin à Ivondro, mais nous seulement, et point d'autres. Il a fallu payer tous nos gens à Ambodisiny et nous résoudre à les voir tous nous quitter plus un seul homme désormais à notre service.

Ivondro est un vaste désert où l'on ne voit partout que maisons pillées et ruinées ; pas d'autres êtres vivants que les chats, gardiens des cases abandonnées par leurs maîtres. Quelques boulets français, tirés sur cette petite ville, y ont produit comme ailleurs la panique générale et le désert. Les maraudeurs ont fait le reste. Nous déjeunons comme nous pouvons. Il est trois heures du soir, lorsque nous arrivent tout à coup deux cents soldats français, deux canons, et les charrettes à bœufs de M. Sornay pour transporter nos bagages et les invalides. Quelques hommes de service de la mission française à Tamatave sont avec eux.

Le P. Berbizier et M. Cadière, marcheur intrépide, expédiés par nous en toute hâte dès le matin vers Tamatave, avaient fait connaître notre fâcheuse position, soit au R. P. Cazet, Préfet apostolique, depuis peu arrivé de France, soit au chef de la maison Roux de Fressinet, soit au commandant français du fort nouvellement conquis. Et l'on nous expédiait du secours.

Mais tout le monde ne pouvait partir à la fois : il fallait garder les bagages.

Une première bande, composée des Sœurs et de plusieurs Pères et Frères, fit donc seule, ce soir-là, son entrée dans la ville, presque tous bien fatigués de ces trois dernières heures de chemin à pied.

Une seconde bande les rejoignit le lendemain matin. Les derniers n'atteignirent Tamatave que le samedi 23 juin à 11 heures 1/2. — La mission catholique achevait de célébrer à peine en ce moment les pompeuses funérailles de M. Packenham, consul britannique, mort le 22 juin, dans le sein de la religion catholique, après abjuration préalable de son protestantisme, et baptême pieusement demandé, et reçu quelques jours auparavant, de la main même du Préfet apostolique de Madagascar. — Nous apprenons en même temps qu'un de nos per-

sécuteurs à Fianarantsoa, à Tamatave et ailleurs, le prédicant Shaw, accusé de tentative d'empoisonnement sur quelques-uns de nos soldats, et de complicité avec les Hovas, était détenu à bord de la *Nièvre*, en attendant qu'il passât en conseil de guerre.

Lundi 26 juin. Un peu après minuit, le canon de la *Flore* portant pavillon de l'amiral Pierre, et ceux des autres bateaux en rade mêlent leurs détonations au bruit de la fusillade des soldats de marine établis dans la batterie de terre. C'est une attaque nocturne des Hovas, obligés bientôt de regagner leur camp de Manjakandrianombana, sans avoir pu reprendre Tamatave, comme ils l'espéraient.

Mercredi 4 juillet. Départ pour Bourbon et Maurice de plusieurs de nos missionnaires, et d'une foule d'habitants de Tamatave, ruinés par la guerre, ou sans occupation depuis le bombardement de la ville.

II. Expulsion de Fianarantsoa.

(Extraits d'une lettre du P. Lacombe à son frère.)

Madagascar, Tamatave, 12 juillet 1883.

Mon cher frère,

Il est juste que je te fasse connaître comment nous avons été traités dans la province des Betsiléos et de quelle manière nous avons été expulsés de Fianarantsoa, capitale de cette province.

Le 5 juin, de grand matin, une première rumeur se répand en ville et arrive jusqu'à nous : « Vous allez être chassés, Pères, Frères et Sœurs, tous sans exception ; on vous forcera à partir à pied, et vous ne pourrez emporter que ce que vous serez capables de porter vous-mêmes ; telle est la parole de la reine, et déjà cela s'est exécuté pour tous les Français qui habitaient Tananarivo ou les environs. » La bonne chrétienne qui vint nous dire cela fondait en larmes : c'était un courrier des Anglais qui avait apporté cette nouvelle, qu'on se hâta de divulguer chez tous les adhérents de la secte.

Le 7 juin, dès six heures du matin, nos portes sont gardées par des soldats qui ne laissent ni entrer ni sortir personne. A huit heures le tambour bat le rappel des soldats, qui bientôt envahissent notre emplacement, conduits par le second commandant de la place. Nos élèves pensionnaires sont chassés et ceux qui ne se hâtent pas assez

de sortir sont brutalisés, insultés ou frappés. Tout le personnel de la Mission en résidence à Fianarantsoa s'était réuni dans ma chambre, qui s'ouvre sur la cour d'entrée. Les soldats font un grand demi-cercle tout à l'entour; alors un des chefs s'avance et nous ordonne de sortir pour écouter ce que l'on a à nous dire. Nous nous avançons et attendons en silence, car les bonnes Sœurs, que des soldats avaient été chercher, n'étaient pas encore arrivées. J'eus le temps de bien toiser tous ces braves armés de fusils, de sabres rouillés, de lances ou de coutelas. J'en vis qui n'avaient rien à voir dans cette affaire, si ce n'est de satisfaire leur haine pour le catholicisme et le nom français : c'étaient les illustres de la secte. Enfin, les bonnes Sœurs étant arrivées et ayant pris place à côté de nous, on exhiba les lettres arrivées la veille de Tananarivo.

En voici le résumé : « Les Français ont bombardé Mojanga et ils menacent de traiter de même Tamatave. La reine, craignant de ne pouvoir vous protéger contre la colère de son peuple, vous ordonne de quitter immédiatement la terre de Madagascar. Elle vous accorde jusqu'à lundi, c'est-à-dire cinq jours, pour faire vos préparatifs de départ, et elle vous permet de vendre ou d'emporter vos effets. Jusqu'au jour de votre départ, des soldats feront faction soit à vos portes, soit dans votre emplacement, pour vous protéger contre les voleurs ou contre les méchants qui voudraient vous faire du mal.

« Faites donc promptement vos paquets, reprit l'officier, après plusieurs pourparlers inutiles, et sachez que c'est lundi que vous devez partir ; à vous de chercher les moyens de transport. » Toute la bande partit alors, musique en tête ; il resta toutefois une soixantaine de soldats pour nous garder, et cette humiliation ne fut pas même épargnée aux pauvres Sœurs. On nous avait dit que c'était pour nous protéger; la vérité, c'est qu'on voulait nous empêcher d'avoir désormais aucune communication avec nos chrétiens.

Le coup était porté. Ce n'était donc plus comme autrefois, comme hier encore, une simple appréhension qui alarmait nos cœurs de missionnaires, nos cœurs de pères, pour cette famille de chrétiens engendrée par les rudes travaux de l'apostolat depuis douze ans. Oui, c'était vrai, nous étions chassés ! L'Église de Jésus-Christ était encore une fois vaincue comme au vendredi saint ! La France, que nous aimons tant, dont nous n'avons cessé de raconter la gloire et la puis-

sance à ces peuples qui l'aimaient aussi déjà, la France était humiliée dans ses enfants qu'elle semble ne pouvoir protéger ! Oh ! quelles tristes réflexions se pressèrent alors dans nos âmes déchirées par la douleur !... Un moment d'hésitation surgit : peut-être avons-nous tort de nous soumettre à ces injustes décrets qui nous séparent de notre troupeau, nous dîmes-nous ; ne serait-il pas mieux de résister et de mourir au poste ?... Tout bien pesé, bien examiné, il fut décidé que nous nous soumettrions, car la résistance était inutile et sans fruit pour notre œuvre. Cette résolution fut confirmée par les conseils de quelques chrétiens qui purent nous aborder et qui nous dirent : « De grâce, ne résistez pas ; car si vous résistez, nous savons de source certaine qu'on vous tuera sans miséricorde, et qu'on nous traitera nous-mêmes comme des révoltés. »

Dès ce moment, nous commençâmes à préparer des malles et à faire le choix des objets les plus précieux et de ce qui nous était le plus nécessaire. Cela fait, nous fîmes chercher des porteurs, car, comme tu le sais, mon cher frère, dans ce pays le voyageur n'a pas d'autre véhicule pour sa personne et pour ses bagages que le dos des porteurs et le filanjana, sorte de palanquin. Il sembla d'abord que de ce côté il n'y aurait aucune difficulté ; les plus belles promesses nous avaient été faites à cet égard ; mais tu verras un peu plus loin ce que s'étaient réellement proposé nos officiers hovas.

Le vendredi et le samedi matin l'église ne fut pas fermée aux fidèles ; on leur permit d'assister à la messe, et le très grand nombre en profita pour sa confession ; ils se préparèrent à faire la communion le dimanche ; mais la haine de nos ennemis ne permit pas l'accomplissement d'un désir si légitime et si consolant pour nous et nos chrétiens. Voici ce qui se passa :

Le dimanche, dès quatre heures du matin, les soldats étaient postés à cinquante pas de notre emplacement. Quand arrivèrent nos chrétiens pour assister à la messe de communion, il leur fut signifié de rester à l'écart sur la place. J'avais dit la messe à cinq heures et demie ; à six heures, ne voyant entrer personne, je me hâte d'aller voir ce qui se passe, et j'aperçois plus de 150 de nos chrétiens, hommes, femmes, enfants, groupés sur la place voisine et regardant tristement l'église. J'interroge un soldat, qui ne me répond rien ; alors, bravant la consigne, je sors et me dirige vers nos gens. « Pour-

quoi restez-vous là, leur dis-je ? — Les soldats nous ont arrêtés, me répondent-ils ; nous avons prié Pierre Ratsimbo et André Raonitonia d'aller solliciter du gouverneur la permission d'entrer à l'église, mais ils ne sont pas encore revenus. — C'est bien, mes enfants, attendez ; j'espère que cette permission ne vous sera pas refusée, car la reine a mille fois proclamé la liberté entière pour la pratique de la religion, et hier encore le second commandant m'a affirmé que vous pourriez venir prier à l'église en toute liberté. » Après plus de vingt minutes d'attente nous voyons revenir nos deux envoyés, Pierre et André. Voici la parole du gouverneur, nous disent-ils : « Vous, catholiques, vous ne pourrez entrer aujourd'hui dans votre église ; toutefois, il vous est permis d'aller prier où vous voudrez. » Dans tout ce qui s'était passé depuis trois jours, on n'avait pas trop laissé percer la haine contre le catholicisme. Mais il était impossible à nos ennemis de la contenir plus longtemps : elle se manifesta au grand jour. Eh bien, me dis-je en moi-même, il faut leur prouver que la vraie foi donne du cœur même aux plus faibles. Un profond silence avait suivi la proclamation portée par nos deux jeunes gens députés vers le gouverneur : je l'interrompis, en disant : « Puisqu'on vous refuse l'entrée de l'église, réunissez-vous, quand la cloche sonnera, sur l'esplanade devant l'église, où nous prierons ensemble une dernière fois ; en attendant, retirez-vous tranquillement chez vous. » La cloche sonna à l'heure ordinaire, et bientôt tous nos chrétiens se trouvèrent réunis, les hommes d'un côté et les femmes de l'autre. Ils se mirent à genoux et firent leur prière commune avec le même recueillement qu'ils apportaient à l'église, puis commencèrent les chants d'usage. Ce spectacle m'émut jusqu'aux larmes, et les protestants qui en étaient témoins semblèrent sourds au son de la cloche de leurs temples qui les appelait au prêche : ils se réunirent sur la place et sur les hauteurs pour contempler nos fervents chrétiens auxquels on avait fermé l'entrée de la maison de Dieu, espérant les forcer à entrer dans les synagogues de l'erreur. Je pressentis de suite que tout cela allait irriter la secte, depuis les Anglais qui mènent le troupeau jusqu'aux *mpitandrina* et *mpitoriteny*, qui en sont comme les chiens de garde. J'avais quelques baptêmes à faire et six mariages à mettre en règle : « Il faut commencer par cela, me dis-je, c'est ce qui presse le plus. » Je prends un surplis et une étole et vais me placer au cen-

tre de la réunion, d'où j'adresse quelques mots pour annoncer ce dont il est question pour le moment ; puis j'appelle ceux qui doivent recevoir les sacrements du baptême et du mariage. Tous se mettent à genoux devant moi, et je répands l'eau régénératrice sur le front de dix catéchumènes qui n'avaient pas encore pu recevoir cette grâce. Cela fait, je procède au mariage de six couples, et je me hâte, car quelque chose me dit intérieurement que le temps presse. En effet, je terminais à peine la cérémonie du sixième mariage, que des cris se font entendre. La foule de curieux qui nous entourait s'agite, se disperse, et devant nous apparait un homme furieux, armé d'une lance dont il se sert comme d'un bâton pour frapper à droite et à gauche tous ceux qui sont sur son passage. Tout ce monde prend la fuite, nos chrétiens se lèvent épouvantés et commencent à fuir aussi. On avait reconnu dans cet homme furieux un aide de camp du gouverneur. Je m'avance vers lui et lui dis : « Pourquoi agissez-vous ainsi ? Est-ce vous qui voulez nous empêcher de prier ? — Le gouverneur a défendu de se réunir ici, réplique-t-il. — Non, répondis-je, le gouverneur a seulement défendu d'entrer dans l'église, et personne n'y est entré. Allez demander, de ma part, au gouverneur qu'il nous donne la permission de continuer notre prière, car c'est dimanche aujourd'hui, et la reine veut que son peuple prie. » Nos chrétiens paraissent rassurés, lorsque tout à coup un nouveau tumulte se fait entendre sur la place voisine. Ce sont deux des principaux officiers de la province qui amènent des soldats et semblent vouloir cerner les avenues du lieu où nous sommes réunis. A cette vue, une terreur irrésistible et bien motivée s'empare de notre monde, qui se met à fuir de tous côtés ; quelques jeunes gens, braves comme les chrétiens de la primitive église, restent debout, attendant courageusement le sort qu'on leur prépare. On en saisit deux, ce sont ceux qui avaient eu le courage d'aller ce matin-là demander au gouverneur la permission de pratiquer leur religion. On les conduit au Rova, où ils sont garrottés. Avant de se retirer, les deux officiers dont je viens de parler s'étaient dirigés vers moi et vers les autres Pères qui étaient accourus, et, après nous avoir adressé des paroles menaçantes, ils terminèrent en disant : « C'est demain qu'on vous chasse ; *eh bien ! on vous forcera de partir à pied et on ne vous laissera rien emporter, parce que vous mettez le désordre dans le*

pays. » Nous ne répondîmes rien, c'est ce qu'avait fait notre divin Maître devant Hérode et Pilate. La journée du dimanche s'acheva bien tristement pour nous. Nous avions vu notre troupeau chéri dispersé par les loups ; deux pauvres agneaux étaient restés dans leurs griffes ; combien cela nous déchirait le cœur !

La nuit qui suivit fut une nuit de veille et de travail pour achever nos préparatifs de départ. Dès deux heures du matin nous commencions nos messes, car on nous avait dit qu'on viendrait nous chercher au premier point du jour. A six heures, personne n'avait encore paru pour exécuter la sentence ; les porteurs eux-mêmes, qui nous avaient promis de se charger de nos bagages, ne se montrent pas. Alors nous commençons à comprendre que la menace de la veille s'exécutera, c'est-à-dire que nous serons forcés de partir tous à pied, quel que soit notre âge, quelles que soient nos infirmités ; que les Sœurs elles-mêmes devront subir cette brutale détermination de nos ennemis, et qu'enfin il nous faut renoncer à nos bagages, qui est une proie vivement enviée.

Cependant, dès que le jour s'est fait, nous voyons arriver de tous côtés le peuple des campagnes, qui a été convoqué pour être témoin de notre expulsion. On espérait tuer ainsi pour jamais la religion catholique et faire tomber le prestige dont avait joui jusqu'alors le nom français. C'était une dernière satisfaction, un dernier triomphe dont voulait jouir le protestantisme anglais. A neuf heures, le tambour bat ; bientôt défile devant la terrasse de notre emplacement l'armée Betsiléo, qui a été convoquée ; conduite par les chefs hovas, elle va se masser sur une esplanade qui se trouve à cent mètres environ de chez nous. Ces 3.000 hommes ne sont pas nos ennemis, tant s'en faut ; un quart environ est du nombre de nos adhérents ; les autres nous aiment, et s'ils étaient libres de manifester leurs sympathies, ils diraient volontiers : Ce ne sont pas les Français qu'il faut renvoyer, mais ce sont les Anglais qu'il faudrait chasser, car ils ne cessent d'être pour nous une cause d'ennuis. — Bientôt apparait la troupe des soldats hovas, qui marche le fusil sur l'épaule à la suite de deux officiers, dont l'un s'est affublé pour la circonstance d'une longue casaque rouge ; c'est le mortel ennemi du catholicisme, et, depuis trois ans qu'il habite Fianarantsoa, il n'a cessé de donner en tout et partout des preuves de sa haine. C'est aussi le prêcheur le

plus en renom de toute la contrée; il sait même faire couler des larmes de ses yeux de tigre. Le rôle d'exécuteur des hautes œuvres lui revenait donc de droit.

Je ne puis entrer dans tous les détails de ce qui se passa alors, ce serait trop long; je te dirai le principal. D'abord on nous demande les clefs de la maison et de l'église; nous les remettons. Ensuite on veut savoir les noms de nos porteurs et des autres gens qui nous accompagnent: nous répondons que les portes ayant été fermées à tous ceux qui voulaient nous parler, personne n'a pu arriver jusqu'à nous, et que nous n'avons pas un seul porteur, soit pour nos personnes, soit pour nos bagages. Alors l'officier à la casaque rouge, qui s'était tenu à l'écart jusqu'à ce moment, se précipita vers nous, le sabre levé comme pour nous frapper: « Partez immédiatement, s'écrie-t-il, il ne vous est pas accordé une minute de plus, et c'est votre faute si vous n'avez point de porteurs, car on vous a donné cinq jours pour en chercher. Partez!... » Tout cela avait été prévu par nous; les pauvres Sœurs elles-mêmes avaient leur sac sous le bras; nos Pères et Frères avaient aussi chacun un petit havresac de voyage dans lequel nous avions mis le peu d'argent que nous possédions; donc, à la dernière injonction qui nous fut faite de partir, nous partîmes calmes et sans mot dire, et nous nous avançâmes entre les deux haies des soldats qui occupaient la route. Ce moment fut solennel; un silence plus profond encore se fit dans la foule immense qui nous environnait. Nous marchions lentement et nous apercevions çà et là quelques chrétiens, quelques bons enfants de nos écoles, qui nous considéraient en pleurant. Plusieurs eurent le courage de s'avancer assez près pour nous dire: « Adieu, mon Père; adieu, ma Mère; adieu, ma Sœur. » Pour moi, je ne pouvais répondre que par un signe de la main, car je sentais ma voix étouffée par ma douleur.

Des soldats furent aussitôt désignés pour marcher avec nous; une dizaine nous précédaient, une dizaine nous suivaient; consigne leur avait été donnée d'empêcher nos chrétiens de nous approcher, et surtout de nous suivre. Un brave jeune homme de caste noble ayant voulu prendre le sac d'un de nos Pères et le porter fut immédiatement arrêté et roué de coups. Voilà comment on voulait nous faciliter le moyen d'emporter nos bagages!

Après un quart d'heure de chemin environ, il s'était fait un peu de

calme dans nos âmes ; nous commençâmes à causer un peu. Nous étions vingt : douze Pères, quatre Frères coadjuteurs et quatre Sœurs de Saint-Joseph. Tous nous étions pleins de courage et de confiance en Dieu, persuadés qu'il ferait un miracle plutôt que de nous abandonner. Nous entrevoyions plus de cinquante lieues à faire pour arriver à Mananzary, où nous espérions trouver un navire pour nous embarquer. Cinquante lieues pour nos pauvres Sœurs, pour des hommes ayant passé soixante ans, pour moi avec mon hypertrophie au cœur, cela paraissait long, même au-dessus de nos forces ; je puis le dire en toute vérité, nous n'eûmes cependant pas un seul moment d'hésitation, pas la moindre tentation de défiance en la divine Providence ; et je me hâte d'ajouter : cette bonne Providence ne nous a pas fait défaut un seul jour, un seul instant. Après treize jours de marche, nous arrivions à Mananzary, où nous trouvions un navire anglais qui a bien voulu nous prendre à son bord et nous transporter à Tamatave.

Quand nous fûmes partis, la foule du haut des collines qui entourent Fianarantsoa nous considéra longtemps. Alors sans doute le gouverneur eut honte de condamner les Sœurs à faire à pied une si longue route ; il fit donc partir leurs quatre filanjana et les deux ou trois malles qu'elles avaient laissées ; tout cela vint nous joindre à notre première station.

Arrivés à Alakamisy, gros village que nous atteignîmes le lendemain de notre départ, nous obtînmes du capitaine qui nous conduisait la permission d'acheter deux filanjana et de prendre quelques porteurs. La grâce de Dieu aidant, nous avons pu avec cela accomplir notre voyage, non pas sans de grandes fatigues, mais du moins sans qu'il en résultât pour nous d'accidents graves.

A mesure que nous nous éloignâmes de Fianarantsoa, les soldats qui nous conduisaient devinrent plus serviables et la consigne se relâcha beaucoup de sa première sévérité.

Je ne te ferai pas, mon cher frère, la description du pays que nous avons traversé ; je me contenterai d'un seul mot : c'est un pays magnifique dans sa sauvage fécondité. Quelles forêts ! quelles vallées fertiles ! quelles magnifiques rivières ! Mais tout cela est désert, en attendant que la France catholique lui envoie des colons intelligents qui y trouveront la richesse s'ils veulent travailler.

Le onzième jour de notre voyage, nous arrivâmes à un gros bourg

hova qui se trouve à une petite journée de la mer. C'est un poste militaire où réside un gouverneur, sous la juridiction duquel nous passions. Dès notre arrivée il nous fit connaître une décision venue la veille de la capitale, disait-il. Cette décision *interdisait à tous les Malgaches, sous peine de mort, de nous rien vendre, de nous rien donner, pas même un grain de riz, pas même un verre d'eau.* — MM. les Hovas avaient espéré sans doute que nous mourrions en route ; déçus dans leur espoir, ils nous condamnaient à mourir de faim ; mais Dieu y pourvut encore. Quelques jeunes gens dévoués, qui étaient venus nous joindre sur la route, nous procurèrent, non sans grand péril pour eux, les vivres dont nous avions besoin ; ils en firent de même à Mananzary les jours suivants, jusqu'au moment de notre embarquement, qui eut lieu sur l'*Orénoque* cinq jours après, la mer étant trop mauvaise pour que nous pussions nous rendre à bord plus tôt.

Si à terre nous avions eu un temps favorable, je ne puis pas en dire de même de celui que nous avons eu en mer. Nous pouvions arriver en trois jours à Tamatave : eh bien, ce n'est que le treizième jour que nous sommes entrés dans la rade de cette ville où nous avons eu le bonheur de trouver le R. P. Cazet, qui n'était pas sans inquiétude sur notre compte. Il y avait un mois, jour pour jour, que nous avions quitté Fianarantsoa.

Notre vœu le plus ardent est que la paix se fasse le plus tôt possible, pour pouvoir rentrer dans notre chère mission et y travailler encore à y faire connaître et aimer Dieu et la France. Nous avons la ferme confiance que notre absence ne sera pas de longue durée.

Adieu, tout à toi.

Ton frère,

A. Lacombe, S. J.

Lettre du R. P. Jalbert, de la Compagnie de Jésus, missionnaire au Sabotsy (Betsiléos).

Le 5 juin, je reçus d'un de mes maîtres d'école une lettre me disant qu'il ne fallait plus mettre en doute les bruits de guerre qui

avaient circulé. « Hier, pendant la nuit, m'écrivait-il, des soldats sont arrivés de Tananarivo. Voici ce qu'ils disent : « Les Pères, les « Frères et les Sœurs sont chassés par l'ordre de la reine, on leur « donne trois jours pour faire leurs paquets; ce délai terminé, ils « doivent se mettre en route pour Tananarivo. Ils n'auront pas de « porteurs pour faire ce long et pénible voyage. La reine s'oppose à « ce qu'aucun Malgache les suive et les accompagne. »

Je ne fis pas grand cas de cet avertissement et continuai de vaquer à mes occupations ordinaires. Les événements allaient se précipiter. Le lendemain, je reçois la visite d'une chrétienne de noble famille. A peine entrée dans ma case, elle se précipite à genoux, tout en larmes, et me baise les mains.

« Que fais-tu là? lui dis-je.

— Mon père, me répondit-elle, c'est fini. Ce matin les courriers de la reine ont passé chez moi. Ils apportent à Fianarana l'ordre royal qui vous chasse tous de Madagascar. Les Pères de Tananarivo sont déjà en route. Avant-hier on a cerné et arrêté les Pères d'Ambositra qu'on dirige sur la capitale. Ils ont supplié les soldats de les laisser aller rejoindre à Fianarana leurs confrères de la mission du Sud. Peine perdue! les soldats ont été inflexibles et ont répondu qu'ils avaient l'ordre de réunir tous les Pères à Tananarivo. Sur ce, les missionnaires se sont mis en route pour la capitale sans pouvoir trouver de porteurs. » Cette pensée d'être arrêté et conduit par des soldats comme pour aller présenter nos derniers hommages à la gracieuse souveraine de la Grande Ile fut loin de me plaire. Je conçus dès lors le projet de brûler la politesse à la reine, au premier ministre, à leur brillante cour, et d'épargner aux soldats la peine de m'arrêter, et à moi celle de les suivre.

Je n'osais néanmoins mettre mon projet à exécution. Je voulais savoir auparavant, d'une manière certaine, ce qui arriverait à nos Pères et Frères de Fianarana. Je ne serai libre d'agir à ma guise, me disais-je, que lorsque tout le monde sera cerné et arrêté. Partir auparavant serait fort peu honorable. Lorsque l'arbre a été frappé par la foudre, l'oiseau qui se cachait dans ses branches touffues peut alors, s'il n'a pas été atteint, prendre son essor et s'envoler dans les airs.

Dans la journée du jeudi, 7 juin, je reçus la visite d'un grand

nombre de personnes qui venaient m'exprimer leurs sentiments de condoléances. Plusieurs pleuraient à chaudes larmes et critiquaient vivement l'ordre du premier ministre refusant des porteurs à des Pères et des Frères âgés, à des Sœurs faibles et délicates qui avaient une distance de 60 lieues à franchir à travers forêts, montagnes, ravins, précipices, pour arriver jusqu'à la côte. Certains poussaient la hardiesse jusqu'à m'avouer que l'intention du premier ministre était de nous laisser périr de faim et de fatigue dans les bois; que, n'osant nous tuer ouvertement de crainte d'encourir de justes représailles de la part de la France, il comptait bien sur la misère et la fièvre pour faire son œuvre.

Dans la même journée du jeudi, vers 8 heures du soir, m'arrive un courrier de Fianarana. Il est tout en larmes; d'une voix entrecoupée par les sanglots, il m'annonce que les Pères ont été cernés et arrêtés par les soldats. On avait mis toutes les troupes sur pied; le tambour avait battu aux champs toute la journée; grand émoi, grand déploiement de forces comme s'il se fût agi d'aller combattre une armée de cent mille ennemis. Tout cela pour inspirer la terreur au peuple et lui faire croire que nous étions des hommes gravement coupables aux yeux de la reine et que, par conséquent, nous ne méritions ni pitié ni compassion. Après cela, les Malgaches, naturellement timides et peureux, ne pouvaient s'intéresser à nous sans crainte de se compromettre.

Mon courrier me remet ensuite un petit billet du Rév. P. Lacombe, où il n'y avait que ces quelques mots : « Nous sommes chassés par l'ordre de la reine; on ne nous donne que jusqu'à lundi pour faire nos paquets. Probablement les soldats viendront vous arrêter demain, répondez-leur que vous avez vos paquets à faire. » Aussitôt ce billet lu, je déclarai à deux ou trois personnes de confiance que je me proposais de gagner la côte en m'aventurant dans les forêts, si je trouvais un homme de bonne volonté pour me servir de guide. On me dissuada de mon projet en me disant que je n'arriverais pas jusqu'au bout. Le chemin était trop long et trop difficile, je n'étais pas habitué à la marche. Je répondis que la Providence viendrait à mon secours et ne m'abandonnerait pas.

Pendant ce temps-là, plusieurs Malgaches vinrent dans ma résidence. Les uns me demandaient à être baptisés pendant la nuit; les

autres voulaient se confesser. La demande de ces derniers était juste; j'y fis droit. Je répondis aux premiers d'avoir confiance, que dans quatre ou cinq mois je reviendrais à mon poste. Tous étaient plus émus que moi.

Après les avoir congédiés, je réglai mes affaires. Je mis en sûreté les vases sacrés, le registre des baptêmes, communions et mariages. La petite caisse en fer-blanc qui contenait le tout fut expédiée pendant la nuit pour ne pas attirer les soupçons. Après avoir ficelé mes malles, je me jetai tout habillé sur mon lit et dormis comme d'habitude.

Le lendemain de bon matin, j'appelle un de mes maîtres d'école, et le prie de me chercher deux ou trois hommes de bonne volonté qui consentissent à m'accompagner jusqu'à la côte. Mon homme part en promettant de me chercher un ou deux guides.

La matinée du vendredi se passe assez vite. Grand concours de visiteurs. Dans la soirée, je fais mes adieux à tout le monde. Comme mes finances étaient loin d'être dans un état brillant, j'ai soin d'emporter dans un petit sac en cuir des couteaux, ciseaux, miroirs et des perles, mais pas précieuses. Avec cela je trouverai de quoi vivre en route, si par hasard l'argent me fait défaut. Au moment de partir, un chrétien m'envoie la monnaie de 5 francs en argent coupé. Il connaissait mon dénûment. Je prends mon bréviaire, mon crucifix et, le dirai-je ! un petit joujou qu'on appelle revolver. C'est honteux pour un missionnaire, mais je dois avouer que je n'avais pas l'intention de m'en servir. Je ne voulais que le montrer et faire reculer ceux qui se seraient avisés de me poursuivre.

Le soleil était sur son déclin lorsque j'arrivaï à Itsarafidy. J'entre dans la modeste église où je me propose de passer la nuit. Le maître d'école me présente deux ou trois jeunes gens qui consentent à m'accompagner. Ils me paraissent décidés et pleins d'entrain. Je leur donne de quoi acheter du riz et une poule et les renvoie, après avoir fixé le rendez-vous au lendemain, au premier chant du coq : j'avais hâte de mettre une bonne distance entre les soldats et moi. Je m'étendis sur une natte pour prendre quelque repos, me contentant pour tout souper d'un verre d'eau fraîche qui me parut délicieuse. Je remarquai le peu d'empressement des gens à venir me voir. Ils ne faisaient pas ainsi d'ordinaire. Cela me donna à réflé-

chir; mais je les excusai en pensant que peut-être ils ne m'avaient pas vu arriver. Il faisait d'ailleurs presque nuit et l'église est éloignée des cases. Je roulais d'assez consolantes pensées dans mon esprit, lorsque je vois arriver Marc Ratrimo, le chef d'une famille chrétienne. Il me dit qu'il n'a pu venir me voir au Sabotsy et que, ne comptant pas sur le concours des gens d'Itsarafidy, il se met à ma disposition, pour m'accompagner jusqu'à la côte. Je le remercie vivement et lui déclare que j'ai trouvé des guides.

Lorsque le soleil eut complètement disparu à l'horizon, plusieurs chrétiens m'apportèrent du riz et une poule. Probablement ils avaient craint de venir pendant le jour et, comme autrefois Nicodème, ils avaient profité des ténèbres pour ne pas se compromettre. Je leur parlai quelques instants et leur expliquai l'état des affaires. Ils eurent l'air de me comprendre, car ils ne manquèrent pas de maugréer contre les Anglais. On dit que la nuit porte conseil : c'est vrai; mais ce ne fut pas à mon avantage. Vers les 3 heures du matin, j'aperçois mon maître d'école qui entre en tâtonnant dans l'église. Il m'annonce que les deux jeunes gens ont appris, la nuit même, de la bouche d'un témoin oculaire, le récit de l'arrestation du P. Faure à Alamisky. On a proclamé la défense, de la part de la reine, à tout Malgache d'accompagner ou de suivre les Pères. On leur a dit aussi qu'en route on arrête tous les hommes valides pour en faire des soldats. Bref, ils n'osent plus venir. Je les fais appeler; ils ne veulent pas même comparaître. Je ne perds pas courage. La Providence ne m'avait pas abandonné; elle m'avait envoyé leur remplaçant dans ce Marc Ratrimo dont j'avais refusé les services la veille. Je lui raconte ma mésaventure.

« Que voulez-vous faire? me demande-t-il.

— Partir au plus vite avant que le jour vienne, lui dis-je.

— Eh bien, mettez-vous en chemin. Je viendrai vous rejoindre dans quelques instants, car je tiens à n'être ni vu ni connu. »

Accompagné du maître d'école d'Itsarafidy et d'un jeune esclave qui porte mon petit paquet, je prends la route ordinaire des porteurs de sel. Après une demi-heure ou trois quarts d'heure de marche, Marc Ratrimo vient me rejoindre. Il avait eu soin de se rendre méconnaissable et il me fait quitter le chemin ordinaire pour prendre une direction opposée.

« Bien! lui dis-je, les soldats seront complètement déroutés. On ne manquera pas de leur dire que nous nous sommes mis en route pour aller à tel endroit et nous en serons bien loin. »

C'était le *samedi matin 9 juin.* Vers les 10 heures nous étions assez avant dans la forêt. La marche était rapide, et pourtant je ne ressentais aucune fatigue. Enfin, à 8 heures du soir, nous arrivions à un village perdu dans les bois, et mon guide m'introduit dans une case où je suis parfaitement reçu par des gens de sa connaissance. Je fais honneur au repas préparé que nous partageons en famille. Marc Ratrimo propose à deux Malgaches de m'accompagner jusqu'à Mananjary ou Masindrano; c'étaient des Tanala, habitants de la forêt. Il débat le prix avec eux. On accepte et le marché est conclu.

Le lendemain *dimanche 10 juin,* quand il fallut partir, l'un de ceux qui avaient consenti à me suivre ne paraît pas. Son père, quoique vieux, s'offre à remplacer son fils qui manque à sa parole. Il veut surtout faire plaisir à Marc Ratrimo, son ami. Nous allions nous mettre en route lorsque la femme du nouveau guide commence non à pleurer, car les Malgaches ne pleurent guère, mais à se plaindre de ce que son mari l'abandonne pour aller si loin. Qui gardera la maison? qui soignera les poules, les canards? etc., etc.

Je craignis un instant qu'elle n'empêchât son mari de venir avec moi. Je lui glissai dans la main quelques morceaux d'argent coupé. Elle ne voulut pas les recevoir. *Mamy ny vola.* « L'argent est doux. » lui dit son mari, et sur ce il se disposa à se mettre en route.

La victoire était gagnée. Je fais mes adieux à Marc Ratrimo qui doit rentrer chez lui, je le charge de remercier sa famille et lui laisse en souvenir un couteau et une paire de ciseaux.

Dimanche, lundi et mardi, ce fut non pas une marche, mais une course que je pourrais appeler échevelée. Les montagnes et les vallées disparaissaient derrière moi comme par enchantement. Je ne ressentais presque point de fatigue, tant la Providence me soutenait visiblement. Tous les Malgaches que nous rencontrions étaient étonnés de voir un *vazaha* marcher avec tant de rapidité, et, quand mes guides leur disaient que le matin j'avais quitté tel ou tel endroit, ils n'en revenaient pas. « Comme ce vazaha est fort et robuste! » répétaient-ils entre eux. Dans toutes les cases où j'entrais pour deman-

der l'hospitalité, j'étais parfaitement reçu, moyennant finances ou cadeaux. D'ailleurs ces populations ne connaissaient pas encore l'état des affaires. Puis elles ne sont guère amies des Hovas; elles les craignent plutôt qu'elles ne les aiment, et seraient fort aises d'être débarrassées de leur joug.

A mesure que j'approchais de la côte, je ne craignais plus d'être rejoint et arrêté par les soldats. Mais ce fut au tour de mes guides d'avoir peur. Ils interrogeaient avec anxiété tous les porteurs de sel qu'ils rencontraient sur la route. A la nouvelle qu'à Tsiatosika, poste hova sur les bords du Mananjary non loin de la mer, on levait des soldats et qu'on arrêtait tous les hommes en état de porter les armes, ils ne voulaient plus avancer et menaçaient de me quitter. Chaque jour j'étais obligé de leur remonter le moral. Enfin, poussés par le désir de gagner l'argent promis et aussi par la crainte de déplaire à la famille de Ratrimo, ils consentirent encore à me suivre.

Jeudi 13 juin, nous arrivons sur les bords du Mananjary, tout près de Tsiatosika. J'offre une piastre au maître d'une pirogue pour me conduire à Masindrano. Il fait la sourde oreille et part. Je lui fais dire qui je lui en donnerai deux pour une course de trois à quatre heures; il répond qu'il a une corvée à faire et refuse. Mes deux guides me firent remarquer qu'il craignait d'avoir des rapports avec le *vazaha* et par là de se compromettre aux yeux des Hovas. Je n'étais pas tranquille; mes compagnons ne l'étaient guère plus : comment faire pour traverser Tsiatosika, ville où habite le gouverneur avec de nombreux officiers et soldats? Je propose de passer pendant la nuit. On me répond qu'il y a des sentinelles qui veillent et que nous serons arrêtés. La position n'est pas gaie.

Tout à coup mon plus jeune guide, comme saisi d'une inspiration subite, me dit :

« Venez et suivez-moi. »

Nous nous mettons de nouveau en route. La nuit vient; nous avançons de plus belle dans les herbes, les broussailles, les marais. Après trois heures de marche dans l'obscurité, nous arrivons près d'une case isolée. Mon guide me fait arrêter et me dit :

« J'ai dans cette case un ami, je vais lui parler; si je réussis, je viendrai vous prendre. »

Je m'assieds, en attendant avec anxiété le résultat de ses démar-

ches. Après quelques minutes, il m'appelle et me fait entrer dans la case. Le maître me dit :

« Je vous conduirai à Masindrano. » Il charge sa femme d'aller chercher une pirogue qui se trouvait à une certaine distance. Quoique la nuit fût obscure et que les Malgaches aient une peur extrême de sortir de leurs cases pendant les ténèbres, elle part sans crainte. Elle revient au bout d'une demi-heure et annonce qu'elle n'a pas trouvé de barque : elle est partie dans la journée pour porter des soldats à Tsiatosika.

Le mari ne se décourage pas et dit : « Va chez un tel, emprunte-lui sa pirogue pour une affaire pressante, et, si tu l'obtiens, conduis la non loin d'ici. »

La femme se dispose à partir encore, je lui donne quelques morceaux d'argent pour le maître de la pirogue. Elle sort et va se mettre en quête de la barque. Pendant ce temps on fait cuire le riz.

Nous venions à peine de terminer ce modeste repas, que la femme rentre et dit à son mari

« La pirogue est prête; je l'ai conduite à tel endroit. »

Nous quittons la case et nous nous rendons sur les bords du Mananjary. Il était 9 heures et demie ou 10 heures du soir. La nuit était obscure. Je monte dans la pirogue. Elle était si petite et si étroite qu'en plein jour je n'aurais pas osé affronter dans un si frêle esquif le Mananjary, qui est souvent agité et terrible et qui foisonne de caïmans. Dans de pareilles circonstances, on n'avait pas le temps d'avoir peur. J'étais trop heureux d'avoir trouvé cette barque qui allait nous faire passer près de Tsiatosika sans avoir rien à craindre de son gouverneur et de ses soldats. Les trois rameurs se mettent à l'œuvre. On recommande le plus profond silence et la pirogue glisse légèrement sur les ondes tranquilles de ce beau et grand fleuve. J'étais sauvé et hors d'atteinte.

Comme pour donner un peu de poésie à ce voyage nocturne, la lune commença à briller d'un vif et doux éclat et me permit d'admirer les bords charmants du fleuve. Quoique la pirogue fît un peu eau, je ne sentais point l'humidité, tant mes pieds étaient chauds et comme brûlés par la longue course que je venais de faire. En six jours de marche j'avais franchi les 50 ou 60 lieues qui me séparaient de la mer et cela par des sentiers qui défient toute description.

Il était minuit quand j'arrivai à Tsaravary chez M. Prosper, créole malgache, dont la fille avait été élevée chez les Sœurs à Fianarana; il me reçut avec cordialité. Je me hâtai de faire repartir les hommes qui m'avaient accompagné afin qu'ils pussent passer à Tsiatosika avant le lever du soleil et leur recommandai de ne pas prendre pour regagner leur domicile le chemin que nous avions suivi.

Le lendemain *vendredi 14 juin,* j'arrivai à Masindrano. Je me reposai pendant trois jours et j'eus la bonne occasion de baptiser six petits enfants. Comme la situation devenait intolérable pour les créoles de Bourbon, nous montâmes le 18 juin à bord du navire qui devait nous transporter à Tamatave.

Aux mois de juin et de juillet, la mer des Indes est mauvaise sur les côtes de Madagascar. Nous fûmes assaillis par de terribles coups de vent. Notre navire fut obligé de se réfugier à Sainte-Marie de Madagascar; et ce n'est que le 14 juillet seulement que je pus retrouver à Tamatave les Pères et les Frères expulsés de Tananarivo, et de Fianarantsoa arrivés quelques jours avant moi. Seuls, les missionnaires d'Ambositra manquaient encore au rendez-vous.

III. — EXPULSION DES MISSIONNAIRES D'AMBOSITRA.

Le samedi 2 juin, le P. Chenay, instruit le premier par la rumeur publique des graves événements accomplis à Tananarivo, avait quitté sa mission de l'Ankaratra, et rentrait à Ambositra. Le P. Morisson n'arriva que le lendemain au soir de sa chrétienté d'Ambohimahatsara, après avoir voyagé la nuit, par un temps froid et pluvieux. Aussi fut-il saisi par une forte fièvre, dès son retour à la résidence, et obligé de se mettre au lit, fâcheux contre temps à la veille d'une expulsion.

Le P. de Batz employa la matinée du dimanche 3 juin à conférer le baptême à 96 adultes, qu'il préparait depuis quelque temps. Il fit ensuite ses adieux aux chrétiens. Rien n'était plus touchant ; il pleurait en parlant, et son auditoire pleurait en l'écoutant.

Dès le mardi 5 juin le chef de la police d'Ambositra, accompagné d'une bande de méthodistes indépendants, armés comme lui de sa-

gaies, vint nous intimer l'ordre de partir. Il était 10 heures du matin. Le P. de Batz lui dit : « Laissez moi le temps de réunir des porteurs. — C'est inutile : vous n'aurez pas de porteurs. — Considérez cependant que le P. Morisson est retenu au lit bien malade. C'est le tuer que de le forcer à faire la route à pied. — Qu'importe ? Il marchera. — C'est bien. Aussitôt qu'avec notre aide il sera levé, nous déjeunerons et partirons. — Vous ne pouvez déjeuner ici. Il faut que vous partiez tout de suite. »

Nous dûmes nous exécuter. Malade ou bien portant, chacun se mit en route, emportant avec le bréviaire et le manteau un petit paquet fait à la hâte.

Au bout d'une heure et demie environ, nous arrivons à un petit hameau nommé Malaza-Ravina. Nous y sommes bientôt rejoints par quelques catholiques, qui nous rapportent qu'aussitôt après notre départ d'Ambositra, le prêcheur et maître d'école des indépendants, Rarivo, véritable auteur de notre expulsion, avait convoqué les principaux du village, et reproché hypocritement au chef de la police la mesure prise à notre égard. « N'est-ce pas toi qui m'y as poussé ? reprend celui-ci. — Il n'est pas permis de rejeter sa faute sur autrui, » s'écrient tout d'une voix les compères de Rarivo.

Le chef de police revient donc par trois fois nous supplier de rentrer, nous disant que l'ordre d'exil n'était pas encore arrivé de la capitale, et qu'il fallait l'attendre.

Nous rentrâmes, dans le double but de donner quelques jours de repos au P. Morisson et de mieux organiser notre départ.

L'argent nous manquait. J'ai su depuis qu'on nous en avait envoyé de Tananarivo, au moment de l'expulsion. Mais lettre et argent, tout avait disparu. Le P. de Batz fit alors une vente du mobilier, afin de se procurer quelques ressources. La Providence vint aussi à notre secours. Le belle-fille du premier ministre, Victoire Rasoananarivo, ayant appris la fâcheuse position des missionnaires d'Ambositra, nous expédiait fort à propos de Tananarivo trois de ses esclaves, chargés de nous remettre, avec une lettre d'envoi, des provisions de bouche et un peu d'argent pour notre voyage. Les trois esclaves remirent fidèlement au P. de Batz les provisions de bouche et la lettre décachetée. Mais ils gardaient l'argent, ayant eu soin d'effacer dans la lettre les deux lignes mentionnant l'envoi de cet article, et de

mettre ces ratures sur le compte de leur maîtresse, qui avait, disaient-ils, changé d'avis, au dernier moment, et ne leur avait pas remis d'argent. L'artifice était grossier. « Nous sommes tous faibles et capables de céder à la tentation, leur dit le P. de Batz. Avouez franchement que vous y avez cédé. Je suis obligé d'écrire à Victoire pour la remercier ; un de mes maîtres d'école va porter ma lettre. Que dira-t-elle quand elle saura que je n'ai pas reçu l'argent qu'elle nous destinait ? »

Les trois coupables avouèrent alors leur faute, et, remettant aussitôt au Père la somme volée, le supplièrent de ne pas les dénoncer.

Le vendredi 8 juin, ayant pu réunir quelques porteurs de paquet et des hommes pour porter le P. Morisson toujours malade, nous essayons de nous remettre en route. Mais Rarivo, à la tête d'une bande d'indépendants, nous barre le passage. Il fut très inconvenant : « Tu ne m'aimes pas, dit-il entre autres choses au P. de Batz; mais moi, je te hais. » Force nous fut de nous tenir prisonniers chez nous.

Dix jours après, le même Rarivo, suivi des protestants les plus fanatiques et de la plupart de ses écoliers, vint devant notre maison proférer des menaces de mort. Armé d'un fusil, ainsi qu'un inspecteur des écoles, ils tirèrent trois coups contre la résidence, pendant que toute la multitude des écoliers poussaient des hourras furieux et brandissaient leurs sagaies, comme pour nous transpercer.

Enfin le 21 juin, fête de saint Louis de Gonzague, deux officiers, porteurs des ordres de Tananarivo et qui avaient passé la nuit chez Rarivo, vinrent très brutalement nous intimer l'ordre du départ, dans la direction de Fianarantsoa.

Le P. Morisson malade, et le vieux Frère Brutail, eurent seuls la permission de prendre des *filanjana*. Mais bientôt ils ordonnèrent au Frère de faire aussi le trajet à pied. Quant au P. Morisson, à voir la manière dont ils le faisaient tantôt marcher, et tantôt reprendre son palanquin, lorsqu'il tombait d'épuisement, on eût dit que leur but était de le faire souffrir sans arriver à le tuer. Un des porteurs, très obséquieux en apparence, mais en réalité d'accord avec nos ennemis, glissa à l'oreille du P. de Batz que ces deux méchants officiers ne voulaient que de l'argent. Le Père essaya de satisfaire une si brutale avarice. Ce fut en vain. D'Ambositra à Fianarantsoa où nous ne parvînmes qu'après six jours, les mauvais procédés allèrent leur train sans interruption. Le supplice de la faim s'ajouta à ces vexations. « Ne voyez-vous pas,

leur dit un jour le P. de Batz que le Frère est trop épuisé pour continuer sa route. — Marchez quand même, répondirent ces bourreaux. — Vous pouvez nous tuer ici, ajouta le Père. Mais nous n'avancerons pas. »

Le mercredi 27 juin, arrivée à Fianarantsoa. On nous obligea à stationner trois grandes heures, sur le penchant de la colline, qui conduit à la ville, en face de la demeure déserte de nos Pères expulsés depuis quinze jours, et en spectacle à tout un peuple amassé autour de nous.

Le gouverneur de Fianarantsoa comprit heureusement d'une autre manière que les deux officiers, nos conducteurs d'Ambositra, les ordres émanés de Tananarivo. Il nous fut permis, à Fianarana, de prendre des palanquins pour tous, et les deux nouveaux officiers qui guidaient la marche adoucirent notre position autant qu'ils le purent.

Aussi tout alla assez bien jusqu'à Tsiatosika, où ils nous quittèrent. Le commandant de Tsiatosika avait des ordres pour ne rien laisser vendre ni donner sur la côte française aux ennemis de la reine. Il voulut que ces ordres fussent strictement observés, et nous en fûmes les victimes.

Le samedi 7 juillet quelques bananes achetées à la dérobée furent toute notre nourriture. Vers les trois heures du soir, par une pluie et une brise très fraîche, on nous contraignit de nous mettre en route pour la ville de Mananjary. Les blancs ont coutume de descendre en pirogue la rivière de ce nom, depuis Tsiatosika jusqu'au bord de la mer où se trouve située la ville. Cette faveur nous fut refusée. Nous dûmes prendre le sentier du littoral, très long, très pénible, coupé de fondrières et de ruisseaux infects, et aussi fort glissant à cause de la pluie. Le vieux Frère Brutail, à bout de force, fit plusieurs chutes très lourdes. La pluie avait transpercé de part en part nos vêtements, et il était nuit depuis longtemps lorsque nous arrivâmes au gîte où nous devions passer la nuit. Le maître de la case ayant voulu nous offrir quelque nourriture, notre conducteur officiel de Tsiatosika s'y opposa formellement au nom du gouverneur, et il fallut nous résigner à prendre à jeun notre repos de la nuit, après avoir fait sécher tant bien que mal nos habits tout mouillés.

Le lendemain 8 juillet, nous arrivions enfin, toujours par le sentier du rivage, en face de Mananjary ou Masindrano. Les Pères de Batz et Chenay passèrent les premiers la rivière en pirogue. Le P. Morisson et le F. Brutail entrèrent dans une autre embarcation de ce genre

mais elle chavira au milieu, et ils prirent un bain plus complet que celui de la veille, sous les regards de la multitude accourue pour voir les captifs.

Cinquante soldats, armés de vieux fusils et de lances, étaient là sur la rive opposée. Ils nous reçurent dans leurs rangs et nous conduisirent dans la case qui devait nous servir de prison, jusqu'à notre embarquement par le plus prochain bateau de passage à Mananjary. C'était notre ancienne résidence, abandonnée depuis longtemps. Cette case était ouverte du côté du Nord au vent frais de la saison, et sa toiture en fort mauvais état nous laissait exposés à la pluie, qui tomba abondamment, dès les premiers jours de notre réclusion. Le P. Morisson, le plus malade, avait seul un petit matelas, qu'il céda bientôt alternativement au P. de Batz et au Frère Brutail, non moins malades que lui.

On nous avait défendu de communiquer avec qui que ce soit, blancs ou Malgaches, même pour acheter les choses absolument nécessaires à la vie. Nous étions condamnés à mourir de faim. Il nous fut cependant permis de prendre deux domestiques à notre service. Nous n'eûmes garde de refuser cette faveur, comptant bien employer ces hommes à nous faire parvenir par fraude, et à l'insu de nos geôliers, la nourriture de chaque jour. Le P. de Batz avait choisi comme domestiques deux Malgaches intelligents, nommés Ramiandry et Rainimavo. Ramiandry seul nous fut fidèle. Deux fois nos geôliers surent qu'on nous avait apporté des vivres. C'était une double trahison de Rainimavo d'accord avec nos ennemis. Il fallut, sous peine d'être dénoncés et de mourir de faim, payer fort cher le silence de ces misérables.

Vous savez combien le P. de Batz était habile pour traiter avec les Malgaches : il s'est surpassé dans ces circonstances si difficiles. Mais vous n'ignorez pas sans doute quelle était la sensibilité de son cœur : Dieu seul peut apprécier tout ce qu'il a souffert, voyant que nous étions menacés chaque jour de manquer du strict nécessaire. Ajoutez à ces tortures morales les accès multipliés de la fièvre, accès cependant qui n'avaient d'abord aucun caractère inquiétant.

Vers le 23 juillet, l'état du P. Brutail commença à nous alarmer. J'écrivis à un officier hova de Mananjary, pour lui exposer nos craintes et le prier, au nom de la plus vulgaire humanité, de permettre à M. Esnouf, un des traitants, sujet britannique, de Mananjary, de visiter nos malades : il l'y autorisa.

M. Esnouf a l'expérience des fièvres de la côte et possède une petite pharmacie. Il nous procura donc des médicaments qu'il ne voulut pas que nous payions, et fit même apporter dans notre case un second matelas; mais il était trop tard. Le 27, au matin, le Fr. Brutail expirait. Le lendemain, 28, au matin, le P. de Batz rendait aussi son âme à Dieu.

Nous ne pûmes donner à nos mourants le saint viatique, car, depuis notre départ d'Ambositra (21 juin), nous n'avons pu dire la messe. Nous espérions que ce bonheur nous serait accordé à Mananjary, sachant bien que, quoique la résidence fût fermée depuis longtemps, on y avait laissé cependant tout ce qui était nécessaire aux missionnaires de passage, pour offrir le saint sacrifice; mais des Malgaches avaient volé, un peu auparavant, tout ce qui se trouvait dans notre chapelle. Les missionnaires durent se contenter de l'absolution et de l'extrême-onction et s'en remettre pour le reste à la miséricorde de Celui pour lequel ils mouraient.

Il me fallut écrire aux autorités hovas afin d'obtenir l'autorisation de sortir de notre captivité pour porter au cimetière les corps de nos frères. On nous permit seulement de réciter les prières de la sépulture. Défense d'entrer à l'église, défense de chanter. Les blancs furent cependant autorisés à suivre le cercueil; tous assistèrent à ces tristes obsèques.

Le Frère Brutail fut enterré le 28 juillet au matin, et le P. de Batz le lendemain 29.

Pendant que le P. de Batz expirait, le navire *The Countess*, appartenant à MM. Rogers et Morcy, entrait en rade. Que n'est-il arrivé quelques jours plus tôt, nos Frères eussent peut-être été sauvés!

Dès le lundi 30 juillet, une nombreuse escouade de soldats vint nous prendre, le P. Morisson et moi, et nous conduisit à la plage pour notre embarquement.

J'oubliais de vous dire que, le 29, pendant l'enterrement du P. de Batz, un voleur s'introduisit chez nous, força la malle du défunt et lui ravit vingt-sept piastres qui s'y trouvaient encore. Nous avons la preuve que notre domestique Rainimavo et les soldats nos gardiens, ses complices, ont commis ce dernier vol.

APPENDICE II

Liste des Pères et Frères de la Compagnie de Jésus envoyés à Madagascar depuis l'ouverture de cette Mission 27 décembre 1844 jusqu'à ce jour.

P. Pierre Cotain, arriv. 27 décembre 1844, mort le 2 juin 1871.

P. Romain Dénisau, arriv. 27 décembre 1844, mort le 25 juillet 1861.

P. Joseph Bobillier, arriv. 27 décembre 1844, mort le 13 août 1870.

P. Ambroise Neyraguet, arriv. 27 décembre 1844, mort le 28 janvier 1861.

F. Félicien Jouffre, arriv. 27 décembre 1844, mort le 8 mars 1850.

F. Charles Remacle, arriv. 37 décembre 1844, mort le 30 août 1865.

P. Louis Jouen, arriv. 4 juin 1846, mort le 4 janvier 1872.

P. Marc Finaz, arriv. 4 juin 1846, mort le 22 déc. 1880.

F. Jean Baptiste Lebrot, arriv. 4 juin 1846, mort le 22 septembre 1868.

P. Joseph Mathieu, arriv. 10 février 1848, mort le 7 septembre 1859.

P. Cyprien Bouyssou, arriv. 10 février 1848, rentré en France le 18 juin 1859.

F. Jean Mazards, compagnon de M. Dalmond, entré au noviciat de la Ressource le 1er mai 1848.

P. Étienne Layat, catéchiste de M. Dalmond, entré au noviciat le 8 septembre 1848, mort le 27 août 1872.

P. Étienne Romani, arriv. 19 octobre 1849, mort le 25 juillet 1882.

P. Joseph Ferretti, arriv. 19 octobre 1849, mort le 18 mai 1869.

P. Pierre Piras, arriv. 19 octobre 1849, mort le 17 décembre 1882.

P. André Boy-Melis, arriv. 19 octobre 1849, mort le 2 janvier 1868.

F. Benjamin Coulier, arriv. 19 octobre 1849.

F. Florent Coulier, arriv. 19 octobre 1849, mort le 19 juin 1863.

F. Pierre Souveton, arriv. 19 octobre 1849, mort le 5 janvier 1851.

P. Joseph Webber, entré au noviciat de la Ressource 16 juillet 1851, mort le 2 août 1864.

P. Joseph Goré, entré au noviciat de la Ressource 16 juillet 1851, mort le 11 février 1861.

P. Joseph Faure, arriv. 11 avril 1852.

P. Philippe Galtier, arriv. 11 avril 1852.

F. Louis Perrot, arriv. 11 avril 1852, mort le 20 novembre 1876.

F. Jean Ramcasso, arriv. 11 avril 1852, mort le 24 juin 1877.

P. Laurent Ailloud, arriv. 8 août 1852, mort le 5 septembre 1879.

P. François Callet, arriv. 8 août 1852.

P. Louis Richard, arriv. 8 août 1852, mort le 4 septembre 1872.

P. Eugène Rebréyend, arriv. 8 août 1852, mort le 13 mars 1877.

P. Joseph Gury, arriv. 22 juillet 1853, mort le 6 août 1853.

P. Pierre Balencie, arriv. 29 novembre 1853.

P. Mathieu Berger, arriv. 29 novembre 1853, mort le 9 juillet 1862.

P. Joachim Combet, arriv. 29 novembre 1858, mort le 24 juin 1873.

P. Jean Pierre Rivière, arriv. 29 novembre 1859, mort le 2 décembre 1868.

P. Benoît Coulon, arriv. 2 juillet 1854, mort le 11 avril 1865.

P. Jean Baptiste Pagès, arriv. 2 juillet 1854, mort le 18 juillet 1872.

P. Anatole de Bar, arriv. 2 juillet 1854, rentré en France le 28 novembre 1862.

F. Antoine Chossegros, arriv. 2 juillet 1854.

P. Fructueux Gallès, arriv. 2 juillet 1854, mort le 7 mai 1869.

P. Arnal Grand, arriv. 2 juillet 1854.

P. Hippolyte Labéguère, arriv. 13 février 1855, mort le 9 juin 1857.

P. Louis Parazols, arriv. 13 février 1855, rentré en France le 30 novembre 863.

P. Émile Laffont, arriv. 13 février 1855, mort le 21 février 1874.

P. Spérat Lacomme, arriv. 13 février 1855.

P. Jean-Baptiste Ravoux, arriv. 13 février 1855, passé aux Indes le 30 décembre 1859.

F. Antoine Lacan, arriv. 13 février 1855, mort le 5 août en 1857.

F Adolphe Nougaret, arriv. 13 février 1855, mort le 25 décembre 1881.

P. Charles Laroche, arriv.en 1855, mort le 6 mars 1868.

P. Justin Etcheverry, arriv. 3 avril 1856.

P. Jean Baptiste Barlet, arriv. 3 avril 1856, mort le 9 février 1877.

P. Basilide Rahidy, Malgache, entré au noviciat de la Ressource 21 mai 1857, mort le 10 avril 1883.

P. Arnaud Nativel, créole de Bourbon, entré au noviciat de la Ressource le 8 septembre 1883.

P. Claude Aubert, arriv. 19 décembre 1858, mort le 3 juillet 1877.

P. Auguste Darribère, arriv. 19 décembre 1858, mort le 3 juillet 1877.

F. Gall Kinkèle, arriv. 19 décembre 1858, mort le 7 avril 1865.

F. Antoine Sauné, arriv. 19 décembre 1858, mort le 24 février 1878.

P. Augustin Delbosc, arriv. 3 janvier 1859.

P. Auguste Lacombe, arriv. 3 janvier 1859.

P. Théofrède Rossipont, arriv. 3 janvier 1859, mort le 12 septembre 1867.

P. Antoine Chanson, arriv. 1er février 1860, mort le 28 avril 1863.

P. Jean-Baptiste Biron, arriv. 1er février 1860.

P. Antoine Abinal, arriv. 1er février 1860.

P. Jean Nassès, arriv. 1er février 1860.

F. Joseph Balinou, arriv. 1er février 1860, mort le 21 janvier 1863.

F. Paulin Chantarel, arriv. 1er février 1860, mort le 21 janvier 1863.

F. Victor Souche, arriv. 1er février 1860.

P. Joseph Limozin, arriv. 10 février 1861.

P. Joseph Terrier, arriv. 10 février 1861, rentré en France 1862.

P. Clément Cathary, arriv. 10 février 1861, mort le 23 mai 1863.

F. Philippe Guiraud, arriv. 10 février 1861.

F. Arnold Maillard, arriv. 10 février 1861, rentré en France 1862.

P. Émile Bidault, arriv. 24 juillet 1861.

P. Pierre Morisson, arriv. 24 juillet 1861.

P. Laurent Puccinelli, arriv. 15 novembre 1861, mort 12 juillet 1872.

P. François Roy, arriv. 15 novembre 1861, mort le 20 novembre 1881.

P. Charles Sire, arriv. 28 décembre 1861, mort le 4 août 1862.

P. Jean-Marie Chanut, arriv. 28 décembre 1861, mort le 30 juin 187

P. Alphonse Taïx, arriv. 28 décembre 1861.

F. Étienne Mouton, arriv. 28 décembre 1861.

P. Paul Maupomé, arriv. 24 juillet 1862, mort le 25 mai 1868.

P. Léodegar Montbelley, arriv. 24 juillet 1862.

P. Désiré Roblet, arriv. 24 juillet 1862.

P. Jacques Gardères, arriv. 24 juillet 1862, rentré en France le 19 août 1866.

P. Cyprien Bruel, arriv. 24 juillet 1862.

P. Victorin Malzac, arriv. 24 juillet 1862.

F. Jean Roumieu, arriv. 24 juillet 1862.

F. Louis Espagne, arriv. 24 juillet 1862, mort le 28 septembre 1875.

F. Jean Moons, arriv. 10 août 1862.

P. Jacques Lavigne, arriv. 27 novembre 1863.

P. Albin Dubourg, arriv. 27 novembre 1863, rentré en France le 19 janvier 1865.

P. Camille de la Vaissière, arriv. 27 novembre 1863.

P. Jean-Baptiste Allard, arriv. 27 novembre 1863, rentré en France le 28 août 1869.

F. Augustin Got, arriv. 27 novembre 1863, mort le 4 mars 1867.

F. Denis Cayssalié, arriv. 27 novembre 1863, mort le 4 mars 1867.

P. Jean-Baptiste Cazet, arriv. 30 juillet 1864.

P. Jos.-Hippolyte Blanc, arriv. 30 juillet 1864, passé aux Indes le 27 août 1877.

P. Alphonse Chervalier, arriv. 30 juillet 1864.

P. Louis Porchelt, arriv. 30 juillet 1864, rentré en France le 27 août 1870.

F. Louis Soula, arriv. 30 juin 1864.

P. Augustin Murat, entré au noviciat de la Ressource le 19 mars 1864.

P. Léon de Villèle, entré au noviciat de la Ressource le 19 mars 1864.

P. Pierre Campenon, entré au noviciat de la Ressource le 21 août 1864.

P. Casimir Broussons, arriv. 25 juin 1866.

P. Antonin Michel, arriv. 25 juin 1866.

F. Étienne Soulier, arriv. 25 juin 1866.

P. Firmin Barbe, arriv. 4 mai 1867, mort 22 octobre 1883.

P. Sylvain Faure, arriv. 4 mai 1867.

P. Hippolyte Bregère, arriv. 5 novembre 1867.

P. Louis Gauchy, arriv. 3 avril 1868.

F. Hippolyte Graugette, arriv. 3 avril 1868.

F. Martin Brutail, arriv. en mai 1868, mort le 27 juillet 1883.

P. Ferdinand Héraudeau, arriv. 5 octobre 1868, rentré en France le 30 juillet 1870.

P. Germain Vigroux, arriv. 5 octobre 1868.

F. Alphonso, arriv. 13 mai 1869.

P. François Cazeaux, arriv. 28 octobre 1869.

P. Valentin Dussac, arriv. 28 octobre 1869, mort le 3 janvier 1870.

P. Pierre Caussèque, arriv. 22 décembre 1869.

P. Jean Landes, arriv. 17 février 1870.

P. Alexis Freydier, arriv. 17 février 1870, rentré en France le 24 septembre 1870.

F. Joseph Bacardit, arriv. 17 février 1870, rentré en France en 1876.

P. Étienne Chenay, arriv. 24 décembre 1870.

P. Louis Laboucarie, arriv. 28 septembre 1871.

P. Henri Taïx, arriv. 28 septembre 1871.

P. Antoine Delmas, arriv. 25 octobre 1871, rentré en France en 1873.

P. Henri de Longevialle, arriv. 25 octobre 1871, mort le 5 mai 1872.

F. Alexis Dursap, arriv. 25 octobre 1871.

P. Vincent Bel, arriv. 26 septembre 1872, mort le 24 février 1878.

P. Gaston de Batz, arriv. 26 septembre 1872, mort le 28 juillet 1883.

P. Joseph Bacon, arriv. 26 septembre 1872, mort le 13 février 1873.

P. Léon Fabre, arriv. 8 mars 1873.

P. Albert Cros, arriv. 8 mars 1873.

P. Pierre Cassagne, arriv. 31 août 1873.

P. Célestin Jean, arriv. 31 août 1873.

P. Jean-Baptiste Vallette, arriv. 31 août 1873.

P. Claude Cornillon, arriv. 15 mars 1874, mort le 30 novembre 1878.

F. Auguste Ziemmer, arriv. 15 mars 1874.

F. Maximin Laborde, arriv. 4 juillet 1875, mort le 9 novembre 1879.

P. Émile Jalbert, arriv. le 26 septembre 1875.

P. Jacques Berthieu, arriv. 26 septembre 1875.

P. Jules Bonneville, arriv. 24 septembre 1876.

F. André Vigouroux, arriv. 24 septembre 1876.

P. Hippolyte Blanc, arriv. 11 mars 1877, mort le 27 novembre 1878.

P. Matthieu Félix, arriv. 22 septembre 1877.

P. Justin Dupuy, arriv. 22 septembre 1877, rentré en France en 1878.

P. Henri Elorza, arriv. 28 juin 1878.

P. Régis Berne, arriv. 28 juin 1878, mort le 26 août 1883.

P. Victor Thomas, arriv. 3 juin 1879.

P. François Berbizier, arriv. 24 août 1879.

F. Lauzière, arriv. 26 novembre 1880, mort le 10 février 1882.

P. François Clauzel, arriv. 18 septembre 1881, rentré en France en juillet 1883.

P. Daniel Connellan, arriv. 18 septembre 1881.

P. Jean-Baptiste Bareyt, arriv. 10 novembre 1882.

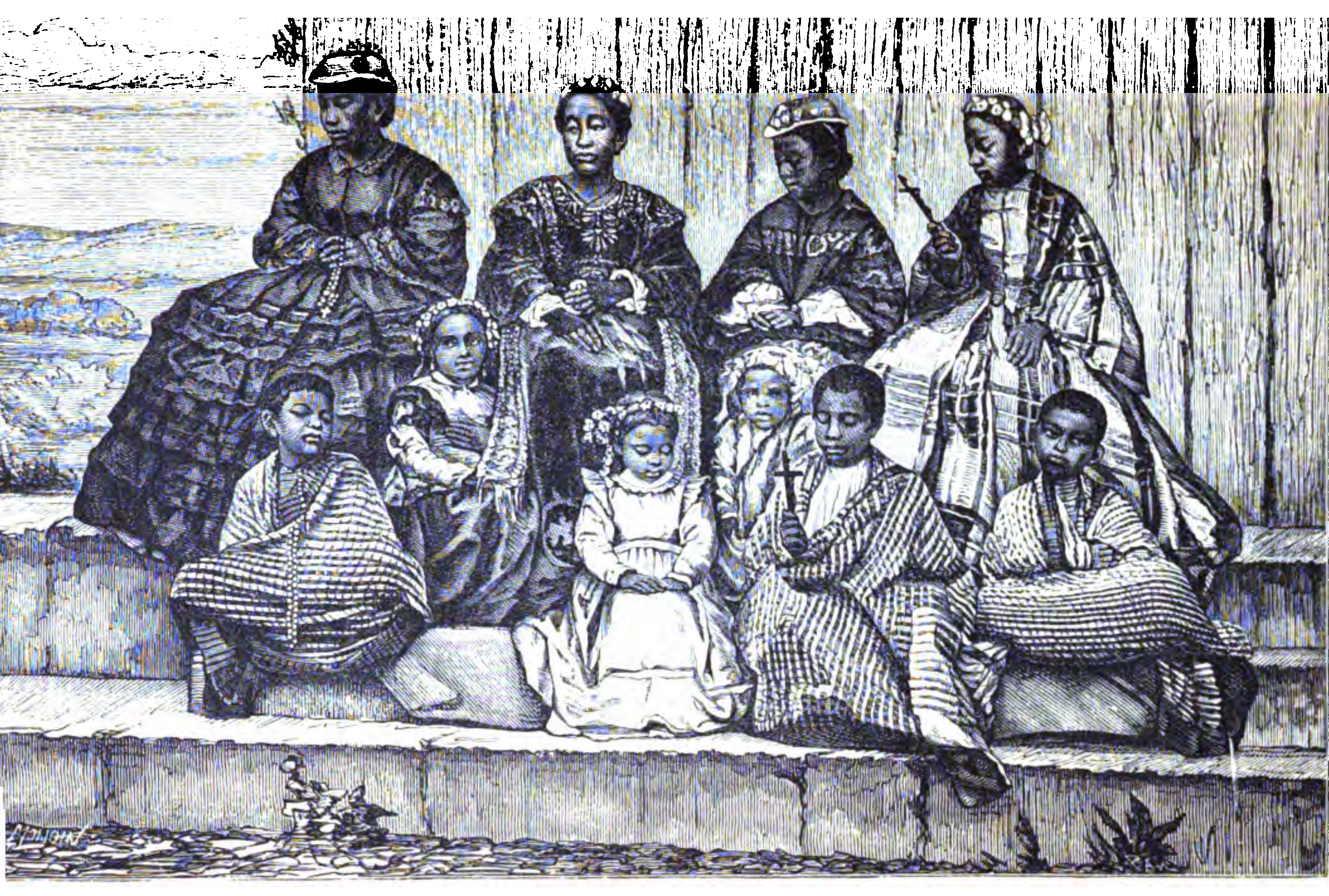
P. Paul Camboué, arriv. 10 novembre 1882.

P. François Guilhen, arriv. novembre 1883.

FIN

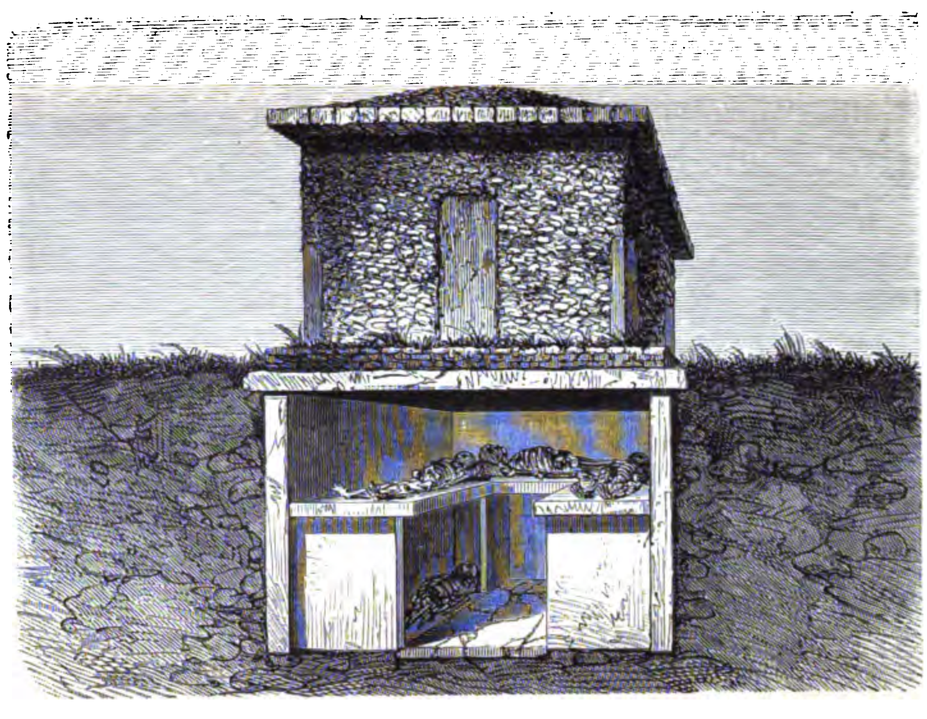


Types Hovas.

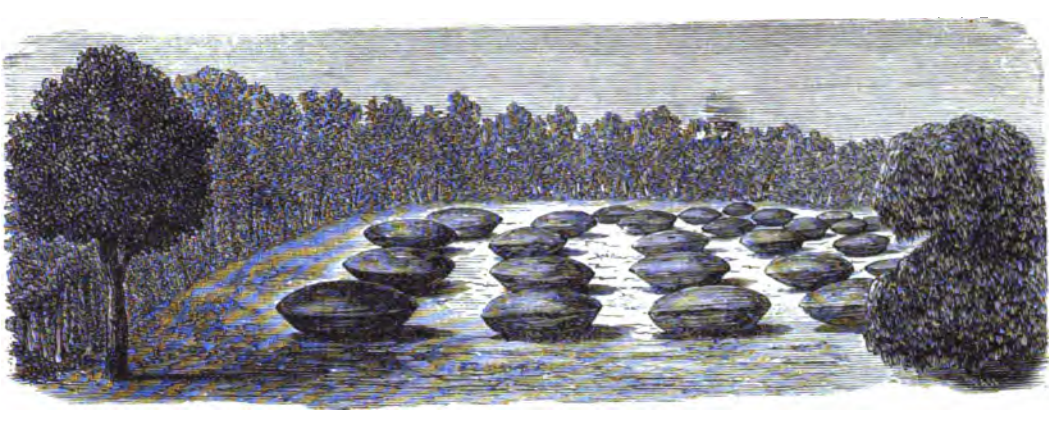


Types de nobles hovas, au jour de leur première communion.





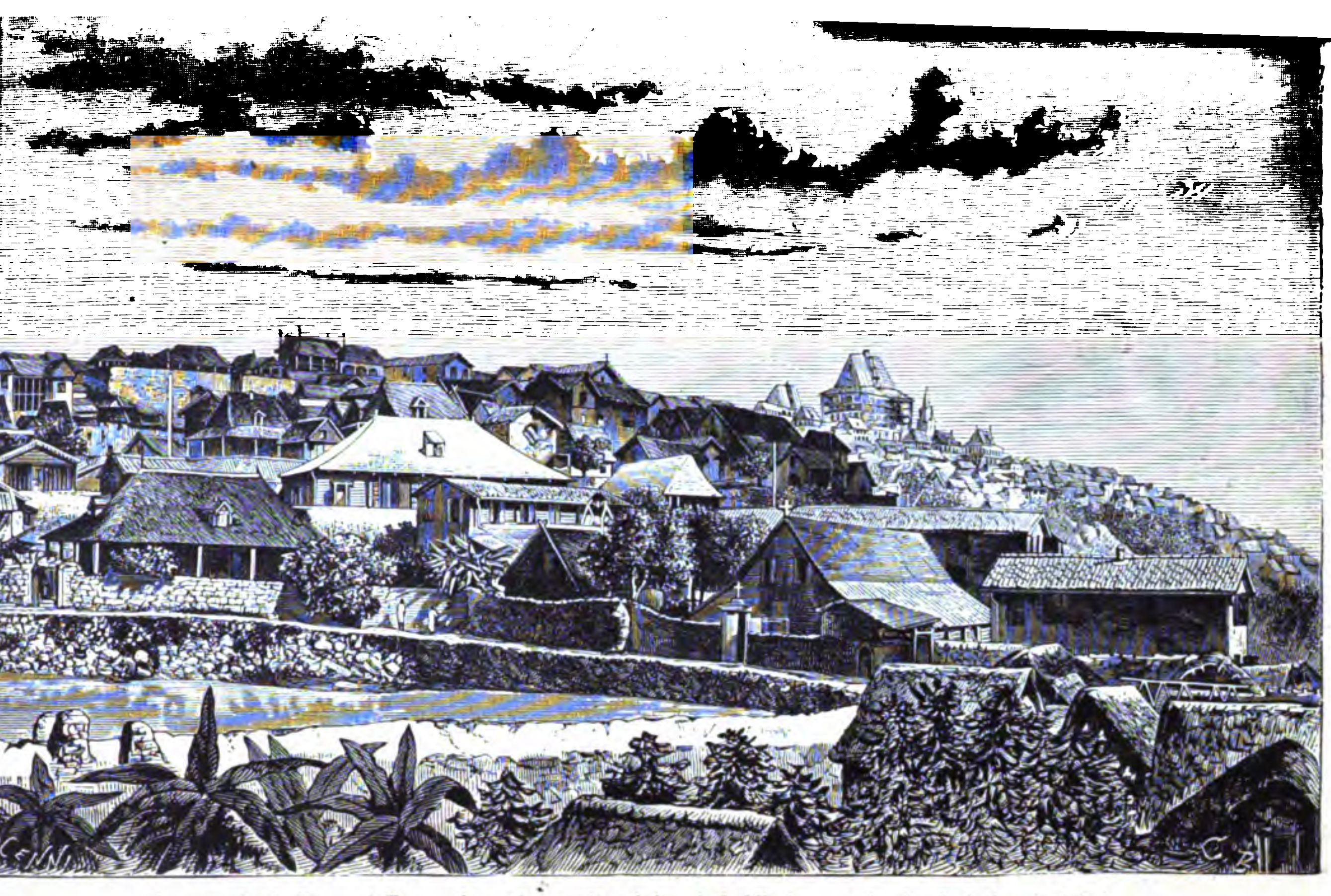
Intérieur d'un sépulcre de noble Hova, avec case mortuaire au dessus du caveau.



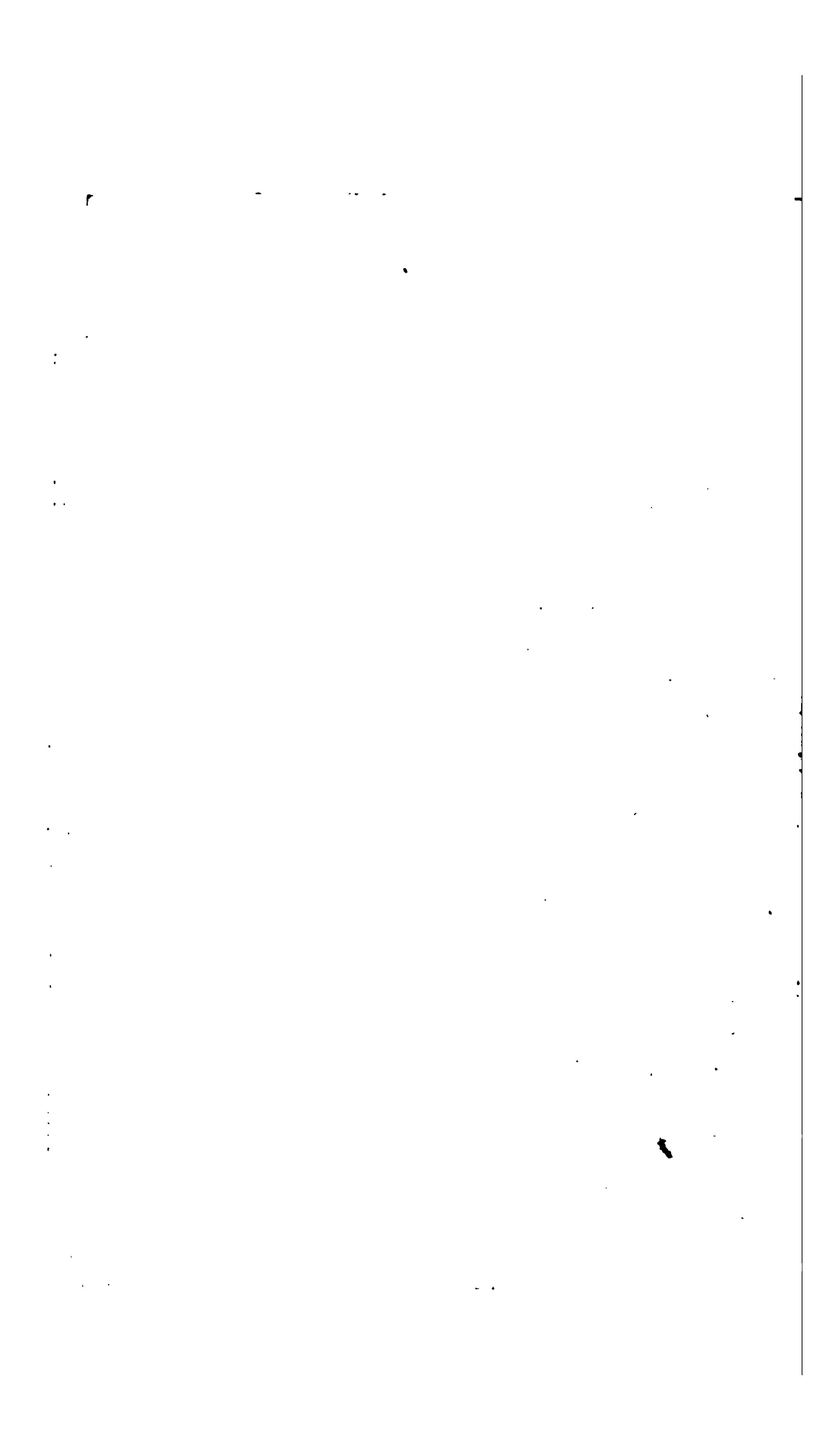
Sépulture à Baly (Côte ouest.)



Aspect de Tamatave (Vue prise du côté de la terre.)



Le consulat de France à Tananarivo et la première église de la Mission, sur les bords du lac Andohalo.





Nouvelle église de l'Immaculée Conception à Andohalo (Tananarivo.)

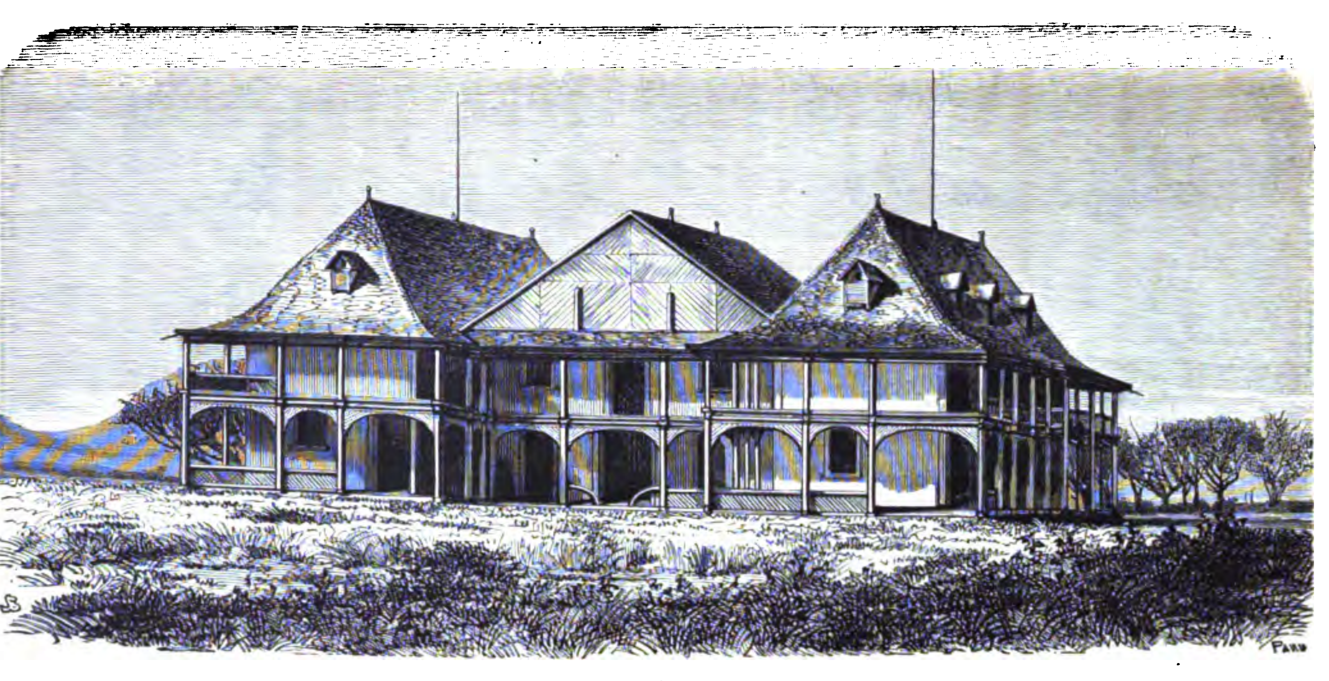
Forge malgache.



Intérieur d une case malgache. Esclave pilant le riz, pendant qu'un autre fait du feu sous la marmite en terre.



Prisonniers malgaches ou Gadralava.



Palais de Radama I, construit par Le Gros

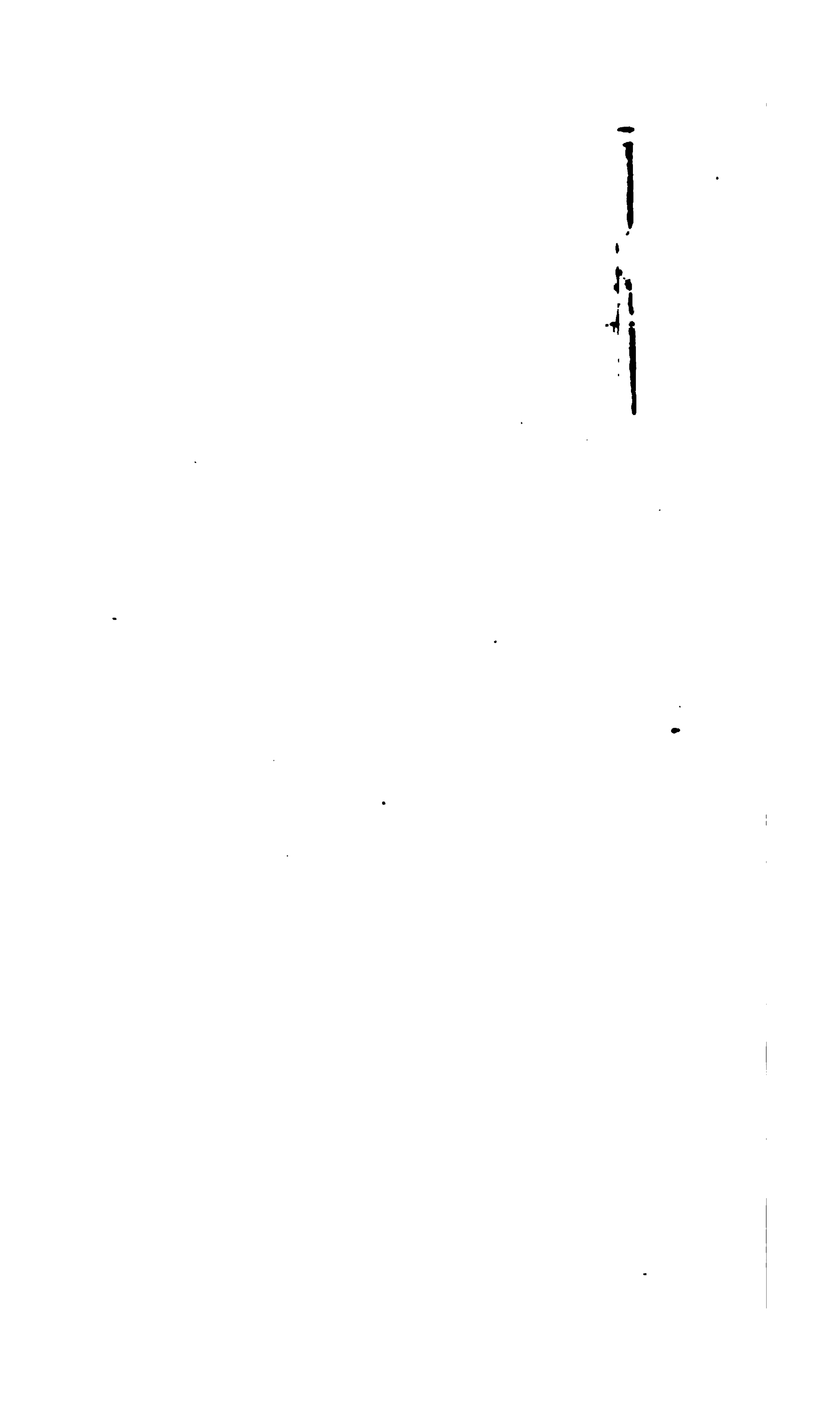


TABLE DES MATIÈRES

DU SECOND VOLUME

CHAP. XIX. *Appréciations protestantes sur le règne de Rasoherina et celui de Ranavalona II. — Mort du P. Boy. — Traité français du* 8 *août* 1868. *—Couronnement de Ranavalona II à l'église de Saint-Joseph de Mahamasina. —Autodafé des idoles. — Création de cent vingt-six évangélistes protestants.* (1868-1869.)

Appréciations du Rév. Sibree sur les règnes de Rasoherina et de Ranavalona II. — Les Frères des écoles chrétiennes à Tananarivo. — Autres faits de la dernière année de Rasoherina. — Maladie et mort du P. Boy. — Enterrement de Rasoherina. — Négociations de M. Garnier pour le traité français. — Bonne foi dans le traité français. — Rapide analyse des clauses qu'il contient. — Couronnement de Ranavalona II selon les usages des ancêtres, expliqués par le P. Callet. — Avant, pendant, après le couronnement. — Formation d'une Église d'État le mois qui suivit le couronnement. — Inauguration du temple protestant d'Ambohipotsy. — Baptême protestant de la reine et du premier ministre. — Invitation de la reine et du premier ministre à l'inauguration de l'église de Saint-Joseph à Mahamasina. — Oppositions protestantes. — La reine à Mahamasina. — Infractions au traité français sous les yeux de M. Garnier. — Le palais en pierre et le temple de ce palais. — Autodafé des idoles. — Création de cent vingt-six évangélistes. — Leur diplôme. — Caractère violent de ces nouveaux missionnaires . . . . Page

CHAP. XX. *Succès de l'Église d'État au sein du royaume hova. —Établissement des missions catholiques dans les campagnes de l'Imerina. — Leurs progrès malgré les obstacles suscités aux missionnaires.* (1868-1869.)

Appréciations protestantes sur le succès de l'Église d'État. — Qua-

lités des apôtres de l'Église d'État. — Commencements des missions catholiques dans les campagnes de l'Imerina. — Description de l'Imerina ; ses provinces, ses villages fortifiés. — La noblesse. — Aspect général du pays. — Maisons des habitants. — Première mission à Ambohitsoa ou Antaneti-Bé. — Bagage des missionnaires des campagnes. — Baptêmes à Ambohitsoa. — Mission d'Antanamalaza. — Obstacles suscités par Rainimaharavo. — Retour du P. Finaz à Ambohitsoa. — Obstacles nouveaux à Ambohitsoa et à Androibé. — Mort de Razakamady. — Défection de son frère. — Ambohijanaka. — Récit des funérailles de Razakamady. — Imerimandroso. — Obstacles. — Nouveaux postes autour d'Imerimandroso. — Hypocrisie ministérielle. Ambohidratrimo. — Manière de passer les rivières. — Total des villages conquis en 1870 . . . . Page 47

CHAP. XXI. *Dernières années et fermeture du collège Sainte-Marie. — Incendie de Nazareth. — Fin de la Ressource. — La résidence de la rue de la Compagnie à Saint-Denis. — La mission indienne à Maurice et la fièvre paludéenne. — Les Petites Iles sous la Préfecture apostolique du P. Lacomme.* (1867-1877.)

Les dernières années de l'Empire. — M. Dupré et l'émeute à Bourbon. — Misère du collège et sa fermeture en 1870. — Ce qu'est devenu l'immeuble du collège. — Incendie de Nazareth. — Suppression par la République des secours alloués à la Ressource. — Fin de la Ressource. — La résidence de la rue de la Compagnie à Saint-Denis. — La mission indienne à Maurice. — Création de l'orphelinat confié aux religieuses de Marie-Réparatrice. — La fièvre à Port-Louis et dans toute l'île. — Dévouement des Pères et des religieuses. — Cyclone violent. — Occupations des missionnaires auprès des païens. — Sainte-Marie de Madagascar sous M. Blandinières. — Première révolte à Mohély contre M. Lambert. — Iomby en Europe. — Deuxième révolte contre M. Lambert. — Triste état de Mayotte et de ses trois populations. — Mamozo. — Écoles de Nossi-Bé. — Leurs progrès. — Le P. Basilide Rahidy, premier prêtre Jésuite de Madagascar à Nossi-Bé. — Les familles chrétiennes à Nossi-Bé. — Fête pour plusieurs mariages des enfants de l'école. — L'Église de Nossi-Bé. — Excursions diverses dans l'île de Nossi-Bé et sur la Grande Terre. — Deux rois élèves de la Mission. — Morotsanga. — Épreuves diverses à Nossi-Bé. — L'incendie. — Le choléra. — Traits édifiants. — La variole. — Tracasseries odieuses d'un administrateur trop zélé au sujet des Mozambiques. — Un Père en prison . . . . Page 86

CHAP. XXII. *La politique du premier ministre Rainilaiarivony. — Progrès de la mission catholique sur la côte orientale et dans l'Imerina. — Graves*

difficultés. — Le commandant du d'Assas. *— Le P. Finaz à Fianarantsoa. — Autres difficultés de tous les jours.* (1870-1872.)

Rainilaiarivony soumis au parti anglais.—Trois écueils de sa politique. —Habileté ministérielle.—Le P. Delbosc à Ambohimanga et la messe sous la tente. — Discours du premier ministre à Ambohimanga. — Conséquences de ce discours. — La procession du Saint-Sacrement à Ambohipo. — La procession de l'Assomption à Mahamasina. — Un mot sur les missionnaires des campagnes. — Fondation d'Andevoranto. — Manankasina. — Le commandant Lagougine et l'affaire de Fénérive. — Un peu plus de liberté accordée à la mission. — Fondation de la mission des Betsileos. — Voyage du P. Finaz. — Deux lépreuses. — La fête protestante du Loha-Volana-Fianarantsoa. — Opposition anglo-hova à Fianarantsoa et dans l'Imerina. — Ambohitrimanjaka. — Appréciations d'un voyageur protestant. — Quelques bons actes du premier ministre en faveur des catholiques. — Influence anglaise toujours formidable . . . . Page 152

CHAP. XXIII. *Mort du P. Jouen et de plusieurs autres missionnaires. — Fermeture de la maison d'Andevoranto. — Nouveau Préfet apostolique de la Grande Terre et Nouveau Supérieur général de la mission. — La résidence du Sacré-Cœur à Maurice. — Conquête du poste d'Ambohimanga. — L'École apostolique. — L'œuvre des prisonniers et des lépreux. — Le Resaka. — Voyage de la reine Ranavalona II chez les Betsileos. — La mission sur la côte orientale.* (1872-1874.)

Mort des PP. Jouen, Cotain, Puccinelli, Pagès, Layat, Richard. — Motifs de la fermeture du poste d'Andevoranto. — Le P. Cazet, Préfet apostolique de la Grande Terre. — Le P. de la Vaissière, Supérieur général de la mission. — Fondation de la résidence du Sacré-Cœur à Port-Louis. — Conquête du poste d'Ambohimanga. — La belle-fille du premier ministre. — Pose de la première pierre de l'église de l'Immaculée-Conception à Tananarivo. — Les officiers du palais à l'école des Frères. — Fondation d'une école apostolique. — La visite des prisons. — L'Œuvre des lépreux. — Baptême des lépreux. — Succès du Resaka. — Son but. — Voyage de la reine chez les Betsileos. — Le P. Delbosc accompagne l'expédition et en raconte les diverses circonstances. — État de la mission chez les Betsileos. — Ikongo. — Visite apostolique du P. Chenay sur la côte Est au Sud et au Nord de Tamatave . . . . Page 191

CHAP. XXIV. *Mgr Delannoy, évêque de Saint-Denis, à Madagascar.* (1875.)

M. l'abbé Mouton auteur des lettres qui composent ce chapitre. — Départ de Mgr Delannoy de Saint-Denis. — Arrivée à Tamatave. —

Discours divers de M. Soumagne et de Radilofera, fils du premier ministre. — La procession de l'Assomption. — Voyage de Tamatave à Tananarivo. — Mantasoa. — Entrée solennelle de Mgr de Saint-Denis à Tananarivo.— Réception au palais.— Dîner officiel.— Messe pontificale à Mahamasina. — Visite des églises de la capitale. — Confirmation. — Une revue à Mahamasina. — Visite de certaines paroisses de campagne. — Les lépreux. — Les Gadralava. — Les écoles. — Les postulantes. — L'École apostolique. — Visite au premier ministre. — Victoire. — Départ de Tananarivo. — Ambohipeno. — Ambohimalaza.— Deux filleuls malgaches.— Confirmation à Tamatave. — Sainte-Marie de Madagascar. — Qu'êtes-vous allés voir au désert? Page 230

CHAP. XXV. *Diverses réformes à Madagascar. — Lois relatives à la civilisation et aux écoles. — M. Parrett. — Fondation d'Ambositra. — Joies et tristesses. — Examens dans les écoles. — Progrès divers de nos œuvres.* (1876-1881.)

Pourquoi des réformes? — La civilisation anglaise. — Les maisons. — Les vêtements européens. — L'armée. — L'affranchissement des esclaves mozambiques. — Encore l'armée. — Lois du 14 juillet 1878. — Lois du 29 mars 1881. — Examen de ces lois. — L'instruction obligatoire. — Écoles et livres imposés. — Inscription des élèves. — Effets de cette inscription. — Le Rév. Pickersgill à Ambohibeloma. — La persécution chez les Betsileos au sujet des écoles. — La chasse aux élèves catholiques. — Plaintes au gouverneur Ragalona. — Les mauvais traitements continuent. — Lettre au premier ministre. — Le P. Fabre maltraité par les prêcheurs et leurs élèves. — Un peu de répit. — Persécutions à Ambohimandroso. — Une lettre du ministre indépendant Baron. — Le R. Cowan. — Les tribunaux établis par les nouvelles lois. — Ces lois ont-elles civilisé le pays? — Qui a profité de leur établissement? — Sentiments divers parmi les Anglais auteurs de ces réformes et de ces lois. — M. Parrett et son amitié avec le premier ministre. — Création du poste d'Ambositra. — Persécutions. — Baptêmes. — Mananjary. — La brebis égarée ramenée au bercail. — Un loup devenu mouton. — Construction de l'église de l'Immaculée-Conception à Tananarivo. — Mort du Frère Laborde. — Mort du consul, M. Laborde.— Le premier ministre examine les élèves des Frères. — Autres examens. — Léproserie nouvelle. — Le dispensaire de Tananarivo. — Les prisonniers. — L'école apostolique. . . . . Page 286

CHAP. XXVI. *Cession des îles Mayotte et Nossi-Bé aux Pères du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie. — Application des décrets du 29 mars 1880 aux îles de la Réunion et de Sainte-Marie de Madagascar.* (1877-1881.)

Une consulte à Tananarivo en 1877. — Le P. de la Vaissière à Paris

et à Rome. — Cession des Petites Iles négociée et conclue pour deux d'entre elles. — Morts à Mayotte. — Incendie de l'école des filles à Zaozy. — Double incendie à Nossi-Bé. — Reconstruction des ateliers. — Un essaim d'abeilles garde le tabernacle vide pendant l'incendie. — Mort du P. Cornillon. — Le P. Malzac envoyé à Mayotte. — Arrivée des Pères du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie. — La cession consommée. — Les décrets du 29 mars 1880 frappent la mission de Madagascar. — Suspension de ces décrets. — Leur application à Bourbon à la prière de certains francs-maçons de la Réunion. — Protestation du Supérieur général. — Jugement d'un journal libéral sur cette mesure. — Sévérité de quelques administrateurs de Bourbon contre les religieux de la Compagnie de Jésus et le clergé colonial de l'île. — Pourquoi ne pas résister à Sainte-Marie de Madagascar. — Dernières années de la mission de Sainte-Marie. — Baptêmes de païens à la suite d'avertissements divins. — Le P. Lacomme visite Sainte-Marie. — Application des décrets à Sainte-Marie. — Difficultés gouvernementales. — Les Pères abandonnent Sainte-Marie. — Mort de Sœur Agathe. — Mort du P. Piras. — Sainte-Marie sans prêtre pendant trois mois . . . . Page 362

CHAP. XXVII. *La persécution par la légalité et les tribunaux à Tananarivo. — Origine des présentes complications politiques entre Madagascar et la France. — Attitude de la mission catholique. — État de son personnel et de ses œuvres au commencement de* 1883. — *Conclusion.* (1881-1883.)

Persécution à Tananarivo au moyen de la légalité et des nouveaux tribunaux. — Ambohinome. — Le Vakin Ankaratra. — Andriamananizao. — Le tribunal d'iniquité. — Origine des complications actuelles entre la France et le gouvernement de Ranavalona II. — Encore M. Parrett. — Sir Gore Jones. — Rupture. — Ambassade hova en Europe. — Modification à l'article V du traité anglais de 1865. — En quel sens — Discours du chef de l'ambassade à la société des missionnaires de Londres. — Témoignage de sir Gore Jones. — Qu'arrivera-t-il ? — État des esprits à Madagascar. — Rumeurs malveillantes contre la mission. — Attitude des missionnaires dans le présent conflit. — État actuel du personnel de la mission à la Grande Terre. — État des écoles. -- Des fidèles. — Des églises. — Des autres ministères spirituels. — État à Bourbon et à Maurice. — Conclusion. — Qui civilisera Madagascar ? — Une dernière et protestante accusation contre la mission. — Réponse et souhait concernant l'Angleterre et la France. Page 387

ÉPILOGUE. — Bombardement de Morotsanga, de Majanga et de Tamatave. — Expulsion des missionnaires de Tananarivo, de Fiana-

rantsoa et d'Ambositra. — Mort de Ranavalona II. — Avènement de Ranavalona III. (1883.) . . . . Page 421

APPENDICE I

Extraits de plusieurs lettres ou journaux de voyage concernant l'expulsion des missionnaires de Tananarivo, de Fianarantsoa et d'Ambositra. . . . . Page 435

APPENDICE II

Liste des Pères et Frères de la Compagnie de Jésus envoyés à Madagascar depuis l'ouverture de la mission, 27 décembre 1844, jusqu'à nos jours. . . . . Page 475

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

Imp. de la Soc. de Typ. - NOIZETTE, 8, r. Campagne-Première. Paris.

ERRATA DU SECOND VOLUME

P. 6, avant-dernière ligne. Au lieu de : *en habits*, lisez *en habits de fête*.

P. 13, avant-dernière ligne : *par it*, lisez *parait*.

P. 79, lig. 6e avant-dernière : *Robert*, lisez *Roblet*.

P. 257, 14e lig. : *effectent*, lisez *affectent*.

